de l'Académie a fin qu'elle pût faire des échanges avec les libraires, et avec les moines et autres réligieux dont l'institution ne permet pas aux individus de vaquer à des études profanes; ce qui ouvrirait un très bon débouché, car on pourrait changer les ouvrages pour ceux de théologie, de morale, d'ascetique, de prédication etc. avec les Mess.rs de la Mission, avec les P. P. de Saint François de Paul, et enfin partout où ces échanges pourraient se faire avec le secours de la protection spéciale du Roi, sans la quelle il serait assez difficile de les réduire.

N.B. En attendant que l'Académie puisse avoir un fond convenable de bibliothèque, d'instruments et de machines, le comte de Saluces prêtera tout ce qu'il a dans ces différens genres; il en sera fait deux régistres dont un sera déposé dans les archives de l'Académie, et l'autre sera gardé par le comte de Saluces pour y noter à la marge les restitutions successives que l'Académie pourra lui faire; ainsi la dépense pourrait se réduire pour le présent aux seuls boisages en noyer, ce qui pour la garniture d'une chambre de grandeur et de hauteur convenables n'excédera pas probablement L. 1.500 tandis que l'emplette d'une bibliothèque choisie serait un objet de très grande considération . . . . L. 1.500

N° 3 AVANCES DE L'ÉDITION

La dépense de l'impression, y compris les gravures, ne s'écarte pas beaucoup de L. 4.000 pour l'édition de 1.000 exemplaires de chaque volume, et quoique le nombre puisse paraître un peu fort, rien n'est cependant si certain qu'on ne trouve plus d'exemplaires des premiers volumes de la société de Turin à acheter, de manière qu'il faudrait en faire une nouvelle édition pour procurer le débit des volumes qui viennent ensuite . . . . . . L. 4.000

N° 4 DE L'AMEUBLEMENT

Quant à l'ameublement des chambres, la dépense se réduirait à très peu de chose, s'il plaisait à S. M. de faire fournir à l'Académie les meubles qui lui seront nécessaires, et dont ses garde-meubles sont remplis qui ne sont plus en usage pour les appartemens de la Cour, et que l'on prête même à des particuliers et aux églises. Ainsi il ne s'agirait pas d'acheter la tapisserie, celle qui a servi à l'auberge d'Angleterre serait bonne, le dais, la marche, le fauteuil, le tapis, le portrait, les tables portatives, les chaises, les fauteuils ordinaires même

en peau, des bancs pour la salle d'entrée, les tapis pour les grandes tables, les ustensiles des cheminées, deux paravents, deux écrans, des rideaux, et bien d'autres articles tombés en réforme, de manière, que la dépense pourrait se réduire à L. 1.000

N° 5 AUTRES DÉPENSES

Frais indispensables pour le port des livres des différentes bibliothèques, des machines, et autres menus pour lesquels on calcule . . . . L. 500

Il serait aussi nécessaire d'avoir un fond qui restât dans les mains du trésorier de l'Académie pour fournir en cas de besoin aux frais des commissaires qui seraient envoyés pour vérifier quelques observations, faire quelques expériences sur les montagnes, ou bien sur le cours de quelque rivière ou bien de ses canals, machines hydrauliques et autres, soit d'ordre de S. M. que par commission des Académies étrangères correspondantes, et l'on évalue pour cela . . . . L. 2.000

Total de la dépense pour le premier établissement . . L. 9.000

DÉPENSES ANNUELLES

S'il plaisait à S. M. d'accorder à l'Académie les membres des appartemens tenus par Monsieur Rayné au Collège Royal des nobles en y joignant cependant la grande salle où était autrefois le théatre du Collège, et qui pourrait avoir une communication libre et commode avec ces appartements, on épargnerait la dépense annuelle du loyer qu'on ne pourrait pas avoir à moins de L. 1.500.

Outre que la chose serait en règle, et infiniment plus décente, c'est que l'Académie ne se trouverait point exposée aux caprices d'un particulier, et d'ailleurs ces pièces auraient toutes les commodités convénables, et dans le cas que S. M. on quelque Prince voulût l'honorer de sa présence, on pourrait les introduire par une entrée plus decénte en passant dans le Collège même, et d'ailleurs cet article serait un objet de diminution considérable de dépense.

Pour le chauffage et la lumière . . . . . L. 600

Papier, encre, plumes, cire, canisefs, sable etc. . . . L. 1.200

Pour l'emplette annuelle de livres, journaux etc. . . . L. 1.000

Ports des lettres, paquets et ouvrages périodiques: les frais, pour ces articles, seraient encore un objet de considération, et si S. M. voulait en accorder la franchise en confiant la

direction à Monsieur Boccard, on épargnerait par an au moins L. 500.

N.B. On a porté plus haut les appointements des deux sécrétaires. Parce qu'ils ne peuvent pas avoir des revenanbons,

celui du sécrétaire copiste à . . . . . . L. 900

Et celui du sous sécrétaire Garde Bibliothèque a . . . L. 700

Garde-machines, et préparateurs d'expériences . . . . L. 500

Concierge de l'Académie ayant des revenanbons . . . L. 500

Les revenanbons consisteront en étrennes, dans les restes du chauffage et de la lumière.

Fonds pour les menus articles des expériences physiques, telles que des robinets des vessies, des tubes, et autres verres, de la cire molle, des luts, des linges etc. . . . . L. 200

Pour des matras, retortes, creusets, les esprits mineraux et autres, les sels, enfin de tout ce qui est du ressort d'un laboratoire de chimie y compris le charbon nécessaire . . L. 400

Pour un prix que l'Académie décernera chaque année dans une assemblée publique à celui des concurrents qui aura le mieux rempli la tache de la question proposée. On donnera alternativement un sujet de mathématique, et l'autre de physique, et l'on évitera les questions de pure spéculation pour avoir toujours en vue celles qui peuvent intéresser l'État L. 1.000

Total de la dépense annuelle L. 7.000

MOYENS QUE L'ON PROPOSE POUR SE PROCURER LES FONDS

Les moyens pour fournir les fonds nécessaires soit pour les frai du premier établissement, que pour assigner la rente annuelle à l'Académie sont les suivants sans qu'il en coûte absolument rien aux finances de S. M. Que le Roi se daignât d'accorder à l'Académie le privilège exclusif des almanachs, tant de ceux qui se font dans ses États, que de ceux qui viennent de l'étranger à l'imitation des Académies de Londres, de Berlin, de Boulogne.

D'après les informations sécrètes qu'on a prises, et d'après des calculs qu'on en a faits, on a trouvé que le bénéfice annuel des almanachs monte à . . . . L. 8.000

Dont en réduisant le vingt pour cent à bénéfice du libraire à qui on cédéra le privilège: il faudrait donc déduire . . L. 1.400

Mais comme Monsieur Fontana et le Sénateur Gavuzzi ont un privilège exclusif pour la composition de l'almanach Palmaverde, dont la concession doit expirer dans deux ans

si l'on ne renouvelle pas trôp tôt son privilège, en dédommagement cependant l'Académie pourrait lui donner une pension annuelle de L. 500 o L. 600 . . . . . . L. 600

Total des déductions à faire . . . . L. 2.000

qui déduites des L. 8.000: reste de produit net . . . L. 6.000

Le libraire Derossi a bien aussi un privilège exclusif pour son Almanach Royal, mais comme il y perd, il ne cherchera probablement plus à le réimprimer, d'ailleurs ce serait un objet de nulle conséquence.
Le calendrier de la Cour a aussi, ou bien se dit d'avoir un privilêge à l'Imprimerie Royale, mais cette société ayant déjà de si grands avantages, du logement, des franchises et l'impression de tout ce qui est publié par les magistrats et par les bureaux, a encore le droit privatif d'imprimer tous les livres pour les écoles, dont la consommation est grande, et le produit certain, de façon qu'en vue de tant d'avantages, on pourrait la dessaisir. Il n'y a point d'autre privilège, à ce que l'on assure, chez les autres libraires.
Par le compte du produit des almanachs qui monte, comme l'on a vu, à L. 6.000 il y aurait un déficit de L. 1.000 pour faire face aux dépenses annuelles, qui montent comme cidevant a L. 7.000.
Pour fournir au déficit annuel et aux premières dépenses de la fondation, il faudrait que S. M. daignât accorder pour une fois à l'Académie le privilège d'une loterie de L. 150.000 avec le bénéfice du dix pour cent, et on aurait par-là un fond suffisant comme par le compte ci-après.
Bénéfice du dix pour cent les frais de loterie deduits . . L. 13.000
Sur lequel on payerait les dépenses du premier établissement portées ci-devant à . . . . . . L. 9.000
Et pour fournir à raison de L. 1.000 chaque année pour la dépense annuelle et pour quatre années . . . L. 4.000

L. 13.000

À ce terme, c'est-à-dire dans 4 ans d'ici, savoir pour l'année 1787, ou que S. M. pourrait accorder une loterie à l'Académie pour lui fournir le fond de L. 1.000 l'année de la façon que l'on jugerait la plus convénable, ou bien en accordant à l'Académie le 1 pour cent sur toutes les loteries qui se feraient dorénavant, ce qui fournirait le fond nécessaire: peut-être à ce temps elle ne serait plus nécessaire, si la pension à M.rs Fontana et Gavuzzi fût amortie, et si l'on pouvait porter plus haut la rente du privilège exclusif des almanachs.

AUTRES EXPÉDIENTS POUR FOURNIR LES FONDS NECESSAIRES

Il y aurait aussi un moyen de pourvoir aux fonds qui manquent annuellement à l'Académie sans le secours de la loterie si l'on voulait y assigner les pensions qui s'ameurtrissent par le decès des individus pensionnés ci-devant jésuites dans les États de S. M. Toute considération sur l'application des biens de l'église à cet objet cesserait si l'on considère que les biens que les particuliers, ou les Corps de Ville, ont fait donation à cette societé l'ont été en vue de tenir les écoles, et d'instruire la jeunesse; il paraît donc que ce ne serait pas s'écarter du but de ces donateurs que d'en appliquer une portion à un établissement qui tend à l'avantage des sciences.

Un autre moyen serait (du moment que l'on n'est pas d'avis de prendre ces fonds sur les biens de quelque maison religieuse réformée) d'assigner par exemple les biens du monastère de Rivalta, ou bien de quelques autres religieux que l'on supprimera, à l'Université. De cette façon S. M. décharge ses finances d'une somme considérable qu'il lui paye annuellement, et par là les finances pourraient payer une pension fixe à l'Académie, ou bien la lui faire payer par l'Université.

La Société Royale, comptant toujours infiniment sur les bontés de V. M. et ne cessant point d'espérer qu'elle voudra bien lui assurer un établissement solide qui lui fasse eviter le ridicule dans lequel elle tomberait à la face de toute l'Europe si elle continuait dans l'état d'inaction dans lequel elle est actuellement réduite, prend la liberté de lui représenter très humblement:

N. 1 Que de tous les moyens qu'elle a proposés pour avoir les fonds annuels qui lui sont nécessaires sans être à charge aux finances, le plus convenable et le plus sûr est sans contredit le privilège exclusif des almanachs dont le produit serait moins sujet à être casuel que celui d'une loterie annuelle, laquelle dans la suite des temps, pouvant rencontrer quelque difficulté à être remplie, jeterait dans le plus grand embarras soit pour les gages des commis buralistes, soit pour toutes autres dépenses et frais.

N. 2 Que ce privilège exclusif ne pourrait occasionner de la part des imprimeurs que des plaintes mal fondées, surtout de la part de ceux qui n'y ont aucun droit, et le désavantage qui en résulterait pour les uns et les autres serait d'autant moins considérable, que presque tous imprimant des almanachs, il se trouverait par là tomber sur un très grand nombre.

N. 3 Que si au contraire l'Académie avait ce privilège, il pourrait lui fournir un fond suffisant pour ses dépenses annuelles, et les imprimeurs ne laisseraient pas de jouir encore d'une portion du profit puisque ce serait d'eux dont on se servirait pour l'impression des almanachs et pour leur distribution. D'ailleurs ce n'est pas de l'impression que les imprimeurs et libraires retirent le plus grand profit, mais des étrennes et des fournitures pour les reliures, et il leur serait tout aussi libre de se procurer ce profit qu'aux libraires et relieurs qui ne sont pas imprimeurs et qui se le procurent actuellement.

N. 4 Malgré les plaintes des imprimeurs contre les privilèges de l'Imprimerie Royale, il faut cependant qu'ils fassent des profits considérables sur beaucoup d'autres articles tels que l'impression et la réimpression des vieux et des nouveaux ouvrages, thèses de l'Université, sommaires de procès, décisions du Sénat, lettres circulaires et celles de négociants, alphabets pour les enfants, la réimpression du Donat, dont on tire annuellement 20 mille exemplaires; car depuis dix ans leur nombre est augmenté de quatre, et cette augmentation ne saurait être attribuée au profit, que peut devenir l'impression des almanachs, puisqu'il y a quatre ou cinq imprimeries qui n'en impriment point; on peut, cela étant, lour ôter sans scrupule l'impression des almanachs.

N. 5 La seule exception qu'il y ait à faire doit être en faveur de l'imprimeur Fontana, qui par son privilège exclusif de Palmaverde mérite quelque dédommagement comme il a été dit dans le mémoire présenté.

N. 6 Comme l'Académie se propose de publier un calendrier sous le nom de *Calendrier de l'Académie* réglé aux meridiens de Turin fondé sur les observations astronomiques à l'instar des Académies de Londres, Paris, Berlin, Boulogne, etc., elle a pensé que D. Cacciardi, à qui les libraires donnent L. 300 par an pour le composer, pourrait le continuer sur le même pied aux frais de l'Académie, sans cela cependant que celui-là donne aucun droit d'y prétendre, attendu qu'il n'a point de privilège.

Les plaintes qui pourraient s'élever de la part des imprimeurs, à les considerer politiquement ne seraient d'aucune conséquence pour l'État. Il n'y aurait tout au plus que sept à huit particuliers qui pourraient en souffrir quelque perte de très petite conséquence, car ce privilège ne diminuant en rien la quantité des impressions qui se font, il y aurait toujours le même nombre d'ouvriers, le même profit et la même consommation.

Le Gouvernement est trop éclairé pour ne pas sentir que les intérêts de sept à huit particuliers ne paraît pas devoir arrêter l'exécution d'un projet où l'on réconnaît l'utilité publique et où la gloire du Souverain est intéressée.

N. 7 En offrant un dédommagement à chacun des imprimeurs quelque modique qu'il fût, outre qu'il absorberait presque tout le fond qu'on se propose de former, ce serait convenir qu'ils jouissent d'un privilège, et introduire par là même un exemple qui pourrait avoir des suites pernicieuses dans cet art et dans les autres.

N. 8 Malgré le privilège exclusif de l'Imprimerie Royale pour imprimer tout ce qui vient de la Cour, les Constitutions ont été imprimées an profit du Roi, sans que personne s'en soit plaint, et lorsqu'il plut au Roi Charles Emmanuel de permettre l'érection de l'Imprimerie Royale, il ne crut pas faire aucun tort à celui qui jouissait des privilèges très amples attachés à la qualité de son imprimeur en le faisant passer à cette société qui à son tour paya pendant quelques années une pension viagère au dit imprimeur.

N. 9 Un imprimeur offre [*sic.*] du privilège 6 a 7 milles livres par année, ce qui fait le fond nécessaire pour la dépense annuelle de l'Académie sans le secours d'une loterie annuelle, et sans avoir besoin d'autres fonds; d'ailleurs si le produit ne donnait pas les L. 7.000 annuelles nécessaires, l'on réduirait alors le prix proposé de L. 1.000 à une moindre somme.

N. 10 Il résulte donc de là qu'en ayant l'agrément d'une loterie de L. 150.000 pour une seule fois avec le bénéfice da 10 pour cent, elle formerait le fond suffisant pour le premier établissement, et le privilège exclusif des almanachs le fond annuel nécessaire, et cette façon paraît sans doute la plus convénable, puisqu'il faut considérer ces fonds comme sûrs, et sur lesquels ont pût tabler pour régler la dépense, sans qu'on fût jamais dans le cas d'importuner S. M. pour suppléer aux vides qui pourraient subvenir si les fonds de l'Académie étaient assignés sur des choses casuelles.

On pourrait obliger les imprimeurs des almanachs à un timbre au profit de l'Académie, mais compte fait, en mettant à un sol le timbre des almanachs reliés et à deux deniers celui des almanachs en feuilles, cela ne formerait que le revenu annuel de L. 3.300 au plus, dont il faudrait déduire les frais du timbre, et dont la perception serait encore très difficile; outre que le nom d'impôt ferait beaucoup crier les imprimeurs qui sous le prétexte du timbre augmenteraient le prix des almanachs, et ce moyen ne fournirait pas le fond suffisant à la dépense annuelle nécessaire.

Turin le 9 Juin 1782

STATO DE' DIVERSI ALMANACCHI, CHE SI STAMPANO IN TORINO, COL PREZZO CHE SI VENDONO, E GUADAGNO CHE NE RISULTA FATTO NEL 1783

Che hanno privilegio esclusivo	Stampatori	Almanacchi	Numero di copie	Guadagno risultante	Prezzo all'ingrosso per caduna		Prezzo al minuto per caduna	
				Lire	Soldi	Den.	Soldi	Den.
	Avondo	Sibilla celeste	4.500	400	4	2	5	–
		Pellegrina celeste	2.000	150	3	8	5	–
		Calendario storico	4.000	50	–	10	1	4
		Calendario delle fiere	12.000	50	–	2	1	–
	Bagno figlio	Almanacco ebrei	1.000	25	2	–	2	6
	Briolo	Calendario Piemontese	2.000	200	5	–	6	–
	Cerrutti	Rustico indovino	3.000	400	4	2	5	–
		Mondo nuovo	2.000	75	2	6	3	6
	Davico	Almanacco Monferrino	2.500	150	6	–	7	6
		Almanacco delle fiere	5.000	25	–	2	1	–
Fontana per il Palmaverde fino all'anno	Fontana	Palmaverde	18.000	3.820	5	2	6	–
		Almanacco delle fiere	16.000	50	–	3	1	–
	Giuliano	Luna stellante	2.000	80	1	6	2	6
		Vestaverde	2.000	60	2	6	3	6
		Valserena	2.000	100	1	6	2	6
		Almanacco fiere	14.000	50	–	2	1	–
	Masserano	Almanacco commercio	500	–	4	–	5	–
		Il giramondo	500	–	4	–	5	–
		Almanacco fiere	5.000	25	–	2	1	–
	Soffietti	Almanacco torinese	2.000	150	4	2	5	–
		Calendario delle dame	500	50	6	–	7	6
Derossi per l'Almanacco Reale	Stamperia reale	Calendario di corte	2.500	500	12	–	15	–
		Almanacco reale	500	50	–	–	30	–
		Corso delle stelle	2.000	250	6	–	7	6
	Lunari	Avondo	25.000	125	–	–	–	–
		Davico	6.000	30	–	–	–	–
		Fontana	24.000	120	–	–	–	–
		Giuliano	16.000	60	–	–	–	–
		Soffietti	30.000	130	–	–	–	–

Giuseppe Ricuperati

ACCADEMIE, PERIODICI ED ENCICLOPEDISMO NEL PIEMONTE DI FINE SETTECENTO

È inevitabile un confronto con quella che è la più ampia ricostruzione della vita intellettuale piemontese del '700, organizzata da Carlo Calcaterra fra il 1935 e il 1943, in tre ponderosi volumi: *Il nostro imminente Risorgimento*, *I Filopatridi* e *Le adunanze della Patria Società letteraria* [1]. Quest'opera, che porta indubbiamente una documentazione notevole, soffre di un limite di fondo, ormai più volte denunciato, che è proprio quello di leggere il '700 piemontese come origini del Risorgimento. Ci si può chiedere – pacatamente – che grado di deformazione può portare un'ottica del genere, presente in altre culture nelle quali la nazione si è formata attraverso un processo di unificazione relativamente recente. Da questo punto di vista il Calcaterra è particolarmente significativo. Il problema infatti non è solo quello di una teleologia a senso unico, il Settecento in funzione dell'Ottocento, che realizza le « speranze d'Italia », si sarebbe tentati di dire, ma soprattutto che l'autore introduce, sia pure involontariamente, alcune falsificazioni, che bisogna smontare prima di affrontare il tema. La prima e più significativa è l'unità e la specificità della cultura piemontese rispetto a quella italiana ed europea. Accentuando le differenze sia con i modelli culturali degli altri stati italiani, sia con l'enciclopedismo francese, individua un carattere comune nella cultura piemontese che suona un po' come un'epistemologia alternativa all'enciclopedismo francese. Questa categoria unificante è il baconismo, che si ritroverebbe in tutti gli scrittori dell'Imminente Risorgimento, dai San Paolini, ai Filopatridi, ai membri dell'Accademia delle scienze. In realtà tale categoria, ad un esame ravvicinato, si rivela un qualche modo inventata accostando citazioni disposte

[1] Torino, SEI, 1935; 1941; 1943. Per una recente discussione complessiva di questi stessi problemi cfr. il saggio di V. Ferrone, *Tecnocrati, militari e scienziati nel Piemonte dell'antico Regime: alle origini della Reale Accademia delle Scienze di Torino*, in « Rivista storica italiana », fasc. 2, 1984, pp. 414-509. Tale saggio, il cui nucleo centrale era nato come relazione in questo stesso convegno, pone in una luce nuova e più complessa i problemi della organizzazione culturale e scientifica nello stato sabaudo di Vittorio Amedeo III.

retoricamente in maniera estrinseca. Il baconismo per Calcaterra è un modo per dare dignità culturale a quelli che vengono percepiti come caratteri originari della cultura piemontese, cioè un certo pragmatismo, una diffidenza per la teoria, l'enfasi verso l'azione. In realtà tutto questo, a ben vedere, ha poco a che fare con l'*Instauratio magna* e il *Novum organum*. Vale la pena di ricordare che d'Alembert, nel *Discours préliminaire* all'*Encyclopédie* aveva tentato una sua lettura cartesiana del baconismo, e che i gesuiti, da padre Berthier dei « Mémoires de Trévoux » a padre Zaccaria, sui periodici italiani, avevano immediatamente contrapposto il loro Bacone all'*Encyclopédie*. Questo termine rischia già così di essere ambiguo. Ma i problemi sono anche più complessi. Da un lato nello spazio sabaudo gioca infatti un ruolo notevole il modello muratoriano, quale può essere esemplificato dalle *Riflessioni sopra il buon gusto*. Non c'è soltanto l'influenza diretta, ma anche quella indiretta, come potrebbe mostrare l'esperienza di Girolamo Tagliazucchi e la sua incidenza sulla prosa piemontese, attraverso un fortunato strumento didattico che dall'università si era diffuso nelle scuole secondarie (2). Basta prendere la *Bibliopea* di Carlo Denina, del 1776, per cogliere numerosi e non casuali echi del pensiero muratoriano e del suo « buon gusto ». Questo, a prescindere da quanti ce ne sono nel *Dell'impiego delle persone*, opera largamente iscritta nel riformismo della « pubblica felicità ». Il tramite, in questo come in altri casi, era stato il barnabita Sigismondo Gerdil, che aveva insegnato a lungo filosofia morale all'università di Torino e che fino al 1775 aveva esercitato una notevole influenza sull'ambiente subalpino. Ciò che colpisce nell'esperienza del Barnabita è la capacità di offrire un'immagine puntuale e rovesciata dell'Illuminismo. Se nel 1747-1748 aveva reagito alle conseguenze materialistiche del lockismo (confutando quindi con il filosofo inglese gli sviluppi free-thinkers), nel 1750 aveva contrapposto significativamente l'ultimo canto del cigno di Muratori, *Della pubblica felicità*, al modello dell'*Esprit des lois*. Il concetto in gioco era quello di virtù, che il Gerdil, sulle tracce del cattolicesimo illuminato muratoriano, riteneva indispensabile anche nelle monarchie e non solo nelle repubbliche.

Anche sul piano scientifico la sua critica al newtonianesimo mostrava una chiara volontà di dare una base al suo cattolicesimo illuminato che non fosse tanto quella delle Boyle's Lectures, quanto quella cartesiano-malebranchana. In questa direzione interveniva contro l'*Emile* di Rousseau e, significativamente, nel 1775, contro il *Système de la nature* di d'Holbach. Non era soltanto una lezione epistemologica, ma soprattutto di politica e religione. Se ne trova una eco profonda negli uomini della generazione successiva, a partire da Carlo

(2) G. Ricuperati, *L. A. Muratori e il Piemonte*, in AA. VV., *La fortuna di L. A. Muratori*, Firenze, Olschki, 1975, pp. 4-84.

Denina, ma anche nel sostanziale anti-illuminismo di Giuseppe Baretti. Per restare negli uomini della prima accademia letteraria, la San Paolina, essa è evidente in misura diversa, ma percettibile, in intellettuali come Robbio di S. Raffaele e Bava di S. Paolo. Ma questo è un discorso da sviluppare. Per ora accontentiamoci di cogliere il fatto che l'epistemologia di Gerdil è molto lontana da ogni scelta rigorosamente empiristica e che quindi una delle più rilevanti presenze culturali piemontesi può essere difficilmente iscritta nel baconismo, se non nel senso molto lato che lo stesso Gerdil strumentalmente cerca di volgere alla sua l'accattivamente e teoreticamente non complesso eclettismo muratoriano, una filosofia dell'esperienza e della ragione destinate a piacere a quanti, come Denina, non avevano grandi interessi epistemologici. In realtà potrebbe sembrare ozioso voler misurare oggi quanto e come dietro un'etichetta così larga c'erano contenuti o metodi di pensiero molto diversi, se in realtà questo termine, come si è detto, non fosse servito al Calcaterra per insistere sulle specificità epistemologiche piemontesi, in qualche misura alternative al modello *Encyclopédie*. Tale approccio finisce per nascondere un problema reale: il complesso rapporto fra società civile e stato in una realtà di frontiera come quella sabauda. In termini di cultura questo discorso significa che per tutta la prima metà del '700 sono le istituzioni volute dallo stato a forzare l'opinione pubblica e a sollecitare la società civile di per sé ancora incapace di avere una forte autonomia e creatività. Non a caso le riforme universitarie di Vittorio Amedeo II erano state un innesto sapiente, ma sostanzialmente artificioso. Modelli e uomini, a partire da Francesco d'Aguirre riorganizzatore dell'università, venivano dall'esterno. Il rapporto tende a cambiare nella seconda metà del '700. Se si vuole una data d'inizio, si potrebbe anche scegliere il 1757, quando un incontro fra aristocratici, militari della scuola d'artiglieria, scienziati e professionisti legati all'università produsse quella società privata che doveva essere il nucleo della futura accademia delle scienze. Non è mio compito parlare di questa, quanto del fatto che essa fu indubbiamente uno dei riferimenti ideali che il Denina ebbe davanti agli occhi quando decise di percorrere la strada del periodico rivolto all'opinione pubblica. È stato più volte detto che il « Parlamento ottaviano », con la sua metafora di un luogo chiuso, l'accademia e le sue fittizie libertà, le sue eguaglianze retoriche, che cancellavano per un istante quelle sociali, è uno specchio significativo dei limiti che negli anni '60 aveva la società civile e l'opinione pubblica piemontese (3). Il confronto col « Caffè » è inevitabile, a tutto svantaggio del periodico piemontese. I modelli stessi sono incerti, rispetto all'analogo lombardo. Il « Caffè »

(3) Cfr. IDEM, *Giornali e società nell'Italia dell'Ancien Régime* (1668-1789), in AA. VV., *La stampa italiana dal '500 all'800*, a cura di V. CASTRONOVO - N. TRANFAGLIA, Bari, Laterza, 1976, pp. 215-222.

percorreva la sua avventura trasformando il modello addisoniano alla luce dell'*Encyclopédie*; il « Parlamento ottaviano » oscillava fra lo « Spectator » e le *Lettres persanes*, tra una forma giornalistica e un genere d'invenzione non molto lontano dal romanzo. Sul piano dei contenuti è facile cogliere quanto resta di gerdiliano nel giovane intellettuale: la scelta del modello assolutistico, la volontà di riformare il clero, l'ansia di individuare una religiosità illuminata e ragionevole, la polemica contro l'anticlericalismo di Voltaire, più che contro il deismo sentimentale e pieno di *pathos* di Rousseau. Rispetto al maestro c'è però una curiosità cosmopolita che non si esaurisce nella contrapposizione: Denina è un intellettuale che non riesce a sottrarsi al fascino dei modelli enciclopedici. Ma per capire questo fino in fondo vale la pena di considerare non solo il suo primo lavoro, quella specie di *work in progress* che è il *Discorso sulle vicende della letteratura*, ma anche il referente ideale, lo spazio nel quale cresceva la curiosità onnivora del giovane intellettuale. E questo spazio era la corte, con le sue relazioni internazionali, la presenza di ambasciatori, avventurieri e intellettuali che si incontravano non solo ufficialmente, ma anche privatamente, arricchendo la città di una vita di pensiero forse un po' estrinseca, ma certo più ricca e affascinante di quella ufficiale o di cui sarebbero state capaci le istituzioni culturali locali. Basta fare qualche nome a caso: nel cuore della guerra di successione austriaca Marco Foscarini era stato a Torino a riallacciare i rapporti fra la repubblica e lo stato sabaudo. La sua relazione, quella del francese Blondel e soprattutto quella di un altro francese, Sainte-Croix, sono documenti preziosi per cogliere la realtà dello stato e forse anche la sua vita quotidiana, il volto mobile e difficilmente percettibile di avvenimenti, uomini, gesti ([4]). Pochi anni dopo, venuto come segretario d'ambasciata, David Hume poté leggere a Torino le prime bozze dell'*Esprit des lois*, che si stava stampando a Ginevra e che gli era passato da un amico di Arthur de Villette, il pastore ginevrino e fortunato editore Jacques Vernet ([5]). Tra parentesi: Giannone era ancora in carcere, ma lo stesso Vernet, da Ginevra, gli aveva procurato l'appoggio del residente inglese e così il prigioniero poté accedere ai libri della biblioteca de Villette. Il discorso era destinato ad

([4]) M. Foscarini, *Relazione dello stato di Savoia*, in L. Cibrario, *Relazioni dello stato di Savoia negli anni* 1574, 1670, 1743 *scritte dagli ambasciatori veneti*, Torino 1830; A. Blondel, *Memorie aneddotiche sulla corte di Sardegna*, ed. da V. Promis, Torino, 1871; Sainte-Croix, *Relazione del Piemonte del segretario francese Sainte-Croix*, a cura di A. Manno, « Miscellanea storica italiana », XVI, Torino, 1877.

([5]) Cfr. P. E. Chambley, *The conflict between Montesquieu and Hume A study of the Origins of A. Smith's universalism*, in AA. VV., *Essays on A. Smith*, edited by A. Skinner - T. Wilson, Oxford 1975. Cfr. anche G. Ricuperati, *Pietro Giannone: bilancio storiografico e prospettive di ricerca*, in AA. VV., *Pietro Giannone e il suo tempo*, a cura di R. Ajello, Napoli, Jovene, 1980, voll. 2, I, p. 222 e sgg.

accentuarsi negli anni successivi, col prevalere di una pace ormai stabile almeno per gli spazi italiani. Lo stato sabaudo era un punto di riferimento saldo per la politica inglese. Ne era una prova la qualità stessa dei diplomatici che vi venivano inviati. Con James Stewart MacKenzie, plenipotenziario fra il 1760 e il 1761, e destinato a diventare un protagonista della vita parlamentare inglese, era giunto a Torino, come segretario, Louis Dutens (6), un giovane intellettuale di origine francese. Dutens si era ambientato perfettamente nella città subalpina. Come il vecchio Solaro di Breglio, aveva frequentato con successo il salotto della bella signora Martin, la moglie del potente banchiere che per gelosia, qualche anno prima, aveva fatto allontanare per due anni, in fortezza, il giovane Angelo Saluzzo di Monesiglio, futuro fondatore dell'Accademia delle scienze. Dutens, diventato amico del Saluzzo e di Lagrange, si dedicò a Torino a quel grande lavoro di filologia, che fu l'edizione delle opere di Leibniz (7), per il quale cercò spesso l'aiuto degli intellettuali della società che sarebbe stata l'accademia delle scienze, oltre che di d'Alembert. La stessa opera di Denina, *Discorso sulle vicende della letteratura*, è legato alle relazioni con questo mondo. Molti giovani gentiluomini inglesi e scozzesi utilizzarono l'Accademia frequentata dal giovane Alfieri come scuola d'italiano e quindi come sosta iniziale per quel *tour* d'istruzione che l'Italia era ormai diventata da molti decenni. Nel 1759 proprio il Dutens aveva coinvolto il Denina come insegnante per alcuni giovani scozzesi. Questo incontro e scambio era stato all'origine di quel tentativo di filosofia della storia letteraria che richiamava inevitabilmente l'*Essai sur les moeurs* di Voltaire e l'*Origine des lois* di Yves Goguet. Se questa fase di Carlo Denina ci restituisce, sia pure dall'esterno, una parte delle vicende che portarono fin dal 1757 alla fondazione di quella società dedicata alle matematiche e alle scienze naturali, va detto che a questo punto l'interesse per il modello *Encyclopédie* era abbastanza diffuso, se, come racconta il Darnton, questa ebbe 53 acquirenti subalpini (8). Pensando al tipo di lettore-collaboratore cui ci ha abituato l'analisi del Proust (9), non è difficile tracciare l'identikit ideale anche senza far ricerche documentarie più precise: possiamo pensare al mondo aristocratico, e in particolare a quella nobiltà di servizio che copriva ormai gli alti incarichi. Del resto, come ha mostrato il Ferrone, il gruppo della Société royale, Saluzzo in testa, avrebbe collaborato per le voci di chimica, alla riedizione livornese del 1770.

(6) Cfr. L. Dutens, *Mémoires d'un voyageur qui se repose*, Paris, Bossange, 1806, voll. 3.

(7) Cfr. G. W. Leibniz, *Opera omnia... studio L. Dutens*, Ginevra, De Tournes, 1768, voll. 6.

(8) Cfr. R. Darnton, *The Busines of Enlightenment. A publishing history of the Encyclopedie* 1750-1800, Cambridge-London, Belknap Press, 1979.

(9) Cfr. J. Proust, *Diderot et l'Encyclopédie*, Paris, Colin, 1967.

A questo punto vale la pena di tentare di capire che cos'è stata la più lunga e tenace esperienza accademica nel settore storico-letterario, destinata a durare dal 1776 al 1791. È un primo segno della vitalità della società civile, che ormai non si esprime più solo nel campo scientifico, dove aristocratici, professori e militari si incontravano anche sotto la spinta di esigenze di rinnovamento tecnologico che non potevano non coinvolgere i modelli della cultura scientifica. Ma quale società? Chi sono i protagonisti della vita intellettuale piemontese? Può essere interessante scomporre l'Accademia S. Paolina nelle sue componenti. Ci sono i grandi maestri lontani: Muratori e Gerdil, come si è detto. Ci sono gli intellettuali che ne preparano le premesse teoriche: Carlo Denina e Francesco Galeani Napione. Ci sono poi i nobili che la popolano, la proteggono, la vivono come la loro forma essenziale di esperienza intellettuale: i Robbio di San Raffaele, i Bava di S. Paolo, da cui il nome, i Marenco. Ho detto che Denina e Napione ne preparano le premesse. Basta interrogare, in questo senso due opere, che contengono, implicitamente, i programmi di lavoro della Sampaolina. Mi riferisco al *Saggio sopra l'arte istorica* di F. Galeani Napione del 1773 e alla *Bibliopea* del Denina, 1776. Nel primo il giovane intellettuale ventitreenne, tipico esponente della nobiltà di servizio, offriva al giovane sovrano, da cui tutti si aspettavano una svolta, la sua ambiziosa metodica. Non era un discorso senza risvolti nell'ambiente, se si pensa a quanto scriveva Paolo Angelo Carena ([10]), sviluppando il programma muratoriano e mettendolo a servizio della storia patria con una più complessa accentuazione degli aspetti economico-geografici, oltre che storico-archeologici. Ciò che qui conta è che il più ampio discorso sulla storia scritto nell'Italia settecentesca, e ampiamente informato, anche se talvolta in modo estrinseco (Genovesi, Montesquieu, d'Alembert, Hume, non solo Bacone e Muratori) preceda di tre anni un'accademia destinata a dare un largo spazio a tale disciplina. Come mostra l'ideologia implicita nei *Piemontesi illustri*, Galeani Napione coglie il ruolo politico della storia, per la formazione del cittadino, del magistrato e del funzionario. L'opera del Denina è cronologicamente ancora più collegabile con la San Paolina, avendo lo stesso anno di nascita. Non era per caso che un intellettuale di origine modesta, partito dalla natìa Revello per un'avventura che lo avrebbe portato lontano, a Berlino e a Parigi, scrivesse un manuale sul modo di comporre i libri, un trattato di retorica specifico destinato a rappresentare un punto di riferimento per gli intellettuali piemontesi. Era per lui un momento molto significativo. La pubblicazione dei volumi delle *Rivoluzioni d'Italia* 1769-1770 aveva decretato un successo tale che si spostava sul

([10]) Cfr. ora G. P. ROMAGNANI, *Un secolo di progetti e tentativi: Il Dizionario storico geografico degli Stati Sardi da Carena a Casalis*, in « Rivista storica italiana », 2, 1983, pp. 451-502, rifluito nel volume dello stesso, *Storiografia e politica culturale nel Piemonte di Carlo Alberto*, Torino, Deputazione subalpina di storia patria, 1985.

Piemonte l'attenzione degli storici italiani. Sembrava realizzare quel tipo di storia che Napione stava teorizzando. La *Bibliopea* è strettamente collegata non solo con le *Rivoluzioni*, ma anche con *Dell'impiego delle persone* che avrebbe spezzato per un lungo periodo le ambizioni del giovane intellettuale. La *Bibliopea* non è infatti solo un manuale tecnico, ma anche e soprattutto un discorso sugli intellettuali e la cultura. Basta come esempio quanto il Denina afferma sulla necessità di un'educazione di base letteraria, che, per lui, significa non specializzata, un'apologia delle scuole pubbliche e del modello di cultura insegnato in Piemonte e confermato, pochi anni prima, dal La Chalotais. Del resto il Denina sosteneva che gli studi dei letterati (che erano gli interlocutori ideali del suo libro) non avrebbero dovuto essere diversi da « quelli che si richiedono all'educazione di qualsivoglia gentiluomo o persona civile » ([11]). La filosofia che egli proponeva a questo apprendista intellettuale era ancora quella delle *Riflessioni sopra il buon gusto* di L. A. Muratori. Emergevano in questo testo alcuni discorsi sulla lingua che sarebbero ritornati nell'accademia Sampaolina. La matrice potrebbe essere individuata nella lezione del Tagliazucchi e nella sua antologia di prose. Il Denina percepiva la superiorità del francese: « forse non per altra ragione che per la precisione sua, e perché il dizionario si è formato non sopra scartafacci di mercanti, ma sopra le opere di autori sensati, ed esatti o dell'uso di persone viventi in una gran città, con una coltissima e splendidissima nazione » ([12]).

Pur cogliendo il carattere più scritto che parlato della lingua comune d'Italia, era contro ogni forma di egemonia del fiorentino, come quella teorizzata dalla Crusca. Bisognava battersi perché la lingua « civile » fosse la stessa in tutte le regioni. Molti e altri dati si potrebbero ricavare da questo manuale di retorica che, destinato al pubblico universitario, inevitabilmente voleva nel contempo insegnare a fare i libri ai giovani piemontesi ormai mossi sulla strada dell'organizzazione accademica. Sono fra l'altro impliciti molti problemi che gli intellettuali della S. Paolina avrebbero dovuto affrontare: il rapporto col potere, con l'opinione pubblica, con le persone influenti, con la censura, con la stampa. Notevoli sono in questo senso le osservazioni sulle citazioni delle fonti. Probabilmente il Denina stava vivendo con troppo entusiasmo il suo ruolo di Mentore inquieto, teso a riaprire il Piemonte alla cultura europea. Nel 1777 il tentativo di edizione fiorentina di *Dell'impiego delle persone* (e il risentimento degli ecclesiastici per le sue opere precedenti) gli fecero conoscere la durezza della censura piemontese. Perse la cattedra e fu relegato per due anni a Vercelli, cosa destinata ad allentare i suoi legami con la San Paolina. In

([11]) C. DENINA, *Bibliopea o sia l'arte di compor libri*, Torino, Reycends, 1776, p. 20 e sgg.
([12]) *Ivi*, p. 82.

realtà, la sua influenza sul gruppo di intellettuali che si raccolsero nella casa di Emanuele Bava conte di S. Paolo era destinata a crescere, come potrebbe mostrare un'analisi ravvicinata di un testo del conte Vincenzo Marenco, *Lo spirito di patriotismo riguardo alle scienze, ed alle lettere appresso alle nazioni*, pubblicato nel 1783, ma recitato nel 1776 alla S. Paolina. La dipendenza dal Denina e in particolare dal *Discorso sulle vicende della letteratura* è impressionante. Il giovane intellettuale aristocratico aggiungeva di suo un notevole ottimismo nel segnare la ripresa settecentesca italiana e nel cogliere i valori positivi della cultura illuministica, da Newton a Locke, all'*Encyclopédie*. In quest'operetta c'è l'elogio più aperto e senza riserva a quest'impresa e ai suoi redattori: « Finalmente si deve a' Francesi la gloria di avere se non interamente perfezionato, ad alto segno portata la più riguardevole opera, ed utile, a cui potesse giammai la tipografica arte impiegarsi, cioè l'Enciclopedia, immenso lavoro che può considerarsi come un prezioso deposito delle umane comprensioni di tutti i generi, e di tutti i tempi, che l'immortalità assicura a quanti vi concorsero, specialmente a' principali suoi promotori ed ordinatori li signori Diderot e D'Alembert, superiori ad ogni elogio, e da mettere nel novero de' più distinti benefattori delle scienze e delle arti tutte ... » ([13]).

Certo, non mancavano le tipiche riserve (di marca gerdiliana) contro l'irreligione di Voltaire e Rousseau. Ma ancora una volta (come già nel Denina del « Parlamento ottaviano ») si preferiva Rousseau: Voltaire era un irreligioso in mala fede, mentre il ginevrino appariva sincero nel suo inquieto deismo. Ciò che comunque aveva trasformato la cultura europea era la crescita di peso specifico dell'intellettuale nella società civile. Il Marenco non si nascondeva anche i limiti che tale successo portava con sé, cioè la prevalenza dei begli spiriti sui veri intellettuali. La sua analisi era ancora del tutto iscritta nell'apologia del mecenatismo, che aveva il suo grande modello nella politica culturale di Luigi XIV. Se si pensa che questo discorso fu recitato nella stessa accademia di cui fece talvolta parte l'autore *Del principe e delle lettere*, è il segno di quanto fossero varie le posizioni che potevano incontrarsi in questi spazi. Ma il discorso del mecenatismo aveva un risvolto più complesso: non solo il Marenco si richiamava a Vittorio Amedeo II come colui che aveva realizzato un modello analogo, ma cercava di riflettere su un dato che in Piemonte era particolarmente innegabile: lo sviluppo della cultura legato all'interesse verso di essa della nobiltà come classe dirigente. A proposito della lingua (un discorso comune, cui il Napione avrebbe dato una sistemazione complessa) il giovane intellettuale oscillava fra l'ammirazione verso il francese, soprattutto dopo la magia della prosa voltairiana e il bisogno di identificare il genio della lingua

([13]) V. Marenco, *Lo spirito di patriotismo riguardo alle scienze e alle lettere appresso alle nazioni*, Torino, Avondo, 1783.

italiana, partendo non dai dialetti in uso, ma dalla lingua scritta, quella fondata sullo « spirito universale » della lingua. L'ideale che il giovane intellettuale indicava ai suoi compagni di accademia era quello dell'illuminismo scientifico, lontano da ogni tentazione irreligiosa, ma capace di fondare come avevano fatto gli Enciclopedisti, un albero delle conoscenze che permettesse di costruire una cultura basata sull'utilità e la capacità di trasformare il mondo. Se si confronta l'opera del Marenco con quella di Benvenuto Robbio di S. Raffaele è difficile non cogliere le profonde differenze. Possiamo trascurare i testi giovanili, a partire dal *Saggio sopra la monarchia di Roma* del 1765, o la *Storia dei due secoli famosi in Italia* del 1769, che sono pure esercitazioni scolastiche, anche se in quest'ultima il giovane aristocratico si misurava con gli stereotipi voltairiani, dato che i due secoli erano quello di Augusto e di Leone X. Così Robbio di S. Raffaele appariva del tutto estraneo ai problemi posti da Beccaria sul « Caffè » a proposito dei giochi di sorte, chiuso invece in un moralismo tradizionale [14]. Di un certo interesse sono invece i due volumetti dedicati a *Della falsa filosofia*, pubblicati nel 1777 e quindi del tutto inseriti nell'ambito della Sanpaolina. In quest'opera la lezione di Gerdil era portata alle sue estreme conseguenze, individuando una cultura ormai spiegatamente anti-illuministica. L'intellettuale piemontese è convinto che la falsa filosofia è molto diffusa, anche perché i cosiddetti spiriti forti non sono stupidi: « Meraviglia però non è che l'error si propaghi cotanto, che la falsa filosofia corra di passo sì rapido e balenante, e che perfino chi già dalle Alpi frapposte invano per nostra moral sicurezza, già se ne spanda e serpeggi, l'andazzo orribile e pestilente. Noi viviamo in un secolo colto e scienziato; ed abbiamo tutti i beni e tutti i mali della soverchia cultura... » [15]. Ho citato questo brano perché, per antitesi, fa capire che significato avrebbe avuto nell'ambiente piemontese definire « oltremontana » la « Biblioteca ». L'attacco ai *philosophes* non era privo di intelligenza. Non solo utilizzava le critiche di Rousseau, ma coglieva i punti deboli della filosofia dell'utile, che nasceva dai difetti fondamentali dell'uomo, l'amor proprio, l'orgoglio e lo spirito di parte.

Robbio di S. Raffaele esprimeva con una certa efficacia le idee che dovevano essere diffuse fra i membri della S. Paolina: polemica contro l'anarchia feudale, rifiuto della democrazia, esaltazione di un potere assoluto, mitigato dalla presenza di una nobiltà coinvolta come classe dirigente. Nel tentativo di delineare la falsa filosofia del proprio tempo, individuava con singolare preveggenza quelli che sarebbero stati gli stereotipi della Rivoluzione: « Libertà, egualità, umanità sono i pomposi vocaboli che le suonano più sovente sul

(14) Cfr. B. Robbio di S. Raffaele, *De' giuochi di sorte*, Torino, Mairesse, 1771.
(15) Idem, *Della falsa filosofia*, Torino, Fontana, 1777, voll. 2.

labbro e gl'idoli suoi prediletti ... » ([16]). Smontando il primo termine, Robbio di S. Raffaele non solo denunciava come falsa libertà la possibilità di ribellarsi al proprio principe, ma rifiutava sia la monarchia elettiva, sia quella temperata dal potere del parlamento. Per quanto riguarda il secondo, l'obiettivo polemico era chiaramente Rousseau e la sua utopia dello stato di natura. Non è possibile realizzare l'uguaglianza economica. Quando anche lo fosse, questa sarebbe mortale per la società, perché bloccherebbe lo sviluppo. L'unica uguaglianza possibile era quella dei cittadini di fronte allo stato e alle leggi. Ma questa uguaglianza, incalzava il S. Raffaele, la garantisce più lo stato monarchico che ogni altra forma, compresa la democrazia ([17]). Anche per quanto riguardava il terzo termine, l'umanità, l'aristocratico piemontese era decisamente contro il cosmopolitismo illuminista: « si loda l'Asia, si scusa l'Africa, si esalta l'America, per oltraggiare, riprendere e canzonare solennemente l'Europa ... » ([18]). Al cosmopolitismo, contrapponeva il vincolo fondamentale dell'amor di patria, quello che si indebolisce, secondo l'autore, se si sostiene « che all'uomo saggio ogni paese è patria ». Riprendendo frasi gerdiliane contro l'empirismo di Locke, il S. Raffaele mostrava di aver individuato un nuovo e più complesso bersaglio: la filosofia utilitaristica di Helvétius, di cui conosceva sia *De l'esprit* che *L'homme*. Gran parte dell'opera era dedicata a respingere l'attacco mosso dalla falsa filosofia alla religione. Oltre che a Gerdil, lo scrittore mostrava di rifarsi alle tesi di apologisti come il Bergier e il Valsecchi. Infatti, mostrata la verità del cristianesimo e la falsità delle altre religioni, difendeva (contro la tolleranza di Bayle) l'intolleranza della Chiesa. Il secondo volume di quest'opera rivelava l'ampiezza della polemica anti-illuminista del S. Raffaele, che si rivolgeva non solo contro Montaigne, Spinoza, Bayle, d'Argens, La Mettrie, Helvétius, ma anche contro Rousseau e Montesquieu. Nel 1779 (e quindi in pieno clima sampaolino) il San Raffaele pubblicava, anonimo, un testo come gli *Abbozzi morali* dove la polemica anti-illuminista è spinta a toni sconcertanti, come quando la morte di Voltaire, definito il « seduttore più celebre e più annoso de' nostri giorni », viene presa come segno dell'imminente fine di tutti gli empi e di crisi della incredulità: « Così sarà il nostro secolo. Ubbriacatosi del vin torbido e tristo mesciuto dai miscredenti, passerà per lui quel tempo di delirio e di capogiri ... Vedrà come il nome di *filosofo* è quasi divenuto un'ingiuria, dacché tanti lo usurpano ... » ([19]). La volontà di fondare un modello di intellettuale legato ai valori della religione emerge in due saggi del 1780, *Della condotta de' letterati* e *Vite di pii letterati* ed è largamente

([16]) *Ibidem*, I, p. 75.
([17]) *Ibidem*, I, p. 97.
([18]) *Ibidem*, I, p. 99.
([19]) Idem, *Abbozzi morali*, s. t., 1779, p. 22.

presente in opere successive, dall'*Educazione continuata* (1783) all'*Apparecchio dell'educatore* (1787), volto non a caso ad offrire un riferimento teorico a quell'educazione privata dei nobili, che altrimenti non sarebbe stata competitiva con quella pubblica. Ma il testo più significativo della totale involuzione anti-illuministica del S. Raffaele sarebbe stato offerto due anni dopo la chiusura della Sanpaolina, nel 1793, quando questi, in piena Rivoluzione francese, pubblicò *Disgrazie di donna Urania ovvero degli studi femminili.* Completando un discorso che aveva iniziato qualche anno prima sul fatto che la donna era soprattutto madre (e quindi aveva il dovere d'allattare i figli), il S. Raffaele tracciava la più feroce e impietosa satira di quel fenomeno che era stato in qualche misura inaugurato dal *Newtonianesimo per dame,* cioè l'interesse femminile per scienza, esperimenti e cultura in genere. Urania, nella sua volontà di emanciparsi, attraversa tutte le esperienze intellettuali del tempo, combinando solo danni, fino a che non si fa sfruttare da un avventuriero, che le promette di insegnarle a trasmutar i metalli in oro e che invece, impadronitosi del suo gruzzolo, fugge lasciandole un volumetto, che guarda caso, è sui doveri femminili, che son quelli di figlia, di sposa, di madre.

Non si vuol dire che tutta la S. Paolina coincidesse con le idee di S. Raffaele. Notevole è la distanza fra lui e il Marenco di cui si è parlato prima. Altrettanto notevole risulterebbe dal lavoro di Emanuele Bava di San Paolo, i cinque tomi del *Progetto storico-filosofico delle vicende e dei progressi delle scienze, arti e costumi,* se quest'opera, che sembra scritta apposta per sigillare la saggezza di questo mondo accademico settecentesco, non fosse stata pubblicata nel 1816 e quindi inevitabilmente arricchita di riferimenti ed esperienze successive [20]. Un testo che ci permette di spiare le relazioni dell'accademia Sanpaolina è rappresentato dalle *Lettere brandeburghesi* di Carlo Denina. Pubblicato nel 1786 a Berlino, raccoglie le lettere scritte agli amici della Sanpaolina durante il viaggio verso il mondo tedesco dell'abate di Revello compiuto nel 1782. Ciò che colpisce in questo testo è che il Denina abbia concepito queste lettere come una comunicazione non a individui, ma ad un'istituzione di cui si sentiva in qualche misura non solo il Mentore, ma anche l'ambasciatore. Può essere interessante delinearne le tappe. A Milano, segnala, si incontra con Carlo Amoretti, segretario della Società patriottica e organizzatore di quella « Scelta di opuscoli » che, ripresa in Piemonte nel 1775, con una notevole presenza di scritti originali, aveva rappresentato una vera e propria svolta nell'ambito della cultura piemontese. Non riesce a vedere né Verri, né Beccaria, né Carli. I giudizi su questi personaggi riflettono abbastanza bene l'ottica del Denina: *La storia di Milano* del Verri è vista come l'opera destinata ad accrescerne la fama; il libro dello stile aveva invece fatto

(20) Torino, 1816, voll. 5.

poco onore al Beccaria, così famoso con la sua opera giuridica. Più attenzione dedicava Denina al Carli delle *Lettere americane* rivelando implicitamente una curiosità (che era stata presente nell'ambito accademico piemontese) non solo per quest'opera, ma anche per la *Recherches philosophiques sur les americains* di Corneille Pauw, pubblicate fra il 1768 e il 1769. Il viaggio di Denina ha come sfondo l'ambiente diplomatico della corte sabauda. Sono continui gli echi di persone che sono state a Torino. L'altro riferimento sono i funzionari delle poste, cui evidentemente lo aveva raccomandato l'avvocato Boccardo, direttore generale di quelle piemontesi. La scelta dell'itinerario sembra ubbidire alla logica di un illuminismo attenuato, che affonda le sue radici più nel passato erudito, che nel presente. Verona è infatti la città di Maffei e di Mazucchelli, « la prima delle città letterate d'Italia, fra quelle che non sono capitali di un grande stato ». Può essere interessante cogliere dal vivo, nella comunicazione agli amici, il rapporto fra passato e presente che il Denina stabiliva: « Questa si gloria di due o tre egregi scrittori latini come Catullo, Plinio e Vitruvio. L'eleganza di questi scrittori, e di altri due più celebri, Livio e Virgilio, nati quasi ne' confini del Veronese dee confortare noi Piemontesi, che non siamo più lontani della sede della lingua Toscana, che essi erano da quella della latina » ([21]). Anche quando, a Trento, è costretto a ricordare Carlantonio Pilati (della sua *Riforma d'Italia* si era discusso in Piemonte in quegli anni nelle accademie) il Denina dichiarava che non era tanto interessato a quest'opera o all'attività di storico del Pilati, quanto alle sue memorie di viaggio. Più significative e interessanti erano senza dubbio le osservazioni sul mondo tedesco, da Monaco a Ratisbona, dove egli cominciò a trovar conferma a quanto aveva letto e sentito in Piemonte « che la letteratura tedesca è ora in ardentissima fermentazione ». Le cose erano molto cambiate da quando il barone di Bielfeld aveva tentato una prima sintesi. Denina poteva citare non solo il testo di Herissant, *Observations historiques sur la litterature allemande*, 1781, ma anche due lettere di Grimm. Il giudizio di quest'ultimo, che era stato a Torino con i principi russi, era particolarmente significativo perché, tedesco, si era così francesizzato da collaborare all'*Encyclopédie*, mentre ora era tornato a identificarsi col genio del suo paese. Le *Lettere brandeburghesi* sono una prima diretta percezione della ricchezza intellettuale del mondo tedesco: Denina, utilizzando abilmente le informazioni raccolte sul percorso, parla anche di ciò che avrebbe potuto vedere e incontrare. Affiorano i nomi di Wieland, Goethe, Gellert. C'è, puntuale, l'eco di una visita di Lessing a Torino, in compagnia di Leopoldo di Brunnswich e soprattutto, da Dresda, il ricordo della presenza del professor August Ludwig Schlötzer ad una riunione della Sanpaolina. Il tedesco era stato accompagnato a casa del conte Bava dal

([21]) C. Denina, *Lettere brandeburghesi*, Berlino, Ungel, 1786, p. 12.

Denina stesso e aveva partecipato ad una conversazione « dell'accademia » « la quale gli parve il più bello e nobile stabilimento letterario che mai vedesse, non dico in Russia, o in Svezia, dove egli era stato, ma in Germania e in Italia » ([22]). Non mancava di segnalare in modo ambiguo la fama di radicale che circondava in Germania tale intellettuale, che aveva acquistato « reputazione di un flagello de' principi, perché in certi fogli periodici non dissimula le loro debolezze, né li spropositi loro, o de' lor ministri. Egli gode sotto la reggenza Annover la libertà Britannica ». Così infatti concludeva: « A quel nostro Aretino i Principi davano pensioni perché tacesse; a questo giornalista tedesco il pubblico comprando i suoi fogli, paga un tributo, perché parli. Qual de' due avrà più ragione di vantarsene allorché si troveranno insieme ne' campi Elisi? » ([23]).

Può essere interessante considerare quella parte delle *lettere brandeburghesi* che, invece di rivolgersi alla Sampaolina nel suo complesso, hanno un interlocutore individuale, che può essere o un membro dell'accademia, come Boccardo, l'abate di Caluso, o Vittorio Alfieri, o un rappresentante del mondo diplomatico. Significativa è la lettera a John Stuart, visconte di Mountstuart, da Dresda 23 ottobre 1782, dove il Denina, utilizzando la sua esperienza tedesca, spiega come « il mondo letterato », che « è stato Francese nel principio di questo secolo, verso la metà è divenuto affatto inglese ». È possibile spiare, attraverso questa corrispondenza, il significato che aveva sul piano culturale, la presenza dei residenti inglesi che erano anche attivi propagandisti della loro cultura. Dice infatti Denina: « Un certo Bürger ha preso non a tradurre, ma a imitare quelle antiche poesie inglesi, che Ella aveva nella sua biblioteca portatile. È già sento esservi chi, ha messo mano a tradurre i sermoni di Blair, che Miledy leggeva e mi lodava cotanto ... » ([24]).

La lettera registrava ampiamente la crisi del modello francese, e l'orientamento della cultura tedesca verso quella inglese. Ma a questo punto il Denina si domandava: « Ma questa nazione, quando giungerà a pareggiare la riputazione di quella Inglese? L'immaginazione degli Inglesi è ella effetto del clima del suolo, ovvero del governo, de' viaggi e del commercio, che dà energia agli spiriti ed estende le idee? Un suddito di un arcivescovo di Treviri, di un vescovo di Brixen, di Fulda, di un pio elettore di Baviera, o di una divota imperatrice regina, il cittadino di una città libera di nome, da circondata da potentissimi vicini, può egli pensare parlare e scrivere come un membro del Parlamento d'Inghilterra, o come un semplice borghese, o un ministro evangelico che può aver parte nelle elezioni? Non saprei ancora che dirle, ma

([22]) *Ibidem*, p. 33.
([23]) *Ibidem*, p. 34.
([24]) *Ibidem*, p. 37.

veggo che non si dorme; che si pretende di non aver più bisogno di libri francesi, e che il genio dominante è Inglese ... » ([25]). Può essere interessante, anche per cogliere come il Denina si adattasse all'interlocutore, confrontare questa lettera con quella successiva, al conte Graneri, ambasciatore piemontese a Vienna, dove emergono i profili di Sonnenfels e Van Swieten e soprattutto il ruolo di questo medico (paragonato ad Haller in Svizzera) nel rinnovare la cultura austriaca contro l'intolleranza gesuitica, magari usando forse un po' troppo gli stessi mezzi. Di notevole interesse sono le riflessioni su Lipsia (queste scritte a tutta la S. Paolina). Riguardano la cultura letteraria dei consiglieri (che ricordano irresistibilmente al Denina amici piemontesi), la consistenza delle biblioteche private, la diffusione della cultura anglosassone, i periodici. Può essere interessante concludere quest'esame delle *Lettere brandeburghesi* come filtro delle curiosità della San Paolina, citando la lettera al conte Felice di San Martino. Costui gli aveva evidentemente scritto che era nata una nuova società letteraria, la Filopatria. Denina così commentava, percependo che la nuova istituzione era destinata a gareggiare: « con quella del conte di S. Paolo e del vostro signor genitore. I forestieri che capiteranno a Torino si meraviglieranno certamente di trovarvi due accademie, una promossa e sostenuta efficacemente dal padre, e l'altra creata dal figlio » ([26]).

L'inizio degli anni Ottanta era stato veramente significativo per il mondo piemontese. L'accademia Filopatria aveva preceduto di un anno il consolidarsi in istituzione pubblica di quel nucleo di illuministi scientifici, di tecnici militari e di scienziati, di cui ha parlato il Ferrone. Si pone immediatamente il problema del rapporto non solo fra Sanpaolina e Filopatria, ma anche fra quest'ultima e le prime vicende dell'accademia delle Scienze. Per quanto riguarda S. Paolina-Filopatria non è facile distinguere le differenze culturali. Emergono piuttosto quelle generazionali. Come ha notato Calcaterra, Balbo e S. Martino, i promotori, nel 1782 avevano venti anni; Anton Durando di Villa 22, poco più Amedeo Ferrero di Ponziglione; Carlo Bossi 24 anni. La dinamica è quella di un gruppo di giovani aristocratici, aspiranti a posti di responsabilità nell'amministrazione che decidono di costituire una società letteraria, cooptando professionisti e giovani intellettuali borghesi. Oltre alla poesia, l'interesse più consistente appariva la storia patria. In qualche misura le *Biografie piemontesi* del Tenivelli avevano raccolto l'eredità dei *Piemontesi illustri* prodotti dalla S. Paolina. Qualche traccia di discussione più significativa emerge negli scarni verbali di quest'accademia. Fra i libri di economia, si parlò di Verri, *Meditazioni sull'economia politica*, di Genovesi, *Lezioni di commercio*, di Vasco, *Della moneta*. Fra le opere di politica, l'avvocato Caccia presentò ai

([25]) *Ibidem*, p. 38.
([26]) *Ibidem*, p. 61.

Filopatridi le idee di Pilati, *Di una riforma d'Italia*. Un dato colpisce a prima vista: Prospero Balbo, a un anno dalla fondazione della Filopatria, viene chiamato a far parte dell'Accademia delle scienze, dove era certamente il più giovane e forse meno qualificato membro. Poco dopo, il 18 novembre 1784, anche Felice di S. Martino entra a far parte dell'Accademia. Il vecchio nucleo che aveva pubblicato i cinque gloriosi volumi « Miscellanea Societatis privatae taurinensis » nel trasformarsi in un'istituzione pubblica, aveva assorbito non soltanto una parte dei componenti la S. Paolina (come Caluso e il Boccardo), ma anche due giovani e ambiziosi esponenti della nuova società letteraria che probabilmente utilizzarono il successo di questa come un titolo per entrare nella prestigiosa istituzione pubblica, per la quale avevano diversi e potenti appoggi familiari.

La Filopatria in pochi anni assorbì gran parte degli interessi e delle attività che avevano reso significativa la S. Paolina. Seppe attrarre nelle sue fila alcuni dei più giovani e vivaci protagonisti, come il conte Vincenzo Marenco, di cui si è parlato. Si pose il problema di far conoscere ad un pubblico più vasto la propria attività. È in questa direzione che nacquero i 3 volumi degli « Ozi letterari », fra il 1787 e il 1792, specchio fedele delle attività accademiche, oscillanti fra storia patria, erudizione locale, elogi di intellettuali alla cui esperienza ancora ci si richiamava (come nel caso del Somis che scrisse su M. Agostino Campiani). Non mancavano improvvisi squarci che parlavano di una cultura più complessa, come il saggio di P. Balbo, *Sopra i druidi*, dove mostrava di aver letto non solo Toland o Vico, ma anche Court de Gibelin. Francesco Grassi nel volume secondo riprendeva il problema della lingua e dei dialetti, sostenendo che la corte avrebbe dovuto assumere l'italiano colto come sua lingua ufficiale e in questo modo trasmetterlo, utilizzando la sua influenza, all'opinione pubblica.

Nel complesso è difficile ricavare dagli « Ozi letterari » una vera e propria linea culturale, al di là di quanto si è detto sulla storia patria. Problemi più complessi pone invece l'edizione contemporanea, cioè a partire dal 1787 di un vero e proprio giornale rivolto all'opinione pubblica che è stato a lungo associato alla Filopatria, cioè la « Biblioteca oltremontana ». Tale periodico, edito dalla Stamperia reale, destinato a subire molte trasformazioni fino al 1793, appare oggi come forse la più interessante ed aperta esperienza giornalistica italiana, almeno per il primo triennio della sua esistenza. In questo senso è utile riaffrontare il legame con la Filopatria, per riprendere poi in modo più complesso di come lo ha posto il Calcaterra, il problema della sua relazione con la cultura dell'Accademia delle Scienze, della Società d'Agricoltura e, più in generale dell'Illuminismo italiano ed europeo negli anni che precedono la Rivoluzione francese. Vale la pena di esaminare quali legami effettivi si posso-

no stabilire fra « Biblioteca oltremontana » e Filopatria. Nei verbali di questa società i cenni al periodico sono meno numerosi di quanto potrebbe giustificare un rapporto organico. Nella seduta del giovedì 28 dicembre 1786 (cui partecipavano oltre l'intendente Caccia, Brandizzo, Franchi di Pont, di Frossasco, Grassi, Maulandi, Leone, Pavesio, S. Martino, Villa, Malacarne, Ponziglione e Tenivelli) seduta in cui si parlò del primo tomo degli « Ozi letterari », emerse per la prima volta un cenno alla « Biblioteca oltremontana »: « Il conte San Martino, avendo esposto che stava per intraprendersi un lavoro in comune dal Conte di Villa, dal Conte Marenco, dal Signor Maulandi e dal sovranominato Conte di S. Martino, al quale doveva anche lavorare l'abate Vasco, perciò chiedeva alla società la permissione per detto signor Abate di venire nelle camere della Società nelle ore, in cui non si tiene l'adunanza. La medesima graziosamente vi acconsentì » ([27]). Da questo scarno resoconto appare che fino a questo momento il rapporto ufficiale fra « Biblioteca oltremontana » e Filopatria è del tutto estrinseco, nel senso che è una pura richiesta di utilizzare come spazio di lavoro la sede sociale dell'accademia. Il progetto del periodico appare come l'iniziativa di cinque membri attivi della Filopatria e di un intellettuale del tutto esterno come il Vasco. Va notato che nel gruppo iniziale manca Prospero Balbo e che la figura che agisce come collegamento è il S. Martino la cui relazione sui viaggi di Polonia del Cox (seduta 11 gennaio 1787) diventerà un estratto nel primo fascicolo. Così ancora farà nella seduta del 1° febbraio 1787 il Maulandi a proposito del *Tableau des guerres de Frederic le Grand* di Muller. Nella seduta dell'8 febbraio 1787 il San Martino presentava ai soci il primo volume dell'opera periodica « di cui egli è uno degli autori, intitolata "Biblioteca oltremontana" ad uso d'Italia colla notizia de' libri stampati in Piemonte. Per amor di brevità non si ripeterà più ne' ragguagli delle adunanze la presentazione degli altri volumi, che di mese in mese si anderanno pubblicando ». Era un segno che il periodico era largamente conosciuto, nel suo farsi, da tutti i filopatridi. È possibile cogliere il rapporto fra i dibattiti della Filopatria e i libri recensiti sulla « Biblioteca ». Il Grassi per esempio nella seduta del 1° marzo 1787 parlava del libro *Mémoires d'Anne Gonzague* e, puntualmente, il suo testo appariva come recensione un mese dopo nel 4° fascicolo. Così ancora nella seduta del 31 maggio 1787 S. Martino lesse il testo sull'*Histoire littéraire des fammes* della Keralio, pubblicato poi nella « Biblioteca » di giugno. A questo punto abbiamo alcuni elementi precisi su cui contare. Il rapporto fra « Biblioteca » e la Filopatria non si configura come quello fra « Ozi letterari » e Società. Basta vedere le diverse qualità delle deliberazioni. Mentre per gli « Ozi » sono numerosi gli accenni non solo ai contenuti, ma anche alla forme, al numero di copie, alla distribuzio-

([27]) C. Calcaterra, *Le adunanze della « Patria Società Letteraria »* cit., p. 100.

ne, l'unica decisione riguardante la « Biblioteca » era il permesso al Vasco di utilizzare i locali. Si nota però un crescente interesse dei soci verso il giornale, sia perché alcuni sono coinvolti come collaboratori, sia perché parte degli estratti sono precedentemente oggetto di presentazione in accademia. Di tutto questo vi è ampio riconoscimento nella relazione del segretario Prospero Balbo del 12 luglio 1787 *incominciando l'anno VI della fondazione della Società*: « Gloria della Società sarà anche in gran parte la gloria che saprà meritarsi il primo giornale letterario nato in Piemonte, che nella sua istituzione fu principalmente promosso da un nostro preclarissimo socio; che in queste camere istesse per la maggior porzione si scrive attesa la facoltà cortesemente accordata ad un estraneo autore (Abate Vasco), che conta tra di noi fra suoi ordinari compilatori (San Martino, conte Marenco, Pavesio) e che d'altri cinque avendo fatto luogo agli scritti (Franchi, Grassi, Ponziglione, Maulandi, Balbo) ha più ridestato qualche novello vigore per una parte alquanto trascurata delle nostre buone usanze, cioè per li prescritti ragionamenti » ([28]). Cioè il Balbo non solo rivendicava a merito della società il successo del periodico, ma ne rilevava la funzione positiva per la società stessa, in quanto i soci avevano trovato una ragione più significativa per curare le presentazioni dei libri. Dal rapporto fra temi discussi alla Filopatria e articoli che ne venivano tratti sembra di poter affermare che il legame più stretto non è nella fase iniziale, ma dopo il 1789. Del resto è quanto emerge anche dal verbale della seduta del 30 dicembre 1790, dove Balbo, come censore, aveva fatto la proposta di aggregare nella Filopatria tutti gli autori del « Giornale scientifico letterario e dell'arti » che dal 1789 faceva concorrenza alla « Biblioteca » nella speranza di una fusione fra i due periodici. In quest'occasione aveva fatto sinteticamente la storia della « Biblioteca » distinguendo un tratto in cui questa era stata realizzata da alcuni soci « in compagnia d'altri letterati, a cui la società permise di valersi delle sue camere » e un secondo tratto (evidentemente dopo il 1789) quando la « Biblioteca » era stata continuata da autori tutti nostri socci » ([29]). In realtà il tentativo di fusione non riuscì, per l'opposizione del Giobert, per cui gli autori del « Giornale » rimasero fuori dalla Filopatria. In ogni caso appare chiaro che in questi anni la Società disponeva del periodico come di un suo strumento, cosa che invece non avveniva quando *magna pars* dell'impresa erano Giambattista e Francesco Dalmazzo Vasco. Quanto si è detto finora è verificabile in modo più significativo attraverso un esame interno del periodico dal quale emerge: 1. che nella prima fase la « Biblioteca » riflette soprattutto le idee dei Vasco e di Felice di S. Martino (e non del complesso della Filopatria); 2. che, pur assorbendo altre collaborazioni dalla Filopatria, mantiene una linea culturale

([28]) *Ivi*, p. 154.
([29]) *Ivi*, pp. 267-268.

abbastanza diversa da quella ufficiale della Società la cui espressione diretta ed autentica sono gli « Ozi letterari »; 3. che a partire dal 1789, ma soprattutto dall'anno successivo, la « Biblioteca » entra nell'orbita della Filopatria e ne percepisce tutte le trasformazioni. Vale la pena di considerare i principali estensori del periodico fra il 1787 e il 1789. Giambattista Vasco ([30]) aveva cinquantaquattro anni quando aveva cominciato ad occuparsi della « Biblioteca ». Suo fratello, Francesco Dalmazzo ([31]), uno di più. Era quindi, sul piano dell'età, delle esperienze, del rapporto umano, l'incontro fra uomini di generazioni diverse, dato che il più vecchio dei collaboratori iscritti alla Filopatria, il Marenco, non raggiungeva i quarant'anni e che Felice di S. Martino era un ventisettenne. Non è possibile in questa sede ripercorrere la storia dei fratelli Vasco, che del resto è ormai sufficientemente nota. Francesco Dalmazzo aveva pagato con una lunga prigionia il suo tentativo di vivere direttamente, nell'esperienza corsa, l'utopia sociale che gli suggerivano Rousseau e Beccaria. In carcere traducendo Montesquieu, si era riproposto i problemi della democrazia e della libertà. La collaborazione alla « Biblioteca » fu il suo modo per uscire dall'isolamento cui lo aveva costretto, fino agli anni Ottanta, la sua giovanile avventura. Ma essa, per non destare sospetti sul periodico, poteva solo essere tecnica e in qualche misura marginale. F. Dalmazzo si occupò sempre di questioni di giustizia e diritto, calando in questi steccati la sua appassionata battaglia illuministica. Più complessa era la vicenda del fratello, che era stato professore di teologia a Cagliari, scontrandosi fin dall'inizio con la diffidenza del Bogino e della corte di Carlo Emanuele III. Aveva scelto la Lombardia, dove, per otto anni, fra il 1766 e il 1774, era stato in relazione diretta con gli illuministi del « Caffè ». Se quest'avventura era appena finita al suo arrivo in Lombardia, aveva potuto partecipare attivamente a due altre notevoli esperienze giornalistiche, quella dell'« Estratto della letteratura europea », il periodico di De Felice che Galeazzi e Pietro Verri avevano spostato da Yverdon a Milano, per continuare in qualche misura il « Caffè »; e poi, la « Gazzetta Letteraria ». Nel 1769 aveva pubblicato *La felicità pubblica nei coltivatori di terre proprie* dove era più intenso e appassionato il suo rapporto con l'idea dell'uguaglianza di roussoiana ispirazione e dove si difendeva il meccanismo delle leggi agrarie per realizzarla. Nel 1772 aveva offerto al pubblico *Della moneta,* con la speranza di succedere a Beccaria nella cattedra di economia politica. Un anno dopo la morte di Carlo Emanuele III e il ritiro forzato del Bogino, che egli considerava un nemico della sua famiglia, Giambattista, ormai secolarizza-

([30]) MAROCCO, *Giambattista Vasco,* Torino, Fondazione Einaudi, 1978.

([31]) F. VENTURI, *F. D. Vasco,* Paris, Droz, 1940. Cfr. anche i profili e l'antologia di testi dedicati ai due fratelli in *Illuministi italiani,* III, *Riformatori lombardi, piemontesi e toscani,* Milano-Napoli, Ricciardi, 1958, p. 757 e sgg.

to, era tornato nello stato sabaudo, sperando di partecipare attivamente a quel rinnovamento che tutti si attendevano dal giovane sovrano. Fu, come spiega il Venturi, un'energia inutilizzata per circa un decennio. Gli studi di economista rivelano la trasformazione che il suo pensiero stava subendo. Diventato liberista dopo la lettura del gran libro di Adam Smith, aveva affrontato con volontà riformatrice tutti i nodi che impacciavano il commercio e lo sviluppo economico in uno stato d'antico regime come il Piemonte, dal sistema delle corporazioni, alle diverse resistenze che impedivano l'usura libera. Questo sarà appunto il titolo di un suo lavoro in tal senso. Fin dal 1783 il nome di Giambattista Vasco era nella lista dei candidati che il Saluzzo e il suo gruppo avevano presentato al sovrano. Le antiche diffidenze erano prevalse ed egli era stato scavalcato da giovani aristocratici come il Balbo e, poco più tardi, da Felice di S. Martino. La « Biblioteca » fu lo strumento attraverso il quale egli operò il suo ingresso nella breve stagione di dibattiti e riforme che precede la Rivoluzione francese. Da una parte il rapporto con Felice di S. Martino gli offriva una relazione con la Filopatria, e una sede per il periodico, un legame con intellettuali più giovani, ma che si preparavano a entrare (con propositi riformistici) nei meccanismi dello stato, dall'altra era anche una possibilità più concreta per quello che forse fu l'obiettivo cui il Vasco mirò tenacemente in questi anni: far parte attiva dell'Accademia delle Scienze, offrire le proprie competenze di economista al gruppo di tecnici e scienziati che stava maturando un progetto di trasformazione e rinnovamento dello stato. Da questo punto di vista la « Biblioteca oltremontana » non solo non coincide, fino a metà 1789, con gli ideali medii della Filopatria, ma su punti essenziali è decisamente in contrasto. Basta partire dal titolo, che individua uno spazio e un'ideologia cosmopolitiche nettamente opposte al « patriottismo » qualche volta angustamente sabaudo delle accademie letterarie. Ma anche sul terreno della lingua i due primi anni della rivista sono schierati contro quella che è una specie di costante delle società letterarie piemontesi, la volontà di conquistare un italiano decoroso, non toscano, ma in sostanza lingua delle corti, dei tribunali, degli uffici. Come l'accademia delle Scienze, proiettata nelle sue relazioni internazionali, che hanno uno dei punti fermi in Parigi, la « Biblioteca » del Vasco è per una lingua libera, d'uso, capace di assorbire neologismi, una soluzione che collega direttamente il periodico piemontese con il suo precedente più illustre, « Il Caffè ». Non ha paura del confronto con una coiné internazionale come il francese. Accanto a Giambattista Vasco (e al fratello) va collocato Felice di S. Martino della Motta, fra i fondatori della Filopatria, nata come si è detto a casa sua, giovanissimo membro dell'Accademia delle Scienze, allievo di padre Beccaria e del Caluso. Per un paio d'anni la « Biblioteca » è per oltre la metà del Vasco e per oltre un terzo del San Martino. Va detto che questa collaborazione non era né casuale, né estrinseca, ma fu legata ad una precisa consonan-

za di idee e scelte. San Martino non solo scrisse in una prospettiva che è largamente simile con quella del Vasco, ma si sforzò di portare le sue idee ed opere all'interno della Filopatria. Già nella seduta del 4 marzo 1784 aveva presentato ai propri compagni *Della moneta. Saggio politico.* Ma soprattutto, nel corso degli anni successivi, mentre il Balbo si ispirava al Vico per proporre temi di discussione ai soci, il San Martino contrapponeva argomenti solidamente contrassegnati dal concretismo riformatore dell'economista piemontese. Colpisce il fatto che la presenza di questo giovane aristocratico che aveva animato per otto anni le discussioni della Filopatria si interrompa bruscamente alla fine del 1789. Legato ad un'esperienza come quella della prima fase della « Biblioteca », il San Martino rinunciava a scrivervi nel periodo in cui questa diventava l'organo ufficiale della Filopatria. Non solo: dall'inizio del 1790 il suo nome scompare discretamente dalle riunioni della stessa società. Per capire le ragioni di questo disagio, basterebbe rileggere la relazione di Amedeo Ferrero di Ponziglione, *Incominciando dalla fondazione della società l'anno IX* dove è possibile cogliere nella sua più completa articolazione l'individuarsi di un discorso perfettamente antitetico a quello che aveva presieduto alla fondazione della « Biblioteca oltremontana » e aveva giustificato il sodalizio fra i Vasco e San Martino. Già l'anno precedente, relatore il segretario Giambattista Somis, erano emersi tratti abbastanza distanti dall'esperienza del periodico nella sua fase più significativa. Il Somis aveva individuato fra le cause dell'anarchia dominante nella letteratura italiana la perdita di identità del letterato, cioè dell'intellettuale umanista, ormai pieno di complessi di inferiorità rispetto al diffondersi (perfino nel pubblico femminile) di interessi per le scienze esatte. E un'altra causa era individuata nella crisi dell'italiano come lingua della cultura rispetto al francese, lingua di una scienza cosmopolita. Ma il discorso del Ponziglione, che avveniva nel cuore dei primi processi rivoluzionari, aveva una carica di politicità ben più pregnante. Si può specchiare in esso l'allineamento più totale della Filopatria con le posizioni antiilluministiche espresse nel 1777 dal conte di S. Raffaele: « Se alla Francia rivolgiamo lo sguardo, noi vediamo da molti anni stabilita tra suoi scrittori una tacita confederazione in vigor della quale sembra che essi si siano collegati, onde sovvertirne lo stato, corrompere gli animi tutti, abbattere le cose più sacrosante, e, sulla distruzione loro innalzare alla falsa filosofia eterno monumento d'infamia. Assai più felice è la condizione della nostra Italia; ma convien pur confessarlo con somma vergogna, cresce ogni giorno tra noi il numero de' vili imitatori de' francesi scrittori. Altri prende a ripeterne gli insani filosofici delirii quasi voglia render comune a questa bella contrada quegli errori, onde la Nazione francese fatta di se stessa nemica vien desolata, altri, dimentico della nobiltà della nazione italiana, si ascrive a disonore di esser nato tra quella, fa pompa di non sapere la propria lingua, la più bella, la più vaga di tutte, ed a tal segno contro di

essa incrudelisce che a' precettori francesi l'educazione di sua figliolanza confida ... » ([32]). Questo discorso del Ponziglione era il segno di un processo in corso: esauritasi la Sampaolina nel 1791, la Filopatria ne aveva assorbito non solo gli uomini più significativi, Francesco Galeani Napione e Giuseppe Vernazza, ma anche, più profondamente, l'ideologia e le funzioni.

Vale la pena di fare un passo indietro e tornare al periodico e al suo tratto iniziale (1787-1789). Si sono presentati i due maggiori estensori. Bisognerebbe citare anche un'altra istituzione che è alle spalle del periodico e lo utilizza per una discreta propaganda delle sue merci. Mi riferisco ai librai Reycends la cui quantità di libri europei aveva già colpito il Denina e che risultavano legati a tutte le società letterarie, dalla S. Paolina, all'Accademia delle scienze, alla Filopatria.

Resta da dire perché e come la « Biblioteca oltremontana » fu un gran giornale non solo piemontese, ma italiano dell'ultima stagione illuministica. Significato e struttura del periodico erano esposti nella prefazione al primo tomo del 1788: « lo scopo di quest'opera periodica si è come s'annunzia dal titolo, d'informare colla maggior presenza possibile gli Italiani, delle più importanti novità straniere in qualunque genere di letteratura ... » ([33]). Si escludevano la teologia e le scienze speculative « affinché non usurpino luogo a cose più utili. Ma se trattasi di ragionamenti applicati alle scienze politiche e naturali, le opere del genere saranno comprese ... ». Una particolare attenzione era quindi rivolta all'aritmetica politica e alle matematiche sociali. Lo schema avrebbe dovuto restare quello dell'anno precedente: estratti, notizie e annunci di libri nuovi, novelle letterarie, libri stampati in Piemonte. Rispetto a questi ultimi, se nei primi numeri era prevalsa la volontà di farne una semplice segnalazione, « l'esempio di tutte le Nazioni, e il timore di essere incolpati di scarso patriottismo giustificheranno gli elogi che abbiam fatto talvolta e ci occorrerà fare in appresso alle opere de' nostri concittadini » ([34]). Non può non colpire l'omogeneità di questa prefazione con il programma stesso dell'Accademia delle scienze, cui la rivista prestava non solo attenzione diretta recensendo i *Mémoires*, o raccogliendo echi di dibattiti, ma soprattutto sottolineando il contributo internazionale di simili istituzioni, a partire da quella di Parigi. Al riformismo scientifico e tecnologico dell'Accademia la « Biblioteca » offriva il suo supporto politico e ideologico. Basta prendere la recensione, o meglio il lungo saggio scritto da Giambattista Vasco a proposito delle *Vie de Turgot* stampata a Londra nel 1787, dove venivano analizzate le ragioni del

([32]) C. Calcaterra, *Le adunanze della « Patria Società Letteraria »* cit., p. 258.

([33]) « Biblioteca Oltremontana ad uso d'Italia colla notizia dei libri stampati in Piemonte », tomo I, vol. I, 1788 (a. ii), p. 4.

([34]) *Ivi*, p. 8. Sul contesto italiano e internazionale di quegli anni cfr. ora F. Venturi, *Settecento riformatore*, IV, in 2 tomi, Torino, Einaudi, 1984.

fallimento e della sua caduta, le critiche che l'esperimento aveva subìto. Fra queste il Vasco ne individuava e smontava cinque: 1. di non aver utilizzato il potere per grandi riforme; 2. di aver fatto conoscere troppo presto i suoi progetti; 3. di aver usato troppo il potere regio contro i parlamenti; 4. di aver agito contraddittoriamente a proposito degli appalti; 5. di aver ignorato quali vessazioni commettevano i suoi dipendenti. Vasco era consapevole di quanto fosse utile discutere le ragioni del fallimento, ma teneva conto che questa *Vie* era un elogio scritto dal punto di vista degli économistes favorevoli al Turgot e che andava confrontato con quanto aveva scritto l'« Observer ». Riproponendo problemi e limiti emersi sull'esperienza al mondo sabaudo, il Vasco non nascondeva la sua simpatia umana e intellettuale verso il politico francese, sconfitto da resistenze più forti della sua volontà, ma che aveva potuto scrivere con consapevole dignità al Maurepas « Chi non ha mai taciuto l'utile verità, può ritirarsi senza vergogna, senza timori, senza rimorso » ([35]).

Sempre attraverso Giambattista Vasco la rivista percepiva dalla Francia tutto il dibattito che precedette la convocazione degli Stati generali. Un certo spazio era riservato a descrivere l'amministrazione Necker, attraverso gli attacchi al Mirabeau. La *Lettre* di quest'ultimo era parsa ingiuriosa per il ministro ginevrino, ma alcuni avevano giustificato il tono dicendo che « non si può rigenerare anzi nemmeno riformare la Francia, senza attaccare con veemenza persone e cose ». Ma, si chiedeva Vasco, « Mirabeau è rigeneratore o riformatore legittimo? » ([36]). La recensione era nel complesso un'ampia difesa di Necker e dei suoi provvedimenti per evitare una crisi non soltanto economica, ma anche sociale. Se si esaminano le recensioni parallele di Felice di S. Martino, si nota come questi avesse un po' il ruolo che Alessandro Verri aveva avuto rispetto a Pietro nell'attenuare il pedagogismo politico, talvolta aspro e senza schermi del Vasco. I suoi interventi spesso sono di carattere più letterario, ma anche da questi traspare una scelta. Per esempio nel campo degli studi femminili, dove sono segnalati, con illuministico interesse, opere e dibattiti in Piemonte, in Francia e in Spagna. Investiva la politica direttamente l'ampia recensione alla biografia di Giuseppe II tradotta dal tedesco a Parigi nel 1787 ([37]), presa come pretesto per presentare e discutere le strategie di intervento di questo principe, individuate in tre punti essenziali: accrescere la forza interna aumentando industria, commercio e popolazione, illuminare il suo popolo, restituire alla società civile i diritti sottratti dal clero. Era un grande programma, che il Felice di San Martino condivideva e che fu alla base di tutti i

([35]) « Biblioteca Oltremontana », tomo I, vol. III, 1787, p. 162 e sgg. La citazione a p. 181.

([36]) « Biblioteca Oltremontana », tomo II, vol. VI, 1787, p. 315 e sgg.

([37]) « Biblioteca Oltremontana », tomo III, vol. VII, 1787, p. 3 e sgg.

risultati, dalla tolleranza verso Ebrei e protestanti, alla politica economica, alla soppressione dei conventi, alla liberazione dei servi. Ciò che colpiva il San Martino era soprattutto il fatto che questo sovrano aveva trovato tanti ostacoli e che spesso il popolo (quello più beneficato dalla sua politica) era stato usato contro di lui. Un esempio significativo riguardava il decreto di proibire le sepolture in chiesa, destinato a sollevare tante resistenze, abilmente manovrate dal clero. Ma la politica di Giuseppe II aveva trovato i suoi punti di forza coinvolgendo l'opinione pubblica: di S. Martino trasformava il suo eroe in un sostenitore della libertà di stampa e in un deciso fautore della lingua nazionale. Mentre Felice di S. Martino difendeva Raynal (38) dalle polemiche antiilluministiche, Giambattista Vasco era costretto a misurarsi con il *Panegirico di Plinio a Traiano nuovamente trovato e tradotto da Vittorio Alfieri* (39). Si tratta di un testo giustamente famoso e indicativo. Di fronte al « repubblicanesimo » radicale dell'aristocratico piemontese, il Vasco offriva le più alte ragioni dell'assolutismo illuminato, identificandosi con Federico II nel suggerire la risposta di Traiano: « che il popolo romano non ha mai gioito mai della libertà; che scacciati i Tarquinii fu oppresso dai patrizi, quindi dai suoi tribuni ora tiranneggiato, ora venduto agli interessi del Senato e dei nobili; che la felicità del popolo non era che un pretesto presso le due fazioni nobile e plebea per superarsi a vicenda; che l'entusiasmo per Roma mal si chiamava virtù essendo congiunto con l'odio di tutto il genere umano ... » (40). Collegandosi con tutta la tradizione antiromanistica dell'illuminismo italiano ed europeo, il Vasco poteva infatti affermare che le violenze di Roma « sono testimonio eterno della barbarie e dell'inumanità di quel popolo di cui tanto vantasi la virtù repubblicana ... ». Traiano avrebbe potuto obiettare che la repubblica era un modello politico inadatto a uno spazio così vasto, difforme, e difficile da tenere insieme. Del resto « la democrazia, secondo quanto egli aveva potuto opporre a Rousseau, « non ristretta a un piccolissimo spazio, altro non è che anarchia. Non conosceva Traiano certe forme di governo che sonosi ingegnosamente combinate dappoi. Ma non so se conoscendole ancora avrebbe mutato pensiero » (41).

Se l'attenzione dei redattori era puntata sui principi illuminati e le loro strategie intese come risposte preventive ad una crisi che si percepiva imminente, Pietro Leopoldo era certamente un punto di riferimento continuo, sia per quanto riguardava la giustizia (Francesco Dalmazzo Vasco) sia più in generale

(38) « Biblioteca Oltremontana », tomo II, vol. VI, 1787, p. 314.

(39) « Biblioteca Oltremontana », tomo III, vol. VII, 1787, p. 68 e sgg. Cfr. ora AA. VV., *Vittorio Alfieri e la cultura piemontese fra Illuminismo e Rivoluzione*, Torino Bona, 1985.

(40) *Ivi*, p. 71.

(41) *Ivi*, p. 73.

la sua politica economica, sociale e religiosa. Giambattista Vasco, analizzando l'elogio di Dupaty al principe toscano, ne esaltava la relazione con il filone più vivo dell'Illuminismo italiano. Secondo il Dupaty, era stato influenzato dalla cultura francese. Commentava non senza asprezza lo scrittore piemontese: « O non conosce l'autore i Beccaria, i Filangieri o non ha saputo spogliarsi della angustia e ridicola presunzione nazionale » ([42]).

Mentre Giuseppe Pavesio e Felice di San Martino trattavano con simpatia e interesse i problemi aperti negli spazi americani dal formarsi degli Stati uniti e dal realizzarsi di modelli di nuova libertà ([43]), era quest'ultimo ad offrire, recensendo un libro di Mirabeau ([44]), il più preciso quadro del riformismo all'interno del quale si muoveva la rivista. Mirabeau, rivolgendosi al sovrano della Prussia, aveva individuato alcune grandi riforme, come l'abolizione della schiavitù militare, la libertà di espatrio, l'abolizione dei diritti di tratta e delle giurisdizioni feudali, la possibilità per tutti di comperare le terre nobili, l'abolizione della distinzione fra nobiltà e popoli, la rivalutazione degli impiegati sui militari, l'esercizio gratuito della giustizia, una politica di lavori pubblici, la libertà di stampa, l'abolizione delle lotterie, la tolleranza, un nuovo sistema fiscale.

Il modello di Mirabeau è legato, secondo il Felice di S. Martino, a stabilire una perfetta uguaglianza fra i sudditi, spostando la forza del sovrano nel popolo e accentuando lo scontro fra monarca e nobili. Contrapponendo ancora una volta Montesquieu a Rousseau, il giovane aristocratico rifiutava l'utopia dell'uguaglianza, irrealizzabile anche nelle democrazie, e cercava di trovare nel servizio e nell'amministrazione un compito specifico per la nobiltà. Ma il modello del San Martino era largamente meritocratico: « Non voglio però dire con questo che si debbano escludere i plebei, forniti d'ingegno e d'onestà da' pubblici uffici; ch'anzi io vorrei che il valore e l'onestà e l'ingegno fossero mezzi per diventare nobile e stimerei di più la nobiltà acquistata con questi titoli, che quella che si compera con l'oro o che ci viene tramandata da una lunga sfilza d'antenati ... » ([45]). Era quindi sostanzialmente d'accordo con la maggior parte di questi punti e soprattutto con i risultati che si sarebbero potuti raggiungere, l'abolizione delle terre incolte, la riduzione delle imposte

([42]) « Biblioteca Oltremontana », tomo III, vol. VII, 1787, p. 76 e sgg.

([43]) « Biblioteca Oltremontana », tomo III, vol. VIII, 1787, p. 263 e sgg. F. Di S. Martino recensiva C. S. MAYER, *Les Lignes Achéenne, Suisse et Hollandoise; et la révolution des États Unis de l'Amérique comparées ensemble*, Genève 1787, voll. 2. Cfr. anche tomo IV, vol. IX, p. 173 dove G. Pavesio recensiva SAINT JOHN CREVECOEUR, *Lettres d'un coltivateur americain*, Paris 1787.

([44]) « Biblioteca Oltremontana », tomo IV, vol. XII, 1787, p. 287 e sgg. F. Di S. Martino recensiva H. G. DE MIRABEAU, *Lettre remise à Frédéric-Guillaume II, roi regnant de Prusse*, Berlin 1787.

([45]) *Ivi*, p. 293.

indirette, la protezione del commercio di transito, l'abolizione dei monopoli, e lo sviluppo delle industrie. Ancor più significativa era la recensione dedicata da Giambattista Vasco a *Le jurisconsulte national*, che rifletteva il clima di scontro fra Parlamenti e monarchia in Francia e che difendeva appassionatamente il punto di vista dei primi. Le tesi fondamentali (che si richiamavano a precedenti americani e inglesi) erano: 1. che un governo non dispotico non potesse imporre tributi senza il consenso dei sudditi; 2. che il diritto di ricusazione era antichissimo in Francia; 3. che la monarchia aveva compiuto un arbitrio; 4. che la nazione aveva diritto a difendere i suoi diritti. Affrontando questo nodo dello scontro fra Parlamenti e monarchia, il Vasco sentiva tutta l'importanza del tema e individuava la necessità di premettervi un avvertimento: « chiunque mi conosce sa che non è la mia penna venale, che la speranza di onori e di retribuzioni non mi induce a scrivere contro il mio pensamento. Saprei tacere quel ch'io penso se ne temessi danno in palesandolo, e quanto amo l'ubbidienza in un governo monarchico, saprei altrettanto difendere la libertà pubblica se appartenessi ad una società repubblicana ... » ([46]). In questo discorso alcuni nodi fondamentali venivano al pettine. Prima di tutto, la differenza fra despota e monarca. Il primo è quello che abusa; il secondo agisce per il bene di tutti. Secondo Vasco in un governo assoluto non è possibile che ci sia qualche limite al diritto di imporre i tributi, perché chi controlla questo terreno finisce per controllare anche il resto. È questo il modello inglese. La storia offre molti esempi di come sia difficile fidarsi in questo campo della capacità di giudizio popolare, ma certamente la Camera inglese rappresenta in qualche misura il popolo. Non è possibile accettare invece che i Parlamenti francesi tentino di farsi passare per rappresentanti del popolo « da cui nulla tengono, nulla hanno avuto, che non conoscono ». In realtà gli Stati generali potrebbero meglio rappresentare la nazione, perché formano un'adunanza composta dai più cospicui membri della medesima. « Ma ciò non basta perché possono essere riputati l'oracolo della volontà generale, perché infine non sono né eletti dal popolo, né hanno i loro interessi pienamente conformi con quelli del popolo ... » ([47]). Vasco aveva lucidamente di fronte a sé, attraverso le vicende francesi, l'esempio delle resistenze di un corpo intermedio alle riforme e percepiva che se queste qualche volta potevano assicurare la libertà, in altri casi contribuivano a sgretolare lo stato. Balenava la contrapposizione fra realtà nuove (come quelle americane, che si potevano costruire secondo i princìpi conciliati di Montesquieu e Rousseau) e gli

([46]) « Biblioteca Oltremontana », tomo I, vol. I, 1788, p. 72 e sgg. G. B. Vasco recensiva *Le jurisconsulte national, ou principes sur les droits les plus importants de la nature*, s.l.u.d. (ma Paris 1789, voll. 2), attribuito a P. J. Agier.

([47]) *Ivi*, p. 78.

stati monarchici. Che cosa serve in questo caso la resistenza? « Ad eccitar tumulti, a promuovere una guerra civile? Quale sarà quel filantropo che oserà incitare la plebe a ribellarsi sotto pretesto che può giustamente? Che penserà aver avvantaggiato la sua nazione tingendola di sangue cittadino? Quand'anche la parte più turbolenta della nazione si lusingasse di aver la forza sufficiente per superare la parte ubbidiente, altro non possono giustamente aspettarsi gli esecutori della rivoluzione, che di avere sacrificato la loro quiete, le loro sostanze, la loro vita alla smoderata ambizione di pochi » ([48]).

La rivista non si limitava a segnalare (per la penna del di S. Martino) l'opera di Necker sull'importanza delle opinioni religiose ([49]), ma seguiva con attenzione tutto il dibattito francese riportandolo ai suoi modelli teorici. Esemplare in questo senso la recensione di Giambattista Vasco a *Principe fondamental du droit des souverains* di Le Roy de Barincourt pubblicato a Ginevra nel 1788 ed utilizzato per discutere Montesquieu, Hume, Rousseau e soprattutto l'Holme e la sua analisi della costituzione inglese, che il Vasco leggeva come una risposta al terribile assioma di Rousseau, « non vi ha libertà dove la potestà legislativa non è in mano di tutto il popolo » ([50]). In sostanza il Vasco non riteneva che le repubbliche fossero esenti dai problemi che emergevano ora in una società come quella francese.

Già la serie di volumi pubblicati nel 1789 e stampati col titolo « Biblioteca oltremontana colla notizia de' libri stampati in Piemonte », mostrava un notevole mutamento di tono. Giambattista Vasco, da principale estensore, si trasformava in un collaboratore fra tanti altri. Emergevano Giuseppe Pavesio, Amedeo Ponziglione, Giuseppe Vernazza, Paolo Lorenzo Somis di Chiavrie, Prospero Balbo, Francesco Galeani Napione. Quest'ultimo dedicava un lungo spazio alla traduzione francese del Gibbon ([51]). La rivista, ormai del tutto inserita nell'ambito della Filopatria e con il titolo significativo « Biblioteca oltremontana e piemontese » tendeva ad occuparsi prevalentemente di storia patria, recensendo spesso i libri sotto tale profilo specifico. In questo ambito diventava sempre più lo specchio dell'attività dei soci, di ciò che si stampava in Piemonte, dei materiali che il Balbo forniva in qualità di Segretario dell'Accademia delle scienze. Si sentì ad un tratto il bisogno di « introdurre nella biblioteca » la notizia anche de' libri italiani, tanto più volentieri quanto che potremmo non di rado parlare di nostri concittadini, che sono in Parma, in Pavia, in Roma, e altrove. Se piace in Savoia, in Aosta, in Sardegna il sapere quali opere compaio-

([48]) *Ivi*, p. 81.

([49]) « Biblioteca Oltremontana », tomo II, vol. V, 1788, p. 184.

([50]) « Biblioteca Oltremontana », tomo III, vol. VIII, 1788, p. 137 e sgg.

([51]) « Biblioteca Oltremontana colla notizia de' libri stampati in Piemonte », tomo II, vol. VI, 1789, p. 280 e sgg.; tomo III, vol. VII, 1789, p. 1 e sgg.

no, dalle stampe di Torino, di Vercelli, di Nizza, come non sarà grato in tutte le province suddite del re l'avere informazione di libri nuovi ch'escono dall'altre parti d'Italia? ... » ([52]). Alla fine del 1791 si annunciava il cambiamento del titolo: non più oltremontana e piemontese. L'opera comparve infatti come « Biblioteca dell'anno 1792 ». Rifletteva, oltre gli argomenti trattati in Filopatria (come nel caso dei romanzi cavallereschi di Franchi di Pont), una notevole perdita di mordente culturale, sia nella capacità di dar giudizi, sia nella scelta di temi, dove l'erudizione sacra e profana cominciava a diventar prevalente. Grande spazio era concesso al Denina della *Prusse littéraire* ([53]), ma in quanto autore piemontese e nume tutelare di una Filopatria che aveva ormai assorbito la Sanpaolina. La prefazione del 1793 registrava questa stanchezza, che non era solo locale, ma aveva colpito la stampa periodica italiana dove resistevano solo il « Giornale de' letterati » di Pisa e le « Effemeridi letterarie » di Roma. La rivista cercava di reagire, riscoprendo la propria matrice erudita, rifacendosi alla *Bibliopea* di Denina e all'esempio dei periodici e dei giornalisti eruditi del primo Settecento quasi a sottolineare che con la crisi degli spazi per l'opinione pubblica, questa restava la sola via possibile. « Su queste vestigia — e il discorso rifletteva tutte le difficoltà del momento — non abbiamo disperato di mantener in vita la biblioteca nostra e di contribuire ai progressi delle scienze in Italia, nel medesimo tempo che da nostri valorosi cittadini, sotto i fausti auspici di chi saggiamente ci governa, si combatte per difendere la verace libertà e per propagarne la gloria guerriera ... » ([54]). La cultura internazionale era ormai quasi scomparsa, per far spazio alla indicativa segnalazione di un'*Istruzione cristiana ad uso di soldati e delle milizie degli Stati di S. M. il re di Sardegna*. Prevalevano ormai, accanto agli argomenti scientifici che erano meri diligenti riassunti dell'attività dell'Accademia delle Scienze, la teologia, la storia ecclesiastica, l'erudizione locale.

Un'ultima interessante segnalazione, ma era in fondo un viaggio nel cuore dell'Italia erudita, riguardava le *Cartas familiares* di Juan Andrés ([55]), un autore cui i piemontesi prestavano una certa attenzione e del quale si era discusso nella Filopatria (1784-1785) per quanto riguardava la *Storia dell'origine e progresso d'ogni letteratura*. La recensione era di Franchi di Pont. La cultura contro-rivoluzionaria faceva la sua comparsa. Il conte Francesco Galeani Napione aveva letto la *Basvilliana* di Monti nella seduta del 6 giugno 1793 ([56]) e questa era stata pubblicata negli ultimi fascicoli del periodico. La vita intellettuale andava spegnendosi. La Filopatria sarebbe sopravvissuta anco-

([52]) « Biblioteca Oltremontana e Piemontese », tomo III, vol. IX, 1791, p. 303.

([53]) « Biblioteca dell'anno 1792 », vol. III, p. 84 e sgg.

([54]) « Biblioteca dell'anno 1793 », vol. I *A' cortesi lettori.*

([55]) « Biblioteca dell'anno 1793 », vol. III, p. 1 e sgg.

([56]) *Ivi, passim.*

ra pochi mesi, fino al maggio 1794. L'università era ormai chiusa e la stessa accademia delle scienze aveva fermato nel 1793 la serie delle sue memorie. Ma prima di concludere vorrei accennare ancora a due istituzioni che cercarono di reagire al clima determinatosi dopo la Rivoluzione. Un gruppo di intellettuali, di cultura prevalentemente scientifica e tecnica, con notevoli legami con l'Accademia, l'università, la Società reale d'agricoltura e, molto probabilmente, con la massoneria, diedero vita ad un « Giornale scientifico letterario » ([57]).

Essi usarono la protezione dell'Accademia delle Scienze, come mostra la dedica a Corte di Buonvicino, intendente di Asti, ma anche autorevole membro di tale istituzione. Del resto il principale estensore, il Giobert, stava per entrare nell'accademia, come il Michelotti. Il periodico tentò di prendere il posto della « Biblioteca oltremontana » di prima maniera, con una accentuazione della cultura tecnico-scientifica e medica. Trasformatosi l'anno dopo in « Giornale scientifico letterario e delle scienze o sia epilogo ragionato della storia letteraria del fine del decimo ottavo secolo », vi collaborarono, oltre Giobert, Giulio, Michelotti, padre Leone, il giovanissimo Carlo Botta. Notevole fu la lunga e ragionata recensione non firmata all'edizione francese di A. Smith con le note di Condorcet ([58]). L'impresa non superò il 1790, segno della minor solidità sociale ed economica di questo gruppo rispetto a quello che stava dietro la « Biblioteca ».

L'ultima iniziativa su cui è inevitabile spendere almeno un cenno è l'accademia degli Unanimi, organizzatasi a Torino fra il 1791 e il 1793, cioè non a caso negli anni in cui la scomparsa della S. Paolina e la crisi della Filopatria lasciavano notevole spazio. L'accademia aveva un nome tutelare antico e significativo: Carlo Denina, che da Berlino guidava discretamente il nipote, l'abate Carlo Marco Arnaud. Tale accademia, dedicata alla poesia e alla storia civile ed ecclesiastica in particolare, non escludendo però alcuna scelta, puntò, fin dall'inizio, a organizzarsi in modo da potersi configurare un giorno come la classe morale dell'Accademia delle scienze. Questo era il senso dell'introduzione e delle richieste al principe nei *Saggi* (1793) ([59]). Era quanto veniva ar-

[57] « Giornale scientifico letterario e delle arti di una società filosofica di Torino » raccolto e posto in ordine da G. A. Giobert e C. Giulio Torino, 1789, cfr. a p. 3 la dedica. Si tratta del figlio di Corte di Buonvicino che, dopo aver iniziato la sua carriera come professore universitario, era diventato senatore, segretario degli interni e infine Gran Cancelliere.

([58]) *Ivi*, tomo VIII, 1790, p. 17 e sgg.

([59]) Cfr. *Saggi dell'accademia degli Unanimi*, tomi 2, Torino, Fea, 1793. Cfr. anche *Continuazione dell'elenco de' componenti l'accademia degli Unanimi* s. d. n. l. (ma Torino, 1794). Cfr. anche *Voti della Torinese accademia degli Unanimi a Giulio Maffoni e Maria Teresa Bruna*, Parma, Bodoni, 1797. Anche il celebre editore faceva parte di quest'accademia con lo pseudonimo *l'elevato*.

ricchito nel *Discorso del Signor Abate Carlo Marco Felice Arnaud* premesso al 2. volume dei *Saggi* pubblicati nello stesso anno, un tentativo di dare una base teorica a questa nuova istituzione, dove si offriva una documentazione della vitalità accademica di Torino individuando, oltre quella delle scienze, la San Paolina e la Filopatria, altre 6 accademie private più specializzate. Ma anche la provincia era ormai coperta: Saluzzo, Tortona, Carmagnola, Fossano, Alba e Alessandria. Il successo del tentativo fu notevole: nel 1792 i soci erano 141, di cui oltre 130 piemontesi e gli altri corrispondenti. Nel 1794 l'accademia degli Unanimi aveva raggiunto le quasi duecento unità, assorbendo, fra l'altro, gran parte dei membri della Filopatria, dell'Accademia, delle Accademie provinciali; c'erano Prospero Balbo, Giuseppe Vernazza, Francesco Galeani Napione, Carlo Tenivelli. Ma era soprattutto la realtà delle province ad essere compresa in questa rete tenace di relazioni che dal centro raggiungeva per la prima volta la Sardegna, Nizza, le province di nuovo acquisto. Dalla geografia accademica disegnata dagli Unanimi e che la Rivoluzione avrebbe spazzato via erano assenti Aosta e Savoia, segno che i processi di identificazione in una cultura « nazionale » italiana erano dolorosi e non potevano non essere pagati anche dall'emarginazione di aree che per secoli erano state orgogliosamente sabaude.

FRANCO VENTURI

L'ACCADEMIA DELLE SCIENZE E L'ACCADEMIA DI AGRICOLTURA

Non a me sarebbe stata affidata questa relazione sull'Accademia Agraria Torinese, ma a Gianfranco Torcellan se il destino non avesse stroncato, ancor prima di raggiungere la trentina, la fervida vita di questo straordinario studioso, certo uno dei migliori della generazione di coloro che sono oggi nel pieno della loro attività. Accanto a Ricuperati, suo coetaneo e compagno di lavoro, Torcellan sarebbe qui a dirci le conclusioni delle sue ricerche, iniziate all'aprirsi degli anni '60 e che egli proseguì con eccezionale alacrità fino alla soglia della morte.

Il fatto stesso che questo giovane veneziano fosse qui tra noi, a Torino, borsista del Collegio Universitario, è vivente riprova dell'efficienza di quelle istituzioni piemontesi organizzate attorno all'Università, al Collegio della Provincia, delle Accademie che stiamo criticamente studiando e valutando nel presente convegno. Anche per Torcellan il trapianto nella terra piemontese diede frutti precoci e solidi, tanto nel campo della ricerca storica che nella vita sociale e religiosa (scelse salutariamente tra le scuole medie torinesi quella che andava creandosi alle Nuove, per coloro che erano chiusi in carcere e, a contatto sempre stretto col mondo valdese, divenne protestante. Nel tempio di Corso Vittorio egli riceverà l'ultimo saluto degli amici e compagni). Ad un patrizio veneziano, Andrea Memmo egli aveva dedicata la sua tesi di laurea. Fu lo studio dei problemi economici della Repubblica di S. Marco nel secondo Settecento a spingerlo ad occuparsi d'un tema insieme locale e cosmopolitico; quello appunto della nascita e dello sviluppo delle società agrarie. In un numero speciale della « Rivista storica italiana » egli impostò, con gran larghezza e solidità il tema generale. Subito dopo, sullo stesso fascicolo, forniva un esempio della ricerca che egli avrebbe voluto si conducesse in tutte le città italiane, così come in tutti i paesi d'Europa, parlando appunto della Società agraria di Torino dall'anno della sua fondazione, 1785, al periodo francese all'inizio del nuovo secolo. Aveva esplorato e non poco contribuito a riordinare l'archivio di questa, riprendendo in mano l'ampia, ma dispersa bibliografia riguardante quel sodalizio.

Nel fondo dell'Accademia non erano mancate nel passato dispersioni e affrettati riordinamenti, ma il materiale da lui reperito era tale da permettere una solida indagine storica « Fortunatamente — concludeva Torcellan il suo articolo —, per quanto riguarda l'epoca dal 1785, anno di fondazione, al 1814, il meglio dell'archivio si è salvato. Tenendo infatti conto della particolare natura ed attività della Società torinese e della direzione in cui si mossero gli sforzi e l'impegno dei suoi membri, appare di primaria importanza ricostruire la composizione sociale, la vita interna nei rapporti tra i vari gruppi e le linee dei suoi contatti con l'autorità del governo: ciò appunto che i documenti rimasti ci permettono di fare. Per l'altro aspetto dominante dell'operosità della Società, vale a dire la sua netta inclinazione teorica e pratica da un lato e dall'altro la preoccupazione e la tenace attività per diffondere la cultura agronomica e raggiungere il più alto numero possibile di persone, le lacune archivistiche vengono colmate in misura quasi completa dalle fonti a stampa ».

Quanto più largo il compito che Torcellan si proponeva di svolgere su queste basi — non senza forse qualche giovanile entusiasmo — tanto più ferma la sua volontà di conoscere da vicino, intimamente ognuno di coloro che avevano contribuito a dar vita e a sviluppare l'Accademia Agraria, nei primi decenni della sua esistenza.

Uno straordinario ritratto nacque così dalla sua penna — e fu pubblicato nella Miscellanea consacrata al suo, e nostro maestro, Walter Maturi — un ritratto in piedi di Giuseppe Nuvolone Pergamo, Conte di Scandeluzza, personalità di campagnolo piemontese solo apparentemente scialba, in realtà capace, in mezzo alle maggiori difficoltà, di tener fede, senza un momento di incertezza, al programma della sua vita, « identificando tutto sé stesso e le proprie aspirazioni con la Società ed i suoi frutti ». « La sua biografia — concludeva Torcellan — sembra infatti confondersi con le vicende della Società agraria ».

Su questo unico e doppio modulo egli scrisse le pagine migliori che ancor oggi si possono leggere sul tema che oggi ci occupa, pagine alle quali rimando, facilmente reperibili nella « Rivista Storica Italiana » o meglio nella raccolta degli scritti di Torcellan; *Settecento veneto e altri scritti storici* curata presso la nostra Facoltà di lettere dalla signora Nanda e dagli amici di Gianfranco.

È trascorso ormai un ventennio da quando uno sguardo fresco e nuovo veniva così a ridar vita storica a coloro che nel 1785 crearono questo sodalizio. Non molto è stato aggiunto in questi due decenni. Quel che è mutata è la prospettiva generale dalla quale possiamo e dobbiamo guardar oggi l'opera di Nuvolone e dei suoi colleghi. La storia delle accademie agrarie è stata un tema vivo, spesso discusso nella ricerca sul settecento dell'Europa, nonché delle terre che erano allora colonie della Spagna, del Portogallo e dell'Inghilterra. Da un capo all'altro del mondo dei lumi queste « libere società », « società agrarie », « società patriottiche », « società degli amici del paese », come varia-

mente si chiamarono, hanno attratto l'attenzione degli studiosi. Basterà citare qualche esempio significativo.

Per la libera società economica, sorta a Pietroburgo negli anni '60 per impulso di Caterina II e di un gruppo di nobili russi, l'indagine è venuta, più che da Leningrado — dove tuttavia non è mancata del tutto — per opera di uno storico israeliano d'eccezionale valore, Michael Confino. I più vari aspetti della vita interna di quella accademia — che si fregiava del titolo di libera e che era infatti un primo tentativo d'organizzazione della nascente società russa —, dai problemi della contabilità delle aziende alle questioni tecniche, dalle tradizionali rotazioni agrarie ai rapporti tra servi e padroni sono stati pazientemente, minutamente esaminati da Confino in un volume che prendeva in esame e seguiva passo passo le pubblicazioni della società di Pietroburgo, quei *Trudy* di cui un esemplare fu mandato all'Accademia torinese da Caterina II e che nella sua biblioteca ancora si conserva insieme ad una medaglia commemorativa. Rapporti che ci sono stati recentemente illustrati dalla paziente ricerca della signora Peirone. Il volume di Michael Confino fa come il primo passo verso una storia dell'agricoltura ottocentesca dell'impero degli Zar che questo storico pubblicò qualche anno più tardi. Né ci mancarono quegli ostacoli contro cui non può scontrarsi chi si occupa di storia russa: archivi inaccessibili e talvolta dispersi (proprio quello della libera società economica pare sia incompleto ed è un peccato anche per noi, rendendo impossibile una ricerca approfondita sugli italiani che mandarono allora a Pietroburgo i loro scritti e tra questi i fratelli Vasco). La valentia dello storico si mostra nella capacità d'utilizzare il materiale esistente, non sul lamentarsi per i documenti scomparsi o nascosti. Michael Confino ci ha mostrato come si possa servirsi dei documenti delle società agrarie per approfondire uno dei temi centrali della storia russa.

C'è da augurarsi che uno studioso attento della realtà agraria del Piemonte riesamini — sulle orme di Luigi Einaudi, di Prati, di Pugliese, e con altrettanta acutezza e larghezza di vedute quanta ci ha mostrata lo storico israeliano Michael Confino — i problemi dell'agricoltura piemontese del tardo Settecento e la funzione che in questa realtà sociale e politica ebbe la società agraria torinese. La recente opera di Nicolas sulla Savoia nel secolo XVIII è in proposito insieme un modello e un incitamento. Di Daniel Roche abbiamo tutti ascoltato la sua interessantissima relazione.

Dalla Francia ci è venuta, per opera di Bourde uno strumento indispensabile per ogni ulteriore sviluppo di simili indagini. Grossi e ben costruiti appaiono i volumi in cui questo studioso ha compiuto la sua ricognizione della letteratura agronomica del Settecento.

Un'opera simile, per l'Italia, sarebbe lo sfondo necessario d'una indagine che riguardi anche il Piemonte. Storia cosmopolitica quella delle accademie

agrarie, che assurdo sarebbe fermare ai confini delle nazioni moderne, tanto più quando separano terre, come il Piemonte e la Savoia allora congiunte.

Dalla Spagna ci è venuta, in questo ultimo ventennio, la più larga e importante esplorazione sull'origine, le vicende, l'importanza delle Società agrarie. Per persuadersene basta leggere quanto in proposito ha scritto Gonzalo Anes — uno dei maggiori rappresentanti della rifioritura storiografica che ha accompagnato e seguito in Spagna il declino, la caduta del regime franchista e la creazione d'un paese libero e democratico. Similmente, basterà aprire la « guía del investigador », approntata da Paola De Demerson, Jorge Demerson e Francisco Aguilar Piñal per rendersi conto di quanto è stato recentemente fatto nel mondo iberico onde meglio conoscere e interpretare *Las sociedades económicas de amigos del país en el siglo XVIII*, come appunto si intitola il loro libro.

Amigos del país chiamarono sé stessi i membri di queste accademie: amici della propria piccola patria come della più grande, proclamandosi portavoci degli interessi locali e sforzandosi insieme di trovare un nuovo coordinamento nazionale. Osservando gli elenchi e le vicende di queste società par veder nascere dalle Provincie una nuova Spagna, tutta dedita alla « industria popular » per servirsi della formula di Campomanes. Dalle botteghe degli artigiani e dalle cascine dei campesinos prendeva un nuovo volto un paese che ancora al principio del secolo XVIII era parso destinato alla decadenza. I motti e i simboli prescelti da questi amici del paese non potrebbero essere più caratteristici: El ocioso para nadie es provechoso. Floresce fomentando. Quaesivit lanam et linum et panem. Otiosa non comedit. Al bien pubblico. Beneficia proportionando ecc., senza contare il motto della società di S. Sebastian, al centro delle tre provincie basche: Iruras, tre sono uno, in basco appunto.

Russia, Francia e Spagna non sono che esempi di ricerche recenti. Anche senza volersi soffermare su altri paesi (e su quanto è stato fatto negli ultimi anni in Italia) si può tuttavia affermare che è già possibile fin da oggi, formare un quadro europeo (di un'Europa che comprende naturalmente le proprie colonie), quadro in cui l'indicazione d'ogni accademia agraria sarà accompagnata da una data, quella della sua fondazione. Date che andranno accuratamente interpretate. Alcune appaiono come dei frutti precoci, troppo precoci, come ad esempio quella di Firenze, la celebre accademia dei Georgofili, sorta all'inizio degli anni '50, presto ammirata e imitata da altre città (ad esempio Madrid), ma che entrò ben presto in un periodo di stasi, per riemergere poi con la grande ondata del moto riformatore negli anni '60. Soltanto più negli anni '70 e '80, quale che sia il momento della loro fondazione, questi sodalizi entrano, per così dire, in fase operativa, organizzano inchieste, aprono scuole, pubblicano calendari agronomici e catechismi tecnici per i contadini cercando sempre più attivamente i contatti con il mondo delle campagne. Come il

ritmo di sviluppo, come la loro distribuzione geografica sono molto vari, a seconda delle più diverse circostanze, qualche conclusione generale può tuttavia esser tratta da questa immaginaria loro mappa storica.

Le vediamo nascere, queste accademie agrarie, lontano, spesso ai margini dei grandi centri della cultura illuministica, in Irlanda ad esempio, in Bretagna, in piccoli centri pugliesi come Terlizzi e, in Spagna, a S. Sebastiano, nei Paesi Baschi e nei centri attorno a Valencia. Prendono ovunque il posto di accademie tradizionali di tipo umanistico e tradizionale, soprattutto quando queste si dimostrano incapaci di rinnovamento. Cultura provinciale patriottica e riformatrice che risponde al grande appello delle idee illuministiche, ma che conserva solide, tenaci radici locali, raccoglie le forze della nobiltà e del clero capaci di trasformazioni e contribuisce, come la massoneria a cui queste società sono spesso legate, a creare una nuova classe dirigente, animata dai lumi, ma cosciente dei concreti problemi che essa deve, sul posto, affrontare.

I dubbi sulla loro utilità, sulla loro capacità di modificare effettivamente la realtà economica che le circonda, nascono presto nel seno di queste accademie. Si ha anzi spesso la sensazione d'un eccesso di incertezza, di dubbi, di tentennamento negli uomini che s'incontrano nelle accademie patriottiche. Dubbi che vengono superati e vinti — quando lo sono — dall'appoggio più o meno vigoroso che viene dal centro del governo, dalla corte. Lo stato interviene in tutta la vicenda delle società agricole con autorizzazioni, incoraggiamenti, sussidi. Ma, a ben guardare, ciò che, più d'ogni altra cosa, assicura la loro sopravvivenza e permette loro di esercitare la loro funzione di « fomento de la "industria popular" », per dirla con Campomanes, è l'emergere più o meno rapido a seconda dei luoghi di una forza nuova, quegli scienziati, quei tecnici che sono al centro dell'incipiente processo di rivoluzione agricola e industriale. Per limitarsi all'Italia, lo sviluppo delle accademie agrarie del Veneto è probabilmente rivelato in proposito, proprio perché la fiacchezza dell'intervento statale costringe ad una opera autonoma e porta in primo piano gli uomini come Arduino, Toaldo, ecc.

L'intervento statale provoca invece una sorta di schiacciamento dell'iniziativa dei lombardi, tarda e priva di mordente. La Società patriotica di Milano non diverrà il centro propulsore dell'ammodernamento della Lombardia, negli anni di Maria Teresa e di Giuseppe II.

Nel Mezzogiorno, dopo l'ondata d'entusiasmo suscitata da Antonio Genovesi, le accademie agrarie saranno sostituite dalle iniziative governative e dalla fermentazione massonica. Galanti e Filangieri prenderanno il posto di Genovesi. In questa prospettiva, la sorte dell'Accademia Agraria di Torino è particolarmente caratteristica. Come Torcellan ha notato, la sua data di fondazione è molto tarda. L'estate di S. Martino della cultura settecentesca torinese, quella breve stagione che fa vivere la nostra Accademia e le società private quali la

San Paolina, permette la maturazione anche dell'accademia agraria. Una volta apparsa essa si riempie rapidamente d'un contenuto tecnico e scientifico di grande valore. I nomi di Sebastiano Giraud, di Giuseppe Pavesio, di Ignazio Giulio, di Domenico Capriata di Sardigliano, di Teresio Michelotti, sono tra i fondatori della società agraria, accanto al marchese Adalberto Pallavicino delle Frabose, vicario e sovrintendente generale di Politica e Polizia, del marchese Giovanni Amedeo Valperga di Caluso, e di Francesco Ludovica Berta, il severo bibliotecario della nostra università. Come Torcellan ci ha mostrato e come ulteriori studi potranno venire a precisare, la storia del primo trentennio dell'Accademia torinese d'Agricoltura consisterà precisamente nel sempre più incisivo prevalere, non senza l'appoggio diretto e indiretto delle Accademie e delle Università, degli scienziati sui rappresentanti del mondo nobiliare e nella trasformazione interna che questo processo comporta per la vita esterna del potenziale stesso subalpino e, in generale, nella vita stessa del Piemonte.

Guido Filogamo

ACCADEMIA DELLE SCIENZE ED ACCADEMIA DI MEDICINA

Sorsero, ambedue le Accademie, come Società private, ad un secolo l'una dall'altra: la prima, delle Scienze, nel 1757 proponendosi, a scopo speciale di studi e di ricerche, le matematiche e le scienze naturali; la seconda, di Medicina, nel 1834, mirando allo studio ed all'avanzamento della medicina e chirurgia e delle scienze affini, la chimica e la veterinaria.

Potrebbe sembrare fuori luogo richiamarlo, ma è un fatto singolare che tra i Soci fondatori dell'Accademia delle Scienze, uno fu Giovanni Cigna da Mondovì; segretario della nascente struttura attese sì alle lezioni di fisica del Beccaria ed espose una tesi sull'elettricità, ma fu valentissimo di anatomia e chirurgo aggregato al Collegio di Medicina. Ed anche, in questo discorso delle due Accademie, vale ricordare che nel 1759, dei cinque Soci dell'Accademia delle Scienze, quattro erano i medici.

Ecco Carlo Allioni da Torino, seppure celebre ancor oggi tra i Botanici, e Giovanni Bertrandi da Torino, anatomico e chirurgo, fondatore della Scuola ostetrica e del Teatro anatomico, Socio dell'Accademia Reale di Parigi e ben noto nei maggiori ospedali europei; e con loro Gian Battista Gaber da Saorgio, studioso dei processi di putrefazione ed infine Albrecht von Haller da Berna anatomista sommo a Göttinga, e botanico, tra i più avanzati cultori della Biologia. E, guarda caso, ancora un Socio dell'Accademia delle Scienze Sebastiano Geraud da Pinerolo, pur esso un chirurgo, è fondatore dell'Accademia agraria nel 1785. La partecipazione dei Medici, e dei cultori delle scienze mediche in generale, alle fortune dell'Accademia fu per un secolo quanto mai attiva. In quel periodo di tempo su 408 Soci Titolari, 35 furono medici e 150 ne troviamo su i circa 1000 corrispondenti. Spiccano tra i Soci Titolari: Carlo Brugnone da Ricaldone, chirurgo e fondatore della Scuola di Veterinaria; Michele Buniva da Pinerolo, medico e Botanico, esperto studioso dei problemi dei contagi; Francesco Rossi da Cinzano, anatomico e chirurgo; Antonio Penchienati da Contes di Nizza, chirurgo ed anatomico; Vincenzo Malacarne da Saluzzo; Carlo Bellingeri da Sant'Agata di Alessandra, studioso dei nervi spinali. Infine, sommo tra tutti, Luigi Rolando, anatomico e fisiologo: invero

nel 1821 presentò all'Accademia una memoria, la descrizione « d'un animal nouveau qui appartient à la Classe des Echinoderms » ma successivamente dispiegò le sue ricerche in altre memorie sul cervelletto, sulla corteccia motoria, sul midollo allungato, accompagnando i fondamentali risultati con disegni stupendi che ancora oggi figurano nell'Istituto di anatomia.

Spiccano tra i Soci corrispondenti, e danno idea della oculatezza delle nomine, Antonio Scarpa di Motta da Livenza, insuperato anatomico di Pavia; A. A. Velpeau, chirurgo ed Anatomico della Charité di Parigi; G. Dupuytren chirurgo operativo di Parigi e F. Magendie, S. Cruvieilhier, S. T. Soemmering, R. A. Koelliker e Mauro Rusconi: vale a dire i più bei nomi della scienza europea, ancor oggi consultati nelle nostre biblioteche. Insieme a questi illustri scienziati, tutta una centuria di medici di piccoli centri, italiani e francesi soprattutto, stanno a dimostrare che l'Accademia non disdegnava accogliere rappresentanti anche di non grande peso scientifico purché interessati, appassionati al progresso ed intesi ad applicarlo in ogni civile incremento.

Con queste premesse sull'attività di gruppi medici nell'Accademia delle Scienze prima del 1834, attività certamente piena e brillante, non fa tuttavia meraviglia che in quell'anno sia fondata per opera di Alessandro Riberi, l'Accademia di Medicina.

Riberi, di Stroppo Macra, che ancora lo ricorda per le opere da Lui offerte al paese natale, era Professore di chirurgia operativa a Torino dal 1826. Uomo di sane ambizioni e di intense capacità organizzative (non ancora Socio dell'Accademia delle Scienze) aveva riorganizzato il Museo di Anatomia patologica, ristrutturato il Corpo di Sanità militare e fondato il Giornale di Medicina militare; era medico di Carlo Alberto. Ebbe a trovare un ambiente favorevole a quel passo; con l'avvento di Carlo Alberto si andavano stabilendo all'Università nuovi corsi per l'insegnamento della medicina e chirurgia ed andavasi ritoccando il nuovo Regolamento, sulla realizzazione del quale ebbe massima influenza il Riberi, medico personale del Sovrano: le due Facoltà miravano a riunirsi « con grande vantaggio delle Scienze, di chi le professava e della sofferente umanità ». È in quegli anni che Luigi Rolando ottiene la direzione del Museo di Anatomia umana, e di questi anni pure è la creazione dell'Istituto di chirurgia operativa, del dispensario oftalmico, della scuola di Ostetricia. Fuori dell'Università fin dal 1782 si era costituita a Torino con regolari patenti di Vittorio Amedeo III la Reale Società Luigi Gonzaga per l'assistenza medica e sociale dei cronici ed in particolare dei tisici, per i quali Biagio Gastaldi e Luigi Parola ottime ricerche andavano conducendo. Si aveva, in complesso, a Torino un particolare rigoglio di iniziative socio-sanitarie; la nascita della nuova Accademia rispondeva senza dubbio al desiderio, alla necessità di incentivare e concentrare gli incontri più strettamente specifici tra medici, di legare rapporti con gli ospedali e con le cliniche universitarie stranieri; di accogliere

relazioni di quanto andavasi facendo in campo sanitario oltre i confini cittadini in un Giornale dell'Accademia. Tra i compilatori principali di questo Giornale, ricco (molto più di oggi!) di relazioni, osservazioni, di aggiornamenti e citazioni da ogni parte d'Europa e del mondo troviamo il Bellingeri, un altro Socio dell'Accademia delle Scienze. Nelle prime pagine del Giornale si legge: « se gli altri studi qui vanno ognor più infervorando vedrassi pur via maggiormente, che la più utile delle Scienze nell'ameno Piemonte con manco ardore non è coltivata ».

Certo è che tra quelle relazioni ed osservazioni (alcune presentate anche alla Reale Accademia delle Scienze) non tutte sono di alto valore scientifico. D'altra parte, se dobbiamo credere a Camillo Golgi, futuro Premio Nobel, ancora verso il 1860 le altre nazioni d'Europa erano assai inoltrate nella via del rinnovamento degli Studi di Medicina ed invece l'Italia si trovava in stato di decadenza, pur avendo avuto uomini quali Morgagni, Spallanzani, Volta e Galvani, Falloppio, Pacini, Malpighi e molti altri. L'insegnamento della medicina era divenuto puramente dottrinale, lo sperimento fisiologico era diventato un mito e a Torino « ancora si assisteva allo spettacolo di insegnanti universitari che diffondevano tra allievi e medici, con facile dileggio, la sfiducia nella medicina scientifica e mettevano in ridicolo ogni nuova idea ».

Con la assunta indipendenza della scienza medica il numero dei Soci medici nell'Accademia delle Scienze andò rapidamente diminuendo e scomparvero soprattutto quelli residenti in Piemonte e comunque nelle piccole sedi prive di Università. Certamente questo allontanamento suscitò qualche malumore, in un periodo in cui l'Accademia delle Scienze andava raccogliendo allori nelle scienze matematiche, naturali e storiche filosofiche. Ascoltiamo del resto le parole che Jacopo Moleschott, Professore di Fisiologia e Socio di ambedue le Accademie, rivolgeva ai giovani del suo corso nel 1860: « sovente i cultori delle scienze fisiche e matematiche, i quali da campi più sereni prendevano di mira la medicina, hanno sindacato codesta per non essere andata di conserva con le discipline esatte... ma la storia il rimbrotto respinge ». E successivamente... « si vedono pullulare vaghe rappresentazioni di umori ed effervescenze, di acrimonia acida e rannosa... ma adottate con tanta sollecitudine che erano giornalmente in bocca di Sydenham e di Boerhave, vale a dire dei più illustri medici... ». E continua Moleschott "l'arte medica che non è che l'applicazione delle scienze, non si impara nelle cliniche se non a condizione di entrarvi ammaestrati di fisica e di chimica dell'organismo... ». Come si vede, ce n'è per tutti!

Giulio Bizzozzero, anch'egli Socio di ambedue le Accademie nel 1879 Professore di Patologia generale a Torino a soli 24 anni rappresenta « l'insigne rinnovatore delle mediche discipline » sostenute dalla biologia sperimentale con le scienze affini della chimica e della fisica. Bizzozzero aveva fatto le sue

Marco Cerruti

INTELLETTUALI E POTERE NEL PIEMONTE NAPOLEONICO

Un tema che negli ultimi 10-15 anni si è fatto a poco a poco emergente — fra storia della cultura, storia sociale e storia delle istituzioni, per non accennare che ad alcuni ambiti disciplinari di principale attinenza — è certamente quello della posizione, o se si preferisce del vario trovarsi situati e situarsi, degli uomini di cultura, degli intellettuali secondo il termine molto in uso oggi, nel quadro delle vicende, o del processo di trasformazioni che investe la società italiana, e massimamente norditaliana tra fine dell'Antico Regime e prima Restaurazione. Aggiungerei che il fenomeno non è solo italiano, ma caratterizza, sempre in questi anni più recenti, anche la ricerca che si è venuta facendo su altre aree socioculturali d'Europa, variamente passate, fra tardo Settecento e primo Ottocento, attraverso esperienze in sostanza non dissimili, e penso ora in particolare ai diversi paesi, lungo il corso del Reno e fino al Tirolo, che all'inizio dell'Impero si troveranno riuniti nella Confederazione appunto del Reno. Mi limito qui a ricordare, anche per non tacere alcuni essenziali riferimenti, gli studi di Heinrich Scheel (*Süddeutsche Jacobiner*, 1971), Hans Gerth (*Bürgerliche Intelligenz um 1810. Zur Soziologie des deutschen Frühliberalismus*, 1976), Jörn Gaber (*Politische Spätaufklärung und vorromantischer Frühkonservatismus*, 1978), Helmut Reinalter (*Aufklärung, Bürgertum und Revolution. Versuch eines Literaturüberblicks in historischer Absicht*, 1978), infine la biografia forsteriana di Gerhard Steiner (1977), e quella prima importante *recensio* della cultura noi diremmo « patriottica » variamente attiva in Germania fra l' '89 e il 1806 che è il volume di Inge Stephan, del 1976, *Literarischer Jacobinismus in Deutschland* [1]. Quanto alle indagini sullo specifico francese, di cui è ovviamente essenziale tener conto in prospettiva, anche per la suggestività e il prestigio di tanti stimoli che si irraggiano dalla capitale, vorrei ancora notare come esse potessero disporsi su una linea

[1] Per una riconsiderazione d'insieme e più precise indicazioni bibliografiche cfr. H. Reinalter, *Der Jacobinismus in Mitteleuropa. Eine Einführung*, Stuttgart Berlin Köln Mainz, Verlag W. Kohlhammer, 1981, su cui si potrà vedere inoltre l'attenta se pur sintetica recensione di L. Ricaldone, in « Società e storia », 1982, n. 18, pp. 1005-1006.

di studi già fertile, da tempo, di risultati di rilievo, benché oggi inevitabilmente invecchiata e fruibile con le cautele del caso. Mi riferisco ora in particolare a classici, ormai, come il Charpentier di *Napoléon et les hommes de lettres de son temps*, che risale al 1935, a *L'art sous la Révolution et l'Empire* (1953) dello Hautecoeur, al Fayet di *La révolution française et la science* (1960), e naturalmente, al di là della sua prospettiva « italiana », *La révolution française et les lettres italiennes* di Paul Hazard, un libro addirittura del 1910 forse non a caso ristampato da Slatkine di Ginevra sei anni fa.

Per quanto riguarda la situazione al di qua delle Alpi, e in particolare l'area lombardo-piemontese che mi pare senz'altro la più considerata, gli studi, cui accennavo, di questi ultimi anni hanno finito a poco a poco per portare in luce, nonostante il persistere di ampie zone d'ombra e il procedere non di rado forzatamente congetturale, alcune linee di tendenza che si vorrebbe ritenere salienti. Vale credo la pena accennarvi, anche perché è da questi risultati, allo stato attuale della ricerca, che occorre muovere per un discorso che intenda mettere meglio a fuoco la realtà specifica del Piemonte.

Ora una prima si può ritenere sicuramente rappresentata da quel vario insieme di « patrioti » (e vario, dico, in considerazione della specificità dei diversi retroterra socioculturali e delle diverse vicende personali) che emerge, per lo più in termini protagonistici, fra il maggio del 1796 e la prima metà del '97, vale a dire nel periodo più radicale ed entusiastico del Triennio, e prima o poi si trova, negli anni successivi, a dover sostenere una resistenza più o meno dura o tollerata, scoperta o clandestina in nome di quelle prospettive di repubblicanesimo democratico e di rigenerazione del mondo storico, di utopia insomma, per cui erano entrati nella lotta politica. Questo soprattutto, è bene precisare, sino al 1802, quando la svolta di Parigi in direzione primoconsolare determina un deciso irrigidimento nei confronti dei residui movimenti di opposizione, come nettamente rivela, sul principio del 1803, l'episodio che vede arrestato, quindi radiato dall'esercito e condannato per tre anni a una sorta di domicilio coatto l'ufficiale e scrittore Giuseppe Giulio Ceroni, colpevole di esser autore di « uno scritto sedizioso ed ingiurioso alla nazione francese ». Questo a Milano, dove pure la posizione della dirigenza politica nei confronti degli ex-patrioti irriducibili, o quanto meno non ancora persuasi al nuovo corso delle cose, si direbbe distinta da una certa duttilità, nel senso che in cambio di una sostanziale emarginazione si tende a consentire quel che si potrebbe definire un dissenso di massima, l'esplicitazione, per altro rivolta a una ristrettissima *élite*, di frustrazioni e disinganni, oltreché una certa pratica di guerriglia a livello giornalistico-accademico. Così si può intendere il caso forse più noto di esercizio di un dissenso, quello rappresentato, appunto in Lombardia, dal Foscolo dell'*Ortis*, dei *Sepolcri*, delle lezioni pavesi sino alla collaborazione giornalistica con Giovanni Rasori; ma così si spiega anche

come un poeta dal rovente passato « giacobino », Giovanni Fantoni [2], cui nel 1805 veniva dato l'incarico prima di segretario poi di presidente dell'Accademia di Belle Arti di Carrara, potesse tranquillamente stampare i suoi versi, colmi di furente e profetico dissenso, presso due fra i massimi editori nell'ambito della Cisalpina e poi del Regno, Bodoni nel 1801 e Silvestri di Milano nel 1809. Diversa, più rigida la situazione a Torino, almeno se ci si affida, in assenza di analisi specifiche, all'evidenza di episodi come quello dell'accidentata pubblicazione, nel 1802, del primo volume delle *Favole morali* di Edoardo Calvo, che valevano a quest'ultimo un tentativo di arresto. Al di là di questo e altri casi, e al di là anche della diversità dei contesti, s'impone comunque il dato di fondo, il graduale esaurirsi, specie fra il 1802 e il 1805 di una linea di effettiva, concreta resistenza al potere napoleonico. I repubblicani, i democratici, gli utopisti nel '96, all'inizio dell'Impero e poi del Regno d'Italia sono ormai stati emarginati, costretti al silenzio (alludo al « parti du silence ») o tutt'al più, in qualche area di maggiore liberalità, lasciati liberi di manifestare, magari a pro' di future generazioni, innocua, al presente, indignazione o insofferenza. A meno che non gli sia avvenuto, prima o poi, di persuadersi della positività del nuovo corso [3].

È questa appunto la seconda grande linea di tendenza, su cui diversi studi hanno cominciato, in questi ultimi anni, a gettare qualche luce. Si potrebbe anche notare a questo proposito, per inciso, che se l'incontro della storiografia italiana con l'intelligenza « patriottica » risale fondamentalmente e per gran parte agli anni Cinquanta e Sessanta (a cavallo appunto dei quali escono i due volumi laterziani curati da Cantimori e De Felice) [4], l'attenzione a quelli che potremmo definire gli « intellettuali del consenso » è invece fenomeno assai più recente, connesso al maturare di più precise esigenze conoscitive sulla dinamica dei processi di trasformazione degli assetti sociali e istituzionali nell'Età Napoleonica; e non è un caso, credo, che uno dei primi contributi di rilievo sul tema, le belle pagine di Capra su « la condizione degli intellettuali negli anni della Repubblica Italiana e del Regno Italico » [5], comparisse nel '73 su quella stessa rivista, « Quaderni storici », che nel '78 avrebbe dedicato

(2) Cfr., *ad indicem*, M. Cerruti, *Neoclassici e Giacobini*, Milano, Silva, 1969.

(3) Per una recente messa a punto della questione mi sia consentito rinviare a M. Cerruti, *Dalla fine dell'antico regime alla Restaurazione*, in A. Asor Rosa (a cura di), *Letteratura italiana*, I: *Il letterato e le istituzioni*, pp. 391-432, Torino, Einaudi, 1982. *Ivi* si troveranno anche, meglio sviluppate, diverse fra le indicazioni che seguono.

(4) Cfr. *Giacobini italiani*, I, a cura di D. Cantimori, Bari, Laterza, 1956, e II, a cura di D. Cantimori e R. De Felice, Bari, Laterza, 1964.

(5) Cfr. C. Capra, *La condizione degli intellettuali negli anni della Repubblica Italiana e del Regno Italico, 1802-1814*, in « Quaderni storici », VIII (1973), 23, pp. 471-490.

un numero unico, un intero fascicolo, a « notabili e funzionari nell'Italia napoleonica ». Aggiungerei che questa nuova, diversa attenzione al contesto, a un quadro sociostorico se non tutto certo ancora per gran parte da chiarirsi, era tale da render, in molti casi almeno, meno disagevole, meno soggettivamente difficile l'approccio a figure ed esperienze di per sé assai poco cattivanti, certo assai meno, in prospettiva gobettiana e postresistenziale, degli sfortunati protagonisti dell'avventura giacobina.

Dunque: gli intellettuali del consenso, la cultura del consenso. Ho già avuto modo di notare, in altra sede, come il fenomeno risulti, a una considerazione ravvicinata, notevolmente articolato. A ritrovarsi, negli anni maturi del bonapartismo, sul medesimo fronte del consenso e di una più o meno attiva collaborazione con gli orientamenti del regime, sono uomini di origini ed esperienza assai diverse. Non intendo qui certo entrare nei dettagli di una situazione che attende del resto ancora, per ampie aree, di venir studiata. Mi limito a ricordarne alcune componenti di maggior rilievo. Intanto, un certo settore illuminato dalla grande aristocrazia in parte, probabilmente, quella stessa, come notava di recente Rosalba Davico, che « contratterà con moderazione sugli stessi scanni "l'ora imperiale" di Napoleone e quella monarchica della Restaurazione » ([6]). Pur nella specificità delle rispettive vicende, si possono riferire a questo gruppo figure di spicco come Prospero Balbo, Francesco Melzi d'Eril e il padre di Ludovico di Breme, Lodovico Giuseppe Arborio Gattinara di Breme. Inoltre una parte cospicua del ceto dei « dotti » che già aveva trovato in vario modo, e per lo più su posizioni di illuminismo moderato, una sua affermazione negli anni e nell'ambito, nelle strutture istituzionali dell'Antico Regime, e che proprio in virtù del proprio moderatismo si erano tenuti naturalmente lontani dalle esperienze più radicali del Triennio. Penso a uomini come il letterato Melchior Cesarotti, come il giornalista Giuseppe Compagnoni, come gli scienziati Michele Rosa o Giovanni Battista Venturi (il quale ultimo troverà ancora modo, nella Milano del 1817, di divenire collaboratore della « Biblioteca Italiana »). Se tra la fine del Triennio e l'inizio dell'Impero a far aderire questi « dotti » al nascente regime era in sostanza una lettura in chiave augustea del nuovo principe che a poco a poco si veniva delineando (si può per questo pensare a due « poemi », non a caso, specialmente illuminanti sul tema, come la *Pronea* del Cesarotti e *Napoleonia* di Carlo Bossi), si sa bene d'altra parte quale cura, quale attenzione il bonapartismo sempre più sarebbe venuto riservando non certo alla letteratura in genere, ma a un certo tipo di

([6]) Cfr. R. DAVICO, *L'aristocrazia imperiale: i « citoyens » piemontesi tra rivoluzione e restaurazione*, in « Quaderni storici », XIII (1978), 37, p. 62. Cfr. inoltre, della stessa, *« Peuple » et notables (1750-1816). Essais sur l'ancien régime et la révolution en Piémont*, Paris, Bibliothèque Nationale, 1981.

pratica letteraria, quella per intenderci esercitata da un Monti o un Lamberti ([7]), e soprattutto alle scienze della natura. Basti pensare a un episodio specialmente indicativo, emblematico: la memorabile giornata del 7 novembre 1801, quando, in una tornata dell'Istituto di Francia, Alessandro Volta è invitato a leggere, alla presenza di Napoleone, una sua memoria sulla teoria del galvanismo, e a lettura conclusa il « cittadino Bonaparte » propone « che la Classe debba dare una medaglia d'oro al cittadino Volta per testimoniare la sua stima particolare per il professore ». Infine, per concludere questa essenziale rassegna dei gruppi che entrano prima o poi a far parte della cultura del consenso, si dovrà ricordare quell'insieme, sicuramente molto numeroso e a sua volta tutt'altro che omogeneo, di *homines novi*, di intellettuali, per lo più letterati e gazzettieri, di estrazione in prevalenza medio- e piccoloborghese e spesso provinciale, variamente passati, non di rado muovendo da posizioni radicali, attraverso le vicende del Triennio, e chi prima chi poi disponibili, dopo Marengo, a collaborare col nuovo regime. Ancora da svolgersi, per gran parte, è un'analisi delle concrete motivazioni di questa scelta, che per certi aspetti si vorrebbe definire di massa, e comunque non sempre discendeva da spinte di mero opportunismo: come ha sottilmente notato Marino Berengo, « il profondo bisogno di dar vita ad uno stato moderno nelle sue leggi e nei suoi rapporti sociali aveva costituito lo stimolo decisivo alla vocazione napoleonica di molti ex-giacobini » ([8]). Due osservazioni, piuttosto, sono ancora da fare a proposito di quest'ultima componente della cultura del consenso. Una prima è questa: che se i grandi letterati, gli scienziati di cui prima dicevo, i maggiori artisti possono in genere continuare a svolgere relativamente indisturbati la propria ricerca ([9]), tutt'al più intrattenendo col potere precisi rapporti di committenza, per gli *homines novi* l'ammissione, se si può dire così, al nuovo corso impone, comporta un preciso impegno di collaborazione attiva, fiancheggiamento, sostegno concreto, recato, nei rispettivi ambiti, alle scelte e agli orientamenti della dirigenza politica. Si viene così a poco a poco delineando quella figura di « intellettuale funzionario » di cui ha scritto Isnenghi ([10]) a proposito del regime fascista: dell'intellettuale cioè che pone professionalmente, ricavandone si vuol dire precisi compensi in denaro e in *status*, la propria competenza specifica, la tecnica del dire e dello scrivere, al servizio delle

([7]) Cfr. M. Cerruti, *L'inquieta brama dell'ottimo. Pratica e critica dell'Antico (1796-1827)*, Palermo, Flaccovio, 1982.

([8]) Cfr. M. Berengo, *Le lettere milanesi di Silvio Pellico*, in « Rivista storica italiana », LXXVII (1965), p. 169.

([9]) Eccellenti indicazioni in R. P. Ciardi, *Nota critica* a G. Bossi, *Scritti sulle arti*, a cura del medesimo, Firenze 1982.

([10]) Cfr. M. Isnenghi, *Intellettuali militanti e intellettuali funzionari. Appunti sulla cultura fascista*, Torino, Einaudi, 1979.

esigenze — di promozione del consenso, di neutralizzazione dei possibili dissensi e così via — di chi si trovi a detenere il potere, nella fattispecie l'*Establishment* napoleonico. Questo nei diversi ambiti: scuola, pratica editoriale, teatro, giornalismo, produzione di versi e prose ecc. La seconda osservazione, che si lega del resto strettamente alla precedente, è questa: che quanto più, sempre dopo Marengo, fra Repubblica Cisalpina, Repubblica Italiana e Regno d'Italia Milano si viene affermando, al di qua delle Alpi, quale centro indiscusso e propulsore, quale capitale effettiva e non solo nominale del nuovo assetto, del nuovo potere, è lì che vengono affluendo, che finiscono per concentrarsi gli intellettuali italiani più interessati, più motivati a una partecipazione attiva alla politica culturale del bonapartismo. Si pensi alla compresenza, in questa Milano napoleonica, di emiliani come Gioia, Lamberti, Monti e Giovanni Paradisi, di toscani come Lampredi, di meridionali come Cuoco e Galdi, di « romani » come Gianni e Lattanzi. Anche il Piemonte, naturalmente, non si sottrae a questa dinamica, se si può dire così, di risucchiamento: se nel 1806 a trasferirsi a Milano, sia pure a seguito del padre allora nominato ministro degli interni del « Royaume d'Italie », è Ludovico di Breme, uno fra gli esponenti più brillanti della giovane intelligenza torinese, risale al 1810 il passaggio da Torino nella capitale del Regno di Davide Bertolotti, una figura sinora pochissimo studiata ma di estremo interesse, in questa prospettiva, un uomo di lettere privo di solide radici ma, come si diceva un tempo, con ingegno, sia pure superficiale, da vendere, come in effetti farà, prima col potere napoleonico, poi con l'Austria e i Savoia restaurati, al miglior offerente, con assoluta spregiudicatezza. E a Milano già si era stabilito, nel 1809, il saluzzese Pellico.

* * *

È appunto dell'insieme di dati cui sinora molto in sintesi ho accennato, e in particolare di quest'ultimo, di una Milano cioè divenuta, con i primi anni del secolo, luogo di massima attrazione, che occorre a mio avviso tener conto, quando si voglia, senza incorrere in ovvie semplificazioni, nella stesura di un regesto dei pro e dei contro, affrontare la specifica questione di quelli che poterono essere i rapporti fra uomini di cultura e potere nel Piemonte napoleonico. E insisterei ancor più in particolare su un fatto, che non mi pare sinora abbastanza rilevato da chi si è occupato di queste cose: che se il 1802, l'anno dell'affermazione primoconsolare di Bonaparte, è un po' dovunque, come prima notavo, un momento certamente di chiusura dei dibattiti, il punto di un più risoluto *rappel à l'ordre*, per l'area subalpina a ovest della Sesia, per Torino insomma, esso rappresenta, e si può prendere come simbolica la data dell'11 settembre in cui ne vien decretata ufficialmente l'annessione alla Francia, rappresenta al tempo stesso il chiudersi di una stagione di effervescenza

politico-ideologica che era stata, fra il 1800 e il 1801, forse più intensa che non altrove, e insieme l'inizio, l'avvio di un periodo, che non sarà breve, di emarginazione non solo politica, trattandosi di area estremamente periferica afferente su una capitale prestigiosa e vitale, ma lontana e fortemente dirigistica.

Una Torino allora, ci si può chiedere alla luce di questo essenziale confronto con Milano, una Torino, quella successiva al 1802, città sempre più e fondamentalmente di funzionari, di gazzettieri di second'ordine (per di più desiderosi, come Bertolotti, di trasferirsi a Milano), di *grand commis* dell'Impero, come Bossi e Botta, ormai attivi oltre le Alpi, di studiosi e uomini di lettere molto spesso fermi, come il giovane Boucheron, in una contemplazione nostalgica di quel che era stato, o meglio gli pareva esser stato lo splendido autunno dell'Antico Regime, infine di rari o, in prospettiva napoleonica, assai poco gratificanti poeti, come Diodata Saluzzo o Luigi Richeri? Risponderei che un quadro del genere mi sembra complessivamente veridico, e vorrei anzi segnalare, come sottilmente indicativo di questo incipiente *malaise* torinese, un testo poetico, credo poco noto, di quell'Edoardo Calvo che ho già ricordato per le *Favole morali*, il quale fra l'altro sarebbe morto di lì a poco forse a suo modo suicida, nel 1804; si tratta dell'ode, scritta in dialetto piemontese, che s'intitola *Su la vita 'd campagna*, un testo tutto incentrato, con grande felicità di canto, sulla celebrazione dei valori salvifici della natura, cui si oppone il mondo chiuso, asfittico, assolutamente non vitale della città ([11]). L'ode era composta, non a caso ritengo, fra gli ultimi mesi del 1802 e i primi del 1803.

Al di là di tutto questo, e insieme alla sua luce, sembra per altro possibile, se non necessario, quando si voglia davvero riconoscere in concreto la situazione dell'intelligenza subalpina nel periodo napoleonico, evitando ripeto il rischio di *aperçus* troppo corrivi e generalizzanti, considerare l'opportunità di alcune indagini estremamente specifiche, che mi pare siano ancora tutte o per gran parte da compiersi. Quale il possibile ambito di tali ricerche? Vorrei segnalarne alcuni; a diversi livelli. Per esempio: la realtà effettiva, minuta del commercio librario, e più in genere degli scambi culturali, fra il 1802 e il 1814, sui due assi Torino-Parigi e Torino-Milano; l'attività, nei medesimi anni, dei librai/stampatori torinesi, o di altri centri del Piemonte; la pratica delle scuole; le scelte di politica culturale dei giornali e dei periodici, la qualità di chi li dirige e vi collabora, per quanto, come prima notavo, non si tratti in genere di personalità di rilievo. E ancora, la biografia intellettuale, o soprattutto intellettuale, di quelle che ci appaiono oggi le figure emergenti nella cultura torinese del periodo. Elenco qualche nome: Prospero Balbo, il Bertolot-

([11]) Cfr. E. I. CALVO, *Poesie piemontesi e scritti italiani e francesi*, a cura di G. P. CLIVIO, Torino, Centro Studi Piemontesi, 1973, pp. 230 e sgg.

ti, Bossi, Botta, Tommaso di Caluso, Carlo Giulio, Giuseppe Grassi, Angelo Penoncelli, Luigi Richieri, i tre Saluzzo (Angelo, Cesare, Diodata). Quando già non si trovino sul Dizionario biografico, chi ne sa più di tanto? Inoltre le biblioteche, non certo tutte andate disperse, e i carteggi. Infine la dinamica di possibili gruppi intellettuali, che in qualche modo sia possibile individuare, riconoscere.

Ho chiuso il mio sommario elenco sulla questione dei gruppi intellettuali non a caso, ma perché allo stato attuale, quanto mai deficitario, delle ricerche, sembra esser appunto questa una fra le vie meno impervie per giungere a dare un riscontro, oltre le osservazioni di ordine generale che ho già anticipato, al quesito che si pone all'origine di questo intervento. Si può parlare, allora, di gruppi intellettuali, per quanto riguarda la Torino napoleonica? La questione è, appunto, aperta, ma una mia idea non di oggi è che di gruppo intellettuale fondatamente si possa parlare per il vario insieme di uomini di cultura, nobili per grandissima parte, che si viene muovendo, fra *Académie des Sciences* e società dei Concordi, fra meno giovani e più giovani insomma, intorno a colui che di questo possibile gruppo si può considerare senz'altro il *leader*, voglio dire l'abate Tommaso Valperga di Caluso. Si tratta di un insieme di intellettuali anche strettamente legati fra loro da rapporti di amicizia, molto omogeneo al proprio interno, e per averne notizia dettagliata basta scorrere il *Tableau de l'Académie des sciences, littérature et beaux-arts de Turin* per l'anno 1803, contenente l'elenco degli accademici riuniti sotto, così si legge, la « presidenza perpetua » di Napoleone primo console.

Ho rilevato quest'ultimo punto, la presidenza di Napoleone, perché esso mi sembra restituire molto bene, nella sua stessa ovvietà, quella che costituisce una delle componenti di fondo del modo di porsi di questa aristocrazia intellettuale nei confronti del potere napoleonico: voglio dire la sua accettazione formalmente incondizionata, la serena disponibilità a prender atto della sua autorevole presenza, a non ricusarne gli eventuali favori o segni di benevolenza e di stima, con un'eleganza suggestivamente attestata da questo passo dell'*Elogio storico del conte Angelo Giuseppe Saluzzo di Menusiglio*, che scritto nel 1810, subito dopo la morte del conte, ma pubblicato dall'autore, Giuseppe Grassi, solo nel 1831, in piena Restaurazione, non sembra consentire sospetti di piaggeria bonapartista:

> Cominciò allora (= il Saluzzo, giunto ormai ai settant'anni) (...) a ridurre a giusto ordine le peregrine notizie, che dalle sue tante sperienze aveva ritratte, acciocché servissero all'orditura d'una grande storia sperimentale della fisica e della chimica pneumatica, ed in mezzo all'Accademia, della quale era sempre anima e mente, gli interi giorni in quest'opera tanto desiderata consumava.
>
> Ma l'imperatore Napoleone, presso cui il nome del Saluzzo era da gran tempo famoso, siccome scrittore di cose appartenenti alla scienza militare, la quale medi-

tando egli sino dalla sue prime armi erasi aperta la via alle vittorie ed al soglio, rimunerò con regale munificienza il chiaro merito di lui, e lo fregiò dell'aureo stemma della Legione d'onore, facendolo cancelliere della sedicesima coorte di quell'ordine augusto. Mostrò il Saluzzo nell'adempimento dei doveri che quella carica gl'imponeva, quanta fosse la sua gratitudine verso il Principe ... ([12]).

Se in questa pagina del Grassi, forse anche in virtù dell'aura trecentesca che spira da una scrittura puristicamente atteggiata, il rapporto fra principe e dotto sembra sfiorare la felicità dell'idillio, indicazioni più esplicite e più illuminanti al riguardo si dovranno cercare nelle esperienze e soprattutto nella teoria di colui che prima non a caso ho ritenuto di segnalare come il *leader* del gruppo, l'abate di Caluso. Il quale abate, press'a poco coetaneo del conte Saluzzo e dal dicembre del 1783 segretario perpetuo dell'Accademia delle Scienze, era giunto all'incontro col potere napoleonico dopo un doloroso e risentito attraversamento, a Torino, degli anni successivi al '96, durante i quali aveva maturato, come informa il Boucheron nella sua biografia calusiana fatta uscire in latino nel 1833, una « invicta animi aequabilitas »:

... quid de urbis conditione dicendum, quae nunc penitus commota et in hostilem potestatem redacta, recentibus necdum satiatis factiosorum cupiditatibus misere distrahebatur? Hisce temporibus et hominibus invictam animi aequabilitatem opposuit Calusius, quippe qui nihil mirari, et publicas perinde ac privatas necessitudines ferre moderate, sapientis esse arbitrabatur. Id ei suadebant et veteris philosophiae documenta, et ipsa natura ... ([13]).

Una sorta dunque di equilibrato distacco, esercitato rispetto alla realtà delle cose cui non è possibile sottrarsi (le « necessitudines » di cui scrive Boucheron), distacco al quale il Caluso veniva indotto non solo dall'indole, ma soprattutto, sempre per attenerci al biografo, i « veteris philosophiae documenta ». Quale poi fosse questa antica filosofia, non è difficile dire: era il pensiero stoico, che sappiamo ampiamente circolante (fra Seneca, Epitteto, Marc'Aurelio, Cicerone) nella cultura del tempo (anche nell'ode citata di Calvo, l'esule dalla città nello spazio rigenerante della natura legge il « *suo* Seneca, sotto un noce »), e che in particolare risulta non a caso una componente di fondo dell'ideologia e dell'etica nobiliare europea negli anni della crisi dell'Antico Regime ([14]). Quanto poi al nucleo specifico dello stoicismo variamente ricupe-

([12]) Cfr. G. Grassi, *Elogio storico del conte Giuseppe Angelo Saluzzo di Menusiglio*, Torino, per Giacinto Marietti, 1831, pp. 39-40.

([13]) Cfr. C. Boucheron, *De Thoma Valperga Caluso*, Torino, Chirio e Mina, 1833, p. CXXII. Sulla vicenda del Caluso, anche per quanto segue, cfr. M. Cerruti, *La ragione felice e altri miti del Settecento*, Firenze, Olschki, 1973.

([14]) Cfr. O. Brunner, *Adeliges Landleben und Europäischer Geist*, Salzburg, 1949 (trad. ital. *Vita nobiliare e cultura europea*, Bologna, Il Mulino, 1972).

rato da questa intelligenza aristocratica, lo si può riconoscere nell'imperativo, fermamente postulato per il filosofo, di non voler intervenire in alcun modo sulla realtà, oggi diremmo politico-istituzionale, in cui si trovi immerso, quale che sia, ma di vivere appartato lavorando per un miglioramento, ritenuto possibile, dell'umanità, sulla linea di quegli stoici appunto i quali, come si legge nelle *Epistulae ad Lucilium*, « a re publica exclusi secesserunt ad colendam vitam et humano generi iura condenda sine ulla potentioris offensa » ([15]). E dell'abate di Caluso scriverà nel 1815, subito dopo la morte, il discepolo Ludovico di Breme:

> Maggiore bensì, non già spezzatore d'ogni pompa sociale, non fu accostevole a veruna seduzione di fasto e di cortigianesca fortuna. Religioso osservatore delle leggi, venerava le potestà civili, quali tutela d'un qualche ordine pubblico; persuaso altronde che in qualunque esso pur fosse, il filosofo ci aveva da saper trovare una sufficiente indipendenza ([16]).

In effetti l'atteggiamento del Caluso nei confronti delle « potestà civili », cioè in sostanza del potere napoleonico, non era stato molto lontano dalla « venerazione » di cui avrebbe scritto Breme almeno a giudicare da certi versi di celebrazione pubblicati, in un anno per questo riguardo significativo come il 1807, sia nei *Versi italiani* sia nei *Latina Carmina*, oltre che da un altro testo di qualche anno più tardo, la *Thomae Valpergae Epistola Horatii ad Augustum in morte Maecenatis*, un testo che oggi nessuno più legge, ma di notevole fortuna nella Milano del « Poligrafo » ([17]). (E qui, aggiungo fra parentesi, credo si dovrebbe anche tener conto di quel criterio dell'« ordine pubblico » evidenziato dal Breme, un criterio che certo fu decisivo nell'orientare in senso bonapartista tanti uomini appunto d'ordine nei primi anni dell'Ottocento, e che fra l'altro ancora si trova attestato nella biografia saluzziana del Grassi).

([15]) Cfr. SÉNÈQUE, *Lettres à Lucilius*, texte établi par F. PÉCHAC, et traduit par H. NOBLOT, Paris, Les belles lettres, 1967, tome I, p. 57.

([16]) Cfr. L. DI BREME, *Degli studi e delle virtù di Tommaso Valperga di Caluso. Cenni storici*, Milano, Buccinelli (poi, Silvestri), 1815.

([17]) Più precise indicazioni sul tema in M. CERRUTI, *Ludovico di Breme intorno al 1814*, nel vol. miscell. *Ludovico di Breme e il programma dei romantici italiani*, Torino, Centro Studi Piemontesi, 1984, pp. 71-82. Quanto ai versi « napoleonici » del Caluso si veda in particolare, dei *Versi italiani*, Torino, Bernardino Barberi, 1807, *L'ottimo tema, Napoleone. Selva*, pp. 129-133; e dei *Latina carmina cum specimine graecorum*, Augustae Taurinorum, in Typo. Supremae Curiae, 1807, i carmi XVII, XIX, XX, XXVII. Circa il minuto configurarsi dei rapporti fra accademici torinesi e potere napoleonico, tema che mi riprometto di riconsiderare in termini specifici, assai illuminanti i *Mémoires de l'Académie des Sciences Littérature et Beaux-Arts de Turin, pour les années XII et XIII, Sciences physiques et mathématiques, Turin*, de l'imprimerie de l'Académie impériale des Sciences, an 1805.

Ma l'abate che certo era ben consapevole del tanto napoleonismo d'accatto o di convenienza che si era prodotto fra i letterati italiani all'indomani di Marengo, avrebbe provveduto da par suo, nel 1811, ormai a non molta distanza dalla fine del regime, a distinguere la propria posizione, con il saggio che s'intitola *Principes de philosophie pour des initiés aux mathématiques.* Un testo di grande respiro, fondamentalmente incentrato sulla prospettiva utopica di un'armonia che dovrebbe prima o poi prodursi, come nell'ambito della natura, così anche in quello dei rapporti interumani, del mondo storico. Ora è appunto in vista di questa armonia che dovrebbe lavorare il filosofo, incurante della congiuntura in cui gli accade di muoversi, in quanto la posta in gioco è ben altra, e persuaso che « siccome il giorno scaccia le tenebre, così la luce delle scienze mette in bando le false opinioni, tolte le quali uopo è che moltissime cose, di che ci lagniamo si volgano in meglio ». E non è, penso, probabilmente un caso che proprio negli anni dell'Impero l'abate di Caluso scelga di riproporre, nei *Versi italiani,* il poemetto che s'intitola *La Ragione Felice,* e più attivamente forse che non in passato s'immerga nella ricerca scientifica, come attestano la memoria *Della impossibilità della quadratura del cerchio* e il *Proiect de tables du soleil et de la lune pour d'anciens tems.*

Dicevo prima di un possibile gruppo intellettuale, e certo varrebbe la pena ricercare un riscontro alle posizioni del Caluso, il cui altissimo prestigio nel mondo intellettuale subalpino è in ogni caso confermato dalle tante vite ed elogi comparsi dopo la sua morte, in altri uomini di cultura del suo *entourage,* anche al di là del fedelissimo, sino almeno al 1814, Ludovico di Breme. Anche qui è questione, più che mai, di archivi e carteggi ancora del tutto inesplorati. Penso però ora in particolare a Cesare Saluzzo, nato nel 1778 e dunque non fra i giovanissimi negli anni maturi del bonapartismo, autore fra l'altro di un saggio, non a caso anche questo filosofico, *Sur l'utilité des études morales,* che nella prospettiva che ho suggerito sembra offrire indicazioni non certo irrilevanti ([18]).

Vorrei infine accennare a un'altra ancora linea di indagini che mi sembra oggi, nonostante le moltissime zone d'ombra che essa impone di attraversare, fra le più immediatamente praticabili. Voglio dire la linea, cui mi sono già riferito, delle biografie intellettuali. E riprendo un discorso già anticipato: per un Botton di Castellamonte o un Francesco Bonardi già sottilmente indagati,

([18]) Cesare Saluzzo, già membro corrispondente, veniva eletto accademico a pieno titolo il 13 gennaio 1804. Notevoli, anche nel quadro che si è venuto delineando, le sue *Varie poesie,* pubblicate nei *Mémoires* più sopra citati, sezione *Littérature et Beaux-Arts,* Turin, de l'Imprimerie des Sciences et des Arts, an 1803, pp. 534-556. Ma la notevole figura del Saluzzo rimane totalmente da riconsiderare, specie alla luce dei molti inediti, sorprendentemente ancora non catalogati, che si conservano sotto l'indicazione generica di « Pensieri » presso la Biblioteca Reale di Torino, cass. 55.

quante altre personalità del *milieu* subalpino attendono ancora non dico una biografia intellettuale, ma una semplice riconsiderazione monografica? Ora se mi è consentito richiamare un terreno di ricerca su cui di recente ho avuto modo a più riprese di lavorare e far lavorare (in sede, voglio dire, di tesi di laurea), un'area specialmente interessante mi sembra, per questo riguardo, quella rappresentata da numerosi cittadini ex-abati o comunque di provenienza ecclesiastica, che negli anni caldi del Piemonte, sino cioè all'annessione alla Francia, sembrano costituire la parte più viva, o almeno più vivace, del movimento patriottico, e che dopo il 1802, secondo appunto il quadro enunciato all'inizio di questo intervento, finiranno dispersi ovvero in qualche modo assimilati ai bassi livelli dell'intelligenza bonapartista.

Ho già scritto, in altra sede ([19]), di Angelo Penoncelli, fra l'altro autore di un poemetto, oggi dimenticato, che s'intitola *La merdeide*, di ispirazione francamente equalitaria, e di una notevole orazione *Nelle esequie del cittadino Gioanni Antonio Ranza.* Vorrei ora qui, appunto a conclusione, segnalare il caso, che mi pare specialmente notevole, di un sodale del Penoncelli, e certo anche, sino al 1800, di Ranza, intendo l'abate, anzi da un certo punto ex-abate, Luigi Richeri. Dovrei ora ammettere di aver conosciuto, per la prima volta, questo Richeri in tutt'altro contesto, in un quadro cioé di cultori, in area norditaliana intorno al 1790, del poeta Young. Di sua firma è infatti *La vendetta, tragedia di Young trasportata in versi sciolti dall'abate Luigi Richeri fra gli Arcadi Emidonte Melateo*, uscita a Torino nel 1790. Preromanticismo, *sensiblerie*, e tutto quanto sappiamo. Ma poi si trova che poco dopo, negli anni del Terrore, Richeri pubblica due testi in vario modo interessanti: i versi *La morte di Marat* e il saggio *Quale sia il giudizio più giusto e più utile sopra le calamità e vicende attuali* ([20]) (rispettivamente, 1793 e 1794) in cui un'attenzione risentita, problematica alle cose di Francia (e non solo di Francia) si unisce a un'interpretazione del tutto in chiave cattolico-apocalittica, tutt'altro che rara del resto nel discorso controrivoluzionario del tempo:

Che giova adunque rintracciare altrove le tristi sorgenti del vortice attuale che tutta travolge l'Europa, se il solo buon senso da niuna passione alterato più la fece sicura di nostra santa Religione che additano l'alta vendetta di Dio, che sciolse

([19]) Cfr. M. Cerruti, *Spazio e funzioni del letterario nel Piemonte del tardo '700*, in G. Ioli (a cura di), *Atti del convegno « Piemonte e letteratura 1789-1870 »*, s.l., Regione Piemonte, s. d. (ma, 1983), pp. 3-14.

([20]) Cfr. L. Richeri, *Qual sia il giudizio più giusto ed insieme il più utile sopra le calamità e vicende attuali. Discorso di Luigi Richeri a due religiose di lui sorelle*, Torino, Saverio Fontana, p. 11. Per indicazioni bio-bibliografiche sul Richeri cfr. L. Giordani, *Uno younghiano piemontese: Luigi Richeri*, tesi di laurea discussa presso l'Istituto Universitario di Bergamo, Facoltà di Lingue e letterature straniere, a. a. 1981-1982.

alfine i trattenuti sdegni, e in tetro suono c'intima rovina e morte, se pronti non ricorriamo ad un'emenda sincera che l'inveterata nequizia corregga ed annienti?

Notevole allora trovare il Richeri, qualche anno più tardi, fra i protagonisti dell'avventura patriottica specialmente impegnato nel mettere a fuoco, sottolineare, promuovere le implicazioni libertarie, equilitarie e così via del messaggio cristiano. Penso in particolare alla redazione del periodico che s'intitola « L'anno decimo repubblicano », e all'inserzione del *Discorso del cittadino prete Spadia parroco di Rossana per l'erezione dell'Albero della Libertà nel comune di Busca* in data 3 maggio 1801. Negli anni successivi, anche il Richeri entrava probabilmente nella cultura del consenso, se è suo, come sembra, uno scritto su *La pace del continente malgrado gli sforzi dell'Inghilterra*, ma non molto dopo già lo si trova in posizione neoclassicamente evasiva come attesta il poemetto *La linea della bellezza*, pubblicato a Parma nel 1809. Infine, negli anni della Restaurazione, un ritorno all'iniziale cattolicesimo ripensato in chiave accentuatamente younghiana, come lascia intendere la *Meditazione poetica sopra le rovine degli antichi imperii, seguita da altre rime e prose funebri inedite dal cantor delle tombe*, pubblicata a Torino nel 1832.

GIAN LUIGI BECCARIA

INTELLETTUALI, ACCADEMIE E « QUESTIONE DELLA LINGUA » IN PIEMONTE TRA SETTE E OTTOCENTO

Il 1783, l'anno in cui la « Reale Società » (1) è rifondata ufficialmente col nuovo titolo di *Accademia Reale delle Scienze* (2), è anche (ma la coincidenza è casuale) l'anno della soppressione dell'Accademia della Crusca, su cui tra i piemontesi piange le sue lacrime più amare Vittorio Alfieri, in un sonetto ben noto. Ma mai in Piemonte si ebbero dispute accese intorno alla lingua come in quei decenni di assenza di Crusca.

Di esse non c'è traccia nelle *Memorie* a stampa dell'Accademia delle Scienze torinese.

(1) Fu un comune interesse per la fisica e la matematica a legare il conte Giuseppe Angelo Saluzzo di Monesiglio, Gian Francesco Cigna e il Lagrange: costituitisi nel 1757 in « società privata », pubblicano nel '59, sotto gli auspici dell'allora principe ereditario Vittorio Amedeo, un primo volume miscellaneo di studi scientifici (*Miscellanea philosophico-mathematica Societatis privatae Taurinensis*). Aveva origine da questo nucleo la « Societé Royale », alla quale, oltre ai citati, si assoceranno, tra gli altri, Lodovico Ignazio Richeri, Angelo Paolo Carena, il marchese de Fleury e Sigismondo Gerdil, precettori alla corte sabauda.

(2) L'Accademia ebbe come primo presidente il conte Saluzzo di Monesiglio, vice-presidente il conte Morozzo, segretario il professore di anatomia dell'Ateneo torinese G. F. Cigna (cui subentra, lo stesso anno, Valperga di Caluso), tesoriere l'Allioni, professore di botanica nella stessa Università (l'autore della celebre *Flora pedemontana*, Torino 1785), responsabile della stampa l'avv. G. A. M. Boccardi (già Accademico della Crusca, dal '72). Tra i soci più autorevoli Prospero Balbo, il conte San Martino della Motta, dall'89 G. B. Vasco, la cui presenza si fa sentire anche per l'aprirsi dell'Accademia, come notiamo dall'88 in poi, ad altri campi che non fossero la matematica e la fisica (problemi di economia, produzione della seta, e intorno al '90 problemi di topografia, salubrità dell'aria, arte dei tintori). Dall'83 al '92 l'Accademia pubblica cinque volumi di *Memorie* (ne erano già usciti cinque della « Società Reale », tra il '59 ed il '70-'73); dal '92 al 1801 non venne pubblicato più nulla (erano sopravvenuti gli anni della Rivoluzione francese) ed anche le adunanze regolari cessavano. Il vol. XI delle *Memorie* uscirà nel 1801, anno in cui venne aggiunta all'Accademia la nuova classe di Letteratura e belle arti. Per notizie storiche e bibliografiche rimando comunque al vol. di Gorresio, Bollati di Saint-Pierre, Sobrero, Genocchi, Promis e Manno, *Il primo secolo della Accademia delle Scienze di Torino*, Torino, Stamperia Reale, 1883.

Dell'Accademia fanno parte quegli intellettuali che nell'ultimo ventennio del secolo e nei primi del successivo interverranno, chi con maggiore incisività, chi un po' in margine, nel dibattito intorno alla "questione della lingua": Valperga di Caluso, Prospero Balbo, soci dalla fondazione, San Martino della Motta, Giuseppe Vernazza, il conte Ferrero Ponziglione, poi, con l'istituzione, nel 1801, della nuova classe di Letteratura e belle arti (ove confluisce il grosso della "Filopatria", accademia che aveva principiato ad adunarsi la prima volta nell'82, in casa del conte di San Martino, dall'84 in casa Balbo) (3), Galeani Napione (uno dei più attivi, se si pensa alle sue numerosissime memorie a stampa – ma nessuna di argomento linguistico – su odi oraziane, un luogo di Plinio, scrittori d'arte militare, Cristoforo Colombo e Amerigo Vespucci, arte della silografia, antichi terremoti in Piemonte, antichi manoscritti, ecc.) Denina, Francesco Grassi, Giuseppe Grassi più tardi (dal 1816), Modesto Paroletti (dal 1801), più attivo, veramente, quest'ultimo all'Agraria che non tra storici e letterati (4).

Però, ripeto, a scorrere i volumi delle *Memorie* a partire dal 1801 (con Piemonte dunque sotto la dominazione della Repubblica francese, in anni poi di programmata politica di integrazione linguistica con la Francia durante il Consolato e l'Impero), si osserva immediatamente come da un organo pubblico quale l'Accademia le dispute sulla delicata e spinosa "questione" siano lasciate fuori, se si eccettua qualche passo di Emanuele Bava di San Paolo che, esponendo la sua tesi sulla perdita della lingua unitaria, il latino, come causa di eccessivo prolungamento dei « secoli di ferro » medievali, si astiene dal dare all'italiano o al francese la precedenza (5); se si eccettua ancora qualche cauto

(3) Si consulti comunque T. Vallauri, *Delle Società letterarie del Piemonte*, Torino 1844.

(4) Una di quelle personalità minori, non certo di prepotente rilievo, di cui gli storici in genere si occupano poco, divisa tra i prevalenti interessi agrari e quelli linguistici. Le sue pubblicazioni non sono affidate agli *Atti* della Società Agraria, ma al più popolare *Calendario georgico*, ove si occupa del « buon governo delle greggie » (*Saggio sopra il buon governo delle greggie*, in *Calendario georgico*, Torino 1795, p. 26 e sgg.; ed *ib.*, Torino 1796, *Istruzione ai contadini circa le attenzioni opportune ad usarsi in ogni mese dell'anno per lo stabilimento e conservazione di una mandra*, p. 25 e sgg.), della coltivazione delle piante da frutto (*ib.*, Torino 1797, p. 3 e sgg.), sul come ripararsi dal freddo (*Memoria fisico-economica circa la diversa efficacia, e migliore uso delle sostanze animali, e vegetabili onde ripararsi dal freddo*... ecc., *ib.*, Torino 1797, p. 67 e sgg.), dei mezzi di perfezionare l'agricoltura (*Dei mezzi di promuovere il perfezionamento dell'agricoltura*, *ib.*, Torino 1800, p. 137 e sgg.).

(5) *Sur les causes de la chute des lettres aux siècle de l'êre vulgaire appelés de fer*, in *Mémoires de l'Académie Royale des Sciences*, XV, 1805, p. 11 e sgg. Lo stesso farà per l'innanzi, a giudicare dalla sezione dedicata ai problemi linguistici nel secondo dei cinque tomi che compongono il suo ampio *Prospetto storico-filosofico delle vicende e dei progressi delle scienze, arti e costumi dal secolo undecimo dell'era cristiana fino al secolo*

accenno di Francesco Regis, segretario della nuova classe morale e professore di eloquenza nell'Ateneo torinese, il quale con prudente equidistanza proporrà nel discorso d'apertura al vol. dell'anno 1805, tra gli scopi dell'Accademia, quello di mantenere « stabile, e perenne tra noi la gloria » delle tre favelle principi (latino, greco e italiano), « come anche a promuovere la eleganza, e la ricchezza della Francese, or [lingua] di nostra ragione quasi divenuta » (6); se si eccettua infine il più specifico intervento, cinque anni più tardi, prudente e modestissimo, di Modesto Paroletti (7), tardiva riesumazione dei più triti luoghi comuni tratti dal dibattito settecentesco, su italiano lingua vicina all'antico, ricca e abbondante, lingua dell'immaginazione e della poesia, francese all'opposto lingua dei lumi, lingua che segue "naturalmente" l'ordine e il cammino delle operazioni mentali, lingua negata alla metafora e all'immaginazione, lingua sobria ed analitica.

Il dibattito più acceso avviene non nell'aula e negli Atti dell'Accademia, ma lo si vede trapelare, prima dell'annessione alla Francia del Piemonte, innanzitutto dai verbali delle Adunanze della "Patria Società Letteraria", la "Filopatria" (8) (e poi da quel successivo e più ristretto cenacolo di intellettuali che prese a riunirsi in casa di Cesare Balbo dal 1804 al 1809, l'Accademia dei "Concordi"), oppure in opuscoli, libri, il principale dei quali esce l'anno prima dell'invasione della Savoia, nel 1791, *Dell'uso e dei pregi della lingua italiana*, di Gian Francesco Galeani Napione, appassionato trattato antifrancese, difesa serrata della lingua italiana (9).

decimottavo, Torino 1816, ove, a parte l'elezione dei piemontesi ad equi « giudici nati e competenti più ch'altri dirsi potiamo [...] del genio diverso e delle doti particolari » dell'italiano e del francese (II, p. 91), si mostra equilibratissimo nel giudizio non più nazionalistico ma storico sulle due lingue; anzi (per influsso forse di letture del Denina, che mostra di conoscere ampiamente), nel tracciare la storia delle lingue d'Europa nel Seicento, pare propendere in fondo per la promozione del francese [illegible] lingua universale. Si veda ad es. II, pp. 93-94.

(6) *Ib.*, p. XXXVII.

(7) *Discours sur le caractère et l'étude des deux langues, l'italienne et la française* [1810], *ib.*, XIX, 1811, pp. 473-485.

(8) Rimando a C. CALCATERRA, *Le adunanze della "Patria società letteraria"*, Torino 1943.

(9) Nelle *Memorie* dell'Accademia pubblicate in quell'anno tutti gli scritti sono in francese, compresi quelli medici, salvo uno, in latino, ma di argomento botanico. Ma sin dal I vol. (Torino 1786) i contributi erano tutti in fr., salvo, nella P. II, la memoria di un medico; tutte in fr. quelle dell'anno successivo, 1786-1787, salvo la relazione di un medico; ancora tutte in fr. negli anni 1788-1789, salvo due di anatomia, in latino; nelle memorie lette nel '90-'91 sono in fr. gli interventi di uno studioso di anatomia, ma vi compare per la prima volta l'it., nelle cinque comunicazioni del matematico Gregorio Fontana (in lat. la memoria di un botanico); tutte in fr. le memorie degli anni '92-1800, salvo il latino degli anatomisti. Man mano, però, le quotazioni dell'italiano andranno

Impostata in altre parti d'Italia in modo ancora essenzialmente letterario-retorico, intesa spesso come disputa intorno a problemi grammaticali e lessicali (marginale eccezione, quel discutere che si fece, alla "Filopatria", sull'uso dei plurali in *-i*, *-j* o *-ii*; nella "Biblioteca Oltremontana" sull'adozione del punto interrogativo rovesciato alla spagnola) ([10]), la "questione" aveva imboccato invece in Piemonte strade nuove per il resto della penisola, inestricabilmente politiche e letterarie. Il motivo ben lo sappiamo, ed è quello indicato da Cesarotti stesso nella lettera al Napione, vale a dire le « circostanze della lingua nostra in Piemonte, minacciata più d'appresso d'un'intera eclissi dalla troppa prossimità e mescolanza della francese » ([11]). È questa appunto la « circostanza » che regge l'impianto polemico, patriottico, xenofobo a tratti, del trattato del Napione; e reggerà il successivo discorso *Dello stato delle cognizioni in Italia* di Carlo Vidua, abbozzato nel 1813, completato nel '16, uscito postumo nel '34 a cura di Cesare Balbo, discorso che – lo annotava il Balbo a giustificazione delle oltranze antifrancesi dell'autore – fu « concepito, credo, durante l'invasione della gente e della lingua francese, e terminato quando terminata quella, era universale appresso noi [piemontesi] lo zelo per la restaurazione della lingua italiana » ([12]); ed ancora reggerà le idee di Cesare Balbo, del ceppo di Napione appunto, quando dirà che scrivere « in buono italiano e nel gusto classico » è « utile non solo letterariamente ma anche politicamente » ([13]). Certe chiuse, retrive polemiche nostrane contro l'idolatria per le cose d'oltremonti, certe grevi tirate contro la lingua francese o il francesismo inquinatore dell'italiano, vanno appunto rilette oggi in un'ottica di area di frontiera; le scrivono intellettuali che sappiamo bene (si scorra la

salendo: negli anni 1802-1803 Emanuele Bava san Paolo pubblica un saggio scientifico in francese, ma in it. un saggio storico; negli anni 1804-1805 sono in latino le memorie di botanica, di un entomologo e di un micologo, in it. due relazioni del Brunacci e di P. Balbo di argomento matematico, il resto in fr., ma si badi che nella classe di Letteratura e belle arti undici sono le memorie in it., accanto alle otto in fr. Diversamente vanno le cose nelle *Memorie della Società Agraria* di Torino (fondata nel 1785): soltanto a partire dal vol. del 1800-1801 c'è qualche intervento in fr. (sei su sedici), che prevarrà in un solo tomo delle *Memorie*, il IX, 1812 (otto interventi in fr., quattro in it., uno in lat.).

([10]) Vedi i puntigliosi interventi di P. Balbo (cit. in Calcaterra, *Le adunanze* cit., p. 107, 110) quanto alle oscillazioni tra *-ii*, *-j* ed *-i*; sullo stesso argomento tornerà in una successiva adunanza il Vernazza (Calcaterra, *op. cit.*, p. 206). Quanto alla proposta del San Martino di « adottare in principio del periodo interrogativo il punto interrogativo rovesciato alla maniera degli spagnoli » ("Biblioteca Oltremontana", VI, 1787, p. 287), l'innovazione adottata dal Mauladie, e dai due Vasco, tutti e tre della "Filopatria", cadde dopo qualche po' in disuso.

([11]) M. Cesarotti, *Lettera al Napione*, in M. Puppo, *Discussioni linguistiche del Settecento*, Torino 1966², p. 478.

([12]) In C. Vidua, *Dello stato delle cognizioni in Italia*, Torino 1834, p. 179, n. 26.

([13]) E. Passerin d'Entrèves, *La giovinezza di Cesare Balbo*, Firenze 1940, p. 82.

"Biblioteca Oltremontana") con quanta apertura all'Europa, negli ultimi vent'anni del sec. XVIII, leggessero discutessero e recensissero libri di scienziati e filosofi oltremontani. Sennonché il problema della lingua cominciava già ad essere sentito dalla quasi totalità degli intellettuali piemontesi come simbolo e cemento di un embrione di Patria, tra uomini sul punto di essere sommersi da altro linguaggio (le lingue sono barriere, serrate « mura di divisione » che « separano e distinguono le nazioni », che « si potranno talvolta sforzare in qualche parte, ma non riuscirà mai di rovinarle ») ([14]). Non è, quel purismo subalpino, la variante di un discorso ben settecentesco (cioè l'aurea purezza di un idioma da salvare da inquinamenti esterni). In Piemonte non si tratta tanto, come nell'altre parti d'Italia, di accesa quanto spesso accademica polemica contro l'invadenza nel tessuto italiano, scritto o parlato che fosse, di termini francesi, della già lunga *querelle* sui gallicismi, ma del pericolo reale di diventare (e l'essere poi diventata) regione con il francese, e non già l'italiano, lingua di stato. Galeani Napione, gli accademici della "Sampaolina", della "Filopatria", e dei "Concordi" poi (i quali si porranno, anch'essi, il « glorioso scopo di essere i Conservatori della lingua patria nell'Italia subalpina », come dirà Carlo Vidua in un inedito *Discorso sugli studi della società letteraria e particolarmente della Concorde*) ([15]), sono tutti, concordi, del parere che in Piemonte si debba salvaguardare l'uso esclusivo, nel conversare e nello scrivere, del solo italiano, e che anche il dialetto vada scalzato, perché ad esso è dovuta la crisi dell'italiano nella conversazione ordinaria ([16]). E negli statuti e

([14]) G. F. GALEANI NAPIONE, *Dell'uso e dei pregi della lingua italiana*, Milano 1819 (Torino 1791[1]), I, pp. 5-6. E cfr. V. CRISCUOLO, *Per uno studio della dimensione politica della questione della lingua: Settecento e giacobinismo italiano*, in "Critica storica", X, 2-3, 1978, p. 80 (e su Napione, p. 270 e sgg.).

([15]) Sul Vidua e i "Concordi" cfr. A. FERRARIS, *Carlo Vidua. La virtù infelice*, in *Piemonte e letteratura 1789-1870*, Atti del Convegno [15-17 ottobre 1981], San Salvatore Monferrato 1983, pp. 306-327; ed anche C. MARAZZINI, *Questione della lingua e antifrancesismo in Piemonte tra Sette e Ottocento: l'eredità culturale di Galeani Napione*, in "Lingua nostra", XLIII, 4, 1982, pp. 100-107 [ma v. ora il suo più ampio studio *Piemonte e Italia. Storia di un confronto linguistico*, Torino 1984].

([16]) Vedi il discorso del segretario della "Filopatria", G. B. Somis, a. 1788 (CALCATERRA, *Le adunanze* cit., p. 201), quando enumera i « danni » prodotti sulla « pericolante patria letteratura» ; ed essi sono dovuti all'« idolatria per le produzioni oltremontane », alla « divisione d'Italia in molti variamente costituiti governi », ed al « dialetto del Piemonte ». Sugli effetti negativi del dialetto, oltre a NAPIONE, *Dell'uso* cit., cfr. anche VIDUA, *op. cit.*, pp. 185-186. [Com'è noto, la polemica antidialettale fu vivace soprattutto a fine Settecento tra gli scrittori politici del periodo giacobino, fautori di un codice uniforme di lingua nazionale mondata « da que' parziali dialetti che spesso rendono un popolo vicino all'altro straniero » (G. BOCALOSI, *Dell'educazione democratica da darsi al popolo italiano*, Milano 1797, cit. da M. VITALE, *Proposizioni teoriche e indicazioni pratiche nelle discussioni linguistiche del Settecento*, in AA. VV., *Teorie e pratiche lingui-*

nelle norme delle Accademie (salvo che in quella delle Scienze) s'indirizzano i soci in questo senso, anche quanto agli scritti ([17]): si veda ad es. quanto prescrivono le « Regole per la società letteraria [la Filopatria] proposte alla medesima dai commissari a ciò eletti » ([18]): « Il parlare nelle adunanze sarà Italiano », e seppur sia concesso « leggere nelle tre lingue Latina, Italiana, e Francese », « ne' volumi sociali » [vale a dire negli *Ozi letterari*, a stampa] soltanto « si ammetteranno [...] le composizioni italiane e latine ». Il solo Carlo Denina, isolatissimo, di passaggio a Torino, poteva sostenere nei *Pensieri diversi* (aggiunti al t. III del *Discorso sopra le vicende della letteratura* stampato a Torino nel 1793): « il nostro paese deve avere una lingua comune almeno con tutta Lombardia, la Romagna, e la Marca d'Ancona. Ma non credo, che ci sia la stessa ragione naturale per averla comune con le nazioni, che sono al di là dell'Appennino. Per ragione di sito e di clima non dobbiamo avere maggior disposizione a parlare la lingua dei Toscani, dei Romani, e dei Napoletani, che quella che si parla nella Provenza, nel Delfinato; e se sotto Vittorio Amedeo II si fosse avuto riguardo al comodo de' Letterati e del commerzio, forse era meglio introdur nelle scuole e ne' tribunali la lingua Francese, che l'Italiana, come ancor si usava nella valle di Susa fino verso la fine del regno di Carlo Emanuele, il quale per un particolar regolamento ordinò, che invece del Francese si usasse l'Italiano [...] Ma in una città, dove in corte e nelle ordinarie conversazioni per una volta che si parli Italiano, venti altre si parla Francese, perché mai si è levato via dalla chiesa di san Carlo il solo pulpito Francese, che ancor vi era a giorni nostri? Vero è, che se questo fu male, già vi ha rimediato in parte il signor abate Rossilion che udii predicare in Francese nella chiesa di sant'Antonio. Piacerebbemi che si seguitasse un tal esempio, e che oltre a due o tre pulpiti, vi fosse qualche scuola pubblica di lingua Francese » ([19]). Soltanto l'isolato Denina, nell'opuscolo *Dell'uso della lingua francese* (Berlino 1803), poteva invitare gli scrittori piemonte-

stiche nell'Italia del Settecento, Bologna 1984, p. 26 e n., cui rimando per altri riferimenti in proposito].

([17]) Ed anche era buona norma correggere e suggerire mutamenti all'italiano letterario dei soci quand'essi leggevano nell'Accademia le proprie composizioni poetiche (cfr. Calcaterra, *Le adunanze* cit., p. 252, a. 1790: « Sentitasi poi la seconda lettura dei sciolti del socio Conte Balbo: *Il ritorno di Nice*, la Società prega il socio di considerare le parole *rannicchia*, e *di soppiato* le quali pajono un po' troppo basse e non convenienti, non meno che il nono [verso], — procurandone ove sia possibile il cambiamento »). Anche tra i Concordi, nel 1807, si introdusse per iniziativa del Vidua, nello statuto dell'Accademia, « una norma in base alla quale i soci erano tenuti a correggere i loro errori eventuali nell'uso dell'italiano » (Marazzini, *art. cit.*, p. 101 n.).

([18]) Calcaterra, *Le adunanze* cit., p. 68.

([19]) *Pensieri diversi*, "Le lingue", in *Vicende della letteratura*, Torino 1793, pp. 104-105.

si (il saggetto ha forma di lettera, inviata agli amici torinesi dell'accademia degli Unanimi) ad accettare realisticamente l'inevitabile definitiva francesizzazione ([20]).

Voce isolata: nessuno, tra gli intellettuali piemontesi, era di quell'avviso (salvo nella parentesi giacobina, quando non prevarrà affatto la difesa "nazionale" dell'italiano, anzi, come ci ha di recente segnalato il Marazzini, la Commissione del Governo provvisorio ribaltava, nel '99, le tesi del Napione) ([21]). Già prima che Napione desse nel '91 fiato alle trombe, l'idea che il francese dovesse esser bandito anche nel trattare di cose scientifiche è l'augurio che il segretario della "Filopatria", G. B. Somis, rivolge nel suo discorso ai soci, « incominciando dalla fondazione della società l'anno ottavo » [1789] ([22]). Oppure si veda, dell'anno successivo, il discorso (ancor più concitato, per gli avvenimenti coevi francesi) di Amedeo Ferrero di Ponziglione sull'invadenza della lingua francese nei ceti più alti ([23]), già lamentata da Francesco Grassi nell'84 ([24]), su chi « dimentico della nobiltà della nazione italiana, si

([20]) Rimando a C. Marazzini, *L'italiano rinnegato. Politica linguistica nel Piemonte francese*, in *Piemonte e letteratura* cit., I, p. 66 e sgg. [56-77].

([21]) Cfr. *ib.*, p. 58 e sgg.

([22]) « La seconda prova del disordine, cui soggiace l'Italiana letteratura, io la deduco dalla negligenza ingiuriosa, colla quale la patria lingua viene trattata. Che il Franzese vantando superiorità, e antichità di dottrina per ogni genere ricusi fede a chi tenta di convincerlo, che a' libri Italiani è dovuta l'origine di quasi tutte le scoperte, non è meraviglia; che tanto s'ignori nell'Italia medesima è vergogna, è detestato augurio di schiavitù, e perdizione. Che la vaghissima indole dell'idioma Italiano degna sia d'affettuose cure, e tanto più fervide quanto maggiori insulti se le minacciano, sarebbe giusto pensiero di qualunque Cosmopolita, e indispensabile tributo di un Italiano; ma questi si ode frequentemente opporre al Filosofo, che protegge l'indole della lingua, l'utilità di formare nuove parole; questi è strascinato dal pigro talento, che gl'impedisce la ricerca della propria espressione, e non da lodevole genio d'arricchire giusta le regole naturali una lingua vivente. Che per ultimo la lingua Franzese, quantunque meno semplice, e più povera della nostra, sparsa da per tutto, renduta siasi necessaria al commercio, a' viaggiatori; che le Corti Italiane, e i templj della galanteria quella abbiano ricevuto quasi d'ogn'altra agli intrighi, alle conversazioni più acconcia, sono verità dannose alla lingua Italiana, ma di cui è vano lagnarsi, o cercare il rimedio; che la lingua Franzese nemica delle altre abbia in Italia cospirato colle scienze a far credere inutile la natìa di modo che lo scienziato, cui per fare luminosa comparsa basti la Franzese, indi lusinghisi per solenne errore di essere letterato Italiano, questo è quel fatto, quella cieca tolleranza, che fomenterà il miserabile stato d'anarchia, di cui domandato avete l'origine » (in Calcaterra, *Le adunanze* cit., pp. 229-230).

([23]) *Ib.*, p. 258.

([24]) Cfr. *Sopra le lingue e i dialetti* [1784], in AA. VV., *Ozi letterari*, II, Torino 1787, p. 294: « qual militare, qual membro d'Uffizio, qual mercatante, qual persona in fine di civile educazione non pregiasi di saperla? Che una persona di garbo non sappia parlare, o scrivere italiano, niuno vi bada: ma che la medesima non iscriva con tollerabile proprietà in francese, rustichezza si reputa degna d'essere tacciata! ».

ascrive a disonore di esser nato tra quella: fa pompa di non sapere la propria lingua, la più bella, la più vaga di tutte, ed a tal segno contro di essa incrudelisce, che a' precettori franzesi l'educazione di sua figliolanza confida ».

Ma Napione è quello che più di tutti, in un trattato intero, volge il suo discorrere sulla lingua decisamente in senso politico e patriottico. « L'avere una lingua propria, il coltivarla, l'amarla, l'apprezzarla, il farne uso » stringe gli uomini e li affeziona — scrive — « alla contrada in cui vivono », e giova ad « imprimere » nei parlanti « un carattere originale », « proprio della nazione »; ed ancora: il « materno linguaggio » è il più forte dei « vincoli che corrono tra' concittadini » ([25]). E Carlo Vidua, vent'anni dopo: « non v'ha dubbio alcuno, che la lingua sia il principal legame di un popolo, e la prova più evidente dell'origine comune » ([26]). E non cesserei di citare, a voler allegare passi scritti in anni in cui si corrobora la nozione non più soltanto geografica di Italia, ma quella di lingua considerata come cemento di quanto è comune ai suoi cittadini, con anticipi di atteggiamenti noti che troveranno sviluppo nell'Ottocento romantico e risorgimentale.

Ma quale lingua? Un ideale di lingua « colta e regolare » (così Napione), una lingua « ideale » (la formulazione rimonta all'Algarotti) ([27]) la cui definizione si basa (come a suo tempo in Castiglione per l'ideale lingua cortigiana, più teorica che reale) su un tipo di lingua scritta in ambienti sociali elevati, meglio se non toscani. Riesumazione (e relativa mitizzazione della situazione linguistica del Cinquecento) di quella teoria "cortigiana", che va di pari passo — tra gli intellettuali piemontesi che rifiutano il centralismo, cioè l'imposizio-

([25]) Napione, *Dell'uso* cit., I, p. 4 e 6.

([26]) Vidua, *op. cit.*, p. 71.

([27]) Cfr. Napione, *Dell'uso* cit., II, p. 76 (« A' dì nostri chi è nato in Lombardia, od in altra provincia d'Italia, dove non si usi di parlar la lingua più purgata, incontra tante difficoltà per governarsi, [...] e dee scrivere in una lingua quasi ideale »; in un paese come l'Italia, « sans capitale, et sans cour », « il nous faut écrire une langue presqu'ideale »: così l'Algarotti nella dedica a Federico di Prussia nell'ed. 1752 dei *Dialoghi newtoniani*; su Napione che riprende nel suo trattato, alla lettera, e senza denunciarne la fonte, passi dell'Algarotti, vedi appunto la p. 38, n. 213 del mio *Italiano al bivio: lingua e cultura in Piemonte tra Sette e Ottocento*, in *Piemonte e letteratura* cit., I, pp. 15-55). Ma dell'italiano « più ideale e fattizio per avventura, che reale e sussistente » già aveva parlato A. M. Salvini, annotando Muratori (rimando ancora al mio *art. cit.*, n. 17): quel Muratori di grande influenza sulle idee linguistiche degli intellettuali piemontesi, non soltanto per l'opposizione alla costrizione toscano-fiorentina, ma per quell'ideale di « lingua comune » non regionale, non toscana, ma « grammaticale », come appunto dirà ancora il Monti della *Proposta* (« Questo comune parlare italiano può chiamarsi grammaticale; ed è uno solo per tutta l'Italia, perché in tanti diversi luoghi d'Italia è sempre una sola e costante conformità di parlare, e scrivere, per cagione della grammatica »: L. A. Muratori, *Della perfetta poesia italiana*, II, Modena 1706, p. 100).

ne del modello di una sola città — con l'idea sviluppata in àmbito politico di una confederazione italiana (Napione, sappiamo, e poi Balbo, sino a Gioberti).

Antifrancesismo dunque e ideale di una lingua cortigiana, i due atteggiamenti emergenti. Terzo aspetto infine: la marginalità, nel dibattito sulla lingua tra gli intellettuali subalpini, dei cosiddetti da Valperga « avvocati della fiorentineria », cruscanti puristi alla Girolamo Rosasco per intenderci (barnabita vercellese, accademico della Crusca dal '65, membro della "Sampaolina", nelle cui adunanze cominciò a leggere quei suoi dialoghi *Della lingua toscana*, Torino 1777, ove mostra decisa vocazione per l'uso vivo fiorentino e toscano, e riconosce massima autorità all'Accademia della Crusca) ([28]). Nella linea principale del dibattito in Piemonte, purismo e antitoscanesimo convivono. Napione, Denina (vedi la *Bibliopea*) ([29]), Giuseppe Grassi (vedi la prefazione al suo *Saggio intorno al dizionario dei sinonimi*), Carlo Vidua poi, e Cesare Balbo (vedi una significativa lettera al Vidua) ([30]), auspicano concordi, sia pure con tutta generalità, una lingua scritta *nobile* e *familiare* (e qui il richiamo ai teorici francesi è evidente) ([31]), in moderato equilibrio tra forme nuove e antiche, senza alcuna manifestazione di preferenza pedantesca per il Trecento fiorentino e toscano (anzi: il « semibarbaro Trecento », dirà Napione, « idiotismi » e « rancidumi » che i toscani « raccolsero da que' tanti loro insulsi scartafacci del buon secolo » ([32]), i « rancidi sgramaticati volgarizzatori e tenebrosi cronisti di un colombaio o di un campanile », gli « sgarbati verseggiatori e romanzieri plebei del buon secolo, tanto vantato, che pur son testo di lingua ») ([33]). Napione su questo punto è risoluto: il toscano non può più vantare il primato, la « privativa », egli dice, della « proprietà dei vocaboli della lingua comune d'Italia », il « dominio esclusivo della nostra lingua ». Il toscano è chiamato, alla lettera, « dialetto » ([34]). C'è il « rischio — continua

([28]) Sul Rosasco, vedi M. VITALE, *La questione della lingua*, nuova ed., Palermo 1978, pp. 282-283, 332.

([29]) *Bibliopea o sia l'arte di compor libri*, Milano 1827, p. 80 (1ª ed., Torino 1776).

([30]) C. BALBO, *Lettere di politica e letteratura edite ed inedite*, Torino 1859, pp. 92-100 (a. 1811).

([31]) Lingua *nobile* e *naturale*: sono i poli entro cui si articola l'ideale di lingua vagheggiato nel sec. XVIII, e ideale non nuovo, anzi divenuto comune nei teorizzatori francesi a partire dal Boileau, che appunto nell'accordo della *noblesse* e della *familiarité* poneva uno dei punti fondamentali della sua dottrina (cfr. Marmontel, Voltaire, La Harpe, Mauvillon, Féraud, cit. nel mio *Italiano al bivio* cit., p. 28 e n.).

([32]) *Dell'uso* cit., II, p. 112 e *Lettera al Bettinelli*, *ib.*, p. 290. *Rancido, rancidume*, applicati all'arcaismo, diventano parole-chiave nella polemica antitrecentesca: oltre ad Alfieri, v. anche un retore e purista come Alessandro Bandiera, quando nella *Prefazione* al suo *Gerotricamerone ovvero tre sacre giornate*... ecc., Venezia 1745 invitava ad evitare ogni voce « che senta di rancido » e i « ridicolosi arcaismi ».

([33]) *Ib.*, II, p. 113.

([34]) *Ib.*, II, p. 100 e sgg.

Napione — che la loro tanto vantata priorità diventi un gergo inintellegibile per tutto il rimanente d'Italia » ([35]). Su questo punto (lingua nazionale sì, ma non fiorentina), Napione (ma anche Vidua ad es.: per scrivere vanno tralasciati i vocaboli troppo fiorentini « o tali per cui non basta esser colto, ma è necessario esser dotto per intenderli, e plebe per gustarli ») ([36]) si colloca in quella prospettiva e in quelle scelte già indicate dal Baretti nella *Frusta letteraria* (dove Baretti insiste sull'idea principe del dibattito settecentesco: che la lingua di una nazione è una costruzione molto più copiosa e artificiosa di quella che si parla « da quel particolar corpo » della nazione), e certo doveva conoscere la confutazione del Baretti dell'opinione del Machiavelli sulla fiorentinità della nostra lingua ([37]). Napione non accenna al parlare, al *favellare* (come gli farà notare il Valperga, in garbata ma decisamente scettica e negativa "recensione" al trattato, nel suo saggio, anch'esso del '91, *Della lingua italiana. Qual facoltà se ne richieda a scriver libri*) ([38]). Soltanto ribadisce il principio che non si scrive come si parla. Lo scriver bene è di tutti, non prerogativa dei toscani (anzi, sottolinea, « generalmente parlando, in Lombardia a' dì nostri scrivesi meglio assai che non si faccia in Toscana ») ([39]). Proponendosi dunque la difesa e l'augurio della costituzione di quella che Baretti aveva chiamato « lingua universale d'Italia », già pone decisi anticipi di quella lingua « illustre comune » di cui discorrerà il Monti nella *Proposta*, la lingua che si ha da imparare « per grammatica » e non « sulla bocca del popolo »: sulle « sudate carte », le « sudate eterne carte degli scrittori » ([40]). L'idea montiana di lingua non natura ma arte, non « favella pigliata dalla nutrice », non da impararsi al Mercato Vecchio, ma col solo studio ([41]) (« Che strana idea — scriveva Bettinelli — non è quella di rinunziare alla bella universal lingua italiana, per parlarne o scriverne una contadinesca di qualche valle degli Appennini o dell'Arno ») ([42]), è una delle tesi centrali di Napione e di Valperga (rimonta al Muratori). Idea certo non nuova, tipicamente settecentesca, la chiusura dei toscani che non accettano « nel fatto della lingua aiuto o consiglio da' forestieri » (è uno dei punti sottolineati già dall'Algarotti: « voi non ce gli ridurreste per cosa del mondo, vel so dire. Troppo

([35]) *Ib.*, II, p. 102, *Lettera al Bettinelli, ib.*, p. 304.

([36]) VIDUA, *op. cit.*, p. 106.

([37]) Rimando al mio *Italiano al bivio* cit., n. 26.

([38]) Cfr. *ib.*, pp. 33-34 e n. 22.

([39]) NAPIONE, *Dell'uso* cit., II, p. 100 e 119.

([40]) *Proposta di alcune correzioni ed aggiunte al Vocabolario della Crusca*, Milano 1817, t. II, P. II, p. 197.

([41]) Cfr. *ib.*, t. I, P. I, p. XXXIX, e t. I, P. II, p. 105.

([42]) Cfr. S. BETTINELLI, *Lettere inglesi*, in *Lettere virgiliane e inglesi*, Bari 1930, p. 177.

risguardano la faccenda come propria di esso loro; e male soffriran sempre, che gli stranieri vogliano inframmettersi nel loro regno, che i profani vogliano por bocca in cielo ») [43]; ma in Piemonte acquista particolare coloritura, poiché è connessa quasi sempre con richiesta vigorosa del diritto di cittadinanza linguistica nell'italianità e, nell'arte dello scrivere, dignità pari ai toscani. E questa sottolineatura, quanto alla lingua, della chiusura dei toscani « nella vanità d'una gloriuzza nazionale » come dice appunto Valperga [44] (quei toscani, aggiunge Napione, che vogliono « ridursi meschinamente a formare un idioma ed una nazione da per sé, che nulla abbia più in comune colle rimanenti province d'Italia, di quello che s'abbia colla Francia e colla Germania ») [45], va iscritta nell'àmbito più vasto di quel fervore col quale gli intellettuali piemontesi cercano per varia via di pareggiare i conti dei proprii meriti culturali, primati e glorie coll'altre parti d'Italia, di costruire insomma della propria regione un'immagine italiana, per dare una « legittimazione storiografica » dell'appartenenza del Piemonte « all'area linguistico-letteraria nazionale » [46]. E qui rimando a tutto quel risveglio erudito e l'operoso apporto volto alla storia locale, all'archeologia [47], alla storia linguistica del Piemonte: penso alle etimologie piemontesi e alle tradizioni popolari cui il Balbo esortava d'applicarsi [48], ai supplementi (iniziati e poi non completati) al glossario del Ducange di cui il Ponziglione dà notizia alle adunanze della "Filopatria", traendoli da manoscritti antichi del Piemonte [49]; e nasce nella "Sampaolina" l'idea del dizionario dei sinonimi, ed è ripresa dalla "Filopatria" (lo porterà a termine Giuseppe Grassi, per esortazione dell'amico

(43) Vedi la lettera da Pisa a Fr. Maria Zanotti (1764), in ALGAROTTI, *Opere*, Venezia, 1791-1794, X, pp. 214-215.

(44) Cfr. *Della lingua italiana* cit., in CALCATERRA, *Ideologismo e italianità nella trasformazione linguistica della seconda metà del Settecento. Ricerche nuove*, Bologna 1946, p. 153.

(45) *Dell'uso* cit., II, p. 117.

(46) FERRARIS, *Carlo Vidua* cit., p. 308.

(47) Erudizione, studio scientifico e dilettantismo, curiosità svariate non sono spesso discernibili. Si scova un pezzo di avorio fossile a Vinovo e nel Po nei pressi di Carignano? Il solerte funzionario Ferrero di Ponziglione (quello stesso che alla "Filopatria" fa portare « una biscia di lunghezza notabile presasi sopra i ripari di Torino addì 5 maggio 1790 », come annota diligentemente il segretario della Società: CALCATERRA, *Le adunanze* cit., p. 246) si affretta a far presentare all'Accademia delle Scienze una memoria, pubblicata poi nella "Biblioteca Oltremontana", per provare che si tratta di zanna di un elefante di Annibale e che le Alpi le ha passate di certo tra la Stura e la Maira (v. la nota del segretario dell'Accademia, nel '91, in *Mémoires* cit., a. 1790-1791, Torino 1793, p. LXXI).

(48) Cfr. CALCATERRA, *Le adunanze* cit., p. 163.

(49) Cfr. *ib.*, p. 239 [a. 1790], relativamente al *Saggio di supplemento a Glossario de' bassi tempi tratto dalle antiche carte del Piemonte*, del Ponziglione.

Ludovico Di Breme) ([50]); e poi l'inizio della stesura d'una storia della lingua italiana (l'autore, Giuseppe Grassi, non ne stese che 145 carte, inedite, ora in corso di trascrizione e commento in una mia tesi di laurea, e non compì l'opera per la sopraggiunta cecità [1823]. Certo, in questo quadro, non è particolare irrilevante che l'iniziativa per quella che sarebbe stata la prima o una delle prime storie della lingua italiana uscisse proprio dalla penna di un "allobrogo") ([51]); risveglio erudito dicevo volto alla celebrazione delle Lettere nel Piemonte dei secoli andati, programma proposto dal Balbo ai soci della "Filopatria" esortati alla raccolta di autori piemontesi, allo studio del teatro piemontese, che a parere non soltanto suo avrebbe già toccato nel Cinquecento il primato nel genere tragico (« la *Sofonisba* di Galeotto marchese del Carretto — egli scrive ([52]) — fu probabilmente la prima tragedia regolare che siasi veduta in Italia, e fra le migliori del Cinquecento tiene distintissimo luogo il *Tancredi* del Conte Asinari di Camerano ») ([53]); un risveglio di studi dunque volto alla celebrazione delle glorie regionali pari alle più illustri italiane, con tutti quegli elogi e memorie pubblicate su pittori, chirurghi, letterati, condottieri piemontesi: la *Storia de' chirurgi piemontesi* di Michele Vincenzo Malacarne, la *Biografia piemontese* di Carlo Tenivelli, entrambi filopatridi, gli elogi di Bandello e Botero di Galeani Napione ([54]), la *Vita di Federico Asinari conte di Camerano* letta nel 1813 dal Napione all'Accademia delle Scienze ([55]), la

([50]) Cfr. L. Di Breme, *Lettere*, Torino 1966, pp. 581-583.

([51]) Nelle parti meno disorganiche di queste carte emergono come linee di interesse: il legame tra storia e lingua (le invasioni barbariche), l'esame dei termini che provengono dal lat. volgare, dalle lingue germaniche, dal greco e dall'arabo, il problema dell'« indole » dell'italiano (confronto con l'it. delle Origini e col provenzale). Sono collocate nel Fondo Peyron, scatola II, vol. 11, della Bibl. Nazionale di Torino.

([52]) Cito da Calcaterra, *Le adunanze* cit., p. 249 [a. 1790].

([53]) Si veda anche il *Discorso sopra la letteratura piemontese* che il Bossi legge nell'82 alla "Filopatria"; inoltre, il programma indicato lo stesso anno nel « Saggio d'argomenti filosofici ed eruditi proposti alla Società [Filopatria] » (in Calcaterra, *Le adunanze* cit., pp. 180-181), programma che privilegia i « bassi tempi », il Cinquecento piemontese, e gli studi di etimologie piemontesi, le aggiunte al Ducange; nel '90 (cfr. *ib.*, p. 252) i temi di studio cui s'incoraggiano i soci vertono su epigrafia piemontese, poeti piemontesi, ed anche (*ib.*, p. 249) « Tratti di storia Patria per l'educazione della gioventù piemontese », e la « storia del Teatro Piemontese » (*ib.*, p. 249).

([54]) Al Bandello Napione dedica un saggio nel vol. *Piemontesi illustri*, Torino 1781-1787 edito dalla "Sampaolina" (rist. in *Vite ed elogi di illustri italiani*, Pisa 1818). Su Bandello modello di lingua (e contrapposizione a Boccaccio) vedi ancora Napione, "Biblioteca Oltremontana e Piemontese", III, 1790, p. 475, IV, 1790, p. 484 e già in I, 1787; *Dell'uso* cit., I, p. 374, II, p. 232, e quanto osservo nel mio *Italiano al bivio* cit., pp. 31-32; per Botero, vedi *Elogio di Giovanni Botero*, in *Piemontesi illustri* cit., t. I, pp. 149 e sgg., poi in *Vite ed elogi* cit., t. I, p. 330 e sgg.

([55]) *Mémoires* cit., XXII (1816), pp. 123-217.

Vita di Alessandro Vittorio Papacino d'Antoni di Prospero Balbo, letta ai filopatridi nel '91 ([56]), l'*Elogio storico del Conte G. A. Saluzzo* di Giuseppe Grassi ([57]), le *Vite e ritratti di sessanta illustri piemontesi* (Torino 1824) di Modesto Paroletti; e c'è persino un tentativo di accaparrarsi un altro grande, Cristoforo Colombo, sulla cui presunta origine monferrina discettano il canonico De Giovanni, il Napione in una memoria del 1805 dell'Accademia ([58]), pure il Vidua, in una lettera al Napione ([59]), ed il Napione ancora all'Accademia, in una *Dissertazione seconda* ([60]). Elogi, biografie di funzione non retorica, ma « militante », « supporto alla battaglia per l'affermazione di nuove idee » (« lungo tutto il Settecento », ci ricorda Guglielminetti, « l'encomio risulta spesso l'unica struttura a disposizione di quanti promuovono la svolta intellettuale in corso ») ([61]). L'intento di raccogliere storia di glorie piemontesi che accendessero « qualche favilla di spirito pubblico », la letteratura sul letterato, le memorie patrie ad educazione della gioventù, sono appunto programmi rilevanti nati nell'àmbito della "Filopatria" (si leggano gli interventi del Balbo nell'87, e del Ponziglione nel '90, segretario della società) ([62]). Iniziatore o comunque compendiatore di tali istanze era stato il Napione nell'importante *Discorso intorno alla storia del Piemonte* ([63]), là dove vagheggia un *corpus* di opere erudite di storia locale in cui si eviti quanto di pesante, di imbottito di citazioni, di scoraggiante e noioso potesse stornare anche la « più dolce e cara parte della nazione » dall'occuparsene, vale a dire le gentildonne, che egli considera paradigma del pubblico medio cui indirizzare opere divulgative ed educative ([64]).

([56]) *Mémoires* cit., XV (1805), pp. 281-377.

([57]) Cfr. P. Hazard, *La révolution française et les lettres italiennes, 1789-1815*, Parigi 1910, pp. 276-277.

([58]) *Della patria di Cristoforo Colombo*, in *Mémoires* cit., XV (1805), p. 116 e sgg. Ed ancora la ristampa, con aggiunte, *Della patria di C. C.*, Firenze 1808; *Del primo scopritore del continente del Nuovo Mondo...* ecc., Firenze 1809; *Discorso intorno ad alcune regole principali dell'arte critica relativamente alle due dissertazioni della patria di C. C.*, Torino 1824; *Lettera al Sig. Washington Irving sulla patria del Colombo*, Torino 1829.

([59]) *Lettere del conte Carlo Vidua*, a cura di C. Balbo, Torino 1834, III, p. 459 e sgg. Si ricordi che il Vidua aveva avuto come pedagogo il canonico De Giovanni.

([60]) *Della patria di Cristoforo Colombo, Dissertazione seconda*, in *Mémoires* cit., XXVII (1823), p. 73 e sgg.

([61]) M. Guglielminetti, *Vendere le vite*, in "Sigma", XVII, 1-2, 1984, p. 7.

([62]) Rimando ai passi cit. in Calcaterra, *Le adunanze* cit., p. 160, e 249, 258.

([63]) In *Dell'uso* cit., II, pp. 338-422.

([64]) *Ib.*, p. 351; e vedi il mio *art. cit.*, p. 26 e sgg.

* * *

Non ci sono in Piemonte, a fine Settecento, contributi meditati in termini originali sulla questione della lingua, risultati decisamente innovatori di importanza teorica degna di particolare rilievo. Ci sono posizioni più pacatamente realistiche, « di composto scetticismo sulle cose presenti » (65) (quelle di un Valperga, nel citato saggetto del '91) accanto a maggioritarie posizioni d'urto, intolleranze polemico-retoriche. Ma se non abbiamo robusti e pacati teorici, prendono corpo però posizioni durevoli o dure a morire, proprio per l'accentazione politica data in Piemonte alla "questione". Dei temi centrali (di quanti, intendo, erano stati oggetto di disputa o di indagine nel sec. XVIII) se ne ordinano, trascelgono, sviluppano alcuni. Quelli, appunto, che avranno immediata efficacia sull'Ottocento romantico e risorgimentale. Certo purismo patriottico trova fertile terreno in quegli anni. Ad esempio, le punte di accesa misogallia (ecco un passo del *Saggio sopra l'arte storica* del Napione, di carattere così alfieriano: « gl'italiani [...] si servono anch'essi delle opere degli oltremontani. Bello spettacolo in vero, che gli italiani debbano leggere la Storia della propria nazione nella lingua de' Galli domati e degli ultimi Britanni, sulla selvatichezza de' quali scherzavano una volta i loro maggiori ») (66). Ma i lati intransigenti e xenofobi del Napione, spogliati della loro vena polemica e del velo retorico (67), mostrano idee che non discordano del tutto da quelle più equilibrate ed aperte di un Cesarotti poniamo (68). In *Dell'uso e dei pregi della lingua italiana* la particolare accentazione e prevalenza del tema patriottico fa spesso velo a quanto è nella sostanza il problema centrale del libro: quello settecentesco della popolarità del linguaggio (« rendere comune la coltura e le scienze in tutta Italia, in un colla lingua colta e regolare »: questa la speranza, o meglio la tesi svolta nel trattato).

Fine Settecento a Torino: la vita culturale si va facendo più intensa e si allarga alla borghesia emergente, ad un pubblico più largo a cui l'informazione, le cognizioni più utili debbono giungere. È in quei decenni, appunto, che l'esigenza di popolarità della lingua, l'esigenza di una lingua media, si fanno sentire. Si capisce allora perché non si tengano in conto primario, nelle discussioni sulla lingua, esigenze di bello stile e di norma grammaticale (come nei

(65) M. CERRUTI, *Spazio e funzioni del letterario nel Piemonte del tardo '700*, in *Piemonte e letteratura* cit., I, p. 8.

(66) *Saggio sopra l'arte storica*, Torino 1773, p. 6.

(67) Come già rilevarono G. MAZZONI, *Il "Saggio sulla filosofia delle lingue" di M. Cesarotti*, Firenze 1880 (Estratto dalla "Nuova rivista internazionale"), p. 35 e C. Trabalza, *Studi grammaticali*, Milano 1908, p. 417.

(68) Cfr. anche G. GRANA, *La lingua italiana e la lingua francese nella polemica Galeani Napione-Cesarotti*, in *Problemi di lingua e di letteratura italiana nel Settecento*, Atti del IV Congresso dell'AISLLI, Wiesbaden 1965, p. 338 [338-353].

secoli andati), quanto piuttosto gli aspetti sociali della "questione". In una società in movimento come quella del Piemonte Sabaudo a fine Settecento, che ci fa assistere alla elevazione sociale dei quadri e insieme all'attiva presenza e collaborazione di un'avanguardia intellettuale aristocratica, s'impone in via prioritaria l'importanza sociale e civile della "questione della lingua"; e ciò leggiamo anche tra le righe delle amplificazioni retoriche, le storture storiche, gli appassionati panegirici di un Napione. Tra Sette e Ottocento, quando i burocrati, i professionisti, gli insegnanti, i militari, i tecnici si stanno elevando culturalmente e socialmente con gli studi e più non possono fare a meno dell'italiano per le loro professioni o per ottenere una patente di rispettabilità sociale, e per entrare in contatto con gli altri parlando e scrivendo con la competenza e la proprietà dovuta di problemi attuali e di cose pratiche, allora l'esigenza di sostituire al dialetto noto, o a una lingua straniera dominante, uno strumento di conversazione medio e di scambio con quanti hanno in comune una lingua (gli italiani insomma) si fa necessità preminente. « Ogni volta che affiora, in un modo o nell'altro, la questione della lingua — ha detto poi Gramsci —, significa che si sta imponendo una serie di altri problemi: la formazione della classe dirigente, la necessità di stabilire rapporti più intimi e sicuri tra i gruppi dirigenti e la massa popolare-nazionale »; « Quando una lingua fa veloci cambiamenti, è indizio certo di una rivoluzione nelle idee della nazione » aveva scritto allora Cesare Beccaria nei fogli del "Caffè" (1765). Napione è uno degli accademici subalpini che ha dato voce retorica appunto a queste esigenze.

L'assenza in Italia di una lingua francamente "popolare": è proprio questo il fulcro intorno a cui ruota in Piemonte ogni discussione che tocchi da vicino la necessità del rinnovamento linguistico, al bivio tra innovazione e tradizione. Si vuole, nelle intenzioni almeno, un linguaggio moderno per mezzo del quale la cultura possa uscire dalla chiusa cerchia dei dotti e diffondersi in più larghi strati della società. La lingua va largamente partecipata e diffusa. Se si scorrono le pagine della "Biblioteca Oltremontana" dall'87 al '93 ([69]) (un periodico la cui intenzione mi pare proprio quella di aver voluto riproporre la lezione pubblica ed accademica ad un uditorio non più solo di *élite* ma ad una frazione significativa della classe dominante), si noterà l'abbandono in quella sede delle disquisizioni teoriche e grammaticali, specie quando si varcano i confini della lingua letteraria per considerare la vita pratica della lingua, oppure (tema spesso affrontato) la lingua della scienza. Certi fertili motivi tipicamente illuministici (penso a *Delle lezioni di commercio* del Genevesi, 1765) come la polemica contro l'« alterigia de' dotti » (cito un passo di G.

([69]) "Biblioteca Oltremontana" [1787-1789], "Biblioteca Oltremontana e Piemontese" [1790-1791], "Biblioteca" [1792-1793].

Vernazza) che « sdegnano [...] sovente di rendersi popolari e liberali » quanto a cognizioni proprie e quanto a lingua ([70]), trovano nel periodico spazio preminente; ma soprattutto, pressanti istanze democratiche di ordine pratico, cioè quel discorrere frequente sulle lacune espressive settoriali, vista la difficoltà di avere a disposizione termini non dialettali, non regionali, non stranieri, non latini (nell'àmbito della scienza) che si riferissero ad un referente pratico. È, appunto, il campo di discussione ben noto che aveva costituito il dibattito più significativo del Settecento: come cioè l'Italia possa avere una lingua rispondente ai bisogni della nuova cultura e del sapere scientifico, e non solo un italiano di lusso per la poesia e la prosa letteraria. Quel che occorre con urgenza al Piemonte è uno strumento linguistico, comune al resto della penisola, buono per la critica, per la comunicazione scientifica, per il dibattito, per la conversazione quotidiana, per la nominazione delle cose di tutti i giorni. Preoccupano difatti gli accademici della "Filopatria" non tanto problemi astratti, ma, per il Piemonte, paese « anfibio », le difficoltà effettive dell'italiano a costituirsi agile strumento di conversazione e di educazione (come lo era invece il francese in quel momento). Anche il dialetto è ritenuto, tra l'altro, freno all'italianizzazione (quel « vernacolo polito » che nella conversazione la borghesia e il patriziato torinese usavano correntemente). Lo usavano i nostri dotti piemontesi, da Denina ([71]) a Valperga ([72]). Anche alle sedute dei filopatridi c'era chi scivolava nel vernacolo, indegno di un'Accademia, tant'è che Carlo Bossi aveva invocato l'istituzione di un censore che impedisse durante le sedute l'uso del dialetto, del quale « molti si valevano istintivamente e per consuetudine anche nel parlare di cose storiche, letterarie, giuridiche, politiche, militari, economiche, artistiche » ([73]). Il Piemonte, come del resto

([70]) Cfr. "Biblioteca Oltremontana", VII, 1789, p. 34.

([71]) In dialetto « très-beau parleur et avait des expressions neuves, originales et frappantes » testimonia un contemporaneo (rimando al mio *art. cit.*, n. 47).

([72]) Ed Alfieri, del quale l'ultimo segretario (inizio del 1803) Francesco Tassi, racconta: « Quando l'abate Caluso veniva a Firenze, l'Alfieri discorreva con lui talvolta in piemontese » (cfr. il mio *art. cit.*, n. 48, ed ora, per il piem. in Alfieri, gli *Appunti di lingua*, Ed. naz. delle Opere, Asti 1983).

([73]) Calcaterra, *Le adunanze* cit., pp. XXV-XXVI. Si veda difatti nel verbale dell'Adunanza CI, a. 1784, cit. *ib.*, p. 128, la proposta di C. Bossi: « non posso a meno di farvi riflettere quanto gioverebbe al mantenimento di quella legge, che prescrive il parlar Accademico non altro dover essere che Italiano, l'ispezione d'un Censore, che pensiero avesse di richiamarla alla mente de' socii, quando nel fervore del dire venisse alcuno con maggiore facilità, o per naturale involontario pendio a passar da quello al dialetto volgare, che troppo a ragione escluso si vuole da queste nostre esercitazioni scientifiche ». E si legga un intervento di G. B. Somis del 1789, in una delle sedute accademiche della "Filopatria" (*ib.*, p. 231): « Noi siamo Italiani, e ciascuno di Voi, che m'udite, per la nativa letteratura zelantissimo loda quell'altra regola così giusta, e vantag-

l'altre regioni d'Italia, salvo la Toscana, soffre della mancanza di una norma linguistica provvista di potere unificatore, adatta alla divulgazione delle idee nei libri soprattutto a carattere divulgativo, adatta alla nominazione di tutte le cose, specie le più umili, e per trattare gli affari quotidiani, per divulgare le scienze socialmente più utili. Carlo Denina, nella *Bibliopea o sia l'arte di compor libri*, stampata a Torino nel 1776, constata che « in Italia il linguaggio della corte di Toscana, de' tribunali, delle accademie, delle conversazioni di Firenze non ha certa influenza sopra le provincie del regno di Napoli o del Piemonte; e quello della corte di Roma non l'ha sì estesa, né sì diretta, come l'hanno Parigi, Londra, e Madrid sopra le provincie più rimote dalla capitale. E chiunque pratica l'Italia [...] saprà facilmente come le denominazioni più comuni de' magistrati, uffizi ed azioni civili, e i vocaboli più frequenti nell'uso della vita e nell'esercizio delle arti più ordinarie sono da un dominio all'altro molto diverse » ([74]); e analoghe osservazioni sviluppa in una memoria del '95 all'Accademia di Berlino ([75]). Non si poteva seguire un uso comune. Dov'era quest'uso, in quale città, in quale corte? Né l'uso poteva venire, indifferentemente, dal basso, da una società divisa da barriere e frazionamenti regionali. Manca al Piemonte, e manca a tutta l'Italia « la lingua natia ». Ed è tema, questo, nel Settecento ricco di pieghe, sviluppi, registri e lamenti (ricordo Dalmazzo Francesco Vasco che al Rousseau scriveva: « Ne faites pas attention au stile, car étant né dans un pays qui n'a point de langue pour écrire et un mauvais jargon pour parler, je ne suis pas obligé à posseder une langue qui m'est étrangère ») ([76]). Lo stesso tema affrontava un accademico della "Filopatria", Francesco Grassi (nel saggio *Sopra le lingue ed i dialetti*, letto ai soci del 1784, pubblicato poi nei volumi miscellanei dell'assemblea, *Ozi letterari*, 1787), in anni in cui l'antifrancesismo era ancora accolto con qualche cautela (tant'è che per l'argomento ritenuto « scabroso » in quanto toccava le condizioni linguistiche degli Stati Sabaudi, dati i contrasti tra Piemonte e Savoia per la lingua da adottare come lingua di Stato, il Grassi ebbe qualche problema di censura con i colleghi accademici ([77]) che — come si ricava dal verbale

giosa, che tutti ci obbliga a favellare Italiano in queste adunanze. Poiché il famigliare discorso quello è che manifesta chi noi siamo, la Società ha con tal breve sanzione segnato la sua natura, e noi fortunati, se attenendovici rigorosamente gusteremo col favore dell'esercizio la leggiadria e i mezzi della lingua nostra, affinché poi co' ragionamenti, di purità e lindura ornati, possiamo invitare i compatrioti, che purtroppo se ne allontanano ».

([74]) *Bibliopea* cit., p. 77.

([75]) Cfr. *Sur le caractère des langues et particulièrement des modernes*, in "Nouveaux Mémoires de l'Académie Royale des Sciences et Belles-Lettres", Anné 1785, Berlino 1787, p. 490 [483-509].

([76]) Vedi *Opere*, a cura di S. Rota Ghibaudi, Torino 1966, p. 627.

([77]) Ed anche qualche invito alla moderazione per l'aver coniato qualche neologismo

dell'adunanza del 2 giugno 1785 – lo avvertono, dopo averlo ascoltato, di prescindere nella pubblicazione a venire dai luoghi appunto che toccassero la compagine dei vecchi stati, Piemonte e Savoia, legati per unità dinastica e non linguistica, e lodano la comunicazione per aver trattato le questioni linguistiche con « generalità »). Il Grassi, nel saggio *Sopra le lingue* citato, si pone lo stesso problema di Napione e Vidua: la sostituzione del « barbaro », « rozzo nazionale dialetto » con una « lingua fiorita e colta » ([78]). E ci scherza anche su: « come farà una gente intiera, nella quale ritrovansi degli idioti, degli scioperati, e infine degli affaccendati, imparare una nuova, e disapprendere un'antica favella? Dovrà per esempio il settuagenario acciaccato apprendere o a lagnarsi, o a sgridare, o a brontolare, o a chiamare pe' suoi empiastri, o elettovari, o alberelli in una lingua inusitata? Dovrà il falegname, il mugnaio, il magnano, il ferravecchio, il ciabattino, che nelle taverne loro imbiancata hanno lor barba, stillarsi il cervello ad imparare i nomi de' loro propri stromenti, e de' loro traffichi? Non è egli sommamente ridicolo, che il buon villano, che ben sessanta messi ha maturate, e raccolte, ridotto sia a non sapere che importi l'aratro, la marra, la vanga, il vaglio, la tregghia, il corregiato, la gombina, e simiglianti; né intenda che voglia dire il sarchiare, l'occare, lo spampinare; o il tralcio, il rampollo, il tallo, la saetta, e che so io? e che mentre la cuoca studia di ricordarsi di ciò che sia lo schidone, e la leccaiola, il gatto n'asporti, o 'l fuoco n'abbruci l'arrosto? E dia il fante nelle stoviglie per essere sgridato di portare il canestro, allorché pel paniere e' venga mandato? » ([79]).

Mancanza dunque di un vocabolario domestico, che indichi le voci che occorrono, scrive Napione, « per significare istrumenti ed operazioni di manifatture e di usuali mestieri » ([80]). Effettivamente la comunicazione settoriale e specialistica era più agevole a livello alto, non alla borghesia emergente, non all'imprenditore, poniamo, che dovesse istruire i contadini sui metodi migliori per potare le viti, allevare bachi da seta, coltivare la canapa, combattere l'afta dei bovini, al medico che volesse divulgare per iscritto rimedi contro questa o quella malattia. Necessità di istruire e necessità di farsi capire erano tutt'uno. Scorrendo la "Biblioteca Oltremontana" ci si imbatte difatti nelle preoccupazioni concrete, in fatto di lingua, di scienziati come Felice di San Martino, un

di troppo (vedi il verbale di C. Balbo in CALCATERRA, *Le adunanze* cit., p. 62). Sui problemi di censura al saggio del Grassi, vedi *ib.*, p. 45, e 46, 62, 63 ed anche CALCATERRA, *Il nostro imminente Risorgimento*, Torino 1936, pp. 484-488.

([78]) *Sopra le lingue* cit., pp. 290, 298.

([79]) *Ib.*, p. 187.

([80]) *Dell'uso* cit., I, p. 253.

allievo di G. B. Beccaria, quando si occupa di nomenclatura chimica ([81]); o si veda nella citata "Biblioteca" quel *Calendario degl'insetti* che per tre annate, dal '91 al '93, si va pubblicando a cura di un entomologo, interessante anche per tutto quell'aiutarsi dei mezzi a disposizione, latino e italiano, francese ed anche piemontese; frequenti infine nel periodico, che possiamo ben considerare una emanazione della Accademia delle Scienze nel suo versante divulgativo, gli interventi su libri elementari di agricoltura ([82]), sui dizionari portatili ([83]), sui dizionari mercantili ([84]), e così via. I recensori, al dover parlare di cose pratiche, li incontriamo spesso perplessi: ricorrono a dittologie sinonimiche (tipo « il Pedocchio, o piattone ») ([85]), o fanno intervenire in aiuto il francese (es.: « foglie di macerone o smirnio, pianta chiamata dai Franzesi Dent de Lion, o Pissenlit ») ([86]). Ma quel che conta evidentemente rilevare non è la perplessità o l'inciampo del piemontese in cerca della lingua, quanto questo scrivere sempre proteso verso il pubblico. Giambattista Vasco, se ha da recensire un trattato di commercio, ricorre ora alla voce regionale (es.: « quell'istrumento che impiegasi ad esplorare la finezza della seta, e che noi chiamiamo Provino ») ([87]), ora alla giunta in nota del corrispondente dialettale (es., alla voce *suffumigio*, in nota: « Questo dai Piemontesi chiamasi *broà* ») ([88]), e, decisamente, nella stessa recensione, suggerisce: « Quando si parla di seta si possono adattare senza scrupolo le voci Piemontesi » ([89]). Il problema della lingua torna a risollevarlo di passata ancora il conte Ponziglione quando legge ai consoci della "Filopatria" un *Progetto d'un catechismo d'agricoltura*, che pubblica nella "Biblioteca" col titolo *Piano d'un trattato universale d'agricoltura ad istruzione de' contadini* ([90]); o il San Martino, nello stesso periodico, quando esorta a preparare « tante piccole dissertazioni sopra le diverse parti dell'agricoltura », scritte senza scrupoli puristici in « quell'italianaccio dei villani, cioè con parole piemontesi terminanti all'italiana, acciò senza difficoltà fossero da tutti intese » ([91]); e si vadano a vedere gli elogi allo « stile facile, piano, e diremo così appostamente incolto » (la recensione si riferisce ad un volumetto d'istruzione pratica dal titolo *Il padre di famiglia* stampato a Vercel-

([81]) Cfr. *Sopra la nuova nomenclatura chimica*, in "Biblioteca Oltremontana", I, 1788, pp. 25-38 (e vedi *ib.*, 1788, p. 15, I, 1789, p. 289).
([82]) *Ib.*, I, 1789, p. 206.
([83]) "Bibl. Oltremontana e Piemontese", V, 1790, p. 251.
([84]) "Bibl. Oltremontana", IV, 1787, p. 165.
([85]) *Ib.*, XI, 1789, p. 135.
([86]) *Id.*, p. 198.
([87]) *Ib.*, VII, 1787, p. 99.
([88]) *Id.*, p. 100.
([89]) *Id.*, p. 99.
([90]) Cfr. "Bibl. Oltremontana e Piemontese", VIII, 1790, pp. 228-258.
([91]) *Ib.*, XII, 2, p. 316.

li nel 1790) ([92]) che dovrebbe « servire di modello a chi si accingesse a comporre un trattato universale d'agricoltura ad istruzione dei contadini ». E ciò di fatto doveva non « appostamente » avvenire, nei libri senza pretese letterarie che a fine Settecento si pubblicavano in Piemonte: basti vederne uno, dello stesso anno (1790), la *Guida alle cascine, e vigne del territorio di Torino e ' suoi contorni*, di Amedeo Grossi: quei dialettismi che Pavese e Fenoglio potranno in un lontano futuro esibire, qui punteggiano ogni pagina: *bealera, gerbido, stradone, in mira di, tampe, beni coltivi, ritani, tinaggio, pianche* sui fossi, *coperto* della casa, *colmi* delle volte, *muraglie, muraglioni, ghiara* e non "ghiaia", ed anche *ghiarone, soffiette, sterniti* di pietra, *sterni, stibbi, botalli*. Più che l'*occorrenza* del dialettismo nel testo, conta il *tipo*. L'occorrenza, si sa, è sempre un fattore che indica l'esiguo patrimonio linguistico dello scrivente mentre il tipo mostra che la lacuna è settoriale, e non di competenza linguistica, nel nostro testo del resto abbastanza larga. La lacuna sta nel settore delle cose pratiche e loro denominazioni "toscane", colmate coll'italianizzazione del dialetto. Ma oltre che lacuna, il dialettismo è anche, a volte, chiarificazione del termine italiano, al fine di farsi intendere da un pubblico piemontese: « pergolati di viti, ossian topie » (t. II, p. 12), « una pergola, ossia toppia » (II, p. 87), « vasi vinarj, ossia tine » (II, p. 13), « filare » d'alberi, « ossia allea » (II, p. 84).

Ma l'« italianaccio dei villani » fu « appostamente » usato negli scritti pratici. Nòn ci interessano qui in quanto testimonianze, che già si vanno delineando, di tratti di "italiano regionale" in Piemonte. Notevole invece la preoccupazione del farsi capire. Caso esemplare (e si legga, la premessa al primo di questi "tascabili") ([93]) il *Calendario reale georgico ossia almanacco d'agricoltura ad uso principalmente degli agronomi piemontesi*, emanazione "popolareggiante" della Società Agraria di Torino (volumetti dapprima portatili, in 18° ([94]), che incominciano ad uscire nel '91; la pubblicazione cesserà nel 1839). Oltre a dar notizia di fiere, mercati, fasi della luna, partenza delle poste, tariffe delle monete, pesi e misure, vi compaiono estratti e interventi brevi dei più dotti accademici dell'Agraria e di aristocratici che, tra l'altro erano, alcuni, anche grandi proprietari terrieri. La loro tendenza pratica e la saggia mentalità imprenditoriale, alleata « all'ingegno scientifico e all'apertura mentale di studiosi come il Giobert e il Buniva per introdurre nelle campagne metodi più moderni e redditizi » ([95]), dà luogo a tutta una gran messe di pubblicazioni relative

([92]) *Ib.*, IX, 1790, p. 323.

([93]) Rimando ancora al mio *art. cit.*, n. 77.

([94]) Sino al 1807. Poi usciranno in 8°, e in più elegante stampa.

([95]) G. TORCELLAN, *La Società Agraria di Torino* [1964], in *Settecento veneto e altri scritti storici*, Torino 1969, p. 356 [349-359].

all'agricoltura che si rivolgono direttamente a quel largo strato di piccoli proprietari, funzionari, liberi professionisti, ecclesiastici; ed allora anche il linguaggio, più di quanto non accada in altre regioni d'Italia, risente vistosamente di tale intento di divulgazione e di interpretazione del progresso tecnico e pratico elaborato a livello specialistico, tant'è che le comunicazioni specialistiche vediamo, nel *Calendario georgico* cit., immediatamente compendiate e semplificate in lingua facile e piana; il termine eventualmente latino o toscano (l'ignoto) viene sistematicamente glossato col noto, vale a dire con dialetto, dialettismo e francese. Qualche esempio:

« quelle [gatte] che vivono nell'interno degli alberi, che diconsi volgarmente *camoloni* » (*Calendario georgico*, 1792, p. 126; e v. anche, in *Memorie della Società Agraria*, II, 1788, p. 61 e sgg., la *Memoria sui bruchi volgarmente detti gatte, che devastano le viti nella primavera...*, di G. A. Cauda)

« I Bruchi, o *Gatte*, o *Rue* » (*ib.*, 1800, p. 157)

« le tignuole chiamate dal celebre Linneo *phalena tinea*, vestianella, tapezzella, pellionella, *sarcitella*, e dai Piemontesi volgarmente *camole* » (*ib.*, 1798, p. 134; anche negli Atti della società di Agricoltura: cfr. *Memorie* cit., t. X, Torino 1821, p. 83)

« la larva del parpaglione de' cavoli detto da Linneo *larva papilionis Brassicae*, in francese *chenille du papillon du chou* e da noi *Rua* » (*ib.*, 1792, p. 105)

« filugelli, chiamati volgarmente *bigatti* » (*ib.*, 1804, p. 32)

« bigatti, o filugelli » (*ib.*, 1791, p. 105)

« bozzolo o coccone » (*ib.*, 1793, p. 107)

« Gorgoglioni del grano, ossia *morino* » (*ib.*, 1791, p. 105)

« gorgoglioni detti morini » (*ib.*, 1800, p. XIV)

« scarabeo melolonta detto da' Torinesi *givo* » (*ib.*, 1791, p. 105)

« il gorgoglion de' pioppi, che noi diremo delle viti in latino *curculio populi*, in francese *charançon du peuplier, beche, lisette, coupe-bourgeon, charançon rouleur*, chiamato comunemente da' nostri contaditi *⟨t⟩ajet, pichet*, o *manera* è un bellissimo insetto... ecc. » (*ib.*, 1792, p. 112)

« Il gorgoglione del pioppo, conosciuto da' contadini sotto il nome di *tajet* » (*ib.*, 1805, p. 91)

« grillotalpa (*cosseirole*) » (*ib.*, 1805, p. 91)

« barbatelle, o *bouture* » (*ib.*, 1797, p. 38)

« le barbatelle dell'uva spina dette dal volgo *tramà* » (*ib.*, 1797, p. 9)

« l'Erica, ossia *Brujera* » (*ib.*, 1797, p. 58)

« deposito del fieno, che volgarmente chiamano *biume* » (*ib.*, 1792, p. 73)

« avanzi dei proprj fenili, detti volgarmente *biume*, o *orba* » (*ib.*, 1798, p. 86)

« rimasugli dei fienili, che noi diciamo *biume* » (*ib.*, 1798, p. 122)

le « così dette *Biarave* » (*ib.*, 1801, p. 20; e 1803, p. 39)

« *pomo di terra*, e volgarmente *tartifla*, o *patata* » (*ib.*, 1799, p. 4)

« pomi di terra detti volgarmente *tartifle* » (*ib.*, 1801, p. 94)

« Il pomo di terra, detto altrimenti *patata*, e dai Piemontesi volgarmente *tartifla* » (*ib.*, 1802, p. 34; ma anche in *Memorie della Soc. centrale di agricoltura...* ecc., P. II, Torino 1800-1801, p. 10 « la *patata*, o il *pomo di terra*, o come si chiama da noi, *tartifla* »; v. ad es. il volumetto di Vincenzo Virginio, *Trattato di coltivazione delle patate o sia pomi di terra, volgarmente dette tartifle*, Torino 1795)

« *sanguinella*, detta altrimenti *sanguine* » (*ib.*, 1806, p. 41)

« l'Acacia, *rubinia pseudo-acacia*, volgarmente *gazia* » (*ib.*, 1803, p. 63; e *ivi*, p. 18)

« la falsa Acaccia, o *Gazia* da noi chiamata » (*ib.*, 1806, p. 75)

« gelsi, o moroni » (*ib.*, 1792, p. 95)

« steli di melica in nostro dialetto *meliassa* » (*ib.*, 1792, p. 135)

le « spiche, ossiano *panne* » della meliga (*ib.*, 1793, p. 36)

« il *bled noir* dei Francesi, *Saraceno* degli Italiani, e da noi volgarmente chiamato Formentino » (*ib.*, 1806, p. 90)

« Le lucertole, ed i ramarri, detti da noi *ajuoli* » (*ib.*, 1792, p. 132)

i « sedimenti portati dalle acque piovane, dette volgarmente *cotture* » (*ib.*, 1798, p. 85)

« argini formati con terra, o *teppa* » (*ib.*, 1798, p. 100)

i « diversi corsi [della seminagione del fieno] detti volgarmente *andane* » (*ib.*, 1798, p. 105)

« Il predetto terreno si è spartito in quattordici *porche*, dette volgarmente *prosie* » (*ib.*, 1804, p. 32)

gli « uscioli » dei canaletti d'irrigazione, « detti *sciansoire* » (*ib.*, 1798, p. 91)

« le chiusure chiamate *chiovende* » (*ib.*, 1798, p. 91)

« alveari o *bussi* » (*ib.*, 1792, p. 73)

« la vinaccia, che chiamiamo *rappa* » (*ib.*, 1795, p. 68)

« recipienti [...], detti volgarmente *arbii* » (*ib.*, 1795, p. 70)

« gli usati nostri recipienti di figura quadrilunga detti *arbi* » (*ib.*, 1799, p. 90)

« Le botti volgarmente chiamate *bottalli* » (*ib.*, 1795, p. 74)

« olio di noce detto *nusiglio* » (*ib.*, 1793, p. 104)

ed anche

« tegole, ossia coppi » (*ib.*, 1792, p. 29)

« Ottenuto così l'amido dopo l'ultima lavazione, si cavi con romajuolo (*cassul*), mestola (*scumoira* o *cassulera*) o altro equivalente stromento » (*ib.*, 1793, p. 93)

« latta, chiamata volgarmente *tola* » (*ib.*, 1801, p. 94)

oppure, dialetto e dialettismo senz'altro

cocchetti (1795, p. 5), *lamoni* e *gavelli* del carretto (*ib.*, p. 87), *assali* delle ruote (*ib.*, p. 90), *mangiaroje* anziché "mangiatoie" (1796, p. 113), *mottere* dei prati (1799, p. 96), *verne* anziché "ontani" (1792, p. 100), *borle* di grano (1799, p. 113; e 1806, p. 35), il *fonsetto* anziché "vaiolo" (1801, p. 2).

Quando si tratta poi di urgenza pratica (malattie del bestiame, insetti perniciosi, ecc.) gli scritti si fanno più fittamente annotati, con i termini italiani scientifici e non, o francesi, postillati a piè di pagina col corrispondente dialettale che ne chiarisca inequivocabilmente il significato: è il caso di un estratto, *Istruzione pratica intorno alla maniera di trattar "la morva", ossia "il cimorro"* [« ed anche *Cimurro* di alcuni italiani », in nota] di un accademico come Michele Buniva (1797, p. 83 e sgg.) ([96]). Latino, francese e piemontese sono regolarmente indicati nel testo a corrispondenza del toscano quando uno scienziato discorra (ancora nel *Calendario*, 1792, p. 104 e sgg.) di « insetti perniciosi all'agricoltura » (vedi appunto la *Memorie di Spirito Giorna della Soc. Reale d'Agricoltura, Linneana di Londra...* ecc.).

Animatore della Società Agraria e del *Calendario georgico* è l'infaticabile Giuseppe Nuvolone (so di lui quanto il nostro indimenticabile Gianfranco Torcellan ha scritto vent'anni or sono) ([97]); la sua fede nella necessità e nell'importanza della diffusione della cultura agraria, il suo ottimismo propagandistico hanno immediato riscontro nella lingua, che si modella su registri tipo: « molte erbe parascite erano usate in un col riso, e fra quelle il *giavone*, o *miglio palustre*, detto da noi volgarmente *tre cantone*, o *gigone* » (*Calendario georgico*, 1803, p. 72; ma si vedano altri opuscoli suoi, quali *Osservazioni intorno alla coltivazione del canape nel basso Monferrato*, Torino 1788, *Coltivazione della garanza ad istruzione della gente di campagna, Saggio sopra la coltura del lino per instruzione alla gente di campagna, Ragionamento pratico sopra la coltivazione, macerazione e preparazione del canape*, tutti del '95).

L'umile e grigio conte Giuseppe Nuvolone Pergamo della Scandaluzza, con grande ottimismo propagandistico, scrive raso terra, nel modo funzionale che

([96]) Divulgatore anche a livello alto il Buniva, uno dei più attivi filopatridi, accademico dell'Agraria e dell'Accademia delle Scienze: aveva ridotto la *Flora* dell'Allioni alla nomenclatura linneana, perché fosse così utile a tutti: *Nomenclator Linneanus Florae Pedemontanae*, Torino 1789-1791.

([97]) *Giuseppe Nuvolone, agronomo piemontese* [1966], in *Settecento veneto* cit., pp. 361-389.

ho appena notato. L'aristocratico Napione invece scrive in alto linguaggio, dall'alto delle sue amplificazioni retoriche, ma coll'irruenza e l'eleganza anche della sua scrittura ([98]) va pure lui esortando a cose pratiche. Esorta infatti (analoga proposta nel discorso di Carlo Vidua) ([99]) alla compilazione di un « dizionario universale di arti, ed un altro di storia naturale, delle piante, insetti, fossili » ([100]), per avere a disposizione un vocabolario scientifico e domestico comune. Nella "Biblioteca Oltremontana" non si manca di segnalare quelle pubblicazioni scientifiche, anche di poco conto, che contenessero la giunta di un vocabolarietto settoriale ([101]). E Denina si augura di veder « uscire dai torchi d'Italia di que' libricciuoli, dove sono ritratte le figure delle piante e degli animali, e delle altre cose usuali coi nomi latini e volgari sotto, libri sì comuni in Alemagna ed in Olanda. I Piemontesi e gli altri Lombardi n'avrebbono più particolare bisogno per imparar di buon'ora i nomi di tali cose, i quali nomi ignorandosi, ci danno poi non picciolo imbarazzo quando scriviamo » ([102]). Alle scienze socialmente più utili manca il veicolo di una lingua comune, popolare: una lingua accessibile ai più non hanno medici, legisti, economisti, agronomi. In questo panorama di entusiasmi divulgativi s'innesta naturalmente la polemica contro il latino (« Havvi cosa più ridicola invero, che il vedere la gioventù destinata per le fabrili, o tessitrici, o cuoiaie, o pel traffico, a boccheggiare vocaboli latini, o greci nelle scuole; quando nulla, o poco imparano della propria lor lingua? », scrive Francesco Grassi) ([103]), polemica che si fa assai viva sullo scadere del secolo nella "Biblioteca Oltremontana" (« che giova al mercante, al tessitore, al ricamatore, al lapidario, al bronzista, la latina favella? che giova alla maggior parte degli architetti, pittori, scultori, orefici, intagliatori, banchieri, computisti, economi-

([98]) « Se gli scritti di questo signore non avessero questo difetto » (la "prolissità" di Napione, intende VIDUA, *Lettere* cit., I, p. 36) « sarebbero troppo belli ». Ma anche avversari e critici del Napione gli riconobbero doti di elegante scrittore.

([99]) Cfr. *op. cit.*, p. 17 e 106.

([100]) *Dell'uso* cit., II, p. 254. Il modello, anche se Napione naturalmente lo tace, è quello d'oltralpe, se si pensa al gran numero di dizionari e di enciclopedie tecniche, scientifiche, pratiche stampate in Francia e molte tradotte in italiano [VITALE, *art. cit.*, p. 15 n. opportunamente cita a « testimonianza dei mutati indirizzi della lessicografia italiana » il *Dizionario universale critico enciclopedico* di Francesco Alberti, 1797 e sgg., « che concede, rispetto al Vocabolario della Crusca, ampio spazio, pur senza intenti specialistici, ai vocaboli delle arti meccaniche e delle scienze », ed il *Piano presentato dall'Accademia Fiorentina l'anno 1784 per la nuova compilazione del vocabolario di lingua toscana*, Firenze 1813, di Ildefonso Fridiani che « prevedeva con ardita innovazione la registrazione delle nuove voci delle arti, dei mestieri e delle scienze in genere »].

([101]) Rimando al mio *art. cit.*, n. 80.

([102]) *Pensieri diversi*, "Sopra le pubbliche scuole", in *Vicende* cit., III, p. 77. E rimando ancora al mio *art. cit.*, n. 81.

([103]) *Sopra le lingue* cit., p. 298. E cfr. NAPIONE, *Dell'uso* cit., II, p. 190.

sti, finanzieri, gabellieri ecc. ») ([104]). E Carlo Filippo Risbaldo Orsini esorta a che si abbandoni anche per lapidi ed iscrizioni una lingua « non più studiata, né intesa [...] dai Popoli » e che si adoperi « nelle Iscrizioni delli monumenti pubblici la lingua natia vivente comune » ([105]).

* * *

« Lingua natia vivente comune », lingua « colta e regolata » comune d'Italia: sono formulazioni correnti, tra Sette e Ottocento, negli scritti degli autori sin qui citati; ma vi circolano come una speranza, involucro ideale senza corpo ancora, non già constatazione di una realtà effettiva (l'aveva detto a chiare lettere Valperga, in polemica col Napione, almeno quanto alla lingua parlata) ([106]), in tempi in cui siamo ben lontani ancora dalla possibilità di fare avvicinare, in Piemonte, con un possesso sicuro all'italiano scritto e parlato, non dico le classi più umili, ma neppure la media borghesia. Non ci si chiede ancora quale sia lo *spazio* effettivo di una lingua « popolare ». La visuale è ancora condizionata da quel diffuso paternalismo politico e sociale, preoccupato di una crescita d'istruzione e di "lumi". Certo, siamo nella scia delle avanguardie settecentesche, preoccupate di diffondere filantropicamente istruzione e il suo veicolo, una lingua comune. L'idea predominante è, ancora, quella compendiata nel trattato del Napione, il quale pensa che basti diffondere la conoscenza dell'italiano alle classi colte (gli aristocratici gravitanti intorno alla Corte e la borghesia emergente) per raggiungere a cascata l'uniformità di lingua; una volta rassodatasi nella Corte, la lingua sarà bevuta « a sorsi », scrive una penna ingenua (Francesco Grassi), « senza che nemmen se ne avveggano », dalla « dilicata donzella, l'attempata matrona, l'affacendato mercatante, lo spensierato libertino, l'idiota artigiano », senza ch'essi « si logorino il cervello nello studiarla sui libri » ([107]). Citavo la versione "ingenua", ma di una

([104]) "Bibl. Oltremontana", XI, 1788, pp. 184-185 (e vedi anche *ib.*, IX, 1787, p. 282).

([105]) Rimando a C. F. Risbaldo Orsini, *Lezioni intorno le iscrizioni volgari alla Accademia Fiorentina*, Torino 1786, pp. 8, 25-26, 44 (e dell'abolizione del latino in iscrizioni e medaglie, s'erano occupati, nell'àmbito della "Filopatria", anche il teologo Pavesio, a. 1785, ed il San Martino, presentando nell'86 ai soci accademici il libro dell'Orsini appena pubblicato: cfr. Calcaterra, *Le adunanze* cit., p. 145). Vedi anche Napione, *Dell'uso* cit., II, p. 19 e 21.

([106]) « E se alcuno vi dicesse che le nobili persone e le civili per esempio di Napoli e di Milano co' forestieri parlano un volgare onninamente lo stesso, non gliel crediate, perché non è »; dei tanti che « pur sono, i quali compongono assai bene in prosa o in versi, voi non ne troverete ogni dieci uno, che in cotesto preteso volgar comune speditamente e con proprietà favelli, e con un pocolino di grazia. Dico *favelli*; che d'altro uso è dissertare, predicare, trattar cose dottrinali. Queste siccome da' libri si traggono... ecc. » (rimando a *Della lingua italiana* cit., pp. 164-165).

([107]) Vedi *Sopra le lingue* cit., pp. 291-293.

idea ben settecentesca (se penso a più note pagine che Bettinelli dedicava al diffondersi della lingua nelle grandi città) ([108]). E quanto al Piemonte, non dimentichiamo che chi aveva educato generazioni di aristocratici, quelli che avranno peso determinante nell'ambiente della "Sampaolina", della "Filopatria" e della "Biblioteca Oltremontana", era stato a Torino l'antiroussoviano Gerdil, professore all'Ateneo torinese di filosofia morale; ebbene, l'idea portante, sullo scadere del secolo, è appunto quella aristocratica che sviluppa il principio di una nobiltà la quale con « l'esempio e la condotta [...] sommamente influisce sopra i costumi della gente ordinaria »: è un passo indicativo di Robbio di San Raffaele, dal suo *Della educazione continuata*, Torino 1783, che la Ricaldone ha giustamente, in un recente Convegno, situato alle dipendenze di quella *koiné* di pensiero discesa dal Gerdil ([109]). Sono idee che, trasposte in termini politici e teorici, Napione svolge nel suo trattato quando vagheggia una lingua aristocratica e curiale (« la lingua nostra regolare ») sotto tutela, sotto il superiore intervento normativo di una corte diffonditrice e regolatrice della « lingua vivente » ([110]), e che identifica nella piemontese, per la posizione di frontiera, argine contro il dilagare dell'influenza francese, e più dell'altre corte italiana ([111]). Il termine di riferimento specifico, verso cui indirizzare l'educazione linguistica, è soprattutto lo spazio elitario della società aristocratica anche galante e brillante, le gentildonne, il salotto appunto, attraverso cui era trascorso il dialogo colto dell'Europa illuminata. La convenzione sociale di

([108]) Cfr. *Lettere inglesi*, in *Lettere virgiliane e inglesi* cit., pp. 155-156, là dove si parla delle grandi città (Londra, Parigi), dove le idee circolano, attraverso le letture e la conversazione, « e furon bene rassomigliate all'aria, che si respira *senza avvedersene*, al sole che colorisce le carni *insensibilmente* standovi esposte [...]. Mi rappresento questa comunicazione di una gran città in una *cascata* d'acque, che, da un gradino all'altro scendendo, e d'una in altra conca versandosi, ogni parte più bassa ne irrigano: così dalla corte al primo rango della città, da questo al secondo, indi a' mercanti, agli artieri ed al popolo che si diffonde il pensare, il parlare ».

([109]) Si veda L. Ricaldone, *Progetti di educazione letteraria intorno al 1790: Benvenuto Robbio di San Raffaele*... ecc., in *Piemonte e letteratura 1789-1870*, Atti cit., pp. 368-377.

([110]) « Io sono sicuro che in qualunque stato italiano, fuori di Toscana, dove si volesse che la lingua nostra regolare diventasse lingua vivente, potrebbe ad un tratto il principe, da lungo sonno svegliandola [...], metterla in luminosa comparsa. Basterebbe che l'introducesse alla sua corte, cominciasse egli a parlarla, mostrasse desiderio che da tutti quelli che l'attorniano si parlasse, non permettesse che uso veruno pubblico si facesse del popolare dialetto, e tanto meno di linguaggio dall'italiano diverso, facesse che le università e le accademie, restringendosi a mantener in vita il buon sapore della latinità, nello istruire e nello scrivere la lingua italiana adoperassero, e tosto vedrebbesi prendere nuova vita e brio inusitato e gentilezza e coltura, in un colla lingua, l'intera nazione a lui sottoposta » (*Dell'uso* cit., II, p. 151; e cfr. *ib.*, II, p. 192).

([111]) Rimando al mio *art. cit.*, n. 90.

lingua comune Napione la intravvede nella lingua « nobile e cortigiana », parlata nelle « colte e gentili brigate da per tutto », dalle « dame primarie » e dagli uomini di mondo ([112]). Il suo obiettivo allora di rafforzare tramite la lingua (« valido argine, e insuperabile ») l'unità della nazione, a sostegno dei prìncipi italiani minacciati dalla bufera rivoluzionaria, lo porta a che, idealizzando la Corte, egli ricostruisca allora un ideale "secolo delle corti", un quasi mitico Cinquecento. E qui non è il solo (si pensi a Denina, a Balbo) a tracciare il mitico quadro del Cinquecento "cortigiano", del quale si va ipotizzando un conguaglio (in realtà mai avvenuto) tra scritto e parlato, tra nobiltà e familiarità del linguaggio, tra colto e popolare, cui sarebbe seguita una frattura non più colmata sino al presente. Quest'idea del Cinquecento come il secolo in cui s'era raggiunta una unità linguistica nazionale temperando le varie differenze regionali, il delineare anche del Piemonte cinquecentesco una cultura già linguisticamente italiana, sono idee appartenenti alla *koiné* concettuale degli intellettuali piemontesi gravitanti intorno alla "Filopatria". Il Cinquecento diventa appunto (quando uso ed eleganze della lingua si sarebbero compenetrati senza danno della popolarità) una speranza per il presente. Ma per quale lingua del presente? Per scritti pratici, scritti teorici, scritti letterari, o per la lingua di conversazione? Su questo punto, anche in un ampio e articolato trattato come quello del Napione, ci si muove ancora in un « labirinto di proposizioni discordi » ([113]).

Merito comunque degli intellettuali subalpini è di aver sollevato la "questione" in termini per la prima volta politico-sociali, non grammaticali. Certo, la soluzione era ancora lontana. Soltanto un secolo dopo l'Ascoli, e soltanto dopo la indicazione, indifendibile in Italia, di una centralità fiorentina sostenuta dal Manzoni, avrebbe potuto prospettare una "soluzione" dell'annosa questione della non popolarità dell'italiano in Italia, e dire che occorreva creare prima una « vita » di società, un « clima » di *conversazione*, e che questa sarebbe allora nata come conseguenza (non come imposizione normativa) della diffusione di cultura tra quello strato culturale medio (mancherà ancora per tutto l'Ottocento) cui toccava riempire il vuoto tra, per dirla con l'Ascoli, i « sommi duci » del pensiero e la massa rimasta incolta.

([112]) Sul ruolo della donna diffonditrice della lingua, rimando ancora al mio *art. cit.*, p. 26 e sgg.

([113]) Giudizio di un contemporaneo (Clementino Vannetti in una lettera al Bettinelli, 1791), cit. in G. MAZZONI, *Fra libri e carte. Studii letterari* Roma 1887, p. 161.

Merito comunque degli intellettuali subalpini è di aver sollevato la "questione"

del pensiero e la massa rimpasta

Gian Paolo Romagnani

DEPUTAZIONE, ACCADEMIA DELLE SCIENZE, ARCHIVI E UNIVERSITÀ: UNA POLITICA PER LA STORIA

« La professione di storico — scriveva Prospero Balbo al giovane Luigi Cibrario nel 1825 — è più faccenda da uomo di Stato che di lettere; o per dir meglio, è da uomo che unisca le due facoltà. Di fatto, uomini di Stato furono i più degli italiani scrittori di storia, per molte parti egregi » (1). Suo figlio Cesare, circa quindici anni dopo, nei *Pensieri sulla storia d'Italia*, si esprimeva in maniera non molto dissimile scrivendo: « La storia serve a tutti per quei sommi capi che, rimanendo eliminati i particolari, cioé i novecentonovantanove millesimi della storia, nella memoria di tutti servono quasi di segnale all'opinione nazionale, che regge poi gli uomini di Stato e di Guerra » (2).

Questa lucida coscienza dello stretto legame esistente fra storia e politica e fra storiografia e pratica di governo, che ritroviamo nelle parole degli esponenti di due generazioni politico-intellettuali, è il dato da cui vorrei partire per affrontare le vicende di un gruppo di uomini, protagonisti di una grande stagione politica e storiografica, che si trovarono riuniti nella seconda classe dell'Accademia delle Scienze di Torino negli anni tra la Restaurazione e la crisi del 1848 (3).

Possiamo senza difficoltà affermare che gli anni tra il 1815 e il 1848 rappresentarono, in tutt'Europa il periodo in cui le scienze storiche uscirono definitivamente dalla minor età per intraprendere il cammino che le avrebbe condotte, verso la fine del secolo, alla maturità piena. Sono questi gli anni in cui nascono in Germania, in Italia, in Francia, le prime istituzioni deputate esclusivamente agli studi e alle ricerche storiche; gli anni in cui gli storici incominciano a penetrare negli archivi ed a svelarne i segreti; gli anni in cui

(1) Cit. in F. Odorici, *Il conte Luigi Cibrario e i tempi suoi*, Firenze, 1872, p. 39.

(2) C. Balbo, *Pensieri sulla storia d'Italia*, Firenze, 1858, p. 54.

(3) Sulle vicende di questo gruppo di intellettuali e sul rapporto tra cultura, storiografia e politica nei primi anni del regno di Carlo Alberto, si veda il mio libro *Storiografia e politica culturale nel Piemonte di Carlo Alberto*, Torino 1985, al quale rinvio per un esame più approfondito delle questioni qui trattate.

compaiono opere come l'*Histoire de la conquête de l'Angleterre par les Normands* (4) e le *Lettres sur l'histoire de France* di Augustin Thierry (5), l'*Histoire de France* di Michelet (6), l'*Histoire générale de la civilisation en Europe et en France* di Guizot (7), *Die Römische Päpste* di Ranke (8), la *Römische Geschichte* del Niebuhr (9), la *Geschichte des römischen Rechts im Mittelalter* del Savigny (10), la *Storia d'Italia* e il *Sommario della storia d'Italia* di Cesare Balbo (11), solo per citare alcuni tra i titoli che contribuirono maggiormente a costruire una nuova immagine della storiografia. Sono questi gli anni in cui la storia si afferma come disciplina accademica autonoma, finalmente liberatasi dalla sudditanza all'eloquenza o all'antiquaria o dagli schemi dell'umanesimo, e in cui nascono o si consolidano le prime cattedre di storia nelle Università di tutt'Europa. L'Italia vive questo processo di rinnovamento con fatica e in ritardo rispetto alle altre nazioni; il pesante clima della restaurazione ricaccia la storiografia — che pure s'era già liberata dai lacci della vecchia cultura tra la fine del settecento e gli inizi del nuovo secolo — tra le materie sospette e pericolose, malviste dai governanti e frequentate nella penombra dagli intellettuali.

Nel Piemonte di Vittorio Emanuele I, il ritorno del « Palmaverde » d'*ancien régime* rappresenta la volontà di segnare una continuità assoluta con il passato; il conformismo culturale torna a dominare e il clero più bigotto ritorna ad occupare le proprie posizioni di potere (12). Tuttavia, dopo i primi anni di dura reazione, la stessa monarchia non può fare a meno di tentare un'integrazione nel regime di alcuni personaggi provenienti dal quel gruppo di funzionari e di intellettuali che, formatisi nell'*ancien régime* e legati alla cultura del riformismo moderato settecentesco, avevano successivamente dato il

(4) La prima edizione è Parigi 1825.

(5) Parigi 1827.

(6) Parigi 1833-1867.

(7) Parigi 1828-1830.

(8) Berlino 1834-1836.

(9) Berlino 1811-1832.

(10) Heidelberg 1815-1831.

(11) La prima opera è del 1830; il *Sommario*, comparso per la prima volta sotto la voce *Italia, storia politica, civile e letteraria*, nel VII volume della *Nuova Enciclopedia popolare* dell'editore Pomba, uscita nel 1846, fu ripubblicata autonomamente nello stesso anno ed ebbe in seguito innumerevoli edizioni. Per una rassegna completa della bibliografia balbiana e delle edizioni del *Sommario*, cfr. la recentissima edizione a cura di Maria FUBINI LEUZZI: *Sommario della Storia d'Italia e altri scritti* di Cesare BALBO, Torino, Utet, 1984, nella collezione « Classici della storiografia » diretta da Guido Quazza.

(12) Sul regno di Vittorio Emanuele I e sul Piemonte della Restaurazione cfr. A. SEGRE, *Vittorio Emanuele I*, Torino, 1928 e R. ROMEO, *Dal Piemonte sabaudo all'Italia liberale*, Roma-Bari, 1974 (1ª ed. Torino 1963).

loro appoggio al governo napoleonico pensando di poter realizzare in questo modo il loro programma politico. La scelta di affidare il ministero degli interni a Prospero Balbo, nel 1819, rappresenta il momento più alto di questo tentativo di salvare la continuità dello Stato senza rompere del tutto con l'esperienza maturata nell'ultimo quindicennio ([13]). Per due anni infatti egli riesce ad essere l'uomo più influente dello Stato concentrando nelle sue mani contemporaneamente le cariche di ministro degli interni, Presidente del Magistrato della Riforma e Presidente dell'Accademia delle Scienze. In questa breve stagione Balbo, con l'aiuto dei suoi collaboratori più fidati e grazie all'appoggio della sua vasta parentela, riesce ad avviare un programma di riforme e di riorganizzazione delle istituzioni culturali che, interrotto bruscamente dalla crisi del '21, sarebbe stato ripreso un decennio dopo, durante il regno di Carlo Alberto.

Nel Piemonte della restaurazione, infatti, era ancora ben viva e presente una tradizione storiografica ed erudita che risaliva alla lezione muratoriana e all'insegnamento di uomini come Girolamo Tagliazucchi, Carlo Denina, Giuseppe Vernazza (quest'ultimo ancora vivo e attivo fino al 1822), docenti o allievi di quell'Università degli studi riformata negli anni venti del XVIII secolo dall'energica ed intelligente iniziativa di Vittorio Amedeo II ([14]). La presenza insomma di un retroterra culturale settecentesco sufficientemente solido e largamente estraneo allo spirito dei lumi (almeno nella versione più radicale) permetteva di riprendere un cammino mai realmente interrotto — neppure nel periodo della dominazione francese — nel senso della ricerca di una dimensione storiografica nazionale (ma innanzitutto subalpina), consapevole, sostanzialmente antifrancese ed antiilluminista, attenta al recupero della storia medievale e delle fonti documentarie ed archivistiche. Uomini come Gianfrancesco Galeani Napione e Giuseppe Vernazza erano sopravvissuti agli sconvolgimenti rivoluzionari senza smentire quasi mai loro stessi. Legati tenacemente ad un passato di riformismo moderato che rappresentava per loro una reale alternativa sia alla crisi dell'*ancien régime* che alla rivoluzione, non potevano che ritrovarsi, all'indomani della restaurazione, a festeggiare il ritorno dei Savoia. Il conservatorismo senza pentimenti di questi uomini e di molti altri come loro non rappresentava tuttavia una pura e semplice *reazione* al giocobinismo e all'eredità di

([13]) Sto lavorando attualmente ad una biografia politica di Prospero Balbo, di cui da tempo si avverte la mancanza; l'unico punto di riferimento è, finora, la voce biografica di F. SIRUGO, in *Dizionario Biografico degli Italiani* (d'ora in avanti DBI), V, pp. 416-431, con una ricca bibliografia.

([14]) Su questa tradizione storiografica cfr. G. RICUPERATI, *Ludovico Antonio Muratori e il Piemonte*, in *La fortuna di L. A. Muratori. Atti del Convegno Internazionale di Studi muratoriani, Modena 1972*, Firenze 1975, e il recente articolo di M. FUBINI LEUZZI, *Gli studi storici in Piemonte dal 1766 al 1846: politica culturale e coscienza nazionale*, in « Bollettino Storico Bibliografico Subalpino », LXXXI (1983), fasc. 1, pp. 113-192.

Napoleone. In loro vi era il senso di un'identità culturale e politica profonda e complessa che aveva le sue radici nel cuore del XVIII secolo, nella cultura e nella società di quello Stato sabaudo che aveva visto all'opera uomini come Francesco d'Aguirre e Giambattista Bogino.

Non per caso ho ricordato prima Prospero Balbo, il figlio adottivo ed erede materiale e spirituale del Bogino, che per oltre mezzo secolo fu punto di riferimento ed instancabile animatore della vita culturale subalpina. Presidente dell'Accademia delle Scienze a partire dal 1815, capo del Magistrato della Riforma dal 1819 al 1821, ministro degli interni nel 1820-21, presidente della Giunta per le antichità e belle arti nel 1832, della Deputazione di storia patria nel 1833, Balbo fu, fino al 1837 quando cessò di vivere, il vero protagonista della politica culturale piemontese del primo ottocento. Schematicamente potremmo ricondurre la storia della cultura piemontese « ufficiale » dopo il 1815 alla battaglia tenacemente sostenuta dal presidente dell'Accademia delle Scienze e dal suo gruppo per difendere e conquistare nuovi spazi di autonomia alla ricerca, rimuovendo con pazienza e prudenza, gli ostacoli frapposti dalla monarchia alla libertà degli intellettuali e lavorando, quasi sempre con successo, a creare nuove sedi di aggregazione e nuovi strumenti di lavoro per gli studiosi ([15]).

Possiamo considerare l'Accademia delle Scienze come il nucleo centrale di un vero e proprio gruppo di pressione con al vertice Prospero Balbo, attorno al quale individuiamo un gruppo più vasto, interno ed esterno all'Accademia ma collegato con fili assai solidi al suo presidente, dal quale provengono quasi tutte le iniziative di rinnovamento politico e culturale attuate o semplicemente tentate in Piemonte tra il 1815 e il 1848. Da un lato possiamo ricostruire la rete di legami di parentela che unisce i Balbo ai d'Azeglio e agli Alfieri di Sostegno, nell'ambito di quella grande aristocrazia illuminata che sarebbe stata tra i principali protagonisti del riformismo albertino ([16]). Dall'altro lato possiamo ricostruire la rete di legami di fedeltà (una sorta di grande clientela insediata negli uffici dello Stato) che unì per decenni Prospero Balbo a quei funzionari pubblici che avevano collaborato con lui tra il '19 e il '21 — al

([15]) Alla battaglia culturale di Prospero Balbo sono dedicati i capitoli centrali del mio volume *Storiografia e politica culturale* cit.; una valida conferma alle tesi qui sostenute è venuta recentemente dalle ricerche di Paola Astrua e Lucetta Levi Momigliano in campo storico-artistico: si veda in particolare il volume *Conoscere la Galleria Sabauda. Documenti sulla storia delle sue collezioni*, Torino 1982, a cura della Soprintendenza per i beni artistici e storici del Piemonte, nel quale sono contenuti due interessanti saggi delle due studiose sui rapporti tra Prospero Balbo e la fondazione della Galleria Sabauda.

([16]) Prospero Balbo sposa in prime nozze Enrichetta Tapparelli d'Azeglio, zia di Roberto e Massimo d'Azeglio; Roberto d'Azeglio sposa a sua volta Costanza Alfieri di Sostegno, sorella di Cesare e figlia di Carlo Emanuele.

tempo del suo ministero – e che a lui dovevano la loro carriera. Tra questi figurano i nomi di Federico Sclopis, entrato nel 1819 come applicato al ministero degli interni prima di passare all'Avvocatura generale; Lodovico Costa, archivista di Corte e discepolo del Vernazza, chiamato da Balbo nel 1819 alla vicedirezione della Biblioteca Universitaria; Giuseppe Manno, il barone sardo, dirigente del ministero degli interni nel 1819 e successivamente Vicerè della Sardegna; Luigi Cibrario ([17]), entrato nella pubblica amministrazione su consiglio di Balbo grazie all'aiuto del quale egli aveva scritto una fortunata *Storia di Chieri*. Attraverso questi uomini, tutti collocati in settori decisivi della burocrazia statale, alcune delle proposte politiche e culturali provenienti dal presidente dell'Accademia delle Scienze poterono concretizzarsi – anche dopo il suo allontanamento dal governo – superando la diffidenza dei sovrani e nonostante gli ostacoli frapposti dagli ambienti più retrivi della Corte e dell'amministrazione.

Il soggetto vero del riformismo carloalbertino si trova dunque ben più che nella Corte, nell'Accademia delle Scienze che costituì il reale retroterra di tutte le più importanti realizzazioni non solo in campo culturale, ma anche in campo politico, degli anni trenta e quaranta ([18]). In presenza di una società civile priva di mezzi di espressione e di un quadro politico dominato dall'oltranzismo conservatore e dalla Chiesa cattolica, l'Accademia delle Scienze si trovò ad essere pressoché l'unico spazio libero, controllato – certamente – dal governo, ma non immediatamente dipendente da questo. Le pubblicazioni dell'Accademia, infatti, erano esenti da censura e la biblioteca – riservata ai soci – era l'unica in Torino a ricevere liberamente libri e riviste dall'estero. Il prestigio indiscusso di Prospero Balbo, che per ventidue anni ininterrottamente ne rimase alla guida, garantiva poi l'Accademia dalle intromissioni troppo pesanti del potere politico. Una gloriosa tradizione di studi e una forte coscien-

([17]) Su Federico Sclopis cfr. il volume di A. Erba, *L'azione politica di Federico Sclopis. Dalla giovinezza alla codificazione albertina (1798-1848)*, Torino 1960; su Lodovico Costa cfr. L. Cibrario, *Ludovico Costa Senatore del Regno. Necrologia*, in « Gazzetta Piemontese », n. 206, 1835, riprodotto anche in L. Tettoni, *Vita di Luigi Cibrario*, Torino 1872, p. 303 e sgg. e la scheda biografica contenuta in A. Manno, *L'opera cinquantenaria della Regia Deputazione di storia patria*, Torino 1884, pp. 261-262; su Giuseppe Manno cfr. F. Sclopis, *Notizie della vita e degli studi del Barone Giuseppe Manno*, Torino 1868 e G. Siotto Pintor, *Storia della vita di Giuseppe Manno*, Torino 1869; su Luigi Cibrario, la biografia migliore e più documentata rimane ancora L. Tettoni, *Vita di Luigi Cibrario* cit., per un profilo più breve, ma più aggiornato e corredato da una completa bibliografia cfr. la voce *Cibrario Luigi*, di M. Fubini Leuzzi in DBI, XXV, pp. 278-284.

([18]) Sulle vicende dell'Accademia delle Scienze in questi anni cfr. F. Cognasso, *L'Accademia delle Scienze di Torino nel Risorgimento italiano*, in « Atti dell'Accademia delle Scienze di Torino », XCV (1961), pp. 268-299.

za della propria autonomia intellettuale avrebbe fatto dell'Accademia delle Scienze, negli anni venti e trenta, il punto di riferimento e di coagulo di tutti quegli uomini e di quelle idee che, nell'ambito della cultura ufficiale piemontese, stentavano a trovare nuove e più articolate forme di espressione. In questo senso l'Accademia di Prospero Balbo fu il più importante gruppo di pressione politico e culturale di quegli anni: una sorta di « superpartito » che nella continuità con la tradizione riformatrice del XVIII secolo trovava la propria forza.

Negli anni ottanta del XVIII secolo gli animatori dell'Accademia delle Scienze erano stati per lo più esponenti della grande nobiltà di sangue come i Saluzzo, i Morozzo, i S. Martino, aristocratici illuminati e cosmopoliti in contatto con la comunità scientifica internazionale e collaboratori dell'*Encyclopédie*, mentre il gruppo degli storici ed eruditi riuniti attorno a Prospero Balbo nella Società Filopatria era stato cooptato solo in un secondo momento ([19]). Negli anni della restaurazione sono invece gli eredi di questo secondo gruppo a tenere in mano le redini dell'Accademia: incontriamo ancora fra loro membri della grande aristocrazia di sangue, come i fratelli Saluzzo, ma la maggior parte di essi sono esponenti di una nobiltà recente, di servizio, nata e formatasi negli uffici. Tra la fine del settecento e gli inizi dell'ottocento è dunque avvenuto un trapasso nella composizione sociale dell'*intellighenzia* subalpina che tende sempre più ad escludere l'antica nobiltà e ad aggregare invece la nuova aristocrazia degli uffici, delle professioni, delle lettere.

La biografia di Prospero Balbo e quella di suo figlio Cesare sono da questo punto di vista indicative e si possono considerare come il simbolo dell'itinerario politico di una parte significativa del gruppo dirigente subalpino, formatosi ancora nel ricordo delle riforme amedeane e giunto, attraverso crisi e rivoluzioni, fino alla stagione nuova del « costituzionalismo » albertino. La presenza di Cesare Balbo a capo del primo governo costituzionale nel 1848 ([20]), il ruolo svolto da Federico Sclopis nella preparazione dello Statuto e successivamente alla guida del dicastero della giustizia ([21]), l'impronta lasciata da Luigi Cibra-

([19]) Sulle origini settecentesche dell'Accademia delle Scienze e sulle vicende del suo primo nucleo di soci fondatori cfr. il saggio di V. FERRONE, *Tecnocrati militari e scienziati nel Piemonte dell'antico regime. Alle origini della Reale Accademia delle Scienze di Torino*, in « Rivista Storica Italiana », XCVI (1984), fasc. 2, pp. 110-205.

([20]) Tra i molti lavori dedicati allo storico e statista piemontese vogliamo qui segnalare la monografia più recente e completa, di notevole utilità, nonostante la manifesta ispirazione « di tendenza »: G. B. SCAGLIA, *Cesare Balbo. Il Risorgimento nella prospettiva storica del « progresso cristiano »*, Roma 1975; per un approccio più sintetico, ma documentatissimo cfr. la voce *Balbo Cesare*, di E. PASSERIN D'ENTREVES in DBI, V, pp. 395-405.

([21]) Cfr. A. ERBA, *L'azione politica...* cit., e G. PENE VIDARI, *Federico Sclopis (1798-1878)*, in « Studi Piemontesi », VII (1978), fasc. 1, pp. 160-172.

rio in quella riforma scolastica che avrebbe poi preso il nome di Gabrio Casati ([22]), sono la testimonianza più eloquente della strada percorsa da alcuni tra i più attivi membri dell'Accademia delle Scienze di Torino.

Alla fine degli anni quaranta sarebbero giunti a definitiva maturazione quei fermenti che avevano incominciato a manifestarsi già prima del 1821 grazie all'opera di uomini come Prospero Balbo e che durante il regno di Carlo Felice non avevano potuto emergere. Con l'avvento al trono di Carlo Alberto il rapporto fra la Monarchia e gli intellettuali era tornato ad essere positivo e l'Accademia delle Scienze aveva potuto dispiegare meglio le proprie energie ([23]). La riorganizzazione della Biblioteca Reale nel 1831, l'apertura della Galleria Sabauda e dell'Accademia Albertina nel 1832, la creazione nello stesso anno della Giunta per le antichità e belle arti, la fondazione della Deputazione di storia patria nel 1833, l'apertura dell'Armeria Reale nel 1837, la nuova attenzione dedicata ai lavori dell'Accademia ed ai problemi della cultura, ma soprattutto la rigogliosa fioritura degli studi storici, erano il segno di un nuovo clima e delle nuove possibilità d'iniziativa ([24]). Il vero centro motore della politica di questi anni è più che mai da collocare nelle sale dell'Accademia delle Scienze, piuttosto che nei saloni di Palazzo Reale o delle Segreterie di Stato.

Prima di affrontare nel merito il contributo portato dall'Accademia alla rinascita degli studi storici, è bene soffermarci un momento a considerare il rapporto tra vita accademica e prassi politica e tra i dibattiti dell'Accademia e le riforme politiche ed amministrative realizzate durante il regno di Carlo Alberto. Fin dalla sua origine l'Accademia delle Scienze era stata utilizzata dai sovrani come organo di consultazione su questioni di ordine pratico; sfogliando i verbali delle riunioni incontriamo una quantità di pareri forniti alle Segreterie di Stato o ad altri organismi amministrativi su problemi particolari come il miglioramento tecnico dell'arte tintoria, la localizzazione di pozzi artesiani, la questione dell'illuminazione pubblica, delle botti guaste, della difesa dei boschi, della disinfestazione antiparassitaria ecc. Solo a partire dagli anni trenta, però, l'Accademia viene investita da problemi di più vasta portata, non tanto per iniziativa del sovrano quanto per la volontà degli stessi accademici di incidere in modo più consistente sulla politica del governo. È così che in maniera dapprima velata – sotto l'apparenza di asettiche dissertazioni erudite

([22]) Sull'impegno di Cibrario nella riforma della pubblica istruzione cfr. L. Franchi, *Le fonti della Casati*, Modena 1928.

([23]) Sul regno di Carlo Alberto cfr. N. Nada, *Dallo Stato assoluto allo Stato costituzionale. Storia del Regno di Carlo Alberto dal 1831 al 1848*, Torino 1980, in particolare il cap. IV: *Fermenti innovatori e riforme fra il 1831 e il 1843*.

([24]) Su queste iniziative cfr. il mio libro cit., in particolare il 1° capitolo: *Un ambizioso, ma incerto progetto: le istituzioni culturali piemontesi negli anni Trenta*.

— poi via via in maniera sempre più esplicita, la classe di scienze morali affronta tutte le più rilevanti questioni che di lì a poco sarebbero state oggetto dell'attenzione del sovrano e degli organi di governo (nei quali, come abbiamo visto, siedevano molti membri dell'Accademia delle Scienze).

La prova del legame strettissimo esistente tra l'attività scientifica degli accademici e il dibattito politico che contemporaneamente si andava svolgendo negli ambienti governativi si può trovare in tre esempi che ci mostrano come l'Accademia sia stata — in certi momenti — il vero retroterra culturale dei progetti di riforma degli anni trenta e quaranta.

1. I tre *Discorsi sulle Finanze della monarchia di Savoia ne' secoli XIII e XIV*, di Luigi Cibrario, pronunciati all'Accademia tra il 1831 e il 1832 e pubblicati sulle *Memorie* nel 1833 e 1834, sono il frutto di una meticolosa ricerca condotta sui documenti degli Archivi Camerali da un funzionario della stessa Camera dei Conti che solo in virtù del suo grado poteva avere libero accesso agli archivi. Primo saggio di quella vasta e sfaccettata ricerca che si sarebbe concretizzata nel 1836 nell'opera *Economia politica nel medioevo* ([25]), i *Discorsi* di Cibrario affrontavano un tema, quello della politica finanziaria dello Stato, la cui attualità non era difficile da cogliere. Negli stessi anni infatti il problema di una riforma dell'amministrazione finanziaria sabauda si stava imponendo con forza negli ambienti governativi più sensibili. Nel 1834 veniva ridotto il dazio sul grano, nel 1835 venivano aboliti i vincoli protezionistici contro l'esportazione delle sete e altri provvedimenti analoghi seguivano tra il 1835 e il 1840. Uno dei protagonisti delle riforme economiche di questi anni, ispirate tutte ad un prudente liberalismo, era quell'avvocato Giacomo Giovannetti ([26]), consigliere di Stato ed in seguito senatore del Regno, amico di Cibrario e Sclopis e membro della Deputazione di storia patria (ma non dell'Accademia delle Scienze nella quale non fu mai ammesso a causa dell'ostilità di alcuni suoi nemici), che aveva pubblicato con grande successo nel 1833 due libri intitolati rispettivamente *Dell'abolizione delle tasse annonarie* e *Della libera estrazione della seta greggia*. In questo quadro l'attenzione di Cibrario per i problemi della libertà di commercio nel medioevo e la sua condanna delle imposte ingiuste o eccessive che gravavano sui sudditi degli Stati sabaudi nel Trecento assumevano una rilevanza nuova e assai eloquente.

2. Le ricerche condotte da Federico Sclopis sulla storia del diritto italiano medievale e moderno sfociate nella grande *Storia della legislazione italiana* del

([25]) Cfr. L. Cibrario, *Delle finanze della monarchia di Savoia nei secoli XIII e XIV*, in « Memorie della R. Accademia delle Scienze di Torino », XXXVI² (1833), pp. 63-138 e pp. 157-276; XXXVII² (1834), pp. 155-182; e Id., *Economia politica nel medioevo*, Torino 1839, 2 voll.

([26]) Sul Giovannetti cfr. R. Asperi, *Giacomo Giovannetti*, Novara 1905.

1840 avevano avuto la loro prima verifica proprio all'interno dell'Accademia delle Scienze. Alla fine del 1833 infatti Sclopis aveva pronunciato il primo dei quattro discorsi *Della legislazione civile* (pubblicati nelle *Memorie* del 1835) che costituiscono la premessa teorica e la base ideologica della nuova codificazione albertina. Nello stesso anno 1833 era uscita la *Storia dell'antica legislazione del Piemonte* con la quale egli intendeva stimolare una riflessione anche sul presente. Chiamato a far parte nel giugno del 1831 della Commissione incaricata della stesura dei nuovi codici civile, penale e commerciale, che sarebbero stati promulgati tra il 1837 e il 1842, Federico Sclopis avrebbe coronato con la collaborazione alla stesura dello *Statuto* del 1848 (che si deve in gran parte a lui) un ventennio di studi e ricerche giuridiche sviluppatesi tra gli Archivi di Corte e l'Accademia delle Scienze ([27]).

3. Il terzo esempio da ricordare è relativo alle riforme nel settore scolastico. Fin dai primi anni trenta il governo aveva deciso di intervenire sistematicamente sull'istruzione popolare e a sostegno di quest'iniziativa si erano mobilitati tra gli altri Cesare Alfieri, Cesare Saluzzo, Federico Sclopis, Giuseppe Manno, Roberto d'Azeglio e Carlo Boncompagni ([28]). Proprio quest'ultimo, al quale qualche anno più tardi sarebbe stato affidato il dicastero della pubblica istruzione, pubblicava nel 1839 un libretto dedicato ai problemi *Delle scuole infantili* nel quale egli delineava un programma didattico assai avanzato ([29]). Nel 1838, intanto, l'Accademia delle Scienze, che solo nel 1841 avrebbe ammesso tra i suoi membri Carlo Boncompagni, bandiva un concorso sul tema: *Esposizione succinta degli elementi più usuali della vita civile ridotti in forma idonea per l'ammaestramento della gioventù che non si destina alle professioni più elevate*. La scelta del tema è evidentemente da mettere in relazione alle contemporanee iniziative pubbliche e private in campo educativo, ma l'esito del concorso non fu pari alle attese degli accademici. La commissione giudicatrice, composta da Cesare Saluzzo, Federico Sclopis, Costanzo Gazzera, Amedeo Peyron e Giuseppe Manno, non reputò nessuna delle tre opere concorrenti degna del premio: la prima fu infatti giudicata fuori tema, la seconda scritta da un analfabeta e la terza piena di errori e di idee sconvenienti ([30]). Nel

([27]) Su questo aspetto dell'attività di Sclopis cfr. G. Pene Vidari, *art. cit.*

([28]) Sulla politica scolastica durante il regno di Carlo Alberto cfr. L. Bulferetti, *L'educazione popolare in Piemonte alla vigilia del Quarantotto*, in Id., *Socialismo risorgimentale*, Torino 1949, pp. 139-156; D. Bertoni Jovine, *Storia della scuola popolare in Italia*, Torino 1954, p. 121 e sgg.; G. Calò, *Pedagogia del Risorgimento*, Firenze 1955, p. 90 e sgg.

([29]) Su Boncompagni cfr. la voce biografica *Bon Compagni di Mombello Carlo*, di F. Traniello, in DBI, XI, pp. 695-703.

([30]) Il giudizio della commissione si trova presso l'Archivio dell'Accademia delle Scienze di Torino, nel *Registro relazioni e pareri - Classe morale (1822-1860)*.

1846, grazie all'opera di Cesare Alfieri, la riforma toccava finalmente anche l'Università che veniva dotata di nuove cattedre e di regolamenti più aperti. Nel giugno dello stesso anno Carlo Boncompagni proponeva all'Accademia il titolo di un nuovo concorso: *Quale sia stata da un secolo in poi l'influenza dell'educazione, e dell'istruzione popolare sulla condizione politica, morale, ed economica delle nazioni cristiane. Quale possa essere quest'influenza in avvenire. Quali variazioni, o modificazioni si possano introdurre nelle discipline, e nei metodi che governano l'educazione, e l'istruzione popolare per ottenere più efficaci, e più utili risultamenti.* Il concorso, bandito nel gennaio del 1847, sarebbe andato deserto: segno evidente delle difficoltà incontrate ancora in Piemonte nell'affrontare un tema così complesso e delicato. Ma il fatto che fosse stata l'Accademia delle Scienze a sollecitare una ricerca ed una riflessione sui problemi aperti dalle recenti riforme chiarisce in pieno il ruolo politico di quest'istituto.

È giunto ora il momento di ritornare ad occuparci degli studi storici e delle nuove possibilità di ricerca che si aprivano per gli intellettuali subalpini all'indomani dell'ascesa al trono di Carlo Alberto. Il nuovo sovrano intendeva usare tutti gli strumenti a sua disposizione per coinvolgere il mondo della cultura nel sostegno attivo alla monarchia ed alla sua politica: la creazione dell'Ordine al merito civile di Savoia, con il quale insignire gli esponenti più illustri della cultura, della scienza e delle professioni (su 85 cavalieri nominati tra il 1831 ed il 1859, gli accademici furono ben 39); l'attenzione un po' strumentale per i lavori dell'Accademia delle Scienze; la creazione di nuovi istituti e organismi finalizzati alla tutela dei beni culturali e alla raccolta e pubblicazione di fonti storiche, erano tutti aspetti di quella politica non certo disinteressata. L'interesse per la storia e soprattutto per una storia che — dimostrando e confermando l'origine italiana di casa Savoia — facesse da supporto alle iniziative politiche e militari del re, è una linea costante nella politica culturale di Carlo Alberto. Egli stesso si sarebbe cimentato direttamente con la storia, pubblicando nel 1838 le *Réflexions Historiques*, un trattatello politico-morale, più ancora che storico, nel quale egli rifletteva sui doveri del principe e sulla inscindibile unità tra trono ed altare, infrangendo la quale lo Stato stesso sarebbe stato destinato a disgregarsi. Carlo Alberto dà, in questo saggio misconosciuto, una discreta prova di erudizione, ma il provvidenzialismo storico esagerato, il meccanicismo delle spiegazioni e lo spirito ferocemente anti-protestante e antiilluministico che domina tutto il libro, bastano ad uccidere le buone intenzioni storiografiche del « principe letterato » ([31]).

([31]) Le *Réfléxions Historiques* furono distribuite in pochi esemplari negli ambienti di corte, ma dopo poco tempo furono ritirate dalla circolazione e fatte distruggere dallo stesso Carlo Alberto. Pochissimi esemplari, oltre al manoscritto conservato alla Biblioteca

Più che sul piano delle idee politiche e delle riflessioni storiografiche, è sul terreno istituzionale che si deve osservare la convergenza tra la volontà del sovrano di condurre una politica di prestigio e gli autonomi progetti culturali degli intellettuali. L'ottica di Carlo Alberto è ancora sostanzialmente quella di un sovrano assoluto di antico regime, bramoso di gloria e desideroso di elevare il livello culturale dei sudditi e della Corte. Dall'Accademia delle Scienze proviene invece l'unico progetto coerente di politica culturale, teso a dare un senso complessivo agli episodici provvedimenti del re e ad incoraggiare e spronare quest'ultimo sulla strada delle riforme.

La prolusione solenne tenuta da Prospero Balbo alla presenza del re, il 31 ottobre 1833, in occasione del cinquantenario dell'Accademia delle Scienze, rappresenta, sotto le apparenze di elogio della nuova politica carloalbertina, un vero e proprio programma di politica culturale dotato di una coerenza e di un'organicità che il sovrano era ancora ben lungi dal possedere (32). Passando in rassegna tutte le recenti realizzazioni del re, Prospero Balbo ci descrive una Torino, ormai dotata di nuovi strumenti scientifici e culturali, tesa a diventare una capitale europea: « Erano germi, erano fiori ben promettenti: or son frutti, primizie di belle ricolte ». Al vertice degli interessi del monarca (ma in realtà dei propri interessi culturali) Balbo pone — ovviamente — la storia e la neonata Deputazione di cui egli è presidente. « La scienza veramente maestra de' principi come de' popoli, la dottrina più necessaria per tutti li governanti e per molti de' governati, è la storia sincera, distributrice imparziale del biasimo e della lode. Perciò fra tutte le parti dell'umano sapere, appunto alla storia son volte con maggior efficacia le cure del nostro re. Questo è stato lo scopo di due spedizioni letterarie già tornate con ricca messe. E questo è l'istituto della R. Deputazione sopra gli studi di storia patria » (33). Nelle parole di Balbo il ruolo della storia risulta così amplificato da apparire come la comune matrice di un'intera politica. Egli non manca di ricordare, con evidente orgoglio, che la Deputazione riprendeva un antico progetto, elaborato sul finire del XVIII secolo dalla Società Filopatria, di cui egli stesso era stato uno degli ispiratori (34). Le raccolte che la Deputazione si accingeva a realizza-

Reale di Torino, si sono salvati alla distruzione. L'opera è stata ripubblicata nel 1936 da A. Monti che ha dedicato un breve saggio critico a questa inquietante composizione. Sulla vicenda cfr. anche il mio capitolo *Il principe e la storia*, in *Storiografia*, cit.

(32) La prolusione di Prospero Balbo è pubblicata in « Memorie della R. Accademia delle Scienze di Torino », XXXVII (1834), pp. XIX-XXVI.

(33) *Ivi*, p. XXIII.

(34) Sulla Società Filopatria e sulla cultura piemontese di fine Settecento sono ancora fondamentali le ricerche pubblicate nei tre volumi di C. CALCATERRA, *Il nostro imminente Risorgimento*, Torino 1935; *I Filopatridi*, Torino 1941, e *Le adunanze della « Patria Società Letteraria »*, Torino 1943. L'interpretazione nazionalista e sabaudista di Calcaterra è però stata radicalmente messa in discussione negli ultimi decenni; per una

re avrebbero dunque potuto competere con i maggiori modelli europei: con il Muratori innanzitutto, al quale gli storici subalpini si richiamavano esplicitamente; con le raccolte compilate in Francia dai padri Maurini o con quelle in corso di pubblicazione presso l'Accademia di Francia; con i lavori degli storici inglesi o con la grande collezione avviata in Germania da poco più di un decennio ad opera di una società di studiosi « favoriti e protetti da' principi tutti » (35). I « Monumenta Historiae Patriae » della Deputazione si richiamavano infatti anche nel titolo alla collezione diretta da Böhmer e Pertz, e a Prospero Balbo pareva auspicabile che il re di Sardegna sostenesse con convinzione pari a quella dei principi tedeschi le ricerche che si svolgevano a pochi passi dai Regi Palazzi.

La creazione della Deputazione di storia patria, sancita da Carlo Alberto con il Regio Brevetto del 20 aprile 1833, è forse la più interessante delle iniziative culturali degli anni trenta, e certamente è quella attorno alla quale meglio si realizzò la convergenza tra gli accademici e il sovrano (36). Non v'è dubbio infatti che la Deputazione nacque come espressione della classe morale dell'Accademia delle Scienze e in particolare del nucleo degli storici che ne costituiva il nerbo. Anche in questo caso Prospero Balbo rappresenta il *trait-d'union* tra due generazioni di studiosi e l'elemento di continuità con una tradizione storiografica ed erudita che aveva le sue radici nel cuore del XVIII secolo. Le origini della Deputazione di storia patria sono infatti da ricercare — prima ancora che nel progetto giacobino del 1799, purtroppo abortito e presto dimenticato — in quella tradizione « muratoriana » che aveva avuto in Piemonte, nella seconda metà del settecento, sviluppi particolarmente fecondi (37).

puntualizzazione critica cfr. G. Ricuperati, *La cultura piemontese dopo le riforme: gli intellettuali e le loro istituzioni nella crisi dell'antico regime*, in *Atti del convegno internazionale « Vittorio Alfieri e la cultura piemontese fra illuminismo e rivoluzione »*, (S. Salvatore Monferrato 22-24 settembre 1983), in corso di stampa.

(35) Sull'impresa degli storici tedeschi cfr. W. Kaegi, *Scienza storica e Stato al tempo di Ranke*, in Id., *Meditazioni storiche*, a cura di Delio Cantimori, Bari 1960, p. 272 e sgg.

(36) Per ricostruire la storia della Deputazione, il punto di partenza rimane il volume di A. Manno, *L'opera cinquantenaria...* cit., nel quale sono riprodotti i principali documenti ai quali faccio riferimento. Alla storia della Deputazione dalle sue origini al 1848 è dedicato il mio volume *Storiografia...*, cit. al quale rinvio per ogni approfondimento ulteriore. Sulle Deputazioni e le Società di storia patria in Italia dalle loro origini alla fine del XIX secolo cfr. l'articolo di E. Sestan, *Origini delle Società di storia patria e loro posizione nel campo della cultura e degli studi storici*, in « Annali dell'Istituto storico italo-germanico di Trieste », 1981, pp. 21-50.

(37) Cfr. a questo proposito G. Ricuperati, *Ludovico Antonio Muratori e il Piemonte* cit.; Id., *Lo Stato Sabaudo e la storia da Emanuele Filiberto a Vittorio Amedeo II. Bilancio di studi e prospettive di ricerca*, in *Atti del convegno: Studi sul Piemonte. Stato attuale metodologie e indirizzi di ricerca,* Torino 1980, pp. 20-41, numero speciale della

L'idea di continuare l'opera di raccolta delle antiche fonti storiche medievali iniziata dal Modenese si ritrova frequentemente nella cultura piemontese del XVIII secolo. Angelo Paolo Carena, nei suoi inediti *Discorsi storici*, fu tra i primi a tracciare il programma per una serie di grandi raccolte di fonti storiche e geografiche sulle quali iniziare a ricostruire le vicende del Piemonte antico e moderno ([38]). Più tardi un ricercatore isolato come il Terraneo o un appassionato ed instancabile raccoglitore di testimonianze del passato come il Vernazza, avrebbero vagheggiato spesso una ripresa della raccolta muratoriana che dedicasse maggior attenzione ai documenti degli Stati Sabaudi. Negli anni ottanta il giovane Napione, con il suo *Elogio dei cronisti piemontesi* ([39]) si ricollegava apertamente alla lezione del Carena e dichiarava di voler predisporre il materiale per la ripresa della raccolta muratoriana. Quasi contemporaneamente il gruppo di giovani intellettuali che aveva dato vita alla Società Filopatria progettava, spronato da Prospero Balbo, la realizzazione di un grande *Dizionario storico-geografico degli Stati del Re di Sardegna* e di una *Bibliografia Subalpina* ([40]). Tutte queste suggestioni, insieme con altre, spesso confuse, che non è possibile qui ricordare, contribuirono a creare un clima di attesa che si trasmise da una generazione all'altra. Prospero Balbo, erede della prima generazione « muratoriana » e ispiratore della nuova generazione di storici che sarebbe maturata verso la prima metà dell'ottocento, simboleggia il passaggio — nella continuità — dalla tradizione settecentesca e dalla cultura politica « boginiana » alla storiografia nazionale e al costituzionalismo moderato.

È ora possibile caratterizzare meglio i due progetti — diversi ma convergenti — che stanno all'origine della Deputazione di storia patria. Da un lato abbiamo il gruppo degli accademici (Prospero e Cesare Balbo, Sclopis, Cibrario, Gazzera) che tentano ancora una volta di imporre alla monarchia i loro programmi, guardando ai fermenti nuovi della cultura europea. Dall'altro abbia-

rivista « Studi Piemontesi » (aprile 1980); M. FUBINI LEUZZI, *Gli studi storici in Piemonte dal 1766 al 1846*... cit.

([38]) Sul Carena cfr. G. CLARETTA, *Memorie storiche intorno alla vita e agli studi di Gian Tommaso Terraneo, di Angelo Paolo Carena e di Giuseppe Vernazza con documenti*, Torino 1862, e la voce biografica di A. DILLON BUSSI, in DBI, XX, pp. 67-70; negli ultimi anni l'attenzione degli studiosi è tornata a soffermarsi sulla figura dell'erudito piemontese prematuramente scomparso: cfr. in particolare R. COMBA, *Spunti per una storia del territorio e dell'economia piemontese nell'opera di Angelo Paolo Carena (1740-1769)*, in « Studi Piemontesi », IX (1980), fasc. 1, pp. 95-100, e G. P. ROMAGNANI, *Un secolo di progetti e tentativi: il « Dizionario storico-geografico degli Stati Sardi » da Carena a Casalis (1765-1856)*, in « Rivista Storica Italiana », XCV (1983), fasc. II, pp. 451-502.

([39]) Cfr. G. F. GALEANI NAPIONE, *Elogio dei cronisti piemontesi*, Torino 1784.

([40]) Per una più attenta valutazione di questo progetto rinvio al mio articolo *Un secolo di progetti*... cit.

mo un sovrano con velleità intellettuali, deciso a dotare Casa Savoia di una storia che ne illuminasse il passato e le glorie militari, che desse lustro al principe regnante e al suo ceppo famigliare e che — rompendo con una consolidata tradizione storiografica di corte — confermasse le origini italiane della dinastia.

Il re era disposto a favorire gli studi storici purché questi si adeguassero alle sue direttive e fossero funzionali alla sua politica di prestigio: tutte le frizioni, gli scontri e le incomprensioni che avrebbero costellato la vita della Deputazione nei suoi primi anni di attività sarebbero nate appunto dalla scarsa propensione degli intellettuali a farsi docile strumento del potere sovrano.

Quella che potremmo definire la carta costitutiva della Deputazione fu elaborata negli uffici ministeriali da tre funzionari strettamente legati a Prospero Balbo. Due di essi, Luigi Cibrario e Giuseppe Manno, erano studiosi di storia e membri dell'Accademia delle Scienze; il terzo, Lodovico Costa, discepolo del Vernazza e già intendente presso i Regi Archivi di Corte, era stato il protagonista, tra il 1814 e il 1818, del recupero delle opere d'arte e dei documenti sottratti dai francesi. Fu quest'ultimo l'estensore materiale della relazione presentata a Carlo Alberto il 26 febbraio 1833 e da questi letta ed approvata prima dell'emissione del R. B. del 20 aprile ([41]). Nella relazione Costa quello che sarebbe diventato un organismo permanente di studi e di ricerche storiche — il primo istituto storico di Stato, in Italia — appariva ancora come una semplice commissione *pro tempore* incaricata di sovraintendere alla pubblicazione di due raccolte: una di antiche cronache e storie del Piemonte inedite o rare, l'altra di fonti storiche medievali. Accanto alle due raccolte di testi — indicate nella relazione Costa come « Rerum Subalpinarum Scriptores et Monumenta » — era prevista anche una vera e propria « bibliografia storica nazionale » degli Stati Sardi, sul modello di quella iniziata verso la metà del XVIII secolo dall'abate Carlevaris e lasciata incompiuta. Ancora una volta non è difficile riconoscere l'ispiratore di questo progetto in Prospero Balbo che nel 1785 aveva tentato con i colleghi della Filopatria di riprendere e continuare il lavoro del Carlevaris.

Interessante è inoltre, nella relazione Costa, l'indicazione degli Archivi di Stato come terreno privilegiato di una ricerca da estendere agli archivi ecclesiastici, municipali e nobiliari. Gli storici affrontano dunque di petto lo spinoso problema della disponibilità delle fonti e dell'apertura degli archivi, custoditi con gelosia a volte fanatica dagli archivisti di corte. L'orizzonte si allarga

([41]) La relazione è riprodotta in A. MANNO, *L'opera...* cit., pp. 3-13, l'originale è conservato presso l'Archivio di Stato di Torino, Sez. 1ª, *Istruz. Pubblica. Accademie e altri Istituti di cultura* (*R. Deputazione di storia patria*), *Mazzo* 9: « Sunto di una relazione... ».

verso nuovi strumenti e nuove fonti (i sommari delle cause giudiziarie, i registri dei conti della Real Casa, i testamenti, gli inventari) usate ancora con diffidenza e scarsa perizia dagli storici italiani. Solo gli storici subalpini infatti, negli anni trenta e quaranta, si ponevano concretamente — pur con enormi limiti e notevoli ingenuità — problemi di critica e di ordinamento delle fonti, seguendo il modello tedesco e guardando al lavoro d'archivio e all'erudizione critica senza aria di sufficienza.

Nonostante la prudenza del caso, Costa si esprime apertamente contro la chiusura degli archivi e contro il geloso atteggiamento dei Savoia: egli ricorda l'episodio di Muratori che ebbe a scontrarsi più volte, a Torino, « contro coloro, che sordi rimanendosi agli inviti, non gli erano cortesi di quei sussidi, che con nessun danno loro, e con nessuna fatica potevano pure senza il menomo sconcio apprestargli » ([42]). Il R.B. del 20 aprile avrebbe stabilito la sede della Deputazione presso i Regi Archivi di Corte, concedendo ai suoi membri il libero accesso ai documenti: un atto di indubbia apertura da parte di Carlo Alberto, se fosse stato sincero, ma la realtà fu ben diversa. Per circa un decennio le sale degli archivi di Corte furono teatro di una lotta senza esclusione di colpi tra gli storici e gli archivisti, appoggiati questi ultimi dai settori più retrivi della burocrazia e favoriti dalle incertezze del sovrano. Il diario dell'archivista Nomis di Cossilla — che si conserva presso l'Archivio di Stato di Torino ([43]) — è una fonte straordinaria per ricostruire la storia dei rapporti quotidiani tra archivisti e membri della Deputazione. Il Nomis è un fiero reazionario che resiste con tenacia e con ammirevole coerenza — fino a giungere nel 1850 alle dimissioni dal suo incarico — a qualsiasi apertura dell'archivio e ad ogni tentativo di far pubblicare i documenti ritenuti compromettenti (ad esempio le carte posteriori al regno di Emanuele Filiberto, i documenti relativi alla famiglia Savoia-Carignano e soprattutto gli atti degli Stati Generali). Appassionatamente ostile ai « letterati » e agli accademici sospetti di liberalismo, il Nomis commenta con amaro pessimismo sul suo diario la realtà di tempi in cui la « febbre di pubblicità » induceva i letterati a voler trasformare gli archivi in luoghi di consultazione « aperti alla rapace curiosità di chicchessia ». Non è un caso che al presidente della Deputazione Prospero Balbo e al vicepresidente Cesare Saluzzo fosse stato affiancato un secondo vicepresidente nella persona del reazionario conte Gaspare Michele Gloria, sovrintendente agli archivi di Corte ed ex presidente del Magistrato della Riforma, noto per le posizioni ultraconservatrici e clericali ([44]). Per parecchi

([42]) *Ivi*, p. 6.

([43]) Si tratta di L. Nomis di Cossilla, *Giornale de' fatti accaduti ne' Regi Archivi*, ms. in 4 voll., scritto tra il 1822 ed il 1850.

([44]) Sul conte Gloria cfr. P. A. Paravia, *Necrologia del conte Gaspare Michele*

anni il ruolo del Gloria sarebbe stato quello del « cane da guardia degli archivi ». Pur essendo solo vicepresidente egli — di fatto — contava più dello stesso Prospero Balbo; egli manteneva infatti rapporti privilegiati con il ministro degli interni e con il sovrano, era il solo a sapere quali fossero le carte che il re non voleva cadessero nelle mani degli storici ed era l'uomo incaricato di esercitare una quotidiana azione di controllo sui lavori della Deputazione e sui movimenti dei suoi componenti.

Lo scoglio maggiore contro cui negli anni trenta gli storici si trovarono a cozzare e su cui si verificarono tutti i limiti delle aperture di Carlo Alberto, è rappresentato dalla questione degli Stati Generali. Il sovrano infatti non voleva che si riportassero alla luce gli atti delle antiche assemblee rappresentative, soppresse da Emanuele Filiberto, in quanto temeva che ne derivasse un uso politico strumentale da parte dei fautori della Costituzione e del parlamentarismo. Fin dal dicembre del 1833 egli aveva stabilito « che da' suoi Regi Archivi non si *desse* visione né copia degli atti degli Stati Generali della Savoia e del Piemonte, né de' documenti del glorioso regno del Duca Emanuele Filiberto e de' suoi reali successori sino ai nostri dì » ([45]). Solo tre anni dopo lo Statuto, nel 1851, Federico Sclopis avrebbe potuto dare alle stampe i risultati delle sue ventennali ricerche con il volume *Degli Stati Generali ed altre istituzioni politiche del Piemonte e della Savoia,* presentato l'anno precedente all'Accademia delle Scienze.

Nel 1834 la Deputazione aveva previsto di inserire nei « Monumenta » alcuni atti degli Stati Generali; ma l'intervento censorio degli archivisti e del sovrano ne aveva sospesa la pubblicazione. L'archivista Datta venne addirittura incaricato di compiere delle missioni segrete presso gli archivi di Pinerolo, Rivoli e Moncalieri per far nascondere gli atti degli Stati Generali prima che cadessero nelle mani degli storici della Deputazione.

A questo punto il rapporto fra gli studiosi, gli archivisti ed il sovrano raggiunse il punto di massima tensione e rasentò la rottura: la stessa sopravvivenza della Deputazione fu messa in forse quando il 15 agosto 1834 Prospero Balbo minacciò le proprie dimissioni dalla carica di presidente ([46]). Carlo Alberto fece fronte alla situazione comportandosi con magistrale ambiguità: egli concedeva agli studiosi di prendere visione di alcune delle carte proibite, mentre il ministro Della Scarena ribadiva il vecchio divieto senza essere più

Gloria, Torino 1839, e la scheda biografica in A. MANNO, *L'opera...* cit., pp. 291-292; sulla sua attività di Riformatore degli Studi cfr. anche B. BONA, *Della costituzione dell'Università di Torino dalla sua fondazione all'anno 1848*, Torino 1852, vol. II, *passim.*

([45]) Cit. in G. FEA, *Cenni storici sui Regi Archivi,* ms. conservato all'Archivio di Stato di Torino, p. 303.

([46]) Copia autografa della lettera di Prospero Balbo è in AST. 1ª sez. *Istruz. Pubblica. Accademie...* cit. Mazzo 9.

smentito dal sovrano ([47]). Le motivazioni politiche del divieto saranno poi rese esplicite dal nuovo ministro, Beraudo di Pralormo, in una lettera inviata il 5 febbraio 1837 a Prospero Balbo, ormai in fin di vita. I documenti riservati non si sarebbero dovuti rendere pubblici né tantomeno stampare perché « la stampa dei volumi di che si tratta sotto gli auspizi del governo, e per cura di persone chiarissime per dottrina e per servigi resi allo Stato, saranno essi avidamente consultati da tutti i dotti d'Italia, e si verrà quindi ad aprire il campo a discussioni e controversie meno coerenti per avventura ai principi della Monarchia » ([48]). Non poteva esserci miglior conferma del notevole valore politico del programma di ricerca intrapreso dagli uomini della Deputazione.

Le relazioni internazionali dell'Accademia delle Scienze negli anni compresi tra il 1815 e il 1850 meriterebbero un esame molto più approfondito di quanto non mi sia possibile in questa sede ([49]). Ciò nonostante — limitando sempre il mio discorso alla classe di scienze morali — vorrei evidenziare alcuni dati sui quali solo recentemente è tornata a soffermarsi l'attenzione degli studiosi. Il carattere internazionale dell'Accademia delle Scienze non può essere facilmente dimenticato quando si pensi che tra i suoi membri stranieri figuravano i nomi di Savigny, Sismondi e Thiers e tra i suoi soci corrispondenti quelli di Niebhur, dei due Champollion, di Leo, Raumer, Hänel, Sparks e molti altri. Mentre nelle comunità accademiche delle altre capitali italiane si respirava — negli anni della restaurazione — un clima di chiusura sdegnosa nei confronti delle culture oltremontane, a Torino erano soprattutto gli storici a rompere con il provincialismo e a guardare con attenzione all'Europa. Si pensi agli sforzi compiuti da Cesare Balbo prima e da Carlo Baudi di Vesme poi per far conoscere in Piemonte la storiografia tedesca ([50]). Si pensi soprattutto alle missioni scientifiche compiute da Luigi Cibrario e Domenico Promis fra il 1832 e il 1834 in Lombardia, Veneto, Svizzera, Francia, Austria e Germania ed al viaggio compiuto da Costanzo Gazzera nella Francia meridionale nel 1836.

La prima di queste missioni fu promossa da Carlo Alberto per arricchire la propria collezione numismatica, ma si trasformò di fatto in un'importante

([47]) *Ivi.*

([48]) A. MANNO, *L'opera...* cit., p. 24.

([49]) Per una valutazione delle aperture internazionali dell'ambiente accademico torinese, soprattutto per quanto riguarda gli studi storici e giuridici, rinvio al bel libro di L. MOSCATI, *Da Savigny al Piemonte. Cultura storico-giuridica subalpina tra la Restaurazione e l'Unità,* Roma 1984 (Quaderni di Clio n. 3).
tempo impegnata in una ricerca volta a dimostrare l'esistenza di intense e proficue relazioni culturali tra Torino e il mondo tedesco negli anni centrali del XIX secolo.

([50]) Cfr. L. MOSCATI, *op. cit.*, e M. FUBINI LEUZZI, *Introduzione* a *Sommario della Storia d'Italia...* cit., pp. 20-26, *passim.*

occasione di ricerca e di scambi culturali fra studiosi dell'area alpina (51). L'anno successivo fu la Deputazione di storia patria ad essere investita ufficialmente dell'incarico di dirigere la missione. Gli apparati del ministero degli interni e degli esteri furono mobilitati per facilitare l'opera degli studiosi: lettere di presentazione, contributi in denaro, apertura parziale degli archivi, furono i mezzi con i quali il governo provvide alle esigenze della Deputazione. Il volume illustrato pubblicato da Cibrario e Promis nel 1834 e le inedite relazioni di viaggio testimoniano una ricchezza di interessi storici ed eruditi che andavano ben al di là degli originali scopi delle missioni (52). Nel 1836 sarebbe stato Costanzo Gazzera (bibliotecario dell'Università e segretario sia dell'Accademia che della Deputazione) a compiere, per conto della Deputazione, ma basandosi soprattutto sulla rete dei corrispondenti dell'Accademia, un viaggio di ricerca attraverso il Midi francese che lo avrebbe portato a visitare tutte le più importanti biblioteche ed archivi della regione alla ricerca di manoscritti e documenti relativi alla storia italiana e piemontese. La relazione di Gazzera, pubblicata nel 1838, contiene, oltre che una quantità di notizie erudite e di segnalazioni di manoscritti, alcune riflessioni sull'ordinamento delle istituzioni culturali in Francia assai utili per coloro i quali, negli stessi anni, stavano operando in Piemonte nel medesimo campo (53).

La Deputazione di Torino riuscì dunque ad imporsi subito come interlocutore privilegiato della comunità internazionale degli storici. Agli inizi del 1834,

(51) Frutto del primo viaggio di ricerca, svoltosi tra il luglio e l'ottobre 1832, è il volume illustrato L. Cibrario, D. Promis, *Documenti, sigilli e monete appartenenti alla storia della Monarchia di Savoia raccolti in Savoia, in Isvizzera ed in Francia per ordine di Re Carlo Alberto da L. C. e D. P.*, Torino 1833, la relazione manoscritta, riprodotta a stampa in apertura del volume, si trova presso la Biblioteca Reale di Torino, *Archivio Promis*, scat. 10.VI.

(52) Frutto del secondo viaggio di ricerca, svoltosi tra il maggio e l'agosto 1833, è il volume L. Cibrario, D. Promis, *Sigilli de' principi di Savoia raccolti ed illustrati per ordine del Re Carlo Alberto dal cav. L. Cibrario e da D. Promis, deputati sovra gli studi di storia patria*, Torino 1834, ma la relazione manoscritta (inedita) è conservata presso la Biblioteca Reale di Torino, *Archivio Promis*, Scat. 10 *bis*. VI: *Rapporto sul viaggio letterario di Svizzera e di Germania fatto per ordine del Re Carlo Alberto in maggio, giugno, luglio ed agosto del 1833.* Il terzo viaggio di ricerca, svolto tra il giugno e il luglio 1834 nel Regno Lombardo-Veneto, non diede luogo ad alcuna pubblicazione; il carteggio con il ministero e le relative istruzioni per i due studiosi si possono trovare in AST. 1ª sez. *Istruz. Pubblica* cit. *Terzo viaggio letterario dei sig.ri Cibrario e Promis* (1834).

(53) La relazione di viaggio è pubblicata in apertura del volume C. Gazzera, *Trattato della dignità ed altri inediti scritti di Torquato Tasso*, Torino 1838, ed ha per titolo *Notizia intorno ai codici manoscritti di cose italiane conservati nelle pubbliche biblioteche del mezzodì della Francia, con un cenno sulle principali antichità di quella contrada.*

ad esempio, Johann Friedrich Böhmer scrisse a Prospero Balbo per invitare i colleghi dell'Istituto torinese a pubblicare un giornale storico che diffondesse in Italia notizie sui progressi degli studi storici oltremontani e viceversa. La rivista non vide mai la luce, forse anche a causa della diffidenza del governo verso tutto ciò che proveniva dall'estero, ma la proposta rimane a testimoniare una innegabile apertura di orizzonti del gruppo torinese ([54]).

Negli stessi mesi nasceva a Parigi l'*Institut Historique*, cui avrebbero aderito Guizot e Michelet: la prima società storica francese di ampio respiro, aperta al contributo degli studiosi di tutt'Europa ([55]). Fin dagli inizi della sua attività, nella primavera nel 1834, l'*Institut* ebbe tra i suoi soci corrispondenti i piemontesi Luigi Cibrario, Costanzo Gazzera, Cesare Saluzzo e Federico Sclopis. E su uno dei primi numeri del « Journal » dell'istituto avrebbe dovuto comparire un articolo di Cesare Balbo — scritto ma mai pubblicato — dal titolo *Notice sur l'histoire et les historiens de la Monarchie de Savoie*: una bella rassegna sulla storia e sulla storiografia subalpina dalle origini fino al progetto dei « Monumenta Historiae Patriae » ([56]).

Anche dopo la nascita della Deputazione di storia patria, la classe morale dell'Accademia delle Scienze non rinunciò certo ad un proprio autonomo ruolo di stimolo degli studi storici. Anzi, questo ruolo si accentuò grazie ai concorsi che diedero il maggior impulso agli studi e fecero emergere giovani storici di valore come Carlo Baudi ed Ercole Ricotti.

L'uomo al quale più di tutti stava a cuore l'attività di incoraggiamento degli studi storici era indubbiamente Cesare Balbo, che aveva pubblicato con grande successo, nel 1830, il primo ed unico volume della sua *Storia d'Italia* ([57]). Fu Balbo infatti a proporre nel 1833 — all'incirca negli stessi mesi in cui si lavorava per creare la Deputazione — il tema sulla proprietà nel

([54]) Purtroppo la lettera di Böhmer non è stata conservata, ma se ne può dedurre il contenuto dal verbale della V riunione della Deputazione (16 marzo 1834) riprodotto in A. Manno, *L'opera...* cit., p. 22 e dalla lettera di risposta scritta in latino da Prospero Balbo il 17 febbraio 1834, trascritta nell'*Epistolario della R. Deputazione sovra gli studi di storia patria dalla sua creazione sino al fine dell'anno 1863* (ms. conservato presso la Deputazione Subalpina di Storia patria) pp. 56-58.

([55]) Sull'Institut Historique cfr. *Statuts constitutifs de l'institut historique,* Paris, 1834, e la collezione del « Journal de l'Institut historique » (1834); sulle Società storiche francesi e sull'organizzazione della cultura in Francia durante la « monarchia di luglio » cr. C. V. Langlois, *Manuel de bibliographie historique...*, Paris 1904; vol. II, sull'Institut de France cfr. M. De Franqueville, *Le premier siècle de l'Institut de France,* 1795-1895, Paris 1896, 2 voll.

([56]) L'articolo fu pubblicato postumo in C. Balbo, *Il Regno di Carlo Magno in Italia e scritti storici minori,* a cura di Carlo Boncompagni, Firenze 1862, pp. 413-450.

([57]) Il titolo originale di quest'opera era *Storia d'Italia,* oggi è più noto come *Storia d'Italia sotto i barbari,* titolo dato all'edizione postuma del 1856 dall'editore Le Monnier.

medioevo su cui si sarebbero cimentati brillantemente Carlo Baudi e Spirito Fossati, e nel 1830 e 1833 i due temi — purtroppo andati a vuoto per mancanza di concorrenti — sull'origine dei Comuni in Italia. Per facilitare il lavoro dei giovani studiosi e per contribuire ad europeizzare la cultura storiografica piemontese, Cesare Balbo avrebbe personalmente curato, nel 1838, la pubblicazione di una serie di utilissimi sussidi: la traduzione dal tedesco del libro di Heinrich Leo, *Vicende della costituzione delle città lombarde fino alla discesa di Federico I Imperatore in Italia*, la pubblicazione della prima edizione italiana tradotta e annotata dell'opera dello storico e giurista tedesco Karl Friedrich Eichhorn, *Dell'origine della costituzione delle città in Germania* e il breve saggio in forma « aperta » *Appunti per la storia delle città italiane fino alla istituzione dei Comuni e dei Consoli*, scritto dallo stesso Cesare Balbo. A questi scritti possiamo affiancare i *Cenni di argomenti di storia italiana. Temi VI*, proposti all'Accademia delle Scienze nel 1838 ([58]) e gli *Studi da farsi sulla Storia d'Italia*, anch'essi letti all'Accademia nel 1832 e concepiti come un vero e proprio programma di lavoro collettivo ([59]). Questa intensa attività di promozione degli studi non era altro che il tentativo di realizzare il desiderio, testimoniato già alla fine degli anni venti dalle carte di Cesare Balbo, di una grande *Storia d'Italia* a più mani. Il progetto prese corpo dapprima nell'ambito dell'Accademia delle Scienze, poi, grazie alle nuove forze e strumenti a disposizione, si trasferì in quello — attiguo — della Deputazione, infine si concentrò in un più ristretto circolo di amici (Balbo, Boncompagni, Manno, Ricotti, Promis, Baudi, Provana, Sclopis, Cibrario e Santarosa) riuniti settimanalmente a cena in casa di Cesare Balbo, al Rubatto, a partire dal 1843. Ma gli impegni politici e gli avvenimenti del 1848-49 affossarono definitivamente questo ambizioso progetto ([60]).

I concorsi banditi periodicamente dalla classe morale dell'Accademia delle Scienze sono un indicatore particolarmente significativo dei temi attorno ai quali lavorava la storiografia subalpina, in presenza di innegabili limiti soggettivi e oggettivi, ma con una costante attenzione alle suggestioni provenienti dall'esterno. Data la particolare composizione della classe accademica — nella quale gli storici e gli archeologi erano la maggioranza — fin dall'inizio i concorsi si caratterizzarono per la prevalenza di temi storici. Dopo aver propo-

([58]) Ora in C. Balbo, *Storia d'Italia e altri scritti*, a cura di M. Fubini Leuzzi, cit., pp. 269-284.

([59]) *Ivi*, pp. 103-127.

([60]) Su questo progetto cfr. quanto scrivono E. Ricotti, *Carlo Baudi di Vesme. Ricordi*, in *Curiosità e ricerche di storia subalpina*, Torino 1879, III, pp. 60-61; C. Boncompagni, *Prefazione* a *Il Regno di Carlo Magno* cit., p. III, e A. Manno, *Cesare Balbo e il traforo delle Alpi. Breve informazione*, in *Curiosità e ricerche...* cit., IV, pp. 526-533.

sto con scarso successso, nel 1818 un tema sul « merito tragico del conte Vittorio Alfieri » — tema buono sia per i nostalgici del giacobinismo sia per coloro che vedevano in Alfieri essenzialmente il « misogallo » — la classe morale aveva deciso nel 1827 di indire i concorsi con periodicità regolare, così come aveva già fatto la classe di scienze fisico-matematiche. Il tema del 1828, assai generico, ricalcava quello dell'unico tema bandito in periodo napoleonico, nel 1810, su un qualsiasi argomento di storia piemontese. Il concorso del 1810 era stato vinto da Alessandro Saluzzo con la sua *Histoire de la milice Piémontaise et des guerres du Piemont*, poi pubblicata con il titolo di *Histoire militaire du Piemont* ([61]). Al concorso del 1828 parteciparono una dozzina di opere, per lo più già edite; il premio venne assegnato *ex-aequo* a Delfino Muletti per la ricerca iniziata da suo padre Carlo sull'antico territorio di Saluzzo ([62]), e all'archivista Pietro Datta per le *Memorie storiche dei principi d'Acaia in Piemonte* ([63]). Si trattava di lavori di buona erudizione, ma non certo di opere storiografiche originali. La seconda edizione del concorso, bandito nel 1830, vide preferire il titolo proposto da Cesare Balbo, *sull'origine delle istituzioni municipali in Italia*, agli altri argomenti di storia militare e di antichità egizie. Il salto di qualità è evidente: non si vuole restringere l'orizzonte alla sola storia regionale, ma estenderlo alla storia generale d'Italia con un tema che negli ultimi anni era stato al centro del dibattito storiografico tedesco. Proprio per queste ragioni il compito era tutt'altro che facile, anche se, probabilmente, Balbo si sarebbe accontentato di una buona rassegna storiografica corredata dall'analisi di un certo numero di documenti italiani. Nonostante i tempi eccezionalmente lunghi (due anni e mezzo) concessi agli eventuali concorrenti, nessun lavoro fu presentato all'Accademia che dovette, nel 1833, ritirare il premio e proporre un nuovo tema. Ancora una volta prevalse sugli argomenti di storia militare il suggerimento di Cesare Balbo per un tema di storia giuridica dell'alto medioevo: *delle vicende della proprietà dalla caduta dell'Impero Romano fino all'epoca dello stabilimento de' feudi in Italia*. Il concorso fu vinto da Carlo Baudi e Spirito Fossati con un lavoro che, oltrepassando spesso i limiti posti dal tema, si confrontava senza timore con la storiografia internazionale più aggiornata (Savigny, Hänel, Manso, Leo) grazie all'ottima conoscenza del tedesco del Baudi, e con complessi problemi filologici. Pochi anni dopo, nel 1837, il Baudi si confermava un astro nascente nel

([61]) La prima stesura, col titolo di *Histoire de la milice...*, è del 1811, la seconda stesura, pubblicata con il titolo definitivo, è del 1818.

([62]) C. MULETTI, *Memorie storico-diplomatiche della città e Marchesato di Saluzzo*, Saluzzo 1829-1833, voll. 6.

([63]) Datta aveva già pubblicato nel 1826, sul XXX volume delle « Memorie dell'Accademia delle Scienze », il saggio *Di Abbone fondatore del monastero novalicense e del preteso suo patriziato*, presentato all'Accademia nel dicembre del 1824.

mondo degli studi storico-giuridici vincendo un concorso bandito dall'Institut de France sul tema *I tributi nelle Gallie sotto Merovingi e Carolingi* (64).

La quarta edizione del concorso, nel 1836, vide finalmente accolta la proposta di un tema di storia militare, *sull'origine delle Compagnie di Ventura in Italia* (65). Pur mantenendosi sul piano della storia generale d'Italia, questo tema voleva stimolare una riflessione storica e politica sul ruolo degli eserciti nazionali in un momento in cui il Piemonte era l'unico Stato italiano a possedere un esercito all'altezza della situazione (e non va dimenticata la cura personale che Carlo Alberto dedicava quotidianamente al *suo* esercito). Inoltre non è difficile cogliere, dietro la proposta di questo tema, l'orgoglio per una tradizione militare schiettamente subalpina cui non erano certo estranei gli storici dell'Accademia. La vicenda successiva di questo concorso sulle Compagnie di Ventura non può essere disgiunta dalla singolare vicenda di Ercole Ricotti, il giovanissimo ingegnere di Voghera che nel 1838 vinse inaspettatamente il premio accademico. Ma su Ricotti ritorneremo più avanti. Nel 1838 Cesare Balbo ripropose per la seconda volta il tema sull'origine dei Comuni ma, nonostante la presenza di un unico concorrente, il premio non fu assegnato. Uguale esito ebbe il concorso del 1842 con un tema proposto da Amedeo Peyron sulla decadenza della repubblica di Atene dopo Pericle: i concorrenti furono otto, ma nessun'opera fu ritenuta degna del premio (66).

L'ultimo concorso bandito prima della guerra del 1848-49, che segna la crisi dell'Accademia delle Scienze di Torino, fu quello già ricordato, sull'educazione popolare, proposto da Boncompagni e andato deserto. Poi, per circa dieci anni, e furono anni cruciali per il Piemonte, l'Accademia visse « senza infamia e senza lode ». Alcuni tra i suoi esponenti di punta — come Cesare

(64) La prima dissertazione di Baudi e Fossati è pubblicata in « Memorie della R. Accademia delle Scienze di Torino », XXXIX^2 (1836), pp. 157-446; della dissertazione presentata al concorso parigino, Baudi pubblicò solo la prima parte con il titolo *Dei tributi delle Gallie negli ultimi tempi dell'Impero romano,* Torino 1839. Per un profilo di Carlo Baudi di Vesme cfr. la voce biografica di M. Fubini Leuzzi, in DBI, VII, pp. 282-286, e l'articolo di L. Moscati, *Carlo Baudi di Vesme e la storiografia giuridica del suo tempo,* in « Bollettino Storico Bibliografico Subalpino », LXXX (1982), fasc. 2, pp. 493-57; la stessa Moscati ha recentemente dedicato un articolo a Spirito Fossati, personaggio del quale, fin'ora, non si sapeva pressoché nulla: cfr. L. Moscati, *Spirito Fossati tra storia giuridica e pratica forense,* in « Studi Piemontesi », XII (1983), fasc. 2, pp. 434-443.

(65) Il tema fu proposto da Costanzo Gazzera, cfr. i *Verbali delle sedute dell'Accademia delle Scienze di Torino. Classe morale,* mss. presso l'Archivio dell'Accademia delle Scienze.

(66) Il tema del concorso era così formulato: « Quali furono le cause per le quali la Repubblica d'Atene andò da Pericle in poi decadendo sinché venne in potere dei Romani? E quale influenza ebbe essa sul decadimento della Grecia, e particolarmente su quello di Sparta? ».

Balbo – erano defunti, altri – come Boncompagni, Cibrario e Sclopis – si erano dedicati a tempo pieno all'attività politica assumendo incarichi di governo. Il nuovo sovrano, Vittorio Emanuele II, non dimostrava nessun particolare affetto per gli intellettuali e preferiva dedicarsi ad altro piuttosto che alla protezione dell'Accademia delle Scienze. Solo nel 1858 l'Accademia uscì dalla sua apatia, quando, su proposta di Sclopis, fu bandito un concorso sul progresso degli studi storici in Piemonte dal Denina al 1848. Era un chiaro tentativo di proporre un bilancio su quella che potremmo definire la « stagione d'oro » della storiografia subalpina, ma quella stagione era ormai finita. Nessuna tra le opere concorrenti fu ritenuta meritevole del premio. Solo un certo prof. Luigi Cicchero, con menzione onorevole, ebbe una medaglia d'incoraggiamento.

Il ruolo propulsivo dell'Accademia, per quanto riguarda gli studi storici, si era momentaneamente esaurito. Ormai era l'Università, dove Ercole Ricotti insegnava *storia moderna d'Italia*, ad esercitare quella funzione di stimolo che per più di trent'anni era stata prerogativa dell'Accademia.

Gli anni sessanta e settanta del XIX secolo avrebbero visto riprendere in altre sedi la grande lezione della « scuola storica subalpina »: l'opera di Domenico Carutti, di Costanzo Rinaudo (allievo di Ricotti), di Carlo Cipolla (suo successore sulla cattedra di storia moderna), di Ferdinando Gabotto (l'instancabile animatore della Società Storica Subalpina) non può infatti essere concepita senza riflettere sul lavoro di ricerca, di raccolta delle fonti, di impostazione di alcuni grandi temi avviato negli anni trenta e quaranta dagli studiosi riuniti attorno all'Accademia delle Scienze e alla Deputazione di storia patria [67].

Tappa conclusiva di quel processo di fondazione della storiografia critica piemontese iniziato con il XVIII secolo, fu dunque la creazione della cattedra di *storia militare d'Italia*, poi ribattezzata *storia moderna*, presso l'Università di Torino. L'ingresso della storia nell'università e la comparsa di una nuova figura professionale: lo storico di mestiere, segna – anche a livello istituzionale – una nuova fase. Ora la storia si colloca a pieno diritto fra le altre

(67) Per un quadro complessivo della storiografia subalpina relativa all'età moderna, negli ultimi due secoli, cfr. G. RICUPERATI, *Lo Stato sabaudo e la storia...* cit.; da questo saggio ho tratto non pochi spunti per le mie ricerche. Sui singoli storici citati cfr. P. BOSELLI, *Domenico Carutti*, Torino 1909, F. GABOTTO, *In memoria di Domenico Carutti*, Asti 1910; E. ZANZI, *Costanzo Rinaudo*, Torino 1937, e i recenti contributi di A. BALDAN, *Dalla storiografia di tendenza all'erudizione « etica »: la « Rivista Storica Italiana » di Costanzo Rinaudo (1884-1922)*, in « Annali dell'Istituto storico italo-germanico di Trento » (1976), pp. 337-395, e di G. BUSINO, *All'epoca di Costanzo Rinaudo*, in « Rivista Storica Italiana », XC (1978), fasc. 4, pp. 855-858; R. MANSELLI, *Cipolla Carlo*, in DBI, XXV, pp. 713-717; L. C. BOLLEA, *La vita e le opere di Ferdinando Gabotto*, Torino 1924; sull'Università di Torino negli ultimi decenni del XIX secolo cfr. il succoso contributo di C. DIONISOTTI, *Letteratura e storia nell'Università di Torino fra Otto e Novecento*, in *Atti del convegno « Piemonte e letteratura nel '900 »*, Genova 1980, pp. 29-40.

discipline, autonomamente, senza complessi d'inferiorità, ed entra a far parte integrante del corredo di conoscenze dei giovani. Solo il fervore delle ricerche e della produzione storiografica degli ultimi due decenni potevano indurre Carlo Alberto a promuovere la nascita di una cattedra di questo tipo e ad affidarla a Ricotti il quale – come vedremo – si porrà subito nei confronti della storia in modo molto diverso dal suo collega Pier Alessandro Paravia, incaricato dal 1845 di un corso parauniversitario di *storia patria* (68). D'altro canto solo l'avanzato processo di autonomizzazione e di autocoscienza della storia poteva far sì che la nuova cattedra non divenisse un passivo strumento di propaganda ideologica della monarchia – come forse sarebbe piaciuto a Carlo Alberto – ma la sede dove sviluppare una didattica e una ricerca originali e feconde.

Il protagonista di questa vicenda, Ercole Ricotti, è un personaggio sul quale vale la pena di soffermarsi brevemente (69). Nato a Voghera nel 1816, l'uomo che sarebbe diventato più tardi uno dei più grandi storici della monarchia piemontese, era in realtà un piemontese « sui generis » e uno storico anomalo. La sua città era infatti lombarda per tradizione e lui stesso era giunto a Torino nel 1833 per iscriversi al corso di laurea in ingegneria e non certo per dedicarsi alla storia. La grande svolta della sua vita (una vera e propria « folgorazione sulla via di Damasco ») avvenne nella primavera del 1836, poche settimane prima di conseguire il diploma di ingegnere, quando – trovandosi per puro caso in una saletta del Caffè Calosso – il suo sguardo si soffermò su una copia sudicia della « Gazzetta Piemontese » che pubblicava il bando del concorso dell'Accademia delle Scienze sulle origini delle Compagnie di Ventura in Italia. « Fu questo l'accidente determinante della mia vita, – scrive Ricotti con una certa civetteria – la quale, probabilmente avrebbe preso un altro indirizzo, se quel giorno non fossi entrato in quel caffè, o non mi fossi abbattuto in quello sporco pezzo di carta » (70). Gettatosi, dopo il conseguimento del diploma, in uno studio « disperato » per preparare l'opera per il concorso, Ricotti riuscì a vincere brillantemente, il 25 gennaio 1838, il

(68) Il corso di Paravia aveva carattere divulgativo ed era rivolto ad un uditorio più ampio di quello dei soli studenti universitari; il professore di Zara, come si può constatare leggendo la raccolta delle sue lezioni (P. A. PARAVIA, *Lezioni di storia subalpina*, Torino 1851), aveva una concezione essenzialmente retorica ed « emotiva » della storia, asservita consapevolmente ad un progetto politico « guelfo e monarchico »; sul Paravia cfr. V. CIAN, *Vita e coltura torinese nel periodo albertino. Dal carteggio di Pier Alessandro Paravia*, in « Atti della R. Accademia delle Scienze di Torino », LXIII (1927-1928), pp. 335-388.

(69) Per ricostruire il profilo di Ercole Ricotti mi sono avvalso della sua autobiografia, E. RICOTTI, *Ricordi di Ercole Ricotti*, a cura di Antonio Manno, Torino 1886, che rimane una testimonianza vivissima di una personalità storiografica e politica d'eccezione.

(70) E. RICOTTI, *Ricordi*... cit., p. 56.

premio di 600 lire messo in palio dall'Accademia. Egli aveva solo ventun'anni, ma da quel momento poteva trattare con famigliarità con gli storici dell'Accademia ben più famosi e anziani di lui. Nominato nel 1839 membro della Deputazione di storia patria, ricevuto da Carlo Alberto ed eletto nel 1840, a soli ventitrè anni, membro effettivo dell'Accademia delle Scienze, Ercole Ricotti poteva rapidamente rifarsi delle delusioni subìte e delle ristrettezze nelle quali fino ad allora era vissuto. La nomina di uno studioso così giovane rappresentava un avvenimento eccezionale per l'Accademia torinese che raramente aveva ammesso fra i suoi soci persone inferiori ai trent'anni. Ricotti era dunque accademico da poco più di un lustro, quando fu chiamato nella primavera del 1846, dal presidente del Magistrato della Riforma, Cesare Alfieri di Sostegno, ad assumere la nuova cattedra di *storia moderna*, intitolata per riguardo alla sua condizione di ufficiale dell'esercito e di studioso di problemi militari, *storia militare d'Italia*.

Alcune cattedre universitarie di discipline storiche erano state create in Italia, solo nella seconda metà del XVIII secolo, a Modena, a Pavia e a Napoli; altre erano sorte, con i titoli più diversi, nel periodo napoleonico ([71]). Soppresse tutte con la restaurazione, nel quadro di un ritorno al passato che aveva nel cattolicesimo oltranzista il proprio retroterra culturale, si sarebbe dovuto attendere il 1846 per vedere la storia fare nuovamente il suo ingresso nelle aule accademiche. La cattedra assegnata al Ricotti fu dunque la prima cattedra universitaria in assoluto di storia italiana ([72]).

La *prelezione* inaugurale del corso del 1846, pubblicata da Ricotti con il titolo *Dell'indole e dei progressi degli studi storici in Italia*, è un documento illuminante sulle concezioni storiografiche e sui programmi di insegnamento del giovane docente. In questo breve saggio Ricotti dimostra di essere ben consapevole della responsabilità non solo culturale, ma politica, che si era assunto accettando l'incarico universitario. Il successo immediato riscosso dai suoi libri e dalle sue lezioni era d'altronde una conferma eloquente del nuovo

([71]) Il primo Stato italiano nel quale si ha testimonianza della creazione di una cattedra di storia è il Ducato di Parma, nel 1763; nel 1772 a Modena viene istituita una cattedra di *Storia civile*, nel 1769 a Pavia viene creata la cattedra di *Storia d'Italia e specialmente di Lombardia*, dal 1777, a Napoli, Francesco Conforti insegna *Storia sacra e profana*, nel 1788 a Pisa è inaugurato un corso di *Istoria patria e geografia*. Sull'insegnamento della storia nelle Università italiane cfr. la lezione di R. Bonghi, *Dell'insegnamento della storia nelle Università*, in Id., *Studi e discorsi sulla pubblica istruzione*, Firenze 1937, pp. 267-287.

([72]) In realtà, dopo la Restaurazione, era stata creata una cattedra di *storia universale* a Pavia, nel 1825, e una di *storia antica e moderna* a Bologna, ma, fino agli anni Quaranta i docenti titolari di questi insegnamenti non si occuparono affatto di storia dell'Italia moderna, preferendo la storia generale o la storia dei domini asburgici, nel primo caso, e la storia romana e greca, nel secondo caso.

interesse che la storia ormai suscitava non più solo tra i membri di un'élite colta, ma tra ampi strati della popolazione e in particolare del ceto medio. La storia stava diventando un momento essenziale per la formazione e la crescita dell'opinione pubblica. Ricotti affronta innanzitutto alcuni nodi teorici connessi con la pratica storiografica: la motivazione che spinge gli uomini allo studio e alla « scrittura » della storia, innanzitutto, individuata dal nostro autore nel desiderio di immortalità proprio di ogni uomo; o il problema — tutt'ora al centro del dibattito e forse irresolubile — se la storia sia arte o scienza. Stabilito che la storia è sia arte che scienza, Ricotti si interroga sulla diversa proporzione delle due componenti nel « prodotto storiografico ». Questa « varia secondo i tempi e i luoghi »: presso i popoli meno progrediti, più attenti ai fatti esterni e politici, la storia è essenzialmente arte, ovvero eloquenza; presso i popoli più evoluti, la cui vita pubblica è più complicata e attenta ai fatti interni e sociali, la storia deve necessariamente essere più scientifica ed analitica, tendendo così a divenire scienza col progresso della civiltà. Una concezione non dissimile da questa era stata espressa alcuni anni prima da un altro grande storico piemontese e grande amico del Ricotti: Cesare Balbo ([73]).

La parte centrale del saggio di Ricotti è una brillante sintesi di storia della storiografia considerata come espressione e specchio della storia della società. Nell'ultima parte del suo saggio Ricotti considera i progressi della storiografia europea tra la fine del XVIII secolo e la prima metà del XIX secolo, ricordando le opere di Sismondi e Botta e denunciando le carenze di scientificità presenti ancora nella produzione degli storici italiani, superati, anche nello studio del loro paese, dai tedeschi dell'ultima generazione. Concludendo la sua *prelezione* lo storico di Voghera sintetizza in due *verità* la sua concezione del legame tra storia e politica: « Queste verità sono: 1) che la disciplina storica segue la ragione dei tempi e della società, a cui dà regole, e da cui a vicenda ne riceve; 2) ch'essa non solo è dottrina eminentemente sociale, ma base di tutte le dottrine sociali. Infatti non si progredisce senza riformare, né si riforma senza studiare il passato, non unicamente per abbatterlo, ma talora per modificarlo, e restaurarlo altresì » ([74]).

([73]) Cfr. C. Balbo, *Cenni sulla divisione e suddivisione della storia d'Italia*, in *Il Regno di Carlo Magno*... cit., p. 249 e sgg. e Id., *Dialoghi di un maestro di scuola*, in *Pensieri ed esempi*, Firenze 1854, *passim*.

([74]) E. Ricotti, *Dell'indole e dei progressi degli studi storici in Italia, prelezione ad un corso di Storia Militare d'Italia detta nel dì 27 novembre 1848 dal cav. E. Ricotti*, Torino 1846, p. 26.

Silvio Curto

L'ARCHEOLOGIA, L'EGITTOLOGIA E L'ACCADEMIA DELLE SCIENZE

Per inquadrare il nostro argomento occorre ricordare innanzitutto – sebbene cosa notissima – che l'Accademia delle Scienze fu creata come società scientifica privata nel 1757, eletta a Società Reale nel '59, costituita a Reale Accademia delle Scienze nell'83.

Trattò dapprima le sole Scienze Fisiche, e nel 1803 affiancò ad esse le Morali, strutturandosi in due Classi.

Le attività del sodalizio si possono conoscere per un primo periodo dai verbali delle sedute, poi, dal 1859, per un *Sunto dei lavori scientifici* pubblicato dal Segretario Gaspare Gorresio, e finalmente dal 65-66 per *Atti* annuali. Parallelamente gli studi realizzati dall'Accademia si leggono in volumi di *Miscellanea,* pubblicati a partire dal 1759, e poi, dal 1783, di *Memorie.*

Sia negli Atti, sia nelle Memorie, i contributi alle scienze fisiche compaiono separati da quelle morali. A tal proposito va notato subito che le pagine dedicate all'una e all'altra classe sono pressappoco sempre uguali di numero, e che di quanto è stampato per le Scienze Morali, l'Archeologia con l'Egittologia occupa negli anni fra 1805 e 41 circa 1/5; seguono un calo improvviso a 1/10, fino al 96, e un calo ulteriore, con solamente un contributo o due all'anno, fino a oggi.

Le cause di tal diminuzione sono facili a ravvisare: l'Accademia era in origine l'unico luogo in cui si attuavano le attività archeologiche piemontesi. Sulla metà dell'Ottocento l'Università di Torino imprende ad assumere una propria e più vigorosa condotta; nel 1874 le si affianca la Società Piemontese d'Archeologia e Belle Arti, forte di un largo consenso cittadino; nel 1876 le *Notizie Scavi* dell'Accademia dei Lincei diventano le destinatarie quasi obbligatorie delle relazioni archeologiche.

Altra cosa da notare subito: nella parte delle Scienze Fisiche si leggono le relazioni concernenti la Geografia piemontese con la Geologia, e l'Antropologia fisica con l'Antropologia culturale, cioè a dire le relazioni proprio di quelle scienze che si sono dimostrate più tardi operativamente come integranti l'Archeologia – e pertanto sono state raggruppate con essa nel Dipartimento della

nostra Università creato recentemente e intitolato appunto alla Archeologia, Geografia e Antropologia.

A questo punto, esaurite le premesse, possiamo senz'altro rendere conto dell'operato dell'Accademia, e però e come ovvio, procedendo per sommi capi.

Gli studi di Archeologia: furono per la gran parte topografici e vennero distribuendosi sulla carta geografica in tal modo da formare una costellazione addensata sugli Stati dei Savoia, e all'ingiro man mano rarefatta, con estensione al Mediterraneo e ad altre zone esterne ancora.

Potremmo dire che dà il via a tali studi nel 1805 una Memoria dell'Abate Tarin su una coppa d'argento d'Industria, quella Industria e poi Monteu da Po, forse vicina a una gallica Bodincomagus, che è la modesta nostra Pompei del Piemonte: emersa dal suolo verso la metà del Settecento, poi esplorata in parte dal Conte Morra di Lauriano fra 1806 e 14, non cessò da allora dall'interessare gli archeologi con le sue vestigia monumentali e i suoi reperti di oggetti artistici, per la gran parte bronzi oggi riuniti nel Museo d'Antichità di Torino.

Onde non a caso le dedica un'ampia Memoria, *La città di Industria*, nel 1818, un antiquario e latinista tra i più valenti nel tempo, direttore del Museo fra 1805 e 14, Giuseppe Vernazza.

Seguirono altri studi su tale area, ma particolareggiati, di Pietro Ignazio Barucchi, direttore a sua volta dal 1814 al 35; poi di Costanzo Gazzera, quindi sul finire del secolo di Carlo Promis, Ariodante Fabretti ed Ermanno Ferrero — il Gazzera, il Promis e il Fabretti potendosi definire autentici Maestri dell'Archeologia, per allora e tuttora. Giungiamo per tal via al 1967, a una relazione di nuovo globale, firmata Bagnasco, Bubbio, Boccaccio e Manino, la quale illustra *Scavi a Industria* condotti dall'Istituto d'Archeologia della nostra Università, scavi che arrecarono una precisazione importante: strutture murarie che erano state descritte siccome di un teatro, appartenevano in realtà ad un Iseo. Il che giunse a spiegare la presenza, fra i bronzi già noti, di numerose immagini di torello Api e di altri oggetti egittizzanti, e soprattutto pose un cippo terminale all'itinerario disegnato in precedenza, del culto di Iside e Serapide nella Valle Padana: da Aquileia a Verona e di qui, gettando un ramo verso Bolzano, a Bologna e Milano.

Notevole è poi un altro gruppo di Memorie relative a Pollenzo-Bra; la prima, del 1805-08, è fondamentale: dell'accademico Giuseppe Franchi di Pont e dell'arch. Randoni, *Delle antichità di Pollenzo*. Contiene un rilevamento preciso delle tracce al suolo del centro della città, prezioso tuttora, perché la zona era inclusa in un Parco Reale, che negli anni successivi venne chiuso spietatamente a ogni estraneo. Nel 1851 Cesare da Saluzzo aggiungerà a tal documentazione una epigrafe. Tanto basterà a promuovere, se anche a lunga distanza di anni, dopo il 1950, una notevole attività di ricerca archeologica nelle aree circostanti all'infelice centro urbano, tanto che l'autore della presen-

te nota poté nel 1964 disegnare un profilo complessivo della storia e topografia della città — un profilo che sembra sia tuttora valido, poiché sta per essere ristampato.

Il Piemonte romano si viene adunque discoprendo, sul principio dell'Ottocento, proprio per merito dell'Accademia torinese: lo stesso Franchi di Pont nel medesimo 1805 additava l'importanza di un'altra zona, con una Memoria di notevole valore « segnaletico », dedicata a *Torsi segusini*; tanto che seguivano ad essa nel 26, una del Galeani Napione, *L'arco di Susa* e più tardi una seconda di Ermanno Ferrero, *Iscrizioni a Susa*; il tutto sarà raccolto e integrato da Pietro Barocelli in una descrizione d'insieme, del 1929, per la Società Piemontese d'Archeologia.

Aosta, il secondo caposaldo romano ai piedi delle nostre Alpi, a sua volta viene additata agli studiosi nel 1835 dal Gazzera; il Promis nel 1864 dedica ad essa nelle Memorie uno studio definitivo, *Le antichità di Aosta*, cui il Ferrero aggiungerà una nota relativa alle iscrizioni.

Rimangono per il Piemonte parecchie schede sparse, delle quali citiamo solo alcune: Memorie 1825, Cordero, *Lapidi di Libarna*, 1833, *Cose antiche dissotterrate a Torino*, 1829, Gazzera, *Iscrizioni vercellesi* e, 1854, *Lapidi di Ivrea*, 1894, 96 e 1901, Carlo Cipolla, *Memorie su la Novalesa.*

Infine nel 1937, si dà alle stampe sotto gli auspici dell'Accademia il I vol. di una collana purtroppo non più continuata: G. Bendinelli, *Il Tesoro di argenteria di Marengo.*

A questo punto qualcuno potrà domandarsi se mai manchi a questa iniziale archeologia del Piemonte, proprio Torino: in realtà non manca. Il Promis dedicò pure ad essa una illustrazione tuttora di base, *Iulia Augusta Taurinorum*, del 1869, ma la pubblicò a sé stante, poiché troppo voluminosa per le *Memorie*.

Lasciamo il Piemonte per la Liguria, e additiamo come quarto punto focale dei nostri studi Luni. Giulio Cordero di S. Quintino pubblica nel 23 *I marmi di Luni*; il Promis, Ispettore dei monumenti antichi dei Regi Stati, nel 1839 *La città di Luni*, che è studio fondamentale quanto quello citato or ora ma posteriore nel tempo su Aosta; lo integrano nel 1910 Giovanni Sforza, con una *Bibliografia di Luni* e nel 1916 Ubaldo Mazzini, con una Memoria su *L'Anfiteatro di Luni* — il Mazzini sarà Soprintendente per l'Archeologia della Liguria.

Parallelamente escono nelle Memorie e negli Atti delle Scienze Fisiche, a partire dal 1839 per arrivare fino al 71, le relazioni di Angelo Sismonda e Luigi Bellardi, poi di Bartolomeo Gastaldi e Giovanni Ramorino, circa la geologia e paleontologia delle nostre terre.

Insieme con esse, non utilizzati allora ma utili oggi all'archeologia, si pubblicano contributi più diretti alla medesima disciplina: nel 34 Giuseppe

Lavini fornisce un *Esame fisico delle sostanze trovate nell'interno di alcune urne dagli scavi attorno a Torino*; ancora il Gastaldi nel 1871 esamina manufatti preistorici in pietra trovati in Piemonte, e nel 1904 Alfonso Bovero descrive due scheletri romani a Torino.

Né interessano meno l'archeologo, due altri studi di Scienze Fisiche: uno, 1904, del chimico Icilio Guareschi circa le tecniche per il recupero dei manoscritti bruciati nello stesso anno nella Biblioteca Nazionale di Torino (sono studi proseguiti da Carlo Marra e Pietro Giacosa, e messi a frutto da Erminia Caudana, restauratrice «miracolosa» non solo di quei codici, ma pure dei nostri papiri, dal 1921 al 74); l'altro, 1893, di Gianbattista Rizzo sul clima di Torino, utile tuttora se non altro per confronto con l'inquinato di oggi.

Passo ora a un paragrafo alquanto diverso nel contenuto. Amedeo Peyron nel 1820 stende una Memoria circa monete fenicie trovate a Tharros: il ponte diremo così per tale più lontana zona è costituito dal terzo degli Stati Sabaudi, la Sardegna. Iscrizioni latine conservate in essa sono illustrate dal Gazzera nel 31; poi Giannantonio Arri torna sull'argomento già toccato dal Peyron, con un saggio dedicato nel 1835 a una *Lapide fenicia di Nora*, e un secondo, 1839, *La lingua dei fenici.* Successivamente il Baille illustrerà un congedo militare pure tornato in luce nell'isola, e nel 63 Giovanni Spano descrive una base di colonna in bronzo trovata a S. Nicola Gerrei, con dedica in latino, greco e fenicio al dio Esculapio - Asclepio - Eshmun, base conservata nel Museo d'Antichità di Torino, che è forse documento unico esistente, in tre lingue e altrettante scritture – celebre negli studi di Storia della Scrittura – disciplina meno nota, ma che da quindici anni viene insegnata nel Politecnico di Torino. Alcuni anni dopo, nel 71, lo stesso Spano illustra nelle Memorie una tavola in bronzo trovata a Esterzili; altri contributi aggiungono quindi il Promis circa antichità diverse, e nel Novecento il Levi della Vida circa una iscrizione punica, Ermanno Ferrero circa iscrizioni latine; l'interessamento per la scrittura fenicia o meglio cananea si approfondisce di poi per una comunicazione di Vittore Testa circa la stele di Mesha re di Moab. Se la Sardegna aveva fatto da ponte al Levante, questo avviò a sua volta a mete più lontane. Fra 1869 e 76, negli Atti, lo scopritore stesso delle antichità di Cipro, il Palma di Cesnola, ne rende conto agli Accademici; le figuline dell'isola vengono studiate da Ariodante Fabretti.

E successivamente, ecco gli Atti dal 1898 al 1901, registrare la concessione da parte dell'Accademia di un contributo per la missione italiana guidata a Creta – a Haghia Tiada in particolare – dallo Halbherr negli anni 1894-1902, missione che ottenne risultati importanti, poco meno di quelli tanto celebrati dello Evans. La concessione, credo sia stata promossa dall'accademico Angelo Mosso, il creatore della fisiologia, fra l'altro con studi sui comportamenti dell'uo-

mo alle grandi altezze, utilizzati recentemente per l'alpinismo himalaiano, ma che si fece pure archeologo, pubblicando per noi nel 1908, nella classe delle Scienze Fisiche, una Memoria importante circa *Idoli femminili e figure di animali del Neolitico*, egizi, cretesi e italiani, e più tardi, a parte, un resoconto rapido quanto stimolante circa i ritrovamenti di Creta, *Escursioni nel Mediterraneo* e *Le origini della civiltà Mediterranea*, 1910.

Non a caso troviamo quindi nella Annata 1909-10 degli Atti, un contributo di Amedeo Maiuri circa epigrafi cretesi, e una Memoria del 1957 di Piero Meriggi, *Glossario miceneo*.

Né ancora una volta, in tali scacchieri più lontani, le Scienze Fisiche risultano assenti: il Nicolucci nel 1864 fornisce una Memoria importante circa crani fenici trovati a Tharros, e una il Sergi nell'84 riguardante scheletri etruschi trovati a Bologna; e ancora il Clementi e il Truqui nel 1857, si occupano della flora in Grecia, Cipro e Siria.

Un'altra scheda degna di segnalazione è la seguente: Gaspare Gorresio nel 1887 ebbe a riferire all'Accademia circa *Due punti d'archeologia concernenti l'India*; più tardi si dedicò alla filologia, con un Catalogo di Manoscritti Sanscriti.

Considerando questi interessi estesi al Mediterraneo orientale e oltre, non sembra strano, quindi, che il Direttore dell'Istituto di Archeologia della nostra Università abbia impiantato un Centro Scavi anche più distante su tal direzione, in Mesopotamia: le Memorie del 1970 recano una importante relazione sui lavori, ivi condotti da Giorgio Gullini e Antonio Invernizzi.

A questo punto possiamo considerare quasi terminato il nostro quadro archeologico; fuori della grande costellazione dei contributi topografici, stanno tre altri insiemi: uno consta di studi di numismatica, dovuti per la gran parte al Cordero di S. Quintino, che fu di tutti i nostri accademici in ogni tempo il più attivo e il più largamente attivo, dal 1819 al 1850, e non solo dei nostri, giacché ebbe per seconda patria Lucca e all'Accademia lucchese pure diede notevoli contributi. Numismatico in quanto a formazione primaria, fu peraltro un curioso e studioso di tutto l'antico (anche dell'Egitto) in certa maniera ancora settecentesca, e però valido in tutti i suoi contributi, e almeno in uno geniale: nel 1829 stampò un volume « Dell'architettura longobarda » che valse a scoperta di tale architettura, ed è ancora oggi apprezzato, come ognuno può leggere in un bel saggio dedicatogli recentemente dal nostro Enrico Castelnuovo. A tal proposito va ricordato come da connettere a quel saggio, un altro del principe Otto von Hessen, relativo a bronzi longobardici trovati a Testona, che si legge nelle *Memorie* 1971. Da citare pure con l'occasione è un massiccio volume contenente l'epistolario del Cordero, raccolto dall'accademico di Lucca Giorgio Giorgi e stampato a Lucca nel 1981.

Il secondo insieme è formato da varie sillogi epigrafiche, principale quella

d'iscrizioni cristiane in Piemonte, che Costanzo Gazzera pubblicò nelle Memorie a partire dal 1851.

Il terzo insieme è eterogeneo: s'intitola a Giovanni Marro, personalità poliedrica simile ad Angelo Mosso, straordinariamente attiva dal 1910 al 50. Psichiatra, estende interessi all'antropologia fisica, a quella culturale e all'egittologia. Fornisce le prime descrizioni scientifiche delle incisioni rupestri della Val Meraviglie e Val Camonica; chiamato da Ernesto Schiaparelli a partecipare come antropologo alle campagne di scavo in Egitto, vi raccoglie e porta a Torino una vasta documentazione che tuttora offre materia a ricerche. E inoltre scopre una quantità di documenti relativi a Bernardino Drovetti e un epistolario di lui; né si ferma alla scoperta delle carte: pubblica nelle Memorie del 1951 un saggio biografico circa il Drovetti, nonché in altra sede una parte dell'epistolario; l'altra parte è stata portata a pronto stampa dal sottoscritto — sarà un volume massiccio come quello del Cordero.

Un'impostazione del tutto diversa ebbero le attività dell'Accademia delle Scienze di Torino nel campo egittologico.

Si può riassumere, tale impostazione, nelle seguenti note: il Drovetti, canavesano, Console Generale di Francia in Egitto, aveva nel 1818 riunito nella sua casa ad Alessandria d'Egitto una splendida collezione d'antichità egizie. Il conte Carlo Vidua, geografo e viaggiatore, arrivato per caso ad Alessandria e alla casa del Drovetti, aveva visto la collezione, se n'era entusiasmato e si era proposto di farla avere alla sua patria. Riuscì attraverso il padre Pio Vidua, Ministro degli Interni, a persuadere la Corte e il Governo piemontese all'acquisto.

Nel 1821, essendo in corso le trattative, il Drovetti spedisce la Collezione a Livorno, e qui l'accademico Cordero la visita nel giugno del 23 e ne dà subito notizia all'Accademia precisando che è « pregevolissima ». Noi non sappiamo se quella visita il Cordero avesse fatto spontaneamente durante uno dei suoi viaggi a Lucca o per incarico dall'alto. Certo è che subito dopo, nel settembre, per ordine del re Carlo Felice, trae un inventario della Collezione a Livorno, onde verificare se essa è congrua al prezzo chiesto dal Drovetti.

Risultato: il 14 febbraio 1824 il Governo Piemontese firma l'atto d'acquisto col Drovetti; il primo paga direttamente al secondo le 400.000 lire richieste: la collezione è destinata all'Università di Torino.

Nel frattempo però, già nell'ottobre 1823 il Cordero di S. Quintino è incaricato dal re di provvedere al trasporto della medesima da Livorno a Torino, e il 14 dello stesso mese il Ministero dell'Interno comunica all'Accademia un ordine reale di vegliare sulla collocazione e classificazione del nuovo Museo Egizio, da sistemarsi nel Palazzo stesso dell'Accademia. Più precisamente l'Accademia deve formare all'uopo una giunta, che viene nominata nelle

persone del Cordero, il latinista Boucheron, il grecista Amedeo Peyron, il mineralogo Stefano Borson, l'archeologo Giuseppe Franchi di Pont, il direttore del Museo d'Antichità Ignazio Barucchi e l'architetto Carlo Randone.

In realtà chi provvederà all'ordinamento sarà sempre il Cordero, che il 3 febbraio 1824 ha terminato il trasporto a Torino della Collezione e l'8 novembre dello stesso anno ha pure terminato l'ordinamento e apre il Museo al pubblico. Alla fine dello stesso anno sarà nominato Direttore del Museo.

La Collezione non giunse nuova a Torino: la si conosceva per un Inventario redatto dal Vidua, e per l'Inventario tratto dal Cordero. E di essa tre pezzi già erano sotto fuoco degli osservatori scientifici.

Il primo: un regolo di legno, del Nuovo Regno, in cui è rappresentata l'unità di misura lineare di Stato anticoegizia, il « cubito reale » con i suoi sottomultipli. Il regolo stesso (forse il miglior esemplare superstite di tale strumento metrico) era stato segnalato ai dotti con ampia analisi nel 1822 da François Jomard de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, uno dei più autorevoli antiquari di Francia. Il 1° aprile 1824 il Cordero ne leggeva una descrizione agli Accademici; nel 1826 Bidone e Plana gli dedicheranno una Memoria esauriente. Procedendo poi nella stessa direzione di ricerca, Angelo Segré fornirà nel 1918 quattro eccellenti comunicazioni sulle misure egiziane dell'Epoca Tolemaica, Romana e Bizantina.

Una simile attenzione attrasse subito anche una stele contenente un'iscrizione in grafia lapidaria e lingua egizia, in grafia manuale tarda e lingua pure egizia, e in grafia e lingua greca. Era stata già segnalata, questa stele, contraddistinta dalle figure di Cleopatra e Cesarione, dal Cordero a Livorno, ed era stata portata a Torino nel 23, con precedenza, quasi fosse emula della stele di Rosetta. Amedeo Peyron il 27 maggio del 24 ne riporta il testo greco a conoscenza degli Accademici, insieme con alcuni papiri copti. Il tutto egli pubblicherà nelle Memorie del 1825.

E ancora, poiché monumento bilingue, un sarcofago di bambino con iscrizione egizia e greca, del tempo di Adriano, viene illustrato dal Cordero il 18 marzo 1824; sarà pubblicato nelle stesse Memorie del 1825, insieme con una statua colossale di Sethi II, e una serie di monete imperiali alessandrine pure della Drovettiana — monete che per ignote ragioni vennero più tardi trasferite al medagliere reale.

Più interessante è però segnalare che il 6 maggio 1824, Costanzo Gazzera legge una Memoria intitolata *Applicazione delle dottrine del sig. Champollion Minore ad alcuni monumenti del R. Museo Egizio.* Questa anticipa un evento di grande importanza, ossia l'arrivo a Torino dello stesso J. F. Champollion.

Questi aveva decifrato la scrittura egizia lapidaria nel 1822, mancava però di documenti sui quali mettere a prova e a frutto la sua teoria. Come viene

informato dell'arrivo della Drovettiana a Torino, nel giugno 1824 si precipita nella capitale sabauda.

Il Governo piemontese e gli accademici lo accolgono con ogni onore, gli mettono a disposizione completa il Museo. E il Decifratore si getta con immensa energia e capacità di studio a sfruttare quella miniera. Il risultato dell'incontro è duplice. Quando lo Champollion nel gennaio 1825 lascia Torino, ha perfezionato la lettura della grafia lapidaria o geroglifica, ha appreso a leggere la manuale faraonica o ieratica e pure in parte la manuale tarda o demotica, ha intelaiato il quadro della successione dei faraoni e la loro cronologia, e insieme ha delineato il panorama della geografia e della storia egizia. Cosa pure di primaria importanza, ha liberato la critica dell'arte egizia dalla pesante ipoteca che pur nel creare tale critica, su di essa aveva calato il Winckelmann. In sintesi, ha gettato le basi della scienza nuova chiamata egittologia.

Secondo risultato: non basta che una scienza esca formata su piano ideale. Bisogna che sia riconosciuta e sostenuta sul piano pratico.

Orbene, lo Champollion era stato un rivoluzionario, un bonapartista; con la sua scoperta aveva spezzato le tavole di una scienza e cronologia dei tempi più antichi, basata sull'Antico Testamento e i miti greci. Per conseguenza, in Francia egli era osteggiato in ogni modo.

Quella primissima conferma delle sue teorie recata e proclamata dal Gazzera, e l'accoglienza di un sodalizio illustre in sede internazionale come la nostra Accademia, inoltre l'essere stato il Decifratore, alla partenza da Torino, eletto nostro socio, con esplicita dichiarazione di stima — tutto ciò capovolge la situazione.

E lo Champollion, durante un viaggio che poi compie da Torino a Firenze a Roma e Napoli, è accolto dovunque come un trionfatore; la stessa accoglienza riceverà al rientro in patria.

Ma torniamo alla nostra Accademia, dove gli studi circa l'Egitto proseguono. Per le Scienze Fisiche, nel 27 Stefano Borson tratta *Delle sostanze minerali di cui sono formati i monumenti del Museo Egizio*, nel 34 Giuseppe Gené descrive la Capra nubiana, e nel 66 Eugène Tissot pubblica uno studio geologico per il taglio del Canale di Suez.

Parallelamente fra il 27 e il 34 il Peyron per le Scienze Morali fornisce eccellenti esegesi dei Papiri greci della Drovettiana, di altri nella Biblioteca Vaticana, a Vienna e nel British Museum; il Cordero e Francesco Barucchi si occupano di altre monete greco-egiziane. Ultima fase di tal fioritura, fra 1870 e 1900: una messe di studi dedicati da Giacomo Lumbroso all'archeologia alessandrina e a documenti greci, inoltre ben dieci comunicazioni di Francesco Rossi su altrettanti monumenti di singolare interesse conservati nel Museo, e altre undici su papiri e ostraka copti, nonché una monumentale pubblicazione in dieci Memorie dei codici copti.

Ricordiamo incidentalmente che Francesco Rossi fu il maestro di Giovanni Kminek-Szedlo, docente di egittologia a Bologna a partire dal 1878 e curatore del Museo Egizio in tale città, maestro a sua volta di quel Giuseppe Botti che fondò il Museo Egizio di Alessandria e lo diresse dal 1896 al 1903.

È in tal giro di anni, che una valentissima terna preposta al Museo, Ariodante Fabretti, Francesco Rossi e Ridolfo Lanzone, pubblica, più precisamente nel 1881 e 88, il Catalogo del Museo Egizio in due volumi tuttora a noi in uso.

Dopo il 1900 né le Memorie né gli Annali recano più alcun contributo egittologico, sebbene siano accademici due valenti specialisti nella materia, Ernesto Schiaparelli e poi Giulio Farina, direttori successivamente del Museo. Tal situazione perdura fino al 1967, quando la Classe di Scienze Morali esprime un voto per nuova sistemazione del Museo Egizio. Del 70 è la pubblicazione di una nota del sottoscritto circa le strutture guariniane del Palazzo, finalizzata a tale sistemazione.

Nell'80 si stampa un'altra nota, del sottoscritto e del Socio Tullio Viola, matematico e particolarmente interessato alla storia della matematica « Per un calcolo ponderale dei blocchi litici egizi ».

Questa si accompagna a tre contributi nelle Memorie del medesimo Viola e di Livia Giacardi: i titoli sono: *Il calcolo del volume del tronco di piramide nella matematica egizia; Saggio su un possibile calcolo dei volumi di alcuni poliedri nella matematica egizia; Le possibili origini di un teorema di aritmetica noto ai Greci, alla luce dei rapporti con le civiltà che li hanno preceduti.*

Ancora da citare è la pubblicazione di Clara Silvia Roero, per l'Accademia, di una nota: *Sul problema n.* 79 *del papiro Rhind*.

Mi sono soffermato su questi contributi, sia perché riguardano l'Egitto antico, sia perché rappresentano un metodo nuovo di indagine nella storia della scienza: non basta dire « il tale popolo nella tale epoca possedeva quel certo tipo di ragionamento »; ci si chiede come sia giunto a possederlo.

La nostra descrizione particolareggiata qui termina. Possiamo quindi chiederci quali linee abbiano sotteso le due attività dell'Accademia testé illustrate.

La risposta più fondata sembra essere la seguente: l'archeologia si rivela negli Atti e Memorie caratterizzata come una scienza dell'antico impegnata esclusivamente nel descrivere certi luoghi oppure certi insiemi documentari omogenei, e parimenti a rendere conto del monumento o documento. Una scienza, cioè, sviluppata in termini strettamente positivi, o anzi empirici secondo filosofia inglese — con una precisazione: che gli Inglesi applicarono tal loro filosofia all'archeologia solo più tardi, sulla fine del secolo. Due Memorie di gran pregio del Promis, 1873, *Architetti e Architettura presso i Romani*, e 76, *Vocaboli latini di architettura posteriori a Vitruvio* confermano l'adozione del criterio descritto. Onde in definitiva si può affermare con certezza che l'Ac-

cademia delle Scienze di Torino creò un metodo vero e proprio e nettamente definito di indagine archeologica, da collocare fra quelli post-settecento o moderni, e però diversi dagli altri coevi, che in sostanza furono due: il metodo tedesco, che da pochi oggetti trae un modello nel quale bene o male cala ogni altro reperto successivo simile per forma, e il metodo romano, di interpretare immediatamente il reperto in termini di storia.

Vedi per l'una parte Edoardo Gerhard, con i suoi *Grundzüge der Archaeologie* pubblicati nel 1835, e l'intera attività dell'Istituto Archeologico Germanico da lui fondato nel 1829 – con Ernst Curtius, Adolf Furtwängler, Wilhelm Dörpfeld, Hermann Luckenbach. Vedi per l'altra parte la Pontificia Accademia Romana fondata del 1821, l'Istituto di Corrispondenza Archeologica fondato nel 1829 e il Bollettino della Commissione Archeologica Comunale di Roma, dal 1872.

Metodo, quello torinese, se vogliamo, meno geniale degli altri due, in particolare di quello romano che prelude a quello recente storicistico, ma che offre due vantaggi. Innanzitutto comporta una inclusione immediata nell'archeologia della Geografia e Antropologia – vedi per il problema di tale inclusione, del Barocelli, la *Guida allo Studio della Paletnologia*, 1948. L'altro vantaggio è che di tutto quanto è stato scritto finora nelle nostre Memorie e Atti, non una riga può dirsi « superata » e da buttar via.

L'egittologia comporta un discorso diverso.

Si suol dire che ebbe preludio nel Sei-Settecento, con una pre-egittologia, e che nacque col deciframento.

La realtà è in parte diversa: nacque nel Sei-Settecento come una archeologia operante soltanto sul monumento in senso stretto, e non sul documento, ciononostante non priva di esiti positivi; rileggiamo ad esempio il saggio che diede nel 1670 Lorenzo Pignoria o Pignorio sulla nostra Mensa Isiaca, una tavola di bronzo ageminata con figure egittizzanti di fattura romana, che i Savoia acquistarono dai Gonzaga per collocarla nel Museo dell'Università di Torino, e fu, con gli obelischi romani, la più importante testimonianza dell'Egitto antico esistente in Europa fino alla scoperta della Pietra di Rosetta.

Successivamente, dopo il deciframento e il 1822, gli studiosi si dedicarono interamente a leggere epigrafi e papiri, costruendo un'egittologia operante soltanto sui testi.

L'Accademia a sua volta seguì ovviamente la seconda tendenza. Per il tempo presente, è sperabile che il Sodalizio contribuisca alla costruzione già avviata altrove, di un'egittologia avanzante su ambedue le direttrici.

Qui termina la nostra rassegna, che non possiamo tuttavia congedare senza apporvi due osservazioni marginali.

La prima procede dalla constatazione del costante equilibrio e compenetrazione fra le produzioni sulle Scienze Fisiche e Scienze Morali, per additare

come difficilmente controvertibile, l'ipotesi che la metodologia degli studi archeologici molto debba a quelli di fisica appunto, e delle discipline connesse.

La seconda osservazione concerne il linguaggio degli Atti e delle Memorie: la patente che Sua Maestà diede al sodalizio nel 1759 era in francese; quella del 1783 è in italiano, e dal 1811 i contributi dei soci italiani sono tutti nella nostra lingua; molti anche sotto questo profilo sono di notevole pregio — vedi ad esempio quelli dei Cibrario e Promis, e dei Sismondi e Sacco.

E poiché tutti quanti sappiamo quanta e quale importanza abbia per il progresso delle scienze la nettezza della lingua in cui si esprimono, non sembra piccolo merito dell'Accademia nemmeno questo, di avere contribuito al progresso della lingua italiana anche in tale campo.

Terenzio Cozzi

IL CONTRIBUTO DELL'ACCADEMIA ALLO SVILUPPO DELLE SCIENZE ECONOMICHE

1. Il 25 luglio 1783, quando viene stabilita in Torino l'Accademia Reale delle Scienze, il conte Prospero Balbo di Vinadio (1762-1837) diviene accademico per nomina regia. Aveva da poco compiuto 21 anni ed era già autore di un opuscolo su *Aritmetica politica* (1). Era il solo che si occupasse, non del tutto marginalmente, di questioni economiche, se si fa eccezione del conte Giuseppe Amedeo Corte di Bonvicino (1760-1826), che divenne controllore generale delle Regie finanze, ma che non contribuì molto alle trattazioni accademiche di problemi economici.

Invece Prospero Balbo, nonostante la sua intensa vita di diplomatico e di statista, partecipò molto attivamente alla vita dell'Accademia e la « presiedette con rara dignità », come scrive l'accademico Antonio Manno (2), dal 1815 alla sua morte nel 1837. Umanista di ingegno molto versatile – si occupò anche di alcuni problemi matematici sulla teoria delle permutazioni e delle combinazioni – continuò la tradizione di Giovanni Botero degli studi sulla popolazione con due *Essays d'arithmétique politique* del 1790-1791 (3) e con altri tre *Saggi di aritmetica politica e di pubblica economia* del 1830 (4). Anche se in Inghilterra e in Francia erano già passati i tempi d'oro dell'aritmetica politica e gli studiosi si erano da qualche tempo rivolti in altre direzioni, i contributi di Balbo si segnalano per l'accuratezza dell'analisi e per la capacità di costruire, partendo dai dati demografici, una vivida rappresentazione dei modi di vita della popolazione piemontese.

Altri personaggi importanti entrati in Accademia nei primi anni di attività sono l'abate Giambattista Vasco (1733-1796), il conte Gianfrancesco Galeani Napione di Cocconato (1748-1830) e il conte Emanuele Bava di San Paolo

(1) Anonimo, in: *Opuscoli curiosi per l'anno 1778*, Cagliari, Stamperia Reale.

(2) In: *Il primo secolo della R. Accademia delle scienze di Torino*, Torino, Stamperia reale di G. B. Paravia & C., 1883, p. 111.

(3) *Mémoires de l'Académie Royale des Sciences*, vol. X, Turin 1793.

(4) *Memorie Accademia delle Scienze di Torino*, vol. XXXIV, 1830.

(1737-1829). I primi due avevano presentato le loro risposte al quesito posto a concorso dall'Accademia nel 1788 sul problema più importante dell'economia piemontese di allora: quello di trovare i mezzi per provvedere alla sussistenza dei torcitori di seta che si trovavano alla fame per la mancanza di materia greggia. L'Accademia non riterrà opportuno pubblicare le tre risposte pervenute (ce n'era anche un'altra) perché: « direttamente contrarie con gli usi vigenti sull'esportazione dei bossoli e delle sete » (5). Ma le apprezzerà moltissimo e, probabilmente anche per questo, accoglierà al suo interno sia Vasco che Galeani Napione. Il primo continuerà ad occuparsi del problema nei meno dei sei anni che gli restavano da vivere, e presenterà anche una pregevole memoria *Sur le décreusement de la soie* (6). Ma i suoi studi più importanti, sulla moneta e sulle condizioni dei contadini, erano già stati pubblicati prima della sua nomina accademica, mentre quello sulla mendicità e sui mezzi per eliminarla non sarà pubblicato per i tipi dell'Accademia (7). Galeani Napione coltiverà invece molti altri interessi di natura storica, letteraria, numismatica, ecc. ma non produrrà in Accademia altri lavori su questioni di economia al di fuori di una memoria del 1831 dal titolo: *Considerazioni intorno alla restaurazione delle scienze di stato in Italia circa la metà del sec. XVI* (8).

Anche Bava di San Paolo coltivò principalmente altri interessi di natura storico-letteraria. Di lui però rimane una lunga e interessante memoria su *Progressi dell'economia pubblica e politica dal mille fino a tutto il secolo decimo ottavo* (9).

Stranamente non venne chiamato a far parte dell'Accademia il conte Ignazio Donaudi delle Mallere (1744-1795) che pure aveva una posizione pubblica molto rispettabile, essendo consigliere nel Reale Consiglio del Commercio, ed era autore di un apprezzato *Saggio di economia civile* (Torino, Eredi Avondo, 1776) e di alcuni importanti lavori inediti che, come si vedrà più avanti, saranno ritrovati e valutati molto positivamente da Pasquale Jannaccone.

2. Lo sparuto gruppo di accademici cultori di economia viene accresciuto da alcune presenze molto significative nel decennio 30-40. Un po' prima, nel 1828, era entrato in Accademia il conte Federigo Sclopis di Salerano (1798-1878), insigne storico, letterato, giurista e uomo di Stato, con non trascurabili

(5) Così scrive P. Jannaccone, *Di un economista piemontese del secolo XVIII (Donaudi delle Mallere), a proposito di alcuni suoi manoscritti inediti*, Atti della Regia Accademia delle Scienze, vol. 38, 1903, p. 5 dell'estratto.

(6) *Memorie*, vol. X, 1793.

(7) J. B. Vasco, *Mémoire sur les causes de la mendicité et sur le moyens de la supprimer*, Turin, Honoré Derossi, 1790.

(8) *Memorie*, vol. 35, 1831.

(9) *Memorie*, vol. 21, gen. 1811, Turin 1813.

interessi per l'economia. Questi interessi non sono tanto dimostrati dalle sue pubblicazioni per i tipi dell'Accademia, quanto dal saggio su *Di alcune opere di economia politica, ragguardanti all'Italia,* pubblicato negli Annali di Giurisprudenza (vol. X) e, soprattutto, dalla continua attenzione che egli ebbe per i problemi della finanza pubblica a partire dal 1861 e dall'appoggio che egli dette alle tesi a favore di un moderato intervento dei pubblici poteri, in campo economico, per favorire lo sviluppo industriale e, in campo sociale, per migliorare per via legislativa e amministrativa le condizioni del lavoro femminile e minorile ([10]).

Nel 1830 entra in Accademia Luigi Cibrario (1802-1870); nel 1837 Carlo Baudi di Vesme (1809-1877); nel 1839 Carlo Ilarione Petitti di Roreto (1790-1850) e Carlo Ignazio Giulio (1803-1859); nel 1840 Giovanni Eandi (1791-1848). Si potenziano così gli studi di storia dell'economia regionale di Piemonte e Sardegna. Cibrario presenta tre discorsi: *Delle finanze della Monarchia di Savoia ne' secoli XIII e XIIII* ([11]); Vesme una memoria: *Dell'industria delle miniere nel territorio di Villa di Chiesa (Iglesias) in Sardegna nei primi tempi della dominazione aragonese* ([12]); Eandi una dissertazione *Sulle casse di risparmio stabilite nei Regii sardi di terraferma, sui loro risultamenti e sui modi di favorirne l'incremento* ([13]).

Si sviluppa però anche un altro filone di studi di economia sociale ad opera di Petitti con la dissertazione: *Del lavoro dei fanciulli nelle manifatture* ([14]) e di Cibrario con lo studio su i servi della gleba, di cui si trova un sunto negli Atti dell'Accademia ([15]).

Naturalmente, l'influenza di questi autori nello svolgimento dei lavori accademici andava ben oltre quello che si trova pubblicato nelle collane accademiche. Si era infatti costituito un primo gruppo di cultori di problemi economici dal grande ingegno e di notevole versatilità. La loro presenza in Accademia appare senza dubbio vivace. Però è limitata all'interesse per problemi importanti ma, per lo più, locali. La trattazione, sempre ben documentata, non giunge a sistemazioni teoriche di rilievo. Soprattutto, non vengono posti i fondamenti per la nascita di una scuola né vengono individuati temi per una aggregazione di interessi diversi o per la concentrazione degli sforzi di ricerca delle nuove generazioni. Infatti, negli indici degli Atti che vengono pubblicati

([10]) Cfr. G. Cansacchi di Amelia, *Federigo Sclopis di Salerano,* Atti, vol. 112, 1978.
([11]) *Memorie,* vol. 36, 1833 e vol. 37, 1834.
([12]) *Memorie,* serie II, vol. 26, 1872.
([13]) *Memorie,* serie II, vol. 6, 1844.
([14]) *Memorie,* serie II, vol. 3, 1841.
([15]) *Della schiavitù e del servaggio e specialmente dei servi agricoltori,* Libri III, Milano, Stabilimento Civelli, 1868-1869.

dal 1866, non compare la dizione « Economia politica » fino al vol. 25, del 1891. Quella di « Economia sociale » compare due decenni prima, ma solo per i sunti di due lavori: uno, quello già ricordato di Cibrario su *I servi della gleba*, e l'altro su *Esposizione di un disegno del lavoro sul pauperismo* di Gian Giacomo Reymond.

3. Una netta ripresa di interesse per gli studi economici in Accademia si avrà con l'ingresso nel 1887 di Salvatore Cognetti de Martiis (1844-1901). Il suo ruolo non può però essere giudicato solo dai contributi che egli presenta in Accademia per la pubblicazione. La maggior parte di questi riguardano quel filone di interessi per il rapporto tra « utopia socialista » e modi di produzione prevalenti laddove questa utopia si era manifestata e diffusa. Un tema certo caro a Cognetti che era un illustre cultore di filologia greca e latina e, in particolare, apprezzato studioso di Plauto di cui tradusse in metrica alcune commedie in un volume che ha la prefazione di Carducci. Di particolare interesse sono le note sull'*Aulularia* e sul *Rudens* oltre ai due saggi su *Banche, banchieri ed usurai nelle commedie di Plauto*, pubblicati sul Giornale degli economisti ma letti, almeno il primo, anche in Accademia ([16]). Tutti saggi di grande finezza ma che, dal punto di vista dell'economista, non aggiungono moltissimo a quello che aveva scritto in uno dei suoi lavori più ambiziosi: *Socialismo antico* del 1889 (Torino, Bocca).

C'è poi una nota su *Il sistema di mercede a scala mobile nell'inchiesta inglese sul lavoro* ([17]) e una memoria su *Le più recenti indagini statistiche sugli scioperi* ([18]) che illustrano bene l'indirizzo positivista a cui Cognetti aderiva con profonda convinzione, vedendo in quel metodo il canone per la ricerca della verità ed anzi l'espressione stessa della scientificità. Per il sistema della scala mobile, vengono analizzate accuratamente tutte le informazioni disponibili sui metodi di computo e sul funzionamento concreto e viene poi esaminato il giudizio che di tale metodo viene dato dagli industriali e dagli operai, molto più favorevole quello dei primi che quello dei secondi. La ragione della non troppo celata ostilità dei lavoratori deriva dalle riduzioni di salario che si venivano a determinare nei periodi di ribasso dei prezzi. Cognetti registra questa posizione senza troppi commenti. Egli non fa neppure riferimento ai risultati ottenuti nello studio sugli scioperi, che avrebbe pubblicato di lì a

([16]) *Uno schema socialistico nell'Aulularia di Plauto*, Atti, vol. 30, 1895; *Traccie probabili di una leggenda indo-europea nel « Rudens » di Plauto*, Atti, vol. 28, 1893, *Banche, banchieri*, ecc., « Giornale degli Economisti », ottobre 1891, dicembre 1892, lett. in Accademia, Atti, vol. 25, 1890.

([17]) Atti, vol. 28, 1892-1893.

([18]) *Memorie*, serie II, vol. 44, 1893.

poco, che mettevano in luce la debolezza contrattuale dei lavoratori nei periodi di depressione e di caduta dei prezzi, quando quindi il sistema di scala mobile avrebbe potuto assicurare una miglior salvaguardia del salario reale. Nello studio, accuratissimo nell'uso di tutta la documentazione statistica disponibile per Inghilterra, Francia, Stati Uniti e Italia, Cognetti distingueva tra scioperi di *miglioramento* delle mercedi e scioperi di *resistenza*. I primi erano prevalenti negli anni di prosperità, i secondi negli anni di depressione. I dati mostravano come la probabilità di successo del primo tipo di scioperi fosse di gran lunga più elevata di quella del secondo, un insegnamento questo spesso non tenuto in adeguata considerazione dai sindacati che non riescono ad evitare di intraprendere, in periodi di crisi profonda, lunghe e logoranti lotte destinate inevitabilmente alla sconfitta, come dimostrano casi abbastanza recenti capitati a Torino.

Il centro degli interessi economici di Cognetti de Martiis non era evidentemente l'Accademia, ma il *Laboratorio di economia politica* che egli fondò nel 1893, che è stato a lui intitolato nel 1901, ne porta ancora il nome e conserva il motto da lui scelto: *haec placet experientia veri* (19). Ciò nonostante, l'Accademia ne ebbe grandi frutti perché egli, come disse Jannaccone, radunò « intorno a sé i giovani più volonterosi, educandoli al lavoro con l'esempio e col consiglio, aiutandoli nelle ricerche con un'assidua e amorevole assistenza, avvezzandoli allo scambio delle idee con la esposizione orale e la discussione. Egli fece nello stesso tempo opera di scienziato e di educatore. Ciò che proprio non ebbe in animo di fare fu di costruire una qualsiasi chiesuola (...). Mai a nessuno egli impose le sue opinioni o il suo metodo, e della propria autorità si valeva soltanto per persuadere le menti giovanili a tener conto del maggior numero possibile di elementi nello studio dei fatti economici e a formare le proprie convinzioni intorno ad essi su di un esame quanto più largo e spassionato » (20). Dal *Laboratorio* di Cognetti inizia la rinascita degli studi economici in Torino e quindi, in breve volgere di tempo, in Accademia.

4. Il periodo che va dal 1910 fino alla seconda guerra mondiale è infatti quello in cui la scienza economica raggiunge in Accademia il suo pieno fulgore.

(19) Dopo la lettura di questo testo in Accademia, il prof. Giovanni Jarre mi ha comunicato l'esito di sue ricerche sulla costituzione del Laboratorio e mi ha segnalato il saggio di C. Pogliano, *Cognetti de Martiis. Le origini del Laboratorio di economia politica*, « Studi storici », 17, 1976, n. 3, pp. 139-168. Ho così potuto accertare che il Laboratorio fu fondato da Cognetti nel 1893 presso il Regio Museo Industriale Italiano di Torino; che a cavallo tra il 1898 e il 1899 fu annesso congiuntamente al Museo e all'Università; e che fu intitolato a Cognetti de Martiis nel 1901.

(20) P. Jannaccone, *Salvatore Cognetti de Martiis, 1844-1901*, in: *Prefazione alla Biblioteca dell'economista*, 4ª serie, vol. V, Parte 2ª, Torino, Utet, 1901.

Al suo interno opera, con grande assiduità, il sodalizio degli economisti più illustri che abbia avuto Torino: Luigi Einaudi, Giuseppe Prato e Pasquale Jannaccone. Manca, forse per ragioni di diversità di visione politica, la presenza in Accademia di un altro grande maestro dell'Ateneo torinese: Achille Loria. Egli però non è del tutto assente ed ha modo di intervenire, anche se dall'esterno, nella discussione dei contributi accademici. Ciò in ragione della stima di cui godeva soprattutto presso Einaudi (che ne pubblicherà la Bibliografia nel 1932 in occasione del pensionamento di Loria dall'Università e poi lo commemorerà sull'*Economic Journal* nel 1946) ([21]) e presso Jannaccone (che ne farà la commemorazione sul Giornale degli Economisti, presentandone il testo anche in Accademia) ([22]).

Einaudi e Prato entrarono in Accademia come soci nazionali residenti rispettivamente nel 1910 e 1915; Jannaccone, come socio corrispondente, nel 1914. Da circa un decennio era scomparso il comune maestro, Salvatore Cognetti de Martiis. Il suo insegnamento restava però più che mai vivo negli allievi che si erano formati presso il *Laboratorio di economia politica.* Rimaneva soprattutto l'orientamento allo studio laborioso e obbiettivo dei dati e dei fatti economici, la ricerca di un rapporto sempre stretto con la realtà concreta, l'analisi delle esperienze di altri paesi e di altre epoche come metodo da utilizzare per comprendere a fondo le cause dell'evoluzione attuale dei sistemi economici e per fornire risposte corrette ai nuovi quesiti che, senza sosta, vengono posti da tale evoluzione.

5. Emblematico è, a questo proposito, il contributo di Prato che combina in modo mirabile la passione per la raccolta e l'analisi scrupolosa di dati e documentazioni di fatti economici e sociali con quella per la storia delle dottrine economiche. Come testimonia Camillo Supino, egli « rifuggiva dalle disquisizioni teoriche troppo minute o puramente astratte, senza rapporto alcuno con la realtà concreta, e prediligeva lo studio obbiettivo dei fatti, tanto quando voleva ricostruire o descrivere tutta un'epoca o le istituzioni di altri tempi, quando allorché trattava argomenti di attualità e discuteva di questioni ardenti » ([23]).

Ardente era, ad esempio, la questione dei vincoli e dei controlli attuati dallo Stato per regolare l'economia di guerra. Prato, che era fortemente critico

([21]) L. Einaudi, *Bibliografia di Achille Loria*, « La Riforma sociale », XXXIX, vol. XLIII, suppl. al n. 5, sett. - ott. 1932; id. *Achille Loria (1857-1943)*, « Economic Journal », march 1946.

([22]) P. Jannaccone, *La figura e l'opera di Achille Loria*, « Giornale degli economisti », anno XIV (nuova serie), sett.-ott. 1955.

([23]) C. Supino, *La figura scientifica*, in: *In memoria di Giuseppe Prato*, Torino, Edizione della Rivista La Riforma sociale, 1928, p. 5.

dei provvedimenti introdotti, se ne occupa in quattro note presentate in Accademia nel 1918, due dedicate al *Calmiere delle pigioni* e due al *Controllo statale dei cambi*. Il titolo generale: *Le fonti storiche della legislazione economica di guerra* rende immediatamente conto del modo con cui egli affronta il problema: quali effetti avevano provocato misure simili applicate in altre occasioni? per lo più, effetti contrari a quelli sperati; le condizioni odierne sono tali da far ritenere improbabile la ripetizione delle esperienze passate oppure no?

Leggendo queste note si rimane impressionati dalla vastità della cultura, dalla completezza della documentazione, dall'acume della visione storica, dalla precisione e dalla profondità analitica, dall'efficacia di molte critiche. Non sempre si rimane convinti, perché sembra che la trasposizione alle situazioni attuali delle conclusioni trovate con l'indagine storica sia, talvolta, condotta sulla scorta del presupposto che il regime di assoluta libertà economica sia sempre il migliore, sia cioè — come Supino rimprovera all'amico — « il rimedio più sicuro in ogni evenienza della vita economica, e per ciò il più adatto anche nei momenti gravi ed eccezionali di guerra » ([24]).

La pertinenza di questa osservazione, soprattutto per il caso delle note *Sul controllo dei cambi*, non può però sminuire, in alcun modo, l'importanza delle principali conclusioni raggiunte a proposito del *Calmiere delle pigioni*, al termine di una dottissima analisi delle più varie esperienze di controllo dei fitti. Per lo Stato pontificio, si va dai provvedimenti del 1549 di papa Paolo III, « presi in previsione dello straordinario concorso di fedeli atteso in Roma per l'anno santo », a quelli del 1573 di Gregorio XIII, rinnovati successivamente in occasione di tutti gli anni santi, fino a quelli di Leone XII del 1824. Per la Spagna, si esaminano i provvedimenti di Filippo III del 1601; per Napoli, quelli di Carlo III di Borbone del 1772; per Torino, quelli di Carlo Emanuele III del 1749-1750 e poi del 1762; per Modena, quelli del 1815, ecc. Le conclusioni sono ancora oggi di impressionante attualità: « La storia economica intiera ci insegna che nessuna fissazione arbitraria di prezzi resiste, a non lungo andare, alla contrazione dell'offerta, infiniti essendo gli espedienti per eludere le più draconiane ingiunzioni. E il rinnovato tentativo di realizzare, in materia di pigioni, il "giusto prezzo", oltre a suscitare litigi e discordie infinite, null'altro otterrebbe ben presto fuorché l'esasperazione della crisi, attraverso la stasi edificatoria ed il deperimento dei precedenti stabili, al sicuro della concorrenza » ([25]). Fa impressione sentire ricordare le vessazioni a cui sono soggetti gli inquilini, specie quelli più disagiati, da parte dei proprietari che li

([24]) C. Supino, *La figura scientifica* cit., p. 8.

([25]) G. Prato, *Le fonti storiche della legislazione economica di guerra. Il calmiere delle pigioni*, Atti, vol. 53, 1917-1918, pp. 666.

molestano pubblicamente per ritardi anche di soli otto giorni nel pagamento delle pigioni; che evitano di procedere a qualsiasi manutenzione, anche a quelle più necessarie; che lasciano le case sfitte fino a quando trovano un inquilino disposto ad effettuare pagamenti sotto banco; che considerano la proprietà edilizia come un investimento speculativo, provvisorio, « che reintegri prontamente il capitale arrischiato nell'aleatoria operazione e preveda il rapido deperimento dell'immobile prima del tempo nel quale incomincerà per il medesimo il fondato pericolo di un inverso regime di eccezione » ([26]). Se si prescinde dalle differenze di prosa, sembra di leggere da qualche quotidiano del giorno d'oggi!

6. Un altro interesse di Prato, sviluppato in larga misura in Accademia, è quello per la storia monetaria. C'è, innanzitutto, una memoria del 1914 su: *Un capitolo della vita di Giovanni Law* in cui egli procede ad una rivalutazione storica della figura del finanziere scozzese, demonizzato da molti per le disastrose vicende della *Banque Royale* e della *Compagnia dell'Occidente* o *del Mississippi*. Prato si serve di documenti inediti relativi alla proposta di costituzione di una Banca di emissione a Torino effettuata da Law nel 1711-1712, cioè circa 5 anni prima della costituzione della Banca francese. Dai documenti risulta, in modo chiaro, come il progetto torinese fosse « incomparabilmente e da ogni punto di vista superiore » a quello attuato in Francia, specialmente perché non apriva le porte ad una specie di diritto di ingerenza da parte del sovrano, causa questa principale del fallimento dell'esperienza francese, e perché contemplava precisi limiti di garanzia all'emissione cartacea. La conclusione di Prato è che ci sono due Law successivi nel tempo: « il primo, uscito dall'ambiente inglese, già notevolmente evoluto in tema di progresso economico e di pubbliche libertà » giunge in Piemonte « ad un grado veramente insigne di equilibrio, di buon senso, di logica scientifica »; il secondo, trapiantato nella Francia mercantilista in cui il sovrano « impersonava l'interesse generale nel quale si perdono i tornaconti privati », subisce « un dissidio violento (...) fra le vicende scientifiche intuite negli anni dell'osservazione spassionata e della meditazione feconda, e la suggestione imperiosa dei postulati autocratici » ([27]).

La riabilitazione di Law, e quindi degli inizi della teoria della moderna banca di emissione, è condivisa anche da Jannaccone e da Einaudi. Il primo tornerà in argomento nel volume *Moneta e Lavoro* (Torino, UTET, 1946) e, sulla base anche di altri documenti poco noti, giungerà a concludere che l'obiettivo di Law non era quello di inflazionare la moneta a fini speculativi,

([26]) *Ibidem*, p. 667.

([27]) G. Prato, *Un capitolo della vita di Giovanni Law*, Memorie, serie II, vol. 44, 1914, p. 25 e 27 dell'estratto.

ma quello di stabilizzarne il valore e, in tal modo, di favorire lo sviluppo produttivo ed occupazionale. Einaudi condivide queste tesi, come appare dalla presentazione dell'opera di Jannaccone che fa leggere in Accademia da Gioele Solari, essendo egli impossibilitato ad intervenire di persona per doveri inerenti al suo ufficio di Governatore della Banca d'Italia. La conclusione che sottolinea, secondo cui: « l'aspirazione a una stabilità monetaria propria di ogni tempo si è fatta oggi più intensa per la violenza delle fluttuazioni dei prezzi, per i danni più gravi che esse infliggono a vasti strati della popolazione » ([28]) illustra anche le ragioni della politica che, dalla sua posizione di Governatore e poi di Ministro del bilancio, stava attuando al fine di debellare l'inflazione postbellica.

Gli strumenti che è opportuno utilizzare oggi per ottenere la stessa finalità sono, a mio parere, diversi da quelli utilizzati allora perché le cause dell'inflazione attuale sono, in certa parte, diverse. Ma la diagnosi sui danni inevitabilmente connessi con il perdurare dei processi inflazionistici è certamente la stessa, anche se i comportamenti tenuti per troppo tempo da governi e parti sociali sembrano, malauguratamente, essere stati dettati dalla convinzione del contrario.

7. Un altro campo di studi economici coltivati in Accademia è quello relativo alla storia monetaria e finanziaria del Piemonte, un campo che conduce anche alla valorizzazione di economisti piemontesi del passato ingiustamente sottovalutati.

Nell'adunanza del 12 aprile 1908, Francesco Ruffini pronuncia un ispirato discorso dal titolo: *Eroica finanza sabauda*, presentando due volumi di Einaudi: *Le entrate pubbliche dello Stato sabaudo nei bilanci e nei conti dei tesorieri durante la guerra di successione spagnuola* ([29]) e *La finanza sabauda all'aprirsi del secolo XVIII e durante la guerra di successione spagnuola* (Torino, 1908), ed uno di Prato, *Il costo della guerra di successione spagnuola e le spese pubbliche in Piemonte dal 1700 al 1713* (Torino 1907).

Le opere, tra loro coordinate, utilizzavano i materiali che dovevano trovar pubblicazione nei *Documenti finanziari degli Stati della Monarchia piemontese*, promossa dal Ministro del tesoro Luigi Luzzati con il R. Decreto 10 ottobre 1904. La cura della pubblicazione era stata affidata ai due autori; la seconda monografia di Einaudi doveva servire da introduzione generale.

([28]) Adunanza del 29 aprile 1947, Atti, voll. 81-83, 1947-1949, p. 166.

([29]) Ruffini indica per quest'opera la data del 1908. Però, la sua pubblicazione, in estratto anticipato, è del 1907. La pubblicazione definitiva avverrà nell'opera collettiva di cui fa parte, soltanto nel 1909. Cfr. L. Firpo, *Bibliografia degli scritti di Luigi Einaudi*, Torino, Fondazione Einaudi, 1971, n. 746.

Le parole di grandissima lode che pronuncia Ruffini non riguardano solo la trattazione tecnica della materia, effettuata con incredibile perizia, e la novità di alcuni dei risultati che giungevano a sfatare credenze ormai inveterate. Esse sottolineavano soprattutto il valore degli ammaestramenti storici e la viva descrizione del ruolo determinante che, nel portare il Piemonte alla riscossa, aveva avuto il carattere tenace e sobrio della popolazione piemontese. Ne risultava esaltata: « l'anima di un popolo forte e laborioso » che, come dice Einaudi, « tutti i mezzi finanziari e politici seppe adoperare, in una unità magnifica di intenti e di opere, alla conservazione del bene supremo dell'indipendenza della patria avita ». Si era così avuta dimostrazione che — come dice Prato — « un paese povero può, agli scopi speciali di una guerra, rivelarsi più ricco di un suo rivale dotato di larga opulenza, quando la disparità dei mezzi sia compensata da un'inversa differenza nello spirito collettivo di sacrificio: ove, in altre parole, sia più grande la somma di privazioni individuali che i cittadini del primo sono disposti ad affrontare pur di vincere a qualunque costo » ([30]).

Un'analisi delle opere in questione, più tecnica ma altrettanto elogiativa sia del metodo utilizzato nel severo lavoro di ricostruzione e di elaborazione delle innumerevoli serie dei dati, sia dell'abilità con cui gli autori riuscivano a vivificare il « materiale greggio » senza peraltro « trasfondergli la vita fittizia di una concezione aprioristica », viene poi fatta da Jannaccone sul *Giornale degli economisti* ([31]) e debitamente presentata in Accademia.

8. L'orgoglio di essere parte di una tradizione piemontese meritevole di essere riscoperta, consolidata e valorizzata, si ritrova in molti altri lavori degli accademici torinesi.

Un primo contributo è presentato nel 1903 da Jannaccone sotto il titolo: *Di un economista piemontese del secolo XVIII* (*Donaudi delle Mallere*), *a proposito di alcuni suoi manoscritti inediti* ([32]). Il conte Ignazio Donaudi (1744-1795) era, fino ad allora, noto per un saggio di *Economia civile* pubblicato nel 1776, in cui esponeva, con non grande originalità, i princìpi del mercantilismo. Jannaccone aveva trovato nelle Biblioteche di Torino, una serie di manoscritti di Donaudi, ed in particolare un *Saggio di economia politica e pratica sovra lo stato presente delle Finanze e Commercio del Re di Sardegna*, che egli dimostra essere stato elaborato dall'autore, prima dell'opera a stampa. Il contenuto del manoscritto: « apparisce (...) informato ad idee più nuove e di maggior consistenza scientifica che non il *Saggio d'Economia civile* » che pur tratta degli

([30]) Citazioni riportate da F. Ruffini, *Eroica finanza sabauda*, Atti, vol. 43, 1907-1908, pp. 739-740.

([31]) P. Jannaccone, *Storiografia economica e finanza sabauda*, « Giornale degli economisti », ottobre 1908, p. 16 dell'estratto.

([32]) Adunanza del 1° marzo 1903, Atti, vol. 38, 1903.

stessi temi ([33]). La ragione della pubblicazione di un'opera scientificamente meno originale invece di quella più valida scritta in precedenza, va ricercata, secondo Jannaccone, nel fatto che egli « dovette essere condotto a purgare il suo manoscritto di tutto ciò che, pubblicato, avrebbe potuto apparire troppo nuovo e disforme dai princìpi cui la politica del Governo s'informava, e quindi poco confacente per una edizione *ad usum Delphini* » ([34]).

Benché, come sostiene Jannaccone, il Governo piemontese non fosse pregiudizialmente contrario alle idee nuove che invocavano riforme, tuttavia non gradiva che queste idee venissero presentate dal di fuori delle sfere governative. La censura « non era larga nel permettere che fossero stampate e diffuse opere contenenti critiche agli ordinamenti vigenti e progetti di riforme o soltanto attinenti all'economia e alle finanze pubbliche » ([35]).

Se ne ha una riprova nella memoria presentata da Prato nel 1914 su: *La teoria e la pratica della carta-moneta prima degli assegnati rivoluzionari* ([36]). In essa l'autore presenta un trattato inedito di Giovan Battista Vasco dal titolo: *Saggio politico della carta-moneta*, ritrovato: « fra le quasi inesplorate carte dell'amministrazione della zecca torinese ». Si tratta di un lavoro molto pregevole che l'abate piemontese, vissuto dal 1733 al 1796 e socio dell'Accademia dal 1779, scrisse, secondo Prato, all'inizio del 1790. Per contenuto, è l'unica monografia del secolo XVIII che tratti in modo esauriente e sistematico il problema della carta-moneta, distinguendo chiaramente tra circolazione fiduciaria e a corso forzoso ([37]). Le conclusioni a cui Vasco giunge circa le cause che possono consigliare la creazione di carta-moneta, circa le conseguenze sulla produzione e la distribuzione della ricchezza e quelle che inevitabilmente derivano dall'abuso del corso forzoso, sono diventate da tempo patrimonio della scienza economica. Ma allora non era facile scoprirle e, per di più, come sottolinea Prato, non erano gradite al governo che era, al contrario, particolarmente incline ad ampliare, in misura eccessiva, la creazione di carta-moneta, non temendo di incorrere nei rischi di catastrofe finanziaria che invece si sarebbero puntualmente manifestati di lì a poco.

9. Parlando di rivalutazione di economisti piemontesi del passato, il pensiero corre alle parole di Alessandro Passerin d'Entrèves che sottolineavano ed esaltavano: « le profonde radici della personalità e del pensiero di Einaudi

([33]) *Di un economista piemontese...* ecc. cit., p. 18 dell'estratto.

([34]) *Ibidem.*

([35]) *Ibidem.*

([36]) Memorie, serie II, vol. 65, 1914.

([37]) A questo proposito si veda anche la più ampia opera di G. PRATO, *Problemi monetari e bancari nei secoli XVII e XVIII*, Torino, S.T.E.N. 1916, in cui vengono utilizzati anche i risultati contenuti nei lavori presentati in Accademia.

nella nostra terra piemontese » ([38]). Di economisti piemontesi, Einaudi si era occupato ancora prima del suo ingresso in Accademia. È infatti del 1898 il saggio su *Il pensiero economico-sociale in Piemonte* ([39]) in cui tratta del contributo agli studi economici di Giovanni Botero (1544-1617), di Giovan Battista Vasco (1733-1796), di Luigi Cibrario (1802-1870), di Camillo Cavour (1810-1861). Su Botero Einaudi interverrà nuovamente nel 1932 ([40]) a proposito di alcuni saggi di Mario De Bernardi, suo allievo, due dei quali: *Appunti bibliografici intorno a Giovanni Botero* e *il concetto di « ragion di stato » in Giovanni Botero e la filosofia della politica*, erano stati pubblicati dall'Accademia (Atti, vol. 65, 1929-1930). Si occuperà poi, nel 1935, *Di un economista e statistico piemontese non abbastanza pregiato* ([41]) — cioè Carlo Ignazio Giulio (1803-1859), socio dell'Accademia dal 1839 — prendendo ancora una volta l'occasione dalla pubblicazione, per i tipi dell'Accademia (Atti, vol. 70, 1934-1935), di un contributo di Attilio Garino-Canina dal titolo: *Il pensiero politico-economico di Carlo Ignazio Giulio.* L'anno successivo, commentando un volume di Antonio Fossati ([42]), si occuperà di un altro socio dell'Accademia: Gian Francesco Galeani-Napione ([43]). Ed infine, nel 1941, effettuerà la recensione ([44]) del saggio di Giovanni Durando su: *Principii di diritto, economia e finanza in alcuni scritti editi ed inediti di Prospero Balbo* (Torino, 1940).

Dare un'idea, anche sommaria, del contenuto di questi lavori porterebbe via troppo spazio. Ci basti dire che la bruciante passione di Einaudi per le tradizioni, la cultura e la storia del Piemonte — di cui è anche testimonianza, nella sua Biblioteca, ora nella Fondazione Luigi Einaudi, quello che Firpo chiama: « il fondo eletto, ma non ingentissimo, di storia piemontese e sabauda fino al Risorgi-

([38]) A. PASSERIN D'ENTRÈVES, *Luigi Einaudi piemontese,* in: *Commemorazione di Luigi Einaudi nel centenario della nascita* (1874-1974), a cura dell'Accademia delle scienze di Torino e della Fondazione Luigi Einaudi, Torino 1975, p. 41.

([39]) In: CIRCOLO FILOLOGICO DI TORINO (a cura di), *Le arti, le scienze, la storia, le lettere in Piemonte. Primo cinquantennio dello Statuto italiano. Conferenze,* Torino, Libreria Roux, 1898.

([40]) L. EINAUDI, *Di un quesito intorno alla nascita della scienza economica,* « Riforma Sociale », XXXIX, vol. XLIII, n. 2, marzo - aprile 1932.

([41]) « Riforma Sociale », XLII, vol. XLVI, n. 1, gennaio - febbraio 1935.

([42]) A. FOSSATI, *Il pensiero economico del conte Gian Francesco Galeani Napione* (1748-1830), Torino, R. Deputazione Subalpina di Storia Patria, 1936.

([43]) L. EINAUDI, *Lo strumento economico nell'interpretazione della storia,* « Rivista di Storia economica », I, n. 3, settembre 1936.

([44]) « Rivista di Storia economica », n. 2, giugno 1941, siglato: « L.E. », individuato da L. FIRPO, *Bibliografia...,* cit., n. 3105. Anche le altre informazioni bibliografiche sono state tratte da quest'ultima opera.

mento ([45]) – non fa mai velo alla valutazione obiettiva del contributo scientifico e della personalità degli autori. Essi vengono considerati in sé, per il contributo che hanno portato, e non come appartenenti ad una scuola o come frutto determinato di un ambiente scientifico. Secondo Einaudi, infatti, nella storia delle dottrine economiche non dovrebbero comparire « protezionisti e liberisti, mercantilisti e fisiocrati, ottimisti e pessimisti, individualisti e socialisti, tutte classifiche di gran rilievo nella storia della politica, della pratica economica, delle classi sociali, dei modi di governo, ma prive di significato nella storia propria delle dottrine economiche. Comparirebbero Tizio e Caio, ciascuno col proprio nome, ciascuno per quel piccolo o grande contributo, che egli apportò alla costruzione dell'edificio » ([46]).

10. Fino ad ora è stato appena sfiorato il contributo che Einaudi ha dato allo sviluppo della scienza economica all'interno dell'Accademia. La sua figura non solo domina ma costruisce, mattone su mattone, il periodo aureo dell'economia in Accademia. Entrato come socio nazionale nel 1910, è uno dei soci più assidui e attivi fino al 1933, non essendo minimamente frenato dall'incredibile mole di lavoro che andava svolgendo in innumerevoli campi. A partire da quella data, la sua attività accademica subisce un sensibile rallentamento. Parte della spiegazione sembra debba essere ricercata nell'avvento, non gradito, alla presidenza di Vittorio Cian da cui lo dividevano profonde divergenze politiche che si riflettevano anche sulla conduzione delle adunanze accademiche. Giocavano comunque nello stesso senso anche la sopravvenuta morte di Giuseppe Prato nel 1928 e poi, nel 1934, quella di Francesco Ruffini che era considerato da tutti, e da Einaudi in particolare, insigne maestro di scienze giuridiche, politiche e sociali e fulgido esempio di indefettibile dirittura morale.

A partire dal 1943, egli fu fisicamente lontano dall'Accademia a causa, prima, dell'esilio in Svizzera e, poi, delle successive nomine a Governatore della Banca d'Italia, a Ministro del Bilancio e, infine, a presidente della Repubblica. Da Capo dello Stato, il 4 maggio 1950, egli poté finalmente ritornare in Accademia dove fu salutato, con commosse parole, dal presidente Jannaccone che, dopo aver ricordato come: « da ben sette anni le vicende d'Italia e le sue personali tolsero al nostro collega di poter tornare tra noi », affermava anche: « Ma di una cosa l'Accademia può e deve dolersi, ed è che le successive investiture di Einaudi in uffici sempre più alti e impegnativi abbiano privato l'Ac-

([45]) L. Firpo, *Luigi Einaudi bibliofilo*, in: *Commemorazione di L. Einaudi*... cit., p. 53.

([46]) L. Einaudi, *Se esista storicamente la pretesa ripugnanza degli economisti verso il concetto dello stato produttore*, « Nuovi studi di diritto, economia e politica », settembre - ottobre 1930, pp. 302-314.

cademia di averlo a suo presidente. Lo designavano a questo posto, con l'ammirazione e l'affetto dei colleghi, il nome illustre nella scienza, l'anzianità di socio, i copiosi e preziosi contributi ai lavori accademici, il costante interessamento alle sorti dell'Istituto. Nella serie dei nostri presidenti, il nome di Luigi Einaudi accanto a quelli di Prospero Balbo, Federico Sclopis, Giuseppe Carle, Paolo Boselli, Francesco Ruffini avrebbe continuato una nobile tradizione quasi, direi, familiare: la tradizione di questi piemontesi, uomini di studio e uomini di stato nel senso più alto e lato della parola; attaccatissimi alla loro terra, alla sua storia particolare, al suo costume, al suo spirito, e partecipi nello stesso tempo con le opere e col consiglio alla vita nazionale ed internazionale; eccellenti ciascuno in qualche singola disciplina ma ognuno dedito ad una grande varietà di interessi spirituali, e quindi non specialisti aridi ma intelletti aperti e di ampia cultura; e non intellettuali gelidi ma animi caldi di sentimenti umani » ([47]).

Einaudi, rispondendo, affermava di sentirsi legato all'Accademia da « vincoli di affetto » ed esprimeva « l'augurio di poter anche in seguito prendere parte alle adunanze della Classe » ([48]). Non gli sarà più possibile da Presidente della Repubblica. Ma, il 27 novembre 1956, a poco più di un anno dal termine del suo ufficio, egli ritornerà alla piena attività accademica presentando una nota dal titolo: *Intorno alla data di pubblicazione della « Physiocratie »*, nota dottissima per la ricerca minuziosa di tutte le possibili informazioni sulle prime edizioni dei due volumi: *Physiocratie* e *Discussions et Développements*, curati da Du Pont de Nemours, di cui il secondo volume risulta stranamente datato 1767 e il primo l'anno seguente 1768. La sorpresa deriva dal fatto che la numerazione delle pagine del secondo volume continua, senza interruzioni e senza ripetizioni, quella del primo. « Un problema minimo e certo irrilevante dal punto di vista scientifico », dice Einaudi, « però problema di cui pare lecito occuparsi in questa nota, atta ad occupare le *horae subsecivae* di chi scrive per diletto e di chi si interessa di mere curiosità » ([49]).

La soluzione di un tale problema è questione che in sé appassiona solo i bibliofili. Ma le argomentazioni che Einaudi usa per dimostrare che anche il primo volume è del 1767 non hanno solo lo scopo di appagare il gusto raffinato dei colleghi che, come lui, vivono dell'amore per i libri e si appassionano di ogni più piccola questione ad essi relativa. Esse danno anche all'autore l'occasione di illustrare magistralmente il clima culturale dell'epoca e i condizionamenti agli intellettuali che venivano esercitati dai pubblici poteri attraverso interventi censori e di altro genere.

([47]) Atti, Cl. di Scienze morali, vol. 84, 1949-1950, p. 401.
([48]) *Ibidem*, p. 402.
([49]) Atti, Cl. di Scienze morali, vol. 91, 1956-1957, p. 8.

11. La nota sulla *Physiocratie* è l'ultimo dei contributi che Einaudi pubblica per i tipi dell'Accademia. In precedenza, tra memorie, note e relazioni ne aveva pubblicati altri 23 che, con l'ultima nota, fanno un totale di quasi 450 pagine a stampa. Tra questi lavori ce ne sono alcuni importantissimi, che rappresentano dei veri e propri punti miliari nella formazione del pensiero di Einaudi su questioni di scienza delle finanze, e che anticipano, espongono o approfondiscono una parte molto rilevante dell'intero suo contributo in materia, e forse quello a lui più caro. Mi riferisco, in particolare, alla memoria del 1912: *Intorno al concetto di reddito imponibile e di un sistema di imposte sul reddito consumato. Saggio di una teoria dell'imposta dedotta esclusivamente dal postulato dell'uguaglianza*, e alle *Osservazioni critiche intorno alla teoria dell'ammortamento dell'imposta e teoria delle variazioni nei valori capitali susseguenti all'imposta* del 1919, che egli significativamente volle ripubblicare nel 1941, e poi nel 1958, rispettivamente come saggi n. 1 e 2 in *Saggi sul risparmio e l'imposta*, volume primo delle « Opere di Luigi Einaudi », « Scritti di Economia e finanza » (Torino, G. Einaudi).

Nella prima memoria, Einaudi espone, innanzitutto, la celebre tesi secondo cui non si deve tassare il reddito guadagnato ma soltanto quello consumato, esentando così la parte risparmiata. Egli ritiene di derivare questa conclusione dal postulato di uguaglianza che afferma: « due ricchezze uguali debbono essere tassate egualmente; se si tassa 1 lira con 10 centesimi, ogni altra lira di qualunque reddito faccia parte ed a chiunque spetti, deve essere tassata del pari con 10 centesimi » [50]. Ma, se si tassa anche la porzione di reddito risparmiata, capiterà che un'identica ricchezza sarà tassata due volte: una prima volta quando il reddito guadagnato sarà destinato a risparmio e una seconda volta quando, avendo un individuo rinunciato a consumare e avendo quindi investito la somma non consumata, essa sarà tassata permanentemente sull'interesse che le viene attribuito, mentre tale interesse altro non è che la trasformazione del reddito precedentemente non consumato in un reddito perpetuo dello stesso valore attuale di quello ora accantonato.

La tesi della doppia tassazione del risparmio aveva illustri predecessori: J. Stuart Mill, a cui Einaudi attribuisce il teorema sulla doppia imposizione, A. Marshall, I. Fisher e A. C. Pigou. Einaudi di suo aggiunge — oltre all'eleganza della dimostrazione, all'esplicito richiamo al postulato dell'uguaglianza e ad alcune precisazioni tecniche sulla questione dell'incremento dei valori capitali — innanzitutto la dimostrazione che, in molti paesi e in Italia in particolare, molte delle norme fiscali concretamente applicate sono razionalmente spiegabili soltanto come rimedio alle distorsioni, alle inefficienze e alle violazioni del prin-

[50] Memorie, serie II, vol. 63, p. 216.

cipio di uguaglianza a cui inevitabilmente conduce la tassazione del reddito guadagnato. Per cui, come titola il capo nono della memoria, « Si dimostra come anche le imposte sul reddito guadagnato tendono ad esentare il risparmio » e se ne danno ben 14 prove riguardanti, per lo più il sistema tributario italiano ([51]).

Inoltre, egli dimostra con maggior profondità di J. S. Mill, come non sia affatto vero che, esentando il reddito risparmiato, si faccia l'interesse dei ricchi contro quello dei poveri ([52]). Elemento importante in questa dimostrazione è la formulazione del concetto di « risparmio personale di specie », un tipo di risparmio che si aggiunge a quello « personale individuale o egoistico, fatto per migliorare se stesso e rendersi atto a lucrare maggiormente nella vita futura ». Quest'ultimo tipo di risparmio è « in generale poco rilevante ». Al contrario, il risparmio di specie, quello per cui « l'uomo rinuncia a godere la ricchezza presente e la trasforma in spese di allevamento, di istruzione ed educazione dei figli, delle generazioni nuove », è « più importante assai ». Anche questo risparmio, particolarmente elevato tra le classi umili in proporzione al reddito guadagnato, non deve essere tassato. Di conseguenza, i poveri che si preoccupano dell'istruzione e dell'educazione dei figli e del miglioramento proprio » verrebbero gravati da minor carico di imposta [pp. 235-236].

In generale, debbono essere esentate le spese per « consumi primari », che si presume siano destinate a risparmio personale individuale o di specie. La determinazione di questi consumi dovrebbe essere fatta empiricamente, « studiando un numero sufficientemente ampio di bilanci familiari ». Dovrebbero invece essere tassate le spese per consumi « secondari o terziari ». Cosicché « quei contribuenti i quali hanno appena tanto reddito (consumato) da poter comprare beni primari non pagheranno imposta veruna; e (...) quelli a cui avanzano poche rendite, dopo il consumo dei beni primari, pagheranno poca imposta e molta ne pagheranno quelli a cui avanzano grosse rendite » [p. 242].

Ci possono essere, ovviamente, delle difficoltà di definizione dei consumi primari, e si corre anche il rischio di dover estendere l'esenzione di questi consumi a classi che ne sono immeritevoli. Ma, tassando il reddito guadagnato e applicando esenzioni ai redditi minimi, si corrono rischi ancora maggiori. Le difficoltà di un sistema di imposizione sul reddito consumato sono solo di natura tecnica; quelle dell'imposizione sul reddito guadagnato, oltre a non essere minori dal punto di vista tecnico, sono anche di principio, cioè di natura logica [p. 225].

([51]) Memorie, serie II, vol. 63, pp. 263-311.
([52]) Memorie, serie II, vol. 63, p. 239.

Inoltre, l'imposta sui consumi permette uno « squisitissimo » controllo dei governanti da parte dei consumatori perché questi, « appena ritengono di pagare per le merci tassate un prezzo troppo elevato, si ritraggono dal consumo, mettendo sull'avviso i governanti che essi stanno per oltrepassare, od hanno già oltrepassato, il punto pericoloso » [p. 248]. Conviene, a tal fine, l'imposizione diretta del consumatore. In tal modo risulta possibile « che l'imposta esacerbi, inquieti, inferocisca il contribuente vero. Ciò che è massimamente desiderabile, essendoché l'unica maniera di ridurre alla ragione i governi ambiziosi e stravaganti è il controllo assiduo e diretto dei governati, è la loro reazione continua e spietata contro le spese pubbliche inutili, è il timore dei rappresentanti di essere sostituiti da altri, per convinzione o interesse elettorale, meglio disposti a frenare le voglie della burocrazia famelica » [p. 249].

12. Le tesi di Einaudi sulla non tassazione del risparmio ebbero accoglienza completamente sfavorevole quasi dappertutto. Anche senza badare ai governanti dei diversi paesi, che continuarono a tassare il reddito guadagnato, e anche senza prendere in considerazione gli scritti di quelli che Einaudi chiamava « i saltimbanchi », cioè i pubblicisti senza alcuna competenza tecnica, abili solo a scrivere in difesa degli interessi di qualche categoria e incapaci di valutare le conseguenze di breve, e soprattutto, di lungo periodo delle tesi sostenute, non c'è dubbio che egli rimase isolato nelle sue posizioni. Ma non cambiò idea e continuò « come un pappagallo » — sono parole sue — « a ripetere, contro l'opinione quasi di tutti, che il reddito da tassare è quello che un « contribuente consuma durante un certo periodo di tempo » ([53]).

Contro l'opinione di quasi tutti, ma non di tutti. Difatti, alcuni importanti contributi a sostegno delle tesi einaudiane vennero presentati in Accademia e pubblicati per i suoi tipi. In particolare, si possono ricordare le due note di Gino Borgatta ([54]) del 1913 e la memoria di Mauro Fasiani ([55]) del 1926, particolarmente rilevante per la dimostrazione che la tassazione del reddito guadagnato, invece che di quello consumato, non è un sistema stabile in quanto non riesce a far sì che nel sistema economico si determini un equilibrio duraturo.

Non fa quindi meraviglia la soddisfazione con cui Einaudi accolse il volume di N. Kaldor del 1955 intitolato: *An Expenditure Tax* ([56]) che, sostenendo la tesi della tassazione del consumo, annovera tra i predecessori, oltre a T. Hobbes, J. S. Mill, A. Marshall, A. C. Pigou, I. Fisher, anche Luigi Einaudi. Pro-

([53]) L. Einaudi, *Saggi sul risparmio e l'imposta*, 2ª ed., Torino 1958, *Prefazione*, p. XI.

([54]) *Contributo critico alla teoria finanziaria* e *I problemi fondamentali della scienza finanziaria*, Atti, vol. 48, 1913.

([55]) M. Fasiani, *Sulla teoria dell'esenzione del risparmio dall'imposta*, Memorie, serie II, vol. 66, 1926.

([56]) London, G. Allen & Unwin, 1955.

babilmente, Kaldor non aveva ancora letto la nota di Einaudi, pubblicata nel 1933 (Atti, vol. 68) sotto il titolo: *La teoria dell'imposta in Tommaso Hobbes, Sir William Petty e Carlo Bosellini.* Altrimenti, avrebbe enumerato anche gli ultimi due economisti tra i predecessori, il che neppure Einaudi fece nel 1912, quando non aveva ancora avuto modo di scoprire i punti precisi in cui gli autori trattavano del problema in questione.

Einaudi era amareggiato del fatto che la sua tesi fosse stata criticata molto spesso sulla base di un pregiudizio ideologico, o almeno tale egli lo considerava, secondo cui la tassazione del consumo, invece che del reddito guadagnato, appariva come soluzione conservatrice o addirittura reazionaria. È illuminante, a questo proposito, la breve presentazione che egli fece nel 1958, in Accademia, della 2ª edizione del volume su *Il risparmio e l'imposta* dove, con aperta soddisfazione e con garbato umorismo, sottolineava « come recentemente uno studioso inglese di parte laburista – Kaldor, come si è detto sopra – abbia proposto una adeguata riforma del sistema finanziario del suo paese basandosi sugli stessi princìpi » ([57]). Per la verità, Kaldor proponeva di affiancare all'imposta sulla spesa anche un'imposta sul patrimonio, la qual cosa certo Einaudi non approvava. Per di più, la proposta kaldoriana aveva carattere graduale e limitato: l'imposta sulla spesa doveva sostituire la sovrimposta sul reddito dei contribuenti più ricchi e non, almeno all'inizio, l'imposta generale sul reddito ([58]). Inoltre, Kaldor giustifica la sua proposta quasi esclusivamente con considerazioni di efficienza che anche Einaudi aveva tenuto presente, ma dando loro minor peso rispetto all'applicazione del principio di uguaglianza.

Ma, anche con tutte queste precisazioni, rimane il fatto che la tesi sull'opportunità di tassare il reddito consumato ha fatto, in tempi recenti, molti passi avanti. Einaudi sarebbe molto soddisfatto se potesse leggere il libro bianco, presentato qualche anno fa dalla Commissione presieduta dal premio Nobel James Meade ([59]), che sostiene la necessità di riformare da capo a piedi il sistema fiscale britannico, privilegiando le imposte sul consumo invece che quelle sul reddito. E Meade non è certo un conservatore, avendo tra l'altro teorizzato la formula politica del *lib-lab*, cioè dell'alleanza tra liberali e laburisti.

Anche in Italia, l'analisi del funzionamento concreto del sistema di imposta personale sul reddito ha portato alla formulazione di proposte di tassazione del

([57]) Atti, vol. 93, p. 237); cfr. anche: *Prefazione* a *Il risparmio...* cit., p. XXX.

([58]) Cfr. N. Kaldor, *op. cit.*, p. 224 e sgg. Einaudi approvava le caratteristiche di gradualità; cfr. *Prefazione* cit., p. XXVII. Cfr. anche S. Steve, *Luigi Einaudi e il concetto di reddito imponibile*, in: *Commemorazione...* cit., p. 77.

([59]) Meade Committee, *The Structure and Reform of Direct Taxation*, London, Allen & Unwin, 1978.

consumo che hanno un sapore einaudiano percepibile abbastanza chiaramente. È significativo che, al convegno di Pavia del 28-29 ottobre 1984, tesi del genere siano state sostenute da economisti, come Vincenzo Visco, ufficialmente appartenenti alla sinistra parlamentare. Che, finalmente, si stia incominciando a valutare le proposte di riforma sull'analisi della « fecondità » (la parola è di Einaudi) che esse possono avere e non sulla base di pregiudizi relativi all'affiliazione politica, vera o presunta, del proponente? Anche se è difficile essere ottimisti, vale la pena di stare a vedere.

13. Anche nel secondo saggio sopra ricordato, quello sull'*Ammortamento dell'imposta*, Einaudi ritorna sul tema della doppia tassazione del risparmio. L'argomentazione è molto più tecnica e non può essere riferita in questa sede. Qui, invece, è opportuno ricordare la distinzione che egli propone tra « imposta-taglia » o « imposta-estorsione » e « imposta economica ». Le imposte del primo tipo sono « congegnate in maniera da tornar vantaggiose alla classe governante più che alla collettività governata, sia per il modo della loro ripartizione sia per l'uso al quale esse sono destinate ». L'imposta economica invece accresce l'efficienza nell'uso delle risorse, non si trasforma in una decurtazione dei redditi, non riduce l'utilità del contribuente ma anzi l'accresce in quanto è utilizzata per fornire servizi che recano alla collettività maggior « vantaggio (...) di quello che s'avrebbe conservando la ricchezza a fini privati » ([60]).

Queste tesi saranno sviluppate successivamente nel saggio del 1929 intitolato: *Contributo alla ricerca dell'« ottima imposta »* ([61]) e poi anche, nel 1932, nella nota accademica: *Contributi fisiocratici alla teoria dell'ottima imposta* ([62]) in cui vengono presentati e commentati passi, allora poco conosciuti, di Mirabeau, di Mercier de la Rivière, di Dupont de Nemours, del granduca di Baden-Durlach, di Saint-Péravi e di Turgot che, a parere di Einaudi, « hanno gettato le fondamenta della teoria dell'imposta » [p. 455] che egli definiva: economica, neutra, oppure ottima.

La trattazione contenuta nel saggio accademico sull'*Ammortamento dell'imposta* contiene quindi la prima formulazione della famosa tesi einaudiana sullo Stato come fattore di produzione. Infatti, l'applicazione di un sistema ottimo di imposizione, permette l'accrescimento del reddito dei cittadini; anzi, permette che si possa formare un reddito che non si formerebbe per niente in assenza della spesa dello Stato. Cosicché, l'imposta non è una perdita netta per il contribente, ma *un* modo, o anche *il* modo, per realizzare un suo vantaggio.

Anche questa tesi venne aspramente criticata, questa volta dal fronte dei

([60]) P. 185 della ripubblicazione su: *Il risparmio e l'imposta* cit.

([61]) « Annali di Economia dell'Università Bocconi di Milano », vol. 5.

([62]) Atti, Classe morale, vol. 67, 1931-1932.

liberisti. In proposito, con molta amarezza e una certa dose di ironia, egli scrive parafrasando un critico immaginario: « Come (...) si concilia (...) la professione di liberista, notoriamente attribuita dalla fama pubblica all'autore, con la esaltazione dell'opera dello stato, da lui reputata benefica anche se giunga a lasciare ai contribuenti solo gli occhi per piangere? Neppure gli interventisti, neppure i dirigisti, i pianificatori giungono a tanta pazzia; e costui pretende di essere preso sul serio! Sul qual punto, come su quello dell'esenzione del risparmio, sono oramai rassegnato a reputare persa la partita, essendo chiaro come coloro i quali giudicano gli uomini dopo avere ad essi appiccicato un nomignolo (liberista, socialista, interventista, pianificatore e simili) sono incapaci a dare giudizi economici » ([63]).

Probabilmente, con il senno di poi, si può essere portati a dare qualche parte di ragione ai critici del concetto di Stato come fattore di produzione che, con la sua oculata opera, permette al sistema economico di utilizzare al meglio le risorse per il beneficio dei singoli e della collettività. Ma quanto sarebbe stato meglio se i governanti, nel decidere spese e imposte, si fossero attenuti al criterio einaudiano che lo Stato deve operare per aumentare l'efficienza del sistema e non per incepparla, deve valutare attentamente costi e benefici delle proprie decisioni, deve considerare che, come per ogni fattore produttivo, il suo utilizzo non deve mai superare il limite oltre al quale la sua produttività non riesce a produrre risorse di valore equivalente!

14. Qualche collegamento con la teoria dello Stato come fattore di produzione — ad esempio, per la dimostrazione che il potere pubblico non può, nello stato moderno, essere esercitato nell'interesse esclusivo della collettività, senza minimamente preoccuparsi dell'interesse dei singoli — si ritrova anche nell'importante nota su *Ipotesi astratte ed ipotesi storiche e dei giudizi di valore nelle scienze economiche*, presentata nell'adunanza del 17 febbraio 1943 ([64]). A buon diritto, questa nota può essere considerata uno dei più lucidi contributi di Einaudi sul metodo della scienza economica e sul compito degli economisti. Tra gli altri problemi affrontati vi è quello della legittimità o meno, per la scienza economica, di occuparsi anche dei fini da raggiungere, oltre che dei mezzi più adatti a raggiungerli. Si deve o meno lasciare esclusivamente ai politici il compito di fissare i fini? Oppure l'economista, in quanto scienziato, può dire qualche cosa in proposito? Einaudi si guarda bene dal criticare coloro che delimitano chiaramente il problema da esaminare e « tacciono » quando giungono al « limite della necessità » di formulare giudizi di valore. Essi « possono a testa ben alta affermare di aver compiuto la loro missione od almeno, la parte

([63]) *Prefazione* a *Il risparmio e l'imposta* cit., p. XVII.
([64]) Atti, Classe morale, vol. 78, 1942-1943.

più ardua e nobile di essa» [p. 115]. Ma non hanno alcun diritto di impedire ad altri di andar oltre affermando: fino a qui è scienza, al di là non più. Con una frase molto violenta, che appare in netto contrasto con la tolleranza dimostrata in tutto il saggio, Einaudi afferma: « Lo studioso, il quale non va al di là del giudizio della classe politica, fa come Ponzio Pilato: si lava le mani dal vero problema scientifico (...). [Se egli] non può criticare, perché tale è la opinione in merito del ceto politico dirigente, egli non fa opera scientifica. Il nome dell'opera sua è un altro: egli serve qualcuno e merita il titolo di giurista dell'imperatore» [p. 113]. Era il 1943 e, di lì a poco, avrebbe dovuto scappare in Svizzera perché non aveva accettato di diventare il giurista del duce.

15. Dal saggio di cui stiamo parlando si ricava anche un altro insegnamento di metodo alla cui applicazione sembra essere stata informata la scienza economica sviluppata in Accademia. Intendo riferirmi al principio secondo cui le ipotesi astratte, che gli economisti debbono necessariamente usare nella formulazione delle loro teorie, non possono essere avulse dalla realtà ma « sono feconde» soltanto quando « noi riscontriamo una rassomiglianza più o meno chiara tra la legge astratta e il comportamento concreto» [p. 70]. È l'insofferenza per la teorizzazione fine a se stessa che proviene dall'eredità di Cognetti de Martiis, rivitalizzata dall'opera degli allievi di un tempo, anche di quelli che, come Einaudi, di teoria si occuparono a fondo, ma sempre allo scopo di pervenire alla comprensione dei fatti concreti e di dare suggerimenti atti a migliorare la *performance* effettiva dei sistemi economici.

Ed infatti, sono molto rari, in un'epoca in cui invece altrove dominavano incontrastati, i contributi discussi in Accademia su problemi di teoria pura del consumatore, dell'impresa e dell'equilibrio generale. Si possono ricordare: la nota di Gino Borgatta su: *L'ofelimità delle quantità iniziali e l'equilibrio economico* (65), quella di Mauro Fasiani su *Velocità nelle variazioni della domanda e dell'offerta e punti di equilibrio stabile e instabile* (66) e, più tardi, i due lavori di Paolo Thaon di Revel, *Le basi scientifiche dell'economia* (67) e *La nozione di bisogno* (68). Bisogna però osservare che, anche per questi autori, gli interessi per la teoria dell'equilibrio generale erano decisamente subordinati a quelli per i temi della finanza.

In effetti, a partire dall'ingresso di Einaudi in Accademia, questa era diventata un importantissimo punto di riferimento per gli accesi dibattiti di scienza delle finanze che fecero giungere quella che gli stranieri chiamarono

(65) Atti, vol. 47, 1911-1912.
(66) Atti, vol. 67, 1931-1932.
(67) Atti, vol. 85, 1950-1951.
(68) Memorie, serie III, vol. 5, 1960.

« la scuola italiana » — noi preferiamo usare il plurale — a fasti non più raggiunti. Questo interesse per i problemi di finanza divenne il carattere distintivo dell'Accademia, superando rapidamente quel carattere tradizionale che aveva privilegiato l'interesse per le analisi delle vicende passate dell'economia e della finanza sabauda e che avevano avuto, come pregevole sottoprodotto, la valorizzazione degli economisti piemontesi del passato.

In breve volgere di tempo, l'Accademia era diventata luogo privilegiato degli studiosi che sostenevano l'esenzione del risparmio dall'imposta e di quelli, non sempre gli stessi, che si rifacevano all'impostazione cosiddetta « economica » della scienza delle finanze, in contrapposizione a quella cosiddetta « sociologica ».

L'Accademia mantenne questa caratteristica per qualche tempo, anche quando Einaudi era fisicamente impossibilitato ad essere presente e anche dopo la sua scomparsa. A tener vivi gli interessi per la scienza delle finanze provvedeva infatti la partecipazione assidua di Francesco Repaci che presentava lavori di contenuto per lo più empirico, svolti con grande impegno e accuratezza. Si possono ricordare le note su *La finanza italiana nell'attuale conflitto mondiale* [69] del 1944 e *Il Bilancio dello Stato dal 1931-1932 al 1957-1958* [70] del 1959.

16. A questo grande peso dell'Accademia in campo di scienza delle finanze, fa invece riscontro la sua completa assenza in molti altri campi della scienza economica, anche in quelli in cui le iniziali elucubrazioni teoriche, che provocavano l'insofferenza degli accademici cresciuti alla lezione di Cognetti de Martiis, hanno alla fine portato a risultati di assoluto rilievo per la comprensione degli andamenti concreti dei sistemi economici, e per la loro regolazione. Non mancano infatti soltanto contributi alla teoria dell'equilibrio generale, ma anche quelli di macroeconomia, di econometria, di economia industriale, monetaria, quelli sui problemi di teoria del valore e del capitale, quelli sui problemi dello sviluppo e del ciclo, e via enumerando.

Si può quindi affermare, in conclusione, che la storia degli studi economici in Accademia è stata eccessivamente concentrata nel settore della finanza; ed anche che essa è stata, fin dall'inizio, piuttosto squilibrata soprattutto nel privilegiamento, peraltro inevitabile, di fatti, problemi e autori piemontesi. Ma, senza alcun timore che l'affermazione suoni come una *laudatio temporis acti* del tutto inconsistente sotto il profilo storico e buona solo per l'occasione celebrativa, si deve anche riconoscere che questa storia è stata, per il primo aspetto, concreta e propositiva e, per il secondo, raffinata ed esemplare.

(69) Atti, vol. 79, 1943-1944.
(70) Atti, vol. 94, 1958-1959.

Dino Carpanetto

L'ACCADEMIA DELLE SCIENZE E LA FACOLTÀ DI MEDICINA NEL '700

Per valutare i nessi esistenti tra l'Accademia delle Scienze e l'Università di Torino è necessario muovere da alcune considerazioni di carattere generale, che chiamano in causa la storia dell'ateneo torinese nell'arco di tutto il XVIII secolo e che inducono a soffermarsi sulle fasi più significative di essa, innanzi tutto quella relativa alle riforme di Vittorio Amedeo II. È un momento in cui si imposta una politica culturale di ampio respiro, che darà i suoi frutti più maturi nella seconda metà del secolo. È sufficiente confrontare lo stato in cui versavano gli studi universitari e la ricerca scientifica in Piemonte all'inizio del '700 con la situazione del 1783, per capire i grandi mutamenti intervenuti. Quando d'Aguirre nel 1717 fu incaricato di raddrizzare le sorti dell'ateneo torinese, lo scenario che gli si offriva era assai sconsolante: poche ed isolate le voci intellettuali, l'Università in crisi, il trionfo della cultura gesuitica, una nobiltà poco propensa agli studi e comunque orientata a preferire per i suoi figli le sedi private o le università straniere, come Bologna e Padova. La drastica operazione di riforma, avviata dal d'Aguirre, proprio per l'arretratezza dell'*humus* intellettuale su cui doveva agire e per l'assenza di un'autonoma domanda culturale che venisse dalla società civile, non poté non assumere i caratteri di un'importazione forzosa di uomini e di idee, perché si innestassero nell'ateneo piemontese quelle tendenze, come il pensiero giuridico moderno, la letteratura del buon gusto, la teologia regalista, lo sperimentalismo scientifico, che rappresentavano il punto di convergenza e di compromesso tra le aspirazioni giurisdizionalistiche del sovrano e le opzioni culturali del ministro siciliano [1]. Gli obiettivi erano molteplici e comunque riassumibili nel tentativo di riqualificare professionalmente e culturalmente i gruppi dirigenti del paese, di diffondere la cultura nelle provincie, facendo dell'università il centro propulsore e unificatore di un articolato sistema educativo (autentica novità che sarà ripresa in tutti i tentativi di riforme scolastiche del '700), di portare infine la nobiltà sui banchi dell'ateneo torinese. E se si sposta lo sguardo in avanti di

[1] F. D'Aguirre, *Della fondazione e ristabilimento degli studi generali in Torino*, Palermo 1901, libri 3.

mezzo secolo e si osserva l'ambiente culturale che sostiene e dà vita all'Accademia delle Scienze, si ha immediatamente la percezione che il rinnovamento culturale c'è stato e che, almeno sul piano istituzionale, lo si deve anche al successo delle riforme scolastiche del 1720-29. Il fatto che quasi tutti gli intellettuali piemontesi che fanno parte dell'Accademia delle Scienze siano laureati a Torino, che la risonanza dei lavori dell'Accademia vada al di là della cerchia torinese e trovi echi significativi nelle provincie, che alcuni dei legami cosmopolitici che si intrecciano intorno all'Accademia siano voluti e costruiti da professori universitari, come l'Allioni, il Somis, il Cigna, il Beccaria, sono altrettanti elementi che stanno a dimostrare come l'istruzione superiore e il gusto per il dibattito intellettuale siano diventati un abito caratterizzante della società piemontese, e questo anche grazie al veicolo istituzionale dell'Università e delle scuole ad essa collegate.

Nel progetto d'Aguirre è l'Università ad essere il centro di tutte le iniziative di carattere culturale e le diverse accademie di varia cultura che il siciliano propone — e che non verranno realizzate — si configurano come uno strumento promozionale verso la società per illustrare la qualità e i meriti degli studi universitari. Dopo la metà del secolo il rapporto sarà del tutto ribaltato, in quanto le accademie nasceranno staccate ed autonome dall'università e libere dal suo controllo.

Di fondamentale importanza per gli sviluppi che assumerà nel corso del secolo il movimento scientifico torinese, risulta il problema della riforma degli studi medico-scientifici dell'ateneo torinese. La scelta del d'Aguirre è chiara: si tratta di abbandonare le posizioni dogmatiche e di rilanciare la ricerca sperimentale. Di qui deriva la proposta, poi realizzata, di fondare un laboratorio di fisica nell'ateneo e di impiantare una corrente scientifica aggiornata e rapportata al movimento newtoniano che si stava formando in diversi ambienti intellettuali italiani, cari al d'Aguirre. Già la rosa dei nomi da lui proposti all'attenzione del sovrano, a cui offrire una cattedra di medicina e di fisica, è illuminante: dal Torti, galileiano, docente a Modena, al fisico e biologo Vallisnieri, al Morgagni, lettore di anatomia a Padova, al grande chirurgo e storico della medicina francese, Astruc, dell'università di Montpellier, a Niccolò Cirillo, allievo di Luca Tozzi, già membro dell'accademia napoletana di Medina Coeli e corrispondente delle *Philosophical Transactions.* E nel 1719 giunge a Torino per insegnare fisica padre Giuseppe Roma, allievo di Celestino Galiani, che fa conoscere le teorie newtoniane e partecipa attivamente alla polemica contro i gesuiti, insorta nel momento di rifondazione dell'ateneo ([2]). Ma è in

([2]) Su Roma cfr. G. Ricuperati, *Bernardo Andrea Lama professore e storiografo nel Piemonte di Vittorio Amedeo II*, in "Bollettino storico-bibliografico subalpino", LXIV, 1966, pp. 341-374.

particolare nella facoltà di Medicina che le riforme vittoriane introducono le spinte più innovative, destinate a dar vita ad una tradizione e ad una scuola che negli sviluppi successivi confluiranno nella formazione dell'Accademia delle Scienze. La Facoltà di Medicina viene equiparata alle altre due Facoltà, Legge e Teologia; si attiva la cattedra di botanica e si crea un orto botanico sull'esempio del parigino *Jardin des plantes*; vengono previste le esercitazioni pratiche di anatomia, si abolisce l'obbligo del commento al testo classico — Galeno, Ippocrate, Avicenna — e si dà al professore la facoltà di adottare un suo testo, previo controllo della censura universitaria. In questo modo non vi sono più rigide imposizioni di teorie ufficiali, come avveniva ancora alla fine del 600, e ai classici si sostituisce il manuale che può anche essere un testo aggiornato alle correnti di pensiero contemporanee.

Non è un caso che il ripiegamento burocratico che coinvolge l'università durante il lungo regno di Carlo Emanuele III, riguardi meno la Facoltà di Medicina e il corso di Filosofia delle Arti che, anzi, furono oggetto di diverse misure riformatrici: il potenziamento del gabinetto di fisica, per iniziativa dell'abate Nollet, futuro maestro di Lavoisier; la creazione di un museo, che sarà affidato al Bartoli ([3]), una strana e complessa figura di illuminista; l'aumento delle ore di anatomia e la creazione della clinica universitaria all'ospedale San Giovanni, con l'introduzione delle cartelle cliniche e dei protocolli delle autopsie. Questo mero elenco, che meriterebbe di essese sviluppato e spiegato, è sufficiente a dare un'idea di come la facoltà medica torinese si stesse attrezzando come un centro di ricerca e di come gli studi si accostassero al vero oggetto della scienza medica: il malato e la malattia. Anche per la chirurgia vennero presi provvedimenti di grande significato, in quanto nel 1738 il corso fu portato a cinque anni e diviso in una fase teorica e in una pratica da espletarsi nelle corsie del S. Giovanni sotto la guida del professore. Erano i primi passi verso quel superamento della antica frattura tra il vile mestiere del chirurgo e la nobile arte del medico, per il quale si batterà negli anni successivi Ambrogio Bertrandi. Se nella Società privata, prima, e nell'Accademie delle Scienze, poi, i nobili, i medici, i chirurghi lavoreranno a fianco, segno di una acquisita pari dignità, questo risultato lo si dovrà anche alla funzione che l'ateneo torinese ha assolto, quella di abbassare i dislivelli di partenza e di tendere all'uniformità tra gli studi medici e quelli chirurgici. Si sconfisse così anche una antica barriera sociale e ideologica.

Alle origini della Società privata torinese, embrione della futura Accademia delle Scienze, si incontrarono da una parte la cultura medico-fisica dell'Uni-

([3]) Giuseppe Bartoli (1717-1788) fu professore a Torino di eloquenza greca dal 1745 al 1763. Su di lui cfr. la voce a cura di L. Moretti nel *Dizionario biografico degli italiani*, vol. VI, 1964.

versità, dall'altra la cultura matematica e chimico-fisica della Scuola di Artiglieria, dove operavano Lagrange e Saluzzo. Il Cigna ([4]) e il Saluzzo, animatori della Società, si formarono alla scuola del grande scienziato G. B. Beccaria, il primo a creare una rete di collegamenti cosmopolitici attraverso l'intenso rapporto epistolare che intrecciò con alcuni scienziati europei, quali Priestley, Franklin, Nollet. Beccaria non partecipò ai lavori della Società e infatti non inviò nessun saggio per i volumi miscellanei che cominciarono ad essere pubblicati dal 1759; anzi prese le distanze dal suo allievo Cigna, colpevole a suo avviso – come scrisse in una lettera a Franklin – di essersi troppo « abbandonato al genio di innovare e contraddire » ([5]). Il giovane Cigna, già studente al Collegio delle Provincie, laureato in medicina nel 1755 e collegiato nel 1757, si mise presto in luce con una serie di ricerche sui fenomeni chimici ed elettrici, pubblicate nei volumi della Società privata, così da essere segnalato da Priestley nella sua opera sulla storia dell'elettricità. Il legame con l'Università i giovani scienziati della società privata lo cercarono invitando alle loro sedute il chirurgo Ambrogio Bertrandi, il medico Ignazio Somis ([6]) e il botanico Allioni, personaggio centrale nelle correnti scientifiche torinesi, che stava lavorando a quell'epoca al trattato sulle febbri miliari, che gli varrà la cattedra di botanica, nel 1760. Di questi, colui che meglio riuscì a conciliare la ricerca scientifica con l'insegnamento universitario fu il Bertrandi (professore straordinario di chirurgia nel 1755, ordinario nel 1758) a cui va il merito di aver portato una disciplina minore come la chirurgia, fino ad allora relegata tra le arti manuali, alla dignità dell'insegnamento teorico. Che gli studenti di chirurgia dovessero conoscere la filosofia e il latino e dovessero acquisire i fondamenti teorici della scienza medica per giungere ad un corretto apprendimento delle tecniche chirurgiche, così come aveva sostenuto alcuni anni prima Quesnay in una famosa polemica con Lamettrie, che non doveva essere sfuggita al chirurgo torinese, Bertrandi lo affermò nella prima prolusione accademica dei suoi corsi universitari e soprattutto lo confermerà negli anni successivi con il suo impegno didattico, testimoniato da quell'importante trattato sulle operazio-

([4]) Giovanni Francesco Cigna (1734-1790), professore straordinario d'anatomia nel 1770 e poi ordinario nel 1775. Cfr. La voce a cura di U. Baldini sul *Dizionario biografico degli italiani*, vol. 25, 1981.

([5]) A. Pace, *Franklin in Italy*, Philadelphia, 1958, p. 375.

([6]) Ignazio Somis (1718-1793) entrò nell'Università nel 1750 come professore di istituzioni mediche, compiendo successivamente tutta la carriera accademica fino alla cattedra di medicina pratica (1770). Fu nominato medico del re nel 1773 e capo del Magistrato del Protomedicato nel 1783. Nel 1787 ottenne il titolo di conte di Chiavrie.

([7]) Ambrogio Bertrandi (1723-1765) fu il fondatore della chirurgia torinese. Nel 1758 ebbe la cattedra di chirurgia pratica e il titolo di primo chirurgo del re. Cfr. la voce a cura di D. Celestino sul *Dizionario biografico degli italiani*, vol. 9, 1967.

ni chirurgiche che avrà un largo successo nel '700. A Bertrandi si deve inoltre il progetto di un teatro anatomico per l'ospedale san Giovanni e le proposte per una scuola di levatrici e per una scuola di veterinaria. A Parigi e a Londra, dove il re lo aveva inviato per perfezionarsi negli studi secondo quella consuetudine dei *Grands Tours* che in precedenza era già stata proposta per i medici Fantoni e Ricca, Bertrandi conobbe i medici e gli scienziati illuministi, come il grande chirurgo Louis, collaboratore dell'*Encyclopédie*, Buffon, Winslow, e coltivò interessi scientifici diversi, da quelli per la chimica a quelli per la fisica e le scienze naturali. Le lettere inviate all'Allioni da Parigi e da Londra ([8]), gettano una luce interessante sulle notevoli curiosità scientifiche del chirurgo torinese e sulla sua attenzione ai libri più recenti che trattavano argomenti che allora incominciavano ad appassionare l'Europa illuminista, dall'inoculazione del vaiolo, alla medicina militare, al tema della definizione dei confini tra regno animale e regno vegetale.

A Torino Bertrandi non ebbe vita facile, dovendo operare in un ambiente accademico che lo accusava di empietà e di materialismo, accuse dalle quali riuscì a ripararsi anche grazie alla sua carica di chirurgo del re. Alla sua morte cadde su di lui il silenzio, frutto, come scrisse il Saluzzo in una inedita biografia del Bertrandi ([9]), del barbaro dispotismo dei contemporanei che rifiuta « à la vertu, aux talens, aux lumières ce qu'on accorde quand l'homme n'est plus. Ce n'est pas la crainte de ces noms, c'est l'exercise de ces rares qualités qui jette la terreur dans l'ame des envieux et dans celle des ingnorans petris d'orgueil ». Il silenzio, almeno a Torino, sarà interrotto nel 1781 dalla pubblicazione della biografia, opera del conte Bava di San Paolo ([10]), che in questo lavoro mise la sordina a quei tratti illuministici del Bertrandi, che invece Saluzzo aveva sottolineato, e comunque confermò indirettamente i sospetti di materialismo che avevano circondato l'opera del chirurgo torinese. Cinque anni più tardi i suoi allievi Penchienati e Brugnone iniziarono la pubblicazione dei suoi lavori (l'opera terminata nel 1799 risulterà di 14 volumi) e a questa iniziativa l'Accademia delle Scienze dedicherà tre sedute di discussione.

Accanto a Bertrandi, il botanico di fama europea, Carlo Allioni ([11]), e il medico Ignazio Somis, portarono alla Società con la loro esperienza anche una

([8]) Accademia delle Scienze di Torino, Cart. 560-566.

([9]) Archivio di Stato di Torino, Archivio Saluzzo di Monesiglio, Carte della famiglia Saluzzo, m. 6, *Éloge historique de M. Ambroise Bertrandi.*

([10]) E. Bava di San Paolo, *Elogio storico del chirurgo Ambrogio Bertrandi*, Vercelli, 1782. Di Bertrandi aveva scritto un elogio, immediatamente dopo la morte, il chirurgo francese collaboratore dell'*Encyclopédie* Louis Antoine, pubblicato a Torino: A. Louis, *Éloge historique de Mr. Ambroise Bertrandi*, Turin, Imprimerie Royale, 1767.

([11]) Carlo Allioni (1728-1804) professore di botanica nel 1760. Di lui all'Accademia delle Scienze di Torino si conserva tra l'altro un grande epistolario autografo in 23

serie di rapporti intellettuali con i centri più importanti della cultura europea, che si perfezioneranno negli anni successivi, così che quando si fonderà l'Accademia delle Scienze saranno gli universitari come l'Allioni e il Somis a fornire i contatti cosmopolitici nel campo delle scienze mediche e naturali, analoghi a quelli che Saluzzo porterà per gli studi chimici. Ma alla fine degli anni '50 non vi era ancora spazio in Piemonte per l'affermazione di un'accademia ufficiale e il progetto presentato da Vicardel de Fleury nel 1760 per trasformare la Società privata in reale Accademia delle scienze venne bloccato dall'intervento degli organi direttivi dell'Università, che riuscirono ancora ad affermare una volontà di monopolio sulla cultura subalpina ([12]).

Perché si rendesse possibile la ripresentazione nel 1783 di un progetto di Accademia delle Scienze e perché questo si realizzasse, dovettero maturare almeno due importanti condizioni: da una parte, la crescita al di fuori dell'università degli interessi per le nuove scienze (la chimica, la storia naturale, l'elettricismo), dall'altra la crisi dell'ateneo. Per questo secondo aspetto è interessante fissare un attimo l'attenzione su quanto avvenne negli anni '70, che sono da questo punto di vista decisivi. Nel 1771 vi era stato l'ultimo tentativo settecentesco di riformare gli studi universitari con la pubblicazione delle nuove costituzioni, che, però, poco o nulla cambiavano nell'impianto culturale dell'ateneo. Era da poco terminata la lunghissima gestione del Caissotti, che per quarant'anni, dal 1729 al 1768, era stato zelante, potente e occhiuto reggitore delle sorti dell'ateneo. Come conseguenza immediata di questo pensionamento tutto il magistrato della Riforma, l'organismo di direzione politica dell'ateneo, veniva rinnovato tra il 1768 e il 1772 e il conte Francesco Antonio Lanfranchi prendeva il posto che era stato del Caissotti. Nel 1770 il bilancio universitario veniva rinsanguato con le rendite di un'abbazia soppressa e con le pensioni di una badia. Si operò inoltre un forte ricambio nel corpo docente che interessò soprattutto la facoltà teologica, dove su quattro professori ne vennero pensionati tre, e Bogino stesso trattò direttamente le sostituzioni. Nella facoltà di Legge vi fu un passaggio di cattedra e una nuova nomina, quella di Paolo Emilio Carena alla cattedra di diritto civile. Anche nella facoltà di Medicina vi furono spostamenti di cattedre e nuove nomine: Ignazio Somis, avviato agli ultimi appuntamenti di una brillante carriera culminata con la nobilitazione, fu trasferito dalla cattedra di medicina teorica a quella di

volumi, che raccoglie le lettere dei suoi numerosi corrispondenti di tutta Europa. Cfr. la voce del *Dizionario biografico degli italiani*, a cura di M. Gliozzi, vol. 2, 1960.

([12]) Archivio di Stato di Torino, P. Istruzione, R. Università, m. 6, ins. 11. Il progetto di Vicardel de Fleury prefigura un'accademia molto legata all'università e ad essa quasi concorrenziale. Fu questa una delle ragioni per cui il Caissotti si oppose alla sua realizzazione.

medicina pratica, secondo un tradizionale schema di ascesa accademica. Nello stesso anno, 1770, vennero nominati tre nuovi professori: Stefano Amedeo Arnulf alla cattedra di medicina teorica, il Cigna a quella di anatomia e Giovanni Dana, straordinario di botanica. Nella facoltà delle Arti Goffredo Franzini per l'eloquenza latina, Vittorio Maria Boyer per la lingua ebraica e Carlo Denina per l'eloquenza italiana e la lingua greca, completavano il nuovo organigramma dell'università torinese.

Ma fu breve ed incerta la stagione inaugurata nel 1770, conseguenza anche di un tentativo di riforma troppo timido ed incapace di registrare le nuove domande culturali. Nel 1777 si chiusero questi piccoli spiragli: la cacciata di Denina era la prova di quanto pesassero sull'ateneo il controllo rigido dei teologi della facoltà e dei gruppi giansenisti facenti capo al Prefetto della biblioteca, Berta. Ci fu in quell'anno un giro di vite che provocò le dimissioni del conte di Pertengo dalla carica di riformatore e l'indignazione espressa dal medico Ignazio Somis per i metodi inadeguati e retrivi con cui era guidato l'ateneo. Per consiglio del Gerdil, si rafforzò il monopolio dell'istruzione, esercitando più rigidi controlli sugli studenti e impedendo ai sudditi di frequentare lo studio a Pavia, diventata dopo le riforme di Giuseppe II un covo di dottrine pericolose. Anche la proposta di istituire una cattedra di chimica fu respinta per l'intervento di un alto personaggio dell'ateneo. Quando, dieci anni dopo, nel 1786, Gioanetti ottenne, attraverso la mediazione del Saluzzo, le patenti di professore di chimica, nell'università circolavano ancora tenaci pregiudizi su una scienza come la chimica che il reggente del Magistrato della Riforma, conte Lanfranchi, non esitava a definire « l'art de empoissoner et de faire la fausse monnaie » ([13]). Non solo la chimica, ma anche altre discipline, ormai insegnate in diversi atenei italiani, come la storia naturale e l'economia politica, che pure a Torino vantavano cultori di grande fama, non furono riconosciute tra le materie universitarie. L'Università restava attardata, ferma ad una struttura vecchia, e si confermava solo in una dimensione strettamente professionalizzante. Colgono nel segno le impressioni lasciateci dal Denina ([14]), che lamentava la pesantezza dei doveri accademici: basti tener conto del fatto che, mentre gli studenti, in rapporto alla situazione del 1720, erano più che triplicati (raggiungendo la ragguardevole cifra di 2500-3000 iscritti), il numero dei professori restava fissato in una quota oscillante tra i 25 e i 30. Se poi si guarda ai calendari delle lezioni e ai continui esami a cui dovevano presenziare i docenti, si ha la misura di una macchina ripetitiva e burocratica, che

([13]) Giudizio riportato dal Saluzzo: cfr. Archivio di stato di Torino, Archivio Saluzzo, cit., m. 6.

([14]) In particolare nell'autobiografia pubblicata nella *Prusse littéraire*.

doveva lasciare poco tempo a chi avesse voluto approfondire interessi di ricerca.

Da questo punto di vista l'Accademia delle Scienze, così come si configura nel 1783, è una istituzione alternativa all'università, innanzi tutto perché apre uno spazio culturale di respiro europeo, libero da quei controlli censori che nell'università erano particolarmente pesanti; inoltre perché offre una sponda per la libertà di stampa, sconosciuta all'ateneo torinese, in cui anche le lezioni erano sottoposte a censura preventiva; infine purché consente di coltivare quegli interessi scientifici che non trovano spazio nelle discipline universitarie e di cercare un legame con la società, fondato non più sulla mera funzione professionalizzante, ma sulla ricerca delle vie per lo sviluppo scientifico e per l'utilizzazione sociale del sapere tecnico e scientifico. Questa osmosi tra cultura e società e l'inserimento della ricerca in circuiti europei, nell'università sono condizioni inesistenti. Gli strumenti per la ricerca, il laboratorio di chimica, la biblioteca scientifica, sono esterni all'ateneo e, questo, è opportuno sottolinearlo, non è una condizione comune a tutte le università italiane. Si pensi all'università di Pavia, oggetto di attente cure da parte di Giuseppe II, che la fornì di ingenti dotazioni finanziarie, che permisero di erigere quelle aule e quei laboratori dove grandi scienziati e medici, come Spallanzani e Frank, operarono negli ultimi decenni del Settecento. Lo stesso gabinetto di fisica dell'Università di Torino, creato da Nollet nel 1739 e potenziato dal Beccaria, che lo fornì di una macchina elettrica e di strumenti per lo studio dell'astronomia, alla fine del secolo disponeva di un'attrezzatura inadeguata rispetto all'analogo laboratorio posseduto dall'Accademia delle Scienze.

Quasi tutti i professori universitari che potevano essere interessati alle prospettive scientifiche coltivate nell'Accademia delle Scienze, ne fecero parte. La facoltà di Medicina fu rappresentata nella quasi totalità dei suoi docenti, Cigna, Somis, Dana ([15]), Allioni, i chirurgi Brugnone ([16]) e Penchienati ([17]), a cui si affiancarono il matematico Francesco Domenico Michelotti ([18]) e il fisico Canonica ([19]) del Magistero delle Arti e Plazza ([20]), insegnante di chirurgia a

([15]) Giovanni Pietro Dana (1736-1801), professore di botanica dal 1781 e direttore del Museo di Storia naturale.

([16]) Giovanni Brugnone (1741-1818), allievo del Bertrandi, primo direttore della Scuola di Veterinaria, fondata nel 1769.

([17]) Antonio Penchienati (1728-1803), allievo del Bertrandi, suo successore sulla cattedra di chirurgia.

([18]) Francesco Domenico Michelotti, 1710-1787, professore di matematica dal 1754. Il figlio Ignazio entrò nell'accademia nel 1791.

([19]) Paolo Canonica, professore straordinario di fisica sperimentale dal 1772 al 1776, di geometria dal 1776 al 1781, poi professore ordinario di fisica dal 1781 al 1788.

([20]) Michele Antonio Plazza (1720-1791), professore di chirurgia all'università di Cagliari.

Cagliari. Nel 1792 entrerà nell'Accademia Carlo Stefano Giulio ([21]), che dal 1791 era professore ordinario di anatomia nell'ateneo torinese. Nel complesso, però, il ruolo avuto dai professori universitari all'interno dell'Accademia delle Scienze appare di minore importanza rispetto a quello dei Saluzzo, dei Morozzo, dei Brezé.

Quanto si è fin qui detto non deve far pensare che l'università fosse del tutto estranea ai nuovi interessi scientifici. Personaggi quali il Cigna e il Somis nelle loro lezioni parlavano delle nuove scoperte della chimica, trattavano delle teorie di Crawford sul calore animale, facevano riferimento ai lavori di Needham e Spallanzani discutendo delle tesi sulla generazione, mentre i chirurghi Brugnone e Penchienati insistevano sui temi dell'ostetricia e della pediatria. Se ne ha una conferma diretta scorrendo le tesi di aggregazione al Collegio di Medicina discusse tra la fine degli anni '70 e gli anni '80, che sono ricche di riferimenti agli ultimi sviluppi della ricerca scientifica, in particolare nel campo della fisica e della chimica. Ed è proprio nell'aula del Collegio di Medicina che nel 1778 il medico Costanzo Benedetto Bonvicino ([22]), discutendo le sue tesi di aggregazione, terrà una delle prime, se non la prima, esposizione al pubblico della scoperta dell'ossigeno ad opera di Lavoisier, di cui era venuto a conoscenza leggendo le memorie dell'Accademia delle Scienze di Parigi. Sarà il Giulio, nel 1792, ad introdurre ufficialmente la chimica nell'insegnamento universitario di medicina, ma il 4 novembre dello stesso anno il vescovo Costa di Arignano, nominato reggente dell'ateneo, in seguito alle vicende di guerra, ordinava la sospensione dell'insegnamento universitario. Sarà poi il governo provvisorio, nel 1800, a creare la cattedra di chimica farmaceutica e di storia naturale dei medicamenti, affidandola allo stesso Bonvicino, che, sotto l'*ancien régime*, aveva dimostrato le sue competenze per gli studi di chimica e, massone, non aveva nascosto le sue simpatie per quegli ideali di cui i Francesi apparivano ora essere i portatori.

([21]) Carlo Stefano Giulio (1757-1815), era allora anche segretario della Società agraria di Torino. Diresse con Giovanni Antonio Giobert il "Giornale scientifico e letterario e delle arti" (1789-1890). Come è noto, avrà una parte di primo piano durante il periodo napoleonico.

([22]) Costanzo Benedetto Bonvicino (1739-1812), fu il primo professore di chimica dell'Università di Torino.

Walter Barberis

MILITARI E ACCADEMIA DELLE SCIENZE

L'« Elenco delli Uffiziali e delli altri soggetti componenti l'Accademia Reale delle Scienze », allegato alle *Regie Patenti* del 25 luglio 1783 [1], annoverava la presenza di numerosi militari, quasi che si trattasse del sintomo naturale della tradizionale permeabilità fra la società civile piemontese e il suo esercito. Oltre al presidente Saluzzo e al vice-presidente Morozzo, altri accademici erano decorati con i galloni di uno o più corpi dell'armata sabauda: il Daviet di Foncenex contemperava la sua carica di capitano di fregata e i suoi interessi per la marineria sarda con il grado di luogotenente colonnello di fanteria; il Papacino D'Antonj cumulava la carica di maggior generale di fanteria con quelle a lui ben più congeniali di direttore delle Regie Scuole di Artiglieria e di capo di quell'arma medesima; persino il De Buttet conciliava i suoi impegni di ispettore generale delle saline con la direzione delle macchine di artiglieria e con la sovrintendenza alle macchine idrauliche dei palazzi reali, portando i gradi di capitano di fanteria. E accanto a questi — più sobriamente — il marchese di Bersezio, colonnello di cavalleria e aiutante generale del dipartimento di cavalleria e dragoni; il cavalier Rovera, capitano del Corpo Reale degli Ingegneri; Perrenotti, chirurgo maggiore del Reggimento delle Guardie; il cavalier Napione, luogotenente nel Corpo Reale di Artiglieria; nonché il cavaliere di Robilant, già ispettore generale delle miniere di S. M. Come si vede una rappresentanza di quasi tutti i corpi dell'esercito, compresi quelli semplicemente paramilitari, a conferma dell'impressione, per molti versi assai ingannevole, di una armonica compenetrazione socio-culturale fra gli enti civili e militari dello Stato sabaudo.

In realtà non tutti quei militari, o se si preferisce quegli studiosi, comparivano allo stesso titolo in quell'elenco, né avevano in comune carriere analoghe, ma soprattutto non erano per nulla rappresentativi di quella che è stata letta come la tradizione militare dell'aristocrazia piemontese. Al contrario, persino

[1] C. Duboin, *Raccolta per ordine di materie delle leggi, cioè editti, patenti, manifesti ecc. emanati negli Stati di Terraferma sino all'8 dicembre 1798 dai Sovrani della Real Casa di Savoia, dai loro ministri, magistrati, ecc.*, Torino 1860, t. XIV, vol. XVI, l. VIII, tit. XIX, pp. 1540-1542.

fra alcuni di quegli accademici, ma certamente fra gran parte di essi e i loro colleghi insediati nei comandi di reggimento o di brigata correvano diversità profonde e finanche antagonismi radicali.

Quale fosse l'educazione riservata ai giovani destinati alla carriera delle armi, l'Alfieri l'aveva ben descritta, senza lasciar dubbi circa le idee che aleggiavano su quel famoso « primo appartamento » dell'Accademia Reale (²). Non erano certo quei « non-studi », quell'inezia di aritmetica e di fortificazione, nettamente subordinate alla cavallerizza, alla scherma e al ballo, le vie maestre che avrebbero portato qualche soldato a militare fra gli scienziati. Né mette conto qui di precisare come l'Accademia Reale, i suoi insegnanti, e persino i suoi cavalli meritassero commenti anche meno lusinghieri di quelli dell'Alfieri (³). E tuttavia già quello scorcio sugli istituti preposti alla formazione dell'ufficiale piemontese lasciava intravedere gli orientamenti e la realtà — sociale e culturale — di un'organizzazione così importante com'era stata e continuava ad essere l'esercito. Un'organizzazione, se mai si fosse tentati di considerarla il crogiolo o il laboratorio naturale di qualche attività scientifica teorica o applicata, che si presentava e intendeva essere il suo esatto contrario.

Nel suo insieme, l'esercito piemontese rimaneva il rifugio sicuro di una nobiltà nostalgica, gelosa di quell'antica prerogativa che legava il mestiere delle armi all'inaccessibilità sociale del proprio lignaggio, e che per quella via intendeva mantenere superiore e distinto il rango del suo servizio nei confronti del sovrano. Le riforme di Vittorio Amedeo II, così come quelle degli anni '80, non avrebbero scalfito più di tanto quei tipi che facevano della propria ignoranza e dell'evanescente esibizione dell'uniforme i segni ineguagliabili del proprio *status*. Per averne un'idea, sarà sufficiente rammentare il manifesto messo a punto da Vittorio Amedeo III nel 1779, in cui apertamente il sovrano si dichiarava seccato di constatare « l'aperta disobbedienza » con cui numerosi ufficiali ardivano « contravvenire alla proibizione » di alterare le proprie uniformi, argomento su cui già si era dilungato un Regio Viglietto del 1775. « [Dava] nell'occhio di S. M. la riprensibile caricatura di un numero di ufficiali di portare il vestito tutto imbrattato sulle spalle di polvere di cipro, di mettere dei fiori finti sul cappello, di aggiungere ai propri capelli code finte per ingrossarne stranamente il volume..., di portar fibbie smisurate alle scarpe, di fare un'affettata ostentazione del guernimento della camigia sopra il petto, di usare cravatte ample oltre modo » e dunque, in sostanza, di essere di gran lunga lontani da « quella civile decenza che si confa[ceva] colla loro educazio-

(²) V. ALFIERI, *Vita*, a cura di Giampaolo Dossena, Torino 1974², pp. 33-43, 47-52.

(³) Archivio di Stato di Torino (d'ora in poi AST), Istruzione Pubblica, *Accademia Reale*, m. 1, n. 4, *Memoria del Cavaliere di Piozzo pella distribuzione delle ore a paggi d'onore pe' loro rispettivi esercizi e studi*, 15 agosto 1750.

ne e colla nobiltà del loro mestiere » ([4]). Caricature, appunto, di una nobiltà guerriera involgarita da molte successive infiltrazioni, ma che pure continuava a mantenere vivo il miraggio delle armi come carriera nobilitante. Se infatti, da un lato, il conte d'Aglié, maggiore delle Guardie del Corpo di S. M., lamentava nel 1781 che si fosse sempre più disattenti alla qualità delle famiglie di coloro che venivano reclutati in quel corpo d'eccellenza ([5]), d'altro canto non mancavano esempi di « chi senz'averne titolo, o senza un'autentica permissione — come notava ancora Vittorio Amedeo — si avanza[va] a portare l'uniforme militare o distinzione di grado » ([6]). E intanto, mentre si sprecavano i duelli e gli interventi sovrani per condannarli e per regolamentare « le soddisfazioni e pene da ingiungersi alle offese ed ingiurie » ([7]), qualsiasi progetto per connotare tecnicamente il nobile ufficiale piemontese veniva fieramente boicottato: nel 1778 il commendatore di Châtillon, che proponeva brevi corsi di istruzione per ufficiali, con qualche rudimento di matematiche elementari, di fortificazione e di topografia, azzardando l'idea di costituire una biblioteca militare, si trovava contro tutti i nobili che temevano che, quando l'esperienza avesse dimostrato l'utilità dello studio, « si volesse anche esigere da loro una cosa così contraria alle loro inclinazioni » ([8]). Quattro anni dopo il De Gaigne riproponeva l'opportunità di allestire una biblioteca militare ([9]), le cui finalità essenziali avrebbero dovuto essere quelle di fornire exempla delle virtù dei padri, nel sottile intento di rinnovare piuttosto che di innovare. Ma era destinato anch'esso a rimanere lettera morta. Ben diversamente dal cosmopolitismo di una comunità scientifica che aveva trovato nella Società Reale e poi nell'Accademia la sede istituzionale per le sue corrispondenze con gli altri centri italiani, europei e quindi americani, l'esercito manteneva una idea degli scambi internazionali ancora tipica delle corti seicentesche, coerente

([4]) AST, Materie Militari (d'ora in poi MM), *Ordini e Regolamenti*, m. 1 di add., n. 21, *Manifesto* [per la] *proibizione agli uffiziali dell'uso dei "surtouts" e "gardehabits", alla forma dell'abito, giuochi d'invito e di commercio*, 12 luglio 1779.

([5]) *Ibidem*, m. 2 di add., n. 1, *Riflessioni del conte d'Aglié, maggiore delle Guardie del Corpo di S. M., sovra alcuni inconvenienti ai quali li antichi regolamenti per le medesime non hanno ancora potuto provvedere e sovra la riforma o addizione che vi si potrebbero fare secondo l'esigenza dell'attuale sistema.*

([6]) *Ibid.*, m. 1 di add., n. 21, *Manifesto* cit.

([7]) *Ibid.*, m. 2 di add., n. 2, *Promemoria riguardante li duelli ed altri particolari combatti, e le provvidenze per eliminarli dalle truppe. Progetto di bando sopra li duelli ed altri particolari combatti. Progetto di regolamento per le soddisfazioni e pene da ingiungersi alle offese e ingiurie.*

([8]) Cfr. F. Pinelli, *Storia militare del Piemonte in continuazione di quella del Saluzzo*, I, Torino 1854, pp. 40-41.

([9]) AST, MM, *Ordini e Regolamenti*, m. 2 di add., n. 6. *Projet relatif à un établissement de Bibliothèque militaire envoyé par Mr. De Gaigne le 6 juillet 1782.*

con le finalità del « primo appartamento » dell'Accademia Reale che vedevano nella « frequenza delle persone o de' luoghi più onorati e distinti » i modi per « acquistare le conoscenze e le maniere più civili e colte del mondo, e delle corti » ([10]). L'utilitarismo, l'idea di pubblico servizio, la gloria del Principe come effetto dell'avanzamento delle scienze, dell'industria e dei commerci, non avevano spazio nel bagaglio mentale di quei militari che ancora contrapponevano il « punto d'onore » a qualsiasi contaminazione con un'« ars mecanica ».

Se tuttavia, per grandi linee ma con buona approssimazione, i militari erano questi, e dunque non vi era né poteva esservi rapporto naturale e reciproco fra esercito e Accademia delle Scienze, è proprio nelle pieghe del confronto più o meno serrato fra quei due ambienti, se non fra quei due mondi, che si devono ricercare le motivazioni e i modi di essere di quella importante pattuglia di militari coinvolti nella vita dell'Accademia. Un nucleo — artiglieri, prevalentemente, e non per caso — che per il solo fatto di aver accomunato l'uniforme all'universo teorico e pratico dell'attività scientifica, costituì un vivace momento di polemica culturale e politica nel cuore stesso dei gruppi dominanti piemontesi. Una polemica — ancora una volta — che fu spesso scontro diretto proprio all'interno dell'esercito dove gli artiglieri ebbero vita difficile, dove svolsero un ruolo minoritario e furono di fatto emarginati in posizioni di second'ordine nel quadro dell'impostazione tattica e strategica delle armi sabaude. E ciò non soltanto per il basso profilo sociale del corpo, inquinato da civili a cui si appaltavano molte delle funzioni tecnico-logistiche — dalla fusione dei pezzi alla confezione dei più vari attrezzi all'allestimento delle batterie —, e da altrettanto atipiche figure di militari-operai, come gli zappatori o i minatori; ma anche e soprattutto per il necessario sconvolgimento che un uso moderno delle artiglierie avrebbe comportato nei confronti della tradizionale composizione dei corpi e dei loro relativi ruoli nella condotta della guerra: in altri termini per il loro enorme potenziale d'impiego fuori da una consolidata logica ossidionale, in attacco o in difesa cioè di una postazione fissa. Il dibattito circa il posto delle artiglierie non era certo solo di marca piemontese; qui anzi si presentava immiserito rispetto ai contenziosi esplosi nell'esercito francese ([11]), e agli esiti ben differenti avanzati dalle esperienze

([10]) *Notizie ed istruzioni per quei che vorranno esser ricevuti nell'Accademia Reale di Torino*, Torino MDCCXXXVI, appresso Pietro Giuseppe Zappata e figliuolo.

([11]) Più vicine, nei contenuti e nel tono, al dibattito piemontese, si vedano le "querelles" francesi di cui dan conto esemplarmente due interventi anonimi: *L'Artillerie nouvelle ou examen des changements faits dans l'Artillerie française depuis 1765, par M. ... ci-devant lieutenant au Corps Royal d'Artillerie*, Amsterdam 1773; e *L'ordre profond et l'ordre mince considérés par rapport aux effets de l'Artillerie* (*réponse de l'auteur de "L'Artillerie nouvelle" à MM. De Menil-Durand et De Mezeroi*), Metz 1776.

svedesi e prussiane ([12]). E tuttavia non mancava di apprezzabili significati. Dall'incredibile arretratezza di un dibattito che ancora doveva decidere se i pezzi avrebbero dovuto portare il più lontano possibile il massimo volume di fuoco, oppure più opportunamente centrare un bersaglio, dipendeva la scelta fra un uso statico o dinamico dei cannoni. Fissi, mantenevano un ruolo marginale; in movimento costringevano fanteria e cavalleria a integrarli nei loro disegni. È superfluo aggiungere che un impiego manovrato dei pezzi di artiglieria tendeva a risolvere le sorti di una battaglia relegando in second'ordine i gesti spettacolari, ma di impari potenza, di fanti e cavalieri. Ultima e ovvia annotazione: i comandi generali d'armata erano appannaggio di fanti e cavalieri ([13]). Dunque non stupisca se la storia delle artiglierie piemontesi fu anche storia di cannoni messi fuori uso al completo da impieghi sconsiderati, come per l'assedio di Cuneo del 1744; di pezzi presi a prestito, come nel 1746 per l'assedio di Savona, « stante che parecchi de' nostri cannoni — come recitava un rapporto — eransi crepati »; di « disparità di sentimento notabili anche fralli uffiziali primari » quando si era « trattato di far uso della scienza », come testimoniava una memoria sulla campagna del 1742 ([14]). Né, soprattutto, sorprendano i tentativi sempre vani di disincagliare i pezzi di artiglieria dagli spalti delle fortezze o dalle postazioni a difesa di qualche valico: nel 1751 il cavaliere di Salmour presentava un progetto per l'allestimento di cannoni reggimentali, aggiungendo a commento che « le service que peut rendre à une Armée une nombreuse artillerie, lestement équipée, et servie avec vivacité » era talmente noto che sarebbe stato superfluo parlarne. E invece sarebbe stato costretto a riparlarne quattro anni dopo, nel 1755, e poi ancora

([12]) Di là da una vasta letteratura sull'argomento, può essere interessante vedere una sorta di manuale molto diffuso all'epoca, intitolato *Le Bombardier Prussien, ou du mouvement des projectiles, en supposant la résistance de l'air proportionelle au quarré des vîtesses: par M. Tempelhof, capitaine d'artillerie au service de S. M. le roi de Prusse*, Spener, Berlin 1781; ma anche l'atteggiamento dei piemontesi è sintomatico, e non se ne discosta lo stesso Napione, come i suoi colleghi curioso e ammirato delle realizzazioni dei prussiani: cfr. *Copia di lettera del cavalier Napione diretta al cavaliere Salmor data da Freyberg li 23 giugno 1788*, in AST, IV, *Carte Antiche di Artiglieria*, reg. VII, foll. 76 e sgg.; *Notizie concernenti le Artiglierie Prussiana e Sassone trasmesse dal Signor Cavaliere Napion con lettera diretta al Gran Mastro Cavaliere di Salmor da Freyberg in Sassonia*, in *ibid.*, foll. 81 e sgg.

([13]) È sufficiente uno sguardo alla composizione dello Stato Maggiore sabaudo negli anni che vanno dal 1772 al 1796, così come puntualmente ne riferisce il *Palmaverde*, l'almanacco di corte stampato annualmente da Giambattista Fontana.

([14]) AST, MM, *Intendenza generale dell'Artiglieria*, m. 3 di add., n. 5, *Informazione del direttore generale delle Scuole di Artiglieria per essere umiliate a piedi di S. S. Reale Maestà*, 15 ottobre 1776.

dopo altri trent'anni, nel 1781 ([15]); senza peraltro riuscire sostanzialmente nel proprio intento.

E tuttavia quegli artiglieri, minoritari e succubi nell'armata, proprio in virtù del loro sbilanciamento verso la società civile, per quella obliquità di posizione che avrebbe mantenuto aperti i flussi di esperienze, e di idee, fra ambienti militari, vita pubblica e attività private, sarebbero divenuti un nucleo forte del dibattito politico-culturale piemontese del secolo XVIII, e l'anima stessa di buona parte del lavoro dell'Accademia delle Scienze. Le ragioni di quella particolare posizione di confine — ma anche di cerniera — fra aree culturali e sociali tradizionalmente separate, quando non apertamente antagoniste, dipesero da una combinazione di fattori in buona misura imprevisti e forse imprevedibili. Primo fra tutti, gravido di conseguenze inimmaginate, un pregiudizio: e cioè — come anche sosteneva l'Alfieri — che mentre la letteratura e la speculazione astratta rappresentavano un pericolo per i troni proprio per quella loro intrinseca necessità di libertà, le scienze invece meritavano e richiedevano sovrana protezione, innocue com'erano a misura che il loro oggetto era la « materia » e non già « il morale delle cose » ([16]). Che le scienze avessero bisogno non solo della tolleranza, ma dell'appoggio fattivo dei principi, era e si sarebbe ancora dimostrato verissimo; dell'innocuità di quegli studi o della loro irrilevanza per « il morale delle cose » ci si sarebbe dovuti ricredere. Certo non era pensabile che Girolamo Tagliazzucchi, venuto a Torino nel 1729 per tenere la cattedra di eloquenza, esercitasse anche privatamente l'insegnamento dell'algebra e della matematica al D'Antonj, al Tignola e al Somis, come già a Milano, in precedenza, a Maria Gaetana Agnesi ([17]). Né si poteva supporre, quando nel 1748 Carlo Emanuele chiamò il Beccaria ad insegnare fisica all'Università di Torino, che questi avrebbe avuto allievi eccellenti come il Cigna nel '51, La Grange l'anno successivo e quindi il Saluz-

([15]) *Ibid.*, m. 2 di add., n. 15, *Progetto del cavaliere di Salmour per la costruzione di cannoni di reggimento,* 16 aprile 1751; *ibid.*, n. 18, *Sentimento del cavaliere di Salmour sovra il progetto già presentato a S. M. nel 1751 per lo stabilimento dei cannoni di reggimento*, 19 settembre 1755; *ibid.*, m. 3 di add., n. 10, *Sentimento del conte di Salmour sul modo più conveniente di far servire li cannoni de' battaglioni,* 12 dicembre 1781; in proposito si vedano anche i documenti conservati in AST, IV, *Carte antiche di Artiglieria*, reg. 23, foll. 51, 59, 121, 124, 126, 231, 255.

([16]) V. ALFIERI, *Del principe e delle lettere*, a cura di G. Barberi Squarotti, Milano 1983, III, 3, p. 105 e sgg.

([17]) Cfr. P. BALBO, *Vita di Alessandro Vittorio Papacino D'Antoni,* in « Mémoires de l'Académie Impériale des Sciences, Littérature et Beaux Arts de Turin » pour les années XII et XIII, Turin an XIII-1805, pp. 288-289. Questa memoria fu scritta e letta riassunta dall'autore in sessione privata nel novembre 1791.

zo ([18]). E tanto meno che quei due lignaggi di studiosi si sarebbero incrociati in virtù di curiosità scientifiche analoghe negli stessi luoghi istituzionali. L'elettricismo del Beccaria si sarebbe trasmesso fra gli interessi fondamentali dei suoi allievi; questi avrebbero trovato il laboratorio ideale proprio in quelle Scuole teoriche e pratiche di Artiglieria dove i successori dei Bertola stavano affinando le loro cognizioni di architettura, fisica e matematica per una nuova concezione della guerra. La reciprocità dei punti di osservazione tendeva a stabilire rapporti quasi necessari. Nel 1755, con una carriera già alle spalle, il D'Antonj assumeva la direzione delle Scuole di Artiglieria; lo stesso anno e in quelle scuole al La Grange veniva assegnata la cattedra di matematica; il Tignola vi insegnava geometria; il giovane Saluzzo, nominato tenente, veniva incaricato di sovrintendere agli studi dei commilitoni. Da quel nucleo si sarebbero diramate esperienze di studio e una rete di relazioni per molti versi davvero notevoli. Il D'Antonj avrebbe avuto fra i suoi allievi ben cinque futuri accademici: il Daviet di Foncenex, Carlo Luigi Morozzo, Antonio Lovera, il De Buttet, e Carlo Antonio Napione. Francesco Michelotti, dopo aver tenuto la cattedra di matematica all'università, avrebbe insegnato nelle Scuole di Artiglieria, ottenendo poi un posto all'Accademia. Anche Prospero Balbo avrebbe avuto il Tignola come primo maestro di geometria. Di fatto ciò, che non si poteva supporre era che da quel segmento di storia della scienza piemontese si sarebbe pervenuti ad una intricata mappa di rapporti fra ambienti civili e militari, fra la corte e i cenacoli intellettuali, fra il Piemonte e i più importanti centri dell'attività scientifica non solo europei.

A misura che le spalline di quei militari si arricchivano di galloni guadagnati per la chiara fama dei loro studi — il D'Antonj e il Saluzzo sarebbero entrambi pervenuti al comando in capo dell'Artiglieria e al grado di generale d'armata — la vera beneficiaria di quelle imprese sarebbe risultata la società civile piemontese. Gli studi del D'Antonj, intesi a « tessere una teoria intorno le proprietà fisiche della polvere », avrebbero avuto giusta eco in ambiente militare; iniziati attorno al 1743, appoggiati alle macchine inventate da Francesco Isacco Mattei, regio macchinista e primo preposto alle opere di meccanica, e alle scoperte sulle cariche di Felice De Vincenti, già colonnello di Artiglieria e brigadiere d'armata, sarebbero stati pubblicati nel '65 e subito tradotti in varie lingue ([19]). Ma è dall'incrocio di quelli con gli interessi del Saluzzo, e dunque inclinando alla fisica-chimica, che si sarebbe giunti al centro del dibattito scientifico internazionale. Dalla prima memoria sulla « nature du flui-

([18]) F. G. A. Eandi, *Memorie istoriche intorno agli studi del padre Giambattista Beccaria,* Torino 1783.

([19]) Si veda la parte introduttiva di A. V. Papacino D'Antonj, *Esame della polvere,* Stamperia Reale, Torino 1765.

de élastique qui se développe de la poudre à canon» comparsa nel '59 sul primo numero della «Miscellanea Philosophico-Mathematica» ([20]) le ricerche del Saluzzo sulle sostanze gassose e più in generale i suoi lavori di chimica comparata avrebbero segnato tappe significative non solo per la cultura piemontese: come d'altronde ne avrebbe testimoniato lo stesso Lavoisier ([21]). Ma intanto, di là dalla loro più generale portata teorica, e ancorché nell'esercito, quegli studi avrebbero rispettato l'assunto di indagare la natura e le sue leggi per poter assegnare — sono parole del Saluzzo — «delle regole più sicure, più circoscritte e determinate nelle arti... svellendo per così dire dalle mani dell'artefice ignorante e idiota la massa informe delle sue operazioni, per ridurla a quella semplicità ed esattezza tanto necessaria, dalla quale lo ha scostato l'empirica tradizione» ([22]). Dall'analisi dei gas sprigionati dall'accensione delle polveri si sarebbe così pervenuti all'«ordigno pneumatico chimico», cioé a quella «macchina utilissima per filare la seta per mezzo del vapore dell'acqua bollente» ([23]). Ed esiti analoghi avrebbero avuto gli studi del De Buttet sull'idraulica, nella scia del Michelotti e dello stesso Beccaria; così come quelli del Morozzo sui colori, e quelli del Nicolis di Robilant e del Napione fra mineralogia e docimasìa. L'«utile» e il «vero», programmatici nei regolamenti dell'Accademia delle Scienze, avrebbero convertito tutte quelle esperienze, condotte a ridosso di un'istituzione militare, a favore di filatori e tintori, di fonditori e meccanici.

Peraltro, quell'attività di ricerca non fu mai disgiunta da una sorta di vocazione all'insegnamento. E se da un lato questo si svolse naturalmente all'università, attraendo alle discipline scientifiche sempre nuovi discepoli, d'altro canto all'interno dell'esercito e fra la nobiltà più retriva le Scuole d'Artiglieria furono avvertite come una pura provocazione. Tanto più che i loro animatori, se pure tenevano un posto limitato nell'armata sabauda, ben più pericolosi si erano rivelati per la loro prossimità ai sovrani e per l'augusta protezione che da quelli ne derivava. In effetti, con la prudente mediazione del marchese

([20]) Cfr. *Mémoire du chevalier Saluce sur la nature du fluide élastique qui se dévelope de la poudre à Canon*, in «Miscellanea Philosophico-Mathematica Societatis Privatae Taurinensis», Tomus primus, Augustae Taurinorum 1759, p. 3 e sgg.

([21]) Lavoisier, fra l'altro, riconobbe al Saluzzo meriti scientifici che altri avrebbero voluto offuscare. Il Woulffe, ad esempio, si attribuì la scoperta della macchina a vapore per filare la seta (vedi sotto nota 23) che si doveva invece agli studi del Saluzzo: Lavoisier lo sconfessò pubblicamente (cfr. A. L. LAVOISIER, *Opuscules Physiques et Chimiques*, Paris, Deterville, 1801, vol. 1, cap. 8, p. 44).

([22]) Cfr. il ms. col titolo *Riflessioni intorno ai Regolamenti Accademici del Signor Conte di Saluzzo*, conservato in Accademia delle Scienze di Torino, «fondo origini».

([23]) Cfr. G. GRASSI, *Elogio storico del conte Giuseppe Angelo Saluzzo di Menusiglio*, Torino 1813.

Wilcardel de Fleury, ministro e appassionato studioso del calcolo delle probabilità, e del padre Giacinto Gerdil, poi cardinale, precettori il primo di Vittorio Amedeo e l'altro del principe di Piemonte, non solo Saluzzo e gli altri trovarono la protezione necessaria, ma la alimentarono con funzioni dirette al servizio della famiglia reale. Così, mentre Gerdil e Fleury si associavano coi Cigna, La Grange, Saluzzo, Allioni, Gaber e gli altri, ottenendo da Carlo Emanuele la copertura reale per la neonata Società, tutti insieme investivano su Vittorio Amedeo e gli altri principi del sangue le carte per il futuro. Nel 1763 D'Antonj era incaricato di istruire nelle scienze militari il duca del Chiablese, al quale si aggiunse nel '68 il principe di Piemonte; nel '75 provvide all'educazione dei duchi di Aosta e di Monferrato, e ancora nell'80 seguiva il duca del Genevese e il conte di Moriana. Di questi quattro principi sarabbe stato aio anche Casimiro Gabaleone conte di Salmour, che a dispetto del fatto che gli fossero stati bocciati i progetti relativi ai cannoni reggimentali, sarebbe divenuto « Gran Mastro d'Artiglieria », governatore di Torino e « Grande di Corona ». Lo stesso Saluzzo, dopo essere stato a corte come paggio vi sarebbe tornato nel '68 come scudiere del principe ereditario e futuro re Vittorio Amedeo, col compito di insegnargli la fisica e le sue « connessioni con le cose militari ». Lo stesso Beccaria, per nulla estraneo all'educazione di Vittorio Amedeo, sarebbe stato molto spesso a corte ad esibire le sue esperienze elettriche — lustro della cultura piemontese e dei suoi sovrani protettori — di fronte agli occhi dei più illustri ospiti stranieri: dal duca di York all'imperatore Giuseppe II, dal principe di Brunswick a Massimiliano d'Austria.

Furono per l'appunto le protezioni che avrebbero permesso alla compagnia di studiosi di costituirsi in Società Reale e quindi in Accademia, formalizzando e legittimando agli occhi del mondo quella serie di rapporti che da privati potevano diventare pubblici; per quella via l'elettricista Beccaria otteneva la copertura politica e l'avallo materiale per incontrare l'elettricista Franklin, e sempre per quella via Torino si sarebbe collegata con l'Italia, e con Parigi, con Berlino, con Stoccolma, con Boston. Paradossalmente, proprio un segmento dell'esercito piemontese — uno dei centri della conservazione culturale e politica — avrebbe favorito e organizzato l'eco in Piemonte della voce di Eulero e di Condorcet, di Monge e di D'Alembert, di Spallanzani e di La Place; come avrebbe potuto constatare il Compagnoni, quando nel 1787 incontrava nel salotto di madama Quaglia il De Foncenex con De Buttet, Morozzo, i due Vasco, il giovane Balbo e molti altri ([24]). Una Muratoria in espansione, tramite latomico fra ambienti in apparenza incomunicanti e persino antagonisti-

([24]) G. Compagnoni, *Memorie autobiografiche,* a cura di A. Ottolini, Milano 1927, pp. 80-81.

ci, avrebbe moltiplicato i contatti e accelerato il movimento [25]. E non era che il primo capitolo, aperto per giunta, di una vicenda che per molti anni ancora, nel secolo successivo, avrebbe visto crescere buona parte della classe dirigente piemontese fra le pieghe di quel rapporto fra militari e Accademia delle Scienze. Ma intanto un dato era acquisito: la « scienza », appoggiata ai ranghi dell'esercito e protetta nella sua ricerca delle leggi della « materia », aveva partecipato dell'inusitata scoperta del « morale delle cose ».

(25) Appena un esempio lo fornisce P. MARUZZI, *Notizie e documenti sui Liberi Muratori in Torino nel secolo XVIII*, Bene Vagienna 1928-1930, estratto dal « Bollettino Storico Bibliografico Subalpino » XXX (1928), XXXII (1930).

Luisa Ricaldone

DIODATA DI SALUZZO E LA SUA ATTIVITÀ NELL'ACCADEMIA DELLE SCIENZE

Diodata Roero di Saluzzo fu la prima donna ammessa alla Reale Accademia delle Scienze di Torino. Non però l'unica, ché, dopo di lei, vennero acclamate accademiche le poetesse Clotilde Tambroni, Enrichetta Dionigi e Vittoria Sorrazin di Montferrier (1).

Quando, nel 1801, la Saluzzo entrò a far parte dell'illustre Accademia, aveva ventisei anni. Nonostante la giovane età, non era nuova ad esperienze di questo genere: il battesimo, infatti, lo aveva ricevuto, poco più che ventenne, nel 1797, all'Accademia di Filosofia e Belle Lettere di Fossano, dove aveva ricevuto il nome arcadico di Glaucilla Eurotea (2). Fra i poeti che l'acclamarono vi erano letterati di rilievo della Sampaolina e della Filopatria: Vincenzo Marenco, Franchi di Pont, Giuseppe Pavesio ed Emanuele Bava. I versi che furono recitati per l'occasione vennero pubblicati in un volumetto introdotto da Tommaso Valperga di Caluso (3). L'abate segnalava la Diodata come caso straordinario di donna che era riuscita, nonostante le difficoltà inerenti al suo

(1) Cfr. *Il primo secolo della R. Accademia delle Scienze di Torino. Notizie storiche e bibliografiche (1783-1883)*, Torino, Stamperia Reale di G.B. Paravia, 1883, e Roberto Tissoni, *Considerazioni su Diodata Saluzzo (con un'appendice di lettere inedite ad Alessandro Manzoni)*, in « Atti del Convegno Piemonte e Letteratura 1789-1870 », S. Salvatore Monferrato, 15-17 ottobre 1981, tomo 1, pp. 145-199, particolarmente a p. 81, nota 29.

Vorrei subito dire che il saggio di Tissoni è stato molto utile per il mio lavoro, e che da esso ho attinto numerose notizie.

Per altre indicazioni sull'Accademia delle Scienze cfr. Michele Mayländer, *Storia delle Accademie d'Italia*, Bologna, Arnaldo Forni Editore, 1926-1930, 5 voll., vol. 4°, pp. 390-394.

(2) Per le Accademie piemontesi di questi anni cfr. Tommaso Vallauri, *Delle Società letterarie in Piemonte*, Torino, Tipografia Favale, 1844, 2 voll.

Notizie sulla vita della Saluzzo si trovano in Coriolano di Bagnolo, *Elogio storico di D. S.*, premesso all'edizione delle *Poesie postume di Diodata Saluzzo contessa Roero di Revello aggiunte alcune lettere d'illustri scrittori a Lei dirette*, Torino, Tipografia Chirio e Mina, 1843, pp. 5-60.

(3) *Acclamazione della nobilissima donzella Diodata Saluzzo all'Accademia di Fossa-*

sesso, a pervenire ai massimi fastigi della poesia. E paragonava la precocità del « genio stupendamente immaginativo » di Glaucilla alla precocità « del gran Torquato » (Tasso) (4).

Già a dodici anni, infatti, Diodata aveva composto canzoni e sonetti che, grazie all'aiuto amorevole di Prospero Balbo, vennero pubblicati, nel 1796, presso Ignazio Soffietti di Torino, con il titolo di *Versi di Diodata Saluzzo fra gli Arcadi Glaucilla Eurotea*. E alcune stanze erano confluite nella raccolta in morte della moglie dell'amico Balbo, quando aveva appena diciassette anni.

I suoi ammiratori e « amicissimi » Prospero Balbo e l'abate di Caluso — come scrive nella biografia di Diodata Saluzzo un suo probabile discendente, Cesare Saluzzo (5) — ebbero una notevole importanza nella sua prima educazione letteraria. Pare che essi siano stati i primi ad accorgersi del talento della giovinetta e a consigliarle di desistere dall'improvvisare versi per applicarsi con metodo alla poesia, e pare che agli stessi si debba il suggerimento di dedicarsi allo studio della lingua italiana, in un ambiente in cui predominava il francese (6).

La Saluzzo fu, dunque, una donna assai precoce, in ogni attività della sua vita, anche intima. Andata sposa, nel 1799, al conte Massimiliano Roero di

no, Torino, Stamperia di Onorato Derossi, 1797. L'introduzione del Caluso occupa le pp. 3-9.

Interessante, mi pare, accennare brevemente all'amicizia Caluso-Diodata (Euforbo e Glaucilla), variamente testimoniata. Il Caluso avrebbe ripubblicato, nel 1807, nei *Latina carmina cum specimine graecorum* (p. 55) i due distici stampati nel 1797 sotto il ritratto di lei, cioè: « En os Glaucillae... », sotto il titolo di *Sub effigie poetriae nobilissimae Deodatae Salutiae A. 1797*. Questo è il carme n. XXVI; il XXII (p. 54) è intitolato, forse non a caso, *Virginia*, ed è di soli due versi: « Servitio ac stupro paternam quo vulnere solo / Eripier, vitam, qui dedit eripuit ».

Inoltre, nel vol. 2 dei *Versi* di Diodata, p. 247 e sgg. ci sono dei versi sciolti: *All'abate Valperga di Caluso inviandogli la tragedia che ha per titolo Erminia.* Questa *Erminia*, sviluppo del tema tassiano, si trova pubblicata nel vol. 4 dei *Versi*, con una premessa in cui si spiega che sarebbe stata scritta su precise indicazioni di Caluso, recitata a Torino presso un'accademia di filodrammatici, e rivista dopo la rappresentazione ancora su consigli di Caluso.

Infine, nei *Versi italiani* di Caluso, si trovano due testi che riguardano Diodata. Uno, molto elegante, s'intitola *Per versi, con cui la medesima Glaucilla accompagnò un dono di fiori dipinti da nobili fanciullette.* L'altro, che precede (pp. 174-182) (da cui il « medesima ») è: *Risposta a un Poemetto di Glaucilla* (*Diodata Saluzzo-Roero*) *per le nozze della pronipote dell'Autore col sig.r Filiberto Costa ex-Conte della Trinità,* in cui interessanti sono il taglio introspettivo e i tristi accenni alla morte, avvenuta sei anni prima, di Giuseppina di Lorena-Carignano, altra grande amica dell'abate.

(4) Introduzione di Caluso, p. 7 e p. 5.

(5) Cesare SALUZZO, *Diodata Saluzzo*, Torino, Stamperia dell'Unione Tip. - Editrice, 1874.

(6) *Ivi*, pp. 6-7.

Revello, ex ufficiale di cavalleria, amico di famiglia e molto più anziano di lei, rimase vedova nel 1802, e si può dire che da allora riversasse tutte le sue energie nell'arte del comporre, eleggendo la poesia, già compagna della sua prima giovinezza, ad amica fedele e praticamente unica dei rimanenti trentotto anni di vita.

Si è insistito su questa precocità non solo per curiosità biografica, ma anche perché il periodo della prima giovinezza sarebbe stato il più felice dal punto di vista della produzione letteraria. I critici, infatti, concordano nel ritenere notevoli le sue composizioni giovanili, e di maniera, o comunque d'interesse assai minore, quelle successive (7). Al riguardo hanno di certo giocato un ruolo primario, oltre ai suoi due maestri, i giudizi più che positivi che letterati illustri come Parini, Bettinelli, Cesarotti e Denina espressero sul volume di *Versi* ricordato prima (8). Ed è probabile che, proprio in virtù di questi giudizi autorevoli, che fecero conoscere il libro fuori dei confini del Piemonte, Giovanni Rosini accogliesse nel « Parnaso degl'Italiani viventi », da lui promosso, il volume della Saluzzo, che venne pubblicato in due tomi a Pisa, nel 1802, con il titolo di *Poesie* (9).

« Ma da quel momento in poi — scrive Roberto Tissoni, che di recente ha studiato, con dovizia di documenti e precisione di analisi, la poetessa piemontese —, il fulgido astro della Saluzzo cominciò ad offuscarsi nel cielo tempestoso d'Italia e della sua stessa terra (10). Quando, fra il 1816 e il 1817, furono ripubblicati, in quattro volumi, i *Versi* già più volte editi, con l'eliminazione di alcuni vecchi componimenti e con l'aggiunta di odi di carattere politico, di due tragedie, l'*Erminia* e la *Tullia*, e della novella *Gaspara Stampa*, quasi nessuno se ne accorse (11). Né la pubblicazione, nel 1827, del poema *Ipazia ovvero delle filosofie* (12), né quella, nel 1830, delle *Novelle* (13) valsero a risollevare le sorti artistiche della scrittrice, che di quei ripetuti scacchi si fece « un'ossessione destinata ad affliggerle tutto il resto dell'esistenza » (14). Non solo essa era abituata al successo, ma su di esso aveva puntato tutto. Probabil-

(7) Cfr. Benedetto CROCE, *Varietà di storia leteraria e civile*, Bari, Laterza, 1935, pp. 233-242.

(8) Gran parte di questi giudizi sono riportati da Tommaso VALLAURI, *Storia della poesia in Piemonte*, Torino, Tipografia Chirio e Mina, 1841, 2 voll., vol. 2°, pp. 289-297.

(9) Cfr. R. TISSONI, *op. cit.*, p. 147.

(10) *Ivi*, p. 147.

(11) *Versi di Diodata Saluzzo Roero, quarta edizione corretta ed accresciuta*, Vedova Pomba e Figli Stampatori e Librai, 1800-1817. Questa è l'edizione di cui mi sono servita per le citazioni dei versi.

(12) *Ipazia ovvero delle filosofie. Poema di Diodata Saluzzo Roero*, Torino, Tipografia Chirio e Mina, 1800-1827, 2 voll.

(13) *Novelle di Diodata Saluzzo Roero*, Milano, per Vincenzo Ferrario, 1830.

(14) R. TISSONI, *op. cit.*, p. 158.

mente fu proprio lo stato d'animo di avvilimento e amarezza di quegli anni che la indusse a quell'inesausta e insistita attività epistolare con il Manzoni, attraverso cui cercava, in modi davvero ossessivi, conferma del proprio talento artistico e riconoscimenti della propria creatività letteraria ([15]).

Viaggiò molto, in quegli anni, nonostante che la salute cominciasse a darle seri problemi. Psicologicamente era anche molto provata, non solo dagli insuccessi letterari, ma dai numerosi lutti che avevano colpito la sua famiglia: aveva visto morire il fratello in battaglia, le era morto il marito, poi il padre, e la madre si ammalò gravemente proprio intorno al 1830.

Il suo ingresso all'Accademia delle Scienze coincide con il culmine del successo giovanile, ma coincide anche con l'inizio del silenzio che la Saluzzo cercherà di rompere, come s'è visto, solo dopo la Restaurazione. Fedele, come tutta la sua antica e nobile famiglia dei conti Saluzzo di Monesiglio, ai sovrani di Casa Savoia, per tutto il tempo in cui i Francesi rimasero in Piemonte non diede alle stampe pressoché nulla. Solo qualche componimento d'occasione (per la morte di Alfieri, per la morte della figlia di Massimo d'Azeglio e per nozze di amici ([16])) e poco altro, pubblicato però fuori del Piemonte ([17]). In quegli anni di esilio del re, la sua attività si svolse praticamente tutta nell'ambito dell'Accademia delle Scienze, fondata, non lo si dimentichi, dal padre Giuseppe Angelo Saluzzo insieme con Lagrange e Cigna, e di cui facevano parte anche due dei suoi quattro fratelli ([18]).

Come si diceva, la Saluzzo divenne socia dell'Accademia nel 1801, durante il periodo del governo francese, quando alla classe delle scienze, fino ad allora l'unica esistente, venne aggiunta quella di « littérature et beaux arts ». Essa vi figura come « Revello-Saluces Diodata ex-Comtesse », e il padre vi appare non più come presidente, ma come semplice membro della classe di « Sciences exactes » con il nome « Saluces ex Comte ». Nonostante questa denobilitazione di rito imposta dal nuovo regime, è interessante notare che davanti ai loro nomi non compare mai l'appellativo *citoyen* o *cittadino*, generalmente presente davanti ai nomi degli accademici ([19]).

([15]) Cfr. *ivi*, p. 159 e sgg.

([16]) *Melpomene. Elegia di Diodata Saluzzo Roero in morte di Vittorio Alfieri*, Torino, dalla Stamperia di Scienze ed Arti, anno XII; *In morte di Melania Taparelli*, s. n. t.; *A Barbara Provana Bertini-Montaldo per le faustissime nozze di Cesare Romagnano e Camilla Provana. Poemetto di Diodata Saluzzo*, Torino, da Botta, Prato, e Paravia, 1807.

([17]) Cfr. ad esempio: *Sonetti della N. D. Diodata Saluzzo Roero inseriti nell'Ape, e nel Diario cattolico*, Firenze 1806.

([18]) Per le notizie sul padre, cfr. *Il primo secolo della R. Accademia, op. cit.*, pp. 96-98.

([19]) Cfr. R. TISSONI, *op. cit.*, p. 147 e 181.

L'ambito familiare in cui la Saluzzo visse determinò non solo i suoi atteggiamenti politici, ma anche le sue relazioni. Nell'*Elogio storico di Diodata Saluzzo*, che il conte Coriolano di Bagnolo prepone all'edizione delle *Poesie postume*, si legge che la casa del conte di Saluzzo era « come l'emporio delle scienze e delle lettere. Là convenivano tutti i cultori di esse (...), e nessuno straniero di grido trapassava a Torino senza visitare l'onorando vecchio e l'illustre sua figlia » ([20]). Ed infatti essa conobbe non solo i più famosi letterati suoi contemporanei, da Ludovico di Breme a Lamartine, dall'abate di Caluso a Foscolo, da Denina a Monti, ma fu in contatto anche con i più insigni scienziati. Basti ricordare, per esempio, che, quando si ammalò agli occhi, la ebbe in cura il notissimo medico Antonio Scarpa, l'amico di Volta e di Lichtenberg, al quale la Saluzzo fu legata da un tenero sentimento di riconoscenza e di affetto ([21]). Un ambito familiare, insomma, assai vivo e stimolante, che Diodata seppe apprezzare e anche sfruttare abilmente.

Ma la sua famiglia era anche una famiglia di militari. Militare il padre, militari i suoi quattro fratelli, militari la gran parte dei suoi amici. Non sorprende, dunque, il fatto che « la sua musa politica tacque a lungo — come scrive Croce — vergine di servo encomio, fedele al passato ». Anzi, secondo lui, sarebbe proprio « questa serietà morale » ciò che « redime i componimenti della Saluzzo, quasi tutti di circostanza » ([22]).

La fedeltà alla monarchia sabauda e il rifiuto del nuovo regime sono cantati in numerosi componimenti. Per ricordare solo quelli scritti per l'Accademia delle Scienze e pubblicati nei *Mémoires de l'Académie*, si pensi al componimento *La Sibilla*, scritto nel 1833, più di quindici anni dopo il ritorno dei Savoia, e letto da Carlo Boucheron nella seduta della Reale Accademia delle Scienze il 31 ottobre di quell'anno ([23]): « Ecco, Ella [La Sibilla] riede, ecco, Ella pesa immobile, / Qual dieci lustri or sono, del Trono al piede; / Al giovin Re promette alte, immutabili, / Ventura e fede. / Signor, l'ascolta! Ella l'alloro vivido / Degli Avi tuoi ponga a tue giovin chiome; / In lungo regno l'opre magne intessano / Lodi al tuo nome. / Di Filiberto nobil figlio armigero / Dona gran fama ai Subalpini tuoi; / Vivi! la fama al nome eccelso accrescano / I figli Eroi. / (...) Crescete all'armi e alle dottrine altissime, / Figli dei Re; v'abbian le Muse in cura: / Voi, che un fratello mio pel soglio provido / Fra noi matura ».

([20]) Coriolano di Bagnolo, *op. cit.*, p. 33.

([21]) Cfr. *Il primo secolo della R. Accademia, op. cit.*, pp. 14-15.

([22]) B. Croce, *op. cit.*, pp. 236-237.

([23]) *La Sibilla. Ode di D. S. Scritta per la pubblica adunanza della Reale Accademia delle Scienze,* 31 ottobre 1833, Torino, Stamperia Reale, s. d.

E si pensi, ancora, all'*Ozio*, del 1803 ([24]), dove viene svolto un tema già cantato in una serie di dieci sonetti che fanno parte di una sezione intitolata *L'Italia nel MDCCXCVI* ([25]). Si tratta del *Leitmotiv* di un'Italia donna maldestramente innamorata di un amante, la Francia, che, dopo averla sedotta, la umilia e la maltratta.

Un tema di questo genere può forse spiegare l'attenzione rivolta a Diodata dai patrioti delusi della Francia. Giovanni Antonio Ranza, nell'« Anno patriotico. Varietà istruttive », periodico uscito tra il 1800 e il 1801 e destinato alle scuole, riproduce il sonetto di argomento storico *Virginia* come esempio di spirito anti-tirannico. E in calce, lo stesso Ranza scrive: « Si spera che questa celebre Poetessa vorrà ora consacrare il suo plettro ad argomenti repubblicani di questa fatta; e così giustificare vieppiù la sua aggregazione all'Accademia Nazionale delle Belle Arti » ([26]).

Si capirebbe, allora, anche la scelta di Edoardo Calvo di inserire, come esergo, nel frontespizio del primo volume delle sue *Favole morali*, pubblicate nel 1802, una terzina della Saluzzo, e precisamente: « Io v'offro i carmi alla stagion del pianto; / ma canta il Cigno allor che muor, né fia / chi nieghi al Cigno moribondo il canto » ([27]).

L'attività della Saluzzo nell'Accademia delle Scienze non si risolse interamente nei componimenti inneggianti alla monarchia e in quelli di « non consenso » verso il regime napoleonico. Secondo il costume dell'epoca, scrisse versi d'occasione, come i *XII sonetti in morte di Giuseppina Provana Ripa. Ad una bennata e spiritosa fanciulletta nel suo giorno natalizio*, l'*Elegia in morte del padre*, e scherzi, come *L'Amorino. Risposta ad una gentildonna, che scrisse all'autrice scherzando delle lodi d'Amore, ed invitandola a cantarle anch'essa* e la *Risposta a Clotilde Tambroni che avea chiesto una poesia determinandone il soggetto, ed il numero de' versi* ([28]).

Ma i componimenti forse più interessanti sono quelli di carattere scientifico e quelli di carattere ruinistico. Gli uni e gli altri, infatti, testimoniano la

([24]) *Mémoires de l'Académie des Sciences, Littérature et Beaux-Arts, pour les années X et XI*, Turin 1803, pp. 285-289. L'*Ozio* venne ripubblicato nel vol. 1 dei quattro voll. di *Versi*, pp. 199-203.

([25]) Si trova in *Versi*, vol. 1, pp. 67-76.

([26]) Il sonetto *Virginia* si trova riportato nel tomo IV (1801) del periodico « Anno patriotico », redatto dal Ranza fino al n. VII (poi da Richeri).

([27]) Devo a Marco Cerruti, che ringrazio, questa segnalazione.

([28]) Rispettivamente nei *Mémoires* del 1803, *op. cit.*, pp. 290-301, poi nel vol. 1 di *Versi*, pp. 53-64; negli stessi *Mémoires*, pp. 302-305, poi nel vol. 2 dei *Versi*, pp. 37-41; nei *Mémoires de l'Académie Impériale des Sciences, Litérature et beaux-Arts pour les années 1805-1808*, Turin 1809, pp. 295-298, poi nel vol. 2 dei *Versi*, pp. 29-33; nei *Mémoires* del 1803, pp. 306-312, poi nel vol. 2 dei *Versi*, pp. 65-73; nei *Mémoires* del 1805-1808, pp. 593-599, poi nel vol. 2 dei *Versi*, pp. 93-101.

sensibilità assai acuta che la Saluzzo ebbe per il gusto poetico del tempo. Numerose sono le sue composizioni scientifiche, ma all'Accademia delle Scienze ne vennero lette, a quanto mi risulta, solo due: l'*Armonia* e gli *Atomi* (29). Sono versi su argomenti di non piccolo impegno, con i quali essa aveva una notevole dimestichezza proprio in virtù, ancora una volta, del suo *milieu* familiare. Allo studio della chimica e della fisica era stata avviata, fin da piccola, dal padre che, come com'è noto, era uno scienziato di primo piano. Sembra che Lavoisier lo avesse collocato tra i primi promotori e diffusori della chimica (30). E sicuramente attraverso il padre, così attento all'educazione della figlia, essa ebbe modo di entrare in contatto con valenti scienziati non solo piemontesi, ma anche stranieri, dal momento che Torino, proprio per la presenza dell'Accademia, richiamava scienziati da ogni parte d'Europa (31).

In quella che Renzo Negri, nel saggio *Gusto e poesia delle rovine in Italia fra il Settecento e l'Ottocento*, chiama la « tradizione millenaria » della poesia della rovina (32), la Saluzzo si inserisce, con tutti gli onori, con alcuni componimenti, tra i quali il più noto e lodato è quello che porta il titolo *Le rovine. Visitando l'Autrice l'antico castello di Saluzzo*, scritto per l'attività accademica 1805-1808 e pubblicato nei *Mémoires de l'Académie* nel 1809 (33). Di Breme e Manzoni lo considerarono l'esempio essenziale della « nuova poesia », che stava diventando di moda anche in Italia (34). E come rappresentanti il Piemonte aveva, oltre alla Saluzzo, Ambrogio Viale, il Solitario delle Alpi, « il bel melanconico », come lo chiama il Calcaterra (35), venuto a Torino da Cervo, in Liguria, nel 1790.

Riguardo alle *Rovine* della Saluzzo, il Negri scrive che « si ha qui (...) l'indicazione sintomatica del modo più condiviso di utilizzare la rovina nel primo Ottocento. Modo che non consiste tanto nel contrapporre lo splendore del passato alla desolazione del presente — quando non lo si faccia con

(29) Rispettivamente nei *Mémoires* per gli anni 1811-1812, pubblicati nel 1813, poi nel vol. 1 dei *Versi*, pp. 191-198; nei *Mémoires* del 1803, poi nel vol. 2 dei *Versi*, pp. 74-78.

(30) Cfr. *Il primo secolo della R. Accademia, op. cit.*, pp. 90-98.

(31) Coriolano di Bagnolo, *Elogio storico di D. S., op. cit.*, p. 13. Si vedano le comunicazioni sull'argomento tenute nel presente Convegno.

(32) Renzo Negri, *Gusto e poesia delle rovine in Italia fra il Settecento e l'Ottocento*, Milano, Ceschina, p. 11. Alla Saluzzo sono dedicate le pp. 194-202.

(33) Successivamente nel vol. 2 dei *Versi*, pp. 5-10.

(34) Cfr. *Storia della letteratura italiana Garzanti, Il Settecento*, vol. VI, p. 585. Per la poesia ruinistica in Piemonte, in quegli anni, cfr. Carlo Calcaterra, *Il nostro imminente Risorgimento. Gli studi e la letteratura in Piemonte nel periodo della Sampaolina e della Filopatria*, Torino, S.E.I. 1935, 2 voll., vol. 1, p. 609. Alla Saluzzo sono dedicate le pp. 610-612.

(35) *Ivi*, p. 609.

intenzione esortativa –, quanto nel piacere in sé e per sé dell'evocazione immaginosa, ricca di colore, di fatti, di ambienti e parole suggeriti dai ruderi medioevali » ([36]). E infatti solo il verso di chiusura richiama fuggevolmente il presente: « Il disinganno io m'ebbi, ombre terribili ».

L'intuizione di fondo della Saluzzo è certo quella del *tempus edax*, che governa il destino dell'individuo e dei popoli. Ma alla luce di altri suoi versi, non si può fare a meno di pensare che, dietro alla *Ruinensehnsucht*, sentita così acutamente dalla Diodata, si celi, appunto, quel desiderio nostalgico di un passato che si rivelava a lei, allora, nella desolata malinconia dei ruderi. In altre parole, viene il sospetto che esista un filo sottile tra la contemplazione senza speranze delle rovine e la profonda tristezza per la sorte dei sovrani di Casa Savoia. In un sonetto del 1813 sulla chiesa di Superga ciò mi pare particolarmente evidente ([37]): « A voi, colonne delle altère porte, / memorie subalpine, onor dell'armi, / a voi ritorno; ed a te, sacra a morte / perenne face, che rischiari i marmi! / Quand'io venni qui in fanciullesca sorte / e l'improvviso sciolsi estro de' carmi, / il re dell'alpe laggiù stava in forte / muro; e che sia solo un mattino parmi! / (...) Io riedo or qui, ma quasi bianco ho il crine, / più non ho padre, è rovesciato il soglio, / e sepolta è la cetra in le rovine ».

Tra una rovina e l'altra, comunque, c'è da augurarsi che non sia rovinato anche lo scranno su cui la Saluzzo, almeno ai suoi tempi, sedeva nel Parnaso. Io ho cercato di puntellarlo, e proprio a casa sua, voglio dire qui, nell'Accademia delle Scienze. Mi rendo conto, però, che i suoi versi, forse perché tarlati dal tempo, fanno molta fatica a stare in piedi. Ma tant'è: la fama letteraria, per cui tanto ci si affanna e quasi ci si scanna, ha una vita, nella maggioranza dei casi, appena un po' più lunga di quella della cicala.

Ma più che discettare sui suoi versi, che sono ormai lontanissimi dalla nostra sensibilità, sarebbe forse opportuno studiare la Diodata in relazione al problema posto dal Caluso nella prefazione all'*Acclamazione* ricordata prima, e cioè che sarebbe un pregiudizio l'opinione che « il sesso più debole soglia esserlo non delle forze del corpo soltanto, ma di quelle altresì della mente » ([38]), problema dibattuto nel corso dell'intero Settecento e che la Saluzzo sembra vivacemente riproporre.

([36]) R. Negri, *op. cit.*, p. 203.

([37]) *Alla chiesa di Superga nel 1813*, in *Versi*, vol. 1, p. 66.

([38]) *Acclamazione della nobilissima donzella*, *op. cit.*, p. 5.

Maria Fubini Leuzzi

GLI STUDI SCIENTIFICI IN ITALIA NELL'ETÀ DELLA RESTAURAZIONE SECONDO L'OTTICA DI GUGLIELMO LIBRI

Nel proporre, quale contributo al convegno celebrativo del bicentenario dell'Accademia delle Scienze, il tema riguardante Guglielmo Libri e gli studi scientifici in Italia, solo in parte ho inteso allontanarmi dai temi per me più consueti di cultura piemontese ottocentesca. In verità la mia attenzione su Guglielmo Libri è stata richiamata nel commentare le opere storiche di Cesare Balbo e sfogliando i carteggi ad esse connessi. Mai citato dal Balbo per motivi oggettivi e soggettivi di censura — una delle note prevalenti della storiografia del Libri è l'anticlericalismo — il Libri è in realtà sovente oggetto sottinteso di consensi e dissensi, rimanendo comunque sullo sfondo, per quella parte riguardante la storia della cultura a cui Balbo dedicò tanto spazio nelle opere storiche minori e intorno a cui scrisse pagine non secondarie nel *Sommario.*

L'ambiguità del personaggio, ma anche la sua vivacità e la sua originalità rispetto all'ambiente di provenienza — la Toscana granducale — e non solo di quello, mi hanno stimolato alla ricerca delle carte sue e degli ascendenti famigliari nei fondi degli archivi e delle biblioteche fiorentine; ricerca che si è rivelata quanto mai interessante, lasciando intravedere la possibilità della ricostruzione di una famiglia del patriziato fiorentino attraverso tre generazioni particolarmente significative, comprendendo la tarda età leopoldina, gli anni del giacobinismo e quelli napoleonici, e infine l'età della Restaurazione e della monarchia di luglio in Francia ([1]).

Guglielmo Libri junior (Firenze 1802 - Fiesole 1869), intendiamo con questo appellattivo distinguerlo dal nonno Guglielmo senior (Firenze 1753-1805), è personaggio discusso e discutibile. Oggetto di un famoso processo in Francia, conclusosi con la condanna per furto di manoscritti antichi dalle biblioteche francesi, alla cui conservazione era invece preposto, è conosciuto da bibliofili e

([1]) Per una presentazione del nucleo principale delle carte appartenenti alla famiglia Libri cfr. V. Arrighi, *Le carte Libri della Biblioteca Moreniana di Firenze,* in « Rassegna Storica Toscana », XXVIII (1982), pp. 115-131.

studiosi di cose medievali e umanistiche proprio per queste vicende, ma anche per le splendide collezioni manoscritte e librarie possedute e raccolte in cataloghi ancora oggi per più aspetti ricchi di interesse ([2]). Meno conosciuto per altro verso, è come matematico e storico della matematica, anche se, specialmente a posteriori, al di là di episodi polemici, i suoi colleghi matematici non gli hanno lesinato elogi ed è comunque unanime il consenso per i suoi contributi alla ricostruzione della storia della scienza attraverso le pagine della *Histoire des sciences mathématiques en Italie*, oggetto dell'attenzione di Balbo ([3]) e non di lui soltanto. Come matematico e scienziato i suoi contributi sono più modesti e certamente mancanti di vera originalità, pur mostrandosi sempre pronto a recepire gli aspetti più innovativi del settore ([4]). Le sue memorie riguardano, nel campo dell'analisi, il calcolo delle funzioni continue degli integrali secondo gli svolgimenti della scuola francese di Laplace; ma studiò anche, secondo tendenze ancora presenti fra gli scienziati suoi contemporanei ignari di rigorose separazioni fra discipline matematiche e fisiche, la teoria del calore; negli ultimi anni di insegnamento al Collège de France si dedicò alla teoria delle funzioni ellittiche e non ellittiche e alla geometria proiettiva ([5]). Ma soprattutto, coeren-

([2]) G. FUMAGALLI, *Guglielmo Libri*, a cura di B. Maracchi Biagiarelli, Firenze 1963. Si tratta dell'ultima e della più completa monografia d'insieme esistente sul personaggio, incentrata comunque sulle vicende che portarono Libri al processo e alla condanna. È completata da una ricca bibliografia per sezioni una delle quali riguarda anche i cataloghi (*ivi*, pp. 175-176).

([3]) Cfr. per esempio la discussione che lo storico piemontese accenna a proposito dell'introduzione in occidente dell'algebra in età medievale, schierandosi con la tesi sostenuta da Libri contro il celebre matematico francese M. Chasles autore di una memoria specifica sull'argomento (*Histoire de l'arithmétique. Explication de traités de l'abacus, et particulerment du traité de Gerbert*, Paris, 1843), in C. BALBO, *Storia d'Italia e altri scritti*, a cura di M. Fubini Leuzzi, Torino 1984, pp. 475 e 578.

([4]) Fra i matematici che riconoscono i meriti di Guglielmo Libri come storico ricordiamo particolarmente A. STIATTESI, *Commentario storico-scientifico sulla vita e le opere di Guglielmo Libri*, ... seconda edizione corretta ... corredata dal catalogo delle opere, Firenze 1879, che pur nell'evidente intento apologetico, riconosce con finezza il valore non solo erudito, ma anche civile dell'opera storiografica del Libri; dell'opera di scienziato lo Stiattesi trova degne di attenzione le ricerche di semplificazione di calcolo in alcune formule generali di analisi e la chiarezza che cerca di portare ad alcuni argomenti che suscitavano le funzioni discontinue; G. CANDIDO, *Il "Fondo Palagi Libri" della Biblioteca Moreniana di Firenze*, Estratto degli Atti del Secondo Congresso dell'Unione Matematica Italiana, Bologna 4-6 aprile 1940, Roma 1941, che auspicava la nuova pubblicazione in traduzione italiana dell'*Histoire* del Libri; infine G. LORIA, *Storia delle matematiche dall'alba della civiltà europea al secolo XIX*, II ed., Milano 1950, p. 1944 e sg., che parla di « benemerenze indiscutibili e indiscusse » della storiografia del Libri, mentre sottolinea la debolezza della sua fama di analista.

([5]) Ricordiamo alcuni titoli delle memorie più conosciute, G. LIBRI, *Mémoire sur la théorie de nombre*, in « Mémoires de l'Académie Royale des sciences des Savants étran-

temente all'educazione ricevuta, ebbe della matematica una visione applicativa, e fu proprio questa prospettiva comune, laplaciana, che lo accostò agli scienziati torinesi, particolarmente a Giovanni Plana e a Giorgio Bidone. Fu il Plana a presentare insieme con Cisa di Gresy, la memoria del giovanissimo Libri, *Sur divers points d'analyse* all'Accademia delle Scienze di Torino [6] e fra i due intercorse una corrispondenza scientifica nonché uno scambio di lettere sinceramente amichevoli, anch'esse dimostrazione della stima professionale. Cito solo ad esempio l'aiuto anche in denaro prestato dal Plana al Libri dopo la precipitosa fuga da Firenze nella primavera del 1831 [7], quando in seguito alla congiura del Berlingaccio aveva dovuto abbandonare la città ed esiliare a Parma e Modena in un primo tempo, per poi trovare più sicuro rifugio a Marsiglia e stabilirsi infine a Parigi.

Per Giorgio Bidone nelle note del diario di viaggio, durante il soggiorno torinese dell'aprile-maggio 1830, Libri non ha che parole di ammirazione per la serietà degli studi e della loro applicazione, e Bidone vi appare anche come il suo principale interlocutore scientifico, nonché la guida alle principali istituzioni accademiche e scientifiche della città. Ma il Libri aveva una prima volta soggiornato a Torino nel dicembre del 1824, pochi mesi dopo la nomina a socio corrispondente dell'Accademia [8], quando aveva ritenuto doveroso nel suo primo viaggio fuori dal Granducato, dedicato in gran parte alla cultura e allo studio, oltre che agli affari, fermarsi nella capitale del regno di Sardegna, prima di proseguire per Ginevra e Parigi. A visita conclusa, così ne raccontava alla madre per lettera: « Ti scrissi lunedì da Torino quante accoglienze mi avevano fatto Plana, Bidone, Vassalli, Peyron e tutti gli uomini più illustri di quella

gers », t. V (1825); Id., *Mémoire sur la résolution générale des équations indéterminées du 1r degré à deux inconnues, à l'aide des fonctions circulares*, in « Annales de Gergonne », t. XVI (1 avril 1826), p. 297 e sgg.; Id., *Mémoire sur l'intégration des équations linéares aux différences du second ordre, et des ordres supérieurs, à coefficents constants des variables*, in « Mémoires de l'Académie Royale des Sciences », XIV (1834); nel campo della fisica si applicò particolarmente allo studio del calore, della fiamma, dell'elettricità. Per una bibliografia più completa cfr. G. Fumagalli, *op. cit.*, pp. 169-173.

[6] Letto nell'adunanza del 14 luglio 1822 il lavoro del Libri fu pubblicato in « Memorie dell'Acc. Sc. To. », XXVII (1824), pp. 251-280.

[7] Cfr. Biblioteca Nazionale Centrale Firenze (d'ora in poi BNF), Coll. Autografi, Carteggi Vieusseux 81, 25: « Mi consola l'idea che domani Guglielmo riceverà la cambiale di duecentocinquanta franchi che gli ho spedita » (lettera di G. Plana a G.P. Vieusseux, Torino 4 aprile 1831). Della corrispondenza scientifica fra i due scienziati dà notizia A. Stiattesi, *op. cit.*, p. 78.

[8] La nomina di Guglielmo Libri a socio corrispondente dell'Accademia delle Scienze di Torino è del 20 giugno 1824; cfr. Biblioteca Moreniana Firenze (d'ora in poi BMF), Fondo Palagi-Libri, 433, 134, lettera di A.M. Vassalli Eandi a G. Libri, Torino 23 giugno 1824, in cui si comunica la notizia.

città, che pure figurano fra i primi d'Italia. Ti assicuro che mi pareva impossibile che ognuno abbandonasse i suoi lavori per occuparsi esclusivamente di me » ([9]). E per parte sua fin dal primo approccio Libri si era mostrato entusiasta: appena giunto a Torino erano state queste le sue impressioni: « Plana, Bidone e Gresy mi hanno ricolmato di gentilezze ... Plana e Bidone mi sono sembrati valere molto e vi ho imparato. Ho fatto delle osservazioni astronomiche ed ho più imparato qui con uno strumento alla mano che in due anni di lezioni a Pisa » ([10]).

I rapporti con l'Accademia e il mondo torinese continuarono anche negli anni della permanenza in Francia (1831-1848) e in Inghilterra (1848-1869). La corrispondenza con Federico Sclopis, che riguarda anche temi di erudizione storica è copiosa e vivace ([11]), e certamente il fondo Libri della Bibliothèque Nationale di Parigi, che non ho ancora esplorato, riserva notizie interessanti. È comunque noto che nel febbraio del 1847, quando già doveva avere sentore dello scandalo montante intorno alla sua biblioteca il Libri offrì ad un prezzo di favore i suoi manoscritti a Carlo Alberto tramite la mediazione dell'Accademia. In una lettera riservata al Gazzera così giustificava l'offerta, che faceva seguito al fallimento della trattativa con il British Museum: « A me farebbe grandissimo piacere che i miei manoscritti, usciti in gran parte d'Italia, e comprati da me in Inghilterra o in Italia, ritornassero in Italia, ed ho tale stima pei piemontesi e pel governo piemontese che sarei disposto a fare anche qualche sacrifizio circa al tempo dei pagamenti » ([12]). Dove al di là dell'indubitabile piaggeria, non possono ignorarsi note di sincerità.

Ma motivi di tempo e di spazio ci impongono di avvicinarci più specificatamente all'argomento che ci siamo prefissi di analizzare ed in primo luogo ci sembra necessario, per inquadrare meglio il personaggio ed il suo pensiero, chiedersi donde venisse l'interesse per gli studi scientifici in questo giovane

([9]) BMF, Nuovo Fondo Libri, [Carteggi, inserto 347], lettera di Guglielmo a Rosa Libri, Ginevra 9 dicembre 1824.

([10]) *Ivi,* lettera di Guglielmo a Rosa Libri, Torino 4 dicembre [1824].

([11]) 29 lettere di Guglielmo Libri a Federico Sclopis sono conservate in Biblioteca Accademia Scienze di Torino (d'ora in poi BAST), Carteggi 26829-26879 datate dal 1835 al 1847 circa. Ringrazio il dottor Guido Donini, cancelliere dell'Accademia, per l'aiuto offertomi nella ricerca.

([12]) BAST, Carteggi, 15852-15853, lettera di Guglielmo Libri a Costanzo Gazzera, Parigi 26 febbraio 1847. Nella stessa lettera proponeva il prezzo di duecentocinquantamila franchi « pagabili in contanti a Parigi » per l'intera sua collezione di manoscritti comprendente le « tre classi »; « 1) Manoscritti antichi latini e greci uniti ai manoscritti francesi e provenzali antichi »; « 2) Manoscritti autografi, corrispondenze autografe, libri scritti di mano di uomini celebri, compresa la cassetta di manoscritti di Napoleone »; « 3) Manoscritti latini e greci posteriori al secolo XII. Manoscritti scientifici e storici latini, italiani, classici italiani ».

rappresentante di antica famiglia patrizia fiorentina, Libri della Sommaja [13], imparentata o legata di amicizia con le più illustri casate e i più noti uomini di Firenze dai Corsini ai Riccardi, ai Gianni, ai Capponi. Potremmo accettare di seguire una indicazione più superficiale, anche se documentata, secondo cui le non floride condizioni di famiglia avrebbero consigliato la scelta precoce di Guglielmo per la matematica [14]; scelta abbastanza insolita per un esponente della nobiltà a cui per costume e carriera, quella di funzionario pubblico, ormai abbracciata da molti patrizi fiorentini nelle ultime generazioni, sembravano più adatti gli studi giuridici. Certamente comunque gli studi matematici si presentavano meno dispendiosi e di più rapida conclusione. Ma non è da trascurare, a mio avviso, che il padre di Guglielmo, Giorgio Libri, era stato nella prima giovinezza invogliato agli studi matematici dai contatti con Pietro Ferroni e Vincenzo Brunacci, entrambi matematici di fede giacobina ed esponenti rispettivamente della municipalità fiorentina e livornese nel 1798. Ed ancora, lo stesso Guglielmo senior aveva iniziato, sembra senza troppo successo, studi matematici durante il suo soggiorno al Collegio dei Nobili a Bologna [15]. Non ci pare dubbio comunque che alla base di questi studi scientifici verso cui sembra da più generazioni propendere la famiglia Libri ci fosse il suo orientamento liberale o addirittura democratico, che si manifesta fra l'altro anche con un impegno educativo in tal senso condotto con grande consapevolezza, e per quanto se ne sa, non certamente diffuso fra i ceti dirigenti toscani dell'epoca. Lasciando per ora da parte l'indagine intorno ai modi in cui fu allevato Giorgio Libri [16], non è possibile invece per comprendere i temi e i problemi degli

(13) Archivio di Stato di Firenze, Deputazione sopra la Nobiltà fiorentina. Libri d'oro. Patrizi del quartiere di Santa Croce. La famiglia Libri vi figura con decreto 22 marzo 1751, filza Gonfalonierti, VI, n. 13.

(14) G. Fumagalli, *Guglielmo Libri* cit., p. 45.

(15) BMF, Nuovo Fondo Libri, [Carteggi 207], Lettera di Girolamo Fattori, Novellara 2 marzo 1772, a Guglielmo Libri, Bologna, Collegio dei Nobili, dove si parla del desiderio di Guglielmo « di approfittare della matematica » nonché delle delusioni provate alle prime difficoltà e lo si incoraggia a persistere con moderazione « ancora che in questa scienza ella non fosse per fare quei progressi che son sempre stati di pochi, non sarà già fatica buttata se ella venga ad acquisire delle cognizioni, a rendersi abile ad intendere tanti libri di Fisica ne' quali sono sparse le cifre algebriche o le linee geometriche ».

(16) ASF, Carte Gianni, Filza 18, 353, G. Libri sr., *Getto di pensieri in due ore d'allegria del nostro pericolo ministero,* 10 novembre 1790. Si tratta di uno scritto apologetico delle riforme economiche ed ecclesiastiche di Pietro Leopoldo al termine del quale l'autore dichiarava: « Ha un figlio forse involato alla morte il quale sarà imbevuto di sentimenti stessi » (*ivi,* f. 164 v.). Su Giorgio Libri (Firenze 1781 - Amsterdam 1836) e sulla sua educazione cfr. G. Fumagalli, *op. cit.*, pp. 5-14 e V. Arrighi, *Le carte Libri* cit., pp. 122-125.

studi storici di Guglielmo Libri junior, prescindere dall'educazione da lui ricevuta di « perfetto giacobino », se è lecita l'espressione.

Della sua educazione rimangono importanti e curiosi documenti inediti, alla pubblicazione di uno dei quali sto attendendo, per il vivo interesse che presenta sotto il profilo del costume e della cultura, del pensiero e delle opinioni politiche. Si tratta di brevi note autobiografiche che Guglielmo scrisse nel 1826 e di una lunga lettera, ma sarebbe meglio parlare di un breve trattato pedagogico in forma di lettera, che Giorgio Libri, giacobino e avventuriero, bonapartista e anglofilo, scrisse al figlio nel 1819, da un carcere francese, dove pare fosse rinchiuso per scontare una condanna ricevuta come falsario ([17]). A questi documenti se ne deve aggiungere un terzo: si tratta dell'atto di nascita di Guglielmo da cui scopriamo che i veri nomi di battesimo a lui imposti furono Giuda Taddeo, Icilio, Bruto ([18]), ed è con quest'ultimo nome che il padre gli si rivolse sempre nei rapporti epistolari. « Mon cher Brutus », suona infatti l'intitolazione dell'epistola pedagogica, dove fra gli altri ammonimenti invitava il figlio a non scambiare per conformismo il proprio nome con nessun altro, e soggiungeva che a chi avesse espresso meraviglia per questo nome scelto al di fuori da quelli più consueti dei santi, avrebbe sempre potuto replicare: « Vous êtes dans l'erreur. Et la prouve en est qu'il existe à Rome et a Lueques un autel dédié à SS. Brutus et Cassius martyrs » ([19]).

Al di là di queste battute emerge comunque dalle note autobiografiche e dalla lettera del padre l'educazione rigorosamente rousseauviana ricevuta da questo Bruto-Guglielmo: « I miei genitori nutriti delle massime di Rousseau vollero fare di me un Emilio. Quindi il mio spirito fu trascurato completamente, se con ciò si intende il non fare studiare ai bambini cose di cui nulla intendono, e il corpo fu esercitato oltre ogni dire ». E ancora « Mai parole di religione, mai streghe né santi, perché niun pregiudizio mi si voleva dare, e si voleva lasciare tutto a quella età in cui intendessi da me ... Poi amore alla libertà ed odio ai tiranni » ([20]). Se queste note riguardavano gli anni intorno al 1806-1807, è nel 1819 che Giorgio gli inviava per la sua formazione culturale (ma il trattatello comprende anche elementi autobiografici e massime di vita pratica e di costume) un elenco di letture, sulle quali tutte dominava Voltaire,

([17]) Le note autobiografiche sono in BMF, Fondo Palagi-Libri 435, 3, 2 cc. 1 - 10; riguardano il periodo che va dai primi mesi di vita alla puerizia e sono datate 10 marzo 1826; della lettera di Giorgio Libri al figlio, Francia 23 aprile 1819; chi scrive ne ha ora curato l'edizione completa: M. FUBINI LEUZZI, *Giorgio a Guglielmo Libri: lettere di un ex-giacobino al figlio*, « Labyrinthos », 5/6, 1984, pp. 250-289.

([18]) G. CANDIDO, *op. cit.*, p. 26.

([19]) M. FUBINI LEUZZI, *Giorgio a Guglielmo Libri* cit., p. 286.

([20]) BMF, Fondo Palagi-Libri 435, 3, 2, ff. 1-2.

tutta l'opera di Voltaire, a cui veniva dietro Machiavelli nella interpretazione libertaria foscoliana. E pur raccomandando gli studi giuridici in primo luogo, consigliava di non trascurare gli studi matematici. « Comme qu'il en soit, je te conseille d'étudier les matématiques, parce que c'est une ignominie de les ignorer entièrment, et parce que il est peu de circonstances dans la vie humaine ou l'on n'en éprouve l'utilité, ma je te conseille en même temps de ne pas t'engouffrer et te perdre dans les subtilités de la partie transcendante de cette science, qui comme toutes les autres, a aussi son charlatanisme » ([21]).

Questi brevi riferimenti sono forse sufficienti a dare indicazioni ed a fornire una prima spiegazione del quadro interpretativo generale da cui mosse e nello stesso tempo a cui tese la ricerca storiografica sulle scienze in Italia di Guglielmo Libri. Le sue convinzioni ideologiche lo portarono a ritenere primaria e indiscutibile l'utilità della scienza per il progresso della società e l'emancipazione della popolazione. Ne derivavano di conseguenza la lotta alla superstizione e alla religione superstiziosa, e la ricerca e l'esaltazione, contro ogni possibile interpretazione che si richiamasse alla metafisica, del carattere empiristico della tradizione filosofica italiana, così che essa veniva ad identificarsi, dopo i chiari segni già presenti nel medioevo, definitivamente nell'età moderna, con la scienza galileiana, interpretata da un punto di vista esclusivamente empiristico secondo gli schemi largamente diffusi fra gli scienziati italiani più indipendenti già negli ultimi decenni del secolo XVIII.

Non sono poi da tralasciare in questi brevi cenni generali sulle linee interpretative fondamentali dell'*Histoire des sciences mathématiques* gli evidenti riferimenti a Sismondi e alla sua storiografia, là dove il Libri insiste particolarmente sul rapporto fra condizione morale e politica e condizione intellettuale di un popolo, sull'esaltazione del progresso sociale nel rispetto della individualità e sulla stessa esortazione a rompere, con l'esercizio personale del rigore morale, le avverse condizioni etiche e politiche.

Il motivo viceversa della genialità dello scienziato che vince le condizioni più ostili, sembra tratto per un verso dall'adesione alle più diffuse concezioni romantiche e dall'esigenza di propaganda nazionale, per l'altro dalla tradizione della storiografia scientifica, che aveva pur sempre rappresentato le personalità geniali in qualche modo isolate dal contesto storico culturale di provenienza ([22]).

([21]) M. Fubini Leuzzi, *Giorgio a Guglielmo Libri*, cit., p. 265.

([22]) Certamente Libri, pur nel rispetto della teoria del genio — Galileo è definito pur sempre « immortel génie qui a fait et préparé tante de belles découvertes » (G. Libri, *Galilée. Sa vie et ses travaux*, in « Revue des deux mondes », IV s., 1r juillet 1841, p. 96) — mostra di essere ben consapevole che la grandezza derivi e sia preparata da un contesto storico di lungo periodo; cfr. G. Libri, *Discorso intorno alla storia scientifica della Toscana*, in « Antologia », t. XLIV, parte II, nov. 1831, pp. 1-17, tale lavoro che na-

L'*Histoire des sciences*, che aveva visto una prima parziale edizione nel 1835 ed una definitiva nel 1838-1841 ([23]), seguita da moltissime ristampe nel giro di pochi anni, era stata però preceduta da altri lavori storici filosofici e giornalistici, ed è da questi ultimi appunto che muove questo nostro contributo. Conviene dunque accennare a questi scritti per comprendere a pieno il senso degli argomenti trattati nella rassegna sulle scienze contemporanee in Italia. Il *Libro del Fatto*, per esemplificare, breve trattato inedito, non datato, ma sicuramente anteriore al 1830, ha per oggetto la superstizione, di cui cerca di delineare le radici storiche ravvisate nel legame di superstizione e potere; la prima sarebbe stata creata quale strumento di soggezione, approfittando della ingenua, ma originariamente libera mentalità popolare ([24]).

Colpisce in questo scritto spregiudicato anche la frase iniziale, apparentemente contraddittoria, quasi occhiello, da cui si sviluppano gli argomenti successivi: « Bacone ha creato la scienza con una magia ». Più tardi Libri indicò in Galileo colui che aveva operato la rivoluzione scientifica, ma il riferimento a Bacone è qui da interpretarsi generalmente come di colui che ha eliminato ogni velo superstizioso ottundente lo sviluppo dell'intelligenza, aprendo la strada al superamento della metafisica, secondo la prospettiva proposta da Hume ([25]) e rispondente anche alle sue tematiche filosofiche, al di là di ogni pur possibile fanatismo patriottico.

Il *Discorso intorno alla storia scientifica della Toscana*, di pochi mesi precedente la *Revue scientifique et littéraire de l'Italie*, contiene alcuni dei principali motivi sviluppati e maggiormente chiariti nell'opera successiva che si possono schematicamente indicare secondo le linee seguenti. Stabilito che punto

sce dalla necessità di spiegare « la grandezza degli scienziati » del secolo XVII attraverso la preparazione dei loro predecessori, il che porta assai vicino a quella identificazione di storia e metodo nelle scienze su cui fu più esplicito più tardi: « Il doit s'attacher sourtout à faire ressortir les méthodes et à les tirer de chaque decouverte particulière, pour les présenter d'une manière abstraite à l'esprit, comme autant d'instrumens logiques et de moyens généraux d'invention », G. LIBRI, *Histoire des sciences mathématiques,* nell'edizione citata alla nota seguente, p. XIII.

([23]) G. LIBRI, *Histoire des sciences mathématiques en Italie depuis la rénaissance des lettres jusqu'à la fin du XVII siècle*, Paris, J. Renuard e C.ie 1838-1841, voll. 4. Edizione anastatica, Bologna 1966. Della prima edizione uscì solamente il primo volume diffuso in poche copie per l'incendio della Librerie de Paulin che ne era appunto editrice.

([24]) BMF, Fondo Palagi-Libri 435, 6, f. 3 v.: « I rozzi contadini e servi del medio evo, gemendo sotto la sferza del feroce signore cercavano un rifugio in un essere invisibile che gli prometteva vendetta nel mondo futuro e le loro idee sempre rivolgevano sopra lo stesso soggetto poiché null'altro motivo avevano di consolazione, e d'altronde lusingati dall'idea d'una uguaglianza religiosa si gettavano in braccio della potestà monacale che era meno feroce dell'altra ».

([25]) D. HUME, *The history of England*, Appendix IV.

di partenza della ricerca è l'esigenza di dimostrare la priorità della nascita delle scienze rispetto a quella delle lettere e alle belle arti nel mondo occidentale risorto dalle rovine di quello romano [26], il Libri tiene a rendere evidente la priorità degli italiani e particolarmente dei toscani in questo campo: fu infatti il « pisano » Leonardo Fibonacci a permettere la conoscenza e la diffusione nel XIII secolo del calcolo algebrico appreso dagli arabi [27]. A questo primato Libri nel corso della trattazione ne aggiunge altri [28], venendo così a spiegare e a spiegarsi come sia stato possibile raggiungere vette tanto alte alla scuola degli scienziati toscani del secolo XVII e rendendo noti i debiti dell'Europa verso la scienza italiana. Accanto a queste che vorrebbero essere note di dimostrazione, l'articolo contiene argomentazioni esortative ancor più illuminanti sulla ideologia che guida il Libri nella sua ricerca. Sottolineando infatti le gravi difficoltà sempre frapposte alla ricerca scientifica egli intende esaltare la nobiltà morale degli scienziati e i sacrifici da essi compiuti. Non solo infatti la ricerca ha sofferto durante i secoli, anche la divulgazione della scienza ha comportato « grandissima fatica », ma tale fatica diviene necessità per chi desideri scrivere dei progressi delle scienze italiane. Nello specificare poi i modi da seguire per ricostruire il quadro storico delle scienze in Italia suggerisce « uscir de' libri e guardare agli strumenti de' mestieri, alle macchine mecaniche e alle opere di belle arti che serbaron viva la pratica delle osservazioni e l'applicazione delle scienze » [29], che ancora una volta serve a far rimarcare il carattere applicativo della scienza italiana.

È indubitabile a nostro parere che lo spunto per questo saggio nel suo aspetto storico sia stato fornito al Libri dall'analogo, ma assai più ampio lavoro di Giovanni Targioni Tozzetti sugli « aggrandimenti » delle scienze in Toscana nel secolo XVII [30]. Era quella una storia della scuola galileiana raccolta intorno all'Accademia del Cimento scritta con l'intento dichiarato di fornire più ampia trattazione e documentazione di argomenti già fin allora più

(26) G. LIBRI, *Discorso intorno alla storia scientifica della Toscana* cit., pp. 2-3.

(27) G. LIBRI, *Discorso intorno* cit., p. 9.

(28) *Ivi*, p. 12: agli Amalfitani sarebbe da attribuire non la scoperta della bussola, ma del magnete; e ancora Niccolò Tartaglia e Galileo avrebbero gettato le basi del calcolo delle probabilità, *ivi*, p. 14.

(29) G. LIBRI, *Discorso intorno* cit., p. 4.

(30) G. TARGIONI TOZZETTI, *Notizie degli aggrandimenti delle scienze fisiche accaduti in Toscana nel corso degli anni LX del secolo XVII*, tomi 4, Firenze 1780. Quanto fossero stretti i rapporti non solo familiari fra i discendenti delle famiglie Libri e Targioni Tozzetti è testimoniato dall'esistenza di una delle rare copie dell'*Histoire des sciences* del Libri edita nel 1835 nel fondo Targioni Tozzetti (C, 6, 2. 6 *bis*) in BNF, con annotazione autografa del possessore probabilmente Antonio Targioni Tozzetti, dove si specifica la rarità dell'esemplare.

volte, ma incompiutamente, proposti ([31]). L'altro scopo sottinteso dell'opera dedicata a Pietro Leopoldo, come già di altre opere del Targioni Tozzeti ([32]), era di stimolare il principe alla protezione delle scienze fisiche teoriche ed applicate fino al punto di ridare vita alla gloriosa Accademia del Cimento: un centro vivo di ricerca a più voci da affiancare al « Gabinetto di fisica granducale » e al « Museo di fisica e storia naturale », la cui funzione di raccolta e conservazione e il carattere autocratico di gestione attraverso singoli studiosi fiduciari del granduca, poco spazio lasciava alla tradizione ancora viva della ricerca scientifica toscana ([33]). È eloquente sostegno di questa linea interpretativa circa gli scopi dell'opera, l'esaltazione, ivi contenuta, della protezione sempre offerta dai principi Medici alle scuole scientifiche del XVII secolo, fino ad assolverli per la consegna di Galileo al Sant'Uffizio ([34]).

Ci sia consentito per meglio comprendere lo sviluppo di questa storiografia della scienza o almeno di questi interessi storico-eruditi per le scienze in Toscana accennare un rapido confronto fra la prima e la seconda opera. Il breve lavoro del Libri presenta tratti profondamente innovativi e senz'altro moderni

([31]) G. TARGIONI TOZZETTI, *Notizie degli aggrandimenti* cit., p. IV; l'opera di Targioni Tozzetti si avvaleva, pubblicandoli, dei documenti inediti dell'Accademia del Cimento. Per una bibliografia delle pubblicazioni storico-erudite intorno alla scuola galileiana e all'Accademia del Cimento precedenti l'opera di Targioni Tozzetti cfr. E. W. COCHRANE, *Tradition and enlightenment in the Tuscan Academies. 1690-1800*, Chicago-Toronto-Roma, 1961.

([32]) G. TARGIONI TOZZETTI, *Notizie sulla storia delle scienze in Toscana cavate da un manoscritto inedito*, Firenze 1852, dove l'anonimo curatore nel « Discorso intorno a G. T. T., al suo manoscritto intitolato "Selva di notizie" e alla presente pubblicazione », dopo aver elencato tutte le opere dedicate dall'autore al granduca Pietro Leopoldo, commenta: « che il principe accettasse cotesto zelo, è dimostrato in vedere il Targioni continuare a offrirgli novelle opere », cioè « saggi scientifici che guardavano al bene della popolazione ». Dell'opera da noi considerata scrive: « E così non men del bene, desideroso della gloria della sua patria, ritornava il 1780, arrecando al principe le notizie degli aggrandimenti delle scienze fisiche accaduti in Toscana » (*ivi*, p. VII).

([33]) Sullo scarso valore accordato da Pietro Leopoldo alla riorganizzazione delle accademie letterarie scientifiche cfr. A. WANDRUSZKA, *Leopold II, Band II, 1780-1792*, Wien-Munchen 1965, pp. 56-59.

([34]) Nel soffermarsi sulla protezione offerta dai granduchi Medici agli scienziati, Targioni Tozzetti si proponeva per un verso di portare al principe dedicatario eloquenti esempi ispiratori, per l'altro di contrappore, traendo spunto dal quarto secolo d'oro indicato da Voltaire nell'età di Luigi XIV, « un altro anteriore veramente aureo, e quel che più importa tranquillissimo secolo di cui godè la Toscana durante i Regni dei suoi Serenissimi Granduchi Cosimo II e Ferdinando II », così da indicare la continuità della storia culturale toscana; inoltre il fatto che lo stesso Voltaire avesse posto come « terzo secolo d'oro quello dei Medici del ramo di Cosimo padre della patria » rendeva più pressante l'invito a continuare in una lunga tradizione; G. TARGIONI TOZZETTI, *Notizie degli aggrandimenti* cit., pp. 1-2.

per la problematica della storiografia scientifica e non di questa soltanto; basti pensare ai termini ideologici e culturali in cui viene proposta, nonché il luogo stesso di pubblicazione, la diffusa « Antologia » del Vieusseux. Non è certo cancellato l'interesse erudito, ché anzi lo spunto per il saggio nasce per informare di una raccolta di documenti sull'argomento andati smarriti; l'erudizione tuttavia non è usata per fini puramente celebrativi e immediatamente fattuali, come era stato in passato, ma più arditamente per spiegare le connessioni esistenti fra i diversi momenti di sviluppo delle scienze in Toscana, e attraverso quest'operazione collegare la ricerca scientifica toscana con quella italiana e con quella europea. La ricostruzione del Libri, ma forse è più esatto parlare di appunti per una ricostruzione svolti più tardi nell'opera maggiore, vuole avere poi una platea ben più vasta che non il principe e i suoi amici, come era stato nell'intenzione di Targioni Tozzetti; il Libri si rivolge a un pubblico di buona cultura, ma non di specialisti, e il tema della scienza è diventato lo strumento per la diffusione dell'ideologia democratico-nazionale.

Siamo così in grado di cogliere l'idea centrale di tutta l'opera storico-divulgativa del Libri riassumibile in questi termini: il popolo italiano è popolo di scienziati, raziocinante quindi ed è in quella direzione e tornando a quella tradizione che dovrà trovare la sua identità, prima ancora che nello spirito della filosofia e dell'arte. Come si vede si tratta di un punto di vista profondamente laico, non identificabile con la prospettiva che ha costituito poi la tesi vincente della storiografia del periodo postunitario, di un'Italia di santi, poeti e scienziati, dove Savonarola e la democrazia, Francesco d'Assisi e Machiavelli, Dante e Galileo si uniscono in un quadro storiografico d'insieme, onde far convergere spiritualismo e positivismo scientista con relativa superiorità del primo. Viene in mente un esempio emblematico. Quasi a concludere la secolare disputa sul primato della scoperta della scienza moderna, Galileo è anteposto a Bacone, non già per aver ricondotto l'esperienza in termini di calcolo matematico, ma, come sostenne Pasquale Villari, per aver mantenuto la sua fede in un Dio cristiano ([35]).

Si vuole in altri termini qui riportare l'attenzione su quel filone di cultura e particolarmente di storiografia laica presente in Italia, sia pure in ambienti elitari, già dal XVIII secolo, di ispirazione illuministica e di impianto antimetafisico o più propriamente empiristico, spentosi per soffocamento o per inadeguato e distorto inserimento nel clima di restaurazione del secondo Ottocen-

([35]) P. VILLARI, *Galileo, Bacone e il metodo sperimentale*, in *Saggi di storia di critica e di politica*, Firenze 1868, p. 346: « Bacone, volendo dimostrare l'esistenza di Dio e le verità soprannaturali, col suo metodo cadeva nel materialismo. Fu poco chiara coscienza delle sue dottrine, o fu finzione? Noi non possiamo qui esaminarlo; ma è certo che Galileo scoprendo le leggi della natura, credeva in Dio ».

to ([36]). Il Libri è presente in questa corrente con una novità. Primo nella storia della storiografia italiana scrive una storia delle scienze matematiche volendo attraverso di essa tracciare una storia della civiltà italiana. Tanto più interessante è il suo proposito in quanto riesce a conciliare la vecchia tradizione erudita, che fino ad allora aveva dominato e aveva dato connotazione acritica ed encomiastica alle particolari storie di scienziati e di istituzioni scientifiche, con una visione dello sviluppo storico delle scienze. Ciò è reso possibile dallo stretto rapporto che egli istituisce fra scienza e società, un rapporto di interdipendenza che anche negli studi storiografici inserisce finalmente la scienza nella storia civile, anzi ne fa il suo elemento portante ([37]).

La *Revue scientifique et littéraire de l'Italie*, fu scritta per la « Revue des deux mondes » fra il 1832 e il 1833 ([38]), all'indomani del rinnovarsi della rivista affidata dal 1831 all'intraprendenza editoriale di François Buloz ([39]) e segnò l'inizio dell'abbondante collaborazione del Libri al periodico che fin dai primi tempi fu sensibile ai temi riguardanti generalmente il mondo politico-culturale italiano; ed è infatti da tale angolazione che questa rassegna risulta tanto più ricca e articolata ([40]). La divisione della materia per stati e nello stesso tempo

([36]) Sull'inadeguatezza e l'immaturità nell'accettare « le ipotesi conoscitive e le nuove concezioni etiche che la scienza produce nella storia d'Italia risorgimentale e postrisorgimentale » cfr. P. Redondi, *Cultura e scienza dall'illuminismo al positivismo*, in *Storia d'Italia, Annali. 3. Scienza e tecnica ecc.*, a cura di G. Micheli, Torino 1980, p. 683 e sgg. G. Verucci, *L'Italia laica prima e dopo l'unità*, Bari 1981, ha trattato del laicismo, senza soffermarsi particolarmente sulla ricerca scientifica e il metodo empiristico. Un tentativo rimasto senza seguito di ricostruzione della storia delle scienze in Italia secondo un punto di vista vicino a quello di Guglielmo Libri si trova in R. Caverni, *Storia del metodo sperimentale in Italia*, Firenze 1891-1900, 6 voll.; edizione anastatica, Bologna 1970.

([37]) G. Libri, *Histoire des sciences mathématiques* cit., p. XIII: « L'historien doit toujours faire connaître ce que les sciences ont reçu de la société et ce quell'elles lui ont donné ». A. Stiattesi, *Commentario* cit., p. 15, riconosce al Libri il merito di avere finalmente superato quella separazione esistente fra storia politica e storia delle scienze, che aveva di quest'ultima fatto un settore non integrato nella « storia generale delle nazioni », e di avere rannodato « le cose in guisa, che ti fa vedere le cagioni onde quel dissociamento accadeva e le maniere con cui sono seguite, e come le une abbiano le altre promosso ».

([38]) G. Libri, *Revue scientifique et litteraire de l'Italie*, in « Revue des deux mondes », *Etats Sardes*, II s., 1832 (15 mars) pp. 699-711; *Royaume Lombardo-Venitien*, *ivi*, 1832 (15 juin) pp. 635-657; *Toscane-Modene Parme*, *ivi*, 1832 (15 août), pp. 347-367; *Rome et Naples*, *ivi*, 1833 (15 janvier) pp. 399-409. D'ora in poi citeremo solo il sottotitolo e la pagina.

([39]) Cfr. M. L. Pailleron, *François Buloz et ses amis. La vie litteraire sous Louis Philippe*, Paris 1914; G. Lanson, *La revue et le romantisme*, in *Cent ans de vie à la « Revue des deux mondes »*, Paris 1929, pp. 138-162.

([40]) Sulla collaborazione di Libri alla « Revue des deux mondes » cfr. per cenni L. Neppi Modona, *G. Vieusseux e « La Fenice »* in « Rassegna Storica Toscana », XXVI

per regioni geografiche, descritte da nord a sud, iniziando proprio dal Piemonte, perché « va bientôt se placer à la tête du développement moral et intellectuel de la penisule », riflette una ben precisa concezione politica e storico-culturale e serve a sottolineare le diverse condizioni morali, politiche e sociali in cui si svolgono gli studi scientifici in Italia secondo la stretta relazione fra potere e scienza su cui si era soffermato il pensiero liberale, ed è viceversa un ossequio alla teoria generale dei climi; ché, se la decadenza momentanea dei talenti è generalizzata al pari della mollezza dei costumi, « cette disposition à la légèreté s'accroît en général à mesure qu'on avance vers le midi » ([41]). Così contrariamente ad alcuni indirizzi di storiografia delle scienze matematiche prevalenti dopo l'unità ([42]), il Libri è ben lungi dall'offrire un quadro uniforme delle scienze della penisola, negativo o positivo che potesse essere, e se ciò risponde a scelte ideologiche precise, è anche vero che esso è più realistico e documentabile.

Come aveva ben visto Vieusseux « un articolo come questo è un pezzo di storia contemporanea » ([43]), che completa il quadro dell'*Histoire des sciences mathématiques*, che il Libri non riuscì a condurre oltre l'età di Galileo, nonostante se ne ripromettesse la continuazione fino ai tempi a lui più vicini. Secondo quanto la premessa storica chiarisce in pagine accorate, obbiettivo della rassegna è dimostrare che il ruolo primario che l'Italia ha avuto fin dal medioevo in campo scientifico è solo apparentemente e momentaneamente decaduto, né i talenti sono divenuti in Italia più rari che altrove, come vorrebbero sostenere gli stessi stranieri che in passato hanno sfruttato il nostro paese. Viceversa « les méfiances des gouvernemens et les frequentes proscriptions » non giustificano la pigrizia degli italiani di oggi, ché i tempi in cui sono stati attivi Dante e Giordano Bruno, Giannone e Lagrange non erano certo più favorevoli.

Gli interlocutori del Libri si possono dividere dunque in due fasce distinte e da lui stesso precisate: « Io mi sono proposto da un lato di vendicare l'onore italiano presso gli stranieri e dall'altro di dire la verità agli italiani » ([44]). Per

(1980), p. 79; e più estesamente, ma senza trattare della *Revue scientifique*, che non ritiene lavoro di rilevanza politica, R. GIUSTI, *Il problema politico italiano nella « Revue des deux mondes »*, in « Archivio Storico Italiano » CXLI (1983), pp. 73-137, specialmente pp. 79-81.

([41]) G. LIBRI, *Etats Sardes* cit., p. 701.

([42]) M. GALUZZI, *Geometria, algebra e logica fra Otto e Novecento*, in *Storia d'Italia. Annali* 3 cit., p. 1005.

([43]) BNF, Coll. Autografi, Carteggi Vieusseux, 58, 65, G. P. Vieusseux a G. Libri, Firenze 24 agosto [1832], minuta autografa.

([44]) Continua: « Ma sempre con modestia, fermezza e moderazione, *nec spe nec metu*: perché primeramente bisogna giungere costà per farsi leggere. Ed io credo che si

un verso dunque egli si rivolge al pubblico colto francese a cui si vogliono far conoscere le condizioni della cultura italiana, e che indirettamente, ma abbastanza scopertamente, si intende sensibilizzare ai problemi politici e sociali della penisola; per altro verso egli si indirizza agli italiani non solo genericamente intesi come uomini di cultura, ma nello specifico alla classe di funzionari-intellettuali o consiglieri di governo, certamente presenti a Torino, come a Milano e Firenze. A loro sono infatti diretti dei suggerimenti, che, dopotutto non sono neppure oggi senza sapore di attualità. Dopo avere accennato gli stessi motivi nelle pagine iniziali della rassegna, chiare ed esplicite risultano ancor più le conclusioni: « D'ailleurs, sans souhaiter pour l'Italie une trop grande centralisation, comme celle qui existe en France, on pourrait désirer de voir prodiguer moin d'argent à l'entretien d'universitès inutiles, dans de petites villes où des collèges devraient suffire. Il faudrait de même qu'au lieu de conserver dans chaque petite capitale plusieurs bibliothèques, qui nécessitent d'assez grandes dépenses et qui restent toujours incomplèts, on tâchât de former de grands dépôts littéraires, où l'on pût trouver tous les livres modernes les plus importans ». Parimenti di esortazione suonano certi rimproveri a proposito della mancanza di associazione e dei risultati « très nuisibles au développement individuel des talens » dovuti all'assenza di un centro di cultura (45).

La rassegna nel suo insieme si presenta come un panorama di studi scientifici e letterari, e mi si conceda di tralasciare questo secondo aspetto, sia per brevità sia per poter cogliere con maggiore coerenza lo spirito dell'opera del Libri (46). Non può sfuggire fin dall'inizio il criterio di scelta con cui procede il Libri per fissare l'attenzione del suo pubblico. Fuori da ogni tradizione e da ogni conformismo di aggregazione, volutamente la sua attenzione si rivolge, in mancanza di istituzioni vive ed efficienti, ai singoli scienziati ed uomini di sapere. Delle accademie care sia alla vecchia tradizione di cultura municipalistica ed erudita, sia alla più viva e recente cultura illuminista si fanno pochissimi cenni. Per meglio dire Libri ricorda solo l'Accademia delle scienze di Torino, per il valore degli uomini che le diedero vita e per le sue pubblicazioni (47). Alcune righe sono dedicate anche alla fiorentina accademia della Crusca,

possa dire ogni cosa con garbo ». BNF, Coll. Autografi, Carteggi Vieusseux, Parigi, 25 maggio 1832.

(45) G. Libri, *Rome et Naples,* cit., p. 408; della stessa mancanza di strutture unitarie per la promozione dello sviluppo scientifico parla M. Galuzzi, *op. cit.*, p. 1033.

(46) Fra le pagine dedicate alla letteratura particolarmente interessanti risultano quelle dedicate al Manzoni su cui Libri si sofferma più che su ogni altro letterato o scienziato. Cfr. G. Libri, *Royaume Lombardo-Venitien* cit., pp. 638-641.

(47) G. Libri, *Etats Sardes* cit., p. 703.

ma con ben diverso atteggiamento: riferendosi al passato è certo che nonostante i servigi resi alla lingua italiana « n'on pu faire oublier l'acharnement qu'ils montrèrent contre le Tasse », e per l'attività della Crusca in tempi più recenti mostra ugualmente forti riserve: « Le dernière édition de ce voucabulaire est de 1728; mais, depuis, plus de cent ans se sont écoulés, sans que les attaques violentes que l'académie a essuyées aient pu faire hâter ses travaux » ([48]). Accanto a queste due Accademie con compiacimento ricorda invece la Società Italiana dei XL, unica di tal genere di istituzioni di cui faccia apprezzamento in quanto tale. Agli occhi di Libri questo consesso ha mostrato a suo tempo di superare una delle maggiori insufficienze delle accademie tradizionali, promuovendo attività di scambi culturali fra i dotti di tutte le provincie della penisola. La felice idea del Lorgna consistette appunto nell'aver preferito la circolazione delle idee, attraverso fitte corrispondenze, coordinate a Modena da un presidente e da un segretario, a polverose e sterili esercitazioni comuni dei soci ([49]). Anche da queste note dunque emerge l'esigenza di una cultura che si renda più ricca con la circolazione delle idee e attraverso il coordinamento in centri di dimensione civile e sociale.

Tanto più significativa è questa impostazione della rassegna del Libri, quando si ricordi che Ignazio Cantù quasi un decennio più tardi, attraverso le pagine dei gloriosi « Annali Universali di Statistica », volendo dare un'immagine dell'Italia nella sua vita « letteraria, intima e studiosa », non trova di meglio che riferire « sull'operosità e sulle condizioni delle accademie nostre », di cui lamenta l'immeritata dimenticanza in cui sono cadute, convinto come è che l'accademia si è trasformata divenendo « una società d'uomini di lettere, di scienze e d'industria adunati per concorrere in comune ad accrescere e perfezionare le discipline e le arti » ([50]). Alle Accademie Cantù attribuisce la possibilità di incentivare « i progressi delle lettere delle arti e delle scienze » mediante i premi e, secondo la linea espressa dalla rivista, guarda con particolare favore allo sviluppo industriale e scientifico; ma manca nell'arido quadro proposto dal Cantù, e non solo per motivi di censura, qualsiasi riflessione di ordine etico e la vita delle accademie è ancora una volta vista astrattamente fuori da ogni contesto socio-politico. Esse sono considerate insomma come una sorta di entità autosufficienti nella loro genesi, ma capaci di trasmettere stimoli all'esterno. Tant'è che si elencano le accademie italiane seguendo l'ordine alfabetico per città, esattamente nei termini in cui già, quasi un secolo prima, aveva proposto Tiraboschi. Tanto più limitata appare la prospettiva offerta dal Cantù

([48]) G. Libri, *Toscane-Modene-Parme* cit., pp. 359-360.

([49]) *Ivi,* p. 366.

([50]) I. Cantù, *Delle Accademie d'Italia viventi,* in « Annali universali di statistica economia e commercio », vol. 67 (1841), pp. 181-194 e 278-294; particolarmente p. 181.

quando si consideri l'attività che i congressi degli scienziati avevano cominciato a svolgere dal 1839, con relative istituzioni di rapporti e di circolazione di idee, alla ricerca di basi scientifiche comuni ([51]).

In verità per il Libri il modello di riferimento dell'organizzazione culturale scientifica e letteraria è quello napoleonico del regno d'Italia; ad esso attribuisce il merito di aver valorizzato le migliori intelligenze del paese ed è pronto a perdonare a Paradisi e ad Aldini il loro legame col regime in cambio della protezione da essi accordata ai giovani scienziati e letterati, ed è con orgoglio patriottico che ricorda l'assise illustre dell'Istituto Nazionale Italiano ([52]).

Non si affronta qui il tema dibattutissimo dei livelli di istruzione elementare media o superiore in età napoleonica, si punta piuttosto ad ottenere il potenziamento della cultura di alto livello per poter favorire l'evolversi della realtà sociale e civile sia attraverso l'applicazione degli studi sia attraverso una crescente diffusione dell'istruzione, argomento del resto già chiaramente esposto nel citato *Libro del fatto.* « Afin qu'on tire de ces èlémens tout fruit qu'on doit en attendre, il faut que l'enseignement populaire devienne plus libre et plus rèpandu dans les états du roi de Sardaigne » ([53]). La raccomandazione, precisa per questo stato, della diffusione dell'istruzione popolare è giustificata dal ruolo egemone di cui sopra si diceva, che Libri gli attribuisce in seno al movimento nazionale, ruolo che non può accordarsi con lo scadente livello di

([51]) Sui congressi degli scienziati e lo sviluppo delle scienze matematiche in Italia cfr. M. GALUZZI, *Geometria, algebra e logica* cit., p. 1023 e sgg. e bibliografia ivi citata.

([52]) G. LIBRI, *Royaume Lombardo-Venitien* cit., pp. 637-638; cfr. E. GANAPINI BRAMBILLA, *Le accademie nella Repubblica Cisalpina e nel Regno Italico con particolare riguardo all'Istituto Nazionale*, in *Napoleone e l'Italia* (Roma 8 - 13 ottobre 1969), Roma Accademia dei Lincei 1973, tomo I, pp. 473-490, che tuttavia insiste sul carattere repressivo della cultura napoleonica, specialmente negli studi umanistici. C'è da chiedersi se i favori accordati alla cultura scientifica e tecnica per fini di bene sociale, piuttosto che a quella retorico-umanistica, fosse vera repressione, o non avesse invece ragione quel funzionario che annotava le richieste di sovvenzione dell'Accademia di Savignano con questa postilla: « Non credo sia approvabile un'accademia con forme così pedantesche e greco-maniache osservando le quali si potrebbe dire di essa: *spectatum admissi risum teneatis, amici* » e consigliava di non allontanarsi « dal gusto del secolo e dalle massime che la legge di Pubblica istruzione raccomanda per uno stabilimento o società dipartimentale d'agraria e d'arti meccaniche ». Archivio di Stato di Milano, Studi Parte Moderna, 42, 18, 7 febbraio 1803. Gran numero di simili osservazioni si ricavano dalle carte milanesi riguardanti gli studi per l'intero arco del periodo napoleonico.

([53]) G. LIBRI, *Etats Sardes* cit., p. 710. Sull'istruzione nell'età napoleonica in Italia cfr. E. BRAMBILLA, *L'istruzione pubblica nell'Italia napoleonica* in « Quaderni Storici », VIII (1973), pp. 491-526, dove a differenza del saggio sopra citato si riconoscono fra i segni positivi, anche del periodo Melzi, l'indirizzo scientifico-matematico, il sensismo filosofico, e gli studi di economia e diritto naturale e sociale (*ivi*, p. 506).

istruzione generalizzato, e senz'altro inferiore a quello di Milano, che viene indicata invece come « une de villes de la péninsule où l'istruction est la plus répandue » ([54]). D'altra parte tanto più è giustificato insistere sui livelli della cultura superiore in quanto è ad essa subordinata l'istruzione popolare, mentre dopo la rivoluzione francese del luglio le università della penisola sono nuovamente cadute nelle mani dei gesuiti. E qui da rassegna lo scritto diventa accorata denuncia: « Il n'est sort de vexations qu'on ne fasse subir aux étudians », li si obbligano alle processioni con la scorta dei gendarmi, si esige la confessione prima degli esami, non si permette che vengano lette le opere di Guicciardini, Machiavelli e Galileo. « Les médicins ne peuvent s'occuper qu'en secret de physiologie et d'anatomie comparée », né è possibile studiare altro diritto che quello canonico; alla conseguente insofferenza degli studenti i governi son ben felici di rispondere con le baionette. Siamo alle battute finali e la retorica abbonda, ma, rende forse più efficace l'esortazione che contiene il senso civile e politico di tutto il lavoro. « Ils sentiront que si la violence étrangère leur refuse encore la gloire de redevenir une grande nation, ils peuvent payer une autre dette à la patrie... C'est en se livrant avec persévérance aux études sévères, qu'ils doivent attendre le jour de la régénération nationale » ([55]).

La carica ideologica certamente rende parziale il quadro che egli dipinge per il suo pubblico. Significativa è l'insensibilità del Libri per le scienze puramente teoriche, e prima fra tutte per la matematica teorica, per le evidenti riserve sulla matematica sublime, da cui il giacobinismo paterno lo aveva messo in guardia. Ecco spiegato dunque l'interesse particolare per lo sviluppo delle scienze in Piemonte che dal Settecento si era delineato secondo un'ispirazione tutta pragmatica. È un aspetto questo che con ancor maggiore incisività emerge oltre che dalla rassegna di cui ci occupiamo dalle pagine del diario di viaggio riguardanti il soggiorno a Milano, a Torino e a Parigi, che parzialmente pubblichiamo in appendice. Se a Libri sta a cuore cogliere, come per altri personaggi e per altre epoche della sua *Histoire*, l'originalità degli scienziati italiani, è altrettanto vero che in questo *réportage* si compiace di vederli inseriti con pari dignità nella società degli scienziati europei e francesi in particolare, di cui assimila e condivide, come gli scienziati piemontesi, nei suoi studi, nella frequenza dell'École Polytechnique, l'ispirazione tutta applicativa della matematica e delle scienze naturali in genere.

Il maggior risalto fra gli scienziati piemontesi spetta dunque a Giovanni Plana e alle sue ricerche di astronomia che legate a quelle di Laplace se ne

([54]) G. Libri, *Royaume Lombardo-Venitien* cit., p. 651.
([55]) G. Libri, *Rome et Naples* cit., p. 409.

distinguono superandole [56]. Vivissimo è pure l'interesse per le ricerche idrauliche di Giorgio Bidone e per i suoi esperimenti allo stabilimento della Parella, « qui n'a pas son égal en Europe », per l'arditezza del ponte sulla Dora, per le istituzioni militari, per l'università. Avogadro viene menzionato per gli studi di « phisique atomistique », di cui al Libri, come del resto alla maggioranza dei contemporanei, sfuggiva l'importanza, ma tace quella nota più ardita presente nel diario: « Avogadro mi dice che i composti organici possono ancora essi ridursi alla teorica storicistica ». Si ricordano poi le esperienze chimiche di G. A. Giobert, di G. L. Cantù, gli esperimenti botanici di L. Colla e così via [57]. Non mancano poi nell'articolo le ironie pungenti verso la monarchia, le aperte critiche all'immobilismo dell'aristocrazia piemontese, accompagnate tuttavia dall'esortazione ad assumere un ruolo di guida illuminata. Egualmente non può tacere di alcune enormità delle costituzioni sabaude, dove per esempio è soltanto *consigliato* di non maltrattare gli ebrei, ma si condanna a morte chi uccide un fagiano. Soltanto quando saranno scomparsi dunque tali « usages ridicules qui divisent et affaiblissent le pays... c'est lorsqu'on aura rappelé dans leur patrie des hommes qui l'honorent par leurs talens et leurs vertus... qu'il pourra... se préparer aux destinées qui l'attendent » [58].

Il quadro della cultura del Lombardo Veneto muta; qui dopo la fioritura dell'età napoleonica le iniziative sono lasciate ai singoli ed in questa condizione è la cultura letteraria a prevalere su quella scientifica. A Manzoni, che si distingue alla testa di uomini di prim'ordine, sono dedicate ben quattro pagine della rassegna [59], mentre il principe degli studi scientifici è da considerarsi ancora il vecchio B. Oriani, dignitoso collaboratore di Napoleone nella sua qualità di direttore dell'osservatorio di Brera. Accanto alla sua figura ancora piena di suggestione Libri, ne indica altre più o meno legate alla stessa istituzione, l'unica ancora capace di radunare e accogliere scienziati; ricorda così F. Carlini,

[56] Degli umori che circolavano a Torino sul rapporto fra matematici francesi e piemontesi possono dare un'idea alcune battute annotate nel diario di viaggio di Guglielmo Libri che pubblichiamo in appendice: v. *sub* 13 aprile.

[57] G. LIBRI, *Etats Sardes* cit. p. 706. Insieme a questa lettura, da noi proposta, di profilo ideologico, certamente questo *réportage* di Libri offre molti spunti per ricostruire attraverso gli studi applicativi di chimica e di fisica, che l'autore descrive con minuzia e compiacimento, i passi che si stavano facendo in Italia, differenziati naturalmente a seconda degli stati, nel campo della tecnologia manifatturiera e industriale.

[58] G. LIBRI, *Etats Sardes* cit., p. 710 e sg.

[59] Di lui Libri fornisce un'interpretazione patriottica, e preferisce, privilegiando questo punto di vista, le tragedie al romanzo, che pure è riconosciuto come una grande novità nella letteratura italiana. « Son roman enseigne la résignation, l'abnégation de soi-même: il dit à l'Italien opprimé par l'étranger: "Ne crains rien; Dieu est là pour anéantir les tyrans" ». G. LIBRI, *Royaume Lombardo-Venitien* cit., p. 640.

G. Piola, premiato per le applicazioni di meccanica analitica all'idraulica, P. Frisiani, ecc. Ma Libri nella sua incessante curiosità avvicina anche gli scienziati, gli sperimentatori che lavorano nell'isolamento. Eccolo dunque attento a descrivere gli esperimenti sul raffreddamento dei corpi e sull'attrazione molecolare di G. Belli, la costruzione di termometri di A. Bellani, le macchine idrauliche di G. Morosi. Fra i medici una particolare menzione è dedicata a G. Rasori, antico cisalpino, seguace della teoria degli stimoli di J. Brown, noto per gli studi sulla propagazione delle malattie infettive e quindi per la dimensione sociale che ebbe della scienza medica ([60]). Dalla vivacità dell'esposizione appare chiara la simpatia per la scienza milanese, tutta pratica, ancora tanto legata, anche nelle persone, al mondo napoleonico, pur non mancando di riconoscerne la minore profondità di studi rispetto al mondo torinese. Volutamente nel concludere si astiene dal dare suggerimenti per gli sviluppi sociali e civili di questo mondo, pur così ricco ancora di cultura ([61]), « un Italien ne saurait se faire le conseiller des étrangers » ([62]).

Il servizio sulla Toscana è articolato in due momenti ben distinti ed anzi opposti, la Toscana del passato gloriosa nelle scienze e nelle lettere che procedono in continuo progresso, quasi senza soluzione di continuità, da Fibonacci a Leonardo, a Galileo, all'Accademia del Cimento, e la Toscana contemporanea, che, pur avendo avuto nel più recente passato personalità di spicco nelle ricerche di scienze naturali quali A. Cocchi, G. Targioni Tozzetti, ecc., sembra ora incapace di scuotersi dall'indifferenza per la cultura, che pure sarebbe favorita in questa terra dall'intelligenza, dal buon livello d'istruzione, dalla « politesse » della popolazione, nonché dal buon numero di istituzioni scientifiche. A fare difetto è la guida consapevole dei ceti dirigenti. Ad essi Libri muove gravi riserve, che lo spingono, in contrasto con ogni più cauto conformismo, a dipingere un quadro assai più severo di quanto avesse fatto per l'aristocrazia piemontese o lombarda, un quadro volutamente grottesco: « Acquérir quelques notions faciles, obtenir une petite place, aimer à moitié une femme, pour s'endormir au sein de la beauté et non pour y puiser un principe d'énergie; aller tous les jours aux *Cascines*, tous les soirs au théâtre de la *Pergola*, passer sa vie dans de mediocres plaisirs, fuir les grandes passions, les travaux sévères, et en general tout ce qui peut donner de la peine, voilà la

([60]) *Ivi*, pp. 649-650.

([61]) *Ivi*, 650 e sg.: « Milan est peut-être la ville d'Italie où le commerce de la librairie est le plus étendu, et où il se publie le plus de livres », a queste affermazioni fa seguire un quadro documentato delle principali imprese editoriali, di collezioni librarie e di periodici cominciando dall'età napoleonica. Tale ricostruzione è poi stata riproposta ai giorni nostri con altra ampiezza e varietà di prospettive da M. Berengo, *Intellettuali e librai nella Milano della Restaurazione*, Torino 1980.

([62]) G. Libri, *Royaume lombardo-venitien* cit., p. 657.

vie accoutumée des Florentins » ([63]). Ne consegue nell'insieme un panorama di vita culturale assai fiacca, in modo particolare per le scienze fisiche e matematiche. In questo ambito Libri ricorda V. Fossombroni, il matematico P. Paoli e soprattutto due altri scienziati L. Nobili e G. B. Amici, di recente venuti a Firenze dal ducato di Modena. Del primo si descrivono a lungo le esperienze di elettromagnetismo, dell'altro le ricerche nel campo dell'ottica. Nel concludere non può mancare di auspicare come Targioni Tozzetti, ma in questo caso esplicitamente, una nuova vita per l'Accademia del Cimento e con altrettanta franchezza chiede che il museo di fisica e di storia naturale possa essere utilizzato per fini pubblici ([64]). Del resto se l'esclusività del principe su questi due istituti tende a dar loro una connotazione futile, quasi di gingillo, per Libri neanche le università sono apprezzabili in questa pigra Toscana granducale; i professori infatti sono così mal retribuiti che solo i più mediocri restano nel Granducato. Sarebbe auspicabile invece seguire gli esempi di Parigi, Londra e Berlino che hanno dimostrato l'efficienza e l'utilità di istituti superiori di cultura nelle capitali ([65]).

Il servizio è inutile dirlo spiacque agli amici toscani « non per ciò che dice, – come gli scrisse Vieusseux, – ma per le molte cose trascurate, fa credere a chiunque che avete ceduto a un sentimento di malumore e di sdegno quando avete taciuto d'alcuni individui e soprattutto d'un corpo come quello dell'Accademia dei Georgofili » ([66]). Ma le repliche del Libri sono decise nel rispondere all'amico, « bisogna che voi che avete viaggiato vi fingiate col pensiero a Parigi, e vediate l'Italia e Firenze vedute a modo europeo, e non come veggono i fiorentini. L'Italia ha assai pregi, e io spero non trascurarli, né obliarli per non dovere annoverare fra le sue glorie l'Accademia dei Georgofili. La quale è d'una utilità tutta locale fiorentina, né può mostrarsi alla Francia e all'Europa e dire *guardate*. So ancor io che in Firenze è cosa buona ed utile essere di quell'Accademia; ma codeste cose municipali non poteano mostrarsi di fuori » ([67]). Per quanto sia palese, in questa ricostruzione della cultura toscana, il risentimento del Libri per i suoi compatriotti ([68]), è anche indubbio

([63]) G. Libri, *Toscane-Modene-Parme* cit., p. 353.

([64]) *Ivi*, p. 359.

([65]) *Ivi*, p. 361.

([66]) BNF, Coll. Autografi, Carteggi Vieusseux 58, 65.

([67]) Guglielmo Libri a G. P. Vieusseux, Paris 9 settembre 1832, in M. Fubini Leuzzi, *Orientamenti degli studi storici in Toscana durante il Risorgimento*, in « Ricerche Storiche », XIII (1983), pp. 525-528.

([68]) G. Libri era stato uno dei più attivi cospiratori della cosiddetta congiura del Berlingaccio che avrebbe dovuto scoppiare a Firenze il 4 febbraio 1831, ma mancò all'appuntamento dei congiurati e il tentativo capeggiato dal Guerrazzi andò in fallimento. Costretto per ordine del granduca ad allontanarsi dalla Toscana venne accusato dagli

che le altre argomentazioni che adduce nella stessa lettera avevano un loro buon fondamento ([69]). Già in passato del resto aveva sentito i limiti del mondo della Toscana granducale ed aveva intrapreso viaggi di ricerca e di istruzione che lo avevano portato fino alla capitale europea della cultura, in cui adesso aveva scelto la residenza. Già nel primo soggiorno a Milano aveva annotato con sottile scetticismo; « Il Romagnosi crede che fra vent'anni la Toscana darà legge all'Italia » ([70]); e rincara la dose più tardi a Torino descrivendo con pesante ironia le gaffes del marchese Ridolfi a corte, quasi a sottolineare il provincialismo del suo mondo di provenienza, presente anche in un esponente così illustre ([71]).

È una voce isolata questa del Libri, una voce da cui il mito dell'« Etruria felix », di una classe dirigente illuminata e liberale è demolito senza pietà e con accentuato realismo, nell'intenzione anzi di mettere in guardia dallo scambiare la pigrizia e l'indifferenza per i valori di libertà propri delle nuove classi dirigenti. Giorgio Libri del resto nella lettera al figlio aveva ricordato le colpe dei principi medicei e lorenesi verso la scienza e i limiti della serenità di cui potevano godere i sudditi toscani, legati come erano a « le caractère personnel et les vertus privées du Prince qui les gouverne » ([72]). Per contrasto i ducati di Parma e Modena « quoique privés des ressources que possède la Toscane, ont vu naître un grand nombre d'hommes éminens dans les sciences et les lettres » ([73]). Anche se la repressione ha cacciato molti ingegni, gli anni passati hanno visto fiorire le attività di Nobili e M. Melloni, di cui tiene a descrivere minutamente le esperienze sullo spettro dei raggi solari. Modena si è invece distinta in passato per l'attività del matematico A. M. Lorgna e per la Società Italiana di cui si diceva.

amici di tradimento. Alla sua riabilitazione contribuì dopo alquanto tempo la testimonianza di Gino Capponi (G. Capponi, *Scritti editi ed inediti*, per cura di M. Tabarrini, Firenze 1877, vol. II, p. 41). Della vicenda fornisce un resoconto d'insieme G. Fumagalli, *Guglielmo Libri*, cit., pp. 36-38, dando un'interpretazione colpevolista dell'episodio, che ci riserbiamo di discutere altrove.

([69]) D'altra parte « è un gran cattivo vizio de' fiorentini di credere che Firenze ha il teatro del mondo. E se il mio articolo farà conoscere a certe celebrità fiorentine, che bisogna studiare maggiormente per ottenere gloria in Europa, non avrò cavato poco frutto di quel mio scritto, e ne sono contento assai ». D'altra parte a consolare i georgofili, ma con una punta di malevolenza ricorda di non aver citato né la Società Agraria di Torino né la Società Agraria di Vicenza assai più meritevoli di attenzione dei Georgofili. G. Libri a G. P. Vieusseux, Parigi 9 settembre, in M. Fubini Leuzzi, *Orientamenti* cit., pp. 526-527.

([70]) BMF, Fondo Palagi - Libri 435, 3, 2, f. 9 v.

([71]) Vedi oltre in Appendice, *sub* 30 aprile.

([72]) M. Fubini Leuzzi, *Giorgio a Guglielmo Libri* cit., p. 263.

([73]) G. Libri, *Toscane-Modene-Parme* cit., p. 362.

Per lo Stato della Chiesa, dopo avere in primo luogo e con salaci aneddoti rimarcato l'oscurantismo delle alte gerarchie ecclesiastiche, tiene a ricordare le glorie dell'università di Bologna e non solo nel Sei-Settecento. G. Venturoli per esemplificare, ingegnere idraulico « est un des géomètres les plus distingués d'Italie » ed è stato chiamato a Roma a dirigere la scuola di ponti e strade ([74]); anche la provincia romagnola e marchigiana raccoglie naturalisti ed eruditi di rilievo, i cui studi tuttavia avvengono nel più completo isolamento ([75]).

Il panorama della cultura napoletana è assai più squallido. Con crudezza il Libri denuncia l'isolamento di questa regione dal resto dell'Europa e dell'Italia; il fenomeno, spiega, è attribuibile alla pesante censura e agli alti costi librari legati a forti dazi volutamente imposti per scoraggiare la circolazione delle idee. Né la denuncia rimane generica; dell'oscurantismo borbonico vengono forniti esempi intesi a suscitare fra i lettori sentimenti oscillanti fra il doloroso stupore, l'ironia sufficiente, la rabbia: esperimenti galvanici su cadaveri, per esempio costavano il carcere per stregoneria ai loro sperimentatori ([76]). Certamente l'excursus sulla cultura napoletana più di ogni altro difetta di imparzialità. Non basta il ricercato isolamento a spiegare i silenzi sugli approfonditi studi giuridici nel Regno, che appunto era stato il primo fra gli stati italiani a promulgare nel 1819 un nuovo codice di leggi civili sulla traccia di quello napoleonico ([77]). Ugualmente scelte di campo ben precise lo spingono a tacere della scuola di matematica di Nicola Fergola e Vincenzo Flauti, che se pure intrisi di « ciarlatanismi », per riprendere l'espressione di Giorgio Libri — furono infatti entrambi autori di *Teoriche dei miracoli* e ostili ad ogni rammodernamento delle scienze —, mantenevano con i loro studi vitalità alla matematica classica e alla geometria descrittiva ([78]). D'altra parte restio a diffondersi sugli studi giuridici il Libri era già apparso negli articoli precedenti, ché, se si escludono i cenni fatti alle vecchie costituzioni piemontesi e quelli all'attività di giurista del Romagnosi, si era taciuto su tutto il resto. Allo stesso modo erano stati quegli interessi e quelle simpatie che lo legavano agli studi di analisi matematica di scuola francese a consigliargli di tacere, nel breve profilo della cultura modenese, di Paolo Ruffini, antigiacobino, autore di un trattato sull'immortalità dell'anima e di un saggio assai critico su Laplace, oltre

([74]) G. Libri, *Rome et Naples* cit., p. 401.

([75]) Fra gli studiosi di quelle provincie meritano citazione le righe con cui Libri ricorda Giacomo Leopardi: « Le comte Leopardi, élégant écrivain et poète profondèment málinconique, mérite d'être placé au primier rang. Les malheurs de l'Italie ont brisé sa lyre ». *Ivi*, p. 402.

([76]) G. Libri, *Rome et Naples* cit., p. 404.

([77]) G. Astuti, *Il Code Napoléon in Italia e la sua influenza sui codici degli stati italiani successori*, in Atti del Convegno sul tema *Napoleone e l'Italia*, cit., I, p. 193 e sg.

([78]) M. Galuzzi, *Geometria, algebra e logica* cit., p. 1013.

che formulatore della famosa regola sui binomi. Ma probabilmente il silenzio su Ruffini era dovuto anche ai limiti che egli aveva posto alla matematica analitica col dimostrare l'impossibilità della risoluzione algebrica delle equazioni di quinto grado, che equivaleva a limitare le possibilità della scienza, oscurando la fiducia incondizionata nel suo progresso ([79]).

A riscontro infine del basso livello della cultura napoletana sta invece una vivace cultura siciliana, non a caso erede di quella araba. La Sicilia nonostante tutto ha superato gli ostacoli e ha ridotto all'impotenza i gesuiti, raggiungendo livelli notevoli nelle scienze, così da costituire la dimostrazione « que l'esprit d'association et une ferme volonté peuvent toujours surmonter les entraves mises à la pensée » ([80]). È una conclusione dunque questa del Libri di incoraggiante ottimismo, che sostenuto dalla fede in rigorosi princìpi etici e da accortezza di agire pratico vuole avere funzione di stimolo nei suoi lettori. Altrettanto fiducioso nello spirito laico della filosofia italiana, nelle stesse pagine aveva commentato così il pensiero filosofico di Pasquale Galluppi, senza essere, dobbiamo notarlo con rincrescimento, buon profeta: « A publié des savantes recherches sur la philosophie allemande, et paraît s'être placé à la tête de la nouvelle école métaphisique. Mais la jeunesse italienne n'est pas très disposée à s'éloigner de la philosophie nationale (qui est celle de l'expérience et de l'observation), pour s'occuper d'une étude ténébreuse qui, du moins jusqu'à présent, n'a produit que des disputes interminables et si peu de résultas positifs, même chez les peuples qui s'y sont livrés avec le plus de succès ».

([79]) M. Galuzzi, *op. cit.*, p. 1017; P. Redondi, *Cultura e scienza dall'illuminismo al positivismo* cit., p. 715.

([80]) G. Libri, *Rome et Naples* cit., p. 406.

APPENDICE

Si presentano qui le pagine del diario di viaggio riguardanti il secondo soggiorno torinese del Libri. La freschezza degli appunti ci pare che fornisca con particolare immediatezza due elementi meritevoli di attenzione ed essenzialmente riassumibili, per un verso, nel dato oggettivo del quadro della buona società torinese e particolarmente della società intellettuale, inserita comunque in un generale contesto politico; per l'altro verso proprio tale quadro viene a scoprire la ricchezza degli interessi dell'autore, così da poter parlare, senza incertezze, di prospettiva enciclopedistica del Libri nel volere tutto cogliere e tutto annotare criticamente. Quale fosse lo spirito che lo animava in questi viaggi è del resto egli stesso a dircelo: « Io cerco di profittare più che posso del viaggio e studio tutto per vedere se posso al ritorno essere di qualche utilità ai miei concittadini » (BMF, Nuovo Fondo Libri, [Carteggi 347], Guglielmo a Rosa Libri, 4 dicembre 1824).

Le pagine qui pubblicate sono inserite in un quaderno dal titolo « Miscellanea. Impressioni diverse. 1830 » (BMF, Fondo Palagi-Libri, 435, 4,9), che comprende anche il diario milanese dal 28 gennaio all'11 aprile 1830 (ff. 1 r - 18 v). Le pagine del diario torinese qui pubblicate (ff. 19 r - 46 r) comprendono il periodo 12 aprile - 3 maggio. La scrittura in colonna occupa mezzo foglio. Riproduco fedelmente il testo, permettendomi solo l'ammodernamento della punteggiatura. Completamenti di parole e di date sono posti fra parentesi quadra. Non sono stata in grado di leggere alcune brevi righe scritte dal Libri in caratteri crittografici da lui elaborati sulla stenografia di E. Amanti, ma, sembrando ciò irrilevante ai fini della comprensione generale del testo, ho ritenuto ugualmente opportuno procedere alla pubblicazione. I puntini fra parentesi quadra indicano i tratti crittografici; mentre i puntini fuori parentesi sono tali nell'autografo. Non ho riportato né le poche parole cancellate, né alcuni calcoli annotati ai margini.

Diario torinese

f. 19 r 12 [aprile]. Partenza da Milano per Torino. Caldo grande. Belle strade. Irrigazione dei prati. Ticino. Confine di Buffaloro. Confine del Piemonte. Novara. Saluto militare per le strade. I soldati si fermano fanno i saluti, quelli col fucile lo presentano all'ufiziale il quale non guarda nemmeno. Viti sostenute sopra cerchietti.

f. 19 v 13 [aprile]. Luogo dove fu data [...] a circa 1 e 1/2 da quella città.
Malon e Malonnete fiumi.
Risaje; si zappa si semina il riso e poi si dà l'acqua. Intorno a Vercelli il

conte Saint Martin, padre della Alani ha fatto abolire la coltivazione del riso, dandone l'esempio per il primo egli stesso pei suoi effetti.
Torino. Plana, Boucheron, Bidone. Opera del Plana. Calcoli spaventosi che è obbligato a fare. Malafede dei francesi. Il Laplace gli scriveva: « Vous avez raison,

f. 20 r mais vous avez dû modérer la franchise de votre critique ».

f. 20 v 14 [aprile]. Bidone. Memorie del Fontana del 1780... nella Società Italiana sopra la legge, chiamata di Leslie, sull'irradiazione proporzionale al cono dell'angolo fatto dall'intersezione della superficie riscaldata col piano che divide il cono raggiante in due parti uguali, nel senso dell'asse maggiore dell'ellissi che gli serve di base.
Bernoulli, metodo per determinare il diametro dei tubi capillari col mercurio data la loro altezza [...] Gay-Lussac.

f. 21 r 15 [aprile]. Giardino botanico il direttore ne è ... che ha fatto la flora sarda. Tempio della Gran Madre di Dio che si edifica fuori di porta di là dal Po. Ponte bellissimo sulla Dora, d'un solo arco. Aumento delle fabbriche e della popolazione di Torino. Fa 110.000 abitanti.
Strabone dice βάρβαρος, significa quello che parla male.
Madame de Courtonese [*sic*] assai cortese. Conte Balbo, padre e figlio. Il padre mi dice che i francesi volevano

f. 21 v processare il Frullani e che fu salvato da ... Che nel 1798 essendo a Firenze e passeggiando con l'Alfieri davanti ai palazzi Strozzi, Rucellaj, ecc. disse: « Quanti grandi uomini! » e l'Alfieri rispose: « Sì, un grand'uomo morto e un coglione vivo che non sa nemmeno l'esistenza del primo ».
In Biscaglia oltre che la lingua (basca) ancora gli strumenti rurali fatti diversamente che nei paesi limitrofi.

f. 22 r [Bianco].

f. 22 v 16 [aprile]. Grassi eccellente uomo è ceco [*sic*] quasi affatto. Avogadro mi dice che i composti organici possono ancora essi ridursi alla teoria storicistica.
Le rendite del Piemonte sono da 60 a 70 milioni. Le spese dell'armata 30.000.000. Università 1.500.000. 1 Sardegna, 2 Genovesato, 3 Piemonte, 4 Savoia [.....].

f. 23 r 17 [aprile]. Bayer [...] Lagrange si innamora di sua nipote (sorella di madame Plana). Il Drovetti ritornando d'Egitto carico d'ordini non è ricevuto dai grandi nobili di Torino [perché] è fratello di un curato di campagna. Il Bey d'Egitto gli dà alcune gabelle in regalo ed il Drovetti le rilascia al popolo, ma il Bey minaccia di riprenderle se non sono riscosse. L'esercito è di circa 25.000 uomini,

f. 23 v 60 generali. Il re che abdicò poi diceva di non volere stampare lo stato

dell'esercito per non ispaurire l'Europa. Diceva che egli e Napoleone erano i soli principi che sapessero montare a cavallo.
Falsi racconti sul Confalonieri. Speranze della grazia del Pellico. Si va tanto oltre dal [*sic*] preparare una soscrizione a di lui favore per quando uscirà di prigione.

f. 24 r Gli scolari dell'università di Torino sono circa 3.000 e più tre seminari teologici di 1000 alunni. La cavalleria ha gli ufiziali nobili tutti. Quasi tutti gli ufiziali sono nobili ancora negli altri corpi.

f. 24 v 18 [aprile]. Cavaliere Regis. Codice del Piemonte compilato nel 1729 per ordine del Re Vittorio Amedeo il Vecchio. Di nuovo rifatto nel 1742, e quindi nel 1770, quest'ultimo è rimesso in vigore nel 1814. È proibito uccidere gli ebrei e violentarli perché si conducano alla fede. Il Grancancelliere deve essere un uomo probo e savio e fermo (così si dice nel codice). Il conte... Cancelliere nel 1770 era figlio d'un notaro e quando

f. 25 r aveva gridato col re si ubriacava per dimenticarlo.
La Savoja e il Genovesato sono governati in parte colle rubriche e in parte col codice. La Sardegna ha leggi speciali e un vicerè con poteri amplissimi in apparenza e poi in sostanza fatto muovere tutto dal Ministero. Dal 1814 in poi si sono emanati 20 volumi di leggi speciali. Nelle materie criminali vi è molta dolcezza di fatto perché i giudici sono buoni.

f. 25 v Nel 1821 fu istituita una commissione speciale per giudicare i delinquenti politici e questa era composta di arrabbiati, ma poi per fortuna furono rimossi al tribunale criminale ordinario. Si fanno in Piemonte (cioè a Torino dove le cause capitali si riferiscono) circa venti condanne a morte ogni anno. Hanno l'eccesso di pena nelle *tanaglie.* La tortura per la confessione è abolita.

f. 26 r Gresy. Buonissima persona. Mi dà le sue memorie. Accademia delle Scienze. Io v'intervengo benché sia privata. Si leggono due memorie. L'una del... sull'iodio nelle acque di San Genet e l'altra del Morej sulle piante rare che fioriscono nell'orto botanico. Tra queste nomina l'Asclepias fruticosa e la Passiflora pallidiflora. Le mostra miniate benissimo. Il bromio è cercato ancora invano nelle acque minerali. Il Jobert

f. 26 v crede che l'jodio (il quale si trova in molti vegetabili e specialmente nei licheni) sia quello che con l'amido formi un bel colore azzurro del Lichen bricella (falso, ma buonissimo per velarne altri).
Michelotti ha la croce per cagione del Padre.
Marchese Lascaris. Il Jobert fa guerra al Cantù e impedisce che sia messo

f. 27 r nell'Accademia. Borson. Bonelli. Contessa Benevelli. Bella donna, ma con un po' troppo di pretensione.

f. 27 v 19 [aprile]. Invasione dei nobili negli impieghi militari ed anche nelle magistrature che prima disprezzavano.

Grassi. Suo vocabolario militare. Cita il Colletta il quale gli dà una falsa definizione della traiettoria. Il Grassi fu accusato nel 1815 d'aver rubato il piano a Murat per manifestarlo ai tedeschi. Allora tutti lo fuggirono. Egli era poverissimo e di molto ingegno. Il Plana mi dice che non ha più mai dato motivo di

f. 28 r credere di lui tante infamie.
Il Grassi vuole che si cerchino i classici e poi l'uso toscano. Il Vieusseux è riputato di fede dubbia a cagione del Tommaseo. Desinare dalla Benevelle. Breme fratello dell'amico del Botta. A Torino la censura non permette al Grassi di ripetere in gazzetta l'articolo della « Gazzetta di Firenze » che annunzia il premio dato al Botta dalla Crusca.

f. 28 v Napoleone dice a Matteo Galli, consigliere di stato che parla malissimo: « Comment vouz appellez vous? » « G alli M atteo », « Voilà pourquoi vous faites *un Galimathias* ». Mak-bête, tragedie de la prise d'Ulm.

f. 29 r 20 [aprile]. *Eqüateur, equestre, solennel.*
Trovo una teorica nuova e generalissima della risoluzione delle equazioni numeriche. L'Abel aveva un gran bell'ingegno ed era modestissimo. L'Jacobi non è tanto modesto. Ma l'Abel si è fermato dinnanzi alle funzioni irrazionali, le quali debbono ridursi razionali.
(Plana). Aneddoto del Laplace il quale si raccomanda all'Argo perché nel

f. 29 v « Memorial de Sainte Hélène » non sia pubblicata la sua risposta a Napoleone: « Je n'avais pas besoin de cette hypothèse (de Dieu) pour espliquer [*sic*] le système du monde ».
Civiale. Sua condotta sordida a proposito del barone di Zach. Il ministro di Francia non lo vuole a pranzo suo dicendo che non può invitare un chirurgien (La tour du Pin).

f. 30 r Teatro Carignano. Grazioso assai, ma il re non può essere veduto nel suo palco di ritirata. Ha fatto avanzare il suo palco che toglie gran parte della visuale ai palchi vicini. Quando il re entra suonano le fanfare; è applaudito e ognuno si leva in piedi, anche le donne nei palchi. Principe di Carignano. È ingrassato ed ha sempre la stessa fisionomia. Le signore non possono uscire prima che il re se ne vada.

f. 30 v 21 [aprile]. Studi varj e lettere scritte. A Torino aprono le lettere che giungono, ma non quelle che partono.

f. 31 r 22 [aprile]. Il Bellotti di Milano viene a cercarmi. Amabile e semplice molto. Il Bidone non approva la poca stima che il Plana mostra per Laplace, il Newton ed altri. Il Plana prima ammirava grandemente il Michelotti, il Caluso, il Laplace. Ma a poco a poco perse stima di loro. Quando era professore d'artiglieria col reggimento ad Alessandria mandò una memoria all'Accademia correggendo una memoria dell'Euler

f. 31 v sul moto di rotazione dei corpi, ma le sue risultanze erano più erronee di quelle dell'Euler.
Esperienze del Bidone sul moto dei fluidi. Fu prima professore di matematica, e poi nel 1814 fu fatto professore di Idraulica, e ciò lo condusse a rifare il corso dei suoi studi. Spiegazione della contrazione della vena fluida. B[idone] non può ottenere che dopo grandi sforzi 500 franchi per fare delle esperienze.
[sg. in margine:] La fiaccola che scintilla cessa di scintillare accostandole un corpo qualunque.

f. 32 r Il governo non vuole che i professori cerchino cose nuove. Figure varie degli zampilli. Bellotti, sua cognata.

f. 32 v 23 [aprile]. Peyron, allegro e gioviale. Mi dice che lo Champollion ha promesso troppo, che i segni geroglifici spiegati sono pochissimi, che il maggior tempio di Tebe dovea essere dedicato a *Amon Ra son tor*, e che lo Champollion non ha trovato alcuna di quelle iscrizioni colà perché non ha saputo leggerle. Dizionario cofto [*sic*] del Peyron che non si può stampare in Torino per mancanza di danari e di spaccio. Vocabolario siriaco.
[sg. in margine:] Il fumo rimane lontano dalla fiaccola di una quantità determinata.

f. 33 r Della iscrizione di Rosetta (che è mutilata) appena si legge alcune parole e molte no. Nomi bilingui che servono per l'alfabeto demotico (scritto a rovescio). Traduzione di Tucidide in Italiano che sta per essere pubblicata.

f. 33 v 24 [aprile]. Visita all'Arsenale. 100.000 fucili: armi antiche. Il maggiore Omodei che dirige l'Arsenale si occupa nel pubblicare alcune cose inedite di Leonardo da V[inci] sulla milizia. Cartine e fuochi *croisés*, bastioni etc. etc. Calore svolto dal bronzo dei cannoni per la confricazione ripulendoli (calore che si può produrre colla confricazione bruciando il ferro in scintille). Cannoni fusi a sifone in forma di argilla (che si trova nel Piemonte). Il Biringuccio cita il ... Toscano come il primo.

f. 34 r Tornio doppio per fare da due lati una cosa. Il Morge ha molta teorica, ma poca pratica e il D'Antoni ad rovescio.
Mazera contadino di Chieri, meccanico all'Arsenale, bastone scelto.
Istrumento per suonare la musica scritta. Per scrivere la musica suonata, si può perfezionare e lo potrei fare io facilmente. Potrebbe questo istrumento servire per stampare la musica. Istrumento per determinare il calibro dei cannoni; poco bello e troppo incomodo a quanto mi sembra.

f. 34 v 25 [aprile]. Stuppinigi in strada retta da Torino. Manca un ponte vicino alla Villa. Stile barocco. Bruttissimi quadri. Non veggo l'elefante. Vi è stata l'imperatrice Giuseppina tre mesi. Parco troppo monotono. Bucamento di corna. Moncalieri. Bella posizione, ma brutta casa, castello, ponte senza spallette. Non desino per non fare aspettare il Plana e il Boucheron.

f. 35 r Diodata Saluzzo – brutta, ma di fisionomia non ripugnante, guasta dagli elogi – riceve i complimenti più grandi come cose naturalissime. Pregiudizj aristocratici. Titoli che si danno i Nobili tra loro. Cardinale Cacciapiatti, non ha ancora digerito la donazione di Radicofani fatta da Pio II ai Sanesi.
Sclopis (senatore), Balbo figlio, traduttore di Tacito, scrittore di novelle etc. etc. Tutti grandi uomini e contentissimi di loro stessi. Contessa di Masino assai gentile – è pittrice, ma poco nobile.
[sg. in margine:] le contesse nuove si dicon contessine.

f. 35 v Sauli diplomatico, Paravisino etc., etc.

f. 36 r Colla, sua figlia (Madame Bellotti) disegna e canta. Vuol dormire colla Pasta per furore musicale. Giardino della Colla a Rivoli. Tiene le piante in terra e poi d'inverno le cuopre di stefe. Giardino di Biordin sulla strada di Stuppinigi.

f. 36 v [Bianco].

f. 37 r 26 [aprile]. Il Professor Martini viene a visitarmi, è di piacevole aspetto. Scrive benissimo il Latino – è eccellente fisiologo –, mi dice che il Flourens non ha voluto citare il Rolando e ha detto che non doveva citarlo. Non è noto in Torino ove fosse Donato Rossetti, né si conservano suoi manoscritti.

f. 37 v Bellissimo stabilimento idraulico diretto dal Bidone.

f. 38 r 27 [aprile]. Gita a Moncalieri; una piccola casa con 5 stanze costa 125 franchi il mese di pigione.
M.me Michelotti, nipote di Lagrange.
I letterati e scienziati nobili torinesi sono gente che non è riescita nella sua carriera. Il Balbo dal '21 in poi fu messo a sedere (era nella topografia) e ora ha tradotto Tacito, scritto novelle, etc., etc. Così il Sauli diplomatico, il Grassi è il migliore.

f. 38 v Farsa graziosa delle fate recitata dal Vestri caricando i tragici.

f. 39 r [28 aprile]. Emicrania orribile.
Il Lagrange non studiava prima della scuola, ma gli bastava un colpo d'occhio e sempre avea optime. Il Boscovich dice: « Il Lagrange comincia, ora io finisco ».
Il Saluzzo diceva che il Lagrange non sapeva l'aritmetica. Bontà del Caluso e del Saluzzo per tutto, ma del Lagrange nessuno ha il busto.

f. 39 v [Bianco].

f. 40 r 29 [aprile]. Brechter. Esperienze sulla coesione dei metalli. Se due metalli si accostano quello dei due che ha una maggiore coesione per una lamina di metallo simile a se conserva la stessa coesione per gli altri metalli.
Vite scritte dal Balbo. Telescopio a riflessione inventato nel secolo 17° a Parma dal ...

f. 40 v 30 [aprile]. Peyron. Crede poco alle grandi scoperte annunziate dallo Champollion. Dice che della iscrizione di Rosetta appena si intendono alcune parole. Dice che il Rosellini sapeva pochissimo di Cofto e che aveva sbagliato la parola incenso. Dizionario cofto del Caluso e poi del Peyron.
Società cattolica di Torino. Azelio, Brignole ecc. vuol far sostenere pubblicamente l'infallibilità del Papa. Il Peyron si oppone e scrive al cardinale della Somaglia, a Roma si fa una congregazione di cardinali e il Peyron è approvato.

f. 41 r Il re sa la cosa e va in collera contro la Società cattolica, la quale si scioglie.
Principe della Cisterna. Sua sorella fa testamento in favore del Peyron (non potendo lasciare al fratello) perché sia depositario del principe.
Omodei. Scienza militare del Vinci.

f. 41 v Grassi. Fabbriche di Pistoja per le armi a fuoco. Pistole e pistolesi.
Drovetti bell'uomo, grande e grosso. In Egitto fa bene agli arabi il lavarsi il capo con acqua e aceto. Il Bruce ha detto più verità di quello che si crede.
Il Plana mi dice che il Drovetti è partigiano dei Turchi; che quando i Francesi sbarcarono in Morea, Colcotroni e gli altri capi greci andarono a offrire ad Ibraim di riunirsi con lui contro i Francesi;

f. 42 r che Ibrahim domandò la spedizione di Morea dei Francesi per non sembrare di arrendersi a un pugno di gente armata di bastoni e falci!!!
Bidone. Il Leibnitz parlando del Galileo lo ammira, del Cavalieri dice che ha preso dal Guldin, e del Borelli che era buono osservatore, ma mediocre.
Grassi. St. Marsani e Provana preparano delle tavole cronologiche e geografiche della storia d'Italia.

f. 42 v (Courtense). Disgrazia del Ridolfi al desinare del P[rincipe] di Carignano. Va per mettersi a sedere sulle ginocchia della Principessa. Gli casca la lettera datagli da questa pel G[ran] D[uca] e sdrucciola sul pavimento. Dopo desinare si mette in tasca la salvietta per sbaglio e infine si brucia i capelli al lume. A quest'ultima cosa scappa.

f. 43 r 1 maggio. Gazzera. Buono e bravouomo. La stampa si è introdotta in Piemonte verso il 1470, la prima edizione conosciuta con data è del 1472 (a Mondovì). Vibius ... *de Fluminibus*, 1494 (rarissima edizione princeps).
Rubbi, *Elogi di illustri italiani* (raccolta), 12 volumi in 8°. Nell'elogio del Redi si parla male dell'Oliva.

f. 43 v La Diana di Parigi fu trovata a Montpellier e si dice che Cesare l'avesse portata seco.
Alcune serpi possono rendersi vivipare o ovipare a piacimento. (Le vipere).
... Manoscritto della cronaca di ... Monaco Cassinense che trovasi tradotto in lingua romanza a Parigi (conquista dei Normandi).

f. 44 r 2 [maggio]. Carena. Pozzi artesiani. Crede che a Modena conservino le fontane la stessa altezza che al tempo del Ramazzini. Le due cannelle che si

veggono sono l'indizio di falso tentativo fatto dai muratori. Fontanili Lombardi.
(Lascaris). Irrigazioni con le conserve artificiali.
Ponte sulla Dora. 27 gradi d'arco. È circolare, il raggio è 67 metri. 43 metri di lunghezza. Centina disegnata pezzo a pezzo sopra un lastricato a posta di

f. 44 v grandezza naturale. È smussata la curva degli archi nelle cantonate come portandone via una fetta. Pile tonde dalle parti. I pezzi di marmo si facevano sdrucciolare sopra un piano inclinato separato dalla centina per non aggravare questo e non perdere moto. I pezzi sono smussati alle connettiture, altrimenti nell'avvallarsi, togliendo la centina si sfaldano come al ponte sul Taro. Collocati i pezzi insieme sono poi cementati tutti in una volta. Conviene caricare la centina nel mezzo a

f. 45 r misura che avanza il lavoro affinché non faccia cuffia. Tolta la centina si abbassa di 20/1000 in luogo dei 27 come era colcolato. Questa differenza è dovuta alla presa subitanea della calcina.
Palizzate due metri sotto la linea di rifiuto. Si dà un colpo e mezzo col montone, affinché il palo non rimbalzi. Querce e amo. In inverno la palizzata destra (o dalla parte della città) è costata 10.000 franchi meno che quell'altra fatta in estate.

f. 45 v Alcuni pezzi pesano 10.000 kilogrammi.
La Dora cresce poco; è tutta derivata per irrigare. Il Piemonte non ha canali di navigazione.
Lingua romanza dei sette cantoni in Svizzera. Il Sauli ha una raccolta di libri in quella lingua.

f. 46 r 3 [maggio]. Peyron vorrebbe che si insegnasse il dialetto Dorico in greco prima degli altri. È smanioso (il P[eyron]) di conoscere i fatti altrui e di entrare in ogni cosa. In Piemonte fanno giurare ai rettori etc. di conservare le prerogative del clero. Il clero è contrario ai frati e a Roma.

Marco Cuaz

ACCADEMIE IN PROVINCIA: CULTURA E ISTITUZIONI NELLA PERIFERIA ALPINA (NIZZA, SAVOIA E VALLE D'AOSTA)

Per molto tempo lo studio delle periferie è stato il terreno prediletto di una storiografia locale spesso volta al rimpianto del buon tempo antico, ricca talvolta di tensioni autonomiste, più generalmente legata a motivazioni campanilistiche o ad esigenze autobiografiche del ceto dirigente locale. Più recente è l'interesse per la periferia mostrato da una ricerca storiografica impegnata a ricostruire i tempi e gli spazi di diffusione di una cultura, il suo impatto e le resistenze incontrate nella società circostante. Se la storiografia locale finiva spesso con l'esaltare opere e personaggi di scarsa rilevanza, la seconda prospettiva schiacciava l'originalità della produzione periferica, interessandosi prevalentemente a misurare l'incidenza quantitativa di una proposta culturale e a segnalare ritardi ed assenze. La periferia è certamente anche ritardo, e tale nozione non va sacrificata ai recenti entusiasmi per il "decentrato" e il "deviante", ma è anche in molti casi il luogo di una produzione culturale autonoma, importante non solo per capire gli specifici problemi delle aree periferiche, ma anche le dinamiche che presiedono ad una circolazione delle idee non sempre a direzione univoca.

Fra Sette e Ottocento, per venire al tema specifico di questo intervento, nasce nella periferia alpina, nei Ducati di Savoia e di Aosta e nella Contea di Nizza, una cultura nuova, originale e deviante rispetto a quella torinese, che conduce a poco a poco ad una frattura insanabile, carica di forti tensioni politiche. Cercherò di ripercorrere, in forma inevitabilmente sintetica, le tappe fondamentali di questa progressiva divergenza fra la cultura della capitale e quella della periferia alpina, ricostruendo gli elementi costitutivi di quelle culture del particolarismo che in forme diverse si organizzano nella seconda metà dell'Ottocento e costituiscono le motivazioni più vive del gran fiorire di accademie provinciali.

Questi elementi si possono individuare, a mio avviso, in tre momenti diversi della storia dei rapporti fra Piemonte e periferia alpina. Dapprima nella difesa dell'antica tradizione delle libertà e dei privilegi locali contro la politica

centralizzatrice di Vittorio Amedeo II e di Carlo Emanuele III; quindi nella scoperta, a partire dagli anni Settanta del Settecento, di una specificità geografica dello spazio alpino e nell'invenzione di un nuovo ruolo e di una nuova immagine delle Alpi; infine nella crisi di identità di un territorio di frontiera, « trait-d'union » per lungo tempo fra l'Italia e la Francia, nel momento in cui la politica piemontese, dopo il 1848, ridefinisce i confini ed obbliga uno spazio a cavallo delle Alpi a scelte nuove e a drammatiche rotture col passato.

Non è ovviamente possibile, in pochi minuti, percorrere anche in modo sommario i molti problemi connessi alla storia dei rapporti fra centro e periferia negli antichi stati sabaudi. Mi limiterò pertanto a scegliere tre episodi esemplari che ritengo possano illustrare il progressivo formarsi di una cultura alpina specifica, tre episodi lontani tra loro, ma la cui memoria si caricherà di forti tensioni politiche e che verranno a costituire, riletti alla luce dei problemi tardo-ottocenteschi, e saldati in una sintesi originale, gli elementi fondamentali della cultura particolarista alpina.

Mi occuperò della nascita, nel Ducato di Aosta della prima metà del Settecento, di una storiografia civile in opposizione a quella torinese, direttamente legata alla difesa dei privilegi locali e dell'antica organizzazione dello stato; quindi della scoperta dei problemi specifici dell'agricoltura di montagna nell'opera di Costa de Beauregard e della Société d'Agriculture di Chambéry; infine della ricerca di un'identità locale, fra cultura italiana e francese, nelle accademie provinciali della seconda metà dell'Ottocento.

1) *L'opera di De Tillier e la difesa dei privilegi valdostani.*

Alla fine del Seicento l'immagine del passato ricostruita alla corte torinese non si discosta da quella diffusa nelle province alpine. La prima frattura si consuma all'interno della grave crisi politica che fra il 1696 ed il 1702 modifica gli antichi equilibri di potere fra centro e periferia costruiti al tempo di Emanuele Filiberto [1]. All'interno di una serie di operazioni di natura fiscale, furono in quegli anni rimessi in discussione non solo gli antichissimi privilegi delle province separate, ma la stessa struttura di uno stato ancora concepito come aggregazione di territori dotati di larghe autonomie. Di fronte alle affermazioni di principio di un Cesare Groppello, generale delle Finanze, di un Bellegarde, ex presidente del Senato di Savoia, divenuto segretario di stato; alle ricerche storiche di un Pierre Mellarède, intendente della Contea di Nizza

[1] Sulla resistenza delle periferie alpine alle riforme piemontesi della fine del Seicento cfr. M. CUAZ, *Il processo ai privilegi valdostani e nizzardi* (1697-1700) in *Le pouvoir régional dans les regions alpines françaises et italiennes*, Grenoble 1984, pp. 19-31.

e del Principato di Oneglia, alla perentorietà degli editti sovrani e all'azione locale degli intendenti, la periferia alpina fu costretta a dare una risposta capace di giustificare, sul piano storico, il diritto ai privilegi fiscali e di difendere, guardando al passato, ai disegni politici dell'aristocrazia francese, a St. Simon, al Duca di Borgogna, alla resistenza dei « pays d'états » e dei Parlamenti, un assetto dello stato che Vittorio Amedeo II andava sconvolgendo. In questo quadro matura l'opera del maggiore teorico delle « libertà » valdostane, l'avvocato Jean-Baptiste De Tillier, che costituisce la punta emergente di una più vasta cultura, nata ad Aosta, a Nizza e a Chambéry, espressa in molte *Memorie* e *Rimostranze* inviate alla corte torinese nel corso del Settecento. Una cultura sommersa, sconfitta, rimasta allo stadio manoscritto, bloccata dalla censura piemontese, che circola tuttavia a lungo nella periferia alpina e che costituirà, più tardi, nei suoi imprevedibili esiti ottocenteschi, una delle grandi forze ideali di una nuova cultura particolarista.

Laureato in legge all'Università di Valence, nel Delfinato, *pays d'état* di tradizioni antiassolutiste, De Tillier, eletto segretario degli Stati Generali nel 1700, vive il problema dell'incapacità da parte dei valdostani, per il totale disordine degli archivi e la perduta memoria del passato, di organizzare un'efficace difesa contro l'attacco sistematico ai privilegi locali. La sua *Historique du Duché d'Aoste* (2), nata fra il 1720 e il 1740 in margine al lavoro di riordinamento degli archivi e alla sistematica produzione di documenti comprovanti la validità dei privilegi valdostani, organizza una nuova immagine del passato funzionale alla conservazione degli antichi equilibri di potere. De Tillier ricupera la tesi, circolante sin dal '500, della dedizione volontaria dei valdostani a casa Savoia, enfatizza le tradizioni gallicane, carica di significati politici l'antica idea dell'intramontanismo della Valle d'Aosta e, contrario ad ogni « nouveauté », affida alla consuetudine il compito di definire le leggi, i costumi e le istituzioni dello stato. Il riferimento polemico è Samuel Guichenon che attacca duramente riprendendo l'aneddoto di Tesauro, secondo il quale poco importerebbe della verità allo storico savoiardo finché gli fosse stata concessa la pensione annuale di casa Savoia (3); ma avrebbe potuto essere il Lama, del

(2) Cfr. J.-B. DE TILLIER, *Historique de la Vallée d'Aoste* a cura di A. ZANOTTO, Aosta, Itla 1966. Su DE TILLIER, cfr. in particolare F. G. FRUTAZ, *Jean Baptiste De Tillier et ses travaux historiques*, opera postuma edita a cura di E. PAGE in « Bulletin de l'académie St. Anselme », XXIX (1951), pp. 1-76; L. COLLIARD, *La culture valdotaine au cours des siècles*, Aosta, Itla, 1976, pp. 133-150; Id., *Les manuscripts de Jean Baptiste De Tillier*, in *Sources et documents de l'histoire valdotaine*, vol. XIV, t. II, Aosta 1982, pp. 1-256.

(3) J.-B. DE TILLIER, *Historique* cit., pp. 51-52.

quale ha solo qualche notizia, ma con il quale cerca di mettersi in contatto, affinché questi inserisca nella sua *Storia* la tesi della dedizione volontaria dei valdostani (4).

Proibitane, come è noto, la stampa, perché « propre a fomenter l'esprit d'indépendance parmi ces populations » (5), il manoscritto di De Tillier, che la censura sabauda cerca di sottrarre alla circolazione clandestina, offre nel corso del '700 il sustrato teorico a tutte le rimostranze e i memoriali inviati da parte valdostana alla corte torinese, come prova peraltro l'intenso sforzo da parte degli storici sabaudi del '700 di confutarne le tesi principali.

Mi limiterò a citare un solo esempio che mostra la dimensione politica assunta dal dibattito storiografico intorno ai manoscritti di De Tillier. Nelle *Istruzioni* del 1770 a Colonna de Baldissero per l'impiego di vicebalivo nel Ducato di Aosta, nella parte introduttiva, Carlo Emanuele III ricorda le « Prétentions d'anciens privilèges » avanzate dai valdostani:

« Vous n'ignorez pas que les valdôtains ont prétendu que ce Duché était parvenu a mes Couronnes par dédition volontaire et qu'en conséquence ils avaient droit de jouir des privilèges que nos Royaux prédecesseurs leur ont accordé. C'est pourquoi nous jujerons à propos de vous faire savoir que l'acte sur lequelle l'on appui cette prétention c'est à dire le diplome donné par le Comte Thomas en 1190 ne contient qu'une simple exemption de taille et exemption forcée accordée à la Cité d'Aoste, aux faubourgs et à sa banlieu sous un hommage particulier...

Ce Diplome presuppose la domination des Princes de notre Maison Royale en Aoste...

C'est de quoi le Conseil des Commis est très instruit, puisque ses députés qui ont assisté aux Conférences tenues à Turin en 1757-1758 dans lesquelles l'insubsistance de cette prétendue dedition a été reconnue et les droits de notre suveraineté ont été mis dans leurs plus grand jour, n'ont pas manqué de lui certifier ces vérités...

L'on ne vous donne pas ces notices pour que vous entriez en discours avec les valdôtains sur cette matière, mais uniquement à fin que si qualqu'un fut assez imprudent pour renouveller semblable querelle, vous puissiez le contenir, en lui faisant sentir que vous êtes instruits de nos droits » (6).

(4) Cfr. il carteggio con l'abbé Brelaz edito in F.-G. FRUTAZ *cit.*, pp. 41-45.

(5) ID. p. 49.

(6) *Instructions au Chev. Ange Maurice Colonna de Baldissero pour l'emploi de Commandant en Vallée d'Aoste*, ms. Biblioteca Reale di Torino, 1770, misc. 76/33. Sull'eredità di De Tillier e le polemiche con gli storici sabaudi, cfr., oltre a F.-G. FRUTAZ cit., L. COLLIARD, *La persistence de l'idéal autonomiste et de la pensée historiographique de J.-B. De Tillier aux XVII et XVIII siècle* in « Bulletin de l'Académie St. Anselme » XLI (1964), pp. 325-335.

2) *La « Société d'Agriculture » di Chambéry e l'agricoltura di montagna.*

A partire dagli anni Settanta del XVIII secolo prende avvio un fenomeno complesso destinato a diventare, non immediatamente, ma nella sua reinterpretazione ottocentesca, uno degli elementi portanti della cultura particolaristica delle Alpi occidentali: la scoperta della bellezza della montagna e di una particolare « civilisation alpestre » contrapposta ad una « civilisation de la plaine » o « de la ville ». Le « affreuses montagnes » diventano i « sublimi e pittoreschi paesaggi » della cultura romantica, gli « indolenti e gozzuti montanari » diventano un modello di virtù, di sobrietà e di salute fisica e morale contrapposta alla corruzione della civiltà moderna. È un processo che utilizza elementi diversi: dalla nascita dell'alpinismo, legato agli esperimenti scientifici, alla sensibilità paesaggistica dei pittori inglesi, dalla reazione all'emergere di un nuovo ceto dirigente urbano, alla difesa, da parte della Chiesa, di modelli culturali minacciati dalla diffusione dell'edonismo e del materialismo.

Affronterò solo un aspetto, poco studiato e più attinente ai problemi discussi in questi giorni: l'opera della *Société d'agriculture* di Chambéry e in particolare la scoperta di una specificità dell'agricoltura di montagna nel saggio di Costa de Beauregard: *Essai sur l'amélioration de l'agriculture dans les pays montueux.*

La Société d'agriculture di Chambéry nasce tra il 1770 e il 1772 sul modello della Société économique de Berne (1759) con lo scopo di « encourager l'agriculture jusqu'à présent si négligée faute de connaissance, d'embrasser en même temps le progrès des arts, l'extention du commerce, la perfection et l'augmentation des manifactures, des productions du pays comme aussi de découvrir les vrais causes de la dépopulation et les moyens de diminuer l'émigration des sujets du Duché » (7). Diversamente dalle contemporanee accademie francesi, non nasce per impulso dell'amministrazione centrale, né di quella locale, ma da parte di un ristretto gruppo di nobili e professionisti di Chambéry: l'abbé Mellarède, primo presidente, il dottor Daquin, i nobili Conzié de Charmette e Costa de Beauregard. Le patenti reali giungono soltanto nel 1774, contemporaneamente alla soppressione dell'articolo 15 dello statuto che pre-

(7) Cfr. J. CHETAIL, *La société économique d'agriculture, ancêtre de l'académie de Savoie*, in *Congrès des Sociétés savantes de Savoie* Chambéry 1972, pp. 147-154. Sulla società d'agricultura di Chambéry cfr. in particolare M. BURGOD - DERRIER, *Joseph Alexis Barthelemy Costa de Beauregard et la société royale pour l'agriculture, le commerce et les arts de la ville de Chambéry,* thèse de maitrise, Università di Grenoble, gentilmente segnalatami dal prof. A. Palluel - Guillard. Cfr. anche L. BOUCHAGE, *Un économiste savoyard: le marquis Alexis Costa* in *Congrès des sociétés savantes*, Chambéry 1893, pp. 173-203.

vedeva l'incoraggiamento da parte di intendenti provinciali di succursali nelle rispettive province. La *Société* raccoglie inizialmente 53 membri, per la maggior parte nobili (47%) e borghesi di Chambéry (43%), un buon numero appartenente sicuramente alla massoneria. La sua vita effimera è paralizzata dal contrasto interno sull'abolizione dei diritti feudali che vede i nobili schierarsi contro la politica regia e denunciare « ces révolutions qui entraînent necessairement la perte des moeurs » ([8]). Si è discusso intorno alla sua fine: disciolta nel '75, secondo alcuni, poiché colpevole di essersi trattenuto il dono reale di 50.000 L. o scioltasi nell'80, dopo la morte del suo principale animatore, l'abbé Mellarède.

L'unico prodotto di rilievo è il saggio sull'agricoltura di montagna di Joseph-Alexis Costa de Beauregard (il padre di Henry, l'*Homme d'autrefois*), pubblicato nel 1774. Di antica famiglia nobiliare, schiacciato dai debiti ereditati dal padre, Costa de Beauregard vive ritirato nelle sue terre coltivando la morale dell'« honnète médiocrité », disdegnando il lusso e la ricchezza, condannando i nobili « dissipateurs », teorizzando la superiorità della vita semplice di campagna. Analogamente a molti nobili, emarginati dalla vita politica, a Giuseppe Nuvolone ad esempio, si dedica con passione alla cura meticolosa dei propri beni, segue direttamente i lavori della campagna. L'abbé Villoud lo presenta come un « gentilhomme agriculteur, modeste et savant, vivant au milieu de ses terres en contact quotidien avec le peuple qu'il éclairait et moralisait par l'exemple, n'étant que le premier de ses fermiers, élévant ses enfants, gouvernant sa famille, réglant ses dépenses sur ses revenus, prévoyant l'avenir, conseillant de prêter au pauvre labourieux, dissuadant de confier de l'argent au riche ambitieux » ([9]). Dalle sue lettere traspare l'amore per le attività agricole, capaci di mantenere l'equilibrio fisico e psicologico dell'uomo, di cacciare i cattivi umori, le malattie e i tormenti dello spirito.

Pochi sono gli elementi di rilievo della sua biografia. Nel 1763 si iscrive alla Société économique di Berna ed incomincia ad interessarsi, sotto la suggestione degli esperimenti svizzeri, alla trasformazione in pascoli di terre incolte. Per tutta la vita continuerà ad indicare nella Svizzera il modello per l'agricoltura savoiarda. Sul piano politico è nota, grazie a Bruchet ([10]), la sua dura requisitoria contro l'abolizione dei diritti feudali. Rispetto agli avvenimenti

([8]) Cfr. A. PRUDHOMME, *Les opinions successives d'un gentilhomme savoyard sur la Révolution française d'après les lettres inédites du Marquis Costa* in *Bulletin de l'académie delphinale*, Grenoble 1902, pp. 209-244.

([9]) L. BOUCHAGE *cit.*, pp. 191-192.

([10]) M. BRUCHET, *L'abolition des droits segneuriaux en Savoie* (1761-1793), Annecy 1908, pp. 265-273.

francesi conosciamo le sue opinioni grazie allo studio di Prudhomme ([11]). Insorge contro il dispotismo « à la Turque » di Luigi XVI, guarda con speranza alla convocazione degli stati generali francesi, applaude alla resistenza del Delfinato; si riavvicina al re solo dopo il giugno dell'89, quando il suo ideale politico di una monarchia controllata dai nobili è travolto dal « gran bouleversement qui ruine tout ». Incarcerato nel '93, dopo l'annessione della Savoia alla Francia, morirà nel '97 dopo aver perso tutti i suoi beni.

L'*Essay* è innanzitutto un libro tecnico sull'agricoltura di montagna il cui obiettivo principale è dare una risposta a un problema specifico del mondo alpino: l'emigrazione nei comuni di montagna. Le sue fonti principali sono i moderni agronomi francesi, gli inglesi, letti attraverso Pattullo, ma soprattutto Stapfer e gli Svizzeri dell'accademia bernese; ignora gli italiani e le accademie agrarie della penisola. Lo schema complessivo sembra ispirato a Mirabeau: il maggior rendimento della terra permette l'aumento della popolazione e di conseguenza l'aumento della ricchezza; nella disputa tra Duhamel e Pattullo si schiera con il secondo. Riconosce di non saper insegnare divertendo, come Hirzel e il *Socrate rustico*, e condanna un certo paternalismo delle accademie agrarie, più preoccupate di impartire lezioni che di sperimentare direttamente. Considera l'agricoltura una scienza, e i lavori dei campi, un esercizio da sottomettere alla ragione e all'esperienza che sole permettono di distinguere le novità buone da quelle cattive. In montagna raccomanda la piccola coltura intensiva e la divisione fra i proprietari dei beni comunali, poco produttivi. I contadini, scrive Costa de Beauregard, sono testardi ed ostili alle novità, ma l'agricoltura è il principale guardiano della semplicità dei costumi e « sous l'enveloppe épaisse de gens rustique trouve-t-on beaucoup d'hommes d'un grand sens et d'une conduite admirable » ([12]).

Nel 1819 nasce a Chambéry l'Académie de Savoie e il suo segretario perpetuo, G.-M. Raymond presentando il grande compito che attende una società « qui veut s'occuper de l'avantage de notre patrie » ([13]), ricorda come la posizione geografica, gli usi e i bisogni locali spingano i pensieri in primo luogo verso l'agricoltura e secondariamente verso le antichità e la storia del paese. Nel primo rapporto letto da M. Burdet, avvocato dei poveri al Senato di Savoia, concernente *Cinq Mémoires relatifs à l'agriculture*, si antepone all'estratto un paragrafo dal titolo *Des circonstances topografiques et morales*

([11]) A. Prudhomme, cit.

([12]) A. Costa De Beauregard, *Essai sur l'amelioration de l'agriculture dans les pays montuex et en particulièr dans la Savoie*, Chambéry 1774, p. 152.

([13]) Cfr. *Mémoires de la Société académique de Savoie, Notices préliminaires*, vol. 1°, Chambéry 1825.

qui modifient les théories d'agriculture en Savoie (14). Burdet sottolinea come le teorie agricole generali devono essere modificate in un paese dove in poco spazio vi sono tutte le esposizioni al sole, tutte le temperature, dove ogni cantone ha una sua particolare cultura, dove le proprietà sono fortemente divise e, soprattutto, dove « l'habitant de montagne, réflechi comme l'homme du nord, actif et énergique comme l'air qui respire, à la fois vigoureux et agile semble fait pour maitriser la routine » (15).

Fra l'*Essai* di Costa de Beauregard e i primi lavori delle accademie ottocentesche si delinea in Savoia la figura del contadino-montanaro e si carica di significati morali l'idea, inizialmente tecnica, di una specificità della montagna. « A peine le soleil, – prosegue Burdet – commence à ammollir les glaces sur les pointes escarpées, le repos devient insupportable à l'habitant des montagnes. Il s'étudie à arracher à leurs flancs rebelles sa nourriture et celle de sa famille. Plus le sol lui a couté d'efforts et de temps, plus il s'y affectionne, il se passionne à surmonter les difficultés. On le voit, lui, sa femme et ses enfants, pliant sous un lourd fardeau de terre ou d'engrais, gravir péniblement une pente rapide, pour aller créer un champ sur le roc ou au millieu des cailloux. Ils relèvent la terre en mur de soutènement, pour s'opposer aux éboulements superieurs. Ces murs... forment, depuis la bas jusqu'à la sommité de la montagne, une moltitude de gradins et de petits compartimens cultivés. Quelquefois ce sont des terrasses qui arrêtent sur le bord de l'abîmes le sol qui mènace de s'y précipiter. Des moissons en quelque sorte aériennes, paraissant bientôt sur la corniche des rochers, attestent à tous les regards la puissance du travail de l'intelligence, de la hardiesse et de la costance de l'homme » (16). Uno stile di vita semplice e sobrio, una religiosità profonda, un forte attaccamento alla tradizione, alla famiglia, alla terra costituiscono gli elementi originali di un mito del montanaro dalla fortuna duratura, destinato a caricarsi di connotazioni sempre più marcatamente politiche nel conflitto fra modernizzazione e nostalgia del passato. È sempre la natura dei luoghi, secondo Burdet, a favorire la profondità della vita interiore celata dietro ad una maschera schiva e taciturna: « Les chemins vicinaux... plus ou moins fatigant n'invitent pas aux communications fréquentes. Les habitans ne se rapprochent les uns les autres que pour adorer l'auteur de tous biens. Ils ont à faire un assez long trajet pour arriver à leur église qui est comme le point central d'une vaste étendue paroissiale. Ils y viennent et s'en retournent par ses sentiers différens, parce que leurs habitations sont éparses sur une surface considérable. Comme ils ne s'acheminent pas ensemble ils ont

(14) *Ib.* pp. 45-59.
(15) *Ib.* p. 49.
(16) *Ib.* pp. 51-52.

peu de conversations, peu d'occasions d'échanger leurs idées contre des idées neuves. On conçoit que ces hommes simples, qui passent toute leur vie dans le village qui les a vu naître, n'aient d'autres méthodes, d'autres usages que ceux transmis de père en fils. Ils doivent y tenir avec d'autant plus de force que les traditions leurs sont imprimées par l'exemple et par l'éducation dont les traces sont innéfacables; ils les conservent avec un soin presque religieux, parce qu'ils les ont reçues de ceux qui leur apprennent en même temps le travail et la vertu » ([17]).

3) *Le accademie in Provincia e la ricerca di un'identità locale.*

Nel 1844 veniva fondata a Chambéry la *Société d'histoire naturelle* con lo scopo di fondare un museo di storia naturale destinato a contenere le diverse collezioni sulla flora, la fauna e l'ambiente naturale savoiardo ([18]). Undici anni dopo nasceva a Chambéry, in polemica con la conservatrice Académie de Savoie, la *Société savoisienne d'histoire et d'archéologie* con lo scopo di « conserver le souvenir des hommes et des choses qui ont onoré le pays » ([19]). Fondata dal giornalista Joseph Dessaix e dai professori di storia e di letteratura del Collegio nazionale, François Rabut et Claude Saillet, si compone inizialmente di 112 membri e ammette per statuto un numero illimitato di membri paganti una quota annua d'iscrizione. Di impronta liberale, la *Société d'histoire et d'archéologie* è composta unicamente da esponenti della media borghesia e costituisce in qualche misura l'unica eccezione in un mondo accademico egemonizzato dal clero e da un'aristocrazia profondamente legata alla cultura di Joseph De Maistre. Ispirata all'antica esperienza dell'Accademia di François de Sales (1606) è la contemporanea *Académie Florimontaine* di Annecy ([20]), mentre l'*Académie St. Anselme*, fondata ad Aosta nel 1856, si caratterizza come una istituzione cattolica che professa « une soummission parfaite au pontife

([17]) *Ib.* pp. 53-54.

([18]) Cfr. C. Blanchard, *Notice sur la société d'histoire naturelle*, Chambéry 1899; J. Lovie, *Historique de la Société d'histoire naturelle*, Chambéry 1951.

([19]) Cfr. J. Dessaix, *Rapport sur la formation et les travaux de la société savoisienne d'histoire et d'archeologie* in *Mémoires et documents publiés par la Société savoisienne d'histoire et d'archéologie*, T. 1° Chambéry 1856, pp. V-XLVIII; *Notice sur la société savoisienne d'histoire et d'archéologie* in *Mémoires et documents...* cit., t. 25, Chambéry 1890, pp. V-XIV; J. Lovie, *Essai sur l'origine de la société savoisienne d'histoire et d'archéologie*, in *Les Sociétés savantes. Leur histoire. Actes du 100e Congrès national des sociétés savantes*, Paris 1975, pp. 187-197.

([20]) Cfr. Corcelle, *L'académie Florimontaine, les sociétés savantes et les études historiques en Savoie*, in *Mémoires et documents de la Société savoisienne d'histoire et d'archéologie*, t. XLIII, Annecy 1905.

romain » e che teorizza un ruolo della scienza come ausiliaria della religione ([21]). Ricollegandosi a De Maistre, Antoine Gal, nella *Memoria* letta alla prima seduta, ricorda come è la religione « qui empèche à la science de se corrompre » e come le scienze rendono omaggio alla religione scoprendo le opere meravigliose del Creatore ([22]). La presenza quantitativa degli ecclesiastici è schiacciante rispetto a quella dei laici, 15 contro 5, e tutte le cariche, salvo quella del tesoriere, sono assegnate a membri del clero. La stessa impronta si ritrova nell'*Académie de la Val d'Isère*, fondata il 19 gennaio 1865, allo scopo di « faire connaître le pays en étudiant plus attentivement son histoire, ses monuments et ses richesses naturelles » ([23]). Dei 15 fondatori 10 sono ecclesiastici e l'anno successivo, su 111 membri, 65 appartengono al clero, cui spetta la carica di segretario perpetuo. Circa i due terzi dei lavori pubblicati sono opera di ecclesiastici, una buona parte dei quali dedicati a monografie parrocchiali, sollecitate nel 1897 dalla stessa autorità diocesana, alfine di pubblicare la *Tarantasia Cristiana.*

Il movimento accademico provinciale esplode nell'area alpina nella seconda metà dell'Ottocento. Ai *Congrès des Sociétés Savantes*, tenuti in Savoia a partire dal 1878, si presentano fino a 11 società accademiche. L'ultima a nascere, nell'area alpina occidentale, è l'Accademia Nissarda, fondata nel 1904, ma le sue origini risalgono ai circoli felibristi degli anni Settanta ([24]). È certamente il più vasto programma di organizzazione della cultura concepito nella periferia alpina (dove non vi sono istituzioni universitarie) le cui motivazioni affondano nel grave stato di inquietudine vissuto negli anni in cui le tradizionali frontiere vengono cancellate e un mondo di consolidate identità culturali viene sconvolto dalla nuova politica piemontese e poi da un traumatico impatto con i moderni stati nazionali. Durante la Restaurazione l'ideale politico degli ambienti colti savoiardi è quello espresso nelle opere di De Maistre e nei lavori dell'*Academie de Savoie*: uno stato bilingue a cavallo delle Alpi in cui l'ele-

([21]) Cfr. *Bulletin de la Société académique religieuse et scientifique du Duché d'Aoste*, vol. I, Aoste 1856, pp. 1-43; F.-G. FRUTAZ, *Discours prononcé à l'académie de Saint Anselme à l'occasion de la cinquantième année de sa fondation*, in *Bulletin*... cit., Aoste 1955, pp. 5-49; M. DURAND, *Activité en matière historique de l'académie de St. Anselme*, *Bulletin*... cit., Aoste 1959, pp. 91-117.

([22]) A. GAL, *Mémoire lu dans la prémière séance de la société* in *Bulletin*... cit., vol. I, pp. 23-27.

([23]) Cfr. M. HUDRY, *Cent ans d'activité de l'académie de la Val d'Isère* in *Congrès des sociétés savantes de la province de Savoie*, Nuovelle Série, t. I, Moutiers 1964, pp. 175-181.

([24]) Cfr. J. GIORDAN, *Un demi-siècle de nissardisme*, in « Nice historique » 1955, pp. 17-22; A. COMPAN, *Le centenaire du félibrige: 1854-1954*, in « Nice historique » 1955, pp. 26-31.

mento piemontese sia bilanciato da quello savoiardo. Sono gli anni in cui il clero raggiunge l'apogeo della sua potenza economica e culturale e mentre a Torino nasce una borghesia imprenditoriale ansiosa di accedere al potere, le Alpi rimangono un tranquillo mondo rurale estraneo ai movimenti che scuotono il regno. Il '48 segna drammaticamente la crisi degli ideali savoiardi e diffonde l'idea di una Savoia sacrificata all'Italia. In particolare le riforme cavouriane colpiscono la fragile economia montana; le leggi Rattazzi e Siccardi incrinano il legittimismo del clero transalpino e l'elemento savoiardo viene espulso da uno stato sempre più solidamente in mano a funzionari piemontesi.

Come è noto il problema della nazionalità di Nizza e Savoia si pone soltanto dopo gli accordi di Plombières e l'annessione è un fatto che riguarda solo le diplomazie europee. Cavour è personalmente convinto dell'italianità di Nizza, come la maggior parte della pubblicistica italiana del '59 e '60, mentre il motivo di una Savoia francese appare con maggior rilievo nella pamphlettistica ispirata dalle Tuileries piuttosto che in quella locale, preoccupata di spiegare i vantaggi economici dell'annessione o di rassicurare i legittimisti di fronte al fatto compiuto che « le roi nous a abandonné » ([25]). Più gravi sembrano i problemi posti dall'inserimento nello stato francese. Il primo presidente della Corte d'Appello di Chambéry, Millevoye, sintetizza l'atteggiamento dei nuovi funzionari venuti dalla Francia: « Ils ont eu longtemps – scrive alle Tuileries – un gouvernement pour ainsi dire séparé, une organisation judiciaire exclusive et jalouse de ne recevoir dans son sein aucun piémontais... Il sera, je crois, d'une bonne politique de rompre avec ses tendences et d'attaquer sur ces points, comme bien d'autres, l'esprit séparatiste de la Savoie » ([26]). A Nizza, il procuratore generale della Corte d'Appello, Lubonis, cercando di spiegare ai francesi le origini del malcontento locale e le ragioni della rivolta del 1871 chiama in causa « un système français qu'on a voulu improviser à Nice tout à la fois sans égard pour le passé et pour la tradition » ([27]).

In questo clima la cultura locale è chiamata a ripensare la propria storia per dare una risposta ai drammatici problemi posti dal presente. Occorre ritrovare un'identità culturale dopo la crisi del vecchio ideale di uno stato alpino; occorre in qualche modo giustificare il « destino » francese della regione, respingendo gli irredentismi e le nostalgie sabaude, ma occorre anche ricuperare all'interno della nuova « grande patrie », una specifica identità re-

([25]) Cfr. P. GUICHONNET, *L'annexion de la Savoie à la France*, s. d. (ma 1982).

([26]) Cfr. P. GUICHONNET, *Annecy et l'annexion*, in « Amnesci » 8 (1960), p. 22. Cfr. anche J. LOVIE, *La Savoie dans la vie française, de 1860 à 1875*, Paris 1963.

([27]) Cfr. I. IMBERT, *Au lendemain de l'annexion: la France et le particularisme niçois*, in « Nice historique » 1961, pp. 82-107.

gionale, diffondere all'esterno un'immagine di se stessi che possa supplire alla mancanza di informazioni e agli stereotipi distorti e prevalentemente negativi circolanti negli ambienti francesi. È questo il senso dell'accorato appello di Amedée De Foras, lo storico della nobiltà savoiarda, fondatore dell'Académie Chablaisienne: « J'aime ce pais d'un amour passionné: mon sang précipite sa course en entendant prononcer le noble nom de Savoie, mon incomparable patrie » [...].

Nous aimons notre Savoie avec la foi du charbonnier! Cette foi transporte les montagnes, mais que sera-ce quand vous prouverez par vos travaux que notre microcosme ne saurait être assez admiré.

Tout le monde ne saurait s'occuper d'histoire. Mais il ne manque pas de sujets ou chacun, suivant ses aptitudes, peut employer ses loisirs à illustrer la patrie. Poètes, nos cascades bruyantes, nos sombres forèts, nos pics sourcilleux, nos glaciers éternels, sauront vous inspirer! Quel beau cadre pour les légendes de nos montagnes! Jurisconsultes, vous avez le trésor de nos vieilles lois codifiées avant la fin du moyen-âge. Naturalistes, géologues, minéralogistes, notre flore et notre faune si riches, nos gisements si variés, nos fossiles, nos sources minérales ont de quoi vous tenter. Enfin, Messieurs, dans le pays qui a produit les Buttet, les Besson, les Maistre, les Favre, les Berthollet, les Bailly – j'en passe par centaines – dans le pays où quelque peu d'apathie est victorieusement combattue par la vivacité de l'esprit, l'aptitude à tous les travaux de l'intelligence, il ne s'agit que de vouloir pour pouvoir. Travaillons, prenons de la peine, c'est le fond qui manque le moins [28].

Un'abbondante letteratura, nata nelle *sociétés savantes* si dà per missione, dopo il 1860, di fissare i tratti secolari della Savoia, della Valle d'Aosta, della Contea di Nizza, di mostrare, attraverso l'originalità della storia e dell'ambiente geografico, le caratteristiche particolari che distinguono la regione. Il segretario dell'*Académie de Savoie*, l'avvocato Descostes, chiudendo il banchetto inaugurale del primo congresso delle *Sociétés savantes* di Savoia, esprime tutta la sua gioia perché « à l'écart de tout ce qui peut nous diviser elle a montré une fois de plus qu'il y a de la sève et de la vitalité dans cette province, qui en portant sans retour à la France ses frontières son attachement et tous ses forces vives, est sûr de bien servir sa grande patrie en conservant l'originalité de sa phisionomie, l'amour de ses grandeurs et le culte de son passé » [29]. Ed è lo stesso Descostes nella *Causerie patriottique*, recitava al Congresso dell'86, a definire il ruolo della nuova storiografia savoiarda e delle Società accademiche:

[28] A. De Foras, *Procès verbal de la scéance du 10 janvier 1887*, in *Mémoires et documents publiés par l'académie chablaisienne*, t. I, pp. XIII-XXI.

[29] F. Descostes, *Le premier congrès des sociétés savantes de la Savoie*, Chambéry 1878, p. 22.

J'ai l'ambition de rechercher, – dans une causerie à bàtons rompus et sans dépasser les vingt minutes réglementaires, – les caractères distinctifs qui assignent à notre Savoie une place à part dans le monde des merveilles de la nature, – une situation privilégiée dans les fastes de l'histoire.

Pourquoi la Savoie pittoresque, si digne d'être connue et admirée, a-t-elle été si lente à l'être?

Pourquoi la Savoie historique offre-t-elle aux fidèles du temps passé une mine encore imparfaitement explorée, féconde en surprises, en perspectives originales, en richesses de toute sorte?

Pourquoi est-ce faire oeuvre de patriotisme, – non seulement provincial, – mais national que de s'unir, de s'entraider pour marcher en quelque sorte à la découverte plus complète de la Savoie pittoresque et historique?

Telles sont les questions que je désire vous poser et que vous me permettez de résoudre avec la franchise d'un Savoyard, avec le patriotisme d'un Français.

Il y a trente ans, quelle était la réponse presqu'invariable que l'on faisait à cette simple question:

Qu'est-ce que la Savoie?

Après un moment d'hésitation, diagnostic d'une connaissance quelque peu superficielle du sujet, l'interlocuteur de dire: « La Savoie, c'est le pays des rochers nus et des enfants noirs... » [...].

Aussi, lorsqu'en 1860, le vote unanime des habitants de la Savoie réintégrait dans la grande famille française une province française de langage, de moeurs et d'aspirations, la vieille France ne se douta-t-elle pas tout d'abord de la valeur de la dot que la timide et modeste fiancée apportait dans son tablier. [...].

D'où vient donc que, sur ces deux soeurs jumelles, enfants-gàtées de la nature, la Suisse eut toutes les adorations, tandis que la Savoie était vouée à l'abandon et à l'isolement? ...

Veut-il tenter la fortune, il va la chercher au-delà des mers; si elle lui sourit, il revient mourir au pays natal, et, en remettant le pied sur la terre de la patrie, il reprend sa première enveloppe, il redevient Savoyard, c'est-à-dire non pas homme grossier, comme le porte aimablement le dictionnaire de l'Académie, mais homme au coeur haut, montagnard à la noble fierté, patriote désintéressé, aimant son pays pour lui, n'empêchant point que d'autres le contemplent et l'admirent, mais ne faisant rien pour attirer leurs regards ni provoquer leur admiration (30).

La domanda politica di storia costituisce dunque la motivazione principale della vita delle *Sociétés savantes*. Nella seconda metà dell'Ottocento la storia diventa nelle antiche province sabaude un grande terreno di confronto politico: a Nizza, Giovanni Bres e Cais de Pierlas discutono del ruolo svolto da Grimaldi nella dedizione di Nizza a Casa Savoia del 1388, con trasparenti allusioni all'attualità politica: è in gioco la delicata questione se la scelta di donarsi al

(30) F. Descostes, *La Savoie, son passé et son avenir. Causerie patriotique*, in *Congrès des sociétés savantes de la Savoie*, VIII sessione, Thonon 1886, pp. 103-132.

Conte Rosso, letta in modo quantomeno anacronistico come scelta italiana, fosse il frutto della volontà popolare o delle astute manovre di un potente feudatario. Ad Aosta viene faticosamente avviata la prima edizione dell'Historique di Jean-Baptiste De Tillier, ma, per mancanza di denaro, si è costretti ad iniziare una pubblicazione parziale e la scelta cade sull'ultima parte, quella sul governo politico, scritta a difesa delle antiche libertà valdostane.

Nelle accademie provinciali viene elaborato in questi anni un nuovo modello di storia locale destinato ad una fortuna duratura, laddove ha potuto intrecciarsi con istanze politiche di carattere autonomistico. Si esaltano in primo luogo le popolazioni preromane, gli Allobroges, i Salassi, che hanno eroicamente lottato contro l'« imperialismo » e la « corruzione » della civiltà romana, una civiltà che non ha scalfito tuttavia i caratteri originali dei popoli montani. Si esalta quindi il medioevo delle franchigie e delle libertà comunali, periodo verso il quale si orienta la maggior parte dello sforzo erudito. Si avviano contemporaneamente gli studi etnografici e dialettali, soprattutto nel nizzardo, dove l'eredità di Rancher e di Mistral e il mito controverso di una rinascita occitana, vanno a costituire le fondamenta dell'ideologia del « nissardismo ». Ma il problema centrale e comune di tutta l'area alpina è l'elaborazione di un nuovo concetto di « patria » o di « pays » che presuppone un'identità regionale, al di là delle divisioni geografiche e politiche interne, una coscienza di sé e della propria originalità, al di là dei campanilismi. Ridefinire l'identità savoiarda al di là delle fratture fra rousseauiani e maistriani, fra gli abitanti di Chablais o del Faucigny o diventare « valdôtain avant tout », senza né preti né laici, né conservatori né liberali, come auspica Anselme Réan ([31]), il padre dell'autonomismo valdostano, è il programma di lavoro intorno a cui si affaticano diverse generazioni di eruditi locali. Un'identità ricercata in due nozioni ereditate dal Settecento: una storia imperniata sulla difesa delle antiche libertà e una geografia particolare in virtù delle montagne; due elementi eterogenei che vanno a costituire quel concetto di « civilisation alpestre », fondamento della cultura del particolarismo e delle rivendicazioni politiche delle regioni alpine.

([31]) A. Rean, *Lectures valdôtaines*, Aosta 1963 (1ª ed. Torino 1900), p. 9.

I DUE PRIMI SECOLI DELLA
ACCADEMIA DELLE SCIENZE
DI TORINO

TORINO
ACCADEMIA DELLE SCIENZE
1985

I DUE PRIMI SECOLI DELLA
ACCADEMIA DELLE SCIENZE
DI TORINO

REALTÀ ACCADEMICA PIEMONTESE DAL SETTECENTO ALLO STATO UNITARIO

ATTI DEL CONVEGNO
10-12 NOVEMBRE 1983

TORINO
Supplemento al volume 119 (1985) degli
« Atti della Accademia delle Scienze di Torino - Classe di Scienze Morali, Storiche e Filologiche »

Copertina:

I fondatori della Società Privata Torinese, nucleo iniziale dell'Accademia delle Scienze di Torino: Giovanni Francesco Cigna, Giuseppe Angelo Saluzzo di Monesiglio, Luigi Lagrange. Foto di Roberto Bianco.

Ultima pagina di copertina:

Veritas et Utilitas, *motto scelto dai soci dell'Accademia delle Scienze di Torino nella seduta del 30 novembre 1783.* Foto di Piero Chomon.

Interno della copertina:

Il salone dell'Accademia delle Scienze di Torino, precedentemente usato come teatro dal Collegio dei Nobili. Foto di Piero Chomon.

Interno dell'ultima pagina di copertina:

Mappamondi terrestre e celeste, eseguiti da Vincenzo Coronelli rispettivamente nel 1688 e nel 1693 e donati all'Accademia da Tommaso Valperga di Caluso nel 1799. Foto di Pier Giorgio Sclarandis.

INDICE

Comunicazioni

CELEBRAZIONI DEL BICENTENARIO
DELLA ACCADEMIA DELLE SCIENZE DI TORINO
sotto l'Alto Patronato del Presidente della Repubblica

COMITATO D'ONORE

On. Dott. ANTONINO GULLOTTI, *Ministro per i Beni Culturali e Ambientali*
On. Sen. Prof. FRANCA FALCUCCI, *Ministro della Pubblica Istruzione*
On. Sen. LUIGI GRANELLI, *Ministro per la Ricerca Scientifica*
On. Avv. NICOLA VERNOLA, già *Ministro per i Beni Culturali e Ambientali*
On. Prof. PIER LUIGI ROMITA, già *Ministro per la Ricerca Scientifica*
Avv. ALDO VIGLIONE, *Presidente della Regione Piemonte*
Dott. EUGENIO MACCARI, *Presidente della Provincia di Torino*
Sig. DIEGO NOVELLI, *Sindaco di Torino*
Prof. GIORGIO CAVALLO, *Rettore dell'Università di Torino*
Prof. LELIO STRAGIOTTI, *Rettore del Politecnico di Torino*
Prof. GIUSEPPE MONTALENTI, *Presidente della Accademia Nazionale dei Lincei*
Prof. CARLOS CHAGAS, *Presidente della Pontificia Accademia delle Scienze*
Prof. JEAN BERNARD, *Presidente della Académie des Sciences di Parigi*
Prof. W. SCHELER, *Presidente della Akademie der Wissenschaften der DDR*

SALUTO
DEL PRESIDENTE PROF. SILVIO ROMANO

Alle Autorità, che con piacere vedo in questa sala, mi è gradito rivolgere un deferente saluto: la loro presenza conferisce alla nostra riunione il miglior prestigio e la più alta solennità.

Un sentito ringraziamento rivolgo ai rappresentanti di illustri Accademie qui affluiti: vi sono infatti il Presidente dell'Accademia Nazionale dei Lincei, il Vice Presidente dell'Istituto Lombardo, il Presidente dell'Accademia delle Scienze dell'Istituto di Bologna e rappresentanti dell'Istituto Veneto, dell'Accademia di Agricoltura di Torino e della Académie des Sciences, Inscriptions et Belles-Lettres di Tolosa; ringrazio ancora i Presidenti della Académie des Sciences di Parigi, della Akademie der Wissenschaften der DDR e della Pontificia Accademia delle Scienze per la loro calda adesione.

Agli illustri studiosi che sono qui convenuti esprimo il vivo compiacimento e la riconoscenza più sincera: i loro nomi ed i titoli delle loro relazioni e comunicazioni sono una garanzia dei frutti e delle ripercussioni scientifiche del Convegno.

A tutti coloro che partecipano alla celebrazione odierna, il cordiale benvenuto cui si accompagna l'augurio che le nostre dissertazioni e le nostre discussioni possano dare loro l'idea esatta di che cosa ha rappresentato questa istituzione nei suoi due secoli di vita.

Mentre si inizia il terzo secolo di attività dell'Accademia, il pensiero corre al 1757, anno in cui Torino vide nascere una Privata Società Scientifica, fondata da tre giovanissimi studiosi di grande ingegno: il conte Angelo Saluzzo di Monesiglio prestante cultore degli studi chimici, il matematico torinese Luigi Lagrange, e il medico Giovanni Francesco Cigna poi diventato professore di anatomia nella Università. La Società si propose come scopo studi e ricerche nel campo delle matematiche e delle scienze naturali prese nel loro più ampio significato; teneva le sue riunioni nella casa del conte Saluzzo ed a meno di due anni dalla fondazione pubblicava il suo primo volume dal titolo *Miscellanea philosophico-mathematica societatis privatae taurinensis.* Il singolare favore col quale questo primo saggio venne accolto e la notorietà acquistata dalla Società, che a mano a mano si arricchiva di nomi che testimoniavano la vitalità della cultura piemontese, indussero il principe ereditario

Vittorio Amedeo a farle ottenere dal Re Carlo Emanuele III il titolo di « Società Reale ». Torino, ponte naturale fra l'Italia e il resto dell'Europa occidentale, città dove la lingua francese era di casa quanto quella italiana, capitale di uno Stato che si estendeva di qua e di là dalle Alpi, costituiva allora un centro in cui la circolazione delle idee era fortemente internazionale. Accanto ad un eletto stuolo di Subalpini animati dal culto della scienza, della Società entrarono a far parte insigni matematici stranieri quali l'Eulero, il D'Alembert, il Laplace, il Monge, il Condorcet e il celebre botanico anatomista Albert Haller: così essa partecipava attivamente al movimento culturale che si era allargato e diffuso in Europa ed in America. Voglio a questo proposito, sottolineare che fra il 1759 e il 1783 la Reale Società pubblicava quattro nuovi volumi dal titolo *Mélanges de philosophie et de mathematique*, frutto di una collaborazione internazionale, e che tutto ciò che in questi *Mélanges* riguardava la fisica e la storia naturale veniva inserito nel vol. XIII, dedicato ai lavori scientifici stranieri, della « Collection académique concernante l'histoire naturelle, la phisique expérimentale, la chimie, l'anatomie etc. », che allora si pubblicava a Parigi. Nel medesimo tempo la nascente Società di Filadelfia invitava la Società torinese ad una corrispondenza scientifica e ad una collaborazione. In considerazione di questi progressi Re Vittorio Amedeo III, con regie patenti 25 luglio 1783, conferì alla Società il titolo di « Reale Accademia delle Scienze », le assegnò un'annua provvigione, ne approvò i Regolamenti e poco dopo le destinò una degna sede, l'attuale, dove essa potesse tenere le sue adunanze: così, la benevolenza di Sua Maestà aveva collocato l'Accademia eminentemente laica in questo edificio costruito dal Guarini circa un secolo prima, nel 1679, per ospitarvi il « Collegio dei Nobili », una scuola a gestione gesuita: iniziativa non realizzata per la disgrazia in cui l'Ordine era caduto nello Stato sabaudo.

Quest'anno ricorre, pertanto il 200° anniversario della fondazione ufficiale della nostra accademia. Il Convegno che ci vede oggi qui riuniti è la prima delle manifestazioni in cui si articola la celebrazione del bicentenario, celebrazione alla quale il Presidente della Repubblica ha concesso il Suo alto patronato. Nella prima parte di questo Convegno, dedicata alla « Realtà accademica piemontese dal Settecento allo Stato unitario », studiosi italiani ed anche un noto esperto francese, Daniel Roche, inquadreranno l'attività dell'Accademia nel suo contesto storico e ne metteranno in luce i rapporti con altre istituzioni culturali. Nella seconda parte, intitolata « L'Accademia delle scienze e il suo contributo allo sviluppo del pensiero e del progresso scientifico », sarà illustrata l'attività dei soci che hanno maggiormente contribuito allo sviluppo della matematica, della fisica, della meccanica, delle scienze biologiche e dell'economia.

Fra le pareti rivestite di libri di questo salone ce n'è una nella quale domina il grande ritratto di Vittorio Amedeo III: così i varii oratori parleranno sotto lo sguardo di colui che, prima, come principe ereditario, era stato il protettore della Reale Società, poi, come monarca, il fondatore dell'Accademia. Accademia che egli, pur non essendo precisamente quello che si dice un progressista, aveva voluto perché l'aveva intuita al passo con i tempi; al passo, cioè, con i tempi dell'illuminismo, con « le siècle des lumières », che con esatte nozioni tecniche e scientifiche, combatté il dogmatismo e l'oscurantismo filosofico e religioso, esaltò l'eccellenza della ragione, propugnò un profondo rinnovamento della Società europea.

Le relazioni e le comunicazioni che ascolteremo saranno raccolte e pubblicate in un apposito volume. Desidero ringraziare il Ministero dei beni culturali per il generoso contributo.

È in corso la preparazione di una mostra del bicentenario, che speriamo di potere tenere nei locali dell'ex Museo di antichità in questo stesso palazzo: la mostra intende illustrare al grande pubblico, e non soltanto agli specialisti, che cosa è stata l'Accademia nei suoi due secoli di vita e quali sono stati i principali contributi che essa ha dato allo sviluppo delle scienze. Il carattere della mostra sarà storico, in modo da evidenziare le origini dell'Accademia dalla famosa *Societas privata taurinensis* del 1757 ed i mutamenti avvenuti ad es. nel periodo napoleonico.

Le figure e le attività dei principali soci saranno illustrati con strumenti scientifici, reperti archeologici, fotografie, manoscritti e pubblicazioni. Numerosi soci e loro collaboratori hanno raccolto, non solo nella nostra biblioteca, ma anche presso altri istituti di Torino e di altre città, il materiale da esporre: lo hanno schedato e lo hanno trasmesso ad un apposito comitato esecutivo, che collaborerà con un architetto designato dal Comune di Torino per l'allestimento della mostra. Senza l'aiuto finanziario e organizzativo della Regione Piemonte, della Provincia e della Città di Torino, la mostra sarebbe un sogno: desidero, pertanto, rinnovare in questa sede i miei ringraziamenti a tali enti e, in particolare, ai rispettivi Assessori alla cultura ing. Giovanni Ferrero, arch. Pier Carlo Longo e prof. Giorgio Balmas.

Per celebrare il bicentenario, infine, è prevista la pubblicazione di un volume analogo a quello curato da Giuseppe Manno nel 1883, intitolato *Il primo secolo della reale accademia delle scienze di Torino*. Nel volume sarà riassunta l'attività dell'Accademia negli ultimi cento anni: dopo una notizia storica che, tra l'altro, dovrebbe mettere in luce la situazione del nostro ente durante il periodo fascista, ci sarà una parte dedicata alle disposizioni legislative e regolamentari; seguiranno un elenco dei soci ed un elenco dei varii premi e dei loro vincitori. La sezione più ampia del volume sarà l'ultima: un reperto-

rio delle pubblicazioni, che contenga sia gli indici per volumi, sia un indice generale alfabetico ed analitico.

La nostra Accademia, traversato il diciottesimo secolo illuminista ed il diciannovesimo secolo risorgimentale, mentre ci avviamo verso la fine di questo ventesimo secolo, è ancora viva e vitale. Nata in un periodo, come ho detto, in cui la circolazione delle idee era fortemente internazionale, essa affronta di nuovo un periodo analogo ed è in grado di mantenere quell'ampio respiro che le proviene dalla universalità del sapere e dalla possibilità di intese, scambi, collaborazione con altri istituti similari, grandi e piccoli, italiani e stranieri. In questo spirito, essa promuove ricerche ad alto livello, istituisce premi nazionali ed internazionali, diffonde le sue pubblicazioni, organizza convegni cui partecipano studiosi di ogni parte del mondo, conscia che la molteplicità di posizioni dottrinali, di esperienze, di metodi di insegnamento e di ricerca costituisce una delle ricchezze del mondo e che la collaborazione internazionale conduce, non soltanto ad un aumento di dimensioni, ma soprattutto ad un arricchimento di possibilità diverse; conscia che, per assicurare al mondo una collaborazione non soltanto politica ed economica, ma anche culturale, è necessario che da un paese all'altro circolino, non soltanto delle merci, ma anche delle idee e degli uomini di pensiero. Circolino cioè quegli uomini ai quali, pure in un mondo che appare irrimediabilmente destinato a rimanere diviso ed a camminare ciecamente verso nuovi abissi e nuove stragi, è facile trovare un linguaggio comune ed ai quali non mancano le possibilità di un colloquio in buona fede, al di là delle differenze dottrinali. Infatti, qualunque sia la nazionalità di un uomo di pensiero, quale che sia la sua partecipazione agli ideali generalmente condivisi nel suo Paese, a lui non possono mancare alcune qualità che costituiscono la morale, non codificata, ma realmente osservata nel mondo culturale: soprattutto, l'abitudine di ascoltare e di vagliare le opinioni e le ipotesi altrui e il rispetto per la verità obbiettiva.

SALUTO DEL PROF. GIUSEPPE MONTALENTI

Presidente dell'Accademia Nazionale dei Lincei

Desidero esprimere il mio vivo ringraziamento al Presidente dell'Accademia per avermi invitato a partecipare a questa celebrazione. Mi rammarico del fatto che impegni non dilazionabili mi abbiano impedito di essere presente alla prima giornata della manifestazione e di recare in quella occasione il saluto della Accademia dei Lincei. Lo faccio ora, alla chiusura del Convegno.

Molti sono i motivi che collegano — oltreché i compiti istituzionali — la struttura e le attività delle nostre due Accademie. Nelle relazioni che ho avuto il piacere di ascoltare in questi giorni, ho udito ricordare i nomi di molti membri dell'Accademia delle Scienze di Torino che furono anche Soci Lincei. anzi tutto Quintino Sella, a cui si deve la ricostituzione dell'Accademia dei Lincei nella sua forma attuale, che, con le due Classi di Scienze Fisiche, Matematiche e Naturali e di Scienze Morali, Storiche e Filologiche, è assai simile a quella di questa Accademia. Evidentemente questa è stata presa come modello.

Grande importanza ha avuto per i Lincei Vito Volterra, il cui nome è stato spesse volte qui rievocato, che ha tenuto anche la Presidenza dell'Accademia che qui rappresento fino alla deprecata emanazione delle leggi razziali. Tullio Levi Civita e molti altri che mi esimo dal citare singolarmente, sono stati Soci eminenti dell'una e dell'altra Accademia.

Ho molto apprezzato le relazioni che ho avuto la ventura di udire, dalle quali ho imparato molte cose assai significative sulla attività scientifica nel Regno del Piemonte e poi del Regno d'Italia. Mi ha particolarmente interessato il resoconto di alcune delle principali consulenze che questa Accademia ha fornito ai governi relativamente ad operazioni di grande rilievo per la vita sociale ed economica del Paese, come l'epica avventura del traforo del Fréjus. Ritengo che l'offrire agli organi esecutivi consulenze scientifico-economiche altamente qualificate, sia un compito molto importante delle accademie, oltre, naturalmente a quello di promuovere lo sviluppo della scienza pura, nonché la diffusione della cultura. Mi sovviene, a questo proposito, l'osservazione che ebbe a fare il Presidente di una nostra consorella di un paese straniero, avere egli constatato che gli organi di governo sono prontamente disposti ad accogliere i consigli che rientrano nella politica già stabilita, e piuttosto riluttanti

invece a prendere in buona considerazione i suggerimenti che si allontanano dalle linee d'azione ch'essi hanno prestabilito. Comunque, ritengo che sia un dovere che le Accademie facciano sentire la voce dei propri componenti nelle più importanti questioni scientifico-tecniche che interessano la vita del paese; questioni che oggi sono tante, e sempre più impegnative.

Purtroppo le condizioni finanziarie che i governi che si sono succeduti negli anni recenti hanno riservato alle Accademie, e in generale agli Istituti di cultura, sono state tutt'altro che favorevoli. Speriamo ch'esse possano migliorare in un prossimo futuro, sì che le Accademie siano messe in grado di svolgere efficacemente gli alti compiti che loro competono.

Con questi sentimenti e con l'ammirazione per l'attività che questa Accademia ha svolto nei suoi 200 anni di vita, sono lieto di portare il saluto della consorella Accademia Nazionale dei Lincei e il cordiale augurio per gli anni a venire.

SALUTO DEL PROF. HENRY MASCART

della Académie des Sciences, Inscriptions et Belles-Lettres de Toulouse

C'est pour moi, à la fois, un honneur et une joie de répresenter l'Académie des Sciences, Inscriptions et Belles-Lettres de Toulouse aux cérémonies marquant le bicentenaire de l'Académie des Sciences de Turin, sur l'invitation de celle-ci, invitation qui nous a particulièrement flattés et à laquelle nous avons été très sensibles.

C'est, en effet, un honneur de venir saluer une Société Savante, dont la renommée est si grande qu'elle est connue des hommes de Science du monde entier. Au nom de mes Confrères je vous apporte les voeux de prospérité et de réussite que nous formulons pour une Institution aussi célèbre et aussi ancienne. Car vous avez compté parmi vos Membres, et vous comptez encore, des Maîtres d'une inestimable valeur, qui ont dominé la pensée de leur époque; celle-ci a franchi les limites du lieu et du temps, pour donner un nouvel essor à la pensée scientifique universelle. Nous souhaitons bien vivement que votre activité demeure aussi féconde et rayonne dans tous les domaines.

A ces sentiments de respect se mêlent ceux d'une grande joie pour l'Académie des Sciences, Inscriptions et Belles-Lettres de Toulouse; celle-ci est née en 1640, et se réjouit de voir une Compagnie à peine moins vénérable avoir acquis une notoriété que nous serions en droit de lui envier. Les premiers hommes d'esprit de Toulouse, qui se réunirent, à partir de 1640, chez l'un d'entre eux, s'y rendaient par des rues rendues obscures par la nuit d'hiver, en éclairant leur chemin à l'aide d'une lanterne; et la devise « Lucerna in nocte » nous est restée. Or, le mot « lucerna » est passé sans altération du latin à la langue italienne. Et il n'est pas interdit de rêver que notre rencontre est celle de deux lumières joyeuses sur la route du savoir. Puissent les liens ainsi formés se développer harmonieusement!

Enfin, je dois avouer mon attachement personnel à votre Académie. Ainsi, plusieurs membres de ma famille en firent partie. Dans ma propre discipline j'ai appris à apprécier l'oeuvre inoubliable de nombre de vos Savants; à défaut de les nommer tous, je me bornerai à citer Lagrange et Fubini. En outre, mes

fréquents séjours à l'Université de Turin m'ont permis d'avoir le privilège de connaître plusieurs d'entre vous.

Vous comprendrez, donc, la sincérité de notre admiration devant vos travaux, et de notre souhait de les voir se poursuivre longtemps encore. C'est là l'hommage que veut rendre l'Académie des Sciences, Inscriptions et Belles-Lettres de Toulouse à l'Académie des Sciences de Turin.

Daniel Roche

LES ACADÉMIES DE L'ABSOLUTISME À LA RÉVOLUTION

S'interroger sur le rôle des Académies dans la France de l'Ancien Régime et sur les rapports culture et société, c'est accepter de se placer dans une double perspective historiographique:

1° - Celle de la mise en place d'une histoire sociale des idées qui retrouve les intellectuels, le savant, l'écrivain et les amateurs dans leur milieu social.
2° - Celle d'une histoire de la rencontre des phénomènes de culture et de sociabilité dont la signification est finalement d'ordre politique.

La première direction met en cause l'histoire de la culture urbaine, elle se donne trois buts principaux, utilise trois moyens et souffre sans doute de trois limites.

1) Le premier consiste à mesurer la part de la novation et de l'archaïsme, dans la perspective interne de l'histoire traditionnelle des sciences et des idées et des savoirs; ainsi de dates des ruptures.

2) Le second tente de peser l'influence de l'organisation sociale sur les phénomènes culturels, ainsi d'entrevoir le lien qui existe entre le discours des lumières et son enracinement social ou plus exactement la complexité de cet enracinement, ces imbrications, ces enchevêtrements. L'analyse révèle ici la République des Lettres dans la réalité de son fonctionnement faite de réseaux et de pratique (réseau parisien des grandes Sociétés, des journaux et des correspondances, réseau provincial des Académies, des loges, des Sociétés Littéraires et agronomiques, des cercles, des affiches provinciales et des correspondances locales).

3) La troisième but: c'est de questionner la signification idéologique du comportement culturel où se rassemble celui des savants, des demi-savants et des amateurs, celui des vrais créateurs et des auditeurs, des reproducteurs de discours, des diffuseurs et des vulgarisateurs. C'est ici retrouver des affrontements sur les fronts de classe et des débats anciens qu'il ne faut pas esquiver sur le sens social des activités de culture — l'opposition bourgeoisie-aristocratie, Élite et Noblesse —, l'État aussi et ses options.

Les moyens de cette mise en place sont connus et partout utilisés, soulignons seulement ce qu'il ont de spécifique pour la France du XVIII^me siècle.

1) Il faut un inventaire exhaustif des institutions et des hommes qui permet, dans une géographie culturelle d'ensemble, de dessiner les contours de la classe culturelle, dans ses espaces et ses chronologies.

2) Cette mise en place entraîne une interrogation sur la totalité des activités, et là encore l'inventaire statistique permet seul de mesurer l'amplitude des mouvements de transformation et celle des résistances qui se disputent le champ académique. Seule la franchise brutale du nombre permet de mesurer l'ampleur de cette rencontre, d'en préciser la continuité, les changements et, ainsi, de donner à des analyses plus fines un horizon de cohérence et de vraisemblance sans lequel elles se perdent dans le questionnement des oeuvres majeures et de leur écho provincial. Ainsi l'histoire de l'académisme devient celle d'un élément essentiel d'un système de communication.

3) Enfin, elle suppose l'analyse des Discours dans la mesure où ils fonctionnent dans un espace à la fois clos (le monde réservé des académiciens) et ouvert (les tiraillements de la République des Lettres), où se mêlent les productions d'un temps de loisirs et le prolongement des activités professionnelles, les nécessités de la réflexion personnelle éthique et celles d'un approfondissement des valeurs collectives à l'horizon du royaume, de la province et de la cité. C'est en respectant l'espace et les rythmes où se déploie et s'organise cette culture, qu'on en comprend le mieux sa spécificité. Trois temps principaux s'y distinguent; le concours qui est temps de l'ouverture maximum, temps de dialogue, temps d'appel; les séances publiques qui sont un moment de fête, sociale, pédagogique où le corps académique se révèle en représentation face à la cité, à son public, à son milieu. Moment attendu et commenté par tous, à Paris, en Province, les journaux et les Mémoires en assurent le retentissement; enfin la séance publique est aussi occasion de couronner les vainqueurs au concours; les rencontres privées qui ont vocation administrative, savante et lettrée et où se retrouve le petit noyau des actifs et des efficaces. Sans prétendre résoudre toutes les questions, l'aventure statistique permet, en ce domaine, l'objectivation de multiples subjectivités, elle fonde une histoire des faits massifs et permet de dégager moins une vision du monde qu'un paysage social où se déploient les débats et sont restituées les interférences — sinon les médiations — entre la culture et la société. Elle fonde la dépendance relative des niveaux qui partagent le monde social sans refuser l'indépendance de leur histoire.

Cette demarche rencontre trois limites principales.

1) Elle ne fait qu'aborder marginalement des lieux et des moments essentiels de cette société culturelle, le salon, le cercle, le café qui ont eu leur fonction propre.

2) Elle réclame un approfondissement de la tension qui existe entre une dimension d'histoire générale des idées et des savoirs et celle des pratiques urbaines. L'interpénétration des horizons limitées de la petite ville de province, de la Capitale importante (ainsi Lyon étudié autrefois par Louis Trénard) et de l'ensemble d'un mouvement d'urbanisation séculaire. L'enjeu reste toujours la compréhension d'une manière de faire la politique ancienne, en quelque sorte sans le savoir, et les débats engagés autour de l'interprétation des origines de la Révolution Française depuis un quart de siècle l'ont montré. Ils tracent notre dernière frontière.

3) Cette limite ultime est d'interprétation, elle veut souligner trois difficultés.

a - Sociologiquement, la culture académique élaborée entre Paris et la Province, du temps « de la crise de conscience », à celui de la Révolution, peut-elle être considérée comme la culture unifiante et réconciliante des dominants au-delà des investissements idéologiques particuliers de ceux qui l'élaborent? La culture académique est-elle la norme des élites ou le triomphe d'une rationalité bourgeoise?

b - Culturellement, faut-il voir dans son succès une des causes de la multiplication des connaissances reconnue au temps des lumières? Et surtout dans cette fonction qu'a donc multiplié le multiplicateur? Une vraie science, une pré-modernité, une culture de divertissement, une culture de remise en cause. On sait que la curiosité et la raison — comme le montre Gaston BACHELARD — ne font pas bon ménage et le moteur de l'académisme est bien souvent plus proche de la première que de la seconde.

c - Politiquement enfin, à une vision qui oppose, dans la société d'Ancien Régime, le théorique et le pratique et la divise en deux provinces sans contacts, l'État et l'Opinion (F. FURET reprend l'opinion de TOCQUEVILLE: « le monde politique divisé en deux provinces séparées ») et qui insiste sur le vide social et symbolique enfermant les écrivains dans des idées abstraites et théoriques qui ne trouveraient leur épanouissement qu'à la veille de l'explosion finale dans la dispersion d'innombrables sociétés de pensée et de loges, l'analyse du rôle des académies — qui n'a pas été séparé de celle des ateliers maçonniques — suggère autre chose que cette lacune et cette création spontanée. L'académisme pose alors le problème de la sociabilité politique avant la Révolution.

Cette seconde direction aborde le rapport qui existait dans l'ancienne Société entre l'association, la culture et les problèmes de la constitution des comportements politiques. Le concept de sociabilité mis en valeur par les travaux de Maurice AGULHON, dans son beau livre sur les Pénitents et Francs Maçons de Provence (1966), dans celui sur le cercle dans la France bourgeoise (1977), souligne l'importance de la rencontre volontaire dans la formation d'une opinion publique et l'orientation de ses manifestations. L'analyse de la coexis-

tence de deux modèles associatifs dans la société d'Ancien Régime souligne la spécificité du milieu académique et permet d'en comprendre l'importance à long terme.

Premier type: L'association légalisée qui s'insère dans la conception organique, inégalitaire et hiérarchisée de la société des ordres, des États, des corps, des communautés, des confréries et des familles. Dans la dimension holiste du corps social ancien ne sont légales que les associations qui correspondent à un encadrement des solidarités fondamentales séculaires et inaltérables où s'incarnent la tradition et le privilège reconnu. L'Univers mental et social valorisent l'inégalité et la communauté (Louis DUMONT).

Second modèle: Les associations qui sont en contradiction avec ce modèle d'organisation du monde. Elles y sont illicites et le plus souvent secrètes en leur début. Leur principe de fonctionnement est à l'inverse fondé sur l'égalité et l'individualité, l'association égalitaire des individus. Que le recrutement en soit égalitaire ou non est un autre problème qui questionne la réalité sociale du phénomène et non sa nature. Elles ne peuvent être reconnues par l'État monarchique ou la société religieuse car elles remettent en cause l'organisation même de la totalité sociale. Ainsi, cercles, clubs (celui de l'Entresol par exemple), société de lecture, Chambrées, Musées, Loges interrogeont les réseaux traditionnels de la sociabilité. La monarchie française tolère ces rencontres multiples mais s'en inquiète, les surveille, les poursuit s'il le faut (ainsi des loges maçonniques en leur début). Elle s'en méfie, car, à la différence de la reconnaissance officielle des associations licites, elles s'incrivent dans le domaine du Privé, du secret et leur unité comme l'a décrit HUME dans *l'Essai sur les Partis* repose sur l'aspiration commune et l'intérêt commun, le principe d'égalité, la sociabilité, c'est à dire l'aptitude de l'homme à rechercher le commerce de ses semblables. La signification politique du rôle des académies est à chercher dans une confrontation des deux modèles associatifs. L'Académisme constitue un type de comportement social, propose une identité culturelle et un système de valeurs à travers une histoire, un imaginaire, des projets, des normes de fonctionnement utilitaires et morales, bref donne aux différents milieux qui s'engagent dans les activités de culture une conscience. De la fin du XVII^me siècle à la fin du XVIII^me siècle, leur rôle a été ici stratégique et il s'est joué sur trois plans:

1) L'Académisme parisien et provincial s'insère dans un processus de définition culturelle de l'État, c'est sa dimension politique.

2) Il proclame un idéal de vie qui ne peut être le fait que de gens de culture et d'aisance, c'est dans et par la fonction de rencontre qu'il définit sa dimension d'intégration sociale qui est mythique et morale autant que réelle.

3) Enfin, c'est un creuset où s'élaborent, s'assimilent se réfractent des sa-

voirs où la Science et l'idéologie coexistent, où le compromis et les substitutions sans douleur sont toujours à l'ordre du jour.

L'Académisme est un élément fondamental de la fonction innovatrice de l'État monarchique. Tout le proclame, le discours sur les origines, la référence aux créateurs princiers: Charlemagne, les Médicis, les Bourbons, Richelieu et Mazarin, Louis XIV et Colbert; de même la recherche avouée et obtenue des patronnages du pouvoir. Les Académies ne sont rien sans l'appui de l'autorité, la reconnaissance officielle, et celle-ci passe durant tout le siècle par la reconnaissance des grandes sociétés de Paris qui ont été créées dans une perspective de service idéologique. Dès 1670-1675, l'Académie Française avec la protection du Roi, se range parmi les grands Corps de l'État, l'histoire d'un cénacle privé s'achève, celle d'un organisme de définition et de défense des normes du langage, moyen principal d'unification, s'infléchit définitivement. Entre 1666 et 1700, l'Académie des Sciences est complètement refondue et s'insère à sa place dans l'édifice de la culture dirigée, rêvée et en partie réalisée par Colbert, c'est désormais une institution unifiée, fermée, réservée aux spécialistes, aux savants et aux techniciens qui mettent leur science au service du pouvoir et qui fonctionne à l'opposé de la Société ouverte aux amateurs polymathiques, dont Perrault avait imaginé la fondation. Enfin la Petite Académie, créée dès 1663 s'occupe des médailles et de l'enregistrement des hauts faits du règne, en 1709 elle recevra ses statuts et ses lettres patentes et ce n'est qu'en 1716, qu'elle prendra le titre d'Académie des Inscriptions et Belles Lettres qui, tout le siècle, donne les références en matière d'érudition et d'historiographie. Une rencontre immédiate des savoirs et des pouvoirs se joue dans les fondations provinciales qui y trouvent la justification de leur rôle, soit une finalité vulgarisante qui est dessein du pouvoir monarchique. Ce constat résulte de la lecture qu'on peut mener sur trois plans:

1) Le texte des lettres patentes, des statuts, des discours de réception, tout montre comment la monarchie et les Académies conçoivent leur action, comme une action d'*utilité sociale*.

2) Les manifestations académiques sont des manifestations de pouvoir, des fêtes publiques qui prouvent la cohérence du milieu des notables urbains, qui diffusent l'idéal de service et l'image du Prince, composant tout le siècle, un rituel de persuasion. A Paris, la rencontre des gens de Lettres et des gens du Monde s'y joue tout le siècle. Un discours « *d'Histoire littéraire* » s'adresse à la Cour et à la Ville, magnifiant l'écrivain et l'homme de science, l'honnête homme, légitimé par le service de la gloire monarchique. L'émergence du pouvoir intellectuel s'y inscrit peu à peu dans une perpétuelle ambiguïté. Les philosophes conquièrent totalité ou partie des académies parisiennes, et y tiennent tête au non des valeurs de savoir et d'utilité, à la Sorbonne et aux Parlements, ils

s'assurent ainsi le soutien de la Haute administration dans un idéal de service civique et dans la diffusion contrôlée des normes, des connaissances et des savoirs. Les gens de Lettres assument par le relai des corps savants un rôle médiateur entre la société civile et l'État qui s'accomode d'une reconnaissance socialement légitimée, sans être juridiquement définissable (E. WALTER).

3) Enfin, par leurs choix culturels, les Sociétés savantes définissent un *conformisme* ouvert, entendons qu'elles ne peuvent pas et qu'elles ne veulent pas brutaliser les normes, et précipiter l'évolution des choses. Le jeu, se joue pour partie dans les sphères de la distinction symbolique et l'État monarchique peut cautionner les ambitions des intelligentsias parisiennes et provinciales, car elles sont pour l'essentielle unifiantes en dépit des tensions. Ainsi, du triomphe du *français* sur tous les autres idiomes et de la culture de Paris sur les cultures patoisantes et provinciales. Ainsi des lueurs arcadiennes — Académos et ses jardins sont une référence symbolique toujours retenue — dont le mouvement pare ses programmes, comme pour masquer leur caractère utilitaire et politique.

L'académisme est confirmation de la cohésion des tenants de l'État et la classe culturelle peut, dans ses réformes, s'y percevoir comme classe dirigeante. « *L'esprit* » devient principe de distinction tout aussi légitime que le rang, la naissance, la fortune, Duclos dira « *le puissant commande, les gens d'esprit gouvernent, parce qu'à la longue, ils forment l'opinion publique* ». Mais c'est la monarchie qui confirme, par la reconnaissance officielle, l'obtention des patentes et des privilèges, le sens d'une société qui serait réglée par l'ordre des services et des mérites. C'est l'État qui propose aux noblesses que tout divise, d'imaginer dans les cénacles académiques la réconciliation d'un geste de culture. C'est lui qui assure aux bourgeoisies séparées dans leurs intérêts, leurs rôles, leurs modes de vie, à l'heure d'une étape de transition de la formation sociale globale, la reconnaissance d'une vocation gestionnaire réconciliant l'otium et le negotium. L'Académisme est une des facettes de l'idéologie de l'absolutisme soucieux de réformer l'édifice fissuré des États et des ordres, quand les crises de la fin du règne de Louis XIV et de la régence, révèlent la remise en cause des valeurs nobiliaires et monarchiques. Il propose dans l'utilité publique une substitution de finalité essentielle à l'heure où la désacralisation du monde social s'ébauche. L'absolutisme éclairé y joue son destin pour une part non négligeable.

La force de ce modèle idéologique réside dans sa coincidence avec un modèle de recrutement. Il a valeur générale, mais il s'impose d'abord à Paris et ensuite à l'horizon des cités majeures de la France du XVIII^{me} siècle. Les deux tiers des villes académiques ont plus de 20.000 habitants, et trois quart des villes de plus de 20.000 habitants ont une académie. Là, résident les académies heureuses, celles qui ont des activités continues et, qui, pour s'implanter ont bénéficié de trois facteurs principaux:

1) Un pluralisme des fonctions urbaines, qui permet l'élaboration des milieux de recrutemente potentiel: fonctions religieuses: évéchés, chapitres cathédraux, l'importance culturelle (bibliothèque) et économique explique le rôle des sociétés ecclésiastiques; fonctions économiques, qui n'ont pas partout la même importance ni la même signification, le lien entre l'activité économique et académique est souvent inexistant ou du moins indirect: les notables de l'économie entrent dans les sociétés savantes là où leur groupe est notoirement intégré dans la notabilité urbaine, à Toulouse, Nancy, Bordeaux, Marseilles, Nimes, Rouen, Orléans, La Rochelle et Lyon; enfin fonctions politiques et judiciaires qui sont partout dominantes, Parlement, Cours souveraines, accumulation des organismes administratifs et judiciaires.

2) Deuxième facteur, l'enracinement, dans des groupes de notables suffisamment cohérents et ouverts qui permettent un recrutement permanent. Là où ces groupes disparaissent ou se constituent tardivement, l'activité savante est discontinue, dispersée, tardive. C'est le cas à Arles où elle s'arrête vers 1710-1715, les guerres de la fin du règne ayant éliminé la noblesse militaire dominante. C'est le cas à Soissons, à Pau, centre de parlement mais qui n'est que celà, à Brest où dominent les marins de plume et d'épée, à Bourg, Valence, Villefranche en Beaujolais, Auxerre où la fonction politique est dégradée en activités purement administratives et l'horizon économique réduit aux échanges locaux. Dans les centres privilégiée, à forte proportion de notables, les institutions et les activités cumulées permettent très tôt l'activité savante: c'est le cas à Bordeaux, Lyon, Toulouse, Montpellier, plus tard à Nancy.

3) Enfin, l'existence d'une tradition culturelle importante s'avère essentielle; elle se traduit dans des institutions anciennes collèges des Jésuites et de l'oratoire avec leur théâtre et leurs académies juvéniles, Universités avec leur crise de recrutement, cercles humanistes et savants qui se constituent autour des bibliothèques ou des cabinets de lecture, ainsi à Caen, à Toulouse, à Grenoble. Partout l'existence de milieux instruits, cultivés et stables paraît favoriser l'essor du mouvement académique. Au total c'est dans ce réseau urbain que se profile la montée des académiciens. A l'élection se sont des hommes mûrs, rarement mais quelquefois cependant des hommes jeunes, mais rarement aussi des vieillards. Après leur élection, ils sont en place et pour longtemps. Leur espérance de vie le permet. Ce sont aussi les représentants des classes dominantes citadines. On y rencontre surtout, l'inventair portant sur près de six mille personnes.

1) Ceux qui participent à l'administration de la ville et de la Province, au total, le quart du recrutement mais 36% des associés et correspondants, ceux qui gèrent la culture, la fonction pédagogique, 12%, 18%.

2) Les noblesses urbaines, robins, des cours souveraines, administrateurs, militaires (mais ils sont plus nombreux à Paris qu'en Province) rassemblées avec

les oisifs du second ordre par une communauté de fortune. Ils détiennent encore les clefs économiques de la vie provinciale, et imposent le modèle de la vie nobiliaire, leur consommation culturelle s'insère dans le monde du gaspillage distingué de la rente foncière et d'État.

3) Les bourgeoisies intégrées surtout par les voies traditionnelles des talents, de la rente, officiers des cours, juristes, ingénieurs, médecins, rentiers et à moindre titre, les hommes de profit, capitalistes nouveau style exclus dans bien des cas, isolés ailleurs, mais trouvant quelquefois – par exemple à Marseille – la reconnaissance d'une notoriété nouvelle.

4) Les clergés enfin, point focal de l'histoire du recrutement séculaire car critiqué par le biais de la représentation des moines et des réguliers, car presque partout victime d'une réaction laïcisante qui permet aux noblesses et aux bourgeoisies de consolider leurs positions. Le modèle du recrutement est stable, sauf sur ce point, et il n'enregistre pas le triomphe de la bourgeoisie victorieuse au ciel des idées comme dans le monde des activités fructueuses.

Au total, l'académie apparait comme l'instance privilégiée d'une formule de compromis social où serait réconcilié savoir vivre nobiliaire et savoir faire bourgeois. Cette réconciliation est justifiée par le développement dans les discours et les écrits de trois thèmes privilégiées: 1° Celui de l'égalité des talents et des mérites avec la naissance, la reconnaissance de la réputation, de *l'Esprit*, permet la dynamique d'une fusion. 2° Celui de la socialisation de la culture par la négation permanente des tensions. Il n'y a jamais de conflits dans les discours, ce qui ne veut pas dire qu'ils n'existent pas dans le réel. La surpuissance de la culture sur les passions et la proclamation d'un ordre moralisé et unifié garantissent l'harmonie du monde d'Académos. 3° Le jeu à huis clos des principes égalitaires. Dans le cénacle, suppression des rangs autres que ceux des talents, hors du cénacle tout le monde retrouve ses privilèges. La hiérarchie même des académiciens classés sur les tableaux en honoraires, ordinaires et correspondants ou associés permet de concilier les valeurs holistes et les valeurs égalitaristes. Celles-ci progressent plus vite dans le monde de la maçonnerie, qui est souvent le champs clos de conflits qui épargnent les sociétés savantes. Mais c'est ici qu'éclate la solidarité profonde du monde des notables car les *ateliers* huppés les regroupent, et, là, se retrouvent les académiciens qui ont été francs-maçons.

Le modèle provincial s'oppose aux caractères prestigieux des institutions parisiennes (le trait devient lieu commun et Voltaire se moque des académiciens de province qui l'ont couronné une vingtaine de fois). C'est qu'à Paris fonctionnent des cénacles prestigieux où le principe de la distinction joue à plein. Le club académique parisien reste dans son étroitesse – moins de mille personnes pour un siècle – le modèle fascinant du succès des talents placés sous le regard

immédiat du pouvoir Royal, bénéficiant du patronnage actif des grands seigneurs, des prélats, des grands administrateurs. Pour les sociétés provinciales c'est un objet de convoitise et de méfiance à la fois, car tout le siècle des forces centrifuge s'y exercent à travers le particularisme ou le provincialisme voire l'alliance avec les milieux parlementaires. L'académicien de province reste toujours un complexé. Mais les sociétés de Paris comme celles de province, sont après 1770/1775 concurrencées par la multiplication de forces nouvelles, multiples et diverses: loges, cercles, chambres littéraires qui interrogent l'enclave académique car elles élargissent les dimensions du cercle de la notabilité culturelle et instaurent une mobilité génératrice de tensions. La tranquillité des Académies est menacée par les forces qu'elles ont suscité. Au troisième quart du siècle se pressent aux portes des élections et des concours la foule des gens de lettres et de plume, des écrivains et des écrivants, des hommes de sciences et des faux sages qui ne peuvent y trouver place. Des tensions menacent l'équilibre du compromis social, la société académique n'échappe pas à une crise qui est crise globale de la société traditionnelle. L'aboutissement du ludisme académique se lit dans cet échec partiel.

En définitive, il faut se demander — c'est une dernière interrogation — comment les fonctions intellectuelles, savantes, cognitives ont pu contribuer à créer la tension. Il y a peu encore, la question pouvait se poser en termes simples; R. Mandrou ou A. Soboul n'hésitaient pas à le faire. Ont-elles eu pour fonction de faire triompher une idéologie bourgeoise qui serait la gagnante révolutionnaire du siècle? En fait l'académisme et les sociétés savantes sont porteurs d'autres perspectives. Elles ont donné réponse partiellement à un besoin de sociabilité de plus en plus foisonnant et luxuriant et se déterminent à une fonction de vulgarisation des connaissances qui vise au bonheur de la société. Fonctionnant dans la société holiste comme lieu de rencontre elles deviennent presque indirectement ouvrières d'une mutation sociale. Elles imposent d'abord un exemple de promotion culturelle, elles confirment ensuite une mission spirituelle d'origine aristocratique, mais qui se libère des hypothèques surnaturelles. Pour ce faire, les société taillent leur propre discours dans l'épaisseur globale des discours des lumières et là, encore, la leçon constante est celle du compromis. L'Académicien de Province, voire celui de Paris recherchent un équilibre entre la novation et la tradition, entre l'humanisme de curiosité et l'utilitarisme des Sciences et Arts. Le savoir des académiciens provient avant tout de la mise en valeur des moyens matériels dont ils disposent (ce sont des amateurs de livres, d'instruments, de machines, ils ont des bibliothèques et des cabinets) mais aussi de leur aptitude à dire. Pour beaucoup, l'amateurisme et la volonté de tenir un discours de vulgarisation entrainent des effets pervers.

Dès l'origine, les académies ont inscrit dans le catalogue de leurs valeurs culturelles et dans celui de leurs activités le modèle scientifique, mais avec plus

ou moins de rapidité et de succès, mais bien avant le triomphe du discours *encyclopédique*. La floraison réussie des académies nées entre 1720 et 1750, prouve cette antériorité qui montre la naissance d'un public réceptif. La culture académique se place très tôt sous le signe de la réconciliation de l'homme et de la nature par la médiation des Arts. Elle est plus proche de Voltaire, pour l'éloge du luxe et des villes, pour la maîtrise des choses, que de Rousseau. Les académiciens qui ont couronné Rousseau, sans bien le comprendre, ne croient pas en la nature naturante. Leur rhétorique et leur poétique se mobilisent du côté de la civilisation telle qu'elle est, non telle qu'elle devrait être. C'est pourquoi l'analyse quantitative des concours et des séances est importante, car elle permet de montrer comment s'instaure à l'horizon national une culture laïcisée. En ce sens les académies travaillent à la rupture de l'esprit classique.

Face à la mort, le corpus des éloges montre que le discours académique, à Paris, plus tôt et plus qu'en Province, prélude à un retournement de croyance. Devant les options essentielles, établir un lieu d'exclusion se révèle à longue échéance de conséquence importante. Le détachement séculaire des nouveaux clercs se traduit peu à peu par un renoncement, une option libérée des contraintes religieuses, même si les formes sont respectées.

Face à la vie, les sociétés de culture diffusent un idéal de sagesse, à l'échelle d'une humanité transparente, et sans obstacle, elles formulent un exorcisme des périls, où le doute, la raison, le débat entre esprits égaux garantissent l'autonomie du jugement et ceci, alors même qu'elles proclament un attachement nécessaire aux autorités de la religion et de l'État. Elles tracent ainsi un cercle de tolérance, d'individuation de la raison pratique, un *modus vivendi* de tolérance.

Enfin, et surtout, l'académisme puise sa force dans une sacralisation de la gestion. C'est une pensée gestionnaire, une administration de la Science et des biens culturels. Partout, les travaux, les recherches conduisent à l'inventaire prospectif des savoirs, des ressources, des problèmes et des solutions. L'Académie instaure le règne des choses et c'est en ce sens qu'elle a joué un rôle de ferment et de multiplication: collections, cabinets, laboratoire, cours publics, expériences publiques, fêtes savantes, astronomiques, aéronautiques, ou électrisantes, prouvent le succès de leur pédagogie en marge. L'Académie vulgarise les besoins techniques, la recherche des solutions efficaces, qui visent à améliorer le sort des hommes et la force de leurs gestes, donc la vie.

Mais ici se retrouve la limite sociale fondamentale, car face aux gens des métiers, voire aux petits lettrés ruraux, qu'elles mobilisent par leurs questions, les Académies ne sont pas prêtes à l'intégration. Dans le mouvement académique, la pensée technicienne et les talents mécaniques accèdent à une confrontation sociale nouvelle, savoir devient se promouvoir. Mais l'instance de référence et de distinction n'est pas prête à accueillir ceux qu'elle à mobilisé et qu'elle cautionne parfois. L'Académisme reste une idéologie en porte à faux.

S'il faut conclure: trois points peuvent être soulignés. En premier lieu l'Académisme ne pouvait choisir entre deux modèles de société, celui de la société des ordres et des fidélités sacrées, celui de l'Ancien Régime, celui des Classes, laïcisées quant à l'essentiel. Il traduit la tentative de l'absolutisme monarchique pour s'adapter à la transformation du monde. Dans ses rêves, dans ses choix, il participe des deux visions.

En second lieu, l'éclatement de la période révolutionnaire ruine les possibilités d'un compromis fondé sur le succès d'une classe dirigeante totalement réconciliée. Le laboratoire académique se voit relayé à la fin de l'Ancien Régime par quantité d'associations de type nouveau et concurrencé par la montée maçonnique ouverte à de nouveaux groupes sociaux. En termes de valeurs, il y a passage d'un équilibre entre normes hiérarchiques et égalitaires d'une idéologie particulariste et universaliste d'ordre religieux à la prépondérance des idéaux universels et des structures politiques nouvelles de discussion, d'un ordre laïcisé.

Enfin il y a continuité des personnels et des pratiques de la représentation traditionnelle de la Sanior Pars à la polyarchie de notables qui siègent dans les Etats Généraux et les clubs. L'élite culturelle peut alors quitter ses réserves ludiques et jouer dans les assemblées son rôle. Il n'est pas possible de négliger les lieux où se sont faits les apprentissages des nouveaux représentants et de ne pas voir dans certaines décisions, la part de l'héritage des sociétés de culture où fut représenté, pour la première fois, le jeu de l'égalité et où furent confrontées les premières visions de réforme. La dislocation du compromis survient quand brisant les principes et les cadres de la société des privilèges les assemblées rompent définitivement le consensus fragile qui réunissait les classes dirigeantes. La croissance de l'Etat monarchique et la poussée populaire créent, pour quelques années, un vide. Au sortir de la Révolution, *la société des notables* réussit en ce domaine à imposer un compromis nouveau. Peut-être, dure-t-il encore pour une part?

Giuseppe Giarrizzo

LE ISTITUZIONI CULTURALI PIEMONTESI NELLA REALTÀ EUROPEA DEL '700

1. Dò un interpretazione lata al termine « istituzioni » culturali, qual è nel titolo di questa mia relazione. Se è ormai pacifico che nel '700 è l'Accademia la tipica forma di organizzazione del lavoro della comunità scientifica, accanto alle Società e alle Accademie considero perciò l'Università e la Scuola, la Chiesa in quanto struttura di elaborazione e formazione culturale, la stampa periodica: avvertendo che *limiti* di tempo e di conoscenza impongono una riflessione limitata solo agli aspetti generali e alle aree che l'indagine ha lasciato scoperte.

La riforma settecentesca dell'Università di Torino e il ruolo di Francesco D'Aguirre, ma anche la polemica di Scipione Maffei sono stati ricostruiti ed interpretati in un contesto che rimane ancora dominante nella storiografia sul '700 piemontese, la ricerca dei modi in cui Torino, « l'Atene d'Italia » è venuta fuori con prepotenza in questo Piemonte, "Macedonia" dell'Italia stessa: perciò alla perspicuità con cui sono stati ricostruiti i nessi tra riformismo sabaudo e modello universitario, non sempre ha corrisposto attenzione adeguata alle « fonti » italiane ed europee del modello. Il che, rende squilibrato il giudizio sulla cosiddetta « decadenza » dell'istituzione negli anni '40 se questa non è misurata su metri europei: lo storico dell'Università di Torino deve sapere se il superamento del modello proto-settecentesco, caratterizzato da docenti non indigeni e da una ideologia burocratico-assolutistica, — superamento determinato da uno sviluppo crescente della scienza applicata e da una domanda vieppiù consistente di tecnologia — riproduce, con o senza varianti, un processo riconoscibile e prevalente nella storia dell'Università settecentesca in Europa. La polemica « illuministica » degli anni centrali del secolo contro l'Università come istituzione, roccaforte del pregiudizio religioso e del tradizionalismo giuridico e troppo vecchia in uomini e strutture per diventare — se riconquistata — nucleo di produzione scientifica e tecnica, conferma l'indicazione che allinea su quella europea la vicenda dell'Università torinese; e, come altrove, individua nella crisi dell'istituto universitario, una delle ragioni che sospingono in Piemonte all'associazionismo privato, come a terreno su cui

radicare la « nuova » ricerca, e sperimentare metodi non tradizionali e applicazioni. Qui, come altrove, l'Università non solo si è ritirata da ogni competizione in materia di elaborazione culturale, ma ha visto ridursi — almeno sino alla ripresa europea degli anni '70 — anche il suo ruolo istituzionale di formazione: e le scuole militari, e i seminari ecclesiastici aspirano a diventare, e in parte diventano, le più significative strutture di formazione dei gruppi dirigenti del Piemonte tardo-settecentesco. Non conosco studi adeguati sulle scuole militari e sui seminari piemontesi, ma le stesse indicazioni indirette convergono nel rilevarne l'importanza non solo in termini di preparazione tecnico-professionale, ma più come aree di vera e propria elaborazione dei « modelli » originali di socialità e di cultura: basti ricordare il ruolo che le scuole militari ebbero per il radicamento e la diffusione di una cultura massonica, e nel tentativo che fu della massoneria negli anni '60 e '70 del secolo di una riforma morale e culturale della nobiltà; e dall'altro lato, fu soprattutto nei seminari — i quali solo con gli anni '60, nei paesi cattolici si organizzano per rispondere in modo positivo all'attacco illuminista contro i gesuiti e i regolari — che il « giansenismo » e i problemi della riforma religiosa maturarono a elementi importanti della stessa formazione civile delle generazioni piemontesi nate negli anni '50 e '60. Al crocevia di questi processi stanno, e non solo in modo simbolico, Alfieri e Denina.

Denina e Alfieri, come è noto, sono stati assunti dalla storiografia subalpina da Botta a Balbo a Gioberti, come documento dell'asfissia culturale del Piemonte, dal quale i grandi scienziati e i grandi intellettuali sono costretti a emigrare per sopravvivere. La tesi, ripetutamente e vivacemente contestata, serba tuttavia una sua validità quando sottolinea il ritardo delle più moderne istituzioni piemontesi rispetto ai tempi dell'Europa: ché — come vedremo — le nuove istituzioni si succedono con improvvisa urgenza alla fine degli anni '70 e all'inizio degli anni '80, quando la generazione dei Denina e dei Lagrange ha già consumato il distacco dalla « patria », anch'esso coda delle consistenti migrazioni intellettuali nell'Europa degli anni 1750-70, in esaurimento però negli anni '70-'80 (un aspetto anche questo della svolta operata dalla guerra dei 7 anni) e che furono per consistenza e carattere cosa assai diversa dall'attrazione americana, cui presto si salderà senza frattura il mito della Francia rivoluzionaria. Denina però lascia il Piemonte nel 1782, l'anno stesso in cui l'ultima generazione dei suoi allievi riapre il dialogo con il potere: ma Lagrange è a Berlino (al posto di Eulero, richiamato a Pietroburgo) già dall'ottobre 1766 e la decisione (1778) di Vittorio Alfieri ha radici e motivazioni troppo soggettive per essere estesa senza cautele.

La lettura che di lì a poco (si ricordi che il trattato *Del Principe e delle lettere* è progettato fin dal 1778) Alfieri avrebbe dato del mecenatismo dei principi, e dell'insidia che quel mecenatismo costituisce per le lettere e i

letterati, sospinge peraltro a guardare dal lato opposto a quello che aveva attratto a Berlino Lagrange e Denina e che — se fosse giusto l'argomento usato — li avrebbe tenuti a Torino ove mecenatismo privato e pubblico, e soprattutto la considerazione per un ruolo civile del letterato avessero trovato nella capitale sarda più saldo e convinto radicamento. Ma il confronto consueto di Torino con Milano e Firenze è improprio giacché queste sono capitali minori di un impero e però intellettuali e politici di Lombardia e di Toscana si sentono, e sono parte della classe dirigente Austro-Imperiale; e il caso di Napoli si sottrae al confronto, per le conseguenze stesse del passaggio di Carlo di Borbone a Madrid nel 1759. Se Lagrange (ma forse più di lui Gianbattista Beccaria) e Denina e Alfieri sono stati a vario titolo i numi della cultura piemontese del tardo '700, spesso portatori di dirette influenze e suggestioni; se anzi quella cultura ne ha negli anni '80 e '90 rivendicato e difeso il « patriottismo »: lo storico dovrà guardare con occhio diverso ai processi sociali degli anni 1750-70, come produttivi di una cultura economica e tecnica la quale preme sugli argini non tutti compatti di una base politico-culturale angusta.

La società civile cresce e progredisce in questo Piemonte di metà Settecento a macchie territorialmente irregolari. Tra gli studi di Prato (e di Einaudi) e quelli recenti di Stuart Woolf, c'è tutta una biblioteca di contributi parziali sulla provincia piemontese che forse consente già fin d'ora di disegnare una mappa distesa del Piemonte settecentesco. L'attenzione recente per la riforma in Piemonte del potere locale, e dei suoi ordinamenti — una riforma che si caratterizzò anche per una nuova classificazione dei ceti — conferma con gli importanti risultati già conseguiti, l'urgenza di saldare in quadro unitario processi che sono stati considerati sino ad ora in modo autonomo e talora estrinsecamente sovrapposti o contrapposti. Mi riferisco soprattutto agli studi relativi allo sviluppo economico, agli studi relativi alla vicenda intellettuale. Giacché il giudizio sulle istituzioni culturali di formazione (scuole, seminari, biblioteche, ecc.) non può riferirsi solo a quella formazione che esse sono in grado di dare, ma anche a quanto la società locale chiede loro, e che essa appare disposta a pagare per disporne attraverso il governo centrale, o senza di esso. Donde proviene la piccola borghesia intellettuale di provincia che avrebbe fatto le sue prove politico-amministrative negli anni francesi? Nata fra il 1750 e il '70, essa ha costituito il tessuto sociale su cui son cresciute e si sono aggiustate le istituzioni culturali piemontesi, con processi che sono europei non solo nel continuo riferimento ai modelli affermatisi in Europa, ma anche per la costante consapevolezza degli intellettuali di governo di affinità profonde in materia di « questione feudale », di sviluppo economico, di crescita differenziata, di nuove figure sociali.

Se ciò è vero, lo studio del giansenismo va riorientato e ricollocato nel contesto di una società che vuole meno frati e abati, e più parroci: e a questi ultimi chiede non solo lealtà « nazionale », ma impegno civile in aree rimaste ancora estranee all'etica della burocrazia di antico regime. La radicalizzazione del conflitto teologico non può celare, nella opposizione tra gesuiti e giansenisti, una alternativa di modelli sociali che il giacobinismo degli anni '90, vorrà portare a precipitazione. In questa prospettiva, va quindi ridefinito il discorso sui seminari, sulle ordinazioni dei preti, sui rapporti Stato-Chiesa in materia di benefici curati e non, di manomorta ecclesiastica: il che aiuta a reiscrivere la stessa Chiesa come istituzione culturale in Piemonte nella complessa realtà dell'illuminismo settecentesco; e assicura una corretta prospettiva e alla polemica di Denina popolazionista degli anni '70 (su cui opportunamente ha insistito Franco Venturi) e alla lettura di Pilati in sessioni della Patria Società Letteraria.

Come i seminari, le scuole militari (la *Accademia* del 1678 così come la *Scuola di artiglieria* del 1739) sono istituti di formazione culturale, e non istituzioni corporative. Strutture « collegiate », esse seguono in Piemonte come altrove la parabola dei collegi universitari: grandezza e decadenza sono coordinate alla vicenda istituzionale dell'Università come struttura moderna. Da essi, come dalle scuole di architettura e disegno (qui in Piemonte rappresentate da una dignitosa tradizione di mecenatismo principesco), derivano gli intellettuali tecnici del Piemonte riformatore: gli ingegneri, gli architetti, talora i geometri (per l'estimo e le catastazioni) e gli economisti. Sono figure note della cultura europea ma che le riforme « prussiane » degli anni '70 circonderanno di attenzione e prestigio: e il riferimento alla Sardegna di Bogino va riportato tutto entro la problematica delle istituzioni culturali piemontesi senza che la distribuzione fatta da Venturi negli *Illuministi* diventi pretesto legittimo per approcci storiografici « insulari ». La mia insufficiente conoscenza degli istituti culturali della Sardegna è la sola ragione per la quale non ne parlo in questa sede e in questa occasione.

2. Tra le istituzioni culturali del Piemonte settecentesco, sono però le accademie a costituire — qui come altrove, in Italia e in Europa — la vera novità, e sotto il profilo istituzionale e come centro di elaborazione e diffusione di cultura. La storia delle accademie piemontesi (che è peraltro storia quasi esclusivamente torinese di progetti e realizzazioni), in quanto si dispone sull'asse rettilineo Denina-Balbo, segue un processo chiaro, agevole a seguire e a rappresentare. All'origine sta la voce « Académie » (1751) dell'*Encyclopédie*: « Quelques auteurs confondent académie avec université: mais quoique ce soit la même chose en latin, ce sont deux choses bien differentes en français »; e inoltre la dissertazione del 1753 di D'Alembert sul mecenatismo:

quasi a sottolineare il differenziarsi dei modelli in risposta ad esigenze, sociali e culturali al tempo stesso, maturate nella comunità scientifica europea. E non è certo casuale la decisione che Denina fa assumere alla « sua » ideale Accademia degli Osservatori [la parola traduce attraverso Gaspare Gozzi l'inglese *Spectator*] di trattare nella prima sessione (3 gennaio 1763) l'argomento delle accademie e nella seconda l'argomento del mecenatismo.

L'attualità del tema era resa stringente dalla iniziativa di Saluzzo e Lagrange, cioè dal nucleo forte della torinese Scuola di artiglieria, di costituire, fin dal 1757, la Societas Privata Taurinensis in « Società Reale », quale verrà chiamata nel titolo (Mélanges de philosophie et de mathé-matique de la Société Royale de Turin, 1762) del volume secondo dei suoi atti. Non ho elementi per ricostruire un processo che certo meriterebbe un'attenzione analitica: allo stato, mi limito a sottolineare una predilezione di Gianbattista Beccaria per il modello « inglese » della Royal Society e di Luigi Lagrange per quello « francese » (1760) dell'Accademia delle Scienze di Parigi che è il modello, quest'ultimo, che più tardi si sarebbero imposto, ma via Berlino. Nonostante il titolo inglese, l'Accademia degli Osservatori riprende però il modello francese della *Académie des Inscriptions* con Denina segretario che arieggia – via Gozzi – ai *compte-rendus* alla Fontenelle. V'ha tuttavia un'aria di *Club* alla francese nel parlamento ottaviano o di casa Falletti, un clima che bene poteva far sospettare all'irritata sensibilità della curia romana la presenza occulta di Ottaviano di Guasco e di G. A. Ceruti: ché dietro e dentro queste private accademie e le ormai congiunte iniziative editoriali e giornalistiche si era da decenni consolidata – in una con la mutata natura del mecenatismo nel '700 – la tipologia della setta massonica, o di tipo massonico. Un'evoluzione parallela, che spiega il facile passaggio dal modello settario a gruppo di controllo delle « accademie » cui si deve in parte la gemmazione tardo-settecentesca delle accademie provinciali.

Discorso difficile questo, della massoneria piemontese come istituzione culturale, soprattutto per lo stato ancora arretrato della ricerca: ma che per ciò stesso merita di essere tenuto al centro del quadro. Vittorio Alfieri, fine del 1773: « Gli antichi miei compagni di accademia e di tutte quelle prime scapataggini di gioventù furono di nuovo i miei intimi; e tra quelli, forse un dodici e più persone stringendoci più assiduamente insieme, venimmo a stabilire una società permanente, con admissione od esclusiva ad essa per via di voti e regole, e buffonerie diverse, che potevano forse somigliare, *ma non erano però,* Libera Muratoreria ». [Dichiarazione quest'ultima inattendibile, solo che si pensi ai rapporti di Alfieri con i Sabatier de Cabre e alla documentazione di cui ormai disponiamo sulla loggia dei Sans-Souci]. « Né di tal società, altro fine ci proponevano fuorché divertirci, cenando spesso insieme...; e del resto, nell'adunanze periodiche settimanali la sera, ragionando e sragionando sovra ogni

cosa. Tenevansi queste auguste sessioni in casa mia... C'era tra questi giovani che tutti erano ben nati e dei primari della città un po' d'ogni cosa; dei ricchi e dei poveri, dei buoni, dei cattivucci e degli ottimi, degli ingegnosi, degli sciocchetti e dei colti. Quindi le leggi che si stabilirono furono discusse e non già dettate; e riuscirono imparziali, egualissime e giuste; a segno che un corpo di persone come eravamo noi, tanto poteva fondare una bene equilibrata repubblica come una ben equilibrata buffoneria. La sorte e le circostanze vollero che si fabbricasse, piuttosto questa che quella. Si era stabilito un ceppo, [il bussolo massonico], assai ben capace, dalla di cui spaccatura superiore vi si introducevano scritti di ogni specie, da leggersi poi dal presidente elettivo ebdomadario, il quale tenea di esso ceppo la chiave. Fra quegli scritti se ne sentivano talvolta alcuni assai divertenti e bizzarri, se ne indovinavano per lo più gli autori, ma non portavano nomi ». È pur l'ambiente, così severamente descritto dallo stesso Alfieri nel capitolo « massonico » ("allusivo, ai diversi utensili... e gradi e officiali di quella buffonesca società" il capitolo che comincia *Cetra, che a mormorar soltanto avvezza*, dove è riferimento alle coeve « colascinate », scritte per il pubblico, in cui maturano le idee della prima *Cleopatra*): « Benché di corte all'aura infida nato / Nome non è per me, finto o sognato / Quel bel di patria nome che nel petto / Invan mi avvampa, qual divin fuoco; / ma de' stati la sorte allor che pende / Da un sol, quell'un tutti infelici rende ». « M'affanna il duolo, a sì funesto aspetto / E benché avvezzo alla empia corte iniqua, / Più cittadin che servo, oggi compiango / Le pubbliche sciagure. Un finto nome / Quel di patria non è, che in cuor ben nata / Arde ed avvampa qual divin fuoco, / Ed invano i tiranni, un tanto amor / taccian di reo delitto: al falso grido... / S'oppon natura, e dice ch'è virtude ». E sono versi destinati a far « presa » anzitutto proprio sui fratelli di Loggia.

Non conosco una storia del Piemonte in questo decennio decisivo, tra la successione di Vittorio Amedeo III (e il congedo di Bogino) e la fondazione dell'Accademia delle Scienze: eppure, è soprattutto in questi anni che la tensione ideale tra il Piemonte e l'Europa tocca nelle generazioni degli anni '40-'50 il suo punto di rottura. Nonostante il cospicuo lavoro di scavo e di interpretazione, la moderna storiografia sul '700 piemontese non ha ancora modificato l'impianto costruito all'inizio dell'ottocento da Prospero Balbo e da suo figlio Cesare: e a questi risale il giudizio sul tempo eroico di Vittorio Amedeo II e sul tempo di Bogino, vette separate da valli profonde. Ma è tempo ormai per un giudizio meno « pregiudicato », e più attento che in passato alla tenuta e ai mutamenti profondi e irreversibili della società e della cultura del Piemonte Se vedo bene, il decennio 1773-83 è anche quello in cui la monarchia e il nuovo gruppo dominante tentano di dare corpo al progetto del Piemonte Macedonia d'Italia: il modello incontestato è perciò Federico II, e la sua Prussia, proclamata già dagli anni '50 « Macedonia d'Europa ». Di contro

all'invettiva di Alfieri per quella « universal caserma prussiana » (ma si noti che il giudizio sugli stati di Federico II, che gli parvero « la continuazione di un sol corpo di guardia », e in lui moltiplicarono "l'orrore per quell'infame mestier militare, infamissima e sola base dell'autorità arbitraria, che sempre è il necessario frutto di tante migliaia di assoldati satelliti", risente con evidenza della successiva analisi di Gaetano Filangieri) sta l'ammirazione di Tommaso Valperga di Caluso e il più pacato giudizio che Denina tenta in pagine allusive della *Istoria politica e letteraria della Grecia.* Pupillo di Bogino, il giovane Prospero Balbo avrebbe guardato senza repugnanza agli istituti prussiani e individuato in essi un modello agonistico in fatto di codificazione, di organizzazione della ricerca, di politica economica, di istituti formativi: e — come vedremo — toccherà anche al Galeani Napione e a lui difendere dinanzi al Direttorio francese il progetto del Piemonte-Macedonia quando già il vecchio Denina ripiega rassegnato su un Piemonte-Alsazia.

Denina, 1770. « So che una privata persona non esercitata alle cose di governo non può aver disegni del tutto giusti ed esatti, e da eseguirsi così per appunto. Ad ogni modo, sarebbe un giudicar troppo svantaggiosamente degli uomini e delle loro occupazioni se vivendo essi in mezzo alla società, e vedendo e sentendo e leggendo e riflettendo ciascuno secondo la propria capacità, essi non fossero mai in stato di conoscere ciò che può condurre a render più florida e più felice la società istessa; e troppo disprezzevoli sarebbero le lettere, se chi le coltiva non fosse mai in grado di farle servire all'utilità reale dell'uman genere, e se per mezzo dei libri non si potesse proporre a chi regola i comuni interessi qualche lodevole via di promuovergli e di portargli innanzi. Dir si dovrebbe piuttosto che gli scrittori sono in certo modo i consiglieri del pubblico e che, sostenendo essi quasi carattere e persona pubblica, è loro dovere di propor ciò che anche speculativamente sembra profittevole alla Repubblica, rimanendo sempre in potere di chi ha autorità l'eleggere e mandar ad effetto ciò che sarà dall'evidenza, dalla ragione, dalla sperienza dimostrato utile ed opportuno ». Mi par di sentire in questa vibrata apologia del privato scrittore, d'un tratto proposto a « consigliere del pubblico » e però più dotato di « carattere e persona pubblica » in opposizione al « privato » consigliere del principe, un'eco stravolta del discorso (1767) di Jean Henri Formey, il segretario perpetuo dall'Accademia di Berlino, sullo scopo principale delle accademie, che è appunto quello di apprestare in anticipo alla classe politica, gli strumenti, le tecniche per operare sulla natura e la società al fine di garantire pace e « pubblica felicità ». Le società, le Accademie non possono dunque essere aggregazioni di « privati », l'oggetto del vecchio mecenatismo tardo seicentesco; e diventano organo della politica « nazionale » dei governi che le costituiscono e le dotano: le memorie dei loro

membri, i concorsi e i premi rispondono a bisogni più o meno immediati, o sentiti come tali dal ceto di governo. Spetta all'Accademia di Pietroburgo, e più a quella di Berlino, interpretare in quegli anni '70 e '80 del secolo questo ruolo delle Accademie come organo tecnico del potere: un modello estraneo alla Royal Society in tutta la sua storia ottocentesca, e da cui lo spirito corporativo avrebbe tenuto lontano l'Accademia parigina — così aspramente aggredita negli anni che precedono la Rivoluzione, da sinistra e da destra, da scienziati radicali e dal potere costituito (e si pensi all'editto Calonne del 1785 e alle invettive di Klopstock e di Marat). La Macedonia d'Italia avrebbe perciò avuto negli anni '80, le sue accademie « alla prussiana »: e il Denina prussiano del 1784 avrebbe dato ragione al Balbo del 1782.

3. Denina lascia il Piemonte per la Prussia nel 1782. Contemporaneamente in luglio Prospero Balbo fonda con altri ventenni per lo più allievi di Denina, « di molti di noi amorevole e amato maestro », la *Patria Società Letteraria*: il modello è il « parlamento ottaviano » e l'Accademia degli Osservatori. E nella prima adunanza Balbo, legge (in traduzione) i numeri 14, 37 e 66 dello *Spectator* (sono due di R. Steele, e due di Addison). L'iniziativa, che recuperava l'esperienza intermedia (1776) dell'Accademia dei Crescenti, cercava appunto in quel precedente e in Denina l'elemento di differenziazione rispetto alla San Paolina, assorbita in un tradizionale progetto antiquario di « patria illustrazione », e agli Unanimi: i Filopatridi avrebbero tratto occasione da scritti di varia natura, storica o letteraria, o civile, per discutere in parlamento risultati, proposte, interpretazioni. Via T. Valperga di Caluso, Balbo recupera Vico attraverso Rousseau e Denina: « giunge però, finalmente, un termine, in cui la pulitezza delle maniere di continuo affinatasi ha tanto attenuato le molle di ogni virtù e quelle della sincerità soprattutto, che esse ormai più non ritengono veruna forza. D'onde avviene che l'estremo periodo per la civilizzazione rassomiglia alla vita solitaria, in questo, che di nuovo rispinge l'uomo verso sé medesimo, ed in sé medesimo lo concentra, lo fa insomma più che mai *egoista*. Nuovo vocabolo che accagiona novità di cosa. Or come, in questo epidemico... rilassamento della comune vita, come fare che alcuni almeno, *degni più che altri per la coltura dello spirito di venir rischiarati*, possano intender quelle verità che l'amicizia non conosce, e l'indifferenza non dice; e possano persuadersi di quella eguaglianza morale che, stabilita dalla legge di natura, non può essere tolta dalla diversità degli ingegni? Queste ed altre cose le dice in suo linguaggio la democratica libertà d'una letteraria adunanza... » (1786). "la democratica libertà": un'insegna per una accademia fondata l'anno stesso della « libertà americana ». E l'interesse per l'America libera (Franklin e i *Saggi politici*, i quaccheri e la libertà religiosa, l'indipendenza delle colonie, ecc.) tra il 1784 e il 1788 vi è largamente rappresentato: in una con l'anti-ro-

manesimo giuridico, e l'attenzione per la cultura celtica e germanica. Interessi e attenzioni, che meritano di essere meglio studiati, con più sottile percezione delle differenze e delle alternative rispetto al disegno ricco ma confuso tentato dal Calcaterra.

Non v'ha dubbio tuttavia sulla prevalente intenzione « lealista » del riformismo dei giovani accademici: anche se il loro Metastasio oscilla tra il potere come clemenza, e il potere come condanna. Nessuna indulgenza in questi giovani accademici per il concetto del potere come gloria: « La vera e soda eloquenza, con quell'arti istesse che ha sempre adoperate può tutt'ora trionfare de' cuori, allorché difende un oppresso o inveisce contro un oppressore, o prepara politiche rivoluzioni, o prepara tal altro scopo di pubblico rilevantissimo interesse... ». Ognuno dei membri dichiara di sentire l'impegno civile come la preparazione a governare il paese, per la cui crescita non basta più (come era parso a Denina) la rimozione degli « ostacoli »; occorre invece l'intervento esperto e coerente del legislatore e del governante. Ciò spiega la decisione di affiancare alla Società Letteraria un periodico che sarà dal 1787 la « Biblioteca oltremontana » dei Vasco — il cui vero manifesto, però, è la relazione di Balbo per l'anno 1786-87 alla Patria Società letteraria. Troppi versi, poche prose: nota il giovane segretario. Ma « di tali composizioni, non sarebbe mai doviziosa la Società finché non si propongano i suoi membri di imitar quelli delle Accademie letterarie straniere. E prendendo a considerare per esempio, le due di Parigi e di Berlino, egli è chiaro che, secondo lo spirito delle nostre leggi, noi riuniamo, per dir così, la giurisdizione intera della prima e quella di due classi tra le quattro che compongono l'altra, cioè di filosofia speculativa e di belle lettere... Or dunque se tanti volumi pubblica tuttora la prima, se in ognuno di quelli della seconda tengono pur sempre qualche notabile spazio le due già dette classi, non avremmo più a temere scarsezza sol che si voglia camminare su quelle traccie... Nel che fare potrebbe essere utile lo scorrere gli indici di quelle immense collezioni ». "Ma se si vuole che la storia dei tempi andati più da vicino possa servire all'utilità dei tempi presenti, ché non si vanno con piccioli saggi esaminando (ove non si possano... con perfette storie descrivere) l'agricoltura, il commercio, l'industria degli avi nostri? E giacché sappiamo che i pubblici affari più per esempi che per ragioni comunemente si trattano, non sarebbe forse utilissima cosa il rinnovare presso noi la memoria delle grandi imprese, o ingegnosamente concepite o magnanimamente tentate o felicemente compiute da questa operosa nazione, ovvero dai suoi passati reggitori?". « Che se invece dei particolari tentativi, diretti a stabilire la pubblica felicità, si voglia questa in generale esaminare ne' suoi effetti, parmi che il ragguaglio della popolazione, ne' diversi tempi avrebbe ad occupare nella storia civile dello stato quel luogo che terranno le osservazioni termometriche nella storia

fisica della terra » — ove sono anticipazioni delle tesi neopopolazioniste di Goodwin.

Storia della meccanica e della stampa, inoltre della milizia, della magistratura, del clero; la recezione del diritto romano, la legislazione statutaria. « E chiunque abbia pur poco meditato — aggiunge Balbo — sopra il terribile conflitto tra la libertà naturale dei sudditi e le ragioni signorili dei feudatari, non debbe egli bramare di veder illustrati i deboli princìpi delle comunità; surte in breve tempo ad alto grado di vigore [nei secoli X, XIII], ovvero i tirannici diritti de' signori lentamente sminuiti e finalmente distrutti? Dei quali dritti alcuni per la loro singolarità, come quello famosissimo del cariaggio, altri per le vestigia che ne rimangono ancora, e per la loro buona o mala influenza meritano particolarmente d'essere disaminati ».

« Il dritto pubblico della nazione, che presso noi non è punto conosciuto, aspetta tuttora dalla storia i materiali necessari al suo edificio. Quelle cose, che monarchia da dispotismo discernono, sono state a noi comuni con gli altri popoli d'Europa; e una più sottile investigazione ci fa trovare esempi di pubblici parlamenti, Stati, Assemblee di notabili, Amministrazioni provinciali che stanno ora risorgendo con novello spendore presso a' nostri vicini [di Francia]: da' quali siccome è foggia d'abiti, e modo di vita, e tenore di lingua si ricopia ogni giorno da Mosca a Lisbona, da Napoli a Stocolm; così volesse il Cielo che si imitassero molte lodevolissime politiche usanze, molti utilissimi casi di legislazione, molti eccellentissimi saggi di pubblica verace eloquenza ».

Lunghe, ma spero non prolisse le citazioni, il cui senso politico divien chiaro nella apologia che tutte le riassume: « Io ben prevedo che certi argomenti, parranno a taluno troppo pericolosi; ma niuno mi negherà che il letterato non debba essere fornito di una sua particolar maniera di coraggio, quanto il militare o il ministro. La tema addoppia il rischio; in vece che posatamente riflettendo, ben dobbiamo co' nostri tempi congratularci che i lumi sparsi della nazione già non hanno mancato di fare qualche dolce violenza alla censura delle stampe, troppo altre volte [e il pensiero ricorre alla vicenda dell'*Impiego delle persone* di Denina e agli inediti di Giambattista Vasco!] irragionevolmente rigorosa. Se non che quando mi venisse negata la pubblicazione di un'opera, del cui valore io fossi appieno persuaso, moltissimo varrebbe a consolarmene la costituzione di una *società pari alla nostra,* dove crederei che si serberebbe memoria della mia benemerita fatica, e si profitterebbe di ogni propizia occasione che in avvenire porgesse adito alla stampa ». C'è dietro questa singolare proposta di un'accademia che discute e custodisce opere "pericolose", in attesa di un'occasione propizia alla loro stampa, una acuta percezione delle "novità" politiche: la proposta tiene conto del caso Vasco, e degli argomenti del trattato alfieriano *Del principe e delle lettere* (1785) in un clima sospeso, per le tensioni che dominano la scena politica

francese. Essa però rivela la funzione che i Vasco e Balbo affidano alla Biblioteca; e insieme lo spirito con cui Prospero Balbo si apprestava a succedere al Caluso come segretario perpetuo della torinese Accademia delle Scienze. Ora i modelli europei sembrano tutti superati, e si apre la ricerca di istituzioni culturali adeguate agli anni difficili del Piemonte e dell'Europa: la *Patria Società Letteraria* è del 1782, nel 1783 la Société Royale diventa Regia Accademia delle Scienze, del 1785 è la Società agraria di Torino. Esse formano il segmento forte della struttura culturale del paese, ma si tratta a ben guardare, di una singolare ventura "a partecipazioni incrociate", con personaggi che — come Balbo o Galeani Napione, o Pavesio o Malacarne — seggono autorevolmente in almeno due di esse assicurando una coerenza di indirizzo e una dialettica intellettuale di cui non conosco altri esempi in Europa.

L'osservazione era stata già fatta da G. Ricuperati in una sua penetrante analisi della "Biblioteca oltremontana" (*La stampa italiana*, I, 1976, pp. 345-49), che rappresenta il punto di partenza obbligato di ogni nuova proposta interpretativa. A confronto delle sue osservazioni, e per rendere più chiaro il senso del discorso che precede, mi si consenta però una rapida analisi del commento, che Giambattista Vasco fa al "falso" *Panegirico di Plinio a Traiano* dell'Alfieri, e che il Vasco produce (1787) attraverso il riferimento alla falsa risposta dell'imperatore a Plinio, che egli dichiara di aver potuto leggere nella biblioteca di un amico. Assunto di Plinio-Alfieri era « di restituire a Roma, la prisca libertà repubblicana »: e « per narrare gli ottimi effetti della restituita libertà, [Plinio] paragona i tempi della fiorente Repubblica con quelli del governo dei Cesari; e gittando nell'avvenire uno sguardo profetico, vede osservate le leggi, tranquille le proprietà, rivolto il lusso soltanto alla magnificenza dei pubblici edifizi, restituite all'agricolura e alla costumatezza le immense ville già ricovero d'ogni ozio e mollezza, esercitata nel campo di Marte e nell'utile ginnastica la nobile gioventù; risorta la maschia eloquenza, restituito al suo ufficio il Senato, ecc. ». Tra Chastellux (1772), Delfico (1796) e Volney (1795) Vasco ha però perduto da tempo ogni fede nel mito di Roma repubblicana; e però costruisce la falsa replica di Traiano, su una sottile elaborazione di temi anti-romani: « che il popolo romano non ha gioito mai della libertà: che, scacciati i Tarquini, fu oppresso dai Patrizi, quindi dai suoi tribuni ora tiranneggiato, ora venduto agli interessi del Senato e dei nobili: che la felicità del popolo non era che un pretesto presso le due fazioni nobile e plebea per superarsi a vicenda: che l'entusiasmo per Roma mal si chiamava virtù essendo congiunto con l'odio di tutto il genere umano: che i cattivi trattamenti sofferti da Mamerco Emilio, da Cammillo, da Scipione, dai Gracchi, e da tanti altri e virtuosissimi cittadini, o promotori zelanti degli interessi del popolo, ben mostrano quale uso si facesse della pretesa libertà che meglio si chiamerebbe licenza: che i vecchi gettati nel Tevere, appena rifabbricata la

città dopo la devastazione di Brenno, i mariti avvelenati dalle dame romane in tempi di pestilenza, le acque intossicate da Aquilio nel regno di Pergamo, e tante frodi usate contro gli alleati e contro i nemici, son testimonio eterno della barbarie ed inumanità di quel popolo; di cui tanto vantasi la virtù repubblicana ». Né miglior giudizio, tocca alla legislazione romana: « che per tre secoli, cioè prima della legge Terentilla, il solo arbitrio, il solo capriccio dei giudici, serviva di legge: che le dodici Tavole tanto vantate di poi, permettevano ai creditori di lacerare e partirsi tra loro il corpo del creditore: che in appresso i senatusconsulti, i plebisciti, gli editti pretoriani e degli edili han posto il colono alla confusione; cosicché le proprietà de' cittadini furono distribuite dal favore dei giudici o dall'artifizio degli oratori, non dalle leggi ch'erano mutanti, sempre fra lor contrarie ed oscure ». Donde la conclusione dell'immaginario Traiano: « che niuna forma di repubblica poteva convenire allora a quel vastissimo impero, coacervato da tante sì lontane provincie, e sì discrepanti di religione, di clima, di costumi; poiché preme più gravemente l'aristocrazia semplice o mista, che il governo di un solo; e la democrazia non ristretta in un piccolissimo spazio altro non è che anarchia ». Così la questione feudale, in Vasco come in Balbo, rimaneva il problema centrale: certo « non conosceva Traiano certe forme di governo complicatissime, che sonosi ingegnosamente combinate dappoi. Ma non so se conoscendole, avrebbe ancora mutato parere ».

Giacché il vero nodo non è costituzionale, ma etico. Osserverà l'anno appresso lo stesso Vasco: ora che con il commercio « divenne più brillante l'aspetto esterno delle nazioni, ma si è scemata la forza intrinseca a segno che non v'ha Stato alcuno in Europa che, dopo quattro o cinque anni di guerra, non sia oberato » (1788). Le guerre mercantili voglion riversare su altri paesi i bisogni propri: ma « si acquistano terre, e si perdono sudditi », « si impongono più gravi tributi: Scema l'agricoltura divenuta più dispendiosa: i bisogni più urgenti rendono l'uso dell'autorità più arbitrario; le volontà sottentrano alle leggi, *elevasi il dispotismo*, e immediatamente, ogni attività, ogni industria, ogni forza nazionale degenera: a un lampo passeggero e fallace, succede un languore eterno ».

Non è tempo ormai per la ricerca umbratile nel laboratorio delle scienze, o per la lenta rimozione antiquaria della polvere del tempo. Le accademie, se non vogliono disseccarsi come le antiche università, non possono sottrarsi a valutare le condizioni politiche del progresso, a superare il conflitto tra "virtù" e ricchezza, a garantire l'equilibrio indispensabile di libertà ed autorità — un quadro insomma che possa assicurare efficacia alle misure economiche e amministrative cui è affidato il "progresso". Ha senso lasciare ad altri la garanzia delle condizioni politiche necessarie a dar significato ai provvedimenti

studiati? E non è certo che la stessa causa produce effetti diversi in dipendenza dalle differenti situazioni politiche?

4. Gli anni francesi del Piemonte, avrebbero dato coerenza a questo quadro. Un punto di partenza esemplare può essere costituito dall'esperienza della Società agraria di Torino. Ne riassumo i tratti, attraverso il quadro lucido e competente che ne tracciò a suo tempo G. Torcellan.

« Si moltiplicano nei fondi inediti [del suo archivio]... le relazioni e le memorie, i progetti e le petizioni; i piani per i canali navigabili o per nuovi strumenti agricoli si uniscono agli allarmati rapporti storico-politici che i membri della Società, richiesti dalla Municipalità elaborano sui problemi frumentari e sui monti granatici, pressati dalla imminente e penosa carestia che si sta abbattendo e diffondendo sulla popolazione; dalla provincia sconosciuti soci liberi inviano interi discorsi spiranti ribellione e pieni di idee rivoluzionarie sulle riforme necessarie per rinnovare l'agricoltura piemontese, e al centro, i più autorevoli membri della Società, gravati quasi tutti di cariche ufficiali, tentano di strumentalizzare sempre più il suo organismo. Sino a renderlo un vantaggioso e dinamico centro di raccordo per nuove proposte per la sperimentazione pratica e la discussione di esse ». (Torcellan). Appare evidente, che la direzione politico-culturale della istituzione ormai emerge, con un processo che sa recuperare esperienze più complesse del '700 francese e inglese, e anticipa insieme con efficace flessibilità gli ottocenteschi istituti di incoraggiamento. Ma, quel che più colpisce, non è tanto, o soltanto l'impegno del gruppo dirigente nel collocare l'istituzione in punti nodali del rapporto tra scienza e potere, bensì la scelta della Società come destinataria di progetti giacobini, in materia di riforma agraria, una scelta rivelatrice e del credito che negli anni '90 la Società si era guadagnata nella borghesia colta della Provincia piemontese (attraverso mediazioni, che meritano di essere ricostruite e riconsiderate), e dello scambio molecolare che in questi anni opera e non solo in materia agraria e agronomica tra riformismo tecnico e utopismo sociale a solido fondamento della prospettiva proto-ottocentesca di socialismo scientifico. La connessione tra progresso agronomico e riforma agraria peraltro, non è un tratto "illuministico", che è dato riscontrare nel riferimento alla società rural-feudale. Si tratta piuttosto di un aspetto generale del riformismo europeo del '700, che non conosce riforma morale e intellettuale la quale non sia causa ed effetto insieme di "riforme di struttura" sociali e istituzionali; che a riforma della società lega, spesso con pedante realismo, innovazioni giuridiche e/o amministrative; e che dell'ingegneria costituzionale ha fatto una semplice funzione dell'organismo sociale in difficile equilibrio tra libertà ed autorità. L'effetto spiega l'apparente contraddizione tra la avversione giacobina per le (vecchie) Accademie, e la domanda provinciale di (nuove o rinnovate) società o accade-

mie come aree di elaborazione insieme politica e tecnica della "riforma" che è sempre un'utopia anche se offerta in termini analitici e realistici. E tuttavia negli stessi anni da versanti diversi ancora affiancati, da Prospero Balbo e da Galeani Napione, torna tenace la persuasione che senza questi istituti riformati, o riformandi, non sarà possibile evitare che la Macedonia d'Italia decada – come rassegnato notava il Denina – ad Alsazia dell'Impero Francese.

VINCENZO FERRONE

LA REALE ACCADEMIA DELLE SCIENZE DI TORINO: LE PREMESSE E LA FONDAZIONE

Nel 1757 nasceva a Torino la *Società privata torinese*. I tre giovani studiosi che avevano deciso di darle vita, il conte Angelo Saluzzo di Monesiglio, il matematico Luigi Lagrange e il medico Gianfrancesco Cigna, trovarono sin dall'inizio solidarietà e sostegno in alcune figure prestigiose dell'Università, da tempo avvertite della necessità di avviare anche in Piemonte un cenacolo di studiosi e di scienziati come avveniva nelle grandi capitali europee. La prima riunione a palazzo San Germano, dimora del conte Saluzzo, capo riconosciuto del gruppetto di amici e mecenate dell'iniziativa, vide presenti l'avvocato nonché cultore di questioni matematiche e filosofiche Ignazio Richeri, i chirurghi Ambrogio Bertrandi e Michele Antonio Plaza, i naturalisti Giambattista Gaber e Carlo Allioni, l'ufficiale d'artiglieria e matematico Daviet de Foncenex, oltre al Cigna e al Lagrange, allora professore di « analisi sublime » nelle *Reali scuole d'artiglieria.*

In un regno il cui sovrano dichiarava pubblicamente di considerare gli intellettuali nient'altro che il « surplus d'une nation » [1], l'improvvisa formazione della *Società privata* pone non pochi interrogativi allo storico che vuole conoscere le ragioni, le motivazioni e i retroscena di questa solitaria quanto inattesa iniziativa. Il tradizionale schema storiografico che privilegia nell'analisi del Regno sabaudo lo studio dell'apparato statale, precocemente sviluppatosi rispetto ad altre regioni della penisola, non può certo aiutarci a risolvere questo problema. Quando si rivolge il pensiero alla vita intellettuale piemontese nell'età di Vittorio Amedeo II e di Carlo Emanuele III poche sono le fonti e pochi gli studi con cui confrontarsi, mentre tornano inevitabilmente alla mente la tragica sorte di Radicati di Passerano e di Pietro Giannone, sacrificati senza alcuna esitazione alla dura legge della ragion di stato. E tuttavia alcune recenti ricerche hanno cominciato a vivacizzare il desolante quadro della cultura piemontese nella prima metà del secolo. Gli esiti della riforma

[1] Cfr. *Relazione del Piemonte del segretario francese Sainte-Croix con annotazioni di Antonio Manno*, Torino, Paravia, 1876, p. 102 e sgg.

universitaria del 1721 e soprattutto la realizzazione degli avanzati programmi di riforme scolastiche amedeane, confluite nella creazione dei Collegi delle Provincie, hanno finito col revocare in dubbio molti luoghi comuni (2).

È alla luce di queste preziose revisioni critiche circa la tradizionale immagine negativa della cultura piemontese del primo Settecento che è necessario muovere per capire la nascita della *Società privata*, la quale non è affatto il frutto estemporaneo del mecenatismo di un giovane nobile di antichissimo lignaggio quale Angelo Saluzzo di Monesiglio, o il capriccio di pochi giovinetti curiosi e ambiziosi, ma qualcosa di più profondo e sentito da tutta una comunità d'intellettuali ormai cresciuta e maturata da quando, trent'anni prima, Vittorio Amedeo II era stato addirittura costretto a chiamare professori da fuori per rinnovare e riaprire l'Università di Torino. Il problema storico da affrontare è quindi quello d'individuare le forze, i movimenti e i protagonisti di questa rinascita della società civile piemontese che, compressa ed egemonizzata dall'assolutismo sabaudo, finirà coll'esplodere, dando vita a iniziative e a confronti spregiudicati negli anni ottanta del Settecento, sino a maturare nel suo seno germi eversivi e giacobini nel periodo repubblicano. Per quanto queste forze che modificarono lentamente il carattere stesso della cultura piemontese, sprovincializzandola e aprendola al contatto coi lumi, siano difficili da individuare ed analizzare, alcune sommarie riflessioni sono tuttavia possibili, partendo da uno studio sulle origini della scienza moderna in Piemonte.

In primo luogo occorre considerare gli effetti — troppo a lungo sottovalutati — delle riforme scolastiche amedeane. Basta leggere i programmi delle *Scuole regie*, o sfogliare gli inventari dei laboratori di alcuni dei maggiori *Collegi delle provincie* e della stessa Università di Torino, per rendersi conto che è un vero e proprio errore storico parlare di inizi del newtonianesimo piemontese solo a metà del secolo, coll'arrivo di Giovambattista Beccaria. Già negli anni trenta, Newton, 'sGravesande, Musshenbroek, Locke e altri ancora, erano autori conosciuti e commentati ovunque. Ma dove veramente stava nascendo la scienza subalpina era nelle magistrature tecniche dell'apparato burocratico sabaudo, curate e sviluppate sin dal tardo Seicento, nell'esercito, nel corpo d'artiglieria, nel grandioso Arsenale rinato a nuova vita negli anni quaranta, per volere del Bogino e di Carlo Emanuele III. Basta vedere l'attenzione che il governo dedicò al problema della formazione culturale e scientifica dei tecnici, la dovizia di fondi investiti in laboratori, impianti di ricerche e biblioteche, nonché l'impegno profuso nel legiferare con minuzia sui compiti

(2) Cfr. M. Roggero, *Scuola e riforme nello stato sabaudo. L'istruzione secondaria Dalla Ratio studiorum alle costituzioni del* 1772, Torino, Deputazione subalpina di storia patria, 1981.

e sulla figura dell'architetto, dell'agrimensore, dell'ingegnere, per comprendere quale possente movimento scientifico e tecnologico andava prendendo corpo (3). Non è pertanto affatto casuale che la prima vera Accademia scientifica sia sorta a Torino nel 1748, a casa di un professore di fisica dell'Ateneo torinese, Francesco Antonio Garro, con il concorso di studiosi dell'Università e di ufficiali d'artiglieria sempre più interessati alla ricerca. Quest'iniziativa, che fu tra l'altro all'origine della creazione di un grande laboratorio di chimica e metallurgia nell'Arsenale (il primo in Piemonte) apriva in qualche modo la strada a quella che doveva divenire la *Società privata*. Basta infatti consultarne i programmi per costatarne la singolare somiglianza. Nei documenti rimastici s'invitava a trattare l'esame « delle macchine, la longitudine, le tinture, le porcellane, il fluido elastico delle polveri di fuoco, la depurazione dei nitri e perfezionamento delle polveri suddette » (4). Tutti argomenti che verranno poi ripresi e ampiamente affrontati dagli amici del Saluzzo con ben altro rilievo e competenza.

Una profonda differenza esiste tuttavia tra l'Accademia di casa Garro del 1748 e quella che circa dieci anni dopo nasceva a palazzo San Germano. Là l'esigenza di riunire e sperimentare insieme derivava soprattutto, se non unicamente, dalla costante crescita della comunità scientifica subalpina, strettamente connessa allo Stato, e dalle necessità ormai improcrastinabili di centri come l'Università e l'Arsenale. Trovarsi a casa Garro significava infatti creare una specifica area di confronto tra militari e civili, tra differenti e separate istituzioni pubbliche per far avanzare la ricerca. Il cenacolo di casa Saluzzo era invece qualcosa di più. Ben altre erano le ambizioni dei soci fondatori. Certo anche per loro restava al primo posto nei programmi l'esigenza di inventare spazi comuni per la ricerca e la sperimentazione, svincolando finalmente molti studiosi dalle istituzioni in cui operavano; tuttavia, accanto a quest'esigenza primaria vi erano anche altre motivazioni e altri progetti che rimandavano esplicitamente agli effetti di un nuovo clima culturale.

Negli anni cinquanta a Torino cominciavano a prender corpo fermenti di vita intellettuale insospettabili sino a pochi anni addietro. Dai *Collegi delle Provincie*, dove insegnavano personaggi autorevoli come Paolo Frisi e Sigismondo Gerdil, arrivavano a Torino talenti destinati a un grande avvenire come Carlo Denina, Luigi Lagrange, Ambrogio Bertrandi, Claude Berthollet, Gian-

(3) Per un'analisi generale di tutti questi problemi mi sia consentito rimandare al mio *Tecnocrati, militari e scienziati nel Piemonte dell'Antico Regime. Alle origini della Reale accademia delle scienze di Torino.* « Rivista storica italiana », XCVI, 1984, pp. 414-509.

(4) Cfr. *Succinto ragguaglio istorico dei motivi della prima erezione del R. laboratorio chimico nel Regio Arsenale, 4 dicembre* 1748 in Archivio di stato di Torino (d'ora in poi A.S.T.), *Ministero Guerra*, Carte antiche d'Artiglieria, Reg. II, c. 287 e sgg.

francesco Cigna e altri ancora. Le *Reali Scuole d'Artiglieria,* sorte nel 1739 su progetto di Ignazio Bertola, iniziavano in quegli anni a diplomare scienziati e tecnici del calibro di Antonio Napione, Angelo Saluzzo, Nicolis Di Robilant e poi ancora Daviet de Foncenex, Carlo Lodovico Morozzo, ecc., ospitando tra l'altro nel ruolo di professori lo studioso di idraulica Antonio Michelotti, Luigi Lagrange e Papacino d'Antoni. Ma non basta ancora. Bene o male i lumi s'infiltravano anche nel grigio Piemonte di Carlo Emanuele III e di Bogino, veicolati nei modi e nelle forme più impensabili. Torino, città di transito per tutti coloro che dalla penisola volevano recarsi nella Parigi di Diderot e d'Alembert, finiva col drenare, prima cautamente in seguito con sempre maggior coraggio, testi, libri, idee che fluivano incessantemente tra Nord e Sud. La massoneria poi fece il resto. Nel 1749 era stata fondata a Chambery la *Grande-Maitresse loge aux trois-Mortiers.*

Negli anni successivi questa nuova forma di socializzazione, coi suoi riti, col suo cosmopolitismo e i suoi ideali di fratellanza, con tutta la sua cultura così intrecciata con la progressiva diffusione dei lumi in Europa, prese decisamente piede anche a Torino. Nel volgere di pochi decenni la capitale del Regno sabaudo divenne anche la capitale del mondo massonico italiano, giustificando persino i sospetti addensatisi sulla presunta vocazione massonica del duca di Savoia, il quale non nascose mai la sua simpatia per questa istituzione ([5]), che del resto aveva in Europa ai suoi vertici sovrani come Federico II e Gustavo III di Svezia. Intorno alla neonata *Società privata torinese,* negli anni sessanta, il clima era insomma profondamente cambiato rispetto all'Accademia di casa Garro.

Un altro elemento della vita intellettuale subalpina che non va assolutamente sottovalutato per comprendere questo interessante mutamento è la creazione di quella che Francesco Galeani Napione definiva con malcelato disprezzo la « corte dirò così letteraria del duca di Savoia » ([6]). Il giovane principe ereditario, destinato a salire al trono quarantenne col nome di Vittorio Amedeo III, aveva infatti creato una vera e propria controcorte, in aperta ostilità verso il Bogino e gli avvocati burocrati di origine borghese di cui amava circondarsi il padre, sostituendo nei suoi favori questi ultimi con letterati, aristocratici e scienziati. Il Denina, nella *Storia del Piemonte,* pur permanendo nella sistematica e faziosa denigrazione del giovane principe che doveva poi

([5]) Cfr. P. MARUZZI, *Notizie e documenti sui liberi muratori in Torino nel secolo XVIII,* « Bollettino storico-bibliografico subalpino », XXX-XXXII, 1928-30, pp. 1-353; C. FRANCOVICH, *Storia della massoneria in Italia. Dalle origini alla rivoluzione francese,* Firenze, La Nuova Italia, 1975, p. 178 e sgg.

([6]) F. G. NAPIONE, *Suggerimento confidenziale a' Sig.ri Accademici dell'Accademia reale delle scienze,* Biblioteca Accademia delle scienze di Torino, *Fondo origini,* c. 27.

essere ripresa acriticamente da tutta la storiografia successiva, doveva ammettere a denti stretti l'amore di quest'ultimo per le scienze, la sua attenzione per quel mondo culturale tanto disprezzato e ignorato invece dagli altri sovrani di casa Savoia.

Finita l'educazione, non finì però il duca di Savoia i suoi studi, e il suo genio per le scienze si fece vedere anche più che prima, benché poche ore del giorno gli restando a studiare da solo; la frequenza delle persone letterate e scienziate che frequentarono il suo appartamento e che S.A.R. riceveva con somma affabilità era infinita (7).

La « corte letteraria » del giovane duca era sorta sin da quando Carlo Emanuele III aveva deciso di affidare il poco amato e altrettanto poco stimato figliolo alle cure del marchese Solaro di Breglio, vecchio aristocratico, amante delle buone lettere, vissuto spesso all'estero come ambasciatore sabaudo, in particolare a Vienna, dove aveva avuto relazioni con l'ambiente libero e spregiudicato che attorniava il principe Eugenio. Il Solaro, nella cui casa torinese venne ospitato anche Jean-Jacques Rousseau, elaborò insieme con il marchese Wilcardel de Fleury (altro nobile vissuto tra Parigi e Londra, dove conobbe personalmente Newton, Pope e Locke) un piano di studi destinato a fare del duca di Savoia — secondo le parole di Denina — un perfetto « principe liberale », sensibile alle lettere e *philosophe* egli stesso (8). Cartesio, Galileo, Newton, Pufendorf, Grozio, Locke e Voltaire vennero inseriti nei programmi di studio preparati appositamente per l'istruzione del principe; programmi che vennero adottati anche a Vienna per l'educazione del futuro Giuseppe II (9). Tra i suoi maestri di scienze e tecniche militari vennero scelti uomini come Papacino d'Antoni e Ignazio Bertola. Da Parigi venne chiamato nel 1739 Antoine Nollet, che fece i suoi esperimenti sull'elettricità e sull'ottica newtoniana non solo dinnanzi al giovane duca, ma alla presenza di studiosi dell'Università e di artiglieri dell'Arsenale (10). Nacque insomma, intorno alla figura dell'erede al trono, una piccola corte di intellettuali destinata a vivere e a crescere anche grazie a questo spiraglio apertosi nella stessa grigia vita di corte.

(7) C. DENINA, *Storia del Piemonte*, Torino, Biblioteca nazionale, Ms Q²-I-1, c. 330 *r*. Denina rifuse pressocché integralmente questa storia del Piemonte nella sua *Istoria della Italia Occidentale*, Torino, Pane, 1809, 6 voll., vol. V. Il Bianchi ne riprese senza andare troppo per il sottile interi paragrafi consolidando un'immagine tutta negativa del regno di Vittorio Amedeo III.

(8) Cfr. *ibid*, c. 332 *v*.

(9) Cfr. *Relazione del Marchese di Fleury sugli studi praticati da S.A.R. il duca di Savoia*, A.S.T., *Corte, Storia della Real Casa*, Cat. III, Mazzo III d'addizione, n. 2.

(10) Cfr. A. NOLLET, *Lezioni di fisica sperimentale*, Venezia, Pasquali, 1751, 3 voll., I, p. IX.

La *Società privata torinese* si giovò sin dall'inizio della protezione del duca di Savoia attraverso il marchese di Fleury, uno dei soci più attivi nel promuoverne lo sviluppo ([11]). Il primo volume della *Miscellanea filosofico-matematica* si apriva non a caso con un grande elogio dell'erede al trono, il quale ottenne dal padre per la neonata istituzione, nel 1760, il titolo di reale. Negli anni successivi, i rapporti tra gli scienziati della *Società privata* e la « corte letteraria » del duca divennero sempre più intensi, stretti ed organici. Saluzzo, Brezé, Morozzo entrarono nei favori del giovane erede, il conte Roberto di Malines ([12]), consigliere e amico fidato del duca e nello stesso tempo autorevole esponente della massoneria piemontese, fece da tramite senza difficoltà tra gli intellettuali della *Società privata* e gli animatori della « corte letteraria ». Nacque in tal modo a Torino, alla fine degli anni cinquanta un vivace ambiente cosmopolita — tutto ancora da scoprire — in cui agivano da protagonisti massoni, ambasciatori, scienziati e letterati che si giovavano sia della velata complicità del giovane erede al trono, sia della crescente attività degli artiglieri e di alcuni professori universitari. Presso il Saluzzo, a palazzo San Germano o nella dimora del marchese Carlo Falletti di Barolo cominciarono a ritrovarsi l'erudito calvinista francese Louis Dutens, editore delle opere di Leibnitz, l'inviato straordinario dell'Inghilterra George Pitt, il rappresentante del Portogallo De Souza, il marchese Caracciolo, Luigi Lagrange, e il diplomatico Honoré-Auguste Sabatier de Cabre, amico del Saluzzo e del Malines, nonché fondatore della loggia massonica torinese, *La Mystérieuse*, e altri ancora. Ben presto si unirono a loro Angelo Carena, Carlo Denina, giunto a Torino nel 1760, come pure saltuariamente lo stesso Sigismondo Gerdil. Basta vedere i primi atti della *Società privata* per cogliere la contemporanea presenza a casa Saluzzo non solo di scienziati ma anche di cultori di storia, filosofia e letteratura. Accanto alle relazioni sui diversi esperimenti scientifici fatti nelle riunioni a palazzo San Germano, vi è infatti anche spazio per le riflessioni filosofiche del Gerdil e per gli interessanti studi storico-geografici di Angelo Carena ([13]). La *Società privata* si poneva insomma come l'epifenomeno di un risveglio progressivo della società civile piemontese e diventava in tal senso il vero punto di raccordo di tutti quei fermenti culturali ormai irrefrenabili da parte dello Stato.

([11]) Sul marchese di Fleury cfr. *Mémoire historique*, in *Mémoire de l'Académie Royale des Sciences*, Torino, Briolo, 1786, pp. VIII-IX.

([12]) Di questo singolare personaggio cfr. *Le memorie del conte Roberto Malines*, a cura di Piera Robbone, Torino, edizioni de « l'Erma », 1932.

([13]) Cfr. A. Carena, *Observations sur le cours du Pô, avec des recherches sur les causes des changemens qu'il à souffert*, in *Mélanges de philosophie et de mathématique de la Société Royale de Turin*, vol. II, p. 113 e sgg.

Il confronto tra questo nuovo mondo in espansione e il rigido modello assolutistico sabaudo diveniva quindi inevitabile. Il tentativo fallito miseramente nel 1760 di trasformare la *Società privata* in una grande Accademia reale sul modello della *Académie des sciences* è emblematico di questo primo scontro tra società civile e Stato in Piemonte. Il piano presentato a Carlo Emanuele III dal marchese di Fleury mirava esplicitamente ad aprire un primo dialogo tra intellettuali e potere negli stessi termini in cui era stato impostato e parzialmente risolto « en divers États de l'Europe », come precisava il *Projet*, già nel tardo seicento ([14]). Con decenni di ritardo rispetto al modello colbertiano francese cui s'ispirava, Fleury proponeva al sovrano di riunire ed utilizzare al servizio dello Stato le prime nascenti forze dell'intellettualità subalpina, dando loro in cambio una specifica istituzione, strumenti di lavoro, alcuni privilegi e soprattutto il tanto agognato riconoscimento della loro esistenza, come componente di rilievo nella società piemontese. Eppure, nonostante tutte le rassicurazioni circa l'assoluta mancanza di pericolosità politica dell'iniziativa, la garanzia di un ferreo controllo sull'Accademia da parte di un Segretario di Stato e la sua evidente utilità per tutta la nazione, il progetto venne impietosamente liquidato dai ministri di Carlo Emanuele III e dallo stesso sovrano. Il punto di contrasto venne individuato nella figura degli allievi che il *Projet* prevedeva accanto agli accademici onorari, fissi e associati. Il Magistrato della Riforma Caissotti vi lesse tra le righe la volontà di creare un centro pericolosamente alternativo alle *Scuole regie* e all'Università nella formazione dei nuovi quadri intellettuali. La verità è che tutto il gruppo boginiano e in primo luogo il sovrano accolsero subito con grande sospetto e diffidenza tutte le pretese dei cosiddetti « gens des lettres » subalpini. L'idea di dover fare in qualche modo i conti con l'esistenza di tutto questo nuovo mondo, considerato da Carlo Emanuele III un vero e proprio lusso per uno Stato povero come il Piemonte, venne respinta senza esitazione.

Assai interessanti e sintomatiche di questo latente conflitto tra intellettuali e assolutismo sabaudo destinato a perdurare e a esplodere nei decenni successivi sono certamente le riflessioni deniniane nel *Parlamento ottaviano*. Il piccolo periodico apparso agli inizi degli anni sessanta mostrava chiaramente la maturità raggiunta dagli studiosi subalpini e soprattutto la notevole diffusione di una cultura illuministica nei circoli di casa Saluzzo e del Faletti di Barolo. Autori come Rousseau, Voltaire, Montesquieu, d'Alembert, Helvetius,

([14]) Cfr. *Ébauche de projet présenté à S. M. pour l'établissement d'une Académie royale des sciences à Turin*, A.S.T., *Corte, R. Università*, Mazzo 6°, n. 11. Tra queste carte sono presenti i riferimenti al parere negativo del conte Caissotti. Un'edizione del *projet* sta in *Il primo secolo della R. Accademia delle scienze di Torino. Notizie storiche e bibliografiche* 1783-1883, Torino, Paravia, 1883, p. 7 e sgg.

Hume venivano apertamente discussi con grande finezza e competenza dai protagonisti della vita intellettuale della capitale. Nelle sedute iniziali dell'immaginaria accademia che si riuniva per affrontare i temi all'ordine del giorno, uno dei primi argomenti discussi — e non certo casualmente — fu proprio quello d'individuare il ruolo degli intellettuali nella società piemontese. Denina partiva da lontano nella sua analisi, valutando con amarezza la progressiva perdita di centralità del letterato nella società italiana del Settecento — perlomeno in rapporto al Rinascimento — per affrontare la spinosa questione del mecenatismo e del rapporto col principe. Due erano le tesi di fondo a favore di un diretto intervento delle autorità verso la cultura. In primo luogo la funzione di progresso e di crescita collettiva per tutta la nazione che le arti e gli studi garantivano da sempre; in secondo luogo — con l'occhio rivolto alla difficile situazione piemontese e all'ostilità preconcetta del sovrano — l'indicazione della cultura come strumento di consenso: « È ben sicuro che i principi non hanno mai i popoli così devoti ed obbedienti come quando tra loro si coltivano le scienze e le arti liberali » ([15]). Nel *Parlamento ottaviano* Denina rilevava anche le discussioni che gli studiosi torinesi avevano avuto sulla funzione storica delle accademie. A questo proposito il discorso si faceva più esplicito e denso di precisi riferimenti alla lotta in corso tra letterati e corte, tra il gruppo di Saluzzo e di Fleury e gli avvocati burocrati di Carlo Emanuele III, per avere un maggiore spazio e un aperto riconoscimento dei loro diritti. Liquidato il modello dell'Arcadia con accenti muratoriani, in quanto luogo designato unicamente per inutili inconcludenti riti e ciarle Denina illustrava il profondo interesse dei torinese per le accademie di Parigi, Berlino e Londra. L'amarezza con cui era stata respinta l'iniziativa del Fleury volta a trasformare la *Società privata* in una grande accademia affiora evidente nelle parole risentite di uno degli immaginari interlocutori del *Parlamento ottaviano*: « Io non vedo e non m'immagino che noi siamo per portare così in alto le nostre mire » ([16]), cioè di creare anche a Torino una grande accademia come a Parigi. E tuttavia finiva col prevalere nella discussione la volontà generale di battersi anche nella capitale sabauda per avere questo diritto, fidando sul tempo e sulla immancabile crescita fisiologica delle piccole società.

E so ben io di certo che la Società reale di Torino or nascente di filosofia e matematica ebbe origine quattro o cinque anni fa da tre o quattro persone più avanzate nelle scienze che nell'età crescerà perché comincia ad ottenere riconoscimenti ([17]).

([15]) [C. Denina], *Il Parlamento ottaviano ovvero le adunanze degli osservatori italiani* Roma-Lucca, Nicola de Romanis - Jacopo Giusti, [1764], p. 18.

([16]) *Ibid.* p. 9.

([17]) *Ibid.* p. 12.

Ma il punto più interessante della riflessione collettiva dei letterati subalpini, sulla loro funzione e sulla loro identità, stava nell'individuazione di un modello alternativo e critico rispetto all'immagine dell'intellettuale prospettata da d'Alembert nell'*Essai sur la société des gens des lettres et des grands*. Con grande realismo nel ripensare la difficile situazione torinese, Denina respingeva il ruolo autonomo di garanti degli interessi della società civile verso il principe prospettato da d'Alembert per i *philosophes*, indicando invece, per la realtà piemontese, la più umile ma certamente più accessibile dimensione del funzionario colto ed illuminato, legato al governo ma anche attento ad esigenze estranee alla sola ragion di stato. Rimanendo ben saldo, con i piedi per terra, Denina invitava insomma il sovrano a guardare con attenzione al mondo dei dotti, senza sospetti e diffidenze, impiegando gli intellettuali « in quegli uffizi civili, militari ed ecclesiastici » ([18]) dove avrebbero portato sensibilità e competenze nuove utili a tutti.

Di tutto questo programma politico e culturale non se ne fece niente nel corso degli anni sessanta e fino alla metà degli anni settanta. L'ostilità verso i letterati rimase forte per tutto il tempo in cui regnò Carlo Emanuele III. Ciononostante, pur tra l'indifferenza o a volte l'ostilità vera e propria della corte, iniziative e germi fecondi continuarono a proliferare nella società civile piemontese. Negli anni settanta, la *Società privata* sotto l'impulso costante del Saluzzo finì coll'entrare a pieno diritto nel grande circuito scientifico europeo. Tramite Lagrange, i *Miscellanea* divennero la sede di uno dei più alti e raffinati dibattiti sulla nascente teoria delle variazioni, vera svolta anche epistemologica nell'ambito della meccanica. Euler, d'Alembert, Daniel Bernoulli aprirono la strada con numerosi interventi negli atti accademici ai successivi lavori di Monge, Laplace e Condorcet. Ambrogio Bertrandi, attraverso i suoi rapporti personali, ottenne per la *Società* i contributi di Haller. Il Saluzzo, con le sue ricerche di chimica sulla polvere da sparo apparse nei primi numeri, poté contare sui lavori di colleghi di gran valore come Monnet e Macquer, che apparvero nei *Mélanges de philosophie et de mathématique* agli inizi degli anni settanta. Dietro la facciata del crescente successo scientifico internazionale della *Società privata* prendeva corpo una fittissima ragnatela di rapporti epistolari che avrebbero portato Torino all'interno della grande comunità degli studiosi europei, sempre più raccolta ed organizzata nel circuito accademico di fine secolo. Basta inoltrarsi un poco nel carteggio del Saluzzo, capo riconosciuto e mecenate della *Società privata*, per vedervi comparire interlocutori e problemi di notevole interesse. Buffon, De Saussure, Condorcet, Lavoisier, Frisi, Fontana, D'Alembert, Macquer, Mentelle, Monnet, Bonnet, Rozier, lo informano di tutto quanto avviene in ogni località d'Europa, avviando contatti

([18]) *Ibid.*, p. 35 e sgg.

scientifici, suggerendo riflessioni politiche e culturali sulla funzione della scienza, delle accademie, chiedendo consigli sulle esperienze innovative, inviando raccomandazioni o complimenti come quelli che ebbe a fare ad esempio nel 1782 Federico II o Jean Paul Marat ([19]). Sempre in questo ambito l'immenso carteggio del botanico Giuseppe Allioni, altro illustre membro della *Società privata*, è non certo meno ricco di quello del Saluzzo, in particolare per seguire l'evolversi del dibattito scientifico europeo sulla tassonomia e sui nuovi metodi classificatori. Vi figurano tra l'altro lettere di Bonnet, Linneo e Spallanzani ([20]). Stesso discorso vale per l'epistolario di Lagrange, di Carlo Lodovico Morozzo e del Brezé. Tutto l'ambiente torinese poté insomma finalmente beneficiare grazie all'attività della *Società privata*, di contatti internazionali sino ad allora impensabili. I risultati di tutto ciò non tardarono ad arrivare. In primo luogo il moltiplicarsi di articoli e relazioni di scienziati piemontesi apparsi nel « Journal de physique » dell'abate Rozier, uno dei primi periodici nati programmaticamente per diffondere la scienza al di fuori della ristretta comunità accademica internazionale. In secondo luogo, il coinvolgimento degli studiosi subalpini nei grandi dibattiti sull'elettricismo attraverso Beccaria e Cigna, sulle matematiche e sull'idraulica con Lagrange e Michelotti, o nella soluzione dei complessi problemi all'origine della rivoluzione chimica con Saluzzo e Morozzo. Non certo casualmente, nel 1776 apparve un'edizione torinese della « Scelta di opuscoli interessanti tradotti da varie lingue », che è il primo periodico scientifico italiano di notevole interesse. Ad integrazione delle traduzioni delle opere di Lavoisier, Franklin e Priestley, finalmente accessibili ad un pubblico più vasto che quello degli specialisti, gli studiosi che si riunivano a palazzo San Germano diedero specifici contributi locali, che miravano a sottolineare il loro costante appoggio all'iniziativa e la loro vitalità solo apparentemente affievolita dalla mancata apparizione degli atti accademici dal 1774 al 1786. Il continuo fluire di notizie, libri ed informazioni verso Torino da ogni angolo d'Europa ebbe effetti notevoli non solo sulla crescita complessiva della scienza piemontese, ma su tutto il mondo intellettuale subalpino, avviato a confrontarsi con le grandi questioni che impegnavano uomini come Franklin, Condorcet, Frisi o d'Alembert. La collaborazione di Morozzo e di Saluzzo all'edizione livornese dell'*Encyclopèdie* è sintomatica in tal senso, così come gli stretti contatti tra Brezé e Beccaria e tra Saluzzo e Condorcet ([21]).

Tuttavia il momento di svolta, destinato a far tornare d'attualità i temi

([19]) Cfr. *Lettres à Mr. de Saluces*, in A.S.T., *Corte, Archivio Saluzzo di Monesiglio. Carte della famiglia Saluzzo*, Mazzo 6.

([20]) Cfr. R. Mazzolini, *Il carteggio tra Carlo Allioni e Lazzaro Spallanzani (contributo all'epistolario spallanziano)*, « Physis », XV, 1973, p. 280 e sgg.

([21]) Cfr. V. Ferrone, *Tecnocrati, militari e scienziati nel Piemonte dell'Antico Regime* cit.

delle questioni delineate dal Denina nel *Parlamento ottaviano*, arrivò solo nel 1773; ben quattordici anni dopo il rifiuto di Carlo Emanuele III a creare una grande accademia a Torino. Con l'avvento al trono di Vittorio Amedeo III uno scenario nuovo sembrò finalmente delinearsi agli occhi degli studiosi subalpini. Baretti, Denina, Vasco levarono i loro elogi al sovrano, amico di letterati e letterato egli stesso ([22]). Tutto il gruppo di palazzo San Germano cominciò a nutrire serie speranze di successo per il vecchio disegno di creare un'accademia delle scienze, come a Parigi, a Berlino e a Pietroburgo. Del resto la *Società privata* aveva continuato a giovarsi della tenue, ma pur sempre significativa copertura della « corte letteraria » del duca di Savoia. Saluzzo, nel 1768, era stato nominato scudiero ed insegnante del giovane principe. Morozzo e Brezé figuravano stabilmente tra i suoi amici e consiglieri fidati. Tutto lasciava quindi ben sperare. I primi provvedimenti reali diedero la sensazione di una profonda rottura col passato; licenziando il Bogino e la vecchia classe dirigente del padre e ridando spazio all'aristocrazia, Vittorio Amedeo III aprì un periodo di instabilità e di debolezza oggettiva dello Stato e della monarchia, alla quale venivano a mancare antiche e consolidate alleanze ([23]). Per converso, a questa inedita (per il Piemonte) situazione di debolezza politica del potere centrale, che giungeva a frenare momentaneamente progetti di esperienze riformistiche già avviate, faceva riscontro una vera e propria esplosione della società civile, con l'apparizione sulla scena di nuovi studiosi, con le loro esigenze di rinnovate forme di socializzazione e di aggregazione. Accademie e società private cominciarono a formarsi dappertutto in provincia. Il mondo massonico, pur ufficialmente condannato dal sovrano, poté godere di un'oggettiva libertà di espansione nei reggimenti militari e nella stessa capitale, divenuta a partire dal 1775 la sede del Gran Priorato d'Italia. Lo stesso episodio del conflitto tra Denina e le autorità piemontesi, lungi dall'evidenziare (come taluni continuano a ritenere) un'ennesima conferma dell'intransigente atteggiamento della corte verso gli intellettuali, deve invece essere ricondotto nell'ambito di una personale e singolare vicenda di inadempienze procedurali e di malintesi, come ha recentemente chiarito Giuseppe Ricuperati. Anzi, il timidissimo progetto riformistico preparato nel 1773 dal Denina nel suo *Dell'impiego delle persone*, conferma semmai il clima di speranze suscitato ovunque dall'imminente cambio di regime.

In realtà dal 1773 al 1789 la cultura piemontese conobbe qualcosa di più di una semplice estate di san Martino. La nascita di accademie e di periodici,

([22]) Cfr. G. Marocco, *Giambattista Vasco*, Torino, Fondazione Einaudi, 1978, pp. 70-71.

([23]) Un'acuta e trascurata analisi del progetto politico amedeano sta in [J. De Maistre], *Éloge de Victor-Amédée III duc de Savoie, roi de Sardaigne*, Chambery, s. ed, 1775.

lo sviluppo dell'editoria, lo straordinario fiorire di nuovi intellettuali, da Galeani Napione al Balbo, al Valperga Caluso, all'Alfieri, al Brezé (quasi una sorta di singolare sovraproduzione di studiosi da parte del vecchio Piemonte), il ritorno a Torino dei Vasco, sono fatti innegabili, da cui è impossibile prescindere quando si vuol valutare nel suo complesso il regno di Vittorio Amedeo III. È evidente che questo decollo della cultura subalpina nel tardo Settecento non è un merito specifico del nuovo sovrano. Resta tuttavia merito suo l'aver compreso per tempo la complessità del fenomeno, la sua ineluttabilità e la sua inarrestabile dinamica interna, che partiva da lontano ed era maturata nel profondo della società civile piemontese; un fatto questo che lo spinse ad elaborare una differente e più flessibile linea di politica culturale rispetto ai sovrani precedenti. Non più chiusura totale e rifiuto di ogni collaborazione, ma attenzione, riconoscimento, a volte *obtorto collo*, financo in maniera contraddittoria, delle nuove esigenze di socializzazione accademica, di presenza attiva degli intellettuali nei dibattiti riformistici. Vittorio Amedeo III ebbe insomma di fronte a sé un Piemonte inedito, inquieto socialmente e culturalmente mosso, in preda a quella stessa crisi di crescita che portò tutti gli Stati d'Antico Regime europeo all'appuntamento con la cosiddetta età delle rivoluzioni democratiche (24). Come giudicare del resto il suo impegno nella fondazione dell'accademia di pittura nel 1778 o in quella delle scienze nel 1783 o in quella di agricoltura nel 1785, preceduta da un'analoga esperienza in Savoia nel 1775, se non nell'ambito di una strategia politico-culturale, limitata e timida quanto si vuole, di contenimento e di confronto con una realtà intellettuale divenuta fin troppo irrequieta e sensibile ai grandi temi politici e sociali del momento? Sappiamo che Carlo Emanuele III non soltanto riteneva inutili i poeti perché consumavano coi loro brevi versi solo una parte delle pagine di carta a disposizione (25), ma si racconta che arrivasse addirittura a bruciare con sconcertante e colpevole disinvoltura quadri d'autore perché mostravano peccaminose nudità femminili. Vittorio Amedeo III, invece, ben altrimenti colto, servendosi dei consigli del Paciaudi (reduce dai fallimenti riformistici parmensi) e del Malines, fondava nell'aprile del 1778 un'accademia di pittura e scultura, investendovi cospicui fondi e chiamando a dirigerla Lorenzo Pécheux (26). Era l'inizio di una politica artistica dei Savoia che solo adesso comincia ad essere riconsiderata nel suo autentico valore, senza ricorrere ai

(24) Cfr. R. R. Palmer, *L'era delle rivoluzioni democratiche*, Milano, Rizzoli, 1971; F. Venturi, *Settecento riformatore. La caduta dell'Antico Regime* (1776-1789), Torino, Einaudi, 1984, voll. IV* e IV**.

(25) Cfr. *Relazione del Piemonte del segretario francese Sainte-Croix* cit.

(26) Cfr. *La politica artistica di Vittorio Amedeo III*, in *Cultura figurativa e architettonica negli Stati del Re di Sardegna* 1773-1861, a cura di Enrico Castelnuovo e di Marco Rosci, Torino, Regione Piemonte, 1980, vol. I.

consueti luoghi comuni che vedono negli anni che precedono l'impatto rivoluzionario un'età di disfacimento e di inarrestabile declino. È in questo clima di rinnovamento pieno di luci ed ombre, di contraddittorie iniziative riformistiche e di machiavelliche attenzioni al mondo dei letterati da parte della Corte che prende corpo il tentativo di Saluzzo, Morozzo e Brezé di convincere il sovrano a dare finalmente vita all'Accademia delle Scienze di Torino.

Occorre tuttavia precisare ulteriormente che questo nuovo tentativo, rispetto a quello del 1760, avveniva non soltanto in un mutato quadro politico della realtà piemontese ma anche in un periodo interessantissimo per le vicende culturali europee, di cui Torino – come si è visto – era ormai parte integrante. Siamo infatti nell'età dell'illuminismo scientifico. Proprio agli inizi degli anni settanta nasceva e si diffondeva tra gli intellettuali del continente la consapevolezza di vivere una stagione decisiva per il progresso scientifico. I sogni baconiani dell'*Encyclopédie* che avevano suscitato interesse e animato suggestive utopie sembravano infatti diventare realtà uno dopo l'altro. A partire dal 1780, tale complesso processo iniziato un decennio prima, coinvolgendo scienziati, studiosi e uomini politici poteva dirsi ormai compiuto.

Le règne des lettres est passé; les physiciens remplacent les poètes et les romancièrs; la machine électrique tient lieu d'une pièce de theatre ([27]).

Queste parole di Mercier sintetizzano assai bene il ribaltamento avvenuto nel clima culturale della Francia e in altre regioni d'Europa alla fine del secolo. Attraverso uno sviluppo impetuoso, punteggiato da clamorosi successi, la scienza e gli scienziati erano infatti giunti all'onore delle cronache sulle pagine dei periodici più celebri, suscitando ovunque interesse e attenzioni mai registrati in precedenza. Se i *philosophes*, con le loro coraggiose lotte politiche e civili, avevano dominato incontrastati i grandi dibattiti degli anni cinquanta e sessanta, il periodo che precede gli eventi rivoluzionari vede invece balzare in primo piano la *querelle* mesmeriana, le grandi polemiche sul flogisto, sul fluido elettrico, sui continui esaltanti successi dei primi palloni aerostatici. Gli interventi e le scoperte di Lavoisier, Lagrange, Priestley, Franklin, Condorcet, Spallazzani e Volta sembrano soppiantare nell'interesse generale quell'attenzione incontrastata dedicata pochi decenni prima alle riflessioni politiche dei Diderot, dei Voltaire e dei Rousseau. Non che i lavori di un Mably, di un Raynal o di un d'Holbach, tanto per fare alcuni dei nomi allora famosi, abbiano cessato d'interessare il pubblico colto del tardo Settecento. Tutt'altro. Ma qualcosa è mutato rispetto al recente passato. Nuovi problemi e nuovi modi di vedere la realtà sembrano aver rimescolato le carte in gioco; scienza e

([27]) Cfr. la citazione del Mercier in R. DARNTON, *Mesmerism and the End of the Enlightenment in France*, New York, Schocken books, 1976, p. 26.

politica appaiano ormai agli occhi di tutti come fili inestricabili di uno stesso ordito. Il delinearsi ormai evidente di una vera e propria seconda rivoluzione scientifica, capace di dare forma e sostanza al *Discours preliminare* dell'*Encyclopédie*, nonché di avvalorare il programma di quanti tra i *philosophes* avevano sempre pensato alla scienza e alla tecnologia come strumenti efficaci di trasformazione della società, conferma l'attualità del nesso scienza-politica. Basta leggere i periodici europei, e quelli italiani in prima fila, a partire dagli anni settanta per cogliervi l'inarrestabile formarsi di una vera e propria « popular science », una sistematica opera di divulgazione scientifica con tutti i risvolti politici e ideologici che essa comporta. Nascono in quegli anni gazzette appositamente create per registrare, segnalare e spiegare a un vasto pubblico quanto di meglio veniva via via prodotto dalla comunità scientifica. In Piemonte la *Prefazione* all'edizione torinese della « Scelta di opuscoli interessanti tradotti da varie lingue del 1776 (quella milanese appare nel 1774), nel presentare il proprio programma ai lettori prometteva esplicitamente di esaminare con assoluta priorità « gli atti delle accademie, l'opere grandi, gli opuscoli », con l'obiettivo di far conocere « le nuove scoperte nella storia naturale, nella fisica, nella medicina, nell'agricoltura, nelle arti, scoperte che o guidino alla spiegazione dei fenomeni sconosciuti o presentino nuovi mezzi onde meglio provvedere a' bisogni e ai comodi della vita ». Tutti i grandi periodici europei dedicano ampio spazio ad argomenti scientifici di viva attualità, creando tra l'altro apposite rubriche per informare delle vicende e dei problemi dibattuti all'interno del circuito accademico continentale. Ed è proprio questo circuito il vero fulcro della vita intellettuale di quegli anni. Non vi è infatti dubbio che l'illuminismo scientifico di *fin de siècle* celebra in queste strutture, organicamente correlate con l'apparato degli Stati d'Antico Regime, la sua breve ancorché significativa stagione di trionfi prima del collasso rivoluzionario.

Sono questi fatti importanti su cui occorre riflettere attentamente se si vuol capire l'universo culturale da cui doveva trarre origine tutto il progetto-accademia, formulato dai membri della *Società privata torinese*. Vale pertanto la pena di precisarli ulteriormente. Pur se conosciamo ormai sufficientemente bene, grazie a recenti lavori, l'importanza e il rilievo del movimento accademico europeo del tardo Settecento, non ancora definitivamente chiarita è invece la centralità della scienza, dei suoi problemi, dei suoi metodi e dei suoi risultati nella vigorosa espansione delle società agrarie e delle accademie scientifiche negli anni settanta ed ottanta. Lo stesso fondamentale lavoro di Daniel Roche ([28]), pur così esaustivo, sembra porre in secondo piano questo aspetto a favore di una lettura sociologica e politico-letteraria dell'intero fenomeno. Il

([28]) Cfr. D. Roche, *Le siècle des lumières en province. Académies et académiciens provinciaux* 1680-1789, Paris-La Haye, Mouton, 1978, 2 voll.

fatto è che tutto il riformismo tardo settecentesco e in primo luogo il tentativo di Turgot di risollevare le sorti della Francia si nutrirono non poco degli inebrianti successi degli scienziati e dei tecnici che si riunivano e lavoravano sempre più numerosi nelle accademie, nelle società di agricoltura o nei musei naturali o nei laboratori degli arsenali. È stato giustamente sottolineato che nel celebre *Mémoire sur les municipalités* spira la stessa volontà razionalizzatrice e di modernizzazione che innerva i progetti di Condorcet volti a creare nel 1776 quella « Nouvelle Atlantide » che doveva garantire un completo sviluppo del progresso scientifico.

Divenendo nel 1773 segretario aggiunto e poi nel 1776 segretario perpetuo dell'Accademia delle scienze di Parigi, Condorcet dava il via al suo programma di riforme per una diversa organizzazione dell'attività scientifica in Francia e al suo organico inserimento nella strategia riformistica di Turgot. La creazione di stretti contatti tra tutte le accademie di provincia e la capitale, lo specifico nesso da lui individuato tra sviluppo economico e il lavoro scientifico di supporto all'interno delle società costituivano una delle premesse essenziali del suo ambizioso disegno di rigenerazione intellettuale dell'intera nazione condotto sotto gli auspici della « Nouvelle Atlantide » ([29]). Sono questi i cardini dell'illuminismo scientifico del tardo Settecento. I piemontesi, e in particolare il Saluzzo come vedremo, avevano da tempo allacciato rapporti epistolari con il nuovo segretario perpetuo dell'*Académie des sciences* di Parigi, accogliendone in gran parte le idee ([30]). Le riflessioni di Condorcet circa una specifica funzione politica degli scienziati delle accademie nella vita degli Stati europei erano del resto assai comuni e condivise da molti in quei circoli intellettuali europei da tempo sensibili alle novità parigine. Nel 1773 il « Journal de physique » dell'abate Rozier, ad esempio, aveva rinnovato l'impianto generale del periodico dandosi un titolo assai esplicito circa i suoi futuri programmi: *Tableau du travail annuel de toutes les académies de l'Europe ou observations sur la phisique, sur l'histoire naturelle et sur les arts et métiers.* Sin dal primo numero venivano delineate le basi per la creazione di un grande movimento accademico e chiarite le sue ambiziose connessioni con le politiche di riforma e di ammodernamento dei governi. Tra i primi ad essere interpellati per

([29]) Cfr. K. M. BAKER, *Condorcet from Natural Philosophy to Social Mathematics*, Chicago, University of Chicago Press, 1975; ID., *Les débuts de Condorcet au secrétariat de l'Académie royale des sciences* (1773-1776), « Revue d'histoire des sciences », 1967, p. 229 e sgg.

([30]) Condorcet considerò nel 1780 la *Società privata torinese* uno degli esempi più significativi e riusciti della sua « nouvelle atlantide », cfr. J. E. MC CLELLAN, *Un manuscrit inédit de Condorcet: sur l'utilité des académies*, « Revue d'histoire des sciences », XXX, 1977, p. 241 e sgg.

contributi ed articoli troviamo non certo casualmente proprio membri della *Società privata torinese* come Morozzo, Saluzzo e Cigna.

Nel 1774, pochi mesi dopo l'incoronazione di Vittorio Amedeo III, la *Società privata* avviava al suo interno un interessante dibattito sulle origini e sulla funzione delle accademie, che risentiva fortemente della nuova stagione culturale europea inaugurata all'insegna dell'illuminismo scientifico. Basta infatti ripercorrere i pochi interventi inediti che ci restano per sincerarsene definitivamente. L'avvio alla discussione era stato dato da una *Considerazione sopra i lavori accademici del celebre padre Giacinto Gerdil*, cui erano seguite le acute *Riflessioni intorno ai regolamenti accademici del Sig. conte di Saluzzo.* I due studiosi, pur divergendo in parte sull'assetto definitivo da dare alla futura Accademia delle scienze di Torino sembravano tuttavia ritrovarsi perfettamente d'accordo su alcune premesse. Ambedue prendevano atto del fallimento storico delle antiche forme societarie sviluppatesi in precedenza nella penisola, e in particolare del modello arcadico, che pure sembrava proprio allora ritrovare vigore in altre regioni. Il Saluzzo, con grande chiarezza, metteva a fuoco quelle che erano a parer suo le ragioni autentiche della progressiva decadenza delle accademie italiane e della connessa perdita di autorevolezza degli intellettuali della penisola. L'attuale « poco conto che si fa dei dotti », egli asseriva, nasceva da un errato modo di concepire la funzione stessa dello studioso, dallo « spirito poco filosofico » ([31]) che aveva condotto alla creazione di quelle antiche società. Sia per Gerdil sia per il Saluzzo era ormai definitivamente tramontata l'idea di pensare all'accademia come punto di incontro di singoli individui attenti unicamente al loro tornaconto e alla loro gloria, avulsi da ogni programma e da ogni finalità comune, quasi che l'accademia fosse solo un collettore di saggi e di articoli, una sorta di cenacolo slegato dalla società e svincolata da ogni rapporto con le autorità e dai problemi posti dal costante diffondersi della cultura. Non era più l'età dei geni solitari, del mecenatismo del principe verso il letterato borioso in vena di pastorellerie arcadiche. Bisognava ormai pensare ad organizzare seriamente l'avanzamento generale delle scienze e rimeditare strutture nuove di ricerca all'altezza dei tempi. Erano praticamente gli stessi problemi che Condorcet e Turgot si ponevano a Parigi, Lagrange a Berlino e decine e decine di altri studiosi in ogni angolo d'Europa. Gerdil, ormai famoso per le sue opere contro le idee più radicali dei lumi, non aveva alcun problema a concordare col Saluzzo sulla necessità di ripresentare in termini rinnovati l'ideale baconiano della Nuova Atlantide, di giungere finalmente ad « una libera comunicazione tra le diverse adunanze sparse per le più illustri e cospicue regioni d'Europa ed aprire con una vicendevole partecipazione del vero un commercio quanto profittevole altrettanto degno della nobil-

([31]) Cfr. *Riflessioni intorno ai regolamenti*, in Appendice a questo articolo.

tà ed eccellenza dell'uomo » ([32]). Tutto il mondo cattolico italiano, tra cui spiccava l'opera del gesuita Zaccaria, sembrava del resto impegnato in una singolare quanto interessante operazione di riproposizione di alcuni degli ideali enciclopedici teorizzati dai *philosophes* a metà del secolo ([33]). Non deve pertanto stupire se nella sua *Considerazione* Gerdil sottolineava la necessità di creare all'interno dell'accademia gruppi di lavoro che partecipassero ad imprese collettive non soltanto nella ricerca scientifica, ma nella compilazione di un « vocabolario filosofico », di un « libro di figure rappresentanti le divinità del paganesimo con loro attributi e simboli », di un « corso di geografia », di un manuale di storia con le vicende degli uomini « grandi ».

Il tema di una rimeditazione approfondita sulle funzioni delle società costituiva in realtà il nodo autentico dei dibattiti culturali di quegli anni e trovava a volte consenzienti su alcuni punti intellettuali di differente orientamento ideologico. Non a caso Gerdil arrivava a proporre una storia delle società dall'antichità ad allora, trovando molti consensi sull'importanza di una simile ricerca. E tuttavia, nelle *Riflessioni* e poi in una serie di scritti al sovrano e in un discorso pronunciato nel 1784 dinnanzi al re di Svezia Gustavo III, Saluzzo teorizzò lucidamente quello che doveva essere secondo lui il ruolo dell'Accademia delle scienze di Torino nei confronti dello Stato e della società piemontese, differenziandosi non poco dal cardinale e allineandosi invece alle tesi illuministiche di Condorcet e dei suoi amici parigini. La scienza, con le sue straordinarie potenzialità evidenziate proprio in quegli anni, veniva risolutamente posta al centro di tutta la sua meditazione sulle funzioni che doveva avere una moderna accademia nello sviluppo e nella trasformazione della società. Se gli Stati e i principi del continente avessero finalmente compreso le accresciute potenzialità operative della scienza del tardo Settecento non vi potevano essere dubbi sul successo finale di grandi riforme di ammodernamento guidate dalle nuove strutture accademiche. Espliciti erano in tal senso alcuni suoi accorati appelli a Gustavo III durante la visita del re di Svezia a Torino affinché non si interrompesse la protezione dei principi, di Vittorio Amedeo III in primo luogo, verso le società scientifiche.

C'est à une protection si décidée et si honorable des arbitres de la terre, que nous devons rapporter les solides progrés, que font des nos jours les sciences expérimentales et d'observation par le concours des énergiques efforts des savans de toutes les nations. En effet la chymie, qui paroissoit devoir se contenter d'une existence aussi énigmatique que l'étoit autrefois son langage, est portée aujourdui à un si grand point d'éxactitude et de sublimité, et elle a si fort étendu ses limites

([32]) *Considerazione sopra i lavori accademici*, in Biblioteca Accademica delle scienze di Torino, *Fondo origini*.

([33]) Cfr. M. Rosa, *Encyclopédie. « Lumière » et tradition au 18e siècle en Italie*, « Dix-huitième siècle », IV, 1972, p. 103 e sgg.

que pendant qu'on est en droit de la regarder comme la base la plus sure de l'histoire naturelle, le complément de la physique, elle offre le champ de plus vaste aux spéculations du géomêtre.

Devenue ainsi le centre de réunion des soins aux quels se dévouent les plus sublimes genies nous avons tout à espérer; et pendant qu'on fait à Upsal, à Stockolm, à Pétersbourg, à Berlin les plus profondes recherches et de très importantes découvertes, les savants d'Allemagne, d'Italie, de France et d'Angletterre consacrent leurs veilles avec le plus grand succés à un but aussi intéressant pour l'humanité. C'est sur des exemples aussi respectables, que l'Académie de Turin trouve dans ses membres la plus grande activité pour répondre aux vues supérieures de son auguste fondateur, et c'est pour remplir les devoirs de son institution, qu'elle a embrassé en grand les objects les plus intéressants pour l'état, sans négliger tous ceux qui peuvent contribuer au bien général de la société. Dans cette vue la description exacte des richesses, que la nature a prodiguées dans ce climat si industrieusement varié, lui a paru un sujet digne de ses plus grands soins; non seulement l'histoire naturelle, la physique et la chymie trouveront des objets capables de l'intéresser, mais l'hidrographie, la topographie, la metéorologie, l'agriculture et le commerce, même, éprouveront les effets salutaires d'une telle occupation. L'exactitude des instrumens de physique et de méteorologie, celle des mesures et des poids, la connoissance exacte de leur rapport avec ceux qui sont en usage dans l'étranger a encore fixé l'attention de l'Académie. Une des premières sources de la richesse du Piémont étant les soyes dont la supériorité est généralement reconnue, il ne reste à l'Académie dans le projet qu'elle a fait de s'en occuper, que de faciliter les moyens à l'industrie nationale de se conserver le précieux avantage d'une préférence si légitime sur les efforts que pourraient faire les autres nations pour entrer en concurrence avec nous sur cet objet (34).

Saluzzo, sin dal 1774, gettando le basi per la futura Accademia delle scienze, aveva ben presente — e lo scrisse chiaramente in alcune lettere a Vittorio Amedeo III (35) — il ruolo propulsivo che il gruppo di scienziati torinesi doveva assumere nell'avviare un processo riformistico di razionalizzazione e ammodernamento del Piemonte amedeano; un disegno assai ambizioso che verrà precisato ulteriormente nel 1789 dal Morozzo in una seduta pubblica dinnanzi al sovrano e alle più alte magistrature del Regno (36). Nelle *Riflessioni* del Saluzzo, il rifiuto del modello arcadico e di tutte quelle antiche forme di associazione d'intellettuali volte unicamente al « comodo, la soddisfazione e la gloria degli accademici » nasceva proprio dall'esigenza d'ipotizzare

(34) *Mémoire historique*, in *Mémoires de l'Académie Royale des sciences, Années* 1784-1785, *Première partie*, Turin, Briolo, 1786, p. XXXIX e sgg.

(35) Lettere di Saluzzo a Vittorio Amedeo III sono conservate parte nel *Fondo origini* della Biblioteca dell'Accademia delle scienze di Torino e parte tra le carte del Saluzzo all'A. S. T. *Archivio Saluzzo di Monesiglio*, Mazzo 6, n. 3.

(36) Per un commento a questo importante discorso cfr. V. FERRONE, *Tecnocrati, militari e scienziati* cit.

una nuova forma di società, che non perdesse mai di « mira i bisogni dell'umanità » e dello Stato. Da qui l'idea di una società costantemente e realmente, non soltanto sulla carta, impegnata come struttura complessiva attraverso il bando di concorsi, l'espletamento delle deleghe governative per il controllo di nuovi macchinari e di nuove scoperte, la nomina di commissioni per avviare ricerche ed esperimenti. Un'accademia insomma, attivissima in ogni campo e suscitatrice d'iniziative, intesa anzitutto come centro di raccolta e di verifica di ogni attività scientifica, economica e culturale in Piemonte. Occorre quindi sottolineare che il disegno del Saluzzo era assai più ambizioso di quanto poteva sembrare ad una rapida lettura delle *Riflessioni*: esso mirava infatti apertamente a porre la futura accademia al centro non solo di tutte le attività produttive, ma addirittura, attraverso il suo operato diretto o indiretto, nei gangli fondamentali dello sviluppo intellettuale della società subalpina. Alla scienza si potevano infatti ormai affidare — secondo il Saluzzo — compiti ben più impegnativi e difficili di quelli espletati solo parzialmente da antiche accademie come quella parigina, e cioè il fiancheggiamento dell'attività amministrativa ed economica dello Stato. Partendo dalla costatazione che lo sviluppo scientifico aveva scandito tutto il progresso dell'umanità, agendo anche come grande forza liberatrice delle « nazioni dal giogo de' pregiudizi e dalla superstizione », egli mirava infatti a diffondere ovunque « lo spirito di ricerca », ad avezzare « la nazione ad una generosa comunicazione di lumi particolari ». L'accademia doveva divenire col tempo un « sanctuaire de la vérité », dove accanto al « pubblico bene » si dovevano creare le basi per un'umanità migliore e più felice diffondendo l'istruzione: « Le plus sûr moyen de rendre les hommes meilleurs et plus heureux est celui de les éclairer » ([37]).

Il grande progetto illuministico di un'accademia delle scienze come roccaforte d'intellettuali da cui muovere per trasformare ogni aspetto della società piemontese veniva completato da Saluzzo con continui riferimenti al circuito accademico europeo, all'importanza e alla forza della « nouvelle atlantide » settecentesca ipotizzata da Condorcet, che andava formandosi all'ombra del dispotismo illuminato.

A Parigi, Londra, Filadelfia, Stoccolma, Berlino, Pietroburgo, ovunque lavoravano o si accingevano a lavorare scienziati e studiosi decisi ad intervenire nei processi di trasformazione delle società d'Antico Regime. Anche Torino, secondo Saluzzo, doveva divenire un anello forte di questa virtuosa catena. Per quanto riguarda la realtà politica piemontese il conte era ben conscio delle difficoltà d'imporre l'esistenza del suo partito di « savans » al nuovo sovrano, e tuttavia non si perse affatto d'animo illustrando con chiarezza quali dovevano essere a suo parere i rapporti da stabilire tra intellettuali e potere nel Piemonte

([37]) Cfr. il discorso di Saluzzo dinnanzi a Gustavo III in *Mémoire historique* cit.

degli anni ottanta. Per dare un'« anima all'Accademia » bisognava decidersi ad impiegare i soci in un'intesa attività di lavoro intellettuale in comune: « Se dunque le cose di scienza, di commercio, d'arti, di agricoltura, ecc. cadranno sotto la vigilanza dell'accademia — ebbe a scrivere Saluzzo nelle *Riflessioni* — ci sarà occupazione pressoché continua per gli accademici ». Ma ciò voleva dire creare un nuovo apparato all'interno dello Stato, sottrarre competenze ad istituzioni preesistenti, inventare nuovi e delicati rapporti tra tutte le magistrature ereditate dal passato e soprattutto innescare pericolose lotte politiche all'interno della società piemontese. Saluzzo e i suoi amici, Brezé, Morozzo, Cigna, Di Robilant e altri ancora, ne erano ben consapevoli. Nel *Saggio dei documenti* presentato al sovrano per perorare la nascita dell'Accademia, nelle stesse *Riflessioni* emergono evidenti le loro preoccupazioni e le loro precisazioni su tali delicate questioni.

In primo luogo, quella che in passato era stata la « corte letteraria » del duca di Savoia doveva ormai perdere la sua natura privata e divenire stabilmente un organo interno all'apparato statale: « Immaginare che i principi in ogni tempo del loro governo passano avere sempre l'occhio rivolto sopra un tale stabilimento e così su i membri che lo compongono non è ragionevole cosa, mentre sarebbe sovente a pregiudizio del rimanente del sistema del governo: onde resta a desiderare che il principe faccia entrare si fatta instituzione nel sistema del governo acciò non possa degenerare » ([38]). E tuttavia, una volta inglobata nella macchina amministrativa dello Stato l'accademia doveva godere di uno *status* privilegiato e di leggi particolari. Criticando la legislazione dell'*Académie des sciences* parigina, che secondo Saluzzo concedeva troppi poteri di controllo al ministro, i membri della *Società privata* chiedevano invece espressamente la « protezione immediata del sovrano » o del « principe ereditario », nonché un rapporto diretto ed esclusivo col trono, « l'onere dell'accesso alla M. V. », senza intermediari ministeriali. La loro ipotesi di fondo prefigurava insomma una sorta di nuovo organo statuale con competenze indefinite ma ragguardevoli, alle dirette ed esclusive dipendenze del sovrano. Le regole interne di questa nuova istituzione, che rimaneva pur sempre una parte integrante dell'apparato burocratico, dovevano anch'esse essere del tutto particolari. I soci dovevano rappresentare quanto di meglio fosse in grado di esprimere allora il Piemonte, « i giudici più illuminati », di grande « riputazione e fama letteraria » e soprattutto dovevano essere scelti senza alcun riguardo « di nascita, di dignità e di onori ». Su questo punto, cruciale per una società dell'Antico Regime, l'aristocratico Saluzzo era assai categorico, delineando chiaramente le fondamenta di quella che i girondini chiameranno nei decenni successivi la Repubblica dei talenti: « Siccome si preferiscono i migliori generali per il

([38]) Cfr. *Saggio dei documenti,* in appendice a questo articolo.

comando delle armate ai più nobili ed ai più ricchi, così anche nelle scienze s'hanno a scegliere li più illustri di fama per reggere i corpi letterari, senza che nessuno abbia diritto di dolersene, onde essere preferibile il cittadino più celebre ad ogni altro di qualunque grado e condizione men rinomato». Gli intellettuali piemontesi chiedevano insomma al sovrano di contribuire direttamente all'azione di governo con compiti specifici, ma anche conservando prerogative particolari, privilegi sostanziali e una specifica autonomia, inconcepibile per uno Stato burocratico e assolutistico come era da tempo il Piemonte.

Non deve pertanto stupirci se per quasi dieci lunghi anni la *Società privata torinese* chiese invano di divenire la Reale Accademia delle scienze. Troppo grande e soprattutto troppo poco definito era il potere richiesto. Se poniamo mente al fatto che per tutta la prima fase del suo regno Vittorio Amedeo III incappò in una serie di disavventure sconcertanti nella scelta dei ministri, innescando una profonda crisi nell'apparato burocratico sabaudo e suscitando inedite reazioni e lotte politiche tra differenti gruppi sociali, le ambiziose richieste da parte di coloro che avevano animato la sua «corte letteraria» dovettero sembrargli assai pericolose e certamente inattuabili in un momento di crisi e di incertezza nella definizione di un nuovo corso della monarchia. Basta scorrere le numerose lettere tra il Saluzzo e il sovrano per rendersene conto. In alcune di esse il capofila della *Società privata* è addirittura costretto a rassicurare Vittorio Amedeo III della sua assoluta fedeltà, riferendosi alle polemiche e alle malignità suscitate ad arte in taluni ambienti da parte di coloro che si opponevano al progetto-Accademia. Brezé, Gerdil e Di Robilant dovettero intervenire ripetutamente presso il re per rassicurarlo degli intendimenti del Saluzzo ([39]). Risentimenti, velenose diatribe, continui rinvii accompagnati da sdegnati silenzi contrassegnarono sino alla fine degli anni settanta i sempre più scoraggiati tentativi presso la corte di giungere alla creazione dell'accademia. Dall'estero Lagrange e Condorcet continuarono a premere invano a favore del progetto. Si dovette tuttavia giungere al 1779, alla nomina di Carlo Baldassarre Francesco Perrone di San Martino a primo segretario di Stato per gli affari esteri per riaprire tutta la trattativa ed approdare finalmente alla sospirata inaugurazione.

La nomina del Perrone segna infatti il vero inizio della stagione di riformismo illuminato da parte di Vittorio Amedeo III ([40]). Stabilizzatosi il governo intorno a due figure di rilievo come Corte Bonvicino, segretario di Stato per gli interni, e Perrone di San Martino, illustre esponente della più antica aristocra-

([39]) Cfr. *Lettres a Mr. des Saluces* cit., nonché alcune lettere del Saluzzo a Vittorio Amedeo III conservate nel *Fondo origini* cit.

([40]) Cfr. P. Dagna, *Un diplomatico ed economista del Settecento: Carlo Baldassare Perrone di San Martino* (1718-1802), in *Figure e gruppi della classe dirigente piemontese nel Risorgimento*, Torino, Istituto per la storia del Risorgimento, 1968, p. 3 e sgg.

zia subalpina, agli esteri, il nuovo sovrano poteva finalmente disporre di uomini fidati a corte e nella direzione dell'apparato amministrativo per dare un preciso e personale impulso a quel processo riformistico che svilupperà per tutto il corso degli anni ottanta. La questione del ruolo e della funzione degli intellettuali nella nuova stagione che andava prefigurandosi tornò ad essere di viva attualità soprattutto per merito del Perrone, amico di scienziati e di studiosi non solo piemontesi, uomo assai colto, che aveva vissuto a lungo a Berlino e a Londra come rappresentante sabaudo. Presso il suo amico Federico II egli aveva studiato attentamente le strutture burocratiche prussiane, l'organizzazione tecnico-scientifica di quell'esercito e ammirato l'efficienza dell'apparato produttivo minerario e metallurgico e i suoi legami organici col mondo dell'accademia delle scienze berlinese. Perrone, acuto studioso di problemi economici e in particolare finanziari, era la persona adatta per includere definitivamente i resti dell'antica « corte letteraria » del duca di Savoia nel nuovo partito di corte, composto di aristocratici e di militari, che andava rapidamente consolidandosi. Fu infatti proprio lui a prendere in mano la situazione, riaprendo la trattativa per la fondazione dell'accademia. Agli inizi degli anni ottanta, Vittorio Amedeo III, ormai sicuro del suo potere e padrone della macchina statuale avviava infatti i colloqui decisivi con i membri della *Società privata torinese*. Doveva nascere da questa complessa trattativa la nuova politica ufficiale di casa Savoia verso gli intellettuali piemontesi, sul modello del dispotismo illuminato e in linea con quanto facevano allora Luigi XVI, Gustavo III, Giuseppe II ed altri sovrani.

Far nascere pressoché dal nulla una grande istituzione come l'Accademia delle scienze non fu tuttavia impresa facile. La stesura dei regolamenti prese anni. Disponiamo di tutte le differenti bozze annotate dai soci e dal sovrano tramite il Perrone [41]. Il sogno del Saluzzo di creare una sorta di governo parallelo degli intellettuali alle dirette dipendenze del sovrano subì non poche rettifiche e bruschi ridimensionamenti. Curiose sono talune annotazioni a lato delle prime stesure dei regolamenti, in cui si fa esplicito riferimento alla neonata e ben presto abortita Accademia delle scienze di Napoli, quasi a voler solleticare l'orgoglio sabaudo a non volere essere di meno in fasto e in prodigalità di mezzi rispetto ai munifici Borbone [42]. Lo scontro fra studiosi e sovra-

[41] Per una storia delle trattative tra corte e il gruppo di Saluzzo i fondi essenziali stanno in A. S. T., *Corte, R. Università*, Mazzo 6 e soprattutto in *R. Università*, Mazzo 2° d'addizione.

[42] Cfr. *Ibid.*, n. 38. *Minute di regolamenti per la Reale accademia delle scienze stata stabilita con patenti* 25 *luglio detto anno* 1783; *rappresentanze della medesima; progetti di bilancio ed altre memorie relative allo stabilimento proviste necessarie ed impiegati d'essa. Assieme alla pianta degli accademici formata secondo il piano della ristorazione della Società reale e della fondazione dell'accademia.*

no per ritagliare a favore dei primi alcuni vitali spazi di autonomia fu lungo ed irto di difficoltà. Venne dapprima rifiutato il tanto agognato contatto diretto col sovrano, inteso come l'ufficializzazione della costante presenza del Re-*philosophe* tra i filosofi, teorizzata in un importante opuscolo dal marchese di Brezé. « Il segretario di Stato avrà il posto più onorevole », recitava una delle tante bozze. « Capo onorario » dell'accademia venne proposto il Perrone, a conferma del fatto che proprio questo ministro era ormai divenuto il vero interlocutore degli intellettuali piemontesi. Dalla sua trattativa con il Morozzo vennero infatti gli accordi decisivi. Saluzzo, scrivendo personalmente al sovrano, garantì a più riprese la « massima cautela del governo » della futura accademia in questioni politiche e religiose. Un problema spinoso si rivelò la scelta dei soci. Disponiamo al riguardo di numerose bozze d'intesa tra la *Società privata* e il governo. In una prima fase Saluzzo incluse d'autorità nella lista studiosi come Giovambattista Vasco, Vincenzo Malacarne e San Martino della Motta, ritenendoli ideologicamente affini al vecchio gruppo della *Società privata*, e adatti a confermare la grande apertura culturale secondo lui che l'accademia doveva assumere, privilegiando il merito rispetto a ogni considerazione politica. Per tutta risposta questi nomi vennero cancellati e se ne inclusero altri di minor rilievo intellettuale ma certamente più rassicuranti per il regime. Si andò avanti a lungo in questa strada delle segnalazioni e dei depennamenti d'autorità. La stesura dei regolamenti e la scelta dei soci finirono coll'essere il frutto di una difficile e tormentata mediazione che creò non poche tensioni nella stessa vita interna dell'accademia, determinando vivaci contrasti e polemiche tra il gruppo degli aristocratici-scienziati, sensibili ai lumi e capeggiati dal Saluzzo, ed esponenti di altre aree culturali e politiche ostili all'ostentata apertura filo-francese che si voleva imprimere all'Accademia.

Un elemento rivelatore delle tensioni esistenti all'interno della nascente istituzione fu certamente l'interessante dibattito sulla lingua da utilizzare negli atti e nei lavori accademici. Vittorio Amedeo III, personalmente interpellato fece intendere chiaramente la sua preferenza per il francese ([43]), innescando una pericolosa reazione che doveva ben presto assumere un'evidente valenza politica e culturale. Non vi è infatti dubbio che l'Accademia nasceva nel segno, dei lumi, dell'*Encyclopédie* e del dispotismo illuminato; tutto ciò venne però percepito immediatamente come un vero e proprio tradimento dai fautori del passato regime di Carlo Emanuele III, dagli avvocati burocrati del partito boginiano, estromessi bruscamente dal nuovo partito di corte a favore di aristocratici come il Perrone e di militari come il Brezé e il Morozzo. L'Accademia delle scienze, col favore accordatogli dal sovrano filo-francese e con i suoi

([43]) Cfr. *Billet du Roi pour l'exécution des Réglemens, ibid.*, n. 6.

legami internazionali divenne per loro l'emblema di questa presunta rovinosa scelta.

Basta leggere un inedito e prezioso scritto di Galeani Napione ([44]) su quella che era per lui la vera natura e le vere origini dell'Accademia delle scienze per coglierVi una clamorosa conferma del livore suscitato dalla sua erezione.

> La società reale, da cui ebbe poi origine e nacque l'accademia nostra, fu cosa affatto francese ... Se il successo di un'istituzione si misura dagli effetti, quello che ne risultò in parte dalla protezione del duca alla nuova società, fu che essa scrisse in lingua francese; copiò il suo sistema da quello dell'accademia francese, insomma fu cosa tutta francese.

Il segno, o sarebbe più esatto dire il marchio dei lumi, nella logica del Napione, contraddistinse per sempre e rovinosamente non solo tale istituzione — la quale non fu certo « una produzione naturale del Piemonte » — ma tutta la cultura subalpina nell'età di Vittorio Amedeo III, il quale finì così coll'aprire colpevolmente le porte « alle idee rivoluzionarie francesi ». Contro quest'accademia frutto delle « mode » dei tempi e forte della protezione reale, Napione indicava l'esempio positivo « di quella privata e non protetta società » che fu in un primo tempo la Sampaolina e poi la Filopatria, dove la difesa dell'italianità e delle antiche tradizioni patriottiche piemontesi costituiva il cemento vero per attendere tempi migliori contro un sovrano ormai abbagliato dal dispotismo illuminato e prigioniero dei suoi militari aristocratici.

Il capitolo economico della fondazione dell'accademia costituisce un altro interessante aspetto di tutta la storia di questa istituzione ed è generalmente sconosciuto. Vale pertanto la pena di affrontarlo anche sommariamente proprio per cogliere da un lato il notevole sforzo finanziario del governo sabaudo e dall'altro per vedere come nasceva concretamente una grande istituzione culturale in uno stato d'Antico Regime ([45]). Nel 1782 Perrone di San Martino e il Morozzo, su esplicito invito del sovrano ormai convinto dell'impresa e rassicurato dalle lettere inviategli dal Saluzzo, decidevano di analizzare l'aspetto economico della futura accademia. Ci restano molti documenti sull'argomento e primo tra tutti il *projet économique*, elaborato in ogni dettaglio proprio dal Saluzzo. In esso si chiedevano una sede fissa di grande decoro e prestigio, come la sala del teatro del Collegio dei nobili lasciato ormai libero dai gesuiti, una ricca e funzionale biblioteca e una serie di macchine per esperimenti scientifici. Per il mobilio, per le attrezzature e in generale per quanto occorre-

([44]) Cfr. F. GALEANI NAPIONE, *Suggerimento confidenziale* cit.

([45]) Un esame dei costi delle accademie nel tardo Settecento sta in D. ROCHE, *Le siècle des lumières en province* cit., vol. I, p. 115 e sgg.

va alla fondazione iniziale, il *projet* prevedeva uno stanziamento che oscillava tra novemila e diecimila lire piemontesi, mentre per le spese annuali di gestione il conto preventivo ammontava a diecimila lire. Cifre come si vede tuttaltro che irrilevanti, se poniamo mente al fatto che l'Università veniva a costare allo Stato 52.000 lire e il sistema delle *Scuole regie* incentrato sui Collegi di provincia 32.000 lire ([46]). Con grande pignoleria, Saluzzo aveva precisato tutte le richieste per garantire grande decoro e sicura efficienza alla nascente istituzione. Egli prevedeva da un minimo di quattro persone alle dipendenze dell'Accademia (segretario, bibliotecario, macchinista e un *concierge*) ad un massimo di sette, qualora la situazione finanziaria fosse stata migliore del previsto. Si richiedeva la franchigia postale, premi e medaglie al fine di bandire convenientemente concorsi utili per risolvere questioni vitali all'economia dello Stato, nonché modeste pensioni per il segretario perpetuo (750 lire), per il matematico « veterano » (500 lire), per il primo fisico, chimico e naturalista (sempre di 500 lire). Di grande interesse sono le fonti individuate dal Saluzzo per finanziare tutta l'operazione. A farne le spese maggiori dovevano essere i gesuiti, appena cacciati dal Regno, e le loro scuole soppresse. Ai « conventi suppressi » dovevano infatti essere sottratti macchinari e libri per attrezzare al meglio l'Accademia. Sulle loro rendite dovevano essere accollate le spese per la sua gestione annuale. In alternativa, Saluzzo chiedeva una grande lotteria per un importo di quindicimila lire, e la privativa su tutti gli almanacchi stampati nel Regno al fine di garantire una fonte finanziaria certa per la vita dell'accademia. In realtà molte di queste ipotesi caddero per strada e tutti i fondi vennero forniti dal sovrano, il quale decise di stanziare dodicimila lire all'anno traendoli « sui beni ecclesiastici attualmente immuni » per garantire il mantenimento dell'accademia. Una lettera ufficiale del sovrano al « generale di finanze », nell'agosto 1783, ufficializzava la decisione ([47]).

Il 30 ottobre dell'anno 1783, a casa del tesoriere Allioni, alla presenza dei venti soci residenti, la Reale Accademia delle scienze di Torino, poteva finalmente celebrare il suo atto di nascita. Seguirla nelle riunioni settimanali, nei lavori delle sue commissioni, nei suoi molteplici interventi nei settori della chimica, della metallurgia, dell'idraulica e della tecnologia in generale, oppure verificarne la laboriosa attività nel dibattito sui problemi agricoli come la conservazione dei grani, o sulla questione delle crisi ricorrenti nell'industria serica, coi laceranti problemi sociali e politici che esse comportavano, vorreb-

([46]) Cfr. *Relazione del Piemonte* cit., p. 78 e sgg. Il *projet économique* sta in appendice a quest'articolo.

([47]) *Registri di Patenti, regolamenti, elenchi di soci e corrispondenti riguardanti l'Accademia reale delle scienze*, in A. S. T., *Corte, Istruzione pubblica, Reale accademia delle scienze di Torino*, Mazzo 1°, 1783-1816, c. 14.

be dire scrivere la storia non solo economica e culturale del Piemonte prima del collasso rivoluzionario, ma anche affrontare le sue intricate vicende politiche ([48]). Eppure, tutto ciò un giorno dovrà essere fatto, se si vorranno comprendere fatti e problemi ancor oggi avvolti nella nebbia dei luoghi comuni. Del resto, quale fosse il rilievo e la centralità delle accademie, degli scienziati e dei tecnici nel rinnovato accordo tra intellettuali e potere all'ombra del dispotismo illuminato lo aveva ben compreso un contemporaneo come l'Alfieri, quando nel *Del principe e delle lettere* denunciava apertamente l'ultimo sogno illuministico di uomini come Saluzzo, Turgot e Condorcet, che miravano a trasformare attraverso il progresso scientifico e tecnologico le sclerotiche ed ingiuste strutture dell'Antico Regime, senza un preliminare chiarimento sulla natura stessa del potere e delle gerarchie sociali. Probabilmente l'Alfieri, che polemizzava con l'acritico allineamento degli scienziati ai voleri dei sovrani nel tardo Settecento, cogliendovi quasi una predisposizione naturale della scienza a divenire strumento del principe, aveva ben chiara la vicenda dei suoi amici piemontesi, dei Morozzo, dei Saluzzo e della *Società privata*. Questo spiegherebbe, almeno in parte, i motivi per cui l'Accademia delle scienze di Torino non gli piacque mai. Fra *veritas* e *utilitas* (tale era il motto dell'accademia scelto dai soci dopo un lungo dibattito) egli vide fatalmente in ombra la ricerca della *veritas* a tutto vantaggio dell'*utilitas* di Vittorio Amedeo III e del suo governo dispotico. Ma forse uomini come Saluzzo e Brezé non meritavano un simile ingeneroso giudizio, solo perché avevano osato sperare illuministicamente che la *veritas* non fosse mai disgiunta per sua stessa natura dalla *utilitas*.

([48]) Il fondo essenziale per avviare questa indagine è rappresentato dal *Registre des propositions faites à l'Académie et de ses résolutions*, in Biblioteca dell'Accademia delle scienze di Torino.

APPENDICE DI DOCUMENTI

Si è ritenuto di fare cosa utile agli studiosi del movimento accademico europeo del tardo Settecento e agli storici della cultura piemontese pubblicando alcuni dei documenti più interessanti sul dibattito tra la corte e i membri della *Società privata torinese* in vista della formazione della Reale Accademia delle scienze.

- Documento n. 1. *Riflessioni intorno ai regolamenti accademici del signor conte di Saluzzo.*

Il testo, databile intorno al 1774-1775 (questa è la data della lezione del Gerdil cui fa riferimento nel testo il Saluzzo) rappresenta una delle poche testimonianze rimasteci del dibattito avviato all'interno della *Società privata torinese* sulla natura e sulle funzioni d'una accademia nel XVIII secolo. Le *Riflessioni* stanno nel *Fondo origini* della Biblioteca dell'Accademia delle scienze di Torino.

- Documento n. 2. *Lettera del conte di Saluzzo a Vittorio Amedeo III.*

Il documento senza data ma quasi certamente del 1782, è la minuta di una lunga lettera del Saluzzo al sovrano per sintetizzare le richieste ufficiali della *Società privata* in vista della sua trasformazione in Accademia delle scienze. Esso si trova nel fascicolo *Documenti relativi all'Accademia delle scienze di Torino*, Torino, Archivio di Stato, *Corte, Archivio Saluzzo di Monesiglio*, Mazzo 6, n. 3. Nel medesimo fascicolo è altresì presente una prima stesura del documento che mostra alcune varianti di natura eminentemente formale che si è trascurato di segnalare. Si è invece preferito indicare in nota alcune modificazioni di maggior rilievo utili a chiarire ulteriormente il pensiero dell'autore.

- Documento n. 3. *Resoconto del conte Carlo Lodovico Morozzo.*

Nella breve relazione indirizzata ai membri della *Società privata* Morozzo, assai vicino al sovrano e amico personale del conte Perrone di San Martino, segretario di Stato per gli esteri, riferisce le risposte di quest'ultimo alle richieste avanzate dalla *Società privata.* Il documento si trova a Torino, Archivio di Stato, *Corte, Regia Università*, Mazzo 2do d'addizione, n. 9.

- Documento n. 4. *Projet économique.*

Il testo, del 1782, è certamente di grande rilievo per la storia del movimento accademico europeo in quanto fornisce chiaramente la dimensione economica di

una grande istituzione scientifica del XVIII secolo, chiarendo i costi per lo Stato, le fonti di finanziamento ipotizzate e quelle reali, nonché le modalità della stessa organizzazione interna dell'accademia. L'autore, il conte di Saluzzo, segnalando in questo progetto la concessione della privativa sugli almanacchi come una delle fonti possibili per il finanziamento dell'Accademia, inviava in un secondo tempo al sovrano una dettagliata e attendibile ricognizione del mercato editoriale piemontese nel settore per il 1783. Poiché questo documento rappresenta una delle poche testimonianze esistenti sulle dimensioni del mercato degli almanacchi, si è ritenuto utile non disgiungerlo dalla pubblicazione del *Projet* cui del resto è significativamente associato nel fascicolo conservato a Torino, Archivio di Stato, *Corte, Regia Università*, Mazzo 2do d'addizione, n. 15. Le note d'autore presenti a margine del *Projet* sono state pubblicate a piè di pagina e indicate nel testo con lettere minuscole in esponente.

Nella trascrizione dei testi in italiano sono state sciolte le abbreviazioni di difficile comprensione e modernizzato l'uso delle maiuscole iniziali e della punteggiatura. Per quanto riguarda invece il testo del *Projet économique* abbiamo modernizzato la grafia e l'interpunzione al fine di rendere più agevole la lettura, si tenga comunque presente che il testo è scritto con una sintassi approssimativa.

Documento n. 1

RIFLESSIONI INTORNO AI REGOLAMENTI ACCADEMICI DEL SIGNOR CONTE DI SALUZZO

Li regolamenti della nuova accademia devono aver per mira l'avanzamento delle scienze, l'utile della società, il decoro e la gloria della Nazione, ed in conseguenza quella del Principe: questo è l'oggetto principale ed a questi devono conspirare tutti gli articoli, accioché tendendo a facilitarne, a mantenerne, ed a promuoverne lo spirito e la riuscita, questo stabilimento non sia a carico dello Stato. Dovranno pertanto gli articoli dell'anzidetto regolamento primieramente determinare le scienze, o facoltà, intorno alle quali dovranno versare le occupazioni degli accademici, decidere se a norma delle altre accademie d'Europa debban sempre ed unicamente venir trattati dagli accademici in particolare i soggetti del piano dell'instituto, onde resti una raccolta, come distingue ottimamente il dottissimo P.re Gerdil, delle fatiche di ciascuno degli accademici, oppure, se ad esempio dell'Accademia Cimentina, si debbano imprendere soggetti a trattare in comune secondo che si è altresì preferto dai primi che formarono la Società privata di Torino, e siccome si deve per quanto si può, migliorare le istituzioni approfittandosi dei lumi che derivano dagli errori degli altri, così si ha da vedere, che, invece di farne un corpo le cui influenze siano rimote, ed inerti, riducendo le funzioni dell'accademia a pure speculazioni, sia o no ottima cosa di farne un Corpo, la cui destinazione sia di scoprire cose utili, di migliorare le conosciute, insomma di vegliare al pub-

blico bene, di modo che un oggetto non escluda l'altro, cosa che non potrebbe succedere senza un pregiudizio sensibile di quel medemo vantaggio pubblico, che si ha in mira, poiché come osserva benissimo il Signor D. Cigna, del quale riferirò le parole: « Non saranno mai infruttuose quelle scoperte, che illuminano l'intelletto, e ci fanno conoscere la causa degli effetti che osserviamo nella *Natura* e nelle *arti*, che ci mostrano l'ammirabile rapporto delle cose create, e l'influenza che hanno del nostro essere e ne' nostri bisogni, le quali benché non producano se non lenti ed insensibili progressi nelle arti, vi apportano però una luce, che ne rende le regole più sicure, più circonscritte e determinate, e se non altro accrescono e diffondono lo spirito di ricerca, e liberano le nazioni dal giogo de' pregiudizi, e dalla superstizione ».

L'assegnamento pertanto delle regole più sicure, più circoscritte e determinate nelle arti essendo certamente uno dei vantaggi incontrastabili, che ci guiderebbe al fine proposto altro non mi resta che di cercare di introdurlo, smettendo, per dire così, dalle mani dell'artefice ignorante ed idiota la massa informe delle sue operazioni, per ridurla a quella semplicità ed esattezza tanto necessaria, dalla quale lo ha scostato l'empirica tradizione.

Oserei affermare essere stato questo il principio, che ha mosso il celebre Reamour a portare l'Accademia delle Scienze di Parigi a dare la mano alla descrizione e rettificazione di tutte le arti e mestieri, e si sarebbe a parer mio inutilmente aspettato questo insigne vantaggio per tutte le nazioni, non che per la Francia, se non fosse divenuto lo scopo di questo rispettabile corpo. La cultura adunque delle scienze naturali diremo col predetto signor Cigna, vale a dire quelle tutte che esaminano o la storia della natura o le leggi che la governano, essendo il frutto dell'osservazione, dell'esperienza, del confronto, dell'analisi, sono in potestà degli uomini e qualunque volta uomini d'ingegno e pazienti si sono applicati a coltivare il vasto campo che le somministra, non hanno mancato di raccoglierne copiosi ed utili frutti, sebbene, soggiunge egli, non rechino immediatamente un sensibile vantaggio, e non se ne possa subito vedere l'influenza nei nostri particolari bisogni.

Se debba adunque l'accademia attenersi alla raccolta dei lavori fatti dagli accademici in particolare, o se in nome di essa debbano formarsi degli atti intorno a qualche soggetto, o se finalmente si deva almeno dare una sanzione più respettabile alli stessi lavori de' particolari mediante una fraterna censura per cui si somministrino gli altrui lumi, sono tutte questioni assai spinose a risolvere.

Certo che i lavori d'un'accademia sono di gran lunga più utili di ciò possano riuscire quelli di ciascun accademico, perché più discussi, più ponderati, insomma segnati da un grado d'autorità molto superiore; ma pure qui si presentano naturalmente le parole dei regolamenti dell'Accademia di Francia, che ci crediamo in dovere di riferire e ponderare.

Se tuttavia il vantaggio che può risultare dal farsi lavori col soccorso dei lumi comuni non fosse senza contradizione incomparabile con quello che si può fare da' privati, ci asterremo volentieri da ogni ulteriore disamina, arrendendoci a così rispettabile autorità. Nasce pertanto dal soggetto la questione, d'onde abbian tratta origine gli inconvenienti accennati, e da lunga sperienza comprovati? Il

peggiore a mio avviso, perché il più naturale all'umana natura, si è, diremmo col lodato padre Gerdil, ch'ella è umana cosa che col progresso del tempo e col lungo possesso ed uso degli onori accademici si raffreddino alquanto gli spiriti, e dall'ottimo si discenda insensibilmente al buono; diminuisce se affatto non s'estingue l'entusiasmo, che da prima ne animava ogni accademico, onde si facevano sforzi d'ingegno, di pazienza e d'esatezza; soggiungerei anche volontieri di prendere in considerazione li rei effetti d'un troppo ambizioso amore proprio, nel volersi mostrare superiore alli altri, e così di presumere d'aver più da perdere che da guadagnare in un comercio sociale di notizie e d'idee.

Pur troppo suole ciò accadere, e più che mai a giorni nostri vedesi regnare un male si epidemico, ma ragione vuole d'indagarne le più prossime cagioni per andarvi al riparo e forse, che il male ha più profonde radici, e non dee riguardarsi, se non che per una cativa conseguenza d'una causa poco buona. Infatti riflettendo non essere occorso nell'Accademia di Firenze, né essere avvenuto in altre compagnie in quei tempi ne' quali le dette accademie d'Europa, godendo del favore del loro Principe, veniva compartita una estrinseca considerazione ad ogni accademico, parmi senza timore d'errare di poter assegnare per causa primaria della decadenza di si fatti corpi lo spirito poco filosofico che si portò nello stabilirli, formando regolamenti, dirò così, di mera apparenza, e quindi alla mancanza di protezione. Che questa sia verità, si prendano ad esaminare tutte le constituzioni di si fatti corpi, e si vedrà che la loro destinazione fu sempre lo avanzamento delle scienze in astratto, ed il comodo, la soddisfazione, e la gloria degli accademici in particolare, onde l'applicazione di queste scienze al ben pubblico è poi sempre stata un caso particolare e spesso fortuito, il quale dipende dall'arbitrio o dalla sorte, e da qui nacque l'opinione comune e volgare dell'inutilità delle scienze, il poco conto che si fa dei dotti e necessariamente il raffreddamento degli spiriti: osserva ottimamente in fatti il signor Cigna, che le scoperte, che chiamare si possono di prima classe, che apportarono una utilità immediata e grande, furono frutto per lo più di un'esperienza casuale, piuttosto che dello studio e della riflessione; tale fu la scoperta della bussola, della polvere, dell'uso medico del mercurio, della china, che dobbiamo a rozzi Americani, il bleu di Prussia, ed altre innumerevoli spettanti alle arti di secondo ordine: siccome gli uomini non possono prefiggersi o promettersi di essere fortunati così dice egli non si può far stabilimento, che tenda unicamente a tali scoperte. Si potranno bensì fissare premi, e ricompense agli artefici per eccitare la loro curiosità, affinché non trascurino qualunque fatto nuovo, che l'azzardo possa loro presentare nell'esercizio delle loro arti: ora questo venendo poi communicato ad un corpo di gente illuminata darà occasione di utili lavori sia nell'analizzare, ridurre a suoi principi, e vedere se contenga qualche nuova od importante verità, e se ne possa risultare qualche utile applicazione all'arte medesima, che vi ha dato occasione, od anche ad altre arti disparate e lontane, ed in questo modo anche sarà tolto l'abuso de' visionari ignoranti e degli impostori, che di tempo in tempo annoiano il pubblico colle prettese loro scoperte, e che o essi medesimi gravemente s'ingannano, o cercano d'ingannare e di surrepire [*sic*] un premio od una privativa, unico scopo delle loro

ostinate e cieche ricerche. Sembrami però anche da queste stesse osservazioni sempre più chiaramente apparire la necessità di talmente combinare le cose, che si ricavi il frutto dell'osservazione, dell'esperienza, del confronto, dell'analisi, tutti istromenti delle scoperte, li quali però non basta che siano soltanto in potestà degli uomini d'ingegno e pazienti, onde sia loro lecito o no di farne uso a pubblico beneficio, ma si trovino soavemente impegnati ed astretti a ridurli in atto: conciosiaché la sperienza comprova giornalmente l'abuso, che si potrebbe fare da molti sotto speciosi prettesti di un tale arbitrio, senza punto scemare delle loro pretenzioni, le quali non possono ameno di ridondare in pubblico discapito perché a peso del medesimo. Si sono in tutti i tempi veduti de' letterati sdegnare persino di assistere colla dovuta assiduità alle assemblee non che di somministrare il numero di memorie annuali portato dai regolamenti: ma siccome riflette savissimamente il Padre Gerdil che l'obbligazione di presentare un dato numero di memorie, fa che soventi si rissentono le medesime del giogo del dovere, credo tanto più spediente d'insistere sulla obbligazione agli accademici ed al corpo di non perdere di mira i bisogni dell'umanità. Si dispongano dunque le cose in maniera che continuo sia l'esercizio delle notizie teoriche ed astratte a prò della pratica, si avezzi la Nazione ad una generosa communicazione dei lumi particolari, e si vedrà sollecitamente la fruttuosa differenza. Immaginare che i principi, in ogni tempo del loro governo, possano aver sempre l'occhio rivolto sopra un tale stabilimento e così su i membri che lo compongono, non è ragionevole cosa, mentre sarebbe soventi a pregiudizio del rimanente del sistema del governo: onde resta a desiderare che il principe faccia entrare si fatta instituzione nel sistema del governo acciò non possa degenerare senza detrimento e dissoluzione del tutto, di modo che reggendo il meccanismo generale anche questa parte venga convenientemente alimentata e favorita. Se dunque le cose di scienze, di commercio, d'arti, di agricoltura etc. cadranno sotto la vigilanza dell'Accademia, vi sarà occupazione presso che continua per gli accademici, occupazione, che servirà di fecondo incoraggiamento, il quale porta seco il doppio carattere della pubblica estimazione e del lucro; occupazione per altra parte tanto più secondo le viste dell'illuminato sovrano, perché condotta ad ottimo fine, e perché venendo appoggiata al corpo quallora venisse anche da questi appoggiata ad un accademico passerà sempre ad un scrutinio rigidissimo, e se ne inserirà il più esatto rapporto negli atti dell'accademia per tramandarsi alla posterità. Le gravi incombenze specialmente potrebbero dunque somministrare soggetti d'occupazione al corpo intiero concorrendovi ogn'uno per quella parte, a cui si è dedicato: quanto alle picciole non potranno nemmeno trattarsi dagli accademici senza renderne conto nelle assemblee per aver il sentimento dei soci: ecco dunque un mezzo di dare un'anima all'accademia per mantenerla nel vigore dell'instituzione; a luogo a luogo poi si proporranno mezzi per conservarlo in quegli individui, che si lasciassero guadagnare dall'indolenza, o per naturale inclinazione, o per non esporsi alle soperchierie d'altri soggetti torbidi, gelosi, vani, e pieni di sospetti.

Documento n. 2

SIRE

Nel presentare a V. M. il saggio dei documenti sui quali credo debba essere fondata la stabile e ben intesa instituzione dell'Accademia delle Scienze, mi fo un dovere di sottomettere alla M. V. quei riflessi, ai quali mi sono appoggiato, accioché piacendo a V. M. di dargli un'occhiata, possa risparmiarsi la fatica d'una troppo lunga lettura (1).

Sembrami che in primo luogo il decoro, e conseguentemente la fermezza e l'ordine, siano le basi sulle quali indispensabilmente devesi fondare l'edificio.

A questo fine ho pensato che non si potrebbe variare gran fatto sovra certi punti capitali stabiliti ed osservati in tutte le istituzioni di tale natura, che esistono e fioriscono nell'Europa ed anche nel Nuovo Mondo (2).

La prottezione immediata del Re, come è in uso dapertutto, diventa il punto capitale della fondazione perché escludendo le autorità d'ogni altro ordine si tolgono i mezzi occulti e minuti de' quali sanno far uso i particolari per venire a capo de' loro intrighi e fini secondi; locché sicuramente basterebbe per rovinare più o meno lentamente qualsivoglia ottimo stabilimento come viene seriamente raccomandato dai soci di Francia nelle osservazioni da medemi fatte ai regolamenti statili comunicati nell'anno 1773, e di fresco umiliati alla M. V. in Moncaglieri.

Il cardinale di Richelieu, avido di governare, ha veramente stabilito una prottezione di mezzo tra il Re e le accademie di Pariggi e se ne investì esso medesimo: ma non è questa pratica addottata né dall'imperatrice delle Russie per quella di Pietroburgo, né dal re di Prussia per quella di Berlino, né dal re d'Inghilterra per quelle di Londra e di Gottinghen, né dai re di Svezia e di Danimarca per le loro, né dall'imperatore per quella di Vienna, né finalmente per quella del re delle Spagne; essendone i rispettivi prottettori, loro sovrani (3).

(1) Commettendo l'incarico di questi a persona illuminata e dottata di quel senso intimo che volgarmente dicesi comune, ma che al parer mio più giustamente deve chiamarsi filosofico.

(2) E si riducono ai principi stessi del commercio in generale, poiché materia commerciabile anche possono strettamente dirsi le produzioni dell'ingegno perciò prottezione e favore, libertà determinata e difesa da leggi savie ed adattate sono il nerbo di questi stabilimenti.

(3) Omettendo di numerare tante altre anche nell'Italia, nate dopo quella di vostra maestà e poco poco sin'ora conosciute. Siccome però la M. V. è cotanto carica di serie occupazioni, quallora volesse dividere gli oggetti delle paterne sue cure ed appoggiare in mani tuttavia primarie la reale sollecitudine di cose letterarie, non potrebbe questa passare degnamente ad altre fuorché a quelle del sapientissimo Principe ereditario il quale, giustamente riguardandosi come una stessa persona del Re, verrebbe a figurare la protezione immediata; purché nelle cose di rilievo e negli atti estrinseci comparisse la persona di V. M.; onde il presidente o gli altri ufficiali di detto corpo avessero l'onore dell'accesso alla M. V. coll'intervento dell'augustissimo Principe Reale per informarla di

Provisto al massimo decoro estrinseco del corpo colla immediata prottezione del Re, resta niente meno indispensabile di assicurarne la decenza intrinseca, mentre da questo punto sostanziale dipende la riputazione e la gloria dell'accademia, la quale deve rifondersi sulla nazione intiera, ma su questo punto devo rifferirmi al progetto umiliato ultimamente in Moncalieri alla M. V.

Per ottenere questo fine, di tutti il più importante, si richiede una squisita scelta degli ufficiali, e tra questi del presidente, del vice presidente e del segretario, non meno che del primo sotto-segretario, chepperò la riputazione e fama letteraria sembrami ad ogni modo doversi preferire per l'applicazione dei soggetti ne' mentovati posti ad ogni altra decorazione, o riguardo estrinseco di nascita, di dignità, e di onori; mentre devono questi impiegati (*a*) essere considerati di comune consenso anche presso le altre nazioni come i giudici più illuminati, e rendersi colla fama loro mallevadori della felice riuscita del stabilimento.

Per assicurare il governo da ogni disturbo tanto per le produzioni che si presenteranno all'accademia e da essa si pubblicheranno, quanto alla conservazione dell'armonia necessaria tra gli individui si è pensato in primo luogo a ristringere le materie da trattarsi dagli accademici alle matematiche ed alle scienze sperimentali e di osservazione, acciò non succeda mai che nessuno siavi il quale possa, anche volendo, azzardare proposizioni le quali interessino la religione, il governo, o finalmente il costume; per questo effetto si è data l'esclusione a tutte quelle scienze, le quali o per la loro prossima connessione con questi oggetti così rispettabili e sacrosanti, o per l'estesa loro naturale libertà potessero facilitare le occasioni di inciampo ([4]); e sia di più vietato a tutti i soci nazionali di qualificarsi tali, anche nelle opere loro particolari, quando non ne abbiano ottenuto prima l'approvazione del corpo stesso.

A questo fine pur anche secondo il sentimento del marchese di Fleury, si è giudicato conveniente di affiddare l'autorità al solo presidente di visare tutte le cose che devono stamparsi o, in mancanza del medemo, trasferirla esclusivamente al vice presidente, accioché, essendone un solo responsale, vi usi tutta quella cautela che si deve non solo per la sicurezza dell'onore del corpo, non ammettendo fuorché produzioni degne della sua riputazione, ma quello che sommamente importa, anche per la massima cautela del governo.

quelle cose che possano interessare seriamente l'accademia e per averne le alte sue determinazioni.

(*a*) Il re di Prussia, nelle annotazioni da esso fatte ai regolamenti della sua accademia stati stesi dall'illustre Maupertuis che avea fatto venire da Pariggi per crearnelo presidente colla più estesa autorità su tutti gli ordini di persone comprese in così rispettabile cetto, dice che siccome si preferiscono i migliori generali per il comando delle armate ai più nobili ed ai più ricchi, così anche nelle scienze s'hanno da scegliere li più illustri di fama per reggere i corpi letterari senza che nessuno abbia dritto di dolersene, onde essere preferibile il cittadino più celebre ad ogni altro di qualunque grado e condizione men rinomato.

([4]) Tuttocché però il marchese di Fleury avesse stimato di ammettere le parti della filosofia speculativa.

Finalmente per ottenere l'indispensabile armonia del corpo e tra gli individui, si sono stese alcune leggi onde conciliare la riverenza dovuta alla maestà del luogo in cui si raduneranno gli accademici, la subordinazione agli ufficiali, o a chi presiederà il rispetto naturale dovuto all'adunanza e le convenienze di stima e di civiltà vicendevole: essendosi pur anche provveduto per l'amministrazione economica.

A questi punti si sono ristretti li qui uniti regolamenti modellati su quelli delle altre accademie, e distesi colla maggior precisione possibile per ottenere la dovuta chiarezza, e non dar luogo per quanto si può a particolari interpretazioni.

Siccome nel supplicare la M. V. di ultimare questo suo stabilimento, non sarebbe da buon suddito l'ommettere il troppo giusto riguardo di non rendersi gravoso alle reggie sue finanze, così si sono pesate e ridotte al minimo possibile le spese, e si è riconosciuto potersi ancora detrarre senza incongruità dalle somme portate dai due diversi piani stati rassegnati alla M. V. L. 1.800, le quali erano destinate per i premi delle proposizioni che farebbe l'accademia, di modo che ascende ora il bilancio a sole L. 10.000, fondo sicuramente bastevole quallora cada annualmente tutto nelle mani del tesoriere dell'academia [5].

Non ostante la massima economia portata nel bilancio, non si è però tralasciato di conservare nell'estrinseco l'aria di grandezza che richiedono questi stabilimenti e corrispondente alla naturale generosità e munificenza della M. V., come si potrà scorgere dal contesto del saggio delle patenti, e dal regolamento 2°; essendo poi nel caso V. M. di migliorarne la condizione su questo punto, quando se gliene offeriranno più propizie occasioni.

Un solo riglievo mi resta a fare per ultimo o' Sire, ed è che la M. V. viene riguardata dall'Europa tutta come l'unico sovrano al quale spetta per tutti i titoli la gloria immortale di far rinascere e fiorire le scienze nell'Italia, e non solo così si pensa dai francesi e dalli inglesi, ma così sperano gl'italiani stessi, come già lo hanno tante volte spiegato i pubblici avvisi, e come può la M. V. raccogliere dalle qui unite lettere: ora per l'assicurazione di questo giusto ed universale tributo, che si rende all'illuminata mente di V. M. basta ch'ella si degni di comandare la spedizione delle patenti, alle quali vadano uniti i regolamenti e la nomina degli ufficiali ed altri academici per poterne trasmettere una copia alle diverse accademie d'Europa secondo lo stile affine d'avere la loro corrispondenza, ed informare tutti i soci delle provvide determinazioni di V. M., riservandosi tutto l'aggio per risolvere e stabilire quello che più le piacerà intorno ai redditi o annue proviste pel suo mantenimento.

Felice me, se mi è riuscito di secondare le savie mire della M. V. e di destare tutte le lingue de' dotti a pubblicare, e trasmettere ai posteri l'innumerevoli preggi del grand'animo di V. M. che è quanto avrei in mira, mentre col più proffondo ed umile ossequio riverente mi prostro ai sacri piedi.

[5] E non si facessero passare le proviste per diverse mani le quali vi avranno difficilmente lo stesso impegno ed uguale disinteressamento.

Documento n. 3

Risposte date da S. E. il Signor Conte Perrone sopra lo stabilimento dell'Accademia, al Conte Morozzo deputato a nome di questa

lì 25 maggio 1782

Il Signor Conte Perrone pare mostrare il più vivo interessamento per assodare tale stabilimento.

Ha ritenuto presso di lui il volume delle collezioni accademiche per farlo vedere a S. M. Consiglia a mettere al chiaro tutti li progetti riguardanti la casa, le macchine, la biblioteca.

Cioè quanto alla casa di vedere se l'alloggio propostoli al colleggio de' Nobili sia sufficiente vedere se da padri già di S. Antonio, trovisi sito sufficiente, ed in quel caso notare le camere, e specificare occupata dal tale; quanto all'addobamento aprova, che dal guarda mobile vengano amministrati li mobili.

Trovata questa casa la quale secondo il suo pensiero deve calcolarsi a L. 1.500 se si deve pagare ho proposto che per le due pubbliche adunanze annue vengano per più decoro fatte in casa di S. M. nelle camere in cui radunasi l'accademia di pittura, il che ha ritrovato conveniente assai.

Quanto alla maniera di fare la biblioteca aprova il suggerimento che o da quelle de' frati supressi, e da soprimersi, con li volumi doppi di quella di S. M., o con cangi si venga formare la biblioteca, suplendosi anche con quella del Conte Saluzzo. Quanto alle macchine pure trova l'espediente progettato opportuno.

Desidera avere la pianta della formazione dell'Accademia colle cariche destinate a sogetti di Presidente, Vice Presidente, Segretario, Tresoriere, e Bibliotecario.

Entrato in pensiere riguardo a Mr. Lagrange di nominarlo presidente, e Cigna Vice Presidente.

Circa la corrispondenza franca per i plichi, libri, lettere, egli stesso pensava a Mr. Boccard quando ce lo proposi il quale secondo me potrebbe incaricarsi dell'economico.

Resta per ultimo a parlare del più interessante vale a dire de' fondi, considera come impossibile a destinare fondi di supressi conventi o da soprimersi, poiché sono destinati a d'altro oggetto, ha aprovato il suggerimento della privativa delli almanacchi, ma vorrebbe un conto del prodotto, che con ciò si otterebbe, poiché per togliere ogni inciampo sopra tal fondo *ad tempora* si potrebbe dare una penzione a quelli che hanno surrepito o che per longa consuetudine tiene luogo di privileggio esclusivo.

Verebbe inoltre accordata la lotteria qualora i fondi qui sopra non fossero valevoli o cadun'anno, o ogni due.

Non trova conveniente che solo si ottenga una patente, senza assegnazione di modo per i fondi. Desidera in somma di avere tutte le memorie necessarie per giovedì a poter presentare a S. M. codeste memorie; l'una sarà un piano per l'erezione, e li stabilimenti accademici.

L'altra sarà concernente a' mezzi di procurarsi detti fondi a cui verrà annesso un calcolo della spesa annuale e delle prime spese.

Vedrà con piacere stante gl'incommodi del Conte Saluzzo, che si trattino codesti affari dal Conte Morozzo il quale seco lui ha desiderato il Dottor Cigna.

Documento n. 4

PROJET ÉCONOMIQUE

L'Académie profitant des généreuses dispositions où est S.M. de lui accorder un établissement solide, lui propose les moyens qui semblent les plus économiques sur la façon de lui procurer les machines nécessaires, la bibliothèque, les avances de l'édition, et, pour l'ameublement de l'appartement désigné et reduit, la dépense pour le premier établissement, comme l'on verra à chaque article.

Nº 1 MACHINES

S. A. R. Monseigneur Le Prince de Piémont aurait probablement la bonté d'accorder à l'Académie celles de son Cabinet d'éducation.

S. M. pourrait au surplus accorder celles qui se trouvent à double à l'Université; il y aurait encore les instrumens qui sont dans le monastère de Casenove, et peut être dans d'autres maisons réligieuses (*a*) qui pourraient tomber dans la réforme, et il n'en coûteroit alors que le raccomodage de celles à qui il manquerait quelque chose, et l'excédent des machines nécessaires pourrait facilement suppléer à cette dépense. Quant à ce qui est des commodes pour déposer les instrumens, et les ustensiles, on les comprendra ci-après dans les boisages de la bibliothèque, et on épargnérait par là au moins L. 10.000.

Nº 2 BIBLIOTHÈQUE

La bibliothèque ne serait pas plus difficile à combiner si l'on pouvait avoir celles des réligieux secularisés, et principalement celles de Casenove, s'il plaisait à S. M. de donner les ouvrages qu'elle peut avoir à double dans la bibliothèque quand même le matières ne seraient pas de la compétence

(*a*) Les réligieux de Saint François de Paul ont quantité des machines qui leur son fort inutiles.